



THESE DE DOCTORAT DE L'UNIVERSITE BOURGOGNE EUROPE

Ecole doctorale n°593

Droit Gestion Économie et Politique

Doctorat de Science Politique

Par

MOUKAGNI MOUKAGNI Hans Gerold Sorhel

Les nouvelles routes de la soie et l'inquiétude d'un néo-impérialisme de la Chine : éléments de technologies politiques

Thèse soutenue à Dijon, le 20 mai 2025

Composition du Jury :

M. Rossatanga-Rignault, Guy, Professeur de Droit public et de Science politique Université Omar Bongo (Président du Jury)
M. Gazibo, Mamoudou, Professeur des Universités Science politique Université de Montréal – CÉRIUM (Rapporteur)
Mme. Tourard, Hélène, Maître de Conférence HDR Droit public Université de Bourgogne – CREDIMI (Examineur)
M. Porteilla, Raphaël, Professeur de Science politique Université de Bourgogne – CREDESPO (Directeur de thèse)
M. Poirmeur, Yves, Professeur émérite de Science politique, Université Versailles St-Quentin-en-Yvelines (Rapporteur)

Titre : Les nouvelles routes de la soie et l'inquiétude d'un néo-impérialisme de la Chine : éléments de technologies politiques

Mots clés : Nouvelles routes de la soie, néo-impérialisme de la Chine, menace chinoise, technologies politiques, Ordre fondé sur des règles, Sud Global.

Résumé : En 2013, Xi Jinping accède à la tête de la République populaire de Chine (RPC) et lance un slogan qui deviendra le fondement de sa politique étrangère : le "rêve chinois" (*Yi dai lu*). Pour concrétiser cette vision, il initie le projet des Nouvelles Routes de la Soie (BRI), un ambitieux programme mobilisant plus de 1 000 milliards de dollars d'investissements. Ce projet s'apparente, selon certains analystes, au Plan Marshall. En tenant compte des dimensions politiques, économiques et géopolitiques qu'il implique, de nombreux experts estiment que la BRI s'inscrit dans une grande stratégie visant à permettre à la Chine de bouleverser le *statu quo* international et de se positionner comme la puissance dominante du XXI^e siècle.

Deux grands courants interprétatifs cherchent à éclairer cette stratégie et les ambitions de la Chine en matière de distribution de puissance mondiale : le courant matérialiste du *hard power* et le courant idéationnel du *soft power*. Le premier soutient que la BRI représente une stratégie globale de Pékin pour étendre son influence à l'échelle mondiale et supplanter les puissances occidentales, en s'appuyant sur une puissance militaire croissante et la robustesse de son économie. Le second, bien que similaire, interprète la BRI comme un instrument de diffusion de la vision du monde, des valeurs et de la culture de la Chine, visant à orienter les autres acteurs internationaux pour qu'ils agissent dans l'esprit de Pékin, tout en adoptant son image.

Face à ces deux approches, la thèse propose une analyse des *technologies politiques*, ou *technologies de puissance*. Cette nouvelle approche théorique en relations internationales repose sur l'analyse du pouvoir développée par Michel Foucault. Elle soutient que, sur la scène mondiale, les États cherchent à influencer le comportement des autres par des moyens discursifs, en exploitant des mécanismes de pouvoir aussi bien matériels qu'idéels, afin de modeler à la fois les corps et les esprits. En s'appuyant également sur la notion de pouvoir symbolique de Pierre Bourdieu, cette approche met en lumière plusieurs concepts : la *lutte doxique*, représentant le conflit entre idéologies révisionnistes et occidentales ; les *lieux communs*, qui agissent comme espaces de convergence ; et le *capital symbolique*, qui constitue les ressources accumulées par un État pour influencer les comportements présents et futurs des autres acteurs.

La thèse pose l'hypothèse que, par le biais de la BRI, la Chine transforme les relations sociales de domination sur la scène mondiale, s'appuyant sur un contexte historique marqué par une crise de légitimité des puissances occidentales. En exploitant cette brèche, la Chine propose son modèle de *consensus de Pékin*, qui se positionne comme une alternative au *consensus de Washington*. Ce modèle politique et économique tend ainsi à s'imposer dans le monde en développement, incarné par le concept de *Sud Global*.

Title: The New Silk Roads and Concerns over China's Neo-Imperialism: Elements of Political Technologies

Keywords: New Silk Roads, China's Neo-Imperialism, Chinese Threat, Political Technologies, Rules-Based Order (RBO), Global South.

Abstract: In 2013, Xi Jinping assumed leadership of the People's Republic of China (PRC) and introduced a slogan that would become the cornerstone of his foreign policy: the "Chinese Dream" (*Yi dai lu*). To bring this vision to life, he launched the Belt and Road Initiative (BRI), an ambitious program mobilizing over \$1 trillion in investments. This project has been likened by some analysts to the Marshall Plan. Considering the political, economic, and geopolitical dimensions it encompasses, many experts believe that the BRI is part of a grand strategy aimed at enabling China to challenge the international status quo and position itself as the dominant power of the 21st century.

In response to these perspectives, the thesis proposes an analysis of *political technologies*, or *technologies of power*. This new theoretical approach in international relations is based on Michel Foucault's analysis of power. It argues that, on the global stage, states seek to influence the behavior of others through discursive means, utilizing mechanisms of power that are both material and ideational to shape both bodies and minds. Also drawing on Pierre Bourdieu's concept of symbolic power, this approach highlights several concepts: *doxic struggle*, which represents the conflict between revisionist and Western ideologies; *commonplaces*, which act as spaces for convergence; and *symbolic capital*, which constitutes the resources accumulated by a state to influence the present and future behaviors of other actors.

Two main schools of thought have sought to interpret China's strategy and its aspirations to control the mechanisms of global power distribution: the materialist perspective of hard power and the ideational perspective of soft power. The former suggests that the BRI serves as a grand strategy for Beijing to extend its influence globally and supplant Western powers by leveraging its expanding military capabilities and economic strength. The latter, while similar, views the BRI as an instrument to spread China's worldview, values, and culture, aiming to influence other international actors to act in line with Beijing's interests while adopting its image.

The thesis posits that, through the BRI, China is transforming social relations of domination on the global stage, capitalizing on a historical context marked by a legitimacy crisis among Western powers. By exploiting this opening, China presents its *Beijing Consensus* model as an alternative to the *Washington Consensus*. This political and economic model thus tends to establish itself in the developing world, represented by the concept of the *Global South*.

DÉDICACES

Je dédie cette thèse à mon fils, MOUKAGNI Hans Elisée, qui a enduré mon absence pendant près de six ans, lorsque j'ai voyagé en France, le laissant à l'âge tendre de quatre ans pour pouvoir réaliser cette thèse. Il a été ma principale source de motivation et d'inspiration tout au long de ce parcours.

Je dédie également cette thèse à ma mère, KOUMBA MAKÉLA Michelle Rose, une femme qui a toujours cru en moi et n'a cessé de me motiver.

Enfin, je dédie cette thèse à ma fiancée, EVOUROU Tessia Delisa, qui m'a donné cet enfant dont je suis fier.

RÉMERCIEMENTS

Je me sens redevable envers plusieurs personnes, sans qui cette thèse n'aurait jamais vu le jour.

Je tiens d'abord à exprimer mes sincères remerciements à Philippe ICARD, qui a accepté de me prendre comme doctorant et d'encadrer cette recherche. Je le remercie pour sa rigueur et son goût prononcé pour l'effort. Il a été présent de la conception à la finalisation de cette thèse, en orientant mes réflexions, en corrigeant chaque faute de grammaire ou de conjugaison, en questionnant la pertinence de mes développements, et ce, malgré son départ à la retraite. Il a été un conseiller exceptionnel et un directeur avec lequel j'ai réellement apprécié travailler.

Je remercie également Raphaël PORTEILLA, qui a assuré la succession de Philippe ICARD. Grâce à lui, j'ai pu affiner davantage mon style, chaque note de bas de page étant corrigée avec précision, parfois de manière pointilleuse. C'est également lui qui a suggéré à Philippe ICARD d'encadrer ma thèse, et pour tout cela, je lui en suis profondément reconnaissant.

Je souhaite également remercier Mamoudou GAZIBO, qui m'a encadré lors de mon séjour de recherche au Canada, à l'Université de Montréal. Ses travaux, en collaboration avec Roromme Chantal, ont été essentiels pour éclairer ma compréhension des relations internationales et m'ont aidé à systématiser l'approche foucaldienne du pouvoir. C'est Mamoudou GAZIBO qui m'a encouragé à rédiger mes premiers écrits, à une époque où mes idées étaient encore éparses.

Je tiens aussi à remercier Guy ROSSATANGA-RIGNAULT, mon directeur de mémoire en master. Son intellect m'a toujours fasciné, et il a été un modèle pour moi dans le domaine de la recherche.

Enfin, je remercie toutes les personnes qui, de près ou de loin, ont contribué à la réalisation de cette thèse. Les nombreux échanges avec mes collègues du laboratoire et les discussions au sein de mon cercle restreint ont été précieux pour affiner mes réflexions.

LISTE DES SIGLES ET ABRÉVIATIONS

ADIZ	Air Defense Identification Zone
AGNU	Assemblée Générale des Nations Unies
AIEA	Agence Internationale de l'Énergie Atomique
ALE	Accord de Libre Échange
APEC	Asia-Pacific Economic Cooperation
APL	Armée Populaire de Libération
ASEAN	Association des Nations d'Asie du Sud-Est
AUKUS	Partenariat de Sécurité Trilatéral, Australie, Royaume-Uni, États-Unis
BCIM	Bangladesh-China-India-Myanmar Forum
BM	Banque Mondiale
BRI	Belt and Road Initiative
BRICS+	Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud plus les autres
CASCF	China-Arab States Cooperation Forum
CCG	Conseil de Coopération du Golfe
CCSN	Comité Central de Sécurité Nationale
CÉRIUM l'Université de Montréal	Centre d'Études et de Recherche Internationale de l'Université de Montréal
China-CELAC Forum Caribbean States	Forum China and Community of Latin America and Caribbean States
CIA	Central Intelligence Agency
CICA	Conférence pour l'Interaction et les mesures de Confiance pour l'Asie
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement
CNUDM	Convention des Nations Unies sur le Droit de la Mer
COP	Conférence des Parties et des Chefs d'États
CVM	Chaînes de Valeur Mondiales
FED	Federal Reserve Board
FMI	Fonds Monétaire International
FOCAC	Forum on China-Africa Cooperation
Forum BAOA	Nonprofit that hosts high-level forums for Asia

GATT	General Agreement on Tariffs and Trade
GCI	Global Civilization Initiative
GDI	Global Development Initiative
GNL	Gaz Naturel Liquéfié
GSi	Global Security Initiative
G7	Groupe des 7
G77 +	Chine Groupe des 77 plus la Chine
GVM	Gouvernance des Chaînes de Valeur Mondiales
IDE	Indice de Développement Économique
Indo-Pacific	Vast Biogeographic region of Earth
IRIS	Institut de Recherche Internationale et Stratégique
JCPAO	Joint Comprehensive Plan of Action
MAD	Mutual Assured Destruction
MCM	Mer de Chine Méridionale
MENA	Middel East and North Africa
MO	Moyen-Orient
MINUSMA Unies pour la Stabilité du Mali	Mission multidimensionnelle intégrée des Nations
MINUSS	Mission des Nations Unies au Soudan du Sud
NEP	New Economic Policy
NSC – 68	United States Objectif and Programs for National Security
OBOR	One Belt One Road
OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Économique
ODD	Objectifs de Développement Durable
OEA	Organisation des États d'Amérique
OMC	Organisation Mondiale du Commerce
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
ONG	Organisation Non Gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
OPEP	Organisation des Pays exportateurs de Pétrole
ORD	Open Rules Dialog

OTAN	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord
P2	Les deux Puissance illibérales du Conseil de Sécurité des Nations Unies
P3	Les Trois Puissances libérales du Conseil de Sécurité des Nations Unies
PNAC	Project for the New American Century
PCC	Parti Communiste Chinois
PIB	Produit Intérieur Brut
PNB	Produit National Brut
PPA	Parité de Pouvoir d'Achat
RBO	Rules-Based Order
RDC	République Démocratique du Congo
RPC	République Populaire de Chine
SDN	Société Des Nations
SIIS	Shangai International Institut Studies
SIPRI	Stockholm International Peace Research Institute
SLOC	Security Sea Lines of Communication in Asia
TiVA	Trade in Value-added
TNP	Treaty on the Non-Proliferation of Nuclear Weapon
TPA	Tribunal Permanent d'Arbitrage
TTP	Trans-Pacific Partnership
UE	Union Européenne
UNASUR	Union of South America Nations
UNCLOS	United Nations Convention on the Law of the Sea
UNESCO	United Nation Educational Science and Cultural Organisation
URSS	Union Soviétique
USA	United States of America
ZEE	Zone Économique Exclusive

TABLE DES MATIÈRES : Les nouvelles routes de la soie et l'inquiétude d'un néo-impérialisme de la Chine : éléments de technologies politiques

Résumé	i
Abstract	ii
DÉDICACES.....	iii
RÉMERCIEMENTS	iv
LISTE DES SIGLES ET ABRÉVIATIONS.....	v
TABLE DES MATIÈRES.....	viii
LISTE DES TABLEAUX	xiii
LISTE DES FIGURES	xiii
INTRODUCTION GÉNÉRALE.....	3
1. Des anciennes aux nouvelles routes de la soie, la conquête du pouvoir mondial 7	
2. Un projet qui effraie le monde occidental.....	14
3. L'Amiral Zheng He, une vision symbolique de la puissance chinoise	16
4. La persistance du « syndrome de l'humiliation »	20
5. <i>Hard power, soft power</i> et technologies politiques de la Chine	22
6. Cadre méthodologique.....	24
7. Annonce du plan	26
Première partie : L'émergence de la puissance chinoise entre mythe et stratégie de puissance.....	28
TITRE I : Les fondements historiques, théoriques et conceptuels de la puissance hégémonique	29
CHAPITRE PREMIER : Naissance d'un mythe et production du consentement.....	30
I. Les paradoxes de l'hégémonie	36
A. Le mythe de l'hégémonie : une tentative de production de la servitude volontaire 37	
1. Les alliances entre cités grecques : la ligue de Délos	38
2. La percée de l'hégémonie impériale de Charles Quint.....	40
B. Les différentes formes d'hégémonies.....	44
1. Le Roi-Soleil, entre guerres anti-hégémoniques et piège de l'hégémonie.....	44
2. Napoléon ou la figure emblématique du messianisme.....	46
C. Un nouvel édifice fondé sur la paix économique	48
II. L'école américaine et la thèse de la menace chinoise	52
A. La théorie de l'équilibre des puissances.....	53
B. Les théories du leadership et de la stabilité hégémonique	55
C. La théorie de la transition de puissance ou l'inexorable « tragédie » entre la Chine et les États-Unis	58

D.	La fin de l'histoire et le choc des cultures : la dangerosité de l'alternative libérale	65
E.	Le <i>hard power</i> chinois.....	69
F.	La précarité du <i>soft power</i>	78
1.	Origine et pratiques du <i>soft power</i>	79
2.	Le <i>soft power</i> aux caractéristiques chinoises (<i>ruan shili</i>)	82
	Conclusion du chapitre premier.....	85
	CHAPITRE II : La prise en compte de la montée en puissance de la Chine	88
I.	La montée en puissance pacifique de la Chine : <i>Soft power</i> ou stratégie de puissance ?	92
A.	L'utilisation du <i>soft power</i> et la diplomatie chinoise pour éviter les conflits	94
B.	L'affirmation de puissance et la dimension révisionniste	99
C.	De la rhétorique du profil bas à l'assertion de puissance : un <i>soft power</i> en mutation.....	103
II.	La perception internationale de la montée en puissance de la Chine : la persistance de la notion de menace chinoise	105
A.	Au-delà du <i>soft power</i> chinois.....	105
B.	La menace chinoise une invention du Pentagone.....	110
C.	Chine/États-Unis, l'interdépendance systémique complexe	112
	Conclusion du chapitre II	122
	CHAPITRE III : Une nouvelle perspective théorique pour comprendre la Chine de Xi Jinping	127
I.	Dévoiler la véritable nature du pouvoir : entre <i>overpower</i> et <i>cover-power</i> ?	136
A.	La double controverse au sujet du pouvoir	137
B.	Les études formelles du pouvoir	147
II.	La technologie de puissance comme nouvelle approche pour comprendre la Chine	153
A.	Qu'est-ce que la technologie de puissance ?	154
B.	Des concepts élémentaires pour une théorie foucaldienne de la puissance et clarification des hypothèses.....	159
1.	Le besoin cinétique	160
2.	L'inharmonie spontanée.....	160
3.	La stratégie de pouvoir.....	161
4.	La technique de pouvoir.....	161
5.	La réaction cinétique.....	161
	Conclusion du chapitre III	165
	Deuxième partie : Fracturation de l'ordre mondial occidental et émergence d'un ordre régional illibéral	168

TITRE II : La crise terminale de l'hégémonie occidentale	169
CHAPITRE IV : La faiblesse du système occidental comme condition de possibilité de l'émergence de la Chine	171
I. Les fragilités observées dans l'usage de la politique de puissance	176
A. La politique étrangère des puissances occidentales : une mondialisation armée.....	178
1. Augmentation des dépenses militaires et multiplication des conflits	181
2. La malédiction des ressources.....	186
B. La faiblesse de l'État ou la propagation de l'État-failli.....	187
II. Les transformations violentes du système international et les origines d'un monde non-occidental	191
A. De la Société des Nations à l'ONU : reproduction de l'échec d'un ordre mondial	192
1. L'échec de la Société des Nations.....	192
2. Un héritage difficile	194
3. L'ONU sous pression.....	196
4. Les revendications du Sud	198
B. Le conflit ukrainien ou la réforme de l'ordre fondé sur des règles	200
Conclusion du chapitre IV	206
CHAPITRE V : Le déclin relatif de la puissance américaine	208
I. La crise capitale de l'hégémonie étasunienne	209
A. Une crise de la profitabilité	210
B. Une relance économique inadaptée.....	220
II. Les prétentions guerrières des États-Unis et les conséquences désastreuses sur l'équilibre international	227
A. Une politique étrangère du marteau	232
B. Les effets sous-optimaux de la politique étrangère des États-Unis.....	243
Conclusion du chapitre V	250
CHAPITRE VI : L'émergence d'un système international alternatif	253
I. Du libéralisme autoritaire : les promesses de la nouvelle voie chinoise	255
A. Les origines schmittiennes de la politique chinoise	257
1. Une convergence sino-schmittienne illibérale	261
2. La réception et l'usage des concepts schmittiens dans le monde chinois	266
3. La sédimentation de Schmitt en Chine, entre « conservateurs », « libéraux » et « Nouvelle Gauche »	270
B. L'émergence du besoin cinétique : sous un État fort chinois, une économie saine !	274
1. Le Consensus de Pékin, un outil de différenciation économique	277
2. Les articulations des caractéristiques du modèle chinois en débat	279

3.	Disparition de la pauvreté dans le monde et sinophilie : les caractéristiques d'une inharmonie spontanée.....	286
II.	Les possibilités chinoises d'une transformation de l'ordre juridique international	291
A.	La politique juridique de la Chine : un outil de transformation du système juridique international	292
1.	Une utilisation déformée du droit	298
2.	Les domaines maritime et aérien comme espaces de revendications.....	299
3.	Étendre les revendications au droit extra-atmosphérique	306
B.	La Chine et le droit sur la disparité en matière de conformité	308
1.	Le bilan de la RPC en matière de non-conformité.....	310
2.	Le bilan de non-conformité de la RPC vis-à-vis du programme nucléaire de l'Iran	317
	Conclusion du chapitre VI.....	321
	Troisième partie : La Chine dans le monde en développement : Entre défis stratégiques et affirmation de puissance.....	323
	TITRE III : Le déploiement de la technologie de puissance de Pékin dans le Grand Sud	324
	CHAPITRE VII : Le pouvoir de la Chine sous Xi Jinping	327
I.	Idéologie et pragmatisme : deux instruments du pouvoir de Xi qui rapprochent la Chine de son identité traditionnelle	329
A.	La gouvernance philosophique de Xi : une fusion entre Confucianisme et Marxisme-léninisme.....	330
B.	Le pragmatisme au service de l'idéologie : un mécanisme de centralisation du pouvoir.....	336
II.	La BRI, une stratégie de contrôle de l'ordre international ?	342
A.	Une réponse à un besoin de sécurité nationale	343
B.	Des résultats mitigés.....	349
	Conclusion du chapitre VII	352
	CHAPITRE VIII : La politique africaine de la Chine à l'ère de Xi Jinping : entre besoin cinétique et inharmonie spontanée	354
I.	Le positionnement stratégique de la Chine comme pays du Grand Sud	356
A.	L'histoire des relations Chine/Afrique comme mécanisme de différenciation ..	358
B.	L'identité « Sud » de la Chine : une technique de pouvoir qui joue sur les représentations.....	363
II.	L'exportation du modèle illibéral chinois en Afrique	367
A.	Le capital humain comme outil de ralliement	367
B.	Une adhésion des élites et des populations africaines ?	377
	Conclusion du chapitre VIII	384

CHAPITRE IX : La politique étrangère de la Chine dans le monde arabe et en Amérique latine : un contrôle étendu du Grand Sud	386
I. La Chine dans le Moyen-Orient : un défi systémique pour le consensus de Pékin ..	388
A. La crise de légitimité des États-Unis dans le Moyen-Orient	392
B. La percée régionale de la Chine et le défi systémique du consensus de Pékin ..	398
II. La Chine en Amérique latine : une incursion inédite réussie dans l'arrière-cour de Washington.....	410
A. La double crise de légitimité et d'hégémonie des États-Unis en Amérique latine	418
B. L'attrait grandissant du consensus de Pékin en Amérique latine	425
Conclusion du chapitre IX.....	438
CONCLUSION GÉNÉRALE	439
1. Une contribution à l'amélioration des connaissances	445
2. Contribution épistémologique et méthodologique.....	447
3. Les limites de l'étude.....	450
▪ BIBLIOGRAPHIE	451
ANNEXE.....	500

LISTE DES TABLEAUX

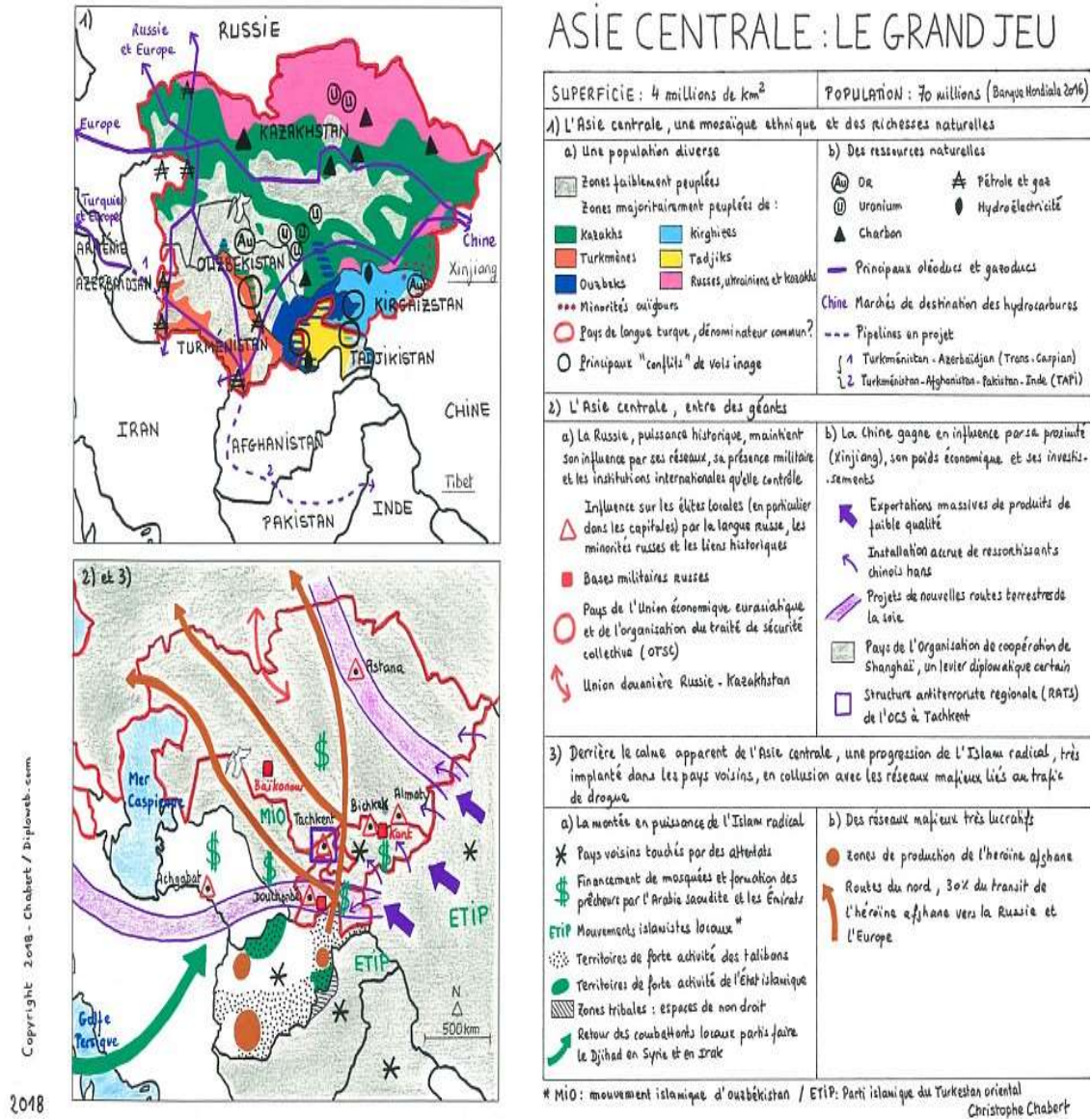
Tableau 1: La construction des concepts.....	164
Tableau 2: Les interventions militaires des États-Unis et alliés de l'OTAN (1845-2019)	235
Tableau 3: Les coups d'États orchestrés par les États-Unis contre des gouvernements démocratiquement élus.....	242
Tableau 4 : Seuil de pauvreté extrême dans le monde (1,25 dollar par jour, PPA en pourcentage)	290
Tableau 5: Indicateur de développement humain, 1990-2012	290
Tableau 6 : Meilleurs modèles de développement	379

LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Asie centrale : Le Grand Jeu.....	2
Figure 2 : Cours des actions des sociétés de défense vs S&P 500	184
Figure 3 : Carte du contentieux en Mer de Chine du Sud	301
Figure 4 : Carte illustrant les prétentions de la Chine concernant la ligne en U	305
Figure 5 : Le commerce entre la Chine et l'Afrique	385

Thème : *Les Nouvelles Routes de la Soie et l'inquiétude d'un néo-impérialisme de la Chine : éléments de technologies politiques*

Figure 1 : Asie centrale : Le Grand Jeu



Source : Christophe Chabert pour Diploweb.com, 2018 Chabert/diploweb.com.

INTRODUCTION GÉNÉRALE

Deuxième pays le plus peuplé au monde¹, la Chine est un État d'Asie de l'Est dirigé par un parti politique, le PCC (Parti Communiste Chinois). Ce dernier est composé de 11 millions de cadres et de 100 millions de membres² répartis en différents organes sous une forme pyramidale³, avec à sa tête le congrès dont les membres sont « théoriquement élus mais en réalité désignés⁴ ». Le congrès, organe supérieur, nomme le Comité central, dont découle le bureau politique du parti (*Politburo*), qui désigne les membres du Comité permanent. C'est ce Comité permanent qui détient le pouvoir suprême ; il est administré par le secrétaire général du parti, qui, depuis une période récente, gouverne le parti et l'État pour une durée de cinq (5) ans⁵.

Le 8 novembre 2012, le congrès désigne Xi Jinping comme Secrétaire général du parti en remplacement de Hu Jintao, qui a dirigé le PCC de 2002 à 2012⁶. Issu de la cinquième génération⁷ de dirigeants du parti, Xi Jinping a pour mission de proposer à celle qui est, depuis 2010 la deuxième économie mondiale⁸, un nouveau modèle de croissance économique et de résoudre les conflits internes au parti⁹. À la clôture des travaux du 18^e Congrès du PCC, Xi Jinping prend la parole et souligne les « énormes responsabilités »¹⁰ de la nouvelle équipe dirigeante, qui devra, entre-autres, résoudre le problème de la corruption¹¹ au sein du parti et de l'État ainsi que celui des inégalités. Ce sont là, selon Xi Jinping, les « graves défis » auxquels est confronté le PCC au

¹ Statista (2024). "Twenty countries with the largest population in 2024 (in millions)", <https://www.statista.com/statistics/262879/countries-with-the-largest-population/#:~:text=In%202022%2C%20India%20overtook%20China%20as%20the%20country,however%20its%20population%20went%20into%20decline%20in%202023,> Le 01 octobre, 2024.

² Phoebe Zhang, (2024). "China's Communist Party on track for 100 million members by year's end": Data shows membership is becoming more educated, while fall in younger membership slows and women, ethnic minority groups sign up in greater numbers, *South China Morning Post*, <https://www.scmp.com/news/china/politics/article/3268723/chinas-communist-party-track-100-million-members-years-end>, Le 01 octobre, 2024.

³ Marie-Claire Bergère, *Chine le nouveau capitalisme d'État* : "En clé de voûte, un régime autoritaire", Éditions Fayard, 2013, p. 137 et les suivantes.

⁴ Ibid.

⁵ Ibid.

⁶ Dominique Bari, (2022). Chine : "la tumultueuse arrivée au pouvoir de Xi Jinping", *L'Humanité*, <https://www.humanite.fr/culture-et-savoir/xi-jinping/chine-la-tumultueuse-arrivee-au-pouvoir-de-xi-jinping>, Le 1 octobre, 2024.

⁷ La première génération de dirigeants est constituée des révolutionnaires tels que Mao Zedong, la seconde génération est représentée par Deng Xiaoping, la troisième génération par Jiang Zemin, la quatrième génération par Hu Jintao et la cinquième génération par Xi Jinping.

⁸ Dominique Bari, Chine : "la tumultueuse arrivée au pouvoir de Xi Jinping", Ibid.

⁹ Ibid. Certains haut cadres du parti sont soupçonnés de corruption et de s'être enrichis illicitement, c'est le cas du premier ministre Wen Jiabao et de Bo Xilai, autre figure dirigeante du parti qui a été évincé avant l'ouverture du 18^e Congrès.

¹⁰ Ibid.

¹¹ Barthélémy Courmont, "La Chine, première puissance économique mondiale : et maintenant ? ", *Éclairage, Cairn Revue Internationale et Stratégique*, 2015/3, n°. 99, pp. 32-40. Voir aussi : Valérie Niquet, *La puissance chinoise en 100 questions : Un géant fragile ?*, Éditions Tallandier, 2017, p. 91.

moment où il accède à sa tête. De ce fait, il doit pouvoir donner à la Chine un nouveau cap. Ainsi, le 29 septembre 2012, Xi Jinping énonce le nouveau cap que devra prendre la Chine lors d'une visite de l'Exposition des voies du redressement¹². Son discours intitulé : « *Le rêve de la nation chinoise des temps modernes, la réalisation du grand renouveau de la nation* », s'adressait principalement à un public jeune. Xi Jinping fait alors un recours sur l'histoire de la Chine, sans omettre la période tragique d'humiliation, afin de forger l'avenir de la nation chinoise¹³. Il invite la jeunesse chinoise à développer ce qu'il appelle « l'esprit de la nation chinoise » :

L'exposition Les Voies du redressement, qui évoque le passé de la nation chinoise, exprime son présent et prévoit son lendemain. D'une portée éducative, elle est une profonde inspiration riche d'enseignements. Après avoir traversé, dans le passé, des périodes pénibles où la voie était encombrée de passes de fer à franchir, la nation chinoise, après l'avènement des temps modernes, a subi d'innombrables sacrifices et souffrances. Un phénomène rarement vu dans l'histoire mondiale. Pourtant, le peuple chinois n'a jamais plié face aux malheurs, s'est toujours levé pour lutter, a fini par maîtriser son propre destin et est entré dans le processus de l'édification de son propre pays. Tout cela exprime parfaitement l'esprit national empreint de patriotisme. [...] La nation chinoise connaît aujourd'hui ces « changements gigantesques » dont un poète disait qu'ils étaient « la loi de l'univers ». Depuis l'introduction de la politique de réforme et d'ouverture, en faisant le bilan de nos expériences et à force de recherches et de tâtonnements pénibles, nous avons fini par trouver une voie juste pour réaliser le grand renouveau de la nation chinoise et remporter des succès remarquables : il s'agit là de la voie du socialisme à la chinoise. Ainsi, à l'avenir, la nation chinoise « va naviguer en bravant les vagues », tel que le disait un poète. Après une lutte longue de plus de 170 ans à la suite de la guerre de l'Opium, le grand renouveau de la nation chinoise laisse enfin entrevoir un avenir radieux. De nos jours, nous nous approchons plus que jamais de l'objectif du grand renouveau de la nation chinoise, et avons plus que jamais la confiance et la capacité nécessaires à la réalisation de cet objectif¹⁴.

À travers ce discours, Xi Jinping rappelle aux Chinois que l'histoire a souvent placé la Chine au centre du pouvoir mondial. Il exhorte donc les jeunes Chinois à s'approprier cette réalité pour que la Chine retrouve sa « juste place » dans le monde. Il souligne également :

¹² Xi Jinping, *La gouvernance de la Chine*, Édition en Langues étrangères, 2014, pp. 64-66.

¹³ Ibid.

¹⁴ Ibid.

En faisant le bilan du passé, tous les membres du Parti doivent graver dans leur esprit cette vérité que ceux qui sont à la traîne se font toujours malmenés et donc se convaincre, et que le développement seul peut nous rendre plus forts. Dans le contexte présent, les membres du Parti doivent garder à l'esprit que notre destin dépend de la voie suivie. Nous l'avons trouvée avec peine et nous devons la suivre sans hésitation. En considérant l'avenir, les membres du Parti doivent constamment se rappeler que, pour réaliser nos plans, nous avons encore un long chemin à parcourir et que cela exigera de notre part des efforts ardues et prolongés. Chaque personne a ses idéaux, ses aspirations, un rêve qu'elle voudrait réaliser. Aujourd'hui, tout le monde parle du « rêve chinois ». Selon moi, réaliser le grand renouveau national incarne le plus grand rêve des Chinois depuis le début de l'ère moderne¹⁵.

Le mot était donc lancé : la gouvernance de Xi Jinping s'inscrit sous la notion de « rêve chinois » (中国梦, Zhōngguó mèng en pinyin). En République populaire de Chine, il existe une tradition politique selon laquelle le dirigeant nouvellement installé résume sa vision politique par une formule ou un slogan qui guidera le pays pendant son mandat¹⁶. Ainsi, son prédécesseur Hu Jintao avait adopté l'idée de « société harmonieuse », qui correspondait à la croissance économique et à l'égalité sociale. Avant lui, Jiang Zemin, dans les années 1990, avait promu l'idée des « trois représentants », faisant référence à l'importance du parti pour représenter la classe ouvrière, les forces productives de l'économie capitaliste et la société chinoise dans son ensemble. Deng Xiaoping, pour sa part, avait initié la politique du « profil bas », suggérant à la Chine de se détourner de l'idéologie et de privilégier le pragmatisme politique et économique, avec une grande place accordée à l'idéologie néolibérale dans la construction de la richesse nationale. Il disait qu'« importe que le chat soit blanc ou noir, tant qu'il attrape une souris il demeure un bon chat¹⁷ ». Dans cette continuité, en 2013, le slogan du « rêve chinois » devient le nouveau mot d'ordre, exprimant la volonté de la RPC de reprendre sa place au centre du monde (l'Empire du Milieu). Lors de son intronisation à la tête de l'État chinois, le 17 mars 2013, Xi Jinping prononce un discours intitulé : « le Rêve chinois, le rêve du peuple »¹⁸ où il décrit sa vision d'une « société socialiste chinoise », prospère, démocratique,

¹⁵ Ibid.

¹⁶ Antoine Roth, (2016). “L’amour des Chinois pour les slogans”, *Le temps*, Autour du Japon, Le Blogue de Antoine Roth, <https://blogs.letemps.ch/antoine-roth/2016/05/02/lamour-des-chinois-pour-les-slogans/>, Le 1 octobre, 2024.

¹⁷ Béatrice Roman-Amat, (2022). “Deng Xiaoping (1904 - 1997)” : Le “petit timonier”, *Hérodote. Net, Le Média de l'histoire*, https://www.herodote.net/Le_petit_timonier_-synthese-410.php, Le 05 octobre, 2024.

¹⁸ Xi Jinping, Ibid, p. 67. Il existe un doute peu justifié toutefois sur la date d'intronisation de Xi Jinping à la tête de la RPC. Certains suggèrent qu'il serait arrivé au pouvoir en 2012, quand nous retenons 2013 comme date. Il faut dire que les premiers confondent le PCC à la RPC. Car si Xi a bien pris la tête du PCC en 2012, ce n'est qu'en mars 2013 qu'il devient président de la RPC. Voir avec, Emmanuel Véron, (2023). « Xi Jinping, après dix ans de

civilisée et harmonieuse, suivant « la voie chinoise » et exaltant "l'esprit chinois". Une société dans laquelle « l'aisance règne dans toutes les dimensions, et qui contribue à ériger un État socialiste moderne, prospère, fort, démocratique, civilisé et harmonieux [...] qui contribue à assurer la prospérité et la montée en puissance de l'État, le redressement de la nation ainsi que le bonheur du peuple¹⁹ ». Selon la rhétorique officielle chinoise, il s'agit pour la Chine de récupérer la place qu'elle occupait naturellement il y a plusieurs milliers d'années, quand elle était l'Empire qui donnait au monde la trajectoire à suivre, car la Chine était le pays à la pointe de la technologie de l'époque qui aurait inspiré la révolution industrielle²⁰. Certains historiens remontent cette période à l'Empire des Ming (1368-1644)²¹, entre les dynasties Yuan et Qing. Tandis que d'autres prennent pour boussole les dynasties T'ang et Song, du VII et XII siècle²². Ce recours régulier à l'histoire de la Chine, sert à Xi Jinping d'instrument de renforcement du nationalisme chinois. En ayant souligné dans son premier discours que « les discours creux nuisent à l'État tandis que les actions concrètes le renforcent », Xi Jinping va dévoiler en septembre 2013, lors d'une visite à Astana, capitale du Kazakhstan, le projet économique qui permettra à la Chine de retrouver sa grandeur perdue. Il s'agit des « Nouvelles Routes de la Soie », en anglais *One Belt, One Road* (OBOR). Un immense projet économique qui devrait rallier la Chine avec plusieurs pays et villes du monde, que les analystes ont rapidement traduit par l'expression « une ceinture et une route ». Tel qu'il sera présenté, le projet des nouvelles routes de la soie constitue l'un des projets commerciaux majeurs en ce premier quart de siècle²³. Largement inspiré des routes de la soie originelles²⁴, le projet permettra à la Chine de devenir leader, non seulement sur le plan national et régional, mais aussi sur la scène internationale. Avant de saisir les multiples enjeux qui entourent ce projet, tâchons d'abord d'en saisir le sens, notamment en faisant un tour d'horizon des anciennes vers les nouvelles routes de la soie.

pouvoir : un avenir incertain, *The Conversation*, <https://theconversation.com/xi-jinping-apres-dix-ans-de-pouvoir-un-avenir-incertain-198627#:~:text=Il%20y%20a%20dix%20ans%2C%20le%2014%20mars,quelque%203%20000%20membres%20de%20l%E2%80%99Assembl%C3%A9e%20nationale%20populaire.,> Le 20 février, 2025. Voir aussi avec, Dominique Bari, op. cit.

¹⁹ Ibid, p. 68. Le texte est aussi cité par, Guy Rossatanga Rignault, "Les nouvelles routes de la soie et l'Afrique", In *L'Afrique dans les bruissements du monde : Mélanges en Hommage à Gilbert-Zuè Nguema*, Tome II Au miroir du monde, Descartes & Cie, 2019, pp. 325- 352.

²⁰ Mamoudou Gazibo et Roromme Chantal, *Un nouvel ordre mondial made in China*, Éditions Champs Libre, Les Presses Universitaires de l'Université de Montréal, 2011, pp. 34-48.

²¹ Peter Frankopan, *Les Routes de la Soie : L'histoire du cœur du monde*, Éditions Nevicata, 2017.

²² John King Fairbank, *La grande révolution chinoise : 1800-1989*, Paris, Flammarion, 1989.

²³ Mathilde Pestel, "Les Nouvelles routes de la soie : Ambition, stratégie d'influence et réalité géopolitique", Centre d'étude des crises et conflits internationaux (CECRI), 2023, n°. 83, pp. 1-22.

²⁴ Voir, Stephen Liroy, Anna Kaminski, Bradley Mayhew et Jenny Walker, *Asie Centrale*, Éditions Lonely Planet, 2018.

1. Des anciennes aux nouvelles routes de la soie, la conquête du pouvoir mondial

Il y a plus de 5000 ans, l'Asie centrale était le cœur des civilisations mondiales. Au carrefour du monde, cette région qui représente aujourd'hui des territoires désolés comportant des États déstructurés ou en voie de déstructuration²⁵, dont les dirigeants « remportent les élections nationales avec d'incroyables majorités, dont les familles et les amis ont la haute main sur d'immenses conglomerats, possèdent d'innombrables biens et détiennent le pouvoir politique²⁶ », était autrefois au centre des affaires mondiales. Des villes fortifiées de plusieurs dizaines de milliers d'habitants y prospéraient, et cette région constituait le point de ralliement entre l'Orient et l'Occident, reliant l'Europe au Pacifique²⁷. C'est également dans cette région que les grandes religions du monde ont vu le jour : le judaïsme, le bouddhisme, l'hindouisme, le christianisme et l'islam²⁸. Loin de l'Europe, les centres de savoir et d'apprentissage, comparables aux universités d'Harvard, Oxford ou Cambridge d'aujourd'hui, étaient situés à Bagdad, Balkh, Boukhara et Samarcande²⁹. C'était aussi là que se trouvait le plus grand marché du monde, selon un géographe chinois³⁰. Ce réseau s'est propagé en attirant d'innombrables pèlerins, guerriers, nomades, marchands, denrées et produits ont été achetés et vendus, les idées ont été échangées, modifiées et enrichies³¹. C'est sur ces chemins qu'ont crû et déchu les empires. C'était le lieu d'affrontements culturels qui se sont fait ressentir à des milliers de kilomètres. Ce vaste réseau d'échanges, devenu plus tard célèbre sous le nom de "Routes de la Soie", a permis la montée et la chute des empires. Ce terme, cependant, n'a été inventé qu'à la fin du XIXe siècle par le géographe allemand Ferdinand Von Richthofen. Adoptées depuis lors comme telles, ces routes décrivent un réseau d'échanges autant visibles et invisibles. Certains spécialistes critiquent l'expression « Routes de la Soie » car, bien que la soie fut un produit prisé, elle n'était pas la seule marchandise échangée sur ces routes, de sorte que le réseau porte son nom³². Thierry Garcin, spécialiste en science politique souligne son désaccord avec le

²⁵ On peut citer, le Kazakhstan et l'Ouzbékistan, le Kirghizistan et le Turkménistan, le Tadjikistan et les pays du Caucase ; on l'associe à des régimes instables, violents, qui menacent la sécurité internationale, à l'image de l'Afghanistan, de l'Iran, l'Irak et la Syrie, ou qui méconnaissent les meilleures pratiques de la démocratie, tels la Russie et l'Azerbaïdjan. Voir avec, Peter Frankopan, op. cit, p. 10.

²⁶ Ibid.

²⁷ Ibid.

²⁸ Ibid.

²⁹ Ibid, p. 13.

³⁰ Sima Qian, *Records of the Grand Historian, Han Dynasty*, tr. B. Watson, 2 vol (éd. revue New York, 1971), 123, 2, 234-5.

³¹ Ibid.

³² Thierry Garcin, (2018). « Le Chantier très géopolitique des routes de la soie », *Diplowed.com, La revue Géopolitique*, géopolitique, stratégie, relations internationales et cartes Asie-Chine, <https://www.diploweb.com/Le-chantier-tres-geopolitique-des-Routes-de-la-soie.html>, Le 02 octobre, 2024.

terme « routes de la soie », pour deux raisons : « d'une part, parce qu'il s'agit plutôt de tronçons non reliés et saisonniers, de segments joignant des villes plus ou moins sûres et fortifiées, permettant la mise à l'abri de biens et produits rares ; mais, en toute hypothèse, le pluriel de routes s'impose. Impropre d'autre part, parce que la soie n'était qu'un élément de ces échanges sino-européens. De fait, il en allait aussi - dans les deux sens — des chevaux, du cuivre, du jade, des perles, du lin, des épices, des fruits, du thé, etc., et bien sûr du commerce des idées³³ ». Emmanuel Lincot pour sa part préfère l'expression ceinture ou collier de perles³⁴. Au-delà de l'ambiguïté qui semble régner autour de son appellation, ce qui attire notre attention c'est principalement l'intérêt que représentait ce réseau pour les empires qui ont eu pour ambition de dominer le monde, et c'est cet intérêt qui constitue l'un des points focaux entre les anciennes et les nouvelles routes de la soie.

Parmi les nombreux empires qui ont nourri cette ambition se trouve le plus grand empire que la terre ait porté : l'empire Mongole³⁵, qui a conquis d'immenses territoires, de la Chine à l'Afrique du Nord en passant par l'Europe. Il est décrit par certains historiens comme un peuple barbare³⁶, vivant comme des hommes bestiaux, sans foi ni loi. Bien qu'ils parussent désordonnés, assoiffés de sang et imprévisibles, leur essor ne résultait ni de l'indiscipline ni de la barbarie³⁷, mais bien au contraire, de techniques de pouvoir savamment construites au service d'une stratégie globale. Son inspirateur se nommait Temujin le « forgeron », plus connu sous son titre de « souverain de l'univers » du nom de Gengis Khan³⁸. Fils d'une importante famille au sein d'une union tribale, son avenir lui avait été prédit dès sa naissance, lorsqu'il découvrit qu'il « serait dans la main droite du caillou de sang de la taille d'un osselet³⁹ ». Cette prédiction annonçait les gloires avenir. Dès son accès au rang de chef tribal, il renforça progressivement sa position en concluant des accords avec différents chefs tribaux et en choisissant minutieusement ses alliés. Il choisissait également ses ennemis avec soin, ainsi que le moment propice pour les attaquer. Ses plus fidèles et puissants guerriers formaient sa garde

³³ Ibid.

³⁴ Emmanuel Lincot, (2018). « Les enjeux stratégiques des routes de la soie », entretien à l'IRIS, *Institut d'étude en Relations Internationales*, par Alexandre Cornet, <https://www.iris-france.org/notes/les-enjeux-strategiques-des-routes-de-la-soie/>, Le 02 octobre, 2024.

³⁵ Peter Frankopan, op. cit, p. 182.

³⁶ 'Ata-Malik Juvaynī, *Ta' rīx-i Jahān-Guṣā*, tr. J. Boyle, Genghis Khan: The History of the World Conqueror, 2 vols Cambridge, MA, 1958, 1, 1, 21-2, Cité par Peter Frankopan, Idem.

³⁷ Ibid.

³⁸ Sur le sens du titre Činggis, I. de Rachewiltz, 'The Title Činggis Qan/Qayan Re-examined', in W. Hsiao et K. Sangster (éds), *Gedanke und Wirkung*, Wiesbaden, 1989, 282-8; T. Allsen, 'The Rise of the Mongolian Empire and Mongolian Rule in North China', in *The Cambridge History of China*, 15 vols (Cambridge, 1978-), 6, 321sq, Cité par Peter Frankopan, Ibid. Les informations qui suivent sont issues de la même source et des pages suivantes celles déjà citées.

³⁹ Ibid.

rapprochée, constituant un cercle familial (*nökiirs*). Ce système, très sélectif, était fondé sur le mérite, les aptitudes et la loyauté. La succession n'était donc pas déterminée par l'origine tribale ou la parenté. Ce soutien que lui accordaient ses proches était récompensé par des biens, du butin et une position sociale. Il est reconnu comme le plus grand empereur car son influence perdura longtemps après sa mort⁴⁰.

Dans le but de devenir le chef incontesté des steppes mongoles à l'horizon 1206, il lança des conquêtes incessantes. Après avoir dominé la Mongolie, il s'intéressa à d'autres peuples tels que les Kirghizes, les Oïrats, les Ouïghours à l'Ouest de la Chine, en Asie centrale où les peuples se soumirent en prêtant solennellement allégeance⁴¹. Les Ouïghours, très lettrés, virent leur langue et leur alphabet prendre de l'importance au sein de la Mongolie, ce qui leur assura une position dominante.

Après avoir conquis les territoires voisins, les Mongols s'intéressèrent à des cibles encore plus lucratives. Dès 1211, ils attaquèrent la Chine, dirigée par la dynastie Jin, dont ils rasèrent la capitale Zhongdu⁴², obligeant ses souverains à fuir un peu plus vers le sud, où ils érigèrent des murs pour se protéger des assauts futurs. Les Mongols se tournèrent ensuite vers l'ouest, dans le monde musulman, où l'autorité centrale était affaiblie au XIIe siècle par l'émergence de petits États contestataires de la primauté de Bagdad⁴³. En 1229, ils lancèrent un assaut brutal sur la ville de Khwarezm, détruisant tout sur leur passage, n'épargnant ni femmes ni enfants ni bêtes, et empilant les cadavres comme des pyramides pour envoyer un message clair aux autres : « Soumettez-vous ou périssez »⁴⁴. Ce message suffit à convaincre de nombreuses villes de déposer les armes. Les nouvelles circulaient rapidement le long des routes, et ceux qui se soumettaient étaient récompensés, tandis que ceux qui se rebellaient étaient sévèrement châtiés.

Certains historiens soulignent que l'usage de la force par les Mongoles était technologiquement avancé et d'une stratégie élaborée⁴⁵. « Faire un long siège de cibles fortifiées était cher et risqué à cause des besoins d'entretien d'une vaste armée de cavaliers : il lui fallait tant de pâtures que les alentours étaient vite épuisés. Aussi les techniciens militaires à même d'obtenir une victoire rapide étaient-ils fort estimés. À Nichapur en 1211, on nous apprend que 3 000 arbalètes géantes furent utilisées, ainsi que 3000 catapultes et 700 balistes

⁴⁰ Ibid.

⁴¹ Ibid.

⁴² Ibid.

⁴³ Ibid.

⁴⁴ Ibid.

⁴⁵ Kate Raphael, 'Mongol Siege Warfare on the Banks of the Euphrates and the Question of Gunpowder (1260-1312)', *Journal of the Royal Asiatic Society*, 19.3 (2009), 355-70, Cité par Peter Frankopan, Ibid, p. 185.

projetant des objets enflammés⁴⁶ ». Ils comprirent très rapidement qu'il leur était nécessaire de contrôler les routes de la soie, pour avoir accès à des informations et des idées qui pouvaient être utilisées à des milliers de kilomètres. Les Mongoles investissaient de fait dans les infrastructures routières, contribuèrent à la construction des villes, aidaient à cultiver les champs et les vergers, ce qui leurs offrait une belle réputation en Chine et en Asie centrale⁴⁷. Ils s'intéressaient à l'art, au commerce et à l'artisanat, ce qui contraste avec la caricature du Mongole barbare et sauvage.

L'emploi de la force servait d'instrument de contrôle psychologique sur les cœurs et les esprits, car il terrifiait tous ceux qui apprenaient que les Mongoles se rapprochaient de leurs territoires. Ainsi, à la mort de Gengis Khan en 1230, les Mongoles pénétrèrent aux portes de l'Europe⁴⁸. Sous les ordres d'Ögödei, fils de Gengis devenu le Grand Khan, ils prirent d'assaut les territoires russes : Kiev, Riazan, Tver, et exigèrent des tributs pour leur futur retour. Les églises furent détruites, les serviteurs de Dieu et ceux qui s'y étaient réfugiés brûlés vifs⁴⁹. La terreur qu'ils inspiraient se reflétait dans le nouveau nom qu'on leur avait donné : les Tartars, en référence aux abîmes de l'enfer, le Tartare⁵⁰.

En 1241, ils frappèrent le cœur de l'Europe : la Hongrie et la Pologne. L'Allemagne, prise de peur, décida de ne pas aider ses voisins. Ils atteignirent les portes de la France et de l'Angleterre, mais ces deux pays furent sauvés par un coup de chance : la mort soudaine d'Ögödei, qui nécessita que ses généraux retournent en Mongolie pour assister aux obsèques et à la cérémonie de succession. Des émissaires de nombreux pays firent le voyage pour assister à la cérémonie, notamment des représentants venus de Russie, d'Arménie, de Géorgie, de Corée et de Chine, ainsi que dix sultans et des émissaires du calife⁵¹, signe de la grandeur de l'empire.

Les Mongoles avaient pour ambition de dominer tout l'univers, et « la conquête de l'Europe n'était que l'étape logique suivante dans le projet des héritiers de Gengis Khan d'inclure toujours plus de domaines sous leur autorité⁵² ». À la mort du Grand Khan Güyük, en 1248, un conflit de succession éclata au sein de la direction mongole. Certains dirigeants obtinrent des

⁴⁶ Ibid.

⁴⁷ Ibid.

⁴⁸ Ibid, p. 186.

⁴⁹ Ibid.

⁵⁰ Bien que les commentateurs médiévaux fassent un lien entre Tartars et Tartare, le premier terme désignait sur la steppe les tribus nomades, probablement dérivées du mot ta-ta en langue toungouse, signifiant « tirer » ou « pousser ». Voir, Shirin Akiner, *Religious Language of a Belarusian Tatar Kitab*, Wiesbaden, 2009, 13-14. Cité par Peter Frankopan, Ibid.

⁵¹ Ibid.

⁵² Ibid.

promesses selon lesquelles aucune attaque ne serait lancée contre eux ; ce fut le cas des souverains d'Arménie et de Byzance⁵³.

L'Europe et Anatolie retenaient moins l'attention des Mongoles, car il existait des cibles plus attrayantes ailleurs. Les Mongoles lancèrent des expéditions vers ce qui restait de la Chine, jusqu'à sa reddition totale au XIIIe siècle, moment où la dynastie mongole régente adopta le titre de Yüan, et fonda la nouvelle capitale qui portera le nom de Beijing (Pékin), signe que l'empire avait pris le contrôle de la Méditerranée et du Pacifique. Cette nouvelle capitale ne cessa plus alors de conserver son importance dans la géographie mondiale.

La soie qui revenait de Chine symbolisait la prospérité et la richesse. Les draps de soie, d'or et de coton provenant de Chine étaient prisés dans le monde entier tout comme les chevaux perses⁵⁴. Les succès militaires et commerciaux des Mongoles leur avaient ouvert les routes de l'Europe et de l'Afrique du Nord, facilitant les échanges. À la fin du XIIIe siècle, l'empire mongole s'étendait du Pacifique à la mer Noire, des steppes jusqu'au nord de l'Inde et au Golfe Persique, faisant de cet empire la première forme de mondialisation⁵⁵.

Cependant, un territoire aussi vaste devint difficile à contrôler, ce qui provoqua des tensions internes. L'empire se divisa alors en quatre branches principales, souvent hostiles entre elles. La branche aînée se trouvait en Chine ; en Asie centrale, les héritiers de Chaghatay dominaient ; à l'ouest, les Mongoles contrôlaient les steppes de Russie ; en Europe centrale, ils étaient connus sous le nom de Horde d'or ; et la dernière branche se trouvait en Iran, sous le nom des Ilkhanides, en référence au titre d'Il-Khan⁵⁶. Les conquêtes des Mongoles ont également laissé les récits des voyages de Marco Polo⁵⁷, une autre figure emblématique des Routes de la Soie. Ses voyages de l'Occident vers l'Asie illustrent le lien entre les anciennes et les nouvelles routes de la soie. Alors qu'il fallait autrefois se rendre en Asie, et particulièrement en Chine, pour commercer et apprendre des lettrés et artisans de cette région, les nouvelles routes de la soie décrivent un mouvement inverse, partant de la Chine vers le reste du monde. Ce recours aux anciennes routes de la soie est crucial pour la suite de cette étude. Il soulève une question

⁵³ Ibid.

⁵⁴ Ibid.

⁵⁵ Guy Rossatanga Rignault identifie 4 mondialisations, la première est celle qui fut issue du commerce avec les anciennes routes de la soie, la seconde celle qui est apparue à la période de la renaissance avec la domination de l'Europe, la troisième amenée par les États-Unis et leur domination sur le monde, et la quatrième celle issue du projet de Xi Jinping des nouvelles routes de la soie. Voir : Guy Rossatanga Rignault, op. cit.

⁵⁶ Peter Frankopan, *Les Routes de la Soie : L'histoire du cœur du monde*, Ibid.

⁵⁷ Marco Polo est un Italien né en 1254 à Venise. Fils d'un grand commerçant, l'un des premiers Européens à aller à la découverte de la Chine au cours d'un voyage qui durera cinq ans (1264-1269), il avait contribué à la découverte en Europe des richesses matérielles, scientifiques et culturelles des mondes arabes, mongoles et chinois.

d'une importance capitale : à quoi Xi Jinping fait-il référence lorsqu'il lance en 2013 le projet des Nouvelles Routes de la Soie ? S'agit-il du repositionnement de l'Asie centrale comme carrefour mondial, en particulier pour le commerce et l'échange des idées ? Ou bien fait-il référence aux luttes de pouvoir qui ont façonné le plus grand empire mondial, dont la branche dominante se trouvait en Chine ?

Ce n'est pas un hasard si le président Xi Jinping a lancé son projet en 2013 à Astana, dans une université du Kazakhstan. Sur les plans symbolique et stratégique, le choix du Kazakhstan, un pays d'Asie centrale, se justifie pleinement. D'une part, Xi Jinping redonne vie à une région oubliée par l'Occident, que les universitaires et les journalistes associent souvent uniquement à la guerre, à la pauvreté et au terrorisme. En prononçant son discours à Astana, Xi Jinping annonçait le retour du centre de gravité mondial – à l'endroit où il s'était trouvé depuis des millénaires.

D'autre part, Xi Jinping affirmait que la Chine serait présente dans l'une des régions les plus riches en ressources naturelles au monde. Exercer un monopole sur les ressources de la Perse, de la Mésopotamie et du Golfe a été l'un des enjeux majeurs de la Première Guerre mondiale, et les puissances occidentales ont tenté de contrôler cette région, parfois en falsifiant l'histoire pour masquer les véritables objectifs des conflits. Le nouvel enjeu du XXI^e siècle est de contrôler ce véritable cœur du monde, dont les ressources naturelles sont encore plus précieuses aujourd'hui qu'elles ne l'étaient lors du premier conflit mondial.

Frankopan souligne que les réserves de brut découvertes en mer Caspienne sont deux fois supérieures à celles des États-Unis : « les réserves de brut prouvées sous la seule mer Caspienne totalisent presque le double de celles de tous les États-Unis. Depuis le Kurdistan, avec ses réserves nouvellement découvertes comme le Taq Taq Field, dont la production est passée de 2 000 à 250 000 barils par jour depuis 2007 – pour une valeur mensuelle de centaines de millions de dollars – jusqu'aux énormes réserves de Karachaganak, à la frontière entre le Kazakhstan et la Russie, qui renferme environ 42 milliards de pieds cubes de gaz naturel, ainsi que du gaz liquéfié et du pétrole brut, les pays de la région croulent sous le poids de leurs ressources naturelles⁵⁸ ». Des évaluations réalisées par des géologues américains ont estimé qu'il y aurait, en Russie et au Kazakhstan, des gisements de 1,4 milliard de barils de pétrole, 2,4 milliards de pieds cubes de gaz naturel, ainsi que des volumes importants de gaz naturel

⁵⁸ Peter Frankopan, op. cit, p. 560.

liquéfié⁵⁹. Le Turkménistan pour sa part possède le quatrième plus grand gisement de gaz naturel au monde, soit 700 milliards de pieds cubes de gaz naturel⁶⁰. Le Kirghizistan et l'Ouzbékistan, détiennent les seconds plus grands gisements d'or après l'Afrique du Sud⁶¹. En un mot, toute cette région contient d'innombrables ressources allant des terres rares aux terres cultivables pour faire pousser des céréales⁶². Les impacts sécuritaires que subit cette région se font sentir partout dans le monde. Le conflit entre la Russie et l'Ukraine, relancé en 2022, en est une preuve évidente, ayant provoqué une crise alimentaire qui s'est répercutée de l'Europe à l'Afrique. Il en va de même pour la crise énergétique et l'inflation galopante qui en ont découlé⁶³. Celui qui contrôle cette région contrôle le monde, comme l'avait soutenu le géographe britannique Halford John Mackinder en 1904 dans sa théorie du pivot géopolitique⁶⁴. Il soulignait que celui « qui tient le Heartland, tient le monde⁶⁵ », en faisant référence à l'Asie centrale, c'est désormais la Chine qui se pose sur le Heartland afin de contrôler le monde.

Le projet des Nouvelles Routes de la Soie, devenu en 2015 la *Belt and Road Initiative* (BRI), se présente comme une initiative destinée à irriguer le monde, non seulement par les voies commerciales qu'il créera (terrestres, maritimes et même spatiales), mais aussi par son immense financement et l'implication de nombreuses économies mondiales. Le projet est estimé à plus de 1000 milliards de dollars et relie l'Asie centrale, l'Europe, la Corne de l'Afrique, l'Afrique orientale et l'Amérique. Techniquement, le coût du projet est évalué entre 900 et 4000 milliards de dollars. Lors de son lancement, il incluait près de 68 pays, représentant 55 % du PIB mondial et 70 % des réserves énergétiques mondiales⁶⁶.

⁵⁹ T. Klett, C. Schenk, R. Charpentier, M. Brownfield, J. Pitman, T. Cook et M. Tennyson, 'Assessment of Undiscovered Oil and Gas Resources of the Volga-Ural Region Province, Russia and Kazakhstan', US Geological Service (2010), 3095-6. Cité par Frankopan, Ibid.

⁶⁰ Ibid.

⁶¹ Ibid.

⁶² Zelenyi Front, 'Vyvoz chernozema v Pesochine : brakon'ervy zaderrzhany', Press Release (Kharkov, 12 juin 2011). Cité par Frankopan, Ibid.

⁶³ Pierre-Olivier Gourinchas, (2022). "Russia's war in Ukraine will slow economic growth and increase inflation, says IMF", *World Economic Forum*, <https://www.weforum.org/agenda/2022/04/war-dims-global-economic-outlook-as-inflation-accelerates/>, Le 03 octobre, 2024.

⁶⁴ Torbjorn L. Knutsen, "Halford J. Mackinder, Geopolitics, and the Heartland Thesis", *The International History Review*, vol. 36, no. 5, 2014, pp. 835–57. JSTOR, <http://www.jstor.org/stable/24703263>. Accessed 3 Oct. 2024. Dans sa théorie, Mackinder divise le monde en trois espaces. La World-Island (Île Monde) est l'Eurasie, qui est le continent le plus riche et le plus peuplé. Il y a ensuite les offshore islands, désignant les Archipels britanniques et nippons, qui se trouvent à proximité de l'Île Monde qui ont vocation à acquérir une grande puissance politique. Puis, il y a les *outlying islands* (îles périphériques) sont les territoires éloignés, tels que l'Amérique du Nord, l'Amérique du Sud et l'Australie.

⁶⁵ Ibid.

⁶⁶ Marie France Chatin, Emmanuel Hache, Jean-Joseph Boileau, Angélique Palle, (2018). « Les nouvelles routes de la soie », Géopolitique de Nantes

À ce jour, il intègre plus de 100 pays ainsi que des institutions internationales. Il s'agit d'un projet très polymorphe, englobant des relations commerciales, financières, un afflux de main-d'œuvre, de compétences et des données⁶⁷. Voici plus exactement un grand projet infrastructurel qui suscite des craintes de la part des Occidentaux, avec un sentiment d'asymétrie économique souvent interprété comme un projet néo-impérialiste et/ou néo-colonialiste de la Chine.

2. Un projet qui effraie le monde occidental

En dressant un état des lieux de la situation dans laquelle se trouve le monde occidental, le ministre de la Défense des États-Unis en 2012 reprend des phrases d'Obama qui montrent que l'Occident est au croisé des chemins de sa fin. « Notre nation est en pleine transition », dans ce monde en mutation rapide, ajoute le président, « nos qualités de souveraineté sont plus nécessaires que jamais afin que les États-Unis d'Amérique demeurent la plus grande force que le monde n'ait jamais connue en faveur de la liberté et de la sécurité⁶⁸ ». Concrètement, il annonçait une nouvelle stratégie : redéployer les forces américaines vers la région Asie-Pacifique et augmenter le budget de la Défense pour contrebalancer l'influence croissante de Pékin. Cette manœuvre impliquait l'abandon partiel des positions en Europe, au Moyen-Orient, en Amérique latine et en Afrique. La croissance économique de la Chine, avec des taux à deux chiffres pendant plusieurs années, était perçue comme une menace grandissante pour le leadership américain. Le projet des Nouvelles Routes de la Soie (BRI), lancé en 2013, allait amplifier cette menace, car il ne se limitait pas à un aspect économique, mais intégrait également des dimensions politiques et géostratégiques majeures.

Selon les théoriciens des relations internationales, il s'agit d'un projet stratégique qui comprend trois dimensions : politique, économique et géostratégique⁶⁹. Sur le plan politique, il viserait le renversement de l'idéologie occidentale qui a su entretenir l'idée que la stabilité de la société internationale repose sur des valeurs éthique et morale de liberté et d'égalité, c'est-à-dire des valeurs dites démocratiques. Ce faisant, le problème résulterait du risque d'expansion d'un modèle chinois qui mépriserait l'individu au bénéfice de l'ordre étatique, toute chose dont la gouvernance mondiale de l'après-guerre semble moins s'accommoder. Sur

coorganisé par l'IRIS, 2018, <https://www.rfi.fr/fr/emission/20180930-nouvelles-routes-soie-belt-road-initiative>, Le 03 octobre, 2024.

⁶⁷ Ibid.

⁶⁸ Department of Defense, *Sustaining US Global Leadership: Priorities for 21st Century Defense*, Washington, DC, 2012.

⁶⁹ Voir, Emmanuel Lincot, « Les enjeux stratégiques des routes de la soie », op. cit.

le plan économique, Pékin propose un modèle de développement qui serait incompatible avec celui prôné par le consensus de Washington dont la croissance est déterminée à travers le bon fonctionnement des institutions dites démocratiques. Pourtant, au sortir de la crise économique de 2008, la Chine a vu sa croissance se démultiplier rendant ainsi les postulats occidentaux obsolètes. Une mise en garde est faite aux pays qui collaborent avec la Chine. Celle de prendre garde par rapport à la stratégie d'investissement de Pékin qui constituerait un « piège de la dette ». Le Pakistan et le Sri Lanka sont considérés comme des exemples patents du néo-colonialisme de la Chine et de son néo-hégémonisme⁷⁰. Ce qui constituerait sa vision géopolitique du monde.

Pour les officiels chinois, il serait erroné de voir dans la BRI une tentative de domination mondiale. Un ancien ambassadeur de Chine au Gabon défendait le projet en ces termes :

C'est bien à tort qu'on soupçonne la Chine de convoiter un pouvoir global, pour la simple raison que cette notion n'a pas de sens en Chine, où le concept n'existe pas. C'est une notion héritée du monothéisme, tout à fait étrangère à la pensée chinoise, notamment taoïste, dans laquelle la juste voie résulte de l'équilibre des forces. La Chine ne veut en aucune manière prendre la place que croient occuper les USA, celle du *Nec Pluribus impar*. Elle demande simplement à être traitée avec équité, à être reconnue comme un pair par tous les autres, et à se faire apprécier pour ce qu'elle a de bon. Qui l'aime la suit, mais elle ne rameute personne. Son principal souci demeure son développement intérieur. Il reste 20 millions de pauvres à secourir, elle y emploie 800 000 fonctionnaires, envoyés à la campagne pour offrir à chaque cas une solution. Elle a trop à faire chez elle pour se charger des destins du monde, encore moins pour s'encombrer de difficultés extérieures. Elle se borne sur ce plan à être intransigeante sur tout empiètement, et à protéger ses intérêts. Elle souhaite et recherche une bonne intelligence avec tous les autres, consciente de ce que toute attitude léonine, en général efficace sur le coup, entraîne infailliblement des coûts et des coups sur le long terme, et que la sagesse impose d'en user décemment envers chacun⁷¹.

Un autre responsable diplomatique chinois, Zeng Peiyan, vice-président du Conseil d'administration du Forum de Baofa (une sorte de Davos asiatique), s'est aligné à l'offensive diplomatique de Pékin :

⁷⁰ La question de la dette de ces pays sera évoquée dans les développements qui suivront (chapitre 7).

⁷¹ Sun J. W, dans Fondation Prospective et innovation, La Chine et l'Asie, Ginko éditeur, 2018, pp. 120-121. Cité par : Guy Rossatanga-Rignault, op. cit, p. 8.

L'initiative « La Ceinture et la Route » n'est pas un outil géopolitique ni un plan d'aide, mais une plateforme de coopération pragmatique et une initiative pour un développement interconnecté qui va ouvrir une nouvelle voie vers une mondialisation économique inclusive. [...] L'initiative « La Ceinture et la Route » a été avancée par le président chinois Xi Jinping dans la période post-crise financière internationale pour explorer de nouveaux moteurs de croissance de l'économie mondiale, assurer un développement équilibré et inclusif et réduire l'écart entre riches et pauvres. [...] Elle consiste à créer une synergie, à favoriser la restructuration économique dans différents pays et à trouver des moyens pour réaliser une prospérité commune. Elle n'entrera jamais dans la vieille mentalité des jeux géopolitiques et ne visera jamais à exporter un système social ou un mode de développement. [...] Tournée principalement vers le continent eurasiatique et le continent africain, l'initiative « La Ceinture et la Route » est porteuse d'un esprit d'ouverture et d'inclusivité et ouverte à toutes les économies du monde. Jusqu'ici, cette initiative a obtenu le soutien de plus de cent pays et organisations internationales, y compris en Afrique et en Amérique, qui témoignent d'une volonté croissante de participer aux efforts communs pour sa mise en œuvre. Cela montre que l'initiative n'est pas un cercle fermé réservé à quelques-uns, mais une nouvelle voie vers une mondialisation économique inclusive⁷².

En s'apercevant des craintes que suscite l'*Initiative Belt and Road* dans les milieux occidentaux, Pékin a adopté une stratégie visant à lutter contre la rhétorique qui entoure sa prétendue projection hégémonique. Pour ce faire, Xi Jinping a fait le choix de recourir à l'histoire millénaire d'une Chine présentée comme pacifique dans ses rapports avec les autres à une période où elle avait tout pour dominer le monde⁷³. Cette stratégie symbolique s'illustre dans la présentation qui est faite du plus grand amiral que la Chine ait connu, Zheng He, un homme qui aurait découvert l'Afrique et l'Amérique longtemps avant les Européens⁷⁴.

3. L'Amiral Zheng He, une vision symbolique de la puissance chinoise

Il existe un consensus chez les historiens sur le fait que la Chine traditionnelle était l'une des plus grandes puissances de son temps, ce jusqu'au XVIII^e siècle⁷⁵ où elle était en avance par rapport aux autres, y compris l'Occident sur tous les domaines : militaires, économiques,

⁷² L'initiative "la Ceinture et la Route" n'est pas un outil géopolitique ni un plan d'aide, Le Quotidien du Peuple en ligne, 3 avril 2018, en ligne : french.beijingreview.com.cn/Dossiers/2018/boao/Actualites/201804/t20180403_800125475.html. Cité par Guy Rossatanga-Rignault, Ibid, pp. 8-9.

⁷³ The Economist, (2023). "Xi Jinping wants to be loved by the global south": China presented the Belt and Road Forum as an oasis of peace in a dangerous world, <https://www.economist.com/china/2023/10/19/xi-jinping-wants-to-be-loved-by-the-global-south>, Le 03 octobre, 2024.

⁷⁴ Ce second aspect est largement contesté par plusieurs historiens.

⁷⁵ John King Fairbank, op. cit.

technologiques et artistiques. John Fairbank rappelle que sous les dynasties T'sang et Song, du VIIe au XIIe siècle, la technologie chinoise était supérieure à celle de l'Europe⁷⁶. Il souligne que les trois innovations qui ont façonné l'histoire européenne moderne à savoir l'imprimerie, le compas de navigation et la poudre à canon, apparurent d'abord dans la Chine traditionnelle⁷⁷. La poudre à canon fut découverte en Chine par un effet hasardeux, rappelle Joseph Needham, l'un des plus grands spécialistes des innovations technologiques dans la Chine ancienne⁷⁸. C'est en cherchant à produire du sulfate de potassium qu'un savant chinois découvrit un mélange qui produisit une déflagration qui sera appelée au IXe siècle la poudre à canon⁷⁹. Cependant, c'est au Xe siècle que cette formule devint une arme de guerre, servant de lance-flammes, de bombes et de grenades. Cette technologie n'arrivait en Europe qu'à la fin du XIIIe siècle⁸⁰. L'invention de la boussole servait aussi à la Chine traditionnelle pour qu'elle puisse dominer les mers. La Chine avait développé depuis le I^{er} siècle avant J-C des connaissances dans le domaine de la navigation, avec l'utilisation des cartes et la boussole⁸¹. Sous les T'sang, elle lançait déjà des expéditions à des fins diplomatiques en Afrique du Nord⁸². Mais c'est sous les Song (960-1276) que l'utilisation de la boussole se généralise⁸³. Toutefois, comme le souligne Philip Snow, c'est dans la seconde partie du règne des Song, portant le nom de Song du Sud (1127-1276) que la Chine devint une puissance⁸⁴. Elle avait été poussée plus au sud par les assauts mongols, comme cela a été démontré plus haut, ce qui l'obligea à s'intéresser aux voies maritimes. Par ailleurs, le commerce sur les routes maritimes devenait de plus en plus attractif, notamment celui qui se déroulait en Inde, entre Cochin et Calicut, ce qui attira particulièrement l'attention de la Chine⁸⁵. Sous la dynastie des Ming (1368-1644), l'empereur Yongle, qui avait succédé aux souverains Yuan au milieu du XIVe siècle, lança sept grandes expéditions maritimes sous la direction de l'amiral Zheng He.

⁷⁶ Ibid.

⁷⁷ Ibid.

⁷⁸ Joseph Needham, *Science in Traditional China: A Comparative Perspective*, Harvard University Press, 1981, pp. 30-31. Cité par Mamoudou Gazibo et Roromme Chantal, op. cit, p.36.

⁷⁹ Ibid.

⁸⁰ Ibid.

⁸¹ Ibid.

⁸² Ibid, p. 37.

⁸³ Ibid.

⁸⁴ Ibid.

⁸⁵ T. Sen, 'The Formation of Chinese Maritime Networks to Southern Asia, 1200-1450', *Journal of the Economic and Social History of the Orient*, 49.4 (2006), 427, 439-40; H. Ray, *Trade and Trade Routes between India and China c. 140 BC-AD 1500*, Kolkata, 2003, 177-205. Cité par Peter Frankopan, op. cit, p. 220.

Une partie importante des récits concernant Zheng He provient des travaux effectués au large des côtes du nord du Kenya en 2010 par des archéologues chinois⁸⁶. Ces recherches, financées à hauteur de 3 millions de dollars, avaient pour objectif de retrouver les épaves d'un navire de la dynastie Ming qui aurait fait partie de l'armada chinoise ayant atteint la ville côtière de Malindi en 1418⁸⁷. Les archéologues espéraient prouver, à travers cette découverte, le premier contact entre la Chine et l'Afrique. La légende qui entoure les expéditions de Zheng He reste ainsi une clé pour comprendre les relations dynamiques entre la puissance chinoise et le monde en développement. Zheng He est né en 1371 sous le nom de Ma He, dans une famille musulmane mongole, dans l'actuelle province du Yunnan. Dès son jeune âge, il fut capturé et castré par une armée des Ming sous les ordres de l'empereur Yongle, qui avait arraché le pouvoir à son frère en 1403⁸⁸. Ayant acquis le titre d'empereur, Yongle ordonna la construction d'une impressionnante flotte impériale, composée de navires de guerre et de navires commerciaux, dans le but d'explorer l'océan Indien. La loyauté de Zheng He envers Yongle lui permit d'obtenir le commandement de cette nouvelle marine. Celle-ci était composée de 300 navires et de plus de 30 000 soldats, représentant un investissement considérable⁸⁹. Selon les historiens, la flotte de Zheng He était à la pointe de la technologie⁹⁰, la taille des navires éclipsait celles de leurs contemporains, et ils avaient une cloison étanche qui empêchait les inondations si le navire était endommagé au combat ou par tempêtes⁹¹. Zheng He a ensuite mené des expéditions en mer de Chine du Sud, jusqu'au Sri Lanka, en Arabie et en Afrique de l'Est. La flotte de Zheng échangeait de la soie, des porcelaines, de l'ivoire, des médicaments et d'autres biens avec les marchands arabes et africains. Ces expéditions remplissaient plusieurs fonctions. Selon certains récits, elles avaient pour objectif de dissiper les rumeurs d'un possible retour au pouvoir de son frère évincé, mais aussi de reconstituer les coffres impériaux, vidés pendant la guerre civile⁹². Un autre objectif était d'étendre sa souveraineté politique, économique et militaire sur le monde de sorte que les dirigeants étrangers lui reconnaissent cette souveraineté en échange de plusieurs avantages⁹³.

⁸⁶ Zoe Murphy, (2010). "Zheng He: Symbol of China's 'peaceful rise'", BBC News, <https://www.bbc.com/news/world-asia-pacific-10767321>, Le 03 octobre, 2024.

⁸⁷ Ibid.

⁸⁸ Ibid.

⁸⁹ Ibid.

⁹⁰ Michel Barr, *Who's Affraied of China? The Challenge of Chinese Soft power*, Asian Argument, Livres Zed, London and New York, 2011, p. 85.

⁹¹ Ibid.

⁹² Ibid.

⁹³ Ibid.

Les voyages de Zheng He étaient financés par le contribuable, et principalement à travers une augmentation de l'impôt, une augmentation de la production de papier de monnaie, et par un accroissement de la production minière – qui triplait les revenus de ce secteur⁹⁴. Les expéditions cessèrent cependant du fait des conflits internes au système politique⁹⁵ ; une administration bureaucratique, des fonctionnaires sous-payés, la corruption et les effets de la « famine du lingo », connue sous le nom de crise du resserrement de crédit⁹⁶. À la mort de Yongle, le nouvel empereur mit fin aux expéditions de Zheng He, il mit aussi fin aux constructions des nouvelles infrastructures de Pékin, qui employaient des dizaines de milliers de personnes⁹⁷. Certains historiens soulignent la responsabilité d'un événement climatique ayant provoqué une sécheresse, qui a aggravé la famine déjà présente⁹⁸. D'autres font observer la crainte des assauts mongoles qui poussât le nouvel empereur à se concentrer sur les défenses de la Chine⁹⁹. Quoi qu'il en soit, la figure de Zheng He est aujourd'hui utilisée par Pékin pour illustrer la nature pacifique de la Chine traditionnelle. En évoquant la domination exercée par Pékin sur le monde, il est essentiel de montrer comment la Chine s'est comportée lorsqu'elle était en position de force. L'objectif n'est pas d'extrapoler à partir de l'histoire pour prédire le comportement futur de la Chine, mais de présenter les faits, en soulignant que dans sa quête de puissance mondiale, la Chine a adopté une attitude qui se distingue de celle des puissances occidentales.

Bien que les expéditions de Zheng He soient présentées par les officiels chinois comme pacifiques, certains spécialistes soulignent que des preuves montrent que le navigateur a fait usage de la force lorsque cela servait les intérêts vitaux de l'empire¹⁰⁰. Le professeur Geoff Wade, un historien qui a traduit des documents Ming relatifs aux voyages de Zheng He, souligne que les flottes Ming de cette période ont participé à au moins trois actions militaires majeures : à Java, à Sumatra et au Sri Lanka¹⁰¹. Cependant, la Société internationale Zheng He de Singapour ne partage pas cette observation, qu'elle qualifie de « pensée occidentale »¹⁰². Elle souligne que, les batailles dans lesquelles Zheng était impliqué étaient des représailles contre la piraterie maritime. Ces incidents n'étaient pas de l'ampleur d'une bataille militaire

⁹⁴ W. Atwell, 'Time, Money and the Weather: Ming China and the "Great Depression" of the Mid-Fifteenth Century', *Journal of Asia Studies* 61.1 (2002), 86. Cité par Peter Frankopan, op. cit, p. 221.

⁹⁵ Peter Frankopan, Ibid, p. 223.

⁹⁶ Ibid.

⁹⁷ Ibid.

⁹⁸ Ibid.

⁹⁹ Michel Barr, ibid.

¹⁰⁰ Ibid, p. 86.

¹⁰¹ Zoe Murphy, Ibid.

¹⁰² Ibid.

mais soulignent la diplomatie pacifique de Zheng He, note Chen Jiang Chin, porte-parole de ladite société¹⁰³. Cette dimension pacifique de la diplomatie chinoise, lorsqu'elle était en position de force, s'illustre dans les discours des officiels politiques chinois depuis Deng Xiaoping, qui soulignait que la Chine ne recherchera jamais l'hégémonie¹⁰⁴. Elle se trouve aussi dans le slogan de Hu Jintao de « développement pacifique », et se retrouve dans plusieurs de ses discours¹⁰⁵. Elle est reprise par Xi Jinping pour montrer que la Chine ne cherche pas à devenir une puissance hégémonique en mettant en place le projet des Nouvelles Routes de la Soie. Reste à savoir si cette stratégie symbolique porte ses fruits. Si le monde en développement l'accueille avec enthousiasme, comme l'a démontré Guy Rossatanga-Rignault¹⁰⁶, ce n'est certainement pas le cas pour ce qui en est du monde occidental¹⁰⁷.

4. La persistance du « syndrome de l'humiliation »

Un autre élément à l'origine des craintes exprimées par les Occidentaux concernant le néo-impérialisme ou le néo-hégémonisme de la Chine est le rôle joué par le syndrome de l'humiliation dans la construction de l'identité chinoise. Rappelée à maintes reprises dans les deux discours de Xi Jinping précédemment cités, l'humiliation que la Chine a subie par le passé sert de stratégie pour renforcer le nationalisme. En d'autres termes, la nature prégnante du syndrome de l'humiliation doit servir de point de repère pour Pékin afin de revendiquer sa juste place sur la scène mondiale. Alexander Wendt, spécialiste des relations internationales, fournit des clés de lecture pour mieux comprendre l'importance du syndrome de l'humiliation et les craintes qu'éprouvent les Occidentaux face à la puissance de la Chine. En analysant le problème de la régulation de la violence dans la politique internationale, Wendt souligne que la violence est l'un des problèmes fondamentaux dans la vie sociale, car toutes les autres relations sont profondément affectées par la nature des technologies de la violence¹⁰⁸. Il fait ainsi entendre que les États se construisent dans le système international sur la base des relations qu'ils ont entretenues avec leurs semblables, et ces relations façonnent leur perception du monde et le rôle qu'ils jouent dans le système international¹⁰⁹. Les États se meuvent de fait, sur la base de leurs intérêts nationaux, qui dépendent, non pas de la configuration objective des

¹⁰³ Ibid.

¹⁰⁴ Ibid.

¹⁰⁵ Michel Barr, Ibid.

¹⁰⁶ Guy Rossatanga-Rignault, op. cit.

¹⁰⁷ Ibid.

¹⁰⁸ Voir avec, Dario Battistella, Jérémie Cornut, Élie Baranets, *Théories des relations internationales, 6^e édition mise à jour*, Paris les Presses de Sciences Po, 2019, p. 325.

¹⁰⁹ Ibid, p. 327.

rapports de force matériels, mais des identités des États, c'est-à-dire des représentations que les États se font d'eux-mêmes et d'autrui, du système international, et de leur propre place et le rôle ainsi que de ceux des autres au sein de ce système¹¹⁰. Il rajoute que « les identités se réfèrent à ce que les acteurs sont [...] Les intérêts se réfèrent à ce que les acteurs veulent. [...] Les intérêts présupposent les identités parce qu'un acteur ne peut savoir ce qu'il veut avant de savoir ce qu'il est¹¹¹ ». Aussi, une Chine qui se réapproprie sa grandeur passée et qui ambitionne de reprendre le rôle qu'elle a toujours joué dans la construction de la politique mondiale, ne peut qu'inspirer les craintes de ceux qui ont gouverné le monde depuis la fin de la Renaissance, et qui ont contribué à la destruction physique et symbolique de sa grandeur passée.

Comme le montrent Mamoudou Gazibo et Roromme Chantal, la Chine fut dominée par l'Occident à cause des interdictions des expéditions navales à la mort de Yongle¹¹². Cela mit fin à sa suprématie maritime, mais aussi en raison des problèmes internes qui affaiblirent la dynastie Qing. Lorsque la guerre de l'Opium éclata contre les Anglais en 1840, la Chine n'eut pas la capacité de rivaliser avec la Royal Navy. S'ensuivit une série de déconvenues face à la France et au Japon dans la seconde moitié du XIXe siècle, obligeant la Chine à céder une partie de son territoire. En 1931, la Mandchourie fut envahie par le Japon, qui rétablit la monarchie, abolie après la proclamation de la République en 1911. Ces événements entraînèrent des conséquences désastreuses sur l'économie chinoise : alors que la Chine et l'Inde représentaient 53 % de la production manufacturière mondiale, en 1900, cette part était tombée à seulement 7 %¹¹³. Au début du XIXe siècle, le PNB de l'Asie et de l'Europe était relativement équivalent. Cependant, en 1860, l'écart entre les deux économies était de deux à trois fois en faveur de l'Europe. La Chine en sortit appauvrie, marquant une dégringolade pour une nation qui avait dominé le monde pendant près de dix-huit siècles. L'humiliation se poursuivit lorsque la province rebelle de Taïwan devint le seul représentant de la Chine continentale aux Nations Unies, de 1949 jusqu'en 1971, bénéficiant du soutien des États-Unis après que Chiang Kai-shek eut perdu la bataille contre l'armée révolutionnaire de Mao Zedong. À ce jour, Taïwan reste un symbole de l'humiliation chinoise, incitant Pékin à envisager la reprise de l'île, y compris par la force militaire. Forte de ses nouvelles capacités militaires, Pékin n'exclut plus

¹¹⁰ Ibid.

¹¹¹ Alexander Wendt, *Social Theory of International politics*, Cambridge University Press, 2012, pp. 113-114. Cité par : Dario Battistella, idem.

¹¹² Mamoudou Gazibo et Roromme Chantal, op. cit, p. 49.

¹¹³ Ibid, p. 50.

le recours au *hard power*, qui avait été écarté par Deng Xiaoping, ce dernier suggérant à ses successeurs de continuer à faire profil bas.

5. *Hard power, soft power* et technologies politiques de la Chine

Devenue un enjeu politique majeur au XXI^e siècle, la Chine attire une attention croissante de la part des spécialistes des relations internationales, qui cherchent à analyser l'évolution de sa puissance et les objectifs qu'elle poursuit. La question des Nouvelles Routes de la Soie, perçues par certains comme un moyen pour Pékin de projeter son influence à l'échelle mondiale, suscite des débats parmi les analystes sur la nature de l'ascension chinoise et sur les défis qu'elle impose à un système international dominé par les puissances occidentales et qualifié par John Ikenberry d'« internationalisme libéral¹¹⁴ ». Deux grands courants se distinguent dans l'analyse de cette initiative chinoise : il s'agit des approches axées sur le *hard power* de la Chine, ou courant matérialiste, et des approches axées sur le *soft power* de la Chine, ou courant idéationnel. Ces deux perspectives visent à analyser comment la Chine utilise son pouvoir, dur ou doux, pour obtenir des avantages sur la scène mondiale. Robert Gilpin, professeur américain de science politique, incarne au mieux la première approche. Il suggère qu'à mesure qu'une nation renforce son pouvoir, elle « sera tentée d'accroître son emprise sur son environnement. Pour renforcer sa sécurité, elle tentera d'élargir sa domination politique, économique et territoriale, elle essaiera de modifier le système international en accord avec les intérêts qui lui sont propres¹¹⁵ ». Cette approche, qui situe la concurrence du XXI^e siècle entre la Chine et les États-Unis, a été reprise par les stratèges du Pentagone, qui estiment que la Chine se prépare à livrer une guerre contre les États-Unis. C'est ce que souligne Seth G. Jones, président du département de la Défense et de la sécurité au Centre d'études stratégiques internationales, dans *Foreign Affairs* :

Le président chinois Xi Jinping a clairement indiqué que le développement d'une armée de classe mondiale était au cœur de son objectif de poursuivre le « grand rajeunissement de la nation chinoise sur tous les fronts ». Un élément clé de ce processus consiste à construire une base industrielle de défense capable de produire le matériel (tel que des navires, des avions, des chars et des missiles) et les logiciels (tels que la technologie et les systèmes de commandement, de contrôle, de communication et de renseignement) dont les forces

¹¹⁴ G. John Ikenberry, *Liberal Leviathan: The Origins, Crisis, and Transformation of American World Order*, Princeton University Press, 2011.

¹¹⁵ Robert Gilpin, *War and Change in World Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1981, p. 94-95.

militaires ont besoin. Au cours de la dernière décennie, la production chinoise de navires de surface et sous-marins, d'avions, de systèmes de défense aérienne, de missiles, de systèmes terrestres, d'engins spatiaux et de cyberarmes a fait du pays un sérieux concurrent des États-Unis¹¹⁶.

L'approche idéationnelle suggère que la Chine ne souhaite pas renverser le système international par un recours disproportionné à la puissance militaire, mais plutôt en diffusant ses valeurs, sa culture et ses idées au sein du système international. Ce faisant, les autres acteurs développeraient un intérêt pour les normes et la culture chinoises, cherchant à imiter la Chine. Bien que minoritaire, cette analyse a été reprise par les stratèges et les médias occidentaux¹¹⁷.

Face aux deux approches dominantes, nous proposons une analyse de la « technologie politique » ou « technologie de puissance ». Ce cadre analytique novateur ne se limite pas à la matière ou aux idées, mais examine l'ensemble des activités constituant les relations sociales de domination sur la scène mondiale. Proche du constructivisme, cette approche vise à repenser les dynamiques de changement par rapport aux théories traditionnelles des relations internationales. En réponse à la question de savoir si les Nouvelles Routes de la Soie constituent un outil de contrôle permettant à la Chine de redéfinir les rapports sociaux de domination à l'échelle mondiale, la technologie de puissance offre une perspective plus dynamique et nuancée. Inspirée par les travaux de Michel Foucault sur le pouvoir, elle analyse les corrélations de pouvoir sur la scène internationale dans une perspective unifiée, enrichissant ainsi l'étude des relations internationales. Elle s'appuie sur le « pouvoir discursif¹¹⁸ » et fait recours aux mécanismes de pouvoir pour montrer comment des acteurs agissent sur les actions des autres sur la scène mondiale. Renforcée par la conceptualisation du « pouvoir symbolique » développée par le sociologue Pierre Bourdieu, qui mobilise des notions telles que la lutte doxique – un affrontement entre une orthodoxie dominante et une hétérodoxie révisionniste visant à contrôler et délégitimer les discours sur la scène mondiale – le capital symbolique, qui permet d'accumuler des ressources de pouvoir, et les lieux communs servant d'espaces de

¹¹⁶ Seth G. Jones, (2024). "China Is Ready for War: And Thanks to a Crumbling Defense Industrial Base, America Is Not", *Foreign Affairs*, <https://www.foreignaffairs.com/china/china-ready-war-america-is-not-seth-jones>, Le 04 octobre, 2024.

¹¹⁷ Backgrounder by Eleanor Albert, (2018). "China's Big Bet on Soft Power": China is believed to spend billions of dollars to boost its international image, but it has yet to see a marked return on its investment in soft power, *Council on Foreign Relations*, <https://www.cfr.org/backgrounder/chinas-big-bet-soft-power>, Le 04 octobre, 2024.

¹¹⁸ Olivier Dupont, (2019). "Discursive Power: Words, Languages, Controls and Arguments", In *Power: A Concept for Information and Communication Sciences*, pp. 35-51. <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/book/10.1002/9781119508687>, Le 04 octobre, 2024.

rassemblement, la « technologie de puissance » s'inscrit dans une perspective analytique pluraliste.

6. Cadre méthodologique

Le cadre méthodologique que nous adoptons sera présenté en deux mouvements. Premièrement, nous allons nous atteler à spécifier la nature du raisonnement adopté dans cette étude, afin de justifier le choix des hypothèses considérées et du terrain d'analyse, qui est vaste. Deuxièmement, nous présenterons les matériaux utilisés pour la production de cette étude, afin que les lecteurs saisissent mieux la dynamique qui découle des résultats présentés. Nous nous efforcerons d'être brefs, du moins en ce qui concerne le premier mouvement.

Ce mouvement sera abordé de manière brève non pas parce qu'il s'agit d'une question dérisoire – car elle nous paraît essentielle, mais parce que l'essentiel de l'argumentation qui sera présentée autour de ce point sera explicité dans le contenu de notre étude. Ce faisant, dans une approche méthodologique assez proche du *process tracing*¹¹⁹, une approche qualitative utilisée pour développer et tester les théories, nous testons notre perspective théorique. À chaque développement, nos hypothèses de travail sont vérifiées par rapport aux effets qu'ils produisent conformément à la théorie mise en perspective. Ce faisant, nous avons présenté trois cas d'études, en ce sens que ces terrains sont reliés les uns aux autres. D'une part, le système international est le terrain majeur de cette étude, car il constitue la cible de l'évolution de la puissance chinoise et de son projet des nouvelles routes de la soie. Par *système international*, John Ikenberry entend une organisation d'États structurée autour de trois types d'ordres : un ordre politique, un ordre économique et un ordre juridique¹²⁰. Un autre terrain d'analyse portera sur la puissance américaine, qui a dominé le système international du début du XXe siècle jusqu'aux années 2000, période à partir de laquelle les spécialistes situent la réémergence de la Chine¹²¹. Enfin, le monde en développement plus connu sous l'expression populaire de Sud Global constitue le dernier terrain d'étude qui permettra de tester nos hypothèses.

¹¹⁹ David Collier, "Understanding Process Tracing", *Political Science & Politics*, Cambridge University Press, 2011, Volume 44, n°. 4, pp. 823-830. Voir aussi, Jacob I. Ricks And Amy H. Liu, "Process-Tracing Research Designs: A Practical Guide". *PS: Political Science & Politics*. 2018;51(4):842-846. doi:10.1017/S1049096518000975.

¹²⁰ G. John Ikenberry, *A World Safe for Democracy: Liberal International and The Crises of Global Order*, Yale University Press, 2020.

¹²¹ Zanardi, C. (2022). "The Re-emergence of China and the Deepening of EU-China Relations", In: *European Foreign and Security Policy towards China*. Palgrave Macmillan, Cham. https://doi.org/10.1007/978-3-031-12259-0_3.

Toutefois, la dimension quantitative ne sera pas négligée. En combinant une approche quantitative avec une approche qualitative, nous proposons un contrefactuel analytique en démontrant, d'une part, que la gestion exercée par les États-Unis sur le système occidental a non seulement contribué à le rendre dynamique, mais a également créé les conditions favorables à l'émergence économique de la Chine. Cette dynamique a incité la Chine à proposer un modèle de gouvernance alternatif, destiné à séduire les acteurs qui n'ont pas bénéficié des retombées positives de la gestion occidentale. Cette perspective, rare voire absente des approches dominantes, enrichira les connaissances sur le sujet¹²².

Pour ce qui concerne les matériaux, il est possible de les classer non pas sur une échelle d'importance, mais en fonction du rôle qu'ils ont joué dans la construction de l'étude. Il y a d'abord les matériaux théoriques et/ou doctrinaux, qui ont servi à la systématisation de notre approche théorique, et les matériaux pratiques. Ceux-ci incluent les ouvrages et articles scientifiques dans les domaines des relations internationales, du droit international économique, du droit public, de la sociologie politique et de la philosophie. L'essentiel de ces matériaux a été consulté en langue étrangère, principalement en anglais, et contribue approximativement à hauteur de 98 % à cette étude, dans la mesure où les données relatives à la Chine sont d'abord traduites en anglais.

Puis il y a les documents officiels des gouvernements chinois, étasunien, de l'Union européenne, etc. À cela, il faut ajouter les données issues d'instituts de recherche tels que le SIPRI (*Stockholm International Peace Research Institute*), qui offre des données annuelles chiffrées sur l'évolution du budget économique des États, les dépenses militaires, la vente d'armes, le nombre de guerres et les espaces où les conflits sont les plus fréquents ; le *Pew Research Center*, qui propose des sondages d'opinion à l'échelle mondiale ; ainsi que l'Afrobaromètre et d'autres organes similaires.

Il convient également de mentionner les magazines d'analyse internationale qui publient régulièrement des articles et des études sur les implications de la Chine dans le monde, comme *Foreign Affairs*, *Foreign Policy Research*, et *Foreign Military Research*. Nous avons combiné à ces outils les journaux de presse écrite ou en ligne, notamment en Chine, avec l'agence de presse officielle du gouvernement chinois, *Xinhua*, le *China Daily* et bien d'autres. Les *think tanks* occidentaux et chinois ont également servi d'outil d'analyse pour renforcer nos hypothèses et notre démonstration, ou pour agir en tant que contrefactuels.

¹²² Roromme Chantal, *Comment la Chine conquiert le monde : le rôle du pouvoir symbolique*, Les Presses de l'Université de Montréal, 2020.

7. Annonce du plan

Cette thèse se divise en trois parties, comportant trois titres principaux et neuf chapitres. Le choix de cette structure se justifie, d'une part, par la nature du sujet qui nécessite un recours au contexte de l'étude, et d'autre part, par l'approche théorique mobilisée. Bien que théorique, la première partie est divisée en trois chapitres. Le premier chapitre est consacré à l'état de l'art. Il permet de mieux saisir le cadre de l'étude en expliquant les fondements de la puissance hégémonique, tout en distinguant les notions d'empire et d'hégémonie, dont la seconde constitue l'objet de cette étude. Ce chapitre insiste sur l'interprétation donnée par les approches dominantes concernant le comportement de la Chine, assimilé à la tragédie grecque présentée par Thucydide.

Le deuxième chapitre traite de la montée en puissance de la Chine et des défis que cela pose tant pour le système occidental que pour la Chine, qui souhaite évoluer sans être entravée par des conflits limitant son ascension. Le troisième chapitre met en perspective le cadre théorique de l'étude, qui repose sur les technologies de puissance. Il est renforcé par l'approche bourdieusienne de la puissance, offrant des concepts opératoires pertinents pour analyser l'évolution de la Chine, notamment ceux de « lieux communs rhétoriques » et de « lutte doxique ». Le premier sert d'outil de ralliement pour les peuples du Grand Sud envers la Chine, tandis que le second exprime l'affrontement des modèles idéologiques. Il permet également de clarifier nos hypothèses.

La deuxième partie, également constituée de trois chapitres, sert d'espace d'application des hypothèses. Elle s'intéresse à la fragmentation du système international et à l'émergence d'un ordre régional illibéral qui s'étend de la Chine vers le monde en développement, englobant ainsi le système international caractérisé par un ordre fondé sur des règles. Le quatrième chapitre traite de la gestion désastreuse du système international par les Occidentaux, qui nourrissent notamment le clivage Nord-Sud. Plutôt que de réduire les conflits dans le monde, cela a contribué à leur expansion, causant une crise de valeurs du système libéral.

Le cinquième chapitre prolonge les développements du précédent en s'intéressant à la double crise de légitimité et d'hégémonie des États-Unis, condition nécessaire à l'émergence de nouveaux acteurs tels que la Chine. Le sixième chapitre en est la conséquence et propose un nouveau modèle par rapport au système occidental : le « consensus de Pékin », fondé sur un État politiquement fort dont l'exercice de la force sur les outils de production de la croissance entraîne une économie saine.

La troisième partie concerne les effets de la politique de la Chine dans le Grand Sud. Elle montre l'opposition entre le modèle occidental, le « consensus de Washington », et le modèle chinois, le « consensus de Pékin ». Le septième chapitre analyse les défis internes et internationaux auxquels fait face la Chine de Xi Jinping. Il montre que l'identité chinoise, renforcée par le pragmatisme de Xi Jinping, est un outil de contrôle efficace du PCC sur le peuple chinois, afin qu'il serve de modèle dans le monde en développement. Le huitième chapitre se consacre à la politique africaine de la Chine. Il montre comment la Chine utilise sa stratégie discursive pour rallier les gouvernements et les peuples africains à sa cause, notamment en instrumentalisant son identité de pays du Grand Sud.

Le dernier chapitre traite séparément de la politique étrangère de la Chine dans le monde arabo-musulman et en Amérique latine. Il met en perspective les nombreux défis auxquels est exposée une Chine qui s'invite dans l'arrière-cour des États-Unis et montre comment le modèle chinois devient plus attractif que le modèle occidental. C'est cette attractivité constatée qui permet d'attester la validité de nos hypothèses et, donc, l'efficacité de la perspective théorique envisagée.

Première partie : L'émergence de la puissance chinoise entre mythe et stratégie de puissance

TITRE I : Les fondements historiques, théoriques et conceptuels de la puissance hégémonique

Les spécialistes des relations internationales, du moins les promoteurs des approches matérialistes et idéationnelles, ont évalué la puissance presque exclusivement sous des aspects matériels. Ce faisant, la puissance n'est déterminée que par la capacité d'un État à accumuler des ressources économiques et à transformer son arsenal militaire en utilisant des technologies de pointe pour se lancer dans un conflit et changer le *statu quo*. Cette perspective, qui remonte à l'Antiquité avec les récits de Thucydide sur la guerre du Péloponnèse, a dominé la perception que les États et les intellectuels ont de la puissance. Afin d'éviter que le monde ne plonge dans le chaos, les spécialistes ont inventé le concept d'hégémonie.

Étant donné que l'anarchie domine le système international, comme l'ont stipulé les réalistes¹²³, sans que cela ne soit contesté, il fallait qu'un État plus puissant que les autres agisse en tant que stabilisateur. Cet État hégémonique bénéficierait de tous les attributs de la puissance et les redistribuerait de manière équitable dans le système international grâce à sa bienveillance éclairée. Cependant, l'histoire de la puissance montre que cette bienveillance éclairée est presque une chimère, un mythe, et que les fondements sur lesquels repose l'hégémonie, à savoir le plein gré, sont une pure invention. C'est sur la base de cette invention que les spécialistes des approches mainstream ont développé les thèses de la menace chinoise (Chapitre I).

Ainsi, il devient difficile d'interpréter l'évolution de la Chine sur la base de ces cadres théoriques biaisés. Il faudrait plutôt comprendre l'évolution de la Chine en relation avec les faits, c'est-à-dire par rapport à l'image qu'elle se fait de son évolution, ce qui marquera la véritable prise en compte de sa puissance (Chapitre II). Enfin, sur la base de ces deux perspectives, c'est-à-dire les fondements matérialistes et idéationnels, ainsi que son évolution pratique, nous proposerons une autre perspective théorique pour comprendre la Chine (Chapitre III).

¹²³ Dario Battistella, Jérémie Cornut, Élie Baranets, op. cit, pp. 121-168.

CHAPITRE PREMIER : Naissance d'un mythe et production du consentement

Comment le mythe de la puissance a-t-il pu faire son chemin à travers la période ancienne de l'empire des Ming, en passant par l'empire musulman, jusqu'au XXI^e siècle, au point de devenir l'obsession des internationalistes, qu'ils soient philosophes, historiens, juristes, politistes, praticiens, princes, diplomates ou militaires ? En effet, chaque fois qu'une crise politique majeure, économique ou militaire survient dans le monde, les spécialistes des études internationales se lancent inéluctablement dans une tentative explicative qui mobilise autour des approches multiples les notions de puissance, d'empire et/ou d'hégémonie. En fait, toutes ces notions ont une histoire longue, complexe et ambiguë. Ces histoires traduisent souvent une réalité moins apparente que celle qui y transparaît. Étant donné que ces histoires font partie des « lieux communs en relations internationales », les développements qui suivront ne seront que des synthèses. Ces dernières révèlent la trajectoire tragique des empires et l'émergence de la notion d'hégémonie, dont plusieurs historiens s'accordent à dire qu'elle repose sur une prétendue « servitude volontaire¹²⁴ ».

Il existe donc un chemin difficile entre l'empire et l'hégémonie. L'empire des Ming, par exemple, représentait la richesse et la puissance de la Chine continentale dès le XII^e siècle jusqu'au début du XVI^e siècle. Disposant d'une technologie de pointe impressionnante et de navires militaires qui exprimaient son contrôle des mers, il symbolisait la grandeur de la Chine. Ajoutons à cela les récits des expéditions navales de l'amiral Zheng He : la Chine des Ming n'avait pas exprimé l'ambition de s'imposer comme leader mondial. Elle fut cependant rapidement rattrapée par sa grandeur lorsqu'elle se replia sur elle-même, construisant une barrière entre le monde chinois et l'extérieur. Ce repli consistait en partie à se protéger des offensives mongoles et, d'autre part, à ne pas partager sa culture avec le monde¹²⁵ extérieur. Or la diffusion de sa culture aurait pu faire d'elle une puissance hégémonique. À défaut, la Chine déclina très vite et perdait toutes les capacités qui avaient fait sa grandeur. C'était le déclin et la disparition d'une puissance qui avait tout pour dominer durablement.

¹²⁴ Etienne de La Boétie, *Discours de la servitude volontaire ou le contr'un* (1549), Paris : Édition numérique, 2006.

¹²⁵ Paul Kennedy, *Naissance et déclin des grandes puissances*, Traduction de Marie-Aude Kennedy, Marie-Aude Cochez, Jean-Louis Le Brave, Éditions Petite Bibliothèque Payot, 2004, pp. 39-45.

Il en fut de même pour l'empire musulman des Ottomans, qui avait pourtant connu une grande expansion sur la scène mondiale au cours du XVI^e siècle. Cette grandeur était due aux avancées des Turcs ottomans vers l'ouest de l'Eurasie et vers la Perse, avec la dynastie séfévide, qui était puissante et prospère, mais aussi à son épanouissement culturel sous les règnes d'Ismail (1500-1524) et d'Abbas I^{er} (1587-1629). L'empire assurait un contrôle accru sur l'ancienne route de la soie des épices, qui menait en Chine par Kashgar et Toufran¹²⁶. Devenus très rapidement menaçants pour la chrétienté européenne en raison de leur redoutable armée et de leur technique de siège la plus perfectionnée de l'époque, les Turcs ottomans étaient une puissance dont il fallait contrer l'expansion, qui s'étendait au début du XVI^e siècle, de la Crimée à la mer Égée, jusqu'au Levant. En 1516, l'empire s'empara de plusieurs villes et pays en écrasant les armées adverses, comme à Damas et en Égypte. Peu après avoir fermé les routes des Indes, qui produisaient des épices, ils prirent le Nil et contrôlèrent la totalité de la mer Rouge jusqu'à l'océan Indien, en s'opposant aux Portugais. Cependant, l'empire allait connaître les mêmes difficultés que la Chine des Ming. Son expansion navale déclina, tout comme celle sur terre, après le siège tardif exercé à Vienne en 1683¹²⁷. Tout comme Kubilaï Khan en Chine, les Turcs avaient développé leur marine pour réduire Constantinople, ville contestataire. Cependant, Venise, Gênes et les Habsbourg étaient parvenus à contenir la puissance navale des Ottomans. À la différence de la Chine, l'empire était bien plus qu'un mastodonte militaire ; disposant d'une élite conquérante, comme les Mandchous, il avait réussi à imposer une foi, une culture et une langue officielles sur un territoire plus vaste que celui de l'Empire romain. Cette différence faisait du monde islamique un monde plus avancé que le monde européen en 1500. Sous Soliman I^{er}, la puissance autocratique régissait 14 millions de sujets – l'Espagne en comptait 5 millions, et l'Angleterre à peine 2,5 millions. Constantinople était plus grande que toutes les villes d'Europe, avec plus de 500 000 habitants en 1600¹²⁸. Toutefois, les Ottomans vont s'affaiblir et se renfermer sur eux-mêmes, à l'instar de la Chine, manquant ainsi l'occasion de dominer le monde. Ce déclin résultait des succès de leurs conquêtes, qui, bien que puissantes, ne pouvaient plus contrôler de vastes frontières. L'armée ottomane ne parvenait plus à poursuivre son expansion vers d'autres terres plus arables sans mobiliser d'énormes ressources humaines et financières. À la différence de l'empire anglais,

¹²⁶ Ibid, p. 46.

¹²⁷ Ibid, p. 47.

¹²⁸ Ibid, p. 48.

qui a pu se transformer en hégémonie, l'Empire ottoman n'a pas réussi à produire des avantages économiques.

Cette brève synthèse sur la notion d'empire permettra à l'étude envisagée d'initier une distinction entre empire et hégémonie. Cette distinction repose sur le fait que, dans leur construction de pouvoir, les empires ont concentré entre eux une énorme capacité de puissance qui n'a pas pu être redistribuée dans la structure internationale de manière à profiter aux autres. Les empires établissent, dans leur construction, des États vassaux qui doivent rendre des comptes au centre. Cette concentration de puissance finit par imploser, souvent en raison d'une gestion autocratique très opaque qui conduit au déclin. Ce déclin produit chez les puissances rivales un sentiment de possibilités qui les pousse à défier la superpuissance en déclin. Cette condition est accompagnée de l'idée de construire des alliances pour rivaliser avec la plus forte. Ce fut le cas lorsque la Grande-Bretagne et la France s'unirent pour corriger l'ourse de Sibérie pendant la guerre de Crimée (1853-1856). Contrairement à l'hégémonie, qui a pu faire son chemin depuis le IV^e siècle avant J.-C. jusqu'au XXI^e siècle, les empires n'ont pas pu résister à la contingence de « la naissance et du déclin des grandes puissances ».

Ce chapitre n'envisage donc pas de traiter de la notion d'empire, qui est très souvent confondue dans la littérature avec celle d'hégémonie, laquelle représente une puissance plus fédérative, fondant son adhésion sur un prétendu gré. Ce concept émerge dans la littérature occidentale grâce aux travaux du célèbre historien grec des relations internationales, Thucydide, dans ses récits sur la guerre du Péloponnèse¹²⁹. Une guerre qui opposait Sparte et Athènes à l'Empire perse de Xerxès Ier, et qui a vu naître la ligue de Délos. Partant de là, le concept sera repris tour à tour par les prétentions hégémoniques des Habsbourg. De Louis XIV à Napoléon (hégémonie messianique), on assistera à la transformation de l'hégémonie, qui prendra une forme libérale avec la *pax Britannica* avant de disparaître. Le concept réapparaîtra dans la littérature dès 1945, au sortir de la Seconde Guerre mondiale, pendant l'affrontement entre l'Union soviétique et les États-Unis (co-hégémonie), nouveaux Sparte et Athènes. Cette période marquera la victoire de l'hégémonie libérale sur l'hégémonie communiste. Avec la *pax Americana*, l'hégémon deviendra un stabilisateur chargé de soutenir la structure internationale, de garantir les normes, de protéger le camp occidental, de réduire les incertitudes et de contenir les crises majeures pour empêcher le monde de sombrer à nouveau dans le chaos de la guerre.

¹²⁹ Tucydide, *La guerre du Péloponnèse*, Préface de Pierre Vidalet-Naquet, Édition de Denis Roussel, 2000.

Cependant, la disparition de l'autre hégémon réduira la nécessité pour les autres acteurs de se reposer sur le vainqueur, puisqu'ils n'auront plus d'adversaire pour justifier la nécessité de sa protection. Le témoignage le plus parlant reste la transformation progressive des buts de l'OTAN, qui ressemblait curieusement aux alliances symmachies de la ligue de Délos. Partant de là, la notion transcendera sa condition originelle pour devenir un concept. L'hégémonie deviendra un état, puis une fonction et enfin un cycle. Le concept ne manquera pas d'être récupéré par l'école américaine, qui trouvera dans cette mutation une occasion rêvée d'assurer la domination totale des États-Unis sur le monde.

Car « *on peut être puissant tout seul, mais on est toujours l'hégémon d'un groupe, d'une région et même de la planète*¹³⁰ », en temps de mondialisation. Il devenait nécessaire pour les États-Unis de produire le consentement à travers l'usage de la science politique, puis de l'économie, afin de rappeler au monde l'utilité d'un stabilisateur qui s'érigerait contre l'instabilité grandissante de l'anarchie internationale. Le concept développé par Thucydide s'imposait ainsi dans la littérature sur la puissance américaine, et il était nécessaire qu'il soit diffusé par les *think tanks* et les organes de presse. L'Amérique se faisait la voix du monde grâce à Radio Free Europe, Radio Liberty, et aux multiples opérations financées par la CIA, telles que Mockingbird, qui servaient à recruter des journalistes, avec l'appui des maisons de production de films à Hollywood¹³¹. Le contrôle que les États-Unis exerçaient à ce moment se justifiait largement par leur domination sur le commerce mondial, représentant 22 % du PIB mondial à l'époque. Aujourd'hui cependant, un tel contrôle est très difficile à maintenir, car les États-Unis ont été déclassés par la Chine, devenue la première puissance commerciale au monde¹³².

Toutefois, l'outil de diffusion le plus pertinent utilisé par les États-Unis reste ses écoles de pensée, qui offrent des explications pertinentes des relations entre les États-Unis et le monde. Charles Kindleberger et son compatriote Robert Gilpin, tous deux fondateurs de la nouvelle école d'économie politique internationale, ont contribué à justifier la domination de l'hégémonie américaine sur les structures de l'économie mondiale¹³³. Après que Nixon eut dilapidé l'étalon or-dollar et que la crise économique des années 1970 prenait les mêmes

¹³⁰ Bertrand Badie, *L'hégémonie contestée : Les Nouvelles formes de domination internationale*, Paris : Éditions Odile Jacob, 2019.

¹³¹ Ibid.

¹³² Office of the United States Trade Representative: Executive office of the President, <https://ustr.gov/countries-regions>, Consulté le 12 septembre, 2024.

¹³³ Bertrand Badie, Ibid.

proportions que celle de 1930, qui avait légitimé le pouvoir nazi en Allemagne, les économistes américains se devaient de proposer une solution à la crise du dollar, montrant que la stabilité n'était jamais totale.

Kindleberger se consacre ainsi à la grande dépression économique de 1929 à 1939 et conclut que si cette période fut dramatique, c'est parce que le monde manquait d'hégémonie¹³⁴. Il fonde alors la théorie de la stabilité hégémonique, très prisée par les néolibéraux, selon laquelle la stabilité et l'ordre doivent advenir de la bienveillance d'un acteur, et un seul. Le concept d'hégémonie trouvait alors sa première définition : il s'entendait comme la capacité du leader à maintenir l'ordre économique avec des moyens de puissance diversifiés pour contraindre tous les passagers clandestins. Cette définition supposait que le plus fort devait s'enrichir afin de faire bénéficier les autres acteurs des effets de son enrichissement. De cette manière, les libéraux pouvaient réécrire l'histoire du monde, en montrant les raisons qui ont produit la paix relative du XIXe siècle, la *pax Britannica*, avec le système *Gold Exchange Standard* et la livre sterling comme seule monnaie d'échange, comme le souligne Bertrand Badie¹³⁵.

Difficile de se défaire des techniques qui ont largement fait leurs preuves dans l'histoire de la puissance, car elles ont permis à la Grande-Bretagne de devenir une puissance hégémonique. En empruntant le même chemin avec les accords de Bretton Woods, les États-Unis succédaient à l'hégémonie britannique¹³⁶. Gilpin parachevait l'œuvre de Kindleberger en considérant l'hégémon comme un leader bienveillant, ce que firent les États-Unis pendant une bonne période de la *pax Americana*, jusqu'à l'avènement de la crise de la rentabilité, qui marquait le fossé abyssal entre les pays du Nord et les pays du Sud¹³⁷. Après que le Sud était devenu l'objet de la domination du Nord pour ses nombreuses ressources, et que les États-Unis procédaient à une mondialisation armée pour relancer leur économie, le leader ne fut plus vraiment bienveillant et l'hégémonie déclinait. Avec le déclin à l'horizon, les conditions de la lutte étaient réunies pour que de nouvelles puissances contestent le leadership des États-Unis. La crise économique de 2008 devenait l'occasion pour la Chine d'exposer ses nouvelles capacités économiques et de se présenter comme le nouveau challenger. La mise en place du

¹³⁴ Charles Kindleberger, *The world in depression, 1929-1939 (History of the world economy in the twentieth century)*, University of California Press, 1975.

¹³⁵ Bertrand Badie, op. cit.

¹³⁶ Ibid.

¹³⁷ Ibid.

projet de la BRI en 2013 a démontré que Pékin nourrissait un projet global, plus grand encore que le plan Marshall, qui avait pu unifier le monde occidental et le monde en développement.

Face à ce défi, le stabilisateur américain devenait instable¹³⁸ et se faisait rapidement dépasser par une Chine affichant une croissance économique à deux chiffres. L'occasion se présentait alors pour les États-Unis de se servir de cette nouvelle rivalité pour justifier le maintien de leur statut dans un monde menacé par une nouvelle puissance promouvant des valeurs anti-occidentales¹³⁹. Graham Allison faisait ressortir Thucydide de son tiroir en interpellant les internationalistes sur le fameux « Piège de Thucydide¹⁴⁰ », qui pousserait la Chine à se confronter militairement aux États-Unis en raison de ses nouvelles capacités accumulées. Bien avant lui cependant, John Mearsheimer avait écrit son remarquable ouvrage *The Tragedy of Great Power Politics*, pour rappeler les capacités dont disposent les États-Unis pour endiguer l'émergence d'une Chine devenue menaçante¹⁴¹.

On plongeait alors dans les théories du déclin relatif de la puissance américaine, ainsi que celles de la menace chinoise et de la défiance stratégique. L'école américaine ne manquait pas d'ingéniosité pour faire copuler marxisme et libéralisme dans une tragique relation incestueuse, forgeant par la même occasion un libéralisme transnational et constructiviste. Joseph Nye pouvait ainsi se servir des travaux de l'italien marxiste Antonio Gramsci pour forger le concept ambigu de *soft power*, qui devait servir de base théorique pour rappeler que les États-Unis disposent d'un immense réservoir culturel pour irriguer le monde et relancer "*the end of story*". Cela fut repris par le spécialiste de la politique étrangère de l'Université de Princeton, John Ikenberry, qui en 2008 faisait revivre le « *Liberal Léviathan* » pendant la présidence d'Obama. Mais l'échec du Léviathan libéral se manifesta bien plus rapidement avec l'arrivée de Donald Trump au pouvoir en 2016, et bien avant lui, celle de George W. Bush, marquée par les événements du 11 septembre 2001. Ainsi, un nouveau *soft power*, mais cette fois-ci avec des caractéristiques chinoises, devenait le nouvel outil d'explication de l'expansion de la puissance.

Ce chapitre va tour à tour montrer que les fondements de l'hégémonie restent largement discutables, car la servitude volontaire sur laquelle repose cette idée a toujours été obtenue à

¹³⁸ Benjamin Burbaümer, *Chine/États-Unis, le capitalisme contre la mondialisation*, Éditions La Découverte, 2024. L'auteur souligne que la friction entre la Chine et les États-Unis, résulte de l'extension du marché chinois à d'autres territoires, concurrençant par la suite les limites imposées par Washington au développement des économies.

¹³⁹ Ibid, pp. 7-8.

¹⁴⁰ Graham Allison, *Vers la Guerre : La Chine et l'Amérique dans le piège de Thucydide ?*, Paris : Éditions Odile Jacob, 2017.

¹⁴¹ John J. Mearsheimer, *The Tragedy of Great Power Politics*, University of Chicago, 2001.

travers l'incitation et la coercition (I). Ce faisant, ces fondements issus de la pensée occidentale ne voient la Chine que comme une puissance anti-occidentale qui menacerait les valeurs occidentales, ce qui a motivé l'école américaine à développer les théories de la menace chinoise et de la défiance stratégique (II).

I. Les paradoxes de l'hégémonie

« Les dieux, d'après notre opinion, et les hommes, d'après notre connaissance des réalités, tendent, selon une nécessité de leur nature, à la domination partout où leurs forces prévalent. Cette loi n'est certainement pas celle des hommes¹⁴² », écrit Thucydide, elle fut bien avant les hommes et subsistera à jamais. Ils en profitent naturellement, et si d'autres hommes atteignent cette puissance, qu'ils ne se comportent pas autrement. Ce discours des Athéniens à l'endroit des Méliens rend compte de l'orientation que l'histoire a donnée à la force pour qu'elle exerce sa domination. *Of course, we're on the GOOD SIDE OF FORCE! Why is this so hard for everyone to understand?* se demandait Madeleine Albright à maître Yoda, selon Jeff Danziger, dans un dessin du *Los Angeles Times* (1999)¹⁴³. Dans le classement de la puissance réalisé par les internationalistes, l'hégémon est l'acteur le plus fort du système international à un moment donné de l'histoire. Cela implique la capacité de l'acteur central à mobiliser les ressources qui lui permettent de commander et d'imposer sa volonté à tous ses congénères, sans que cette charge lui ait été déléguée par le biais d'un contrat. Une sorte de servitude volontaire, comme nous le rappelle le philosophe français Étienne de La Boétie, concernant le primat de la liberté dans la condition humaine, s'applique également aux relations internationales¹⁴⁴. Celles-ci demeurent en tout état de cause un jeu profondément humain, siège de la vertu. Mais, comme il nous le rappelle, la servitude ne relève pas de l'état de nature, même si les grands théoriciens réalistes en étaient profondément convaincus. Ce faisant, ils ont surévalué cette puissance qu'il fallait massivement mobiliser pour dominer durablement. C'est bien pour cette raison que les relations internationales étaient si intimement liées au *power politics*, permettant à l'édifice hégémonique de tenir grâce à l'usage des techniques de domination¹⁴⁵. Le discours sur la servitude volontaire était fatalement confronté à la dure réalité que voulaient fuir les libéraux, à un moment où le projet émancipateur devait recourir à la force

¹⁴² Bruno Arcidiacono, « Cinq types de paix : Chapitre Premier. Sur la paix d'hégémonie, ou paix hégémonique », In *Graduate Institut Publications*, 2011, pp. 1-74, <https://books.openedition.org/iheid/927>.

¹⁴³ Ibid.

¹⁴⁴ Étienne de la Boétie, op. cit.

¹⁴⁵ Bertrand Badie, op. cit.

et à la violence pour se réaliser¹⁴⁶. Le recours à la ligue de Délos devenait une condition légitime pour justifier la nécessité de la guerre sainte. L'argument moral consistait à affirmer que la puissance était employée non pas contre la résistance des humains, mais contre l'empire du mal. Ce diable, qui s'était présenté au bon moment, faisait de la puissance l'instrument privilégié du pouvoir. Dès que les conquêtes ne portaient plus sur les territoires, mais sur les cœurs et les âmes, la puissance s'alimentait des trois ressources pointées par le philosophe français : l'habitude d'être servi, les drogues distribuées à cette fin, et la cupidité du petit qui aspire à ressembler au puissant et à bénéficier de ses récompenses¹⁴⁷. Sans ces trois axiologies, le tyran est nu ; c'est cette réalité qui façonne l'hégémonie sur la scène internationale, depuis les alliances symmachies qui ont suivi la guerre du Péloponnèse. Le mythe de la servitude volontaire sur lequel reposait l'hégémonie était mis à nu (A), le paradoxe de l'hégémonie pouvait être observé, passant de l'hégémonie fondatrice à l'hégémonie libérale (B), et racontait l'histoire d'une paix obtenue par la contrainte (C).

A. Le mythe de l'hégémonie : une tentative de production de la servitude volontaire

Le mythe de l'hégémonie occupe une place de premier choix dans la culture occidentale, car il sert de grille d'analyse et de justification de l'évolution et du maintien de la domination. Il provient du récit que fait Thucydide de la puissance athénienne, qui parvenait à fédérer derrière elle plusieurs cités grecques pour fonder la ligue de Délos, afin de lutter contre la menace perse à partir de l'an 490 avant J.-C, pendant les guerres médiques. Le récit que fait l'historien grec de la puissance athénienne à cette période est déjà largement édulcoré¹⁴⁸. Car, si l'appui demandé à Athènes par les cités grecques se fondait sur une reconnaissance légitime de l'autorité athénienne, le maintien de la ligue de Délos après la défaite de Xerxès Ier n'en était pas moins la conséquence. C'est ce qui pousse certains historiens à parler d'un empire athénien en construction. Même s'il faut admettre que l'adhésion volontaire fut réellement acquise dans les cités grecques (1), à la différence de Charles Quint, qui disposait de conditions favorables pour exercer une percée hégémonique afin de dominer l'Europe continentale (2), les outils de domination n'étaient jamais loin dans les deux cas.

¹⁴⁶ Ibid.

¹⁴⁷ Ibid.

¹⁴⁸ Ibid, p. 31.

1. Les alliances entre cités grecques : la ligue de Délos

Le mythe prend forme en 480 avant J.-C, lorsque la puissance athénienne s'associe avec plusieurs cités grecques sous l'autorité de Miltiade pour battre l'Empire perse, qui se faisait menaçant sous le règne de Darius Ier. Ce dernier perdait la bataille de Marathon¹⁴⁹. Toutefois, les Perses revenaient plus forts avec un nouveau chef, Xerxès Ier, fils de Darius, qui s'emparait de plusieurs cités grecques pendant la bataille des Thermopyles, au cours de laquelle les Athéniens évacuaient leurs villes occupées par Xerxès. Plus tard, les Athéniens et leurs alliés prenaient leur revanche sur la flotte de Xerxès lors de la bataille de Salamine, avant de se lancer dans l'ultime bataille qui fit d'Athènes la véritable puissance hégémonique. Les autres cités reconnaissaient ainsi la toute-puissance d'Athènes, qui avait un régime démocratique, et demandaient à intégrer la ligue de Délos, censée les protéger de Sparte et de son souverain tyran. La suprématie d'Athènes s'étendait sur tous les domaines : politiques, économiques, culturels et religieux, de sorte qu'elle était enviée par de nombreuses cités, dont Sparte. L'hégémonie bienveillante était née, découlant d'une servitude consentie librement.

C'est cette réalité de ce choix libre qui allait servir le discours des relations internationales, afin d'exonérer l'hégémonie étasunienne de sa construction dans l'histoire pour justifier sa nécessité fonctionnelle, à l'instar de Robert Gilpin ou de John Ikenberry. Athènes disposait d'une flotte navale impressionnante, et les cités qui n'en disposaient pas devaient s'acquitter d'un tribut de 460 talents à réviser tous les quatre ans, afin de produire une asymétrie militaire durable, renforcée par un pouvoir économique en évolution.¹⁵⁰ La puissance dominante mobilise même des outils juridiques, soigneusement encadrés par le décret 425 qui met en place une commission élue pour déterminer les montants que les cités doivent s'acquitter afin d'éviter toute malversation¹⁵¹. Cette commission était composée de 1000 jurés. Antiphon avait rédigé un discours pour les Samothraces, qui se sentaient lourdement imposés, et les tribunaux athéniens pouvaient connaître des litiges en la matière. L'alliance militaire (symmachie) s'agrandissait de plus en plus en fédérant plusieurs cités. La ligue de Délos s'imposait rapidement comme une domination accomplie, disposant de symboles autres que militaires pour assurer son hégémonie. Le trésor de la ligue fut ainsi déménagé à Athènes, et sa monnaie,

¹⁴⁹ Delian League: ancient Greece, *Britannica*, (2024). <https://www.britannica.com/topic/Delian-League>, Le 13 septembre, 2024. Voir aussi : Alexander Norris, "Alliance to Empire: A Study of the Delian League": This long-read article was written by sixth-former, *The Home of RGS Scholarship*, <https://theunchainedlibrary.com/2020/03/15/alliance-to-empire-a-study-of-the-delian-league/>.

¹⁵⁰ Ibid.

¹⁵¹ Ibid.

le tétradrachme, devint l'étalon monétaire de l'ensemble des cités, chaque cité devant payer l'impôt à la puissance athénienne. Les mécanismes subtils de domination durable étaient déjà à l'œuvre.

Les cultes religieux se confondaient avec le culte d'Athéna, qui s'accompagnait du culte des Mystères d'Éleusis. Ce culte ésotérique permettait aux cités grecques d'envoyer une partie de leurs récoltes à Athènes : le 1/600^e de la récolte d'orge et le 1/1200^e de la récolte de grain, sous l'ordre de l'oracle de Delphes¹⁵². Athènes pouvait contrôler toutes les cités qui envisageaient de se quereller entre elles, comme ce fut le cas dans la violente querelle entre Samos et Milet. Périclès régla cette querelle de manière brutale en 440, en envoyant 40 trières pour soutenir Milet, puis en renversant le gouvernement oligarchique de Samos, prenant des otages et laissant une garnison sur place. L'hégémon pouvait même aider son rival, Sparte, à contenir les querelles entre les alliés de la ligue du Péloponnèse, une alliance symmachie rivale, instituée par la cité hoplitique de Sparte et son tyran Cléomène I^{er}¹⁵³. En 505 avant J.-C., Cléomène avait déjà réuni les cités sous son contrôle pour marcher sur Athènes, sans préciser ses objectifs politiques et géographiques, ce qui se solda par un échec.

Même si Sparte souhaitait entrer en guerre contre Athènes après la fondation de la ligue de Délos, Athènes l'aidera en envoyant un contingent dirigé par Cimon pour réprimer la révolte des Hilotes. Cependant, Sparte renvoya brutalement le contingent athénien, marquant ainsi le point d'inflexion entre les deux hégémons, qui avaient jusqu'alors coexisté pacifiquement. Les internationalistes modernes y ont trouvé une véritable source d'inspiration, car la ressemblance était très frappante entre États-Unis et URSS, et la comparaison ne fut que plus belle. Cependant, de nombreux points de fragilité occultés par le récit de Thucydide vont dépeindre l'avenir et annoncer l'ambiguïté du concept d'hégémonie. Jusqu'où pouvait bien aller l'abandon de la souveraineté ? Quelle était sa durée et son rythme, en fonction de quelles considérations, augmentait-il en volume ou venait-il s'affaiblir ? Bertrand Badie s'interroge sur cette prétendue servitude volontaire. « La soumission, même volontaire, obéit à des facteurs complexes et fluctuants qui en font les vrais moteurs ». Note-t-il :

Thucydide lui-même ne manque pas d'atténuer l'idée d'hégémonie désirée en parlant de prétexte saisi par les Athéniens pour mieux asseoir leur propre domination. Il était aisé de jouer sur l'impopularité de Sparte et de son dictateur de l'époque, Pausanias, pour forcer le

¹⁵² Ibid.

¹⁵³ Ibid.

gré des alliés, comme on saura jouer sur la diabolisation de l'URSS et de la figure de Staline...Le plein gré jamais convaincant et toujours difficile à prouver !¹⁵⁴

Le prétexte sautait aux yeux de tous, sachant que la projection des régiments athéniens sous Cimon, puis Périclès, favorisait la domination hégémonique sur les routes commerciales menant jusqu'à la mer Égée. Ainsi, même après la signature de la paix de 30 ans avec les Perses, Athènes s'efforçait de préserver son alliance symmachie, tout comme George H. Bush en 1991, après la chute du mur de Berlin, qui marqua la fin de l'Union soviétique et de la guerre froide, afin de conserver les avantages que lui conférait l'OTAN¹⁵⁵. Pendant la co-hégémonie qui opposait Athènes et Sparte, certaines cités grecques pouvaient même payer le lourd tribut pour avoir clamé leur neutralité face au campisme¹⁵⁶. Ce fut le cas de la petite île de Mélos, dont les habitants plaidèrent leur neutralité en invoquant leur désir de demeurer en dehors d'un conflit qui ne les concernait pas. Les Athéniens n'acceptèrent pas ce discours, incompatible avec leurs ambitions, estimant que les principes de justice ne s'appliquent qu'entre puissances égales. Ils attaquèrent Mélos, tuant tous les hommes en âge de combattre, tandis que les femmes et les enfants furent réduits en esclavage¹⁵⁷.

L'hégémonie se transformait ainsi en une simple puissance coercitive, démontrant que l'exercice de la domination implique mécaniquement une grande dose de contrainte, tout comme l'exercice de la fonction de stabilisateur et d'arbitre de la scène internationale. Cela crée du ressentiment et affaiblit le désir d'être commandé, d'où la volonté des autres puissances de renverser le leader prétendument bienveillant. L'exemple de Sparte contre Athènes en est convaincant. Cela produit un calcul de puissance qui a peu à voir avec l'idée d'une hégémonie bienveillante. Cette réalité s'étend chez les modernes, qui ne se retiennent pas en produisant une succession étrange de dominations, donnant ainsi à l'hégémonie ses nombreuses formes.

2. La percée de l'hégémonie impériale de Charles Quint

Au XVI^e siècle, l'Europe connaît un miracle économique et politique qui lui permet de surpasser l'ampleur qu'a connue la Chine des Ming et le monde musulman. Ce miracle résulte en partie de la géographie européenne, qui favorise la concurrence économique et

¹⁵⁴ Bertrand Badie, op. cit, p. 33.

¹⁵⁵ Ibid.

¹⁵⁶ Par campisme, Badie entend la posture de chaque grande puissance qui oblige les deux acteurs à former des blocs opposés.

¹⁵⁷ Bertrand Badie, *Quand le Sud réinvente le monde : Essai sur la puissance de la faiblesse*, Paris : Éditions La Découverte, Paris 2018, p. 112.

technologique entre nations, débouchant également sur des compétitions politiques et des guerres de pouvoir (la multipolarité). L'Europe vivait alors sous la domination de l'impérialisme du Saint Empire romain, qui incarnait la chrétienté, et de l'Empire carolingien. L'Europe est à cette époque pré-westphalienne, plongée dans un état de guerre, avec plusieurs unités politiques souveraines en compétition.

Les raisons qui poussent chaque État à engager l'offensive contre un autre sont diverses, tant en ce qui concerne l'élargissement des conflits que leur intensité. Mais le célèbre historien anglais Paul Kennedy en énumère deux principales¹⁵⁸. La première est liée à l'apparition de la Réforme, déclenchée par la révolte personnelle de Martin Luther contre les indulgences pontificales. Cette réforme ajouta un degré de violence aux conflits, car pour des raisons socio-économiques, l'apparition de la Réforme protestante et la réponse apportée par la Contre-Réforme catholique entraînèrent une division drastique de l'Europe, opposant les classes moyennes montantes aux ordres féodaux. D'où l'éclatement de la chrétienté en deux entités, engageant plusieurs États dans un conflit transnational d'obédience religieuse.

La seconde raison qui rend les guerres postérieures à la paix de Westphalie moins locales et plus liées entre-elle est l'ascension au pouvoir de la dynastie des Habsbourg. Celle-ci possédait un immense territoire s'étendant de Gibraltar à la Hongrie et de la Sicile à Amsterdam, dépassant tout ce que l'Europe avait connu depuis l'empire de Charlemagne. Originaire d'Autriche, les princes des Habsbourg parvinrent à se faire élire empereurs du Saint Empire romain, un titre très convoité, garantissant une domination symbolique acceptée par toute la chrétienté. Les Habsbourg excellaient dans l'art d'étendre leur empire en utilisant les mariages comme instrument de succession. Plusieurs territoires furent ainsi acquis, comme la Bourgogne, les Pays-Bas, la Hongrie et la Bohême.

Le plus grand exploit fut l'alliance assurée par Maximilien Ier, grâce au mariage de son fils Philippe le Beau avec Jeanne, la fille de Ferdinand et Isabelle la Catholique, qui avaient déjà unifié la Castille et l'Aragon. L'héritier de tous ces territoires fut Charles, le fils aîné de Philippe et de Jeanne la Catholique, qui devint duc de Bourgogne à l'âge de quinze ans, roi d'Espagne sous le nom de Charles Ier, et succéda à Maximilien comme empereur et roi des territoires héréditaires des Habsbourg. Sous le nom de Charles Quint, il incarna l'héritage de la chrétienté réunie et celui du Saint Empire romain.

¹⁵⁸ Pau Kennedy, *Ibid*, pp. 46-47.

Couronné empereur romain le 23 février 1530 à Bologne par le pape Clément VII, qui ne l'appréciait guère et avait même réuni des États contre lui quelques années auparavant, Charles Quint fut le dernier monarque à recevoir la couronne de fer selon la tradition carolingienne. Cela relança le débat de la Renaissance sur l'hégémonie d'antan. Malgré l'existence d'un ennemi turc infidèle, perçu comme la résurgence d'une religion opposée à l'obédience religieuse du Saint Empire, Charles Quint n'avait plus pour priorité de protéger la chrétienté contre la menace ottomane, mais plutôt de fortifier son vaste territoire acquis par des alliances matrimoniales. Il transféra ainsi à son frère cadet, Ferdinand, les possessions autrichiennes, la Hongrie et la Bohême, reconnaissant tacitement qu'il lui était impossible de gouverner seul un si vaste territoire, une difficulté déjà observée avec l'Empire ottoman.

Les Turcs ottomans coupaient les routes des épices, entravant ainsi le commerce naissant, mais François Ier parvint tout de même à se rapprocher des puissances musulmanes. Avec l'émergence de la ligue de Cognac, le pape s'inquiétait d'un déséquilibre de puissance qui ne lui serait pas favorable. Bien avant la paix de Westphalie, la rhétorique de l'hégémonie opposant des unités politiques égales pour la domination du système international refaisait surface. La percée hégémonique de Charles Quint semblait vouloir reproduire la ligue de Délos, et les ennemis des Habsbourg étaient convaincus que le Saint Empire romain germanique cherchait la domination absolue. Plutôt que de fonder son adhésion sur la chrétienté représentée par Charles Quint, l'empire s'étendit en provoquant davantage de révoltes et un besoin croissant de briser cette hégémonie naissante. Francis Bacon décrivit les 150 ans de guerre des Habsbourg en termes d'ambition et d'oppression :

La France est sens dessus dessous [...] le Portugal est usurpé [...] les Pays-Bas accablés par la guerre [...], la même chose est aujourd'hui tentée contre l'Aragon [...]. Les pauvres Indiens sont transformés d'hommes libres en esclaves¹⁵⁹.

À la lumière de cette nouvelle rhétorique insufflée par la monarchie universelle, qui voulait dominer l'Europe sans véritable plan, le risque de conflits devenait imminent. C'était le cas de la France, qui se sentait encerclée par les possessions des Habsbourg. La menace ottomane semblait lointaine, et la stratégie des alliances échoua. La Réforme, qui devait fédérer la chrétienté en renforçant l'Empire romain pour lui redonner sa forme traditionnelle, produisait

¹⁵⁹ Paul Kennedy, *The Rise and Fall of the Great power: Economic Change and Military Conflict from 1500 to 2000*, Vintage Books, A Division of Random House, New York, 1989, pp. 63-64.

au contraire l'effet inverse. Elle multipliait la concurrence entre les unités politiques égales. Le traité de Chambord (1552) opposait le roi de France, Henri II, aux princes protestants.

Les Turcs revenaient de plus belle, revigorés par la ligue de Smalkalde, constituée en 1531 par des princes allemands voulant contrer les Habsbourg, et demandant l'aide de François Ier, qui s'était allié au souverain ottoman Soliman le Magnifique. Cela donna lieu à une longue série de capitulations. La domination des Habsbourg ne pouvait plus être interprétée en termes d'hégémonie, car elle ne débouchait ni sur la cohésion ni sur la servitude volontaire. C'est cette réalité qui nous amène à parler de "percée hégémonique", car si les Habsbourg avaient atteint tous leurs objectifs régionaux — même les objectifs défensifs —, ils auraient pratiquement été les maîtres de l'Europe¹⁶⁰. Ils auraient pu repousser les Ottomans le long de la côte de l'Afrique du Nord et les chasser de la Méditerranée orientale. Les seuls rivaux qu'ils auraient alors eus seraient la Scandinavie, la Pologne, la Moscovie, et les territoires encore occupés par les Ottomans.

L'Europe était loin de connaître l'unité qui avait caractérisé la ligue de Délos et l'empire des Ming. L'hégémonie acceptée laissait place à l'équilibre des puissances. Se profilait un nouvel ordre international, non plus fondé sur la paix que devait assurer le Saint Empire, mais sur la notion d'équilibre des puissances. Cet équilibre marquait une inversion du statut du religieux, dont la nouvelle version (la démocratie libérale) allait dominer le monde contemporain, avec l'empire américain comme légataire. L'hégémonie, autrefois moyen d'affirmation de la puissance, deviendra un instrument de contestation, ou, comme le dit Bertrand Badie, de « contre-socialisation politique¹⁶¹ », exprimant les premières exaspérations anti-nationalistes et anti-hégémoniques que certaines puissances rivales allaient manipuler à leur profit.

L'histoire de Charles Quint est donc marquée par l'échec de la mise en place d'une « stabilité hégémonique », qui n'a produit que des contestations en tous genres. Son fils, Philippe II, appliqua la même politique des alliances matrimoniales, poursuivant ainsi le rêve impérial de son père. Son ascendant sur plusieurs pays et régions, comme la France et les Flandres, marqué par le traité de Cateau-Cambrésis (1559), lui fit croire qu'il avait atteint le statut d'hégémon stabilisateur du nouvel ordre international. Mais l'illusion fut de courte durée,

¹⁶⁰ Robert D. Kaplan, (2022). "The Downside of Imperial Collapse": When Empires or Great Powers Fall, Chaos and War Rise, *Foreign Affairs*, <https://www.foreignaffairs.com/world/downside-imperial-collapse>, Le 17 octobre, 2024.

¹⁶¹ Bertrand Badie, *Quand le Sud réinvente le monde : Essai sur la puissance de la faiblesse*, op. cit.

lorsque les Flandres et leurs aristocrates protestants menèrent une nouvelle révolution. Finalement, la reine Élisabeth Ire trouva plus avantageux de s'allier avec les nouvelles Provinces-Unies. Ces nouvelles alliances marquèrent la fin de la tentative hégémonique des Habsbourg, qui abdiquèrent en 1659, après la défaite de l'Invincible Armada face aux forces coalisées.

B. Les différentes formes d'hégémonies

Assurément, les grandes nations ont dû se présenter sous des aspects différents en soumettant à la structure internationale un projet idéologique en apparence bienfaiteur, afin de susciter l'adhésion, avant d'être brusquement rattrapées par la nécessité d'une domination, qui débouche sur le malaise de la guerre. Ainsi, entre la période de la domination du Roi-Soleil et celle de la *pax Britannica*, le monde a été le théâtre de nombreux affrontements armés, qui ont conduit de l'équilibre au déclin des grandes puissances. Il en fut ainsi du Roi-Soleil (1) et de Napoléon (2).

1. Le Roi-Soleil, entre guerres anti-hégémoniques et piège de l'hégémonie

Hérité d'une Europe en crise, où des unités politiques vraisemblablement égales se livrent des guerres, Louis XIV tente de remédier au problème de son temps en adoptant le rôle de la monarchie universelle. Ce rôle, que Dante confère à l'hégémon, consiste à veiller à l'application des règles de droit communes à tous les hommes, à arbitrer les différends entre les princes de plus haut rang, et à exercer le rôle de superviseur général sur les gouvernements temporels, en ratifiant leur légitimité et en intervenant, le cas échéant, contre ceux qui commettent des exactions indues contre leur peuple¹⁶². Il assume le rôle de celui qui ramène la *pluralitas principatum* à l'unité en apportant la justice, la liberté et la paix à l'humanité. Cette vision d'une monarchie universelle gouvernée par le Roi-Soleil est confortée par la publication, en 1670, de l'ouvrage de Leibniz consacré à la sécurité de l'Empire¹⁶³. Dans son manuscrit, il met en évidence les nouvelles capacités acquises par la France, qui lui permettent de revendiquer le statut de plus grande puissance européenne, proche de la stature hégémonique.

¹⁶² Gianluca Briguglia, « Monarchia », Traduit par, Enrica Zanin, Le dossier : Dante, 1321 - 2021 Dante en son temps, Dante et son œuvre a, *La Revue de la BNU*, 23/2021.
<https://journals.openedition.org/rbnu/4390>.

¹⁶³ A. Foucher de Careil, *Securitas publica interna externa*, in G.W. Leibniz, *Œuvres*, Paris, F. Didot, vol. VI (Petits traités politiques), 1865, pp.21-252. Cité par : Bruno Arcidiacono, op.cit.

En effet, à la suite du traité des Pyrénées et de celui de Nimègue, la France avait réussi à agrandir son territoire et à se libérer de la domination des Habsbourg. Dans la première moitié de son règne, le jeune roi âgé de vingt ans disposait d'un budget militaire de 50 % en période de paix et de 75 % en période de guerre¹⁶⁴. Ces ressources, mobilisées dans une ambition préalablement anti-hégémonique, lui permettent de contester l'impérialisme allemand des Habsbourg et d'initier une nouvelle ère moderne vers la paix de Westphalie (1648). Il mène alors une série de guerres anti-hégémoniques qui débouchent sur l'édifice du nouvel ordre international moderne de l'État souverain, qui inspirera les *Six livres de la République* de Jean Bodin¹⁶⁵. En effet, le juriste français considérait la souveraineté comme « le pouvoir de donner *loy*, ou commander à tous en général et à chacun en particulier et ne le recevoir que de Dieu ¹⁶⁶ ». De cette manière, pour Bodin, le Roi-Soleil exerce son pouvoir tant sur ses sujets intérieurs que sur les espaces infra-étatiques ; il ne saurait ainsi avoir d'autorité supérieure à celle de l'échelon supra-étatique.

En moins de vingt ans de guerres franco-espagnoles et hollandaises, le Roi-Soleil pouvait établir l'acte de décès de la domination des Habsbourg, ce qui déboucha à la signature du traité des Pyrénées. Ce dernier fit de la France un État territorial souverain, à l'exception de l'Alsace et de la Lorraine. Le traité intégrait l'Artois et les pays de Gravelins, Aix-la-Chapelle (1668), le pays dunkerquois acquis à la fin de la guerre de la Dévolution, ainsi que Lille et Douai. Celui de Nimègue (1678) intégrait Saint-Omer, Denain, Cambrai, Givet dans les territoires des Ardennes, pour s'achever sur la Franche-Comté. Le Roi-Soleil avait pu mettre fin à la dictature des Habsbourg pour s'ériger en *arbitrum rerum*, en tant que souverain arbitre des affaires en Europe. Cette vision du souverain arbitre lui est présentée par Leibniz, soucieux de détourner l'expansion territoriale du roi de France, renforcé par sa victoire dans la guerre de Dévolution. Il l'invite à s'orienter vers l'Orient, jusqu'en Égypte, afin d'acquérir le statut d'arbitre souverain des affaires ayant prééminence sur la chrétienté universelle.

C'est particulièrement ce besoin cinétique, en tant que mouvement visant à poursuivre une modernité westphalienne sans totalement rompre avec les vieilles traditions de l'Empire universel, qui va marquer la seconde partie du règne de Louis XIV. Cela nous ramènera au traditionnel piège de l'hégémonie et à son jeu des alliances contre-hégémoniques qui équilibrent les grandes puissances.

¹⁶⁴ Ibid.

¹⁶⁵ Bertrand Badie, *L'hégémonie contestée*, Ibid.

¹⁶⁶ Bruno Arcidiacono, op. cit.

Le Roi-Soleil va d'abord réhabiliter l'ancienne technique de domination des Habsbourg pour consolider ses territoires acquis lors de la guerre de Dévotion, à travers un mariage qui le liera à la jeune Marie-Thérèse, renonçant à la couronne d'Espagne mais moyennant une dot dont il était acquis que les Habsbourg ne pourraient pas s'acquitter. La tradition de l'hégémonie reprenait de plus belle. Fragile car elle reposait sur la fable de la puissance, et ambiguë car elle ne parvenait pas à créer la servitude volontaire, mais plutôt la contestation.

Suivant à la lettre les conseils de son mentor autodésigné, Leibniz, Louis XIV va tour à tour envahir les Provinces-Unies, déclenchant une nouvelle guerre européenne. Cette guerre amorça le déclin de l'hégémonie militaire moderne en fortifiant la ligue d'Augsbourg (1686), qui fédérait l'Espagne, plusieurs princes allemands, les Provinces-Unies, le Danemark et l'Angleterre. Thucydide revivait dans une nouvelle version de la ligue de Délos, opposant les alliés au Roi-Soleil, devenu l'ancienne Perse. L'hégémonie devenait ainsi une pratique contre nature qu'il fallait combattre au prix de la souveraineté revendiquée par Bodin.

Le véritable déclin fut acté par le traité de Ryswick, qui obligeait la France à reconnaître George III comme roi d'Angleterre, établissant son royaume comme puissance égale à celle du Roi-Soleil. Cette institution, combinée à la question de la succession du Royaume d'Espagne, qui devait revenir à Philippe, son petit-fils, poussait les forces européennes à briser définitivement le rêve de l'hégémonie. Cette étape amena le roi à abandonner son projet en coopérant avec l'Autriche. Cela aboutit rapidement à la guerre des successions pour le trône d'Espagne, mais l'hégémonie était déjà défaite. Cette guerre ne produisit pas de vainqueur, mais un équilibre des puissances. Philippe, devenu roi d'Espagne, dut renoncer à la couronne de France. Les États qui faisaient partie de l'empire revendiquaient leur souveraineté jadis abandonnée à l'arbitre universel. La nouvelle structure internationale, composée d'États souverains, était acquise ; le projet hégémonique devenait banal, du moins jusqu'à ce qu'il soit repris par Napoléon.

2. Napoléon ou la figure emblématique du messianisme

Avant d'en venir à l'hégémonie libérale, qui a été éconduite par la Grande-Bretagne, produisant la paix britannique, modèle économique sur lequel les États-Unis ont fondé leur hégémonie libérale, il est nécessaire de faire un bref détour vers la dernière forme d'hégémonie militaire, considérée par Bertrand Badie comme fragile.

Comme notre analyse de la notion d'hégémonie le démontre, le mythe sur lequel repose la puissance est celui de la production de la servitude volontaire. Cette servitude a conduit les cités grecques à suivre Athènes pendant la première partie de sa domination. Le constat qui relie les hégémonies entre elles est que, dans leurs premières phases, le projet semble viable et fédérateur ; cependant, au moment où ces prétentions sont nourries, elles marquent la fin de l'hégémonie. L'hégémonie napoléonienne s'exerce en pleine période moderne, à la différence du Roi-Soleil, qui se trouvait entre tradition et modernité. Napoléon Ier porte en lui les germes du messie qui va apporter la liberté religieuse, l'égalité civile, la suppression de toute forme de tutelle et l'abolition des privilèges, reposant sur une administration moderne rationalisée dans la forme de l'État-nation.

Nous sommes en pleine époque des Lumières, dans une Europe moderne inspirée par le projet de Diète européenne initié par l'Abbé de Saint-Pierre, dont Jean-Jacques Rousseau participe à l'édifice en fondant la souveraineté sur le consentement du plus grand nombre. Cette fois-ci, le mythe de l'hégémonie est porté par une Europe dont les valeurs semblent transcender l'humanité moderne, invitant son représentant, la France, à les étendre sur l'ensemble des « peuples du monde sans véritables valeurs et cultures ». C'est ce qui témoigne du discours de Jules Ferry de 1885 à l'Assemblée nationale de France¹⁶⁷. Nous amorçons l'édifice de l'hégémonie messianique dont Napoléon est le phare. Pour féconder le plein gré, Napoléon va se servir des vieilles recettes déjà observées chez les Habsbourg afin de fédérer avec lui l'Autriche, l'Italie et l'Espagne. Après avoir forcé le Sénat à adopter le texte (sénatus-consulte) qui proclame l'Empire en le nommant Premier Consul, ce qui débouche sur le titre d'Empereur le 18 mai 1804, son régime politique prend une orientation monarchique. Étant donné que les guerres qu'il mène sous l'égide de la Révolution des Lumières lui permettent de libérer plusieurs territoires occupés par des monarchies, Napoléon dispose d'un empire composé de 134 départements, dont 47 sont des régions étrangères (Espagne, Italie, Belgique, Pays-Bas, Allemagne)¹⁶⁸.

Avec un tel élargissement, l'Empire contrôle 45 millions d'habitants, nécessitant l'organisation de son fonctionnement civil. Napoléon a-t-il retenu les leçons des échecs de l'Empire ottoman et de ses 14 millions de sujets, ou de Charles Quint, qui ne parvenait pas à

¹⁶⁷ <https://www2.assemblee-nationale.fr/decouvrir-l-assemblee/histoire/grands-discours-parlementaires/jules-ferry-28-juillet-1885>.

¹⁶⁸ <https://www.napoleon.org/histoire-des-2-empires/cartes/carte-de-leurope-en-1812/#:~:text=En%201812%2C%20l'h%C3%A9g%C3%A9monie%20europ%C3%A9enne,%2DBas%2C%20en%20Allemagne>. Consulté le 26/06/2022.

contrôler l'étendue de son territoire acquis ? Rien n'est bien sûr. Pour consolider son pouvoir, il va nommer son beau-fils Eugène de Beauharnais vice-roi et placer ses frères et sœurs sur les trônes d'Europe : Joseph en Espagne, Jérôme en Westphalie, Murat, le mari de Caroline, à Naples, et Élisabeth, grande-duchesse à Toscane. Il va annexer la Hollande entre 1810 et 1815 et se marier avec l'archiduchesse Marie-Louise pour mieux contrôler l'Autriche.

La crise de l'hégémonie pointait son nez, et le paradoxe reprenait de plus belle. L'hégémonie produisait des contestations, et la chute débuta lorsqu'il décida de nommer son frère Joseph pour le succéder à la couronne d'Espagne, causant la révolution de Madrid. La répression sanglante menée par le maréchal Murat ne produisit pas l'effet de terreur recherché ; bien au contraire, elle engendra des guérillas dans toute l'Espagne. La Prusse, qui l'avait soutenu contre la Russie tsariste, développait un sentiment nationaliste et s'allia finalement à l'ennemi slave, le tsar Alexandre Ier.

L'hégémonie était en crise, et la révolution contre-hégémonique sonnait le glas définitif des prétentions hégémoniques modernes. En tentant d'envahir la Russie en 1812, Napoléon essuya un cuisant échec avant d'être définitivement défait à Leipzig en 1813, ce qui le conduisit à être exilé sur l'île d'Elbe. Il revient prendre le pouvoir en France en 1815, pour être écrasé à Waterloo¹⁶⁹ la même année et sera déporté en Angleterre. Cette dernière (Angleterre) pouvait déjà montrer que le politique ne pouvait pas se faire sans l'économique, car elle était parvenue à mater la Russie tsariste pendant la guerre de Crimée, qui souffrait d'une armée terrestre mal équipée, et des navires militaires peu à la pointe de la technologie. Cette chute de l'hégémonie militaire amorçait la tendance d'une nouvelle ère où le militaire se mettrait au service de l'économique pour produire la domination, c'est l'histoire de l'hégémonie libérale.

C. Un nouvel édifice fondé sur la paix économique

Parler de paix économique est un bien grand mot ; l'expression est utilisée ici pour l'esthétique du langage, car, comme cela a été démontré, l'hégémonie produit une stabilité précaire, car sa construction se fonde sur la violence et la domination, plutôt que sur une servitude volontaire. Chaque hégémon émerge avec un projet novateur qui semble pouvoir fédérer autour de lui l'ensemble des acteurs du système international, mais plus sa puissance

¹⁶⁹ <https://www.prem.grweb.fr/2019/10/05/b-lempire-des-succes-a-la-contestation/>. Consulté le 26/04/2022.

s'agrandit, plus l'hégémonie se transforme en une simple « domination sans hégémonie », produisant une déflation de pouvoir qui engendre des mouvements anti-hégémoniques.

L'essor de la puissance britannique n'échappera pas à cette causalité, celle de la naissance d'un projet vertueux qui déclinera progressivement dans les couloirs du piège athénien. Au moment où le monde traverse une nouvelle ère géopolitique marquée par le déplacement du centre de gravité de la puissance mondiale, il est toujours difficile d'imaginer la grandeur de l'Empire britannique. Lorsqu'il était en pleine expansion, il recouvrait le quart de la surface de la planète et représentait un quart de la population mondiale, soit 400 millions d'habitants. L'Empire disposait d'un immense réseau de colonies, de bases et de ports, acquis grâce à la Compagnie britannique des Indes orientales et à la Royal Navy, considérée comme la force navale la plus puissante de l'histoire. Elle pouvait compter sur 165 vaisseaux, 40 000 hommes d'équipage et 3 000 canons, constituant l'une des flottes les plus imposantes de l'humanité¹⁷⁰.

Mais son imposante flotte militaire n'était que la face la plus visible de sa domination, car, sur le plan commercial, l'Empire avait su se distinguer au cours du quart de siècle précédent en tissant un réseau de 170 000 nautiques, de câbles transocéaniques (315 000 km) et de 1,6 million de km de câbles aériens et souterrains¹⁷¹. Le premier réseau de communication au monde pouvait être inauguré par les navires britanniques grâce au télégraphe. Disposant d'un chemin de fer et de canaux considérés comme les plus imposants derrière le canal de Suez, l'Empire britannique pouvait créer le premier véritable marché mondial, le *Gold Standard*, avec comme monnaie unique du libre-échange la livre sterling. La puissance britannique échangeait du blé et ratifiait d'énormes accords commerciaux dans les années 1860. L'Empire représentait 33 millions de km² au début du XIXe siècle, avec 400 millions d'habitants et une industrie du charbon performante, atteignant 225 millions de tonnes en 1900. Alors qu'en 1820, elle couvrait 10 % du commerce mondial, en 1914, elle représentait 50 % et 2/5 des échanges de biens manufacturés¹⁷². Difficile de voir au-delà de ces atouts pour la considérer comme la puissance hégémonique, et pourtant, c'était bien le cas. Au-delà du fait que l'Angleterre représentait 30 % du PIB mondial entre 1845 et 1870, sa consommation d'énergie était cinq fois supérieure à celle des États-Unis et de la Prusse réunis, et 155 fois celle de la Russie¹⁷³.

¹⁷⁰ Fareed Zakaria, *Le monde-post-américain*, Éditions Perrin, 2008, pp. 247-248.

¹⁷¹ Ibid.

¹⁷² Ibid.

¹⁷³ Ibid.

La puissance britannique pouvait même se servir de sa puissance douce pour fédérer et se constituer en véritable Athènes des temps modernes. L'anglais se répandait partout, devenant progressivement la première langue planétaire, des Caraïbes au Caire et du Cap à Calcutta. La littérature anglaise, inspirée des romans de Shakespeare, des enquêtes de Sherlock Holmes, d'Alice au pays des merveilles, etc., s'exportait dans la culture internationale, surpassant celle des nations rivales. Les œuvres anglaises, comme *Tom Brown's School Days* de Thomas Hughes, parvenaient à s'imposer sur la scène culturelle mondiale. Les valeurs anglaises ne sont pas en reste, comme le souligne l'historien chilien Claudio Véliz, qui précise qu'au XVII^e siècle, la Grande-Bretagne et l'Espagne ont toutes deux tenté d'exporter leurs idées et pratiques dans leurs colonies occidentales. Cependant, l'Espagne, favorable à la Contre-Réforme, s'est vue dépassée par sa rivale, qui était en faveur du pluralisme religieux et du capitalisme¹⁷⁴. Ce qui rendait le nouveau monde totalement imprégné des valeurs de la première puissance industrielle. Londres, avec sa grande horloge, devenait même la capitale du monde en donnant l'heure mondiale, comme ce fut le cas de Constantinople à l'époque de l'empire musulman. La notion de *fair-play*, utilisée dans le monde du sport et proposée par le professeur anglais Thomas Arnold, influença le baron Pierre de Coubertin, qui lança en 1896 les premiers Jeux olympiques modernes. Ne dit-on pas que les Britanniques ont inventé le football, devenu le sport roi depuis plusieurs années déjà, en raison du nombre de nations qu'il fédère et du nombre de personnes qui s'y intéressent ! La Grande-Bretagne pouvait ainsi se voir comme Rome et son célèbre Colisée. *Le Figaro* pouvait même déclarer que Rome elle-même était égalée, puis dépassée, par la puissance qui possédait un immense territoire grâce à son régime de Commonwealth (Canada, Australie, Inde, mer de Chine, Égypte, Afrique centrale et méridionale, Atlantique et Méditerranée)¹⁷⁵.

Pourtant, les succès de ce capitalisme naissant ne pouvaient pas se faire sans les instruments de coercition. On mettait en avant le commerce et les échanges, mais en réalité, on dominait par l'usage agressif d'une armée bien équipée, qui devait envahir tour à tour l'Inde, puis la Chine en initiant les guerres de l'opium, la Jamaïque, le Kenya ou le Sri Lanka. En Amérique centrale, en Argentine et dans le Golfe Persique, les fragilités de l'édifice hégémonique refaisaient surface, et le piège se resserrait sur la puissance britannique. À défaut de susciter l'adhésion, l'hégémonie engendrait des craintes ou de l'agacement, que ce soit de la part de la France, de la Russie, de l'Allemagne ou encore de son ancienne colonie, les États-Unis, qu'elle

¹⁷⁴ Ibid.

¹⁷⁵ Ibid.

avait combattu durant deux guerres. La chute de l'hégémonie était déjà là, lorsque les révoltes les plus décisives venaient du Sud, comme la défaite d'Isandlwana et la débâcle en Afrique du Sud¹⁷⁶ face aux vaillants combattants Zoulous en 1879, défaite l'année suivante en Afghanistan. Avant que les deux guerres mondiales n'aient eu raison de l'hégémonie britannique, celle-ci avait déjà été largement affaiblie lors de la bataille des Boers contre les fermiers. La Grande-Bretagne déployait 450 000 de ses meilleurs soldats, dont Lord Kitchener, héros de la bataille d'Omdurman¹⁷⁷, contre une milice composée de 45 000 hommes en 1899.

Les Boers mettaient à mal l'armée superbement équipée de Sa Majesté, même s'ils capitulèrent en 1902. Les Britanniques avaient perdu la guerre en sacrifiant 450 000 hommes et en dépensant un demi-milliard de livres. Lorsqu'elle se lança dans la Première Guerre mondiale, la Grande-Bretagne était déjà largement affaiblie sur le plan militaire et financier. La guerre coûtait à la couronne 40 milliards de dollars, et sa dette publique, en tant que premier créancier mondial, dépassait 136 % de son PIB. En multipliant par dix sa dette publique et en y ajoutant le montant des intérêts, la moitié du budget du gouvernement était déjà siphonnée.

La Seconde Guerre mondiale devait sonner le glas de l'hégémonie britannique, alors que sa colonie et rivale capitaliste lui ravissait le statut de superpuissance (avec un PIB 10 fois supérieur à celui de la Grande-Bretagne), qu'elle s'était bien gardée de préserver malgré son déclin. Le paradoxe de l'hégémonie s'érige ainsi en loi universelle : trop d'hégémonie tue l'hégémonie. Il était difficile de dire qu'après la Première Guerre mondiale, le monde disposait encore d'une puissance hégémonique. Comme le dit Bertrand Badie, il fallut attendre les conditions exceptionnelles de la Seconde Guerre mondiale pour que la notion d'hégémonie réémerge dans la littérature, cette fois-ci constituée en concept porté par une élite intellectuelle américaine pour forcer à nouveau le plein gré¹⁷⁸.

Contestés aujourd'hui par les prouesses économiques d'une Chine montante, qui nourrit des prétentions révisionnistes, les États-Unis vont se servir de leur pouvoir intellectuel pour se protéger du danger de la chute de l'hégémonie en véhiculant l'idée d'une menace que représenterait une Chine qui ne partage pas les mêmes valeurs que le monde occidental.

¹⁷⁶ Après la découverte de l'or en 1886, l'Afrique du Sud produisait ¼ des approvisionnements mondiaux en or.

¹⁷⁷ Pendant la bataille d'Omdurman contre les derviches du Soudan, l'armée de la couronne inflige une défaite éclair aux soudanais qui perdent 48 000 hommes en cinq heures, contre 48 soldats tués du côté anglais. Or, contre les Boers, c'était l'Empire britannique contre 30 000 fermiers.

¹⁷⁸ Bertrand Badie, *L'hégémonie contestée*, op. cit.

II. L'école américaine et la thèse de la menace chinoise

La fin de la Seconde Guerre mondiale a offert des conditions exceptionnelles à l'environnement international, tant au sens pratique qu'au sens théorique. Sur le plan pratique, la période de 1945 a permis l'émergence de deux puissances majeures qui s'opposaient sur les plans physique et idéologique. Si la dimension physique pouvait être évitée¹⁷⁹ en raison des affrontements interposés qui avaient lieu dans les différents blocs (le campisme), on assistait parfois à des périodes de coexistence pacifique. Sur le plan idéologique, il était difficile de voir coexister l'idéologie communiste et l'idéologie capitaliste. Athènes et Sparte resurgissaient des ruines et du chaos de la Seconde Guerre mondiale, et cela ne manquait pas de rendre fertile l'analyse théorique en relations internationales. L'histoire de la période post-Seconde Guerre mondiale, nous la connaissons, il n'est donc pas nécessaire d'y revenir. Cependant, cette section va raconter une tout autre histoire, celle des techniques de domination produites par ce que le théoricien marxiste Antonio Gramsci a appelé « les intellectuels organiques ». L'émergence de cette élite intellectuelle jouera un rôle déterminant, permettant à la puissance dominante de maintenir son hégémonie¹⁸⁰. C'est ce rôle que va s'assigner l'école américaine, dans ses différentes tentatives visant à expliquer les fondements de la puissance, sa nécessité et son inquiétude pour la structure internationale si jamais un États belligérant occupait le premier rôle.

Présentées souvent dans les programmes universitaires et les manuels de relations internationales comme relativement opposées, les écoles de pensée en études internationales ont pu fédérer autour du *power politics* l'ensemble des paradigmes dominants. Qu'il s'agisse du *hard power* et de son fondement matérialiste (politique, économie, technologie, militaire, diplomatique), ou des approches fondées sur l'idée d'attraction ou culturalistes (*soft power*) et de pouvoir idéationnel. La distinction idéologique entre la perspective libérale et la perspective marxiste d'obédience gramscienne se mettait au service d'un projet commun : « assurer la domination durable de la puissance américaine », en expliquant, à travers des fondements

¹⁷⁹ Le spécialiste américain des relations internationales John Lewis Gaddis, considère que la rivalité entre les États-Unis et l'Union Soviétique malgré leurs nombreuses courses aux armements et les épisodes tendus a tout de même caractérisée un degré élevé de stabilité et d'absence de conflit armé direct entre les deux superpuissances. Il qualifie cette ère de « longue paix ». Voir, John Lewis Gaddis, *Strategies of Containment: A Critical Appraisal of American National Security Policy During the Cold War*, Oxford University Press, 1989.

¹⁸⁰ Denis Müller, Le théologien, « intellectuel organique » et chercheur indépendant : qu'elle loyauté, quelle tension, quelle liberté ? In, *Les lieux de la théologie aujourd'hui*, Volume 14, numéro 1-2, 2006, pp. 61-74, p. 62.

théoriques, la nécessité de la stabilité de l'ordre international que produit la monarchie universelle américaine.

Cependant, comme nous le verrons dans le chapitre suivant, les paradigmes dominants ont soit minimisé l'émergence de la Chine, soit trop surestimé celle-ci, produisant des constructions théoriques qui tendent à confondre la réalité qu'elles essaient de décrire avec les perceptions que les Occidentaux se font de la Chine. Cela nous invite à explorer les théories de l'équilibre des puissances (A), du leadership (B), de la transition de puissance (C), de la paix démocratique (D), du *hard power* de Pékin (E) et du *soft power* Pékin (F) afin de saisir les interprétations qu'elles donnent à l'émergence de la Chine et au défi que cela pose au système dominé par l'Occident.

A. La théorie de l'équilibre des puissances

La première section de ce chapitre a permis d'observer comment le mythe de l'hégémonie a inhibé les puissances qui se sont succédé, en créant un gouffre qui les a piégées dans le déterminisme de la « naissance et du déclin des grandes puissances ». Ces approches matérialistes, qui dominent la réflexion en relations internationales, décrivent une vision eschatologique de l'histoire qui semble ne pas pouvoir échapper aux prophéties autoréalisatrices, et dont il faudrait à tout prix se préserver.

La théorie la plus en vogue est celle de l'équilibre des puissances. Développée par le théoricien américain Kenneth Waltz, elle lui permet d'examiner l'évolution politique, technologique et militaire des deux mastodontes que sont l'URSS et les États-Unis d'Amérique, pour établir comme loi le fait que les capacités d'autodestruction des deux puissances produisent un équilibre qui les pousse à se préserver plutôt qu'à s'autodétruire. Waltz met particulièrement l'accent sur l'anarchie de la structure internationale observée depuis les guerres des empires, ce qui produit un dilemme que doit résoudre la structure internationale. Ce dilemme de la sécurité, ou encore appelé peur hobbesienne par Herbert Butterfield, résulte du fait qu'un État économiquement stable éprouve la nécessité de développer une infrastructure militaire à la pointe de la technologie pour se protéger des dangers auxquels l'expose une structure internationale prétendument anarchique¹⁸¹. Ce mouvement cinétique crée une psychose chez ses semblables (peur hobbesienne), qui pousse

¹⁸¹ Dorio Battistella, Jérémie Cornut, Élie Baranets, *Théorie des Relations Internationales*, op. cit, p. 561.

d'autres États à se comporter de la même manière, nourrissant ainsi des perceptions erronées. Cela nécessite une étude du comportement psychologique des États, ce qui est fait par Robert Jervis¹⁸². Cette action est appelée par John Herz le « dilemme de la sécurité », et pour Waltz, ce dilemme est résolu par l'inaction des deux puissances qui ne veulent pas s'autodétruire. Cette inaction produit une stabilité qui ne repose que sur la poursuite et la compétition militaire des superpuissances. Ces dernières vont considérablement augmenter leurs budgets militaires pour acquérir des armes de haute technologie et fédérer des États qui suivront les lignes idéologiques tracées, soit par contrainte systémique, soit par intérêt national. En conséquence, pour que l'équilibre soit maintenu, il ne fallait pas qu'une puissance prenne l'avantage sur l'autre, Sparte et Athènes étant représentées autrefois par l'URSS et les États-Unis. Aujourd'hui, les États-Unis et la Chine deviennent ces nouvelles puissances qui poursuivent la compétition militaire et le jeu des alliances.

Sans être un équilibriste, A. F. K. Organski pouvait participer à l'éclat des approches équilibristes avec beaucoup de nuance. Il considérait que l'équilibre résulte du fait que chaque puissance se constitue un bloc géopolitique, qui lui permet de faire valoir ses atouts, ses préférences et ses intérêts partagés par des puissances moyennes dont l'attraction permet de les suivre (le *balancing*)¹⁸³. Cette action polarise la structure internationale, et on obtient un équilibre. Mais cet équilibre est bien précaire, car, comme nous le verrons dans un autre point, il nourrit diverses prétentions. L'équilibre des puissances fait ainsi partie des hypothèses les plus prisées en politique internationale, surtout lorsqu'on analyse la situation actuelle de la Chine et des États-Unis. Organski établit une liste d'États qui pourraient rivaliser avec la puissance américaine dans les prochaines décennies afin de l'équilibrer. Il considère que, dans les années à venir, l'Allemagne, le Japon et la Chine deviendront menaçants pour le système international américain. Si l'ascension des deux premières puissances a été contrôlée par les Occidentaux, puis maîtrisée pour être intégrée aux plans de reconstruction des puissances déchues (plan Marshall), devenant ainsi des alliés des États-Unis, la situation est bien différente pour la Chine. Ce point de vue est bien partagé par Waltz, qui s'inquiète de plus en plus au

¹⁸² Robert Jervis, *How Statesmen think: the psychology of international politics*, Princeton University Press, 2017. Voir aussi, *Perception and misperception in international politics*, new edition, Princeton University Press, 2017.

¹⁸³ Dario Battistella, « Power Transition, Strategies for 21st Century Tammen, R. et al. New York », Chatham House Publishers, 2000, p. 244., *Études Internationales, Les défis de la politique étrangère depuis le 11 Septembre 2001*, Volume 33. Numéro 4, décembre 2002, p. 777.

début des années 1990, à une période où de nombreuses analyses sur le déclin de la puissance américaine émergent. Il note :

En modernisant son armée de trois millions d'hommes, en cherchant des navires et des avions à l'étranger et en construisant les siens, la Chine obtiendra rapidement des capacités de projection de puissance. L'Amérique, avec la réduction de ses forces, et avec de nombreux problèmes intérieurs, ne peut pas espérer compenser la puissance économique et militaire grandissante d'un pays d'environ 1,2 milliard de personnes tout en s'occupant d'autres intérêts de sécurité. À moins que le Japon réponde à la montée en puissance de la Chine, celle-ci dominera sa région et deviendra la plus influente au-delà¹⁸⁴.

En effet, le spécialiste de la politique internationale ne croyait pas si bien dire. Le Japon, n'étant pas parvenu à ralentir la montée en puissance de la Chine, celle-ci a plutôt bénéficié des conditions favorables résultant des attentats du 11 septembre 2001, qui ont occupé les États-Unis en Irak, pour accélérer son expansion dans le monde. Quoi qu'il en soit, l'hégémonie s'exprimait ici dans un rapport de rivalité entre puissances, produisant une stabilité (*statu quo*) qu'il fallait conserver pour la survie du système international – même si les années 1990 ont fait naître une hégémonie qui s'exprimera seule pendant une bonne partie de la période post-guerre froide, marquant un moment unipolaire de la domination américaine sur l'ensemble des autres acteurs et influençant les structures de la gouvernance globale.

B. Les théories du leadership et de la stabilité hégémonique

Il est difficile de voir coïncider les paradigmes réalistes et libéraux dans des ensembles normatifs communs dans les manuels classiques des relations internationales. Pourtant, la nouvelle école d'économie politique, initiée par Charles Kindleberger puis Robert Gilpin, démontre la nécessité de faire converger réalistes et libéraux pour assurer la stabilité de l'hégémonie américaine. La théorie du leadership est une variante de l'équilibre, tout comme celle de la stabilité hégémonique. La première postule que la survie de la structure internationale ne peut se faire sans l'existence d'un hégémon.

Kindleberger prend appui sur la grande crise économique de 1929 à 1939, période pendant laquelle le système économique mis en place par la Grande-Bretagne ne parvenait plus à

¹⁸⁴ Kenneth N. Waltz, "The Emerging Structure of International Politics", In *International Security*, vol. 18, no. 2, 1993, pp. 44–79. p. 68. Texte cité par Roromme Chantal, *Comment la Chine conquiert le monde, le rôle du pouvoir symbolique*, op. cit., p. 62.

garantir la paix économique. Comme démontré précédemment, le surendettement de la puissance britannique après la Première Guerre mondiale ne lui permettait plus de limiter l'afflux des passagers clandestins et d'empêcher les autres acteurs du système de pratiquer une politique de cavalier seul (*self-help*). La théorie prône l'établissement d'une « monarchie universelle » comme solution à la crise du capitalisme de la fin des années 1960. Elle considère que la domination exercée par la puissance qui décline les autres (les États-Unis) est la meilleure, voire la seule, garantie de l'ouverture internationale.

Robert Gilpin, de l'école néoréaliste, partage cette hypothèse du « leader bienveillant » (*benign leader*), qui doublerait sa vertu en mobilisant toutes les ressources de la puissance pour faire bénéficier l'ensemble du système international. Autrement dit, l'enrichissement des plus puissants contribue au bien-être de tous. En réalité, la supercherie cachée dans cette hypothèse est que la libéralisation de l'économie profite bien davantage à certains qu'à d'autres. C'est tout le problème de la répartition des gains, que Robert Keohane et Stephen Krasner tentent de résoudre en privilégiant le multilatéralisme institutionnel.

Dans un monde dans lequel la stabilité du système ne repose que sur la domination d'un seul, l'hégémon peut être conduit à privilégier la posture observée chez le chasseur primitif de Rousseau¹⁸⁵, qui poursuit des gains individuels à court terme, en faisant manquer aux autres acteurs l'intérêt de la coopération. Car cela est acquis depuis Hobbes, *nul n'est bon naturellement*. Ce faisant, l'allégorie que Platon fait sur l'anneau de Gygès¹⁸⁶ indique

¹⁸⁵ Affamés, plusieurs chasseurs décident de coopérer pour traquer un cerf, une proie suffisamment grande pour rassasier chacun d'eux. Cependant, au cours de la chasse, l'un des chasseurs aperçoit un lièvre, et c'est là que la coopération devient fragile. Ce chasseur perçoit alors une nouvelle opportunité de satisfaire immédiatement sa faim. Pris dans un dilemme entre poursuivre son intérêt personnel ou continuer la coopération et partager les gains, avec l'espoir qu'une telle collaboration se reproduira lors de futures traques, il opte pour le lièvre. Ce choix, bien qu'incertain, lui semble plus accessible, tout comme la coopération ne lui aurait offert aucune garantie de succès. Cependant, il existe un principe universel qui veut que l'on ne se rassemble pas pour agir contre ses propres intérêts. Dans ce jeu itératif, le chasseur, en évaluant ses options, choisit malgré tout l'auto-préservation (*self-help*), privilégiant son bénéfice individuel au détriment de la coopération collective. Voir, Jean-Jacques Rousseau, *Du Contrat Social*, Écrits politiques (1755), Paris Gallimard, coll. « Bibliothèque de Pléiade », 1964, pp. 63-64. Ce même comportement a été observé au début de la pandémie de Covid-19, lorsque de nombreux États ont décidé de fermer leurs frontières et ont refusé de partager les technologies permettant de développer une solution sanitaire globale. Chacun a privilégié la sécurité de ses propres populations en limitant l'accès aux vaccins, comme on a pu le constater au sein même de l'Union Européenne. Cette situation démontre que, même dans des contextes d'intégration avancée, les États continuent de privilégier l'auto-préservation (*self-help*) lorsqu'il s'agit de protéger leurs intérêts vitaux.

¹⁸⁶ Gygès était un humble fermier qui découvrit un anneau doté du pouvoir de rendre son porteur invisible. Après l'avoir passé à son doigt, Gygès se laissa emporter par ses ambitions : il assassina le roi et prit sa place en séduisant la reine. La morale de cette histoire, que Platon nous transmet, est que le fermier serait sans doute resté sage sans cet anneau, mais l'homme avide de pouvoir ne pouvait demeurer un fermier vertueux. Cette leçon vise à démontrer que le pouvoir a la capacité de corrompre même les âmes les plus simples. Voir, L'anneau de Gygès ou l'homme juste chez Platon, L'agora : une agora, une encyclopédie, https://agora.qc.ca/documents/lanneau_de_gyges_ou_lhomme_juste_selon_platon.

parfaitement que le *self help* est aussi une option que prend l'hégémon pour satisfaire ses intérêts primaires, comme on l'a vu après les événements du 11 septembre 2001, ou avec le concept d'*American first* de Donald Trump. Les libéraux progressistes se projetaient déjà en écrivant *After Hegemony* en 1984. Dans un monde mondialisé et interconnecté, les interdépendances complexes doivent permettre de stabiliser le système international par l'émergence de régimes internationaux et d'organisations internationales, qui jouent le rôle de garants des traités internationaux. Telles sont les idées propagées par l'idéalisme institutionnel néolibéral.

Sans entrer dans le grand débat qui oppose Krasner, Keohane et Nye à Susan Strange sur la nature des régimes internationaux — débat bien explicité par Dario Battistella¹⁸⁷ dans la dernière édition de son ouvrage sur les Théories des relations internationales — la théorie de la stabilité hégémonique repose sur les capacités du système politico-juridique à contraindre tout acteur étatique, même hégémonique, à privilégier l'intérêt général déterminé en termes collectifs.

Là aussi, la structure internationale, bien que favorable à l'interdépendance entre acteurs, a contribué à l'accroissement de la domination d'une catégorie d'acteurs (les pays du Nord), qui privilégie les gains individuels à court terme au détriment de l'intérêt général à plus long terme. Une belle revanche du marxisme, qui ne voyait dans la société internationale qu'une lutte entre la classe dominante et la classe prolétarienne.

L'édifice de la sécurité internationale continuait de reposer sur le stato-centrisme, malgré l'émergence d'approches juridiques progressistes visant à assurer une sécurité internationale et collective fondée sur la multiplication d'organes juridiques de règlement international des différends. En 1971, par exemple, Niklas Luhmann a fait une prédiction sur l'avenir du système international dans une construction théorique sur la société-monde. Il relevait que :

Le droit mondial connaîtra une fragmentation radicale, non pas suivant des lignes territoriales, mais suivant des lignes sectorielles et sociales. Et cela s'expliquera par une transformation des aspirations normatives (politique, moralité, droit) en aspiration cognitives (économie, science, technologie), qui se réaliseront pendant la transformation des sociétés organisées initialement à l'échelle mondiale en une société monde¹⁸⁸.

¹⁸⁷ Dario Battistella, Jérémie Cornut, Élie Baranets, op. cit, pp. 489-516.

¹⁸⁸ A. Fischer-Lescano, G. Teubner, *Collision de régimes : la recherche vaine de l'unité juridique face à la fragmentation du droit mondial*, In, *Revue Internationale de Droit Économique*, 2013/1-2 (t. XXVII), pp. 187-228. p. 188.

Plusieurs années plus tard, la mondialisation s'est manifestée par l'explosion de cours et tribunaux internationaux, compétents pour régler les différends entre parties sans que celles-ci ne soient considérées de manière inégale, contrairement à l'observation faite par les Athéniens aux Méliens, marquant une division euclidienne entre petits et grands États.

Le professeur de droit de la prestigieuse Université de Princeton, Anne-Marie Slaughter, soulignait dans un ouvrage publié en 2004, *The New World Order*, que la mondialisation a apporté avec elle l'émergence d'un ordre international en réseaux¹⁸⁹. Dans ce système, les interdépendances systémiques entraînent la fragilisation de l'autorité souveraine de l'hégémon. Pour assurer sa survie, l'hégémon devra collaborer avec une myriade de réseaux formels et informels, ce qui lui permettra de soutenir la structure internationale. On amorce ainsi progressivement une forme de *soft balancing*, dans laquelle l'acteur central accepte de se laisser progressivement dépasser par l'afflux de régimes internationaux, marquant une autre victoire des idées.

C. La théorie de la transition de puissance ou l'inexorable « tragédie » entre la Chine et les États-Unis

Cette théorie était d'abord minoritaire dans les paradigmes dominants des relations internationales¹⁹⁰. Elle refait surface grâce aux travaux de Gilpin et John Mearsheimer, qui la popularisent à la veille des attentats du 11 septembre 2001. Pourtant, dès les années 1950, Organski prend de l'avance sur la *balance of power* en soutenant l'idée selon laquelle l'équilibre des puissances pousse les États à la guerre, car chaque partie au différend peut se croire capable de l'emporter¹⁹¹. Cette hypothèse est soutenue par le célèbre historien anglais

¹⁸⁹ Anne-Marie Slaughter, *A New World Order*, Princeton University Press, Princeton and Oxford, 2004.

¹⁹⁰ Dans un essai prospectif rédigé par Tammen R. et al, *Power Transitions : Strategies for the 21st Century*, Éditions Chatham House Publishers, Seven Bridges Press, LLC, New York. London, 2000. Les disciples de Kenneth Organski adoptent une approche réaliste singulière parmi les théories réalistes des transitions de puissance (un postulat contesté par les auteurs). Leur analyse projette l'avenir du système international au milieu du XXI^e siècle, développant l'idée de l'ascension inévitable de la Chine ou de l'Inde en Asie, qui viendra contester le leadership occidental. Selon eux, « la question n'est pas de savoir si la Chine deviendra la nation la plus puissante du monde, mais combien de temps il lui faudra pour atteindre ce statut ». Contrairement au réalisme classique de Morgenthau et au néoréalisme structurel de Waltz, cette théorie met davantage l'accent sur l'anarchie internationale que sur la hiérarchie des rapports de force (les récents développement montrent que la hiérarchie est un facteur décisif de la théorie). Elle privilégie l'équilibre unipolaire, à l'instar des théories des guerres hégémoniques de Gilpin et du leadership de Kindleberger, par opposition à Mearsheimer et Waltz, qui défendent une approche fondée sur l'équilibre bipolaire.

¹⁹¹ A. F. K. Organski, "The periods of balance, real or imagined, are periods of warfare, while the periods of known preponderance are periods of peace", *World Politics*, New York, A. A. Knopf, 1958, pp. 291-292. Voir aussi l'article publié par les promoteurs des transitions de puissance qui met à jour les prédictions de Organski sur l'émergence de l'Asie et les risques de conflits majeurs avec les acteurs insatisfaits du *statu quo*, Ronald L. Tammen, Jacek Kugler and Douglas Lemke, (2017). "Fondation of Power Transition Theory", Oxford Research

Paul Kennedy, qui constate que l'histoire de la politique mondiale n'est qu'une succession de « naissances et déclins des grandes puissances ». Il parle d'une « série de longs cycles » qui poussent les puissances rivales émergentes à être de moins en moins satisfaites du *statu quo*, ce qui les conduit à vouloir renverser l'ordre existant, comme ce fut le cas depuis les guerres hégémoniques des Habsbourg, en passant par Louis XIV et Napoléon, jusqu'à l'Empire britannique. La même théorie suppose que cette loi, qui conduit la guerre à transformer la structure internationale, se reproduira avec l'émergence de la Chine.

C'est dans ce contexte que Robert Gilpin écrit son ouvrage de référence, qui aide à comprendre le sens de la politique mondiale et les luttes de pouvoir observées depuis Athènes et Sparte. Dans *War and Change in World Politics*, il identifie le problème central des relations internationales, à savoir celui du « changement pacifique dans la distribution de la puissance¹⁹² ». L'histoire de la puissance montre que les guerres hégémoniques ont produit des changements significatifs dans le système international. Ainsi, les puissances hégémoniques victorieuses orientent les nouvelles structures de ce système. Cela s'est vérifié depuis la paix de Westphalie, en passant par le système du *Gold-exchange standard*, jusqu'à ce que John Ikenberry appelle « l'internationalisme libéral ».

Cette loi fait désormais partie de nombreux lieux communs, car elle décrit le comportement des puissances dans un océan tumultueux où la concurrence pour l'espace a laissé place à la compétition pour les ressources énergétiques et la domination commerciale. Dans un monde où la puissance est évaluée sous des aspects matériels, les puissants font ce qu'ils peuvent et les faibles ce qu'ils doivent. Cette dynamique est confirmée par Fareed Zakaria à la suite de nombreuses observations :

L'histoire nous apprend que les États qui ont enregistré une croissance significative de leurs ressources matérielles ont été amenés à redéfinir et à étendre leurs intérêts politiques à l'étranger, ce qui se traduit par une augmentation des dépenses militaires, du déclenchement

Encyclopedia, In *Politics*, En ligne le 1/01/2023, <https://doi.org/10.1093/acrefore/9780190228637.013.296>. Tammen, Kugler et Lemke, ne souscrivent pas au postulat selon lequel *Power transition* serait une approche réaliste. Ils soulignent que l'analyse se distingue du courant réaliste en termes de méthode et de contenu conceptuel. *Power transition* a une forme à la fois structurelle et dynamique. Sur le plan structurel, elle envisage la politique mondiale conformément à la hiérarchie des rapports de force, le rôle des nations au sein de cette hiérarchie et le système de gouvernance et décrit comment les pays puissants tentent de gérer la politique mondiale. La hiérarchie, le pouvoir et la satisfaction sont les concepts fondamentaux à la base de *power transition*.

¹⁹² Robert Gilpin, *War and Change in World Politics*, op. cit, p. 15.

de guerres, de l'acquisition de territoires, du déploiement des soldats et de diplomates, et par une participation accrue dans le processus de décision¹⁹³.

Certes, ce constat est pertinent à la lumière des développements qui ont suivi, mais comme le soulignait déjà le célèbre économiste italien Giovanni Arrighi, l'Allemagne et le Japon, puissances économiques montantes, n'ont pas jugé nécessaire de remettre en cause l'hégémonie américaine après la Seconde Guerre mondiale¹⁹⁴. Elles se sont plutôt accommodées du *statu quo*. L'hypothèse soutenue par Zakaria et partagée par Paul Kennedy, qui établit un lien entre l'émergence et le déclin économique d'une grande puissance et sa croissance puis son déclin militaire, est pertinente. Cependant, elle ne saurait être définitive si elle ne prend pas en compte certaines particularités qui ont permis aux États-Unis de dominer durablement le système international, malgré la crise de rentabilité des années 1970.

À la veille du 11 septembre 2001, John Mearsheimer publie son remarquable ouvrage *The Tragedy of The Great Power Politics*. Ce manuscrit présente une analyse de l'ascension économique de la Chine par rapport à la puissance américaine¹⁹⁵. Mearsheimer considère que l'économie chinoise est encore très loin de rivaliser avec celle des États-Unis et que ces derniers peuvent encore déployer tous leurs efforts pour limiter son ascension, « pour que l'économie chinoise s'effondre », avant que la Chine ne devienne un « Hong Kong géant ». Mais est-ce encore possible ? Alors que les Américains étaient embourbés dans le conflit irakien, il leur était difficile de contrer l'émergence de la Chine. La transition de puissance était déjà en cours. Malgré les avertissements de Paul Schroeder, qui exhortait la Maison Blanche à se protéger de son propre hubris en Irak, au risque d'éroder son leadership, Washington est restée silencieuse, contribuant ainsi à l'essor de Pékin¹⁹⁶. La Chine a su tirer parti des difficultés rencontrées par les États-Unis en Irak et en Afghanistan pour amorcer un rééquilibrage de la balance des puissances (*balance of power*). Cette situation a conduit les États-Unis à redéploier plus de 60 % de leur flotte militaire dans le Pacifique en 2011.

Cette situation préfigure un nouvel affrontement hégémonique qui amène Richard Bernstein et Ross Munro, dans un ouvrage publié dans les années 1990, à affirmer que la guerre

¹⁹³ Fareed Zakaria, *From Wealth to Power: The Unusual Origins of America's World Role*. Princeton : Princeton University Press, 1998, p. 3. Cité dans Roromme Chantal, *Comment la Chine conquiert le monde : le rôle du pouvoir symbolique*, op. cit., p. 62.

¹⁹⁴ Giovanni Arrighi, *Adam Smith à Pékin, Les Promesses de la voie Chinoise*, Éditions Max Milo, 2009.

¹⁹⁵ John G. Mearsheimer, *The Tragedy of The Great Power Politics*, op. cit.

¹⁹⁶ Paul W. Schroeder, "The Risks of Victory. An Historian's Provocation", *The National Interest*, Winter, 2001-2002, pp. 22-36.

entre les États-Unis et la Chine est une possibilité¹⁹⁷. Par la suite, en 2005, Robert D. Kaplan soutient que la question n'est plus de savoir s'il y aura une guerre entre la Chine et les États-Unis, mais plutôt comment les États-Unis devraient se préparer à affronter la Chine. Cependant, cet affrontement semble prendre plus de temps que prévu, en témoignent les deux décennies d'interdépendance systémique, de 2000 à 2019, qui ont laissé croire que cette interdépendance pouvait freiner la répétition de la tragédie grecque.

Plus récemment, en 2017, le professeur de l'Université de Harvard, Graham Allison, publie un ouvrage intitulé *Vers la Guerre : L'Amérique et la Chine dans le piège de Thucydide ?* Après avoir examiné les cinq derniers siècles et identifié seize moments dans l'histoire où l'émergence d'une nouvelle puissance a perturbé la domination d'une autre, il formule l'intuition suivante, qui guide le programme de recherche du « Piège de Thucydide » qu'il dirige : « Une Chine en plein essor remet en cause la vieille prédominance des États-Unis : voilà pourquoi ces deux pays risquent de tomber dans le piège de Thucydide¹⁹⁸ ». Il ajoute : « Jamais une nation n'est remontée de si loin, si vite, dans les classements internationaux, dans toutes les dimensions de la puissance. En une génération, un État dont le produit intérieur brut était inférieur à celui de l'Espagne est devenu la deuxième puissance économique mondiale¹⁹⁹ ». Il ne s'arrête cependant pas là, car l'histoire de la puissance est très évocatrice des positionnements futurs :

Si nous étions à partir de l'histoire, la réponse à la question du piège de Thucydide semble évidente. Dans 11 des 16 cas depuis 1500, où une puissance montante a émergé pour contester une puissance régnante, la guerre s'en est suivie. Pensez à l'Allemagne après l'unification à mesure qu'elle dépassait la Grande-Bretagne comme la plus grande puissance économique de l'Europe. En 1914 et en 1939, son agression et la réponse du Royaume-Uni produisent des guerres mondiales²⁰⁰.

L'étude menée par les politologues Michael Colaresi, Karen Rasler et William Thompson ne fait que corroborer ce postulat. Dans leur ouvrage, *Strategic Rivalries in World Politics*, les

¹⁹⁷ Richard Bernstein, Ross H. Munro, *The Coming Conflict with China*, Knopf Doubleday Publishing Group, 1998.

¹⁹⁸ Graham Allison, *Vers la Guerre : La Chine et l'Amérique dans le piège de Thucydide ?*, Éditions Odile Jacob, 2017.

¹⁹⁹ Ibid.

²⁰⁰ Voir, Graham Allison, "Thucydides's trap has been sprung in the Pacific", *Financial Times*, 21 août 2012 (<http://www.ft.com/intl/cms/s/0/5d695b5a-ead3-11e1-984b00144feab49a.html#axzz3cZGPCmig>). Consulté le 10 mai 2020. Voir aussi la critique de Jean-Pierre Cabestan sur l'analyse d'Alison dans : Jean-Pierre Cabestan, *Demain la Chine : guerre ou paix ?*, Éditions Gallimard, 2021, pp. 8-20. Voir aussi le lien, [Destined for War: Can China and the United States Escape Thucydides's Trap? - The Atlantic](#).

auteurs présentent une série de données démontrant qu'il y a eu 27 rivalités entre grandes puissances depuis 1816²⁰¹. Ces luttes de pouvoir ont duré en moyenne plus de 50 ans et se sont terminées de trois manières. D'après les calculs, 19 d'entre elles — la majorité — ont abouti à une guerre où un camp a vaincu l'autre pour le soumettre. Seules six rivalités se sont conclues par une alliance entre les deux camps contre un ennemi commun. Au début des années 1900, le Royaume-Uni a mis de côté ses différends avec la France, la Russie et les États-Unis pour s'allier à l'Allemagne ; ce rapprochement a conduit à la Première Guerre mondiale. Enfin, il y a eu la guerre froide. L'effondrement de l'Union soviétique a mis fin, de manière pacifique, à ses rivalités avec les États-Unis et la Chine, bien que Moscou ait mené des petites guerres frontalières contre la Chine et des guerres par procuration contre Washington dans différentes parties du monde au cours des décennies précédentes²⁰². Aujourd'hui, beaucoup craignent que la Chine et les États-Unis ne s'affrontent militairement, ce qui pourrait réduire drastiquement les progrès réalisés grâce à la mondialisation. La mondialisation a favorisé le libre-échange, et par conséquent, a intégré les grandes puissances dans un système de coopération mutuellement bénéfique. Un conflit entre ces deux nations menacerait non seulement la stabilité mondiale, mais aussi les interdépendances économiques qui ont été le socle de la prospérité mondiale ces dernières décennies²⁰³.

L'analyse développée par ces approches sur l'ascension de la Chine soulève deux problèmes principaux que nous aborderons dans les chapitres suivants. Tout d'abord, elle inscrit la politique internationale dans un déterminisme matérialiste, où les dynamiques de pouvoir sont principalement interprétées à travers le prisme des capacités économiques et militaires. Ensuite, elle fait ressortir les inquiétudes concernant une Chine dont les valeurs anti-libérales seraient prétendument menaçantes pour le système international. Comme le souligne le professeur Mamoudou Gazibo de l'Université de Montréal, spécialiste de l'analyse comparée : « À quelques exceptions près, les travaux des chercheurs confirment que les conflits opposent généralement des pays autoritaires entre eux ou ceux-ci à des démocraties, rarement des

²⁰¹ Michael P. Colaresi, Karen Rasler and William R. Thompson, *Strategic Rivalries in World Politics: Position, Space and Conflict Escalation*, Cambridge University Press, 2008.

²⁰² Michael Beckley, (2022). "The delusions of Détente": Why America and China Will Be Enduring Rivals, *Foreign Affairs*, <https://www.foreignaffairs.com/united-states/china-delusions-detente-rivals>, Le 22 août, 2022.

²⁰³ Ngozi Okonjo-Iweala, (2023). "Why the World Still Needs Trade" : The Case for Reimagining—Not Abandoning—Globalization, *Foreign Affairs*, <https://www.foreignaffairs.com/united-states/why-world-still-needs-trade>, (8 juin, 2023).

démocraties entre elles²⁰⁴ ». Cette observation met en lumière la complexité des relations internationales et la nécessité d'une analyse plus nuancée qui prenne en compte les multiples dimensions des interactions entre États, y compris les facteurs culturels et idéologiques qui influencent leurs comportements. Cette thèse est également soutenue par Frédéric Mérand, directeur scientifique du CÉRIUM, dans son article paru dans *Le Rubicon*, où il analyse le conflit entre la Russie et l'Ukraine survenu le 24 février 2022. Mérand soutient que les pays autoritaires ont tendance à privilégier les guerres préventives pour sécuriser leur pouvoir et contrer les menaces perçues à leur autorité. Ce comportement peut être attribué à la volonté des régimes autoritaires de maintenir le contrôle interne et d'éviter toute contestation qui pourrait surgir d'un environnement international incertain ou instable. En adoptant une posture proactive face à des menaces potentielles, ces États peuvent justifier leurs actions militaires sous prétexte de défense nationale, tout en consolidant leur position sur la scène politique intérieure et internationale. Cette analyse souligne l'importance de comprendre les motivations sous-jacentes des régimes autoritaires dans le contexte des conflits géopolitiques contemporains²⁰⁵. Cette thèse, qui plaide pour la paix démocratique, s'appuie sur des conceptions libérales qui anticipent un avenir où l'internationalisme libéral triomphe, basé sur la notion de diplomatie des valeurs. Comme l'a affirmé Margaret Thatcher dans son célèbre discours : « There Is No alternative », cette vision présente le libéralisme comme la seule voie viable. Cependant, les postulats de cette approche, ancrés dans un réalisme politique et un néolibéralisme théorique, se heurtent à deux observations apparemment contradictoires qui méritent d'être examinées simultanément.

D'une part, il est effectivement constaté que les États dont le régime politique adhère aux valeurs libérales n'entrent que rarement en guerre les uns contre les autres depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Ce phénomène, souvent référencé comme la théorie de la paix démocratique, suggère que les démocraties partagent des normes et des institutions qui favorisent la coopération et réduisent les conflits.

D'autre part, il est également vrai que les démocraties peuvent adopter des comportements plus agressifs dans leurs relations avec des États non démocratiques ou illibéraux. Cela peut s'expliquer par une vision perçue de l'ordre international dans laquelle les démocraties se

²⁰⁴ Mamoudou Gazibo, (2010). Niger : «L'ordre constitutionnel ou le chaos ? », *Polito(b)logue*, La Science politique en temps réel, <https://sciencepo-umontreal.typepad.com/politicologue/2010/01/niger-lordre-constitutionnel-ou-le-chaos-mamoudou-gazibo.html>.

²⁰⁵ Frédéric Mérand, (2022). «La Russie rate sa sortie », *Le Rubicon*, <https://lerubicon.org/la-russie-rate-sa-sortie/>, Le 8 mars, 2022.

sentent justifiées d'intervenir ou de faire la guerre pour défendre ou promouvoir leurs valeurs, considérant les régimes autoritaires comme une menace non seulement pour leur sécurité, mais aussi pour la propagation de la démocratie et des droits de l'homme à l'échelle mondiale.

Ces deux observations soulignent les complexités des interactions internationales et remettent en question l'idée que les démocraties sont systématiquement pacifiques. Elles révèlent également une dynamique potentiellement contradictoire où, tout en évitant les conflits entre elles, les démocraties peuvent être enclines à adopter une attitude interventionniste vis-à-vis des régimes qu'elles perçoivent comme opposés à leurs valeurs. Cela souligne la nécessité d'une analyse nuancée des relations internationales qui prenne en compte les motivations et les comportements des différents types de régimes politiques²⁰⁶.

En effet, même si les guerres interétatiques entre régimes démocratiquement élus sont devenues rares depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, cela ne signifie pas que les conflits ont disparu. Au contraire, on observe un déplacement des guerres vers des formes de conflits intraétatiques et de guerres civiles. Ces guerres sont souvent alimentées par l'intervention de puissances extérieures, y compris des régimes qui se présentent comme démocratiques, mais qui soutiennent en réalité des dictatures.

Les exemples cités — comme le coup d'État en Iran en 1953, le renversement du gouvernement guatémaltèque en 1954, le coup d'État militaire au Brésil en 1964, et la destitution de Salvador Allende au Chili en 1973 — illustrent bien comment des puissances occidentales ont parfois soutenu des régimes autoritaires au détriment de gouvernements démocratiquement élus. Ces interventions sont souvent justifiées par des préoccupations géopolitiques ou économiques, mais elles ont eu pour effet de déstabiliser des démocraties émergentes et d'intensifier les conflits internes.

Ce phénomène soulève des questions cruciales sur la nature des démocraties et leur engagement envers les principes démocratiques à l'échelle mondiale. Il met également en lumière la complexité des relations internationales, où les idéaux de démocratie et de droits de l'homme peuvent être contournés par des considérations stratégiques. Cette réalité remet en question l'idée que l'exportation de la démocratie est un processus linéaire et sans heurts, et

²⁰⁶ Alex Marcelo et Dan O'Meara, *Théories des relations internationales : Contestations et résistance*, Deuxième édition revue et augmentée, Les éditions Athéna, CEPES, 2010, pp. 464-472.

souligne la nécessité d'une approche plus nuancée pour comprendre les dynamiques de pouvoir dans le monde contemporain.

D. La fin de l'histoire et le choc des cultures : la dangerosité de l'alternative libérale

L'analyse souligne une préoccupation croissante face aux discours et aux idéologies qui s'articulent autour des notions de menace, de peur et de division. En effet, les adeptes du *power politics* semblent s'appuyer sur des récits qui renforcent des visions de conflit, qu'il s'agisse de la menace militaire russe, du terrorisme lié à l'islam, ou de perceptions racistes comme le "péril jaune"²⁰⁷. Ces discours sont souvent utilisés pour justifier des politiques de sécurité et des stratégies de défense qui, en réalité, peuvent exacerber les tensions internationales plutôt que de favoriser la coopération.

L'exemple du "grand remplacement"²⁰⁸ en France illustre comment des théories sensationnalistes et souvent infondées peuvent gagner du terrain dans le discours public,

²⁰⁷ L'utilisation de récits historiques pour alimenter des discours contemporains sur la race et la menace est un phénomène préoccupant. La thèse des années 1895, qui prétendait que la montée en puissance des peuples asiatiques, notamment les Chinois et les Japonais, constituerait une menace pour l'Occident, reflète des préjugés racistes et une vision impérialiste qui ont longtemps été utilisés pour justifier des politiques coloniales et discriminatoires.

Cette idée d'une "race supérieure", promue par des penseurs comme Ernest Renan, a non seulement servi à rationaliser l'impérialisme occidental, mais a également conduit à des stéréotypes nocifs qui perdurent encore aujourd'hui. En reliant ces récits au contexte moderne, comme l'accusation faite par Donald Trump, on observe une continuité dans l'utilisation de la peur pour diviser et stigmatiser des groupes entiers sur la base de leur origine ethnique ou nationale. Ces discours s'inscrivent dans une logique de pouvoir qui vise à maintenir des hiérarchies raciales et culturelles, tout en exacerbant les tensions internationales. Ils ne tiennent pas compte de la complexité des interactions entre les peuples et des contributions variées qu'ils apportent au monde.

Dans le contexte actuel, il est crucial de critiquer ces narrations et de promouvoir des analyses qui reconnaissent la richesse et la diversité des cultures et des contributions humaines, tout en travaillant à réduire les préjugés et les divisions qui peuvent mener à des conflits. La recherche d'une compréhension mutuelle et d'une coopération internationale fondée sur le respect et l'égalité est essentielle pour relever les défis globaux contemporains.

²⁰⁸ Les résultats du premier tour de l'élection présidentielle française de 2022, où Emmanuel Macron a obtenu 27,85 % des voix, suivi de Marine Le Pen (23,15 %), Jean-Luc Mélenchon (21,95 %) et Éric Zemmour (7,07 %), témoignent d'un paysage politique complexe. La victoire de Macron au second tour, avec 58,54 % des voix contre 41,46 % pour Le Pen, masque une réalité plus nuancée, influencée par divers facteurs.

Il est essentiel de considérer le contexte social et politique dans lequel ces élections se sont déroulées. Les mouvements de contestation, notamment ceux liés à des préoccupations économiques, sociales et environnementales, ont joué un rôle significatif dans le climat électoral. De plus, le taux d'abstention, qui a atteint des niveaux élevés, souligne une certaine désaffection des électeurs envers le processus électoral.

Les suffrages annulés par le Conseil Constitutionnel, comme mentionné dans la décision numéro 2022-197 PDR du 27 avril 2022, indiquent également que de nombreux électeurs se sont heurtés à des obstacles pour exprimer leur vote, ce qui remet en question la légitimité du résultat final.

influençant ainsi l'opinion politique et électorale. Ce phénomène reflète une fracture socio-politique qui peut être exploitée par des mouvements d'extrême droite cherchant à capitaliser sur les peurs et les préjugés de la population. Cette dynamique souligne l'importance de la recherche et de l'analyse critique dans le domaine des relations internationales. Il est essentiel de questionner les récits dominants et de se méfier des simplifications qui peuvent mener à des divisions et des conflits. En fin de compte, il est crucial d'adopter une approche qui prenne en compte la complexité des interactions humaines et des contextes culturels, tout en cherchant à construire des ponts entre les différentes communautés plutôt que de les diviser davantage. Cela pourrait permettre de développer des stratégies plus inclusives et durables pour aborder les défis globaux auxquels est confronté le monde aujourd'hui.

La théorie du "choc des civilisations" de Samuel Huntington, présentée dans son article de 1993 et développée dans son livre de 1996²⁰⁹, a effectivement suscité des débats passionnés. Huntington y avance que les conflits futurs seront principalement de nature culturelle et que les grandes civilisations, plutôt que les États-nations, deviendront les principales unités de conflit. Cette perspective a été critiquée pour plusieurs raisons. Premièrement, elle simplifie à l'extrême les dynamiques complexes qui régissent les relations internationales, en réduisant les motivations des États à des facteurs culturels souvent flous. Deuxièmement, elle ignore les nombreuses instances de coopération et de dialogue inter-civilisationnels qui existent, et qui contrent l'idée d'un affrontement inévitable. Des chercheurs comme Georges Corm soulignent que cette approche peut mener à des stéréotypes et à des généralisations excessives, alimentant ainsi des tensions plutôt que de favoriser la compréhension mutuelle²¹⁰. Il qualifie cette thèse "d'absurde" :

Si civilisation veut essentiellement dire le raffinement atteint par la culture et les arts d'une société, étendre ce concept à diverses sociétés qu'une même civilisation entre elles aboutit à des absurdités. En effet, il suffit de se rappeler le nombre de guerres entre les grandes nations européennes, chacune avec sa propre « civilisation » - française, espagnole, italienne, anglaise, germanique, slave, scandinave-pour réaliser l'absurdité de la thèse. Si

En somme, les chiffres des élections ne reflètent pas seulement un choix entre candidats, mais révèlent aussi des tensions sous-jacentes au sein de la société française, ainsi qu'une complexité qui dépasse le simple décompte des voix. Pour une analyse complète de ces élections, il est crucial de prendre en compte ces éléments contextuels, y compris les sentiments de mécontentement et les défis démocratiques auxquels le pays fait face.

²⁰⁹ Samuel P. Huntington, *Le Choc des civilisations*, Éditions Odile Jacob, 1997.

²¹⁰ Georges Corm, *La nouvelle question d'orient*, Éditions, La Découverte, 2017, p. 263.

nous regardons du côté des sociétés musulmanes, censées partager la même civilisation, les guerres elles ont toujours été multiples et demeurent²¹¹.

Effectivement, la théorie de Huntington sur le choc des civilisations a reçu un accueil mitigé, bien qu'elle ait été saluée par certaines figures influentes comme Henry Kissinger et Zbigniew Brzezinski. Son succès commercial peut s'expliquer par son écho dans un contexte géopolitique tendu, où les questions identitaires et culturelles sont devenues centrales dans le discours politique. Cependant, cette thèse est souvent critiquée pour sa simplification excessive des relations complexes entre les États et les cultures. En ne distinguant pas clairement entre civilisation, culture, religion et ethnie, Huntington réduit des réalités variées à des oppositions binaires, ce qui peut renforcer des stéréotypes et des tensions inutiles. Cette approche peut encourager des visions du monde polarisées qui négligent les nombreuses intersections et interactions entre les cultures. L'instrumentalisation de la sécurité, comme il a été souligné, devient alors un outil pour justifier des politiques interventionnistes, des discours nationalistes et des attitudes xénophobes. En plaçant les menaces en termes de "civilisations" opposées, les États peuvent se sentir justifiés dans la militarisation de leurs réponses et dans l'adoption de politiques qui pourraient autrement être considérées comme répressives. Il est crucial pour les spécialistes des relations internationales d'adopter des approches plus nuancées, tenant compte des complexités des identités et des dynamiques sociales.

Arnold Wolfers, dès 1952, définit la sécurité comme « l'absence de menace sur les valeurs fondamentales, ou l'absence de crainte que ces valeurs ne soient attaquées²¹² ». Cette réflexion a été approfondie par Barry Buzan et l'école de Copenhague, qui ont mis en évidence la nécessité d'élargir la question de la sécurité à celle du complexe de sécurité²¹³. Ce dernier se réfère à l'existence d'une sécurité collective, exprimée par un groupe d'États qui se protègent mutuellement. Ce complexe de sécurité incite les différents groupes d'États à se prémunir contre les menaces pesant sur leur sécurité. Ainsi, une redéfinition de la sécurité s'impose.

²¹¹ Ibid., p. 260. Dans sa théorie controversée, Huntington avait prédit la formation d'une alliance anti-occidentale entre pays musulmans et pays bouddhistes, une coalition supposée aboutir au déclenchement d'une guerre atomique. Certains défenseurs de cette thèse voient dans le groupe des BRICS, dominé par la Chine, l'incarnation de cette alliance révisionniste. Ce groupe présente cependant des valeurs très hétéroclites : alors que la Chine et la Russie sont souvent perçues comme des régimes autoritaires, l'Inde, le Brésil et l'Afrique du Sud restent des démocraties au sens occidental du terme. Cette diversité remet en question l'idée d'une alliance unie par une hostilité commune envers l'Occident.

²¹² Dario Battistella, Jérémie Cornut, Élie Baranest, *Théorie des Relations Internationales*, op.cit, p. 558.

²¹³ Barry Buzan, *People, States and Fear* (1983), Colchester, ECPR Press, 2007 [3e éd.], p. 311. Cité par Dario Battistella, Ibid. p. 574.

Émerge alors la notion de sécurisation, qui implique que certaines entités redéfinissent un objet initialement jugé non pertinent sur le plan sécuritaire comme étant un problème de sécurité, voire une menace. Cela est illustré par la doctrine Truman. Ce complexe de sécurité est alimenté par la thèse huntingtonienne du choc des civilisations, qui évoque l'éventualité de l'usage de l'arme nucléaire par les pays désignés comme faisant partie de l'axe du mal par les administrations Clinton, Bush, Obama, Trump et Biden, notamment la Chine, la Corée du Nord, l'Iran, l'Irak et la Russie. Cependant, Georges Corm rappelle à juste titre qu'historiquement, la seule puissance à avoir eu recours à l'arme atomique ce sont bel et bien les États-Unis²¹⁴. Renchérit-il, ce sont les États-Unis qui font partie d'une organisation militaire, l'OTAN, regroupant des pays occidentaux et ceux dont les cultures sont perçues comme menaçantes. Ainsi, c'est bel et bien le bloc occidental qui a embrassé l'idéologie du choc des civilisations, après avoir incarné la lutte contre le danger soviétique, dont la pertinence avait depuis diminué. « Que penser d'une civilisation qui évoque des origines judéo-chrétiennes tout en s'alliant militairement avec des pays musulmans tels que la Turquie, l'Arabie saoudite, le Pakistan, l'Indonésie, ainsi que des pays asiatiques comme le Japon, la Corée du Sud ou la cité-État de Taïwan ? » s'interroge-t-on. Comment peut-on se réclamer de valeurs démocratiques tout en expliquant que nombre de ses alliés adoptent des formes extrêmes de répression, totalement incompatibles avec les droits de l'homme et les droits des minorités, comme c'est le cas au Pakistan, en Arabie saoudite ou en Israël ? Jamais les cultures ne se sont véritablement affrontées, créant ainsi un choc civilisationnel, car leur essence est étrangère à cette possibilité, nous rappelle Corm²¹⁵.

Les civilisations n'ont jamais été en guerre, ce sont les tributs, les principautés, les cités-États, les royaumes, les États-nations qui ont été et qui le restent jusqu'à aujourd'hui²¹⁶. C'est pour protéger une domination monarchique que les pays occidentaux ont identifié un « axe du mal » partageant des valeurs illibérales, perçues comme une menace pour la sécurité occidentale. Cette vision a nourri un discours anti-chinois et anti-russe, incitant le ministère de la Défense américaine, le Pentagone, à désigner, dans son document de la « Stratégie de défense nationale 2018 », des pays considérés comme des adversaires stratégiques²¹⁷ des États-Unis, dont la Chine et la Russie.

²¹⁴ Georges Corm, *La nouvelle question d'Orient*, Ibid., p. 262.

²¹⁵ Ibid.

²¹⁶ Ibid.

²¹⁷ National Defense Strategy of The United States of America : Sharpening the American Military's Competitive Edge, <https://www.defense.gov/Portals/1/Documents/pubs/2018-National-Defense-Strategy-Summary.pdf>.

Cette inquiétude civilisationnelle s'est intensifiée à la suite de l'intervention militaire russe en Ukraine, le 24 février 2022, incitant de nombreux juristes occidentaux à considérer que la Russie et la Chine cherchent à saper les valeurs de l'ordre international qui suscitent l'adhésion du plus grand nombre. Pourtant à en croire la rhétorique officielle du gouvernement chinois et les travaux de nombreux chercheurs, si l'on remonte l'histoire, la Chine a souvent été perçue comme une nation pacifique, malgré les luttes internes observées durant la période des empires et les guerres de Mao Zedong. Sous la dynastie mandchoue des Ming, la Chine avait toutes les cartes en main pour établir une domination durable. Cependant, la Chine continentale a choisi de miser sur son pouvoir symbolique, ce qui a conféré un caractère pacifique aux expéditions de Zheng He. Le 6 mai 2022, lors d'une réunion du G20, le vice-ministre des Affaires étrangères, Le Yucheng, a affirmé dans un discours que la Chine s'engage à « rechercher la paix et promouvoir le développement ». Il rajoute :

Le monde a été très instable ces dernières années, l'épidémie a été retardée, la guerre a commencé en Europe [...], la puissance hégémonique est endémique et le thème de l'ère de la paix est confronté à des défis graves sans précédent. En tant que grand pays responsable la Chine fait campagne pour la paix mondiale, faisant de son mieux pour la sécurité mondiale, et explorant le destin de l'humanité²¹⁸.

Cette déclaration du vice-ministre fait écho à la proposition formulée par le président Xi Jinping, huit mois plus tôt, lors du sommet de Shanghai de la CICA, en faveur de l'établissement d'une communauté de sécurité. Une coopération commune et globale que Xi Jinping a présentée de manière solennelle au Forum de Boao pour l'Asie.

E. Le *hard power* chinois

La rhétorique officielle du gouvernement chinois, selon laquelle la Chine aurait toujours été une puissance pacifique et n'aurait jamais pratiqué le colonialisme à l'instar des puissances occidentales, devrait toutefois être légèrement nuancée. De nombreuses recherches démontrent en effet que, comme tous les empires, la Chine a exercé sa puissance militaire dans le cadre d'une vision expansionniste régionale, aboutissant à la colonisation de certains territoires en Asie centrale et en Asie du Sud-Est, voire à la disparition de certaines civilisations²¹⁹. Les

²¹⁸ Xinhua, 外交部副部长乐玉成：全球安全倡议为消弭和平赤字提供了治本之策, http://www.news.cn/world/2022-05/06/c_1128627008.htm, Le 19 septembre, 2024.

²¹⁹ Jacques Gernet, *Le Monde chinois*, Destin du Monde, Paris, Armand Colin, 1972, pp. 115-117. L'auteur souligne la guerre sanglante livrée par l'Empire des Han au Royaume de Dian en -109, guerre qui a abouti à

travaux de Giovanni Andornino (*The Nature and Linkages of China's Tributary System under the Ming and Qing Dynasties*), de Hu Fang, Gary M. Feinman et Linda M. Nicholas (*Imperial Expansion, Public Investment, and the Long Path of History: China's Initial Political Unification and its Aftermath*), de John E. Herman (*Amid the Clouds and Mist: China's Colonization of Guizhou, 1200–1700*), ainsi que les classiques de Jacques Gernet (*Le Monde Chinois*) et Mack Edward Lewis (*The Early Chinese Empires: Qin and Han, The Construction of Space in Early China*), ou encore l'article de Zhuoran Li publié en 2017 dans *Medium* (*The Rising Dragon: Looking at China's Expansion in a Historical Perspective*), mettent en évidence ce comportement expansionniste²²⁰. Ces recherches montrent que la Chine a conquis de nombreux territoires par la force et établi un système international sino-centrique qui rappelle curieusement les stratégies actuelles du pays, notamment à travers l'initiative des Nouvelles Routes de la Soie (*Belt and Road Initiative*, BRI).

Si l'on considère le *hard power* — selon la distinction opérée par Zaki Laïdi, qui s'appuie sur les travaux de Joseph Nye — comme la capacité militaire d'une puissance à s'imposer sur la scène mondiale par la coercition ou l'influence²²¹, trois grands moments historiques démontrent que la Chine y a eu recours pour asseoir son influence. Les historiens soulignent qu'aux époques des dynasties Han, Tang et Ming, la Chine a atteint des sommets de puissance qui l'ont conduite à s'étendre militairement, directement par des conquêtes et indirectement par l'instauration d'un système tributaire sino-centrique²²². Ce système s'est effondré après la défaite chinoise face au Japon en 1895, lorsque Pékin ne fut plus en mesure d'assurer sa stabilité par la force militaire. Ainsi, la montée en puissance économique et militaire actuelle de la Chine, combinée aux ambitions de Xi Jinping visant à restaurer son statut de grande

l'éradication de cette civilisation originale du fait aussi de la colonisation exercée par les Han. Il évoque aussi la colonisation des tribus issues des Steppes, du Kunming, du Yunnan jusqu'en Birmanie.

²²⁰ Giovanni Andornino, "The Nature and Linkages of China's Tributary System under the Ming and Qing Dynasties", *London School Of Economics Department Of Economic History, Working Papers Of The Global Economic History Network (GEHN)*, N°21/6, <https://www.lse.ac.uk/Economic-History/Assets/Documents/Research/GEHN/GEHNWP21-GA.pdf>; Hu Fang, Gary M. Feinman et Linda M. Nicholas, "Imperial Expansion, Public Investment, and the Long Path of History: China's Initial Political Unification and its Aftermath", *National Library of Medicine: National Center of Biotechnology Information*, Proc Natl Acad Sci U S A. 2015 Jul 28;112(30):9224-9. doi: 10.1073/pnas.1419157112. Epub 2015 Mar 16; John E. Herman, *Amid the Clouds and Mist: China's Colonization of Guizhou, 1200–1700*, Cambridge, Masse.: University Press 2007 ; Mack Edward Lewis, *The Early Chinese Empires: Qin and Han*, The Belknap Press of Harvard University Press, Cambridge, Massachusetts London, Angland, 2007; *The Construction of Space in Early China*, States University and New York Press, Albany 2006; Zhuoran Li, (2016). "The Rising Dragon: Looking at China's Expansion in a Historical Perspective", *Medium*, <https://zli.medium.com/the-rising-dragon-looking-at-china-s-expansion-in-a-historical-perspective-f9322850c117>, Le 12 février, 2025.

²²¹ Zaki Laïdi, *La norme sans la force, 3e édition augmentée d'une postface*, Les Presses de Science Po, 2013, pp. 35-37.

²²² Zhuoran Li, *Ibid.*

puissance, rappelle ces expansions historiques et alimente les craintes occidentales d'un nouvel impérialisme chinois. Les premières tendances expansionnistes des empires chinois remontent à la dynastie Qin, qui unifia la Chine et étendit ses frontières de l'Asie centrale à la Mongolie et jusqu'au Vietnam. Toutefois, cette dynastie joue un rôle mineur dans l'histoire expansionniste chinoise. D'une part, la Chine des Qin ne jouissait pas encore d'un statut hégémonique, confrontée aux Xiongnu, redoutables éleveurs nomades des steppes qui menaçaient sa suprématie en Asie. D'autre part, le régime des Qin était marqué par une instabilité politique interne, centrée sur la répression des rébellions des familles nobles et des territoires du sud de la Chine et du Vietnam. De plus, la brièveté de cette dynastie a limité son impact expansionniste²²³.

C'est sous la dynastie Han que la Chine amorce véritablement son expansion hégémonique et met en place son système tributaire²²⁴. Après la victoire de Liu Bang sur son ancien allié devenu rival, Xiang Yu, les Han héritent d'un royaume en crise, divisé en 54 régions autonomes, dont seulement un tiers est sous contrôle impérial, tandis que les 39 autres commanderies sont des fiefs semi-indépendants. L'empereur Wudi, surnommé *l'empereur guerrier*, entreprend alors de pacifier ces fiefs et d'affermir son autorité en écrasant les ambitions impériales de la noblesse. Il réussit ainsi à stabiliser l'intérieur du pays, contrairement aux Qin, et peut alors se tourner vers des ambitions expansionnistes. Au début du II^e siècle av. J.-C., les Xiongnu multiplient les incursions en Mongolie et dans les régions des Ordos, menaçant la Chine du Nord. Liu Bang tente d'empêcher leur avancée, mais son armée est sévèrement battue en 201-202 av. J.-C. En conséquence, les Han sont contraints de se retirer au sud de la Grande Muraille jusqu'en 135 av. J.-C. et de conclure un traité favorable aux Xiongnu, connu sous le nom de *heqin* (*paix et amitié*)²²⁵. Ce traité implique le versement de tributs aux Xiongnu sous forme de soieries, d'alcool, de riz et de monnaie de cuivre, ainsi que des mariages entre princesses Han et chefs Xiongnu (*Shanyu*).

Cette politique d'apaisement a conduit à une instabilité politique intérieure. Les conseillers de l'empereur Jia Yi (202-168 av. J.-C.) considéraient que les présents offerts aux Xiongnu ne faisaient qu'accroître leurs exigences et renforcer leur pouvoir économique, politique et militaire. Un changement d'attitude s'imposait pour y mettre un terme. Sous le règne de Wu Di, les Han lancèrent une vaste offensive diplomatique en Asie centrale et au-delà des Pamirs,

²²³ Voir avec, Jean Jacques Gernet, Ibid. et avec, Mack Edward Lewis, *The Early Chinese Empires : Qin and Han*, Ibid, pp. 42-75.

²²⁴ Cette observation est soulignée par l'ensemble des textes cités plus hauts.

²²⁵ Ibid.

notamment à travers les voyages de Zhang Qian. L'objectif était de trouver des alliés parmi les ennemis des Xiongnu, en les ralliant par le commerce, notamment par la vente de soie, et par des alliances matrimoniales, notamment avec les Wusun, le royaume nomade le plus puissant de la région. Cette offensive diplomatique permit aux Han de consolider leur puissance grâce à la constitution d'une armée redoutable, à l'accumulation de richesses considérables et à un essor économique qui devait asseoir le prestige chinois auprès de ses voisins. Après avoir atteint une position dominante, Wu Di révoqua le traité d'apaisement avec les Xiongnu et lança des campagnes militaires pour affaiblir les Huns et ouvrir une route commerciale entre les Han et l'Asie centrale. Entre 125 et 115 av. J.-C., les Han infligèrent de lourdes défaites aux Xiongnu, provoquant leur division en deux factions et réduisant significativement la menace qu'ils représentaient sur les frontières du Nord. Ces victoires permirent aux Han d'établir quatre commanderies en Corée du Nord et du Centre, s'étendant de la mer du Japon jusqu'aux régions de Kunming (Yunnan) et de Dunhuang, en passant par le Tourane, au centre du Vietnam. Les forces Han créèrent des colonies dans la région du Gansu afin de valoriser les territoires conquis et de protéger leurs acquis. Cette politique entraîna un vaste transfert de populations vers les Ordos et la Mongolie, modifiant ainsi la répartition des peuplements en Chine du Nord. Par ailleurs, elle eut un impact bénéfique sur l'économie agraire dans les régions les plus peuplées du bassin du fleuve Jaune. L'expansion des Han en Asie centrale, en Mandchourie et en Corée visait non seulement à mettre fin à la domination des Xiongnu sur les peuples éleveurs de chevaux (Donghu et Wuhuan), mais aussi à assurer à l'empire un contrôle stratégique sur les routes commerciales de ces régions.

Après la chute des Han en 221 apr. J.-C., la Chine connut une période de division qui dura quatre siècles. La dynastie Sui mit fin à cette fragmentation et à la domination des empires d'origine non chinoise en Chine du Nord. Toutefois, à l'instar de la dynastie Qin, qui avait unifié le pays sans parvenir à durer, les Sui furent rapidement renversés en raison de rébellions internes. Li Yuan, après avoir vaincu les seigneurs de guerre et les rebelles anti-Sui, fonda la dynastie Tang, qui marque ce que l'on considère comme le Moyen Âge chinois. Sur le plan intérieur, la dynastie fut secouée par des conflits familiaux. En 626, Li Shimin, second fils de Li Yuan, mena un coup d'État, tua ses frères et contraignit son père à abdiquer, devenant ainsi l'empereur Tai Zong. Mais, comme sous les Qin et les Han, la dynastie Tang dut faire face aux menaces venues des steppes, notamment de l'Empire turc. Première puissance du Nord et de l'Ouest de la Chine, les Turcs contrôlaient les territoires steppiques. En 582, les Sui infligèrent une lourde défaite aux forces turques, entraînant la division de l'Empire en deux confédérations

: les Turcs orientaux de la vallée de l'Orkhon et les Turcs occidentaux de l'Altaï. Cependant, cette scission ne signifia pas la fin de la menace turque. Après le coup d'État de Tai Zong, les Turcs lancèrent une invasion massive, franchissant les Grandes Murailles. En réponse, les Sui prolongèrent vers l'ouest les fortifications construites par les Qi du Nord. Un an plus tard, les incursions turques cessèrent à la suite du traité de Weishui, signé en 590, qui incluait, comme le traité de *Baideng* entre les Han et les Xiongnu, une alliance matrimoniale entre une princesse chinoise et un khan turc. Le traité prévoyait également le versement d'importantes quantités d'or et de soieries en guise de « cadeaux ». Toutefois, une décennie plus tard, les Turcs reprirent leurs offensives, menant plusieurs batailles entre 601 et 608. Ce n'est qu'en 630 que la menace fut définitivement écartée grâce à une grande offensive des Tang, qui leur permit de contrôler les Ordos et la Mongolie du Sud-Est. À la suite de la capture du khan Jili lors de la bataille du Yinshan, les Tang établirent le Protectorat général de la Pacification du Nord pour administrer les steppes. Après cette victoire, l'attention des Tang se porta vers l'Ouest. Toutefois, à la mort de Tai Zong, les Turcs occidentaux se rebellèrent sous la conduite d'Ashina Helu, mais furent à nouveau vaincus. La dynastie Tang établit alors le Protectorat général de la Pacification de l'Ouest. Ces guerres permirent aux Tang d'éliminer la menace extérieure, de consolider leur pouvoir interne grâce à des politiques économiques favorisant la croissance (notamment une réduction des impôts) et d'étendre leur influence en Asie centrale, contrôlant ainsi la Route de la soie.

Ce retour historique permet de mieux comprendre la rhétorique officielle des dirigeants chinois selon laquelle la Chine n'a jamais prétendu à l'hégémonie et ne s'est jamais comportée comme les puissances occidentales. Il permet également d'analyser les outils de gouvernance du système mondial lorsque la Chine dominait la région, et de répondre implicitement à la question de savoir s'il faut craindre un monde dominé par Pékin. Sous les Ming, la Chine connut des difficultés similaires à celles rencontrées par les Qin, les Han et les Tang : guerres familiales, instabilité politique et menaces extérieures, notamment de la part des Mongols. Après avoir vaincu ces menaces, les Ming instaurèrent le système tributaire et sécurisèrent leur accès à la Route de la soie. Poursuivant la politique expansionniste de leurs prédécesseurs, ils n'hésitèrent pas à intervenir militairement dans les affaires intérieures d'autres États. C'est notamment le cas lorsque Cheng Zu envoya son armée au Vietnam pour restaurer un roi favorable aux Ming après un coup d'État²²⁶. Cette intervention permit d'intégrer le Vietnam aux territoires Ming jusqu'au XVI^e siècle. Les expéditions de l'amiral Zheng He ne se

²²⁶ Jacques Gernet, op. cit, pp. 345-351.

limitaient pas à des objectifs commerciaux et diplomatiques, contrairement à ce qui est parfois affirmé. Certes, elles impressionnèrent de nombreux États d'Asie du Sud-Est, d'Inde, du Moyen-Orient et d'Afrique, les incitant à intégrer le système tributaire sinocentrique. Cependant, la flotte de Zheng He exerça également une fonction militaire, comparable à celle de la marine américaine aujourd'hui²²⁷. Ainsi, Zheng He intervint à Java pour arbitrer une guerre civile, infligea une défaite au roi de Sumatra et vainquit des pirates en mer de Chine méridionale. Il contribua aussi à l'expansion des colonies chinoises en Asie du Sud-Est et soutint la cité de Malacca, qui resta sous influence chinoise jusqu'à l'arrivée des Portugais 150 ans plus tard. Ces expéditions permirent à la Chine d'étendre son influence dans l'océan Indien, de sécuriser ses routes commerciales et de favoriser l'essor des marchands chinois d'outre-mer.

Ces trois exemples montrent que tout comme les puissances occidentales, la Chine a eu des visées expansionnistes qui certes se sont limitées à son espace régional à la différence des pays occidentaux qui ont étendu leur expansion aux quatre coins du globe. Ils permettent aussi de montrer qu'à la différence de l'occident qui s'est construit à travers la guerre, l'expansion chinoise visait d'une part à se protéger des menaces extérieures et d'autre part à commercer avec ses voisins et au-delà de son voisinage. Les Chinois sont pour ainsi dire un peuple de commerçants, car la puissance de ses empires s'est construite à travers le commerce et les échanges, dont l'armée avait pour rôle de protéger les voies commerciales et de garantir la pérennité du système dans lequel le commerce était non seulement possible avec les autres peuples, mais aussi favorable à la Chine. Héritant d'une géographie complexe, le nord de la Chine étant le désert de Gobi et les Steppes, le sud-est de la Chine son plateau tibétain, la Chine était obligée de fonder son système expansionniste sur les terres vers l'Ouest et vers le Sud sur la mer, car les deux masses continentales bloquaient le chemin de la Chine vers l'Ouest et l'Inde. L'Asie centrale demeure donc le seul moyen à partir duquel la Chine peut se connecter par la terre aux civilisations extérieures. Après l'amélioration de la construction navale sous les Tang et les connaissances acquises en matière de navigation au VIII^e siècle, le commerce maritime du sud-est a considérablement prospéré, ouvrant une voie vers le monde extérieur. Les marchands chinois ont pu établir un contrôle sur le commerce maritime en mer de Chine du Sud en établissant des colonies. Les échanges maritimes se sont accrus entre la Chine, l'Inde et le Moyen-Orient, permettant à la Chine d'exercer son contrôle sur la route de la soie terrestre et maritime. Le système tributaire mis en place par la Chine lui a permis d'exercer son influence en Asie et au-delà. Sous les dynasties Han, Tang et Ming, la Chine était de loin la plus grande

²²⁷ Ibid.

puissance et cette puissance exercé par Pékin était bénéfique pour les autres, et la Chine rendait hommage en livrant des cadeaux à ceux qui s’y soumettaient. En versant un tribut à la Chine, les pays qui appartenaient au système sinocentrique recevaient des avantages non négligeables, notamment le droit de commercer avec la Chine et la protection diplomatique et militaire. Le système d’allégeance appelé *Ce Feng* permettait à la Chine de reconnaître la souveraineté de certains États ou de ne plus les reconnaître cette souveraineté. Ce qui contraignait parfois la légitimité à travers le respect scrupuleux des règles issues du système tributaire, notamment en soutenant la Chine dans ses batailles contre ses ennemis, c’était le cas contre les Xiongnu, les Turcs ou les Mongols. Ce système a également favorisé la diffusion de la culture chinoise au sein des États tributaires. Ces derniers, notamment ceux à proximité de la Chine adoptèrent les institutions administratives et judiciaires inspirées du modèle chinois ainsi qu’une gouvernance fondée sur les principes confucéens. Cette influence s’est étendue aux domaines de l’art et de la littérature, contribuant ainsi à façonner leur propre culture. Selon Zhuoran Li, le système tributaire sinocentrique était préférable au système colonial européen²²⁸. C’est probablement cette perception qui conduit à affirmer que la Chine ne s’est jamais comportée comme les puissances occidentales. Bien que les règles entourant ce système fussent relativement vagues, elles étaient néanmoins acceptées par les deux parties. Elles comprenaient notamment :

- La paix garantie par la Chine,
- Des alliances militaires contre les ennemis chinois, notamment les nomades du Nord,
- La soumission des États tributaires à des hommages et des démonstrations de respect,
- La légitimité accordée par l’empereur chinois, qui pouvait également la retirer,
- Le commerce avec la Chine,
- L’envoi d’étudiants en Chine afin qu’ils diffusent la culture chinoise à leur retour.

En contrepartie, l’Empire du Milieu devait :

- Reconnaître officiellement les tributaires (*Ce Feng*),
- Leur envoyer des présents,
- Entretenir des échanges commerciaux,

²²⁸ Zhuoran Li, *ibid.*

- Intervenir militairement si nécessaire.

Fondé sur la puissance militaire de la Chine, ce système était pleinement appliqué lorsque l'empire était fort, mais ses règles devenaient inopérantes en période de faiblesse. Toutefois, il ne reposait pas uniquement sur la domination militaire : il guidait également la diplomatie entre l'Empire du Milieu et ses périphéries. Ce cadre souple laissait une large marge d'interprétation aux deux parties, offrant aux États tributaires une certaine autonomie politique et diplomatique. Contrairement au colonialisme et à l'impérialisme occidentaux, qui visaient à maximiser les profits économiques au bénéfice de la métropole, l'objectif de la Chine était avant tout de maintenir la paix, en recourant à des moyens militaires, politiques, diplomatiques et commerciaux. Jacques Gernet souligne d'ailleurs que, sous les Han, les dons offerts aux États tributaires dépassaient largement les tributs exigés en retour²²⁹. L'Empire cherchait ainsi moins à étendre sa domination directe qu'à renforcer ses relations diplomatiques. De fait, les dynasties chinoises n'ont jamais administré directement les terres reculées d'Asie intérieure, de Mandchourie ou de Mongolie. Elles ont préféré s'appuyer sur des chefs locaux et des généraux issus des minorités ethniques pour légitimer leur autorité.

Aujourd'hui, la politique étrangère de la Chine rappelle par certains aspects l'expansionnisme des anciens empires. Depuis 1997, Pékin promeut la « Réalisation de la grande renaissance de la Chine », également appelée « Grand renouveau » ou « Rêve chinois », une doctrine reprise par le président Xi Jinping. Comme l'avait anticipé Alain Peyrefitte dans un Carnet de l'Académie française, *La Chine s'est éveillée*, et cet éveil nourrit des ambitions expansionnistes²³⁰. Ces dernières s'articulent autour d'une volonté de s'établir comme puissance hégémonique régionale en exerçant un contrôle sur le Pacifique. Cet objectif a été mis en évidence lors du *Débat Munk de 2007* à Toronto, où David Li, Niall Ferguson, Fareed Zakaria et Henry Kissinger ont débattu de la montée en puissance de la Chine et de son influence mondiale²³¹. Les experts s'accordaient à dire que la Chine avait atteint un seuil de puissance lui permettant d'imposer ses conditions sur la scène internationale. La question demeure toutefois de savoir si cette puissance sera bénéfique ou menaçante pour le système international.

²²⁹ Jacques Gernet, *Le monde Chinois*, op. cit, pp. 121-131. Le texte évoque les multiples raisons des conquêtes expansionnistes sous les Han, notamment les raisons politiques, économiques, sécuritaires et diplomatiques.

²³⁰ Alain Peyrefitte, *La Chine s'est éveillée* : Carnets de route de l'ère Deng Xiaoping, Édition du Club France Loisirs, Paris Arthème Fayard, 1996-1997.

²³¹ Niall Ferguson and David. D Li VS Henry Kissinger and Fareed Zakaria, *Does the 21st Century Belong to China, The Munk Debate on China*, Edited by Rudyard Griffiths, and Patrick Luciani, 2011, p. 11.

Certains observateurs s'inquiètent de l'usage que la Chine pourrait faire de son *hard power*. Ils estiment que Pékin ne tolérera plus d'être dominée par d'autres puissances, comme ce fut le cas après sa défaite face au Japon en 1895, qui marqua l'effondrement de son influence régionale. Ils soulignent également le rôle croissant de la Chine en mer de Chine méridionale, où elle mobilise d'importants moyens militaires pour appuyer ses revendications territoriales face à ses voisins. Depuis sa guerre contre le Vietnam en 1979, les tensions territoriales dans cette région se sont exacerbées. La modernisation de l'Armée populaire de libération (APL), initiée par Xi Jinping en 2013, s'est accompagnée d'une augmentation annuelle du budget militaire de 10,7 %, faisant de la Chine une superpuissance militaire et maritime²³². Pierre Picquart²³³, ainsi que Jean-Paul Chagnollaud et Pierre Blanc dans la *Revue Confluences Méditerranée* (2019), soulignent que, grâce à ses capacités militaires croissantes, Pékin redessine la géographie maritime en mer de Chine du Sud²³⁴. Elle y impose un cadre juridique où seules les règles servant ses intérêts s'appliquent. Ce système rappelle le *Ce Feng* qui avantageait autrefois la Chine impériale. Depuis 1996 avec Jiang Zemin, Pékin s'est doté d'une doctrine juridique incitant ses experts à utiliser le droit international comme un levier stratégique contre ses adversaires. Comme le révèlent les généraux de l'APL, Qiao Liang et Wang Xiangsu, dans leur ouvrage *La guerre hors limites*, la Chine s'appuie sur des conflits non militaires pour établir un ordre géo-juridique favorable à ses intérêts²³⁵. Cette approche, qualifiée de « *lawfare* » par les experts américains²³⁶, permet à Pékin non seulement de dominer ses voisins de l'ASEAN dans le Pacifique, mais aussi de contenir l'influence des États-

²³² Dennis J. Blasko, (2013). "The 2013 Defense White Paper in Perspective", China Briefing, The Jamestown Foundation, *Global Research & Analyse*, <https://jamestown.org/program/the-2013-defense-white-paper-in-perspective/>, Le 17 octobre, 2024. En réalité, les données concernant le budget de la Défense de la Chine restent floues. En 2007, le département américain de la Défense surveillait attentivement l'évolution des dépenses militaires de Pékin, soulignant que les autorités chinoises gardaient le secret sur leurs investissements réels. Cette prudence fait écho aux propos de Jiang Enzhu, qui avait annoncé une hausse de 17,6 %, portant le budget militaire à 417,8 milliards de yuans (57,2 milliards de dollars) pour 2008. Le Pentagone, cependant, estimait ce budget entre 97 et 139 milliards de dollars pour 2007. Pékin reconnaît par la suite une augmentation de 19,5 % en 2006, ce qui permet de déduire le budget de 2008. Certains analystes estiment toutefois que les dépenses chinoises pourraient être trois fois supérieures aux chiffres officiels, atteignant en parité de pouvoir d'achat (PPA) environ 450 milliards de dollars, ce qui placerait la Chine au même niveau que les États-Unis. Selon Mamoudou Gazibo et Roromme Chantal, *Un nouvel ordre mondial made in China ?*, le SIPRI évalue le budget militaire chinois à 252 milliards de dollars en 2020 (contre un montant officiel de 209 milliards en 2021). La Chine possède ainsi la plus grande armée d'Asie, loin devant l'Inde (73 milliards), la Russie (62 milliards) et le Japon (49 milliards). https://www.sipri.org/media/press_release/2021/world-military-spending-rises-almost-2-trillion-2020. Cité par : Jean-Pierre Cabestan, *Demain la Chine : guerre ou paix ?*, op. cit., p. 35.

²³³ Pierre Picquart, *La Chine une puissance militaire ?*, Paris, Éditions Favre SA, 2013.

²³⁴ Jean-Paul Chagnollaud, Pierre Blanc et al, *La Chine : nouvelle puissance méditerranéenne*, Confluence méditerranée, Revue Trimestrielle 109/été 2019, iReMMO, Éditions L'Harmattan, 2029.

²³⁵ Qiao Liang et Wang Xiangsui, *La guerre hors limites*, Traduit du chinois et annoté par Hervé Denès, Paris, Éditions Payot & Rivages pour la traduction française, 1999-2003-2006.

²³⁶ Orde. F Kittrie, *Lawfare: Law as a weapon of war*, Oxford University Press, 2016, p. 23.

Unis, perçus comme une menace pour son hégémonie régionale. Toutefois, l'idée que la Chine se lancerait dans une confrontation militaire pour imposer son hégémonie mondiale est largement nuancée par de nombreux spécialistes. Ceux-ci estiment que Pékin privilégiera son *soft power* pour atteindre ses objectifs. Comme le souligne Pierre Picquart, un conflit militaire avec l'Occident serait contre-productif pour deux raisons majeures. D'une part, la Chine a besoin de la stabilité pour poursuivre son développement intérieur et son expansion économique au-delà de ses frontières. D'autre part, historiquement, elle n'a jamais cherché à dépasser sa sphère régionale ni à s'engager dans des guerres ou des alliances menaçant directement la souveraineté d'autres États²³⁷. Ainsi, bien que la Chine renforce progressivement son influence régionale et internationale, elle privilégie des stratégies économiques, diplomatiques et juridiques plutôt qu'une confrontation militaire directe avec l'Occident.

F. La précarité du *soft power*

Il est bien établi que la puissance domine l'ensemble du dispositif pratique et intellectuel dans le domaine des études internationales. Cette évidence s'explique par la diversité des approches sur le *power politics*, qu'elles soient qualifiées de *hard* (basées sur la matière) ou de *soft* (fondées sur l'idée). L'articulation qui suit dans ce chapitre concerne le second visage de la puissance, qui émerge des approches idéationnelles nourries par le savoir, et dont les États-Unis revendiquent la paternité. C'est impressionnant de constater comment, depuis le début des années 2000, de nombreuses études sur le *soft power* ont envahi divers domaines des études internationales, à tel point qu'un simple clic sur Google nous offre plus de deux milliards de résultats. Le professeur Mijgiang Li de la *Nanyang Technological University* a présenté les résultats d'une étude qu'il a menée, intégrée dans la base de données *China National Knowledge Infrastructure* (CNKI). Cette étude illustre l'évolution de l'usage du concept de *soft power* en Chine entre 1994 et 2007. Elle démontre qu'entre 1994 et 2000, la production annuelle se limitait à huit articles, mais qu'entre 2000 et 2004, ce nombre a bondi à 53, poursuivant sa croissance entre 2005 et 2007 pour atteindre 314 articles²³⁸.

Pourtant, malgré l'intérêt considérable qu'il suscite chez les chercheurs, les décideurs politiques et les médias, ce concept reste précaire et ambigu, tout comme la matière qu'il

²³⁷ Pierre Picquart, op. cit, pp. 104-103.

²³⁸ Hongyi Lai and Yiyi Lu and al, *China's Soft Power and International Relations*, Editions Series, China policy series, 2012, p. 16.

cherche à défendre : la sécurité. Le terme "soft power" est utilisé pour la première fois par le professeur Joseph Nye Jr. de la *Kennedy School of Government* à l'Université de Harvard à la fin des années 1980. Il l'emploie alors pour expliquer ce qui est largement perçu comme la victoire du bloc occidental sur le bloc soviétique. Nye développe l'idée selon laquelle les mutations du système international, à l'issue de la confrontation entre les deux superpuissances, ont entraîné des changements sectoriels qui ont modifié la nature même de la puissance. Cela a conduit à l'émergence d'une nouvelle catégorie de puissance, « intangible et immatérielle ». À l'époque où il invente ce concept, Nye ne voit aucun autre État utiliser une telle dimension de la puissance en dehors des États-Unis. Pourtant, le *soft power* va connaître d'autres applications, en particulier en Chine, où il sera traduit en 1992 par He Xiaodong et publié par la réputée *China's Military Translation Press*²³⁹. Cela a donné naissance en Chine à un débat sur le concept et ses usages, culminant avec son adoption officielle par Pékin en 2007. Aujourd'hui, on évoque même un *soft power* aux caractéristiques chinoises, souvent désigné par les termes (*ruan guoli, ruan lilian ou ruan shili*)²⁴⁰. Il est utile de comprendre les véritables origines du *soft power* (1) afin de saisir son application en Chine (2) qui serviront d'outil d'analyse pour le chapitre suivant.

1. Origine et pratiques du *soft power*

À l'origine, l'analyse du politologue américain Joseph Nye se concentre sur les nouvelles capacités acquises par la puissance américaine, lui permettant de transférer son influence vers d'autres sphères et de s'adapter au phénomène de mondialisation. Plus concrètement, les transformations subies par la structure internationale entraînent l'émergence de nouveaux acteurs et de moyens complexes de communication et d'échanges. De nouvelles technologies rendent ainsi obsolètes les perceptions classiques de la puissance et ses sources traditionnelles, (force militaire, poids démographique, géographie, ressources stratégiques²⁴¹). Cela permet le développement d'une nouvelle génération de puissance fondée sur l'économie, l'éducation, la technologie de pointe, les compétences institutionnelles d'un acteur étatique, ainsi que sur la capacité à tirer profit de l'interdépendance systémique. Wang Hunning propose une définition

²³⁹ Voir avec, Emmanuel Lincot et Barthélémy Courmont, *La Chine en défi*, Document, Éditions Erick Bonnier, 2012, p. 135.

²⁴⁰ Voir avec, Jean-Pierre Cabestan, *La politique internationale de la Chine : Entre intégration et volonté de puissance*, 2^e édition mise à jour et enrichie, Paris : Les Presses de Science Po, 2015, p. 100.

²⁴¹ Voir avec, Barthélémy Courmont, « Le soft power chinois : entre stratégie d'influence et affirmation de puissance », In « *Revue d'études comparatives Est-Ouest* », 2012, n° 41, pp. 287- 309, p. 288.

du concept à laquelle Nye adhère, dans un article paru en 2004. Il décrit le *soft power* comme « la capacité d'un acteur à influencer les désirs des autres en raison de sa force d'attraction », s'opposant ainsi au *hard power*, qui se définit comme la capacité de contraindre les actions des autres. Autrement dit, « si un pays a une culture et une idéologie admirable, les autres pays auront tendance à le suivre [...] sans qu'il ne soit besoin de faire usage d'un *hard power* plus coûteux et moins efficace²⁴² ». Dans un texte plus récent, Nye clarifie son concept initialement imprécis en divisant les sources du *soft power* en trois catégories principales : la culture, les valeurs politiques internes et la politique étrangère. À ces catégories, il ajoute certains aspects de la puissance économique et militaire, souvent associés au *hard power*²⁴³. Cette première définition donnée au *soft power* qui met en avant la « contrainte objective » pour faire rétrograder au second plan la « contrainte subjective »²⁴⁴ sans pour autant s'en défaire, démontre toute l'ambiguïté du concept, comme il fut démontré avec le discours sur la servitude volontaire, chez le philosophe français Étienne de La Boétie. Car la servitude volontaire ne découle jamais du plein gré. Par conséquent, le concept lui-même invite à explorer divers usages, tant sur sa « quiddité » que sur sa fonction. Qu'est-ce qu'un concept ambigu ? Barry Buzan offre un éclairage sur ce qui est considéré comme tel. Un concept ambigu est un concept « essentiellement contesté [...] qui non seulement fait l'objet d'usages concurrents, mais qui, parce que vague, *open-ended* et ambiguë, ne peut pas ne pas avoir des usages et des interprétations discutables, malgré toutes les précautions de vocabulaire dont peuvent faire preuve ceux qui recourent à un tel concept²⁴⁵ ». « En quelque sorte, un concept essentiellement contesté est un concept qui n'existerait pas en tant que concept sans les usages concurrents dont il est l'objet²⁴⁶ ». Cet éclairage de Buzan à la lumière de Dario Battistella, indiquera les formes contestables que prend le *soft power* sur son origine, sa source, et son application.

Tout d'abord, bien que les Américains attribuent l'émergence du concept de *soft power* aux travaux du politologue Joseph Nye et à son application aux États-Unis, il est essentiel de relativiser, voire de contester, cette assertion. Nye a certes proposé une application théorique, mais comme l'a souligné de La Boétie, « le propre de l'hégémonie est de produire le maximum

²⁴² Voir : Emmanuel Lincot et Barthélemy Courmont, Ibid.

²⁴³ Barthélemy Courmont, *ibid*, p. 289.

²⁴⁴ Par contrainte objective, l'auteur entend les mécanismes à partir desquels une tactique de pouvoir non coercitif permet d'obtenir une soumission volontaire de l'acteur vers qui l'action est entreprise. À l'inverse, la contrainte subjective résulte des mécanismes coercitifs exercés par un acteur (A), qui oblige l'acteur (B) à se soumettre sans que sa volonté ne soit acquise.

²⁴⁵ Barry Buzan, *People, States and Fear*, op. cit., Dans Dario Battistella, Jérémie Cornut, Élie Baranets, op. cit, p. 557.

²⁴⁶ Ibid.

d'efforts dans le but de persuader » les autres acteurs du bien-fondé de sa domination. Pour ce faire, l'hégémon doit distiller des drogues qui, sous l'effet de leurs effets, amènent les cibles à accepter, voire revendiquer, cette domination. Athènes, par exemple, était la puissance culturelle de son temps. Son régime démocratique était considéré comme un modèle à suivre, au point que des villes comme Samos furent imposées par la force. Le trésor de la ligue de Délos fut déporté à Athènes, et les pratiques religieuses des membres de la ligue se confondaient avec celles dédiées à Athéna. Pourtant, le recours à la force brute n'était jamais bien loin de cette attraction culturelle, comme en témoigne le sort réservé aux Méliens et aux Samosiens. De même, l'Empire ottoman dominait par sa religion, sa langue et ses nombreux trésors acquis. Constantinople était la ville des lumières, et l'Empire musulman abritait de nombreuses communautés religieuses chrétiennes et laïques qui s'acquittaient d'un tribut (la *dîma*) pour bénéficier de la protection de l'empire. Ce fut également le cas des Habsbourg sous le règne de Charles Quint, qui utilisait les deux Réformes comme garant de l'Europe chrétienne, qui s'étendait jusqu'à la Russie tsariste. Ne se faisait-il pas appeler le Saint-Empire romain germanique ? Cette même puissance douce se reproduisait avec les idées des Lumières, sur lesquelles reposait le pouvoir de Napoléon. Jules Ferry et Ernest Renan utilisaient la religion chrétienne pour justifier la colonisation, au prétexte d'amener les peuplades sauvages à la lumière de la civilisation chrétienne et de ses bienfaits. Une allocution prêtée au ministre belge des Colonies, Jules Renquin, aux missionnaires nouvellement arrivés au Congo en 1920, est très évocatrice à ce propos. Par ailleurs, la Grande-Bretagne, qui a porté l'idéologie libérale en son sein, a également fait usage de son *soft power*, comme l'a démontré Fareed Zakaria²⁴⁷.

Contrairement à la servitude volontaire qui émerge d'un sentiment propre des dominés, qui se soumettent grâce à l'exercice d'une division du travail dans laquelle la religion chrétienne jouerait le rôle socialisateur²⁴⁸, le *soft power* a été envisagé par Nye pour soutenir la faiblesse de la puissance américaine, observée pendant la débâcle de la deuxième guerre du Vietnam en 1970. On ne s'étonnera pas de constater que l'idée d'une puissance douce, dépassant les dimensions classiques du *hard power*, ait émergé dans les années 1980. La thèse largement répandue selon laquelle le *soft power* aurait été inventé pour justifier la victoire des États-Unis sur l'URSS n'est pas complète sans tenir compte des défaites cuisantes que le *hard power* américain a subi sur de nombreux terrains d'opération, comme en Somalie en 1993. Il était donc impératif pour les États-Unis de trouver un mode de domination plus subtil, en réaction à

²⁴⁷ Fareed Zakaria, *Le monde post-américain*, op. cit., pp. 241-244.

²⁴⁸ Bertrand Badie, *L'hégémonie contestée*, op. cit., p. 80.

l'échec de l'usage militaire traditionnel. C'est dans ce contexte que l'idée de puissance douce a été retenue par Joseph Nye. Il a puisé dans les travaux d'Antonio Gramsci et son discours sur l'hégémonie culturelle pour proposer une solution à la crise du *hard power*. Comme le souligne Bertrand Badie, cette transition vers le *soft power* reflète une reconnaissance croissante des limites de l'approche militaire dans un monde interconnecté et complexe :

Le *soft power* repose sur l'intensité d'une médiation active fondée sur l'utilisation d'un capital existant, au sein duquel le facteur économique et le facteur technologique jouent un rôle essentiel, non pas parce qu'ils représentent, mais parce qu'ils créent. La puissance des universités américaines n'est pas principalement symbolique, [...] mais elles génèrent un sentiment fort de reconnaissance du fait de leur solidité matérielle comme par les opportunités exceptionnelles qu'elles offrent à ceux qui en sont diplômés²⁴⁹.

Un tel pouvoir d'attraction, qui peut être construit à partir de divers éléments — qu'ils soient d'ordre politique, social, technologique, culturel, ou liés à la notoriété publique et privée — ne pouvait que susciter un intérêt croissant en Chine. Cette dernière voit en effet des opportunités émerger avec le déclin relatif du *soft power* américain. Alors que les États-Unis peinent à maintenir leur influence sur la scène internationale, la Chine cherche à capitaliser sur cette vacance en renforçant son propre *soft power*, afin de redéfinir son image et ses relations sur le plan global. Cette quête s'inscrit dans une stratégie plus large visant à promouvoir ses valeurs et à établir une position de leader dans un monde multipolaire.

2. Le *soft power* aux caractéristiques chinoises (*ruan shili*)

Lorsque le concept de *soft power* émerge en Chine à la suite des années 1990, il ne fait pas l'unanimité. Son intérêt initial provient principalement de l'élite intellectuelle, tandis que les dirigeants du Parti communiste chinois (PCC) affichent un certain mépris pour ce qu'ils qualifient de « concept occidental », surtout dans un contexte encore marqué par les violences des événements de la place Tian'anmen en 1989. Cependant, les intellectuels chinois adoptent rapidement le concept de *soft power*, jouant ainsi le rôle que l'Italien Antonio Gramsci attribue à cette classe : « une puissance dont l'émergence de l'élite dirigeante viendrait légitimer la force sur laquelle repose leur domination ». C'est dans ce cadre que le débat académique s'empare du *soft power* pour en explorer toutes les dimensions et les applications. En 1992, le texte fondamental de l'Américain Joseph Nye Jr. est traduit par He Xiaodong, marquant ainsi

²⁴⁹ Ibid, pp. 80-81.

une étape cruciale dans l'introduction de cette notion en Chine. Peu après, Wang, dans son article « La culture comme puissance nationale », propose la première définition du concept dans le contexte chinois. Il avance que l'idéologie et la culture d'un pays, lorsqu'elles sont admirables, génèrent une attraction telle que les autres pays seront enclins à le suivre, sans qu'il soit nécessaire de recourir à la coercition²⁵⁰. Contrairement à l'orientation plurifonctionnelle que Joseph Nye attribue au *soft power* américain, que nous pouvons qualifier ainsi, le *soft power* chinois, tel que défini par Wang, met davantage l'accent sur la culture comme facteur essentiel de la production du consentement. Cependant, il existe un manque de consensus parmi les intellectuels occidentaux quant à l'accueil du concept de *soft power* à Pékin. Le célèbre sinologue français et directeur scientifique de l'IRIS, Barthélémy Courmont, esquisse les débats entourant la réception du concept de Nye en Chine²⁵¹.

Selon Bonnie Glaser et Melissa Murphy, la notion a d'abord été accueillie favorablement en Chine, tandis que Sheng Dieng et Li Mingjiang soulignent le faible impact du texte en raison de l'isolement international dans lequel la Chine se trouvait, conséquence de son usage souvent irrévérencieux du *hard power*. Courmont précise que ce n'est véritablement qu'en 1990 que « la Chine émerge vraiment du traumatisme de Tian'anmen²⁵² », permettant ainsi un regain d'intérêt pour son *soft power* dans les milieux académiques et politiques. Courmont identifie deux raisons expliquant le désintérêt de la Chine pour le *soft power*. La première tient à son expérience historique, notamment son alignement idéologique avec les pays du Sud durant la période du non-alignement, illustré par la conférence de Bandung en 1955. Dans un monde bipolaire dominé par l'URSS et les États-Unis, la Chine s'est alors présentée comme une alternative crédible à la logique de la guerre froide, attirant l'attention des élites intellectuelles. Cependant, les résultats se sont révélés décevants pour Pékin, en grande partie à cause des ravages de la Révolution culturelle (1966-1976) et des politiques économiques qui auraient causé la mort de près de 40 millions de personnes (le Grand Bond en avant 1958-1962). Face à ces échecs, il n'est donc pas surprenant que la nouvelle génération chinoise ait adopté les

²⁵⁰ Voir avec, Barthélémy Courmont, "Soft power Debates in China", *Academic Foresights*, en citant Wang Huning, "Culture as National Power: Soft Power" (zuowei guajia shili de wenhua: ruan quanli), *Journal of Fudan University (fudan daxue xuebao)*, 1993, pp. 23-28.
<https://www.bing.com/ck/a?!&p=3f8b467a4660f101286bf1208d9c2b78b0b4fab63e89339aaa763bea7e10190bJmldHM9MTY1MTg3NTc1OCZpZ3VpZD05YmYzNTBIZS01MDMyLTQ3ZjEtOGU5OC1hZjlkYmRiZmJhMzcmaW5zaWQ9NTEzNw&ptn=3&fclid=08e90158-cd8b-11ec-b9ee-42db799c6ba1&u=a1aHR0cHM6Ly93d3cuYWVhZGVtaWVtZm9yZXNpZ2h0cy5jb20vU29mdF9Qb3dlcl9EZWJhdGVzX2luX0NoaW5hLmh0bWw&ntb=1>. Cette définition est partagée par Nye dans son ouvrage de 2004. Voir, Joseph S. Nye Jr, *Soft Power: The Means to Success in World Politics*, Public Affair, 2004.

²⁵¹ Ibid.

²⁵² Ibid.

réformes impulsées par Deng Xiaoping. Cette analyse est partagée par plusieurs spécialistes de la Chine, dont Jean-Pierre Cabestan (2010-2015), Emmanuel Lincot (2019) et Roromme Chantal (2015-2020). Le second phénomène, partagé par de nombreux sinologues, résulte de l'agora interne au Parti Communiste Chinois (PCC), où les conservateurs étaient peu enclins à emprunter aux stratégies occidentales. Néanmoins, il existe un consensus parmi les experts selon lequel le débat autour du *soft power* a d'abord émergé au sein de l'élite intellectuelle avant de s'étendre à la classe politique et aux médias (Pang, 2006 ; Meng, 2007 ; Kurlantzick, 2007 ; Courmont, 2009-2012 ; Cabestan, 2010-2015).

Depuis cette période, le concept de *soft power* a connu de nombreuses évolutions, au point qu'il est désormais possible de parler d'un *soft power* aux caractéristiques purement chinoises, ce qui le distingue du modèle américain. Il convient de noter que, malgré cela, les spécialistes chinois ne parviennent pas à s'accorder sur une définition unique du *soft power*, engendrant ainsi la formation de différentes écoles de pensée sur le sujet. Parmi ces écoles, la vision culturelle et idéationnelle de l'école de Shanghai s'est rapidement imposée comme dominante. Cette école, qui s'aligne sur la vision initialement présentée par Wang, a favorisé la première orientation que le PCC a donnée à sa stratégie de politique étrangère. Le directeur émérite du *Shanghai Institute for International Studies* (SIIS), Yu Xintian, résume cette vision culturaliste en affirmant que « le soft power se compose d'idées et de principes, d'institutions et de mesures politiques qui opèrent à l'intérieur de la culture d'une nation et qui ne peuvent en être séparés ». Ainsi, la puissance culturelle englobe ici les autres ressources du *soft power* identifiés par Nye, comme l'indique Emmanuel Lincot : « le *soft power* chinois [...] s'appuie sur une large tradition régaliennne [...] largement antérieure à l'avènement du régime communiste²⁵³ ».

Après que les intellectuels chinois ont exprimé la nécessité d'un usage stratégique du *soft power*, le Parti Communiste Chinois (PCC) a réagi pour la première fois de manière significative en 2002, lors du XVII^e Congrès national. À cette occasion, il a été décidé de lancer un système de réforme dans le domaine culturel, visant à ce que la culture serve les intérêts nationaux. Puis, en 2007, avec le duo Hu Jintao-Wen Jiabao, la stratégie d'affirmation culturelle de la Chine a pris une nouvelle dimension. Le *soft power* chinois se présentait désormais comme une vaste stratégie d'affirmation de puissance, souvent désignée sous le terme de "consensus de Pékin". Cette stratégie a généré de nombreuses craintes, notamment à mesure que la Chine mettait en œuvre divers projets tels que l'Initiative de la Ceinture et de la Route

²⁵³ Emmanuel Lincot, *Chine, une nouvelle puissance culturelle ? : Soft power & Sharp power*, Les Essais Médiatiques, MkF, 2019, pp. 20-21.

(BRI) et le projet de réforme de la sécurité en Asie-Pacifique. Ces développements ont contribué à alimenter les inquiétudes concernant l'ascension d'une Chine perçue comme menaçante.

Conclusion du chapitre premier

Dans un texte souvent considéré comme une réponse au coup d'État survenu en France en 1851, Karl Marx, le penseur à la barbe emblématique, adresse une critique à Hegel qui résume parfaitement la progression argumentative de ce chapitre. Dans cette critique, Marx souligne que :

Hegel fait quelque part cette remarque que tous les grands événements et personnages historiques se répètent pour ainsi dire deux fois. Il a oublié d'ajouter : la première fois comme tragédie, la seconde fois comme farce [...], les hommes font leur propre histoire, mais ils ne le font pas arbitrairement, dans les conditions choisis par eux, mais dans les conditions directement données et héritées par le passé. La tradition de toutes les générations mortes pèse d'un poids très lourd sur le cerveau des vivants²⁵⁴.

Aussi, faut-il croire en ce destin qui s'impose aux puissances modernes, ce piège de Thucydide déterminé par la loi de la naissance et du déclin des grandes puissances, qui conduit irrévérencieusement à un affrontement belligène entre Chine et États-Unis ? Le politologue américain John Mueller en reste peu convaincu. Il considère que les dynamiques internationales ne suivent pas nécessairement un schéma prévisible de conflit inévitable entre puissances montantes et établies. Selon lui, les interactions entre nations peuvent également évoluer vers des formes de coopération et de coexistence pacifique, même face à des rivalités palpables²⁵⁵. Mueller souligne que, bien que les tensions entre ces deux pays soient indéniables, il existe des opportunités de dialogue et d'engagement qui pourraient éviter une escalade militaire. Cette perspective remet en question l'idée selon laquelle un affrontement est inéluctable, incitant à explorer des voies alternatives pour gérer la concurrence géopolitique : « l'évolution des idées

²⁵⁴ Karl Marx, *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, Paris, Les Éditions Sociales, 1969, Traduction de la 3^e Édition allemande 1885, p. 9.

²⁵⁵ John Mueller, (2021). "China: Rise or Demise?": China, even if it rises, does not present much of a security threat to the United States, *CATO Institute*, <https://www.cato.org/policy-analysis/china-rise-or-demise>, Le24 novembre, 2024.

des grandes nations, quant à leur conduite à l'égard des autres pays du monde, rend caduc la plupart des concepts clés sur lesquels reposent les relations internationales ²⁵⁶».

Cette réalité n'échappe pas au concept de puissance, qui signifie influence ou statut, mais auquel il est ajouté une connotation militaire très forte. Pourtant, l'exemple du Japon montre que la puissance peut être acquise par des exploits économiques et non militaires, si bien que le terme est devenu trompeur et tendancieux. Mais peut-on, avec Mueller, en dire autant de la Chine, qui ne partage pas les valeurs occidentales et qui conserve sa mémoire humiliante vis-à-vis de l'Occident ? La puissance de la Chine ne laisse personne indifférent. En effet, Lionel Vairon s'interrogeait déjà sur la puissance militaire et diplomatique de la Chine et son rapport au concept de menace chinoise. Il souligne que la montée en puissance de la Chine ne peut être appréhendée seulement à travers le prisme militaire, mais doit également être considérée sous l'angle de son développement économique fulgurant, de ses avancées technologiques, et de sa diplomatie proactive.

Vairon insiste sur le fait que cette puissance, bien qu'impressionnante, suscite des craintes, notamment en ce qui concerne son expansion dans la région Asie-Pacifique et son influence croissante sur les systèmes politiques et économiques mondiaux. Il en découle une perception ambivalente de la Chine : d'un côté, elle est perçue comme un acteur clé pour la stabilité économique mondiale, et de l'autre, comme une menace potentielle pour l'ordre international établi. Cette dualité souligne la nécessité d'un dialogue renouvelé entre les puissances, afin de mieux comprendre les intentions et les stratégies de la Chine tout en cherchant des solutions collaboratives aux défis globaux²⁵⁷.

Pourtant, il n'a pas fallu attendre les travaux de Vairon pour voir les conclusions des rapports de la CIA, qui identifient les nouvelles menaces mondiales en 2022. Ce rapport annuel dresse en tête de liste des menaces globales : la Chine, suivie de la Russie, de l'Iran, de la Corée du Nord, ainsi que des enjeux liés à la sécurité sanitaire, au changement climatique, à la

²⁵⁶ John Mueller, « Le concept de puissance et la politique internationale depuis la fin de la guerre froide », *Études internationales*, Volume 26 n°4, 1995, pp. 711-727. p. 711. <https://id.erudit.org/iderudit/703523ar>.

²⁵⁷ Lionel Vairon, « La puissance militaire et diplomatique chinoise : Le concept de « menace chinoise » est-il toujours d'actualité ? », <https://www.bing.com/ck/a?!&&p=41fe5e7c7f4dd6f63bf324d6be3e9f9d7db9956dd78ac4121bea786fae498eb6JmItdHM9MTY1MTg2OTQ0NCZpZ3VpZD1lZTU3NTE3ZC04YmY4LTQxMTgtYTNhNS05ODElOTM5YWZmYTImaW5zaWQ9NTE2NA&ptn=3&fclid=55a56bf9-cd7c-11ec-89f8-bdaa4c12c33a&u=a1aHR0cDovL3d3dy5zb2NpZXRLc3RyYXRlZ2l1LmZyL3BkZi9hZ2lyNDV0eHQwOS5wZGY&ntb=1>, Texte en accès libre Pdf.

dégradation de l'environnement, aux questions transnationales et, enfin, aux conflits et à l'instabilité.

Cette hiérarchisation des menaces témoigne de la perception croissante de la Chine comme un acteur stratégique dont l'influence peut altérer l'équilibre géopolitique. La manière dont le rapport aborde la Chine va au-delà des simples considérations militaires. Il évoque également des préoccupations relatives à l'expansion économique, aux initiatives de la Route de la soie, et à l'utilisation des technologies émergentes pour renforcer son influence. De plus, la Russie, avec ses ambitions expansionnistes, est souvent mentionnée en parallèle avec la Chine, illustrant une dynamique où ces deux puissances, bien que concurrentes sur certains fronts, agissent parfois en tandem pour défier l'ordre mondial établi. L'inclusion de l'Iran et de la Corée du Nord souligne également la complexité des enjeux de sécurité, où des acteurs moins conventionnels jouent un rôle significatif dans la dynamique régionale et mondiale.

Ces conclusions de la CIA invitent donc à une réflexion approfondie sur les nouvelles réalités géopolitiques. Elles soulignent l'importance d'une approche globale et intégrée pour comprendre et répondre aux défis que pose la montée en puissance de la Chine, en considérant non seulement ses capacités militaires, mais également son influence économique et culturelle²⁵⁸. En identifiant la Chine comme principale menace, la CIA relance les débats sur la menace chinoise et sur les priorités de la puissance américaine dans un moment de crise de l'hégémonie. Ce rapport indique relativement les nombreux défis auxquels doit faire face une Chine émergente.

²⁵⁸ Adrien Jaulmes et Lucas Menget, *Les Nouvelles menaces sur notre monde : vue par la CIA, Russie, Ukraine Europe de l'Est et autres risques de conflits*, Équateurs Document. Éditeurs/Humanis, 2022.

CHAPITRE II : La prise en compte de la montée en puissance de la Chine

Trop massive pour passer inaperçue, la Chine, au moment de son émergence dans les années 2000 après des décennies de retrait relatif, doit affronter un environnement international empreint de méfiance, notamment de la part des puissances occidentales. Ces dernières craignent qu'un nouvel acteur, capable de bouleverser l'équilibre mondial, prenne de plus en plus de place. Cette montée en puissance fait écho à la célèbre prophétie attribuée à Napoléon Bonaparte : « Quand la Chine s'éveillera, le monde tremblera. » Une prédiction qui semble se réaliser alors que la Chine s'affirme comme une force incontournable sur la scène mondiale. L'inquiétude générée par l'ascension de la Chine ne repose pas seulement sur son immense population, qui représente environ un quart de l'humanité, mais aussi sur l'accumulation progressive de différents leviers de puissance. Qu'il s'agisse de son économie en plein essor, de ses avancées technologiques ou de son influence culturelle croissante, la Chine développe une capacité à remodeler les règles du jeu international, en défiant directement ou indirectement les acteurs traditionnels comme les États-Unis et l'Europe.

Cette montée en puissance s'accompagne de tensions visibles, notamment en Asie-Pacifique, où la stratégie chinoise combine à la fois des éléments de *soft power*, visant à séduire et attirer, et des aspects de *hard power*, manifestés par sa force militaire croissante et sa politique d'expansion territoriale. Les projets ambitieux tels que la *Belt and Road Initiative* (BRI), qui étend son influence économique et infrastructurelle sur plusieurs continents, sont également perçus comme des instruments d'une stratégie hégémonique non déclarée. Ce contexte amène une question centrale : la Chine est-elle une menace pour l'ordre mondial ou simplement une puissance en quête de reconnaissance légitime ? Le débat reste ouvert, et les perceptions varient selon les perspectives géopolitiques et les intérêts nationaux des uns et des autres. Néanmoins, il est clair que la réémergence de la Chine sur la scène internationale n'est pas un phénomène isolé, mais bien le fruit d'une transformation systémique et stratégique qui remonte à des décennies de réformes économiques et politiques sous la direction du Parti communiste chinois. La méfiance de l'Occident, renforcée par les politiques de Xi Jinping, s'explique aussi par le fait que la Chine ne partage pas les mêmes valeurs démocratiques. À travers son modèle de gouvernance autoritaire, ses ambitions technologiques, et sa vision singulière du développement mondial, Pékin apparaît de plus en plus comme un concurrent idéologique, économique et politique pour l'Occident. Ainsi, le réveil chinois, loin d'être une

surprise, est devenu l'une des dynamiques les plus déterminantes et les plus débattues de notre époque.

Comme le précisent Mamoudou Gazibo et Roromme Chantal, « quel que soit le critère que l'on choisit, la Chine se qualifie comme puissance : elle est en passe de devenir la seconde économie du monde derrière les États-Unis ; elle est le pays qui modernise le plus rapidement et massivement son arsenal nucléaire après les États-Unis ; elle dispose de l'arme nucléaire et vient d'entrer dans le club sélect des puissances spatiales²⁵⁹ ». La concentration de puissance en Chine, bien qu'impressionnante, comporte effectivement de grands risques, tant pour ses voisins que pour elle-même, si elle ne parvient pas à la gérer judicieusement. Ce défi multifacette se décline sur plusieurs fronts, et la Chine doit jongler avec un ensemble complexe de pressions internes et externes pour réussir à maintenir sa position sans sombrer dans des confrontations destructrices.

Premièrement, Pékin doit rassurer ses propres citoyens. L'ascension de la Chine au statut de grande puissance n'est pas seulement une question de politique étrangère, mais aussi de légitimité interne. Le Parti communiste chinois (PCC) doit convaincre sa population que cette montée en puissance mondiale bénéficie directement à son bien-être. Toutefois, des inégalités économiques persistantes, des pressions sociales croissantes et des aspirations diverses parmi les différentes classes sociales mettent à rude épreuve cette narrative. Si le bien-être économique est compromis ou si les inégalités se creusent davantage, l'élite dirigeante pourrait être confrontée à des contestations internes.

Deuxièmement, la Chine doit également rassurer ses voisins, avec lesquels elle entretient souvent des relations tendues. Que ce soit dans la mer de Chine méridionale, où ses revendications territoriales provoquent des frictions avec des pays comme le Vietnam et les Philippines, ou face à des puissances régionales comme l'Inde ou le Japon, la méfiance vis-à-vis de Pékin est omniprésente. Si la Chine échoue à adopter une approche non menaçante, elle risque d'alimenter davantage de coalitions et d'alliances anti-chinoises dans la région, à l'image de l'AUKUS ou du Quad. Ces alliances perçues comme des moyens de contenir son influence pourraient alors pousser la Chine à renforcer encore davantage son arsenal militaire, exacerbant ainsi les tensions.

²⁵⁹ Mamoudou Gazibo et Roromme Chantal, *Un nouvel ordre mondial made in China ?*, op. cit, pp. 33-34.

Enfin, convaincre la communauté internationale, et en particulier les États-Unis, de la pacificité de son ascension est un défi colossal. À un moment où Washington s'est longtemps engagé dans des conflits contre le terrorisme au Moyen-Orient et en Irak, la montée en puissance de la Chine redirige l'attention vers une compétition de grande puissance. Bien que la Chine affirme qu'elle souhaite une émergence pacifique, l'influence croissante qu'elle exerce sur les institutions internationales, son initiative de la *Belt and Road* (BRI), et ses démonstrations de force militaire incitent à des doutes et des craintes parmi les grandes puissances, notamment les États-Unis.

Les théories classiques des relations internationales, portées par des penseurs tels que Robert Gilpin, John Mearsheimer, Paul Kennedy, ou encore Graham Allison, suggèrent que l'ascension d'une nouvelle puissance mondiale conduit souvent à un remodelage de l'agenda international, souvent par le biais de conflits belligènes. L'idée du "piège de Thucydide", popularisée par Allison, postule que l'émergence d'une puissance ascendante (ici la Chine) face à une puissance dominante établie (les États-Unis) tend historiquement à déboucher sur une guerre, en raison de la peur et des malentendus. Chaque grande puissance, dans son ascension, se voit elle-même comme un acteur bienfaisant, capable d'apporter ordre et progrès au système international. Cependant, comme l'histoire l'a démontré, cette vision altruiste est souvent perçue comme une menace par les autres acteurs, menant inévitablement à des affrontements et à des luttes hégémoniques. La Chine, en dépit de ses ambitions, n'est pas immunisée contre ces dynamiques structurelles. Si elle échoue à gérer ses relations internationales de manière habile, elle pourrait être entraînée dans une spirale de confrontation militaire, non pas par choix, mais par nécessité, comme l'ont montré de nombreux précédents historiques.

Pour que l'ascension de la Chine ne soit pas perçue comme menaçante, l'utilisation stratégique du *soft power* devient cruciale. En effet, comme beaucoup d'analystes l'ont souligné, Pékin doit s'appuyer sur une "stratégie d'affirmation de puissance" qui privilégie l'influence culturelle, économique et diplomatique plutôt que la coercition militaire. Cette approche s'inspire en partie du modèle américain développé par Joseph Nye, où le *soft power* a joué un rôle important dans la transformation de l'influence mondiale des États-Unis, particulièrement après des périodes de succès mitigés du *hard power*. Pour la Chine, le recours au *soft power*, en tant que stratégie de politique étrangère, vise à atténuer les craintes d'une montée en puissance agressive. Contrairement aux années où sa politique étrangère était principalement axée sur l'affirmation militaire et les démonstrations de force, la Chine a

progressivement pris conscience que pour atteindre un statut de superpuissance sans déclencher de tensions internationales majeures, elle devait présenter une image plus attrayante et non menaçante. En ce sens, le *soft power* permet de projeter une image pacifique et coopérative, rendant l'influence chinoise plus acceptable aux yeux des autres nations²⁶⁰.

Effectivement, le *soft power* chinois ne se limite pas aux trois piliers initiaux évoqués par Joseph Nye (culture, valeurs politiques internes et politique étrangère)²⁶¹. Le cas de la Chine présente un paradoxe dans l'utilisation de cette puissance douce, car Pékin ne s'appuie pas uniquement sur des ressources culturelles ou idéologiques, mais combine aussi des éléments de puissance plus tangibles, souvent associés au *hard power*. Ce mélange entre puissance douce et dure, voire une approche "smart power"²⁶², qui combine efficacement les deux, reflète une stratégie plus complexe et pragmatique dans la projection de la Chine sur la scène internationale. David Scott souligne bien cette tension entre les deux formes de puissance en expliquant que l'ascension de la Chine s'accompagne d'une maîtrise à la fois d'outils de puissance traditionnels, comme les capacités économiques et militaires, mais aussi de ressources plus immatérielles, comme la culture et l'influence symbolique. Ce paradoxe se manifeste lorsque la Chine mobilise des initiatives de *soft power*, telles que l'*Initiative Belt and Road* (BRI), pour renforcer son influence à travers des investissements massifs dans les infrastructures mondiales, tout en conservant des stratégies de pression économique ou diplomatique²⁶³. La Chine va donc mettre une grande dose de pragmatisme dans sa politique étrangère pour atteindre ses buts.

L'ascension du *soft power* chinois repose en effet sur plusieurs concepts profondément ancrés dans la culture et les valeurs chinoises. Parmi ces concepts, l'"ascension pacifique" et le "développement harmonieux" qui ont été promus par des dirigeants comme le président Hu Jintao, occupent une place centrale dans la stratégie de la Chine pour façonner son image et renforcer son influence mondiale. Ces notions sont conçues pour projeter une image non menaçante de la Chine, tout en affirmant subtilement son rôle croissant sur la scène internationale. La montée en puissance de la Chine, souvent attribuée à son *soft power*, est un

²⁶⁰ Maria Repnikova, (2022). "The Balance of Soft Power: The American and Chinese Quests to Win Hearts and Minds", *Foreign Affairs*, <https://www.foreignaffairs.com/articles/china/2022-06-21/soft-power-balance-america-china>, Le 06 juin, 2022.

²⁶¹ Voir, Mingjiang Li, *Soft power: China's Emerging Strategy in International Politics*, LEXINGTON BOOKS, Estover Road, Plymouth PL6 7PY, United Kingdom, 2009.

²⁶² Emmanuel Lincot, *Chine, Une Nouvelle Puissance Culturelle*, op. cit.

²⁶³ David Scott, "David Scott, China and the International System, 1840-1949: Power, Presence and Perceptions in a Century of Humiliation", In, *East Asia, State University of New York Press, New York*, 2008, Volume 26, (2009), pp. 247-250.

phénomène complexe qui soulève plusieurs questions quant à l'efficacité réelle de cette stratégie d'influence. Dans ce contexte, Joshua Kurlantzick et d'autres spécialistes du sujet ont souligné que la culture constitue une ressource essentielle, voire primordiale, du *soft power*, particulièrement dans le cas de la Chine²⁶⁴. Mais pour comprendre comment évaluer cette stratégie et ses résultats, il est important d'examiner plusieurs aspects clés : la nature de cette montée en puissance, la manière dont elle est perçue à l'international, et les doutes autour de la portée réelle de cette influence culturelle. Plus concrètement il est utile d'analyser la montée en puissance de la Chine entre *soft power* et stratégie de puissance (I). Puis évaluer la perception internationale de cette montée en puissance (II).

I. La montée en puissance pacifique de la Chine : *Soft power* ou stratégie de puissance ?

La montée en puissance de la Chine sur la scène internationale, notamment depuis les années 2000, suscite de plus en plus d'inquiétudes au sein de la communauté internationale. Dotée d'importantes ressources matérielles et économiques, la Chine affiche également une volonté claire de redéfinir les rapports de force mondiaux, en particulier face à l'hégémonie américaine. Pour atteindre ses objectifs, elle a opté pour une stratégie subtile combinant dissimulation de ses réelles capacités, usage du *soft power* et promotion de la diplomatie multilatérale. Ce virage s'est accentué avec l'arrivée de Xi Jinping au pouvoir en 2012.

Dans un premier temps, la Chine a adopté, dès la fin des années 1970 sous l'impulsion de Deng Xiaoping, une politique étrangère axée sur un profil bas. L'idée maîtresse était de « dissimuler ses capacités et attendre son heure²⁶⁵ », permettant à la Chine de s'intégrer au système international tout en se concentrant sur son développement économique. L'objectif central était de minimiser les tensions avec les grandes puissances, particulièrement les États-Unis, en mettant en avant une montée en puissance dite pacifique²⁶⁶. C'est ce que Tanguy Struye de Swielande, en reprenant l'analyse de Christopher Layne, a appelé la *grande stratégie*²⁶⁷. Dans cette optique, le *soft power* est devenu un levier stratégique majeur. Pékin a

²⁶⁴ Joshua Kurlantzick, *Charm Offensive: How China's Soft Power is Transforming the World*, A New Republic Book, Yale University Press New Haven and London, 2007.

²⁶⁵ Il est important de souligner que la diplomatie de profil bas n'a pas nécessairement atteint ses objectifs avec Hu-Jintao. Entre 2000 et 2008, la Chine a suscité de nombreuses craintes de la part de ses voisins, mais aussi des États-Unis, ce qui a contribué à alimenter la thèse de la menace chinoise.

²⁶⁶ Tanguy Struye de Swielande, « Les États-Unis et le nouvel ordre mondial émergent », *Les Cahiers du RMES*, vol. 5, n 1, 2008, p. 78. Cité dans, Mamoudou Gazibo et Roromme Chantal, *Un nouvel ordre mondial made in China ?*, Ibid. p. 12.

²⁶⁷ Ibid.

massivement investi dans la promotion de sa culture à travers, par exemple, ses instituts Confucius, cherchant ainsi à redorer son image internationale. Des projets d'envergure comme les Nouvelles Routes de la Soie (BRI) et une politique de coopération économique visent également à projeter l'image d'une Chine bienveillante, prête à épauler les pays en développement tout en consolidant ses propres intérêts économiques et géostratégiques. Ces initiatives illustrent une volonté de réduire les appréhensions liées à son émergence, et d'assurer que celle-ci ne soit pas perçue comme menaçante.

Cependant, cette approche a ses limites, notamment depuis l'arrivée de Xi Jinping, qui marque un changement de ton significatif²⁶⁸. Avec la publication du Livre blanc sur la Défense en 2013, la Chine a commencé à dévoiler plus ouvertement ses capacités militaires, tout en affirmant ne pas chercher à dominer le monde. Cette période coïncide avec une posture internationale plus affirmée, voire assertive.

Sous Xi Jinping, la Chine a intensifié sa présence militaire, notamment dans la mer de Chine méridionale, tout en renforçant ses alliances avec des pays non-alignés sur les États-Unis²⁶⁹. Bien que Pékin insiste sur sa volonté de ne pas remettre en cause l'ordre international établi, certains observateurs perçoivent cette affirmation de puissance comme une forme de révisionnisme déguisé²⁷⁰. La construction de bases militaires et la pression sur Taïwan ou d'autres voisins régionaux alimentent les spéculations sur les intentions réelles de Pékin.

L'évolution du discours officiel reflète également ce basculement. Sous Deng Xiaoping, l'accent était mis sur la modernisation interne et la coopération internationale. Cependant, sous Xi Jinping, la rhétorique a changé. Le concept de « rêve chinois », prônant une renaissance nationale et le retour de la puissance chinoise au premier plan, traduit cette nouvelle posture plus affirmée²⁷¹. Cela soulève des interrogations sur la nature même du *soft power* chinois. Là où il reposait principalement sur la culture, les relations économiques et la diplomatie, il semble désormais se conjuguer à des éléments de *hard power*, brouillant la frontière entre puissance douce et projection militaire.

Finalement, la montée en puissance de la Chine repose sur un équilibre fragile entre un usage habile du *soft power* pour apaiser les craintes extérieures (A) et une affirmation

²⁶⁸ Jean-Pierre Cabestan, *La politique internationale de la Chine : Entre intégration et volonté de puissance*, 2^e édition mise à jour et enrichie, SciencesPo Les Presses, 2015, p.107.

²⁶⁹ Ibid.

²⁷⁰ Ibid.

²⁷¹ Ibid.

croissante de sa puissance (B). Si elle continue à se présenter comme une puissance pacifique, la transformation de son discours, notamment sous Xi Jinping, montre une volonté d'afficher ses capacités tout en cherchant à remodeler l'ordre mondial à son avantage²⁷² (C). Cette ambivalence alimente les débats autour de la nature de l'ascension de la Chine et de la menace potentielle qu'elle pourrait représenter pour l'équilibre international actuel.

A. L'utilisation du *soft power* et la diplomatie chinoise pour éviter les conflits

L'objectif principal de la Chine montante a été de ne pas entrer en confrontation directe avec la puissance américaine, qui disposait encore de ressources colossales pour la contenir, comme l'avait souligné John Mearsheimer à la veille des attentats du 11 septembre 2001. Pour ce faire, la Chine a adopté une stratégie proactive, consistant à s'insérer progressivement dans l'espace multilatéral et bilatéral, désarmant ainsi plus efficacement les craintes extérieures et rendant son image et sa politique étrangère plus acceptables sur la scène internationale.

Dès les années 2000, la Chine a entrepris un investissement actif au sein des Nations Unies, cherchant à se positionner comme une force de proposition. L'objectif était de contribuer à une démocratisation du système international en défendant des principes comme celui de la non-ingérence dans les affaires intérieures des autres États, tout en promouvant une diplomatie fondée sur le concept de *win-win*, ou *gongying* (« bénéfice partagé ») ou encore *duoying* (« bénéfice pour tous »). Cette approche visait à offrir une alternative ni révisionniste ni fermement alignée sur le *statu quo*, mais plutôt une voie médiane permettant à la Chine de se présenter comme une puissance responsable, soucieuse de la coopération et du développement mutuel.

Par cette stratégie, Pékin espérait calmer les inquiétudes de ses partenaires internationaux tout en consolidant ses propres ambitions²⁷³. L'une des actions les plus remarquables de la Chine est sans doute son rôle en tant que régulateur de la sécurité, notamment en lien avec la Corée du Nord, l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS), le Forum régional de l'ASEAN (ARF), l'ONU, et la gestion de la crise en Irak. En adoptant cette politique étrangère, la Chine agissait sur deux fronts : protéger ses intérêts tout en étendant son influence internationale, en particulier dans la région de l'Asie-Pacifique. Là, elle a su s'imposer en tant que leader régional, comme nous le verrons dans le chapitre 6.

²⁷² Ibid.

²⁷³ Ibid, p. 69.

Cependant, cet engagement pour des relations internationales plus démocratiques n'a pas toujours été perçu de manière positive ou équitable. En effet, comme l'ont déjà souligné des analystes tels que Emmanuel Lincot et Barthélémy Courmont, la Chine s'était déjà positionnée dans les années 1950 comme une alternative au dualisme de la Guerre froide, qui opposait les États-Unis et l'URSS. Ce positionnement a contribué à alimenter certaines réticences face à ses ambitions, malgré son discours d'ouverture et de coopération²⁷⁴. En 1950, Zhou Enlai opérait des initiatives en faveur du mouvement tiers-mondiste traduisant la volonté de Pékin de ne pas s'aligner sur Washington ou Moscou²⁷⁵. Plus près encore, Deng Xiaoping rappelait à de nombreuses reprises lors d'un discours aux Nations Unies en avril 1974 que « la Chine ne prétendra jamais au statut de superpuissance²⁷⁶ », ce même si le 23 septembre 2009, le président Hu Jintao prononcera un discours à l'Assemblée Générale des Nations Unies, où il rappelle la nécessité pour l'organisation de conjuguer avec une Chine plus influente dans le système multilatéral²⁷⁷. La Chine ne manque aucune occasion de proposer des modèles alternatifs de règlement pacifique des différends, agissant tant de manière proactive que réactive, tout en faisant évoluer ses ambitions en fonction de ses succès. Cette approche lui permet de cultiver discrètement une posture hégémonique, incitant ainsi de nombreux acteurs à se tourner vers elle et à adopter sa vision du multilatéralisme.

Lorsque le conflit russo-ukrainien a éclaté le 24 février 2022, de nombreux acteurs, y compris les États-Unis, ont cherché à déterminer la position officielle de Pékin. Des inquiétudes persistantes existaient dans les milieux occidentaux quant à un éventuel alignement de la Chine sur la posture agressive de Moscou. Pourtant, la diplomatie de Pékin a évolué de manière prudente. Dans un premier temps, les médias chinois ont fait écho à des discours tenant les États-Unis en partie responsables de l'agression. Par ailleurs, à travers son ministre des Affaires étrangères, Wang Yi, la Chine a publié un document articulé en six points, affirmant son attachement aux règles et principes des Nations Unies²⁷⁸. Un positionnement qui pour beaucoup paraît ambiguë eu égard à ses alliances stratégiques avec la Russie²⁷⁹. Toutefois, la posture de Pékin ressemble plus à celle d'une puissance majeure, comme le mentionne Samuel Kim dans un article paru dans la revue *Current History*, publié en 1992. « Une grande

²⁷⁴ Emmanuel Lincot et Barthélémy Courmont, *La Chine en Défi*, op. cit, p. 116.

²⁷⁵ Ibid.

²⁷⁶ Ibid.

²⁷⁷ Ibid.

²⁷⁸ Evan S. Medeiros, (2022). "China's Strategic Straddle: Analyzing Beijing's Diplomatic Response to the Russian Invasion of Ukraine", In *China Leadership Monitor*, <https://www.prcleader.org/medeiros-1>, Le 16 septembre 2024.

²⁷⁹ Ibid.

puissance est et devient ce qu'elle accomplit²⁸⁰ ». Confronté à ce que Evan Medeiros appelle un « trilemme » diplomatique immédiat²⁸¹, qui l'invite à préserver sa relation stratégique avec Moscou, l'adhésion aux principes fondamentaux de la politique étrangère chinoise, et le besoin de stabilité avec les États-Unis et l'Europe²⁸². Une posture de grande puissance qui n'est pas sans séduire de nombreux chefs d'États, en particulier dans le Sud global. À l'occasion de la crise ukrainienne, le président ougandais Yoweri Museveni a ainsi loué la diplomatie chinoise, affirmant qu'elle était bien meilleure que les « deux poids, deux mesures » souvent pratiqués par les Occidentaux²⁸³. Cette appréciation illustre comment la Chine parvient à se positionner comme une alternative attrayante pour de nombreux pays en développement, en proposant un modèle de coopération basé sur le respect de la souveraineté nationale et l'absence de conditionnalités idéologiques. C'est pourtant dans le média japonais *Nikkei* qu'il constate la différence de traitement entre la réponse chinoise, qu'il considère comme plus rationnelle, et celle des Occidentaux, qu'il juge sous-optimale pour un monde aspirant à la paix. Il en profite également pour rejeter l'affirmation selon laquelle Pékin accroît son influence en attirant les petites économies dans un piège de la dette. Cette perspective souligne une volonté de remettre en question les narrations dominantes qui entourent la stratégie de développement de la Chine, en la présentant comme une option pragmatique et bénéfique pour les pays en développement.

L'Afrique a connu ces 600 dernières années en raison de la traite des esclaves, du colonialisme, du néocolonialisme, et aucun d'entre eux n'est venu de Chine [...], la Chine avait soutenu la lutte des africains contre le colonialisme avant de commencer ses activités économiques sur le continent, ils n'imposent pas leur offre si vous n'en voulez pas²⁸⁴.

Si la stratégie initiale de Pékin n'était pas de se présenter comme une puissance révisionniste, on peut néanmoins attester, avec Cabestan, que depuis 2014, les nouvelles orientations de la politique étrangère adoptées par Xi Jinping traduisent ce que l'on pourrait qualifier de révisionnisme souple ou doux. Ce changement de cap met en lumière une volonté de la Chine de redéfinir les règles du jeu international tout en évitant une confrontation directe, s'efforçant plutôt d'influencer les normes et les institutions à son avantage²⁸⁵. Certes, le discours

²⁸⁰ Samul S. Kim, "China as a Regional Power", In *Current History*, University of California Press, Volume 91, (1992), pp. 247-252. <https://doi.org/10.1525/curh.1992.91.566.247>.

²⁸¹ Ibid.

²⁸² Ibid.

²⁸³ Xinhua, « La diplomatie chinoise est bien « meilleure que celle de l'occident », En ligne, French.people.cn, (2022). <http://french.peopledaily.com.cn/Chine/n3/2022/0321/c31354-9973655.html>, Le 16 septembre, 2024.

²⁸⁴ Ibid.

²⁸⁵ Jean-Pierre Cabestan, Ibid, p. 73.

chinois demeure profondément ancré dans les notions d'« harmonie » et de « solution gagnant-gagnant », qui servent de fondement à sa rhétorique diplomatique²⁸⁶. Pékin s'investit massivement dans les organisations internationales et les processus de coopération, cherchant ainsi à promouvoir une image positive de son influence sur la scène mondiale. Cette approche vise à renforcer ses liens avec d'autres nations tout en consolidant sa position en tant qu'acteur incontournable sur la scène internationale²⁸⁷. L'accord conclu en 2014 entre le président américain et la Chine sur le climat témoigne d'une évolution significative, alors que les positions des deux pays étaient auparavant radicalement opposées lors des sommets de Kyoto et de Copenhague. Il devient donc évident que la politique étrangère du Parti communiste chinois (PCC) depuis 2014 vise à établir la Chine comme une puissance équivalente, voire supérieure, aux États-Unis. On observe ainsi un éloignement progressif de la posture douce

²⁸⁶ La politique étrangère de la Chine est basée, depuis les années 1950, sur quatre facteurs majeurs : l'opposition sino-soviétique, parfois symbolisée par les Mouvements de libération nationale (MLN) ; le soutien chinois aux populations du Sud, notamment en Afrique, dans les secteurs agricole et sanitaire ; la rivalité sino-taïwanaise ; et la diplomatie de reconnaissance bilatérale entre Pékin et les capitales africaines.

Cette politique s'est construite autour de principes à la fois idéologiques et pragmatiques, évoluant au fil du temps en fonction des ambitions de la Chine dans le monde en développement et des réalités géopolitiques. Elle s'ancre notamment dans les cinq principes de la coexistence pacifique, énoncés à la conférence de Bandung : coexistence pacifique, non-ingérence dans les affaires intérieures d'autres États, égalité et bénéfices mutuels, non-agression et respect de l'intégrité territoriale des nations.

Entre 1963 et 1982, la politique étrangère chinoise est marquée par trois grandes constantes : l'exportation du dogme révolutionnaire chinois, la lutte contre les grandes puissances impérialistes (États-Unis et URSS) et l'engagement auprès du tiers-monde. Toutefois, malgré la dimension idéologique de la politique africaine chinoise, Zhou Enlai insistait sur le fait que Pékin n'entendait pas exporter la révolution en Afrique et exigeait un comportement exemplaire de ses diplomates.

Entre 1963 et 1964, Zhou Enlai effectue une série de voyages diplomatiques afin de renforcer les relations sino-africaines en attirant de nouveaux partenaires, en dénonçant le néocolonialisme, en faisant la promotion de la voie révolutionnaire maoïste et, lorsque possible, en critiquant l'URSS. Ces visites l'amènent notamment en Égypte, au Maroc, en Algérie, au Soudan, en Guinée-Conakry, au Ghana, au Mali, en Éthiopie, en Somalie et en Tunisie. À Bamako et à Accra, Zhou Enlai énonce huit nouveaux principes qui guideront la politique africaine de la Chine jusqu'en 1982 : égalité entre partenaires, bénéfices mutuels, respect de la souveraineté, recours à des dons ou à des prêts sans intérêt, allègement des charges, renforcement des capacités locales, respect des obligations et égalité de traitement entre les exportations chinoises et les productions locales.

En 1975, l'Assemblée nationale populaire adopte les Quatre Modernisations, qui vont accélérer le développement économique du pays et conduire à la création des Zones économiques spéciales (ZES) en 1979. Face aux défis hérités de la Révolution culturelle, ces réformes, lancées sous Deng Xiaoping, permettent à la Chine de rattraper son retard sur le Japon et l'Occident. Elles concernent la défense nationale, l'industrie, la science et la technologie, ainsi que l'agriculture. Cette transformation entraîne une réorientation de la politique africaine de la Chine, qui repose désormais sur de nouveaux principes formulés par Zhao Ziyang lors de ses onze voyages en Afrique entre 1982 et 1983. Ces principes sont : égalité et bénéfices mutuels (résumés par la formule *win-win*), résultats concrets, diversification des formes d'aide et progrès commun.

Se démarquant des approches occidentales en matière de diplomatie économique, la Chine privilégie une diplomatie d'abstraction, s'appuyant sur des concepts tels que la « diplomatie d'une grande puissance responsable », la « culture de l'harmonie et de la coopération », le « rêve chinois » et la « nouvelle ère ». Cette stratégie lui permet de développer un modèle de coopération distinct en dehors des cadres internationaux traditionnels.

Sous Xi Jinping, et notamment à partir de 2021, la Chine fait évoluer sa politique économique en Afrique vers un véritable partenariat d'égal à égal, structuré autour de quatre principes : la sérénité, les résultats concrets, l'amitié et la bonne foi, ainsi que la recherche du bien commun et des intérêts partagés (*Conseil d'État chinois, 2021*).

²⁸⁷ Ibid, p. 75.

adoptée par Hu Jintao. En 2003, le secrétaire général du PCC avait lancé une campagne en faveur de la notion d'« ascension pacifique », mais cette approche s'est révélée trop agressive pour certains et trop contraignante pour d'autres²⁸⁸. Cette campagne a échoué, car elle faisait percevoir la Chine comme une menace future. Cela a conduit le PCC, en 2004, à modifier cette notion en optant pour celle de « développement pacifique », qui semble moins agressive et présente la Chine, au sein d'organisations internationales comme l'OMC, comme un pays en développement. En juin 2018, Pékin a même accueilli la troisième réunion annuelle des commissions nationales de l'UNESCO à Shanghai, se positionnant comme un ardent défenseur des Objectifs de développement durable (ODD) et offrant, pour la première fois, un cadre permettant à tous les pays de participer sur un pied d'égalité. Cette action marque une rupture significative avec les objectifs précédents, qui ne permettaient qu'aux pays industrialisés d'agir comme bailleurs de fonds. C'est un véritable positionnement symbolique pour établir de nouvelles relations Nord-Sud et Sud-Nord, d'autant plus que les États-Unis avaient annoncé leur retrait de l'UNESCO. Pour le sinologue français Jean-Pierre Cabestan, il s'agit ni plus ni moins d'un « révisionnisme masqué²⁸⁹ », car la montée en puissance utilisée par Pékin ne peut que remettre en cause le *statu quo* pour transformer progressivement et en sa faveur les rapports de force internationaux. Cela se manifeste également dans le discours prononcé par Xi Jinping lors de la cérémonie d'ouverture de la conférence annuelle 2022 du Forum de BOAO pour l'Asie. À cette occasion, le responsable du PCC a souligné à ses partenaires la nécessité de relever les nouveaux défis mondiaux, dans un contexte troublé par la crise sanitaire de la COVID-19 et par diverses crises militaires. Il a affirmé que la stabilité économique et politique du monde dépend de celle de l'Asie, en déclarant : « Lorsque l'Asie se porte mieux, le monde va mieux²⁹⁰ ». Il interpelle ses collaborateurs sur l'état du monde et profite de cette occasion pour positionner la Chine comme une solution aux problèmes du siècle présent :

[...] Actuellement les changements que traversent le monde et l'histoire s'opèrent de manière sans précédent et nous posent des défis qu'il faut traiter avec sérieux. N'étant pas encore sortis de l'ombre de l'épidémie inédite depuis un siècle, nous sommes confrontés à de nouveaux risques sécuritaires traditionnels. Au moment où la reprise de l'économie mondiale demeure fragile et faible, le fossé de développement se creuse davantage. Alors que le déficit de gouvernance dans les domaines comme le climat reste à combler, de

²⁸⁸ Ibid.

²⁸⁹ Ibid.

²⁹⁰ Voir, L'agence de presse Xinhua, « Publication d'un recueil de discours de Xi Jinping », Allocution du président Xi Jinping à la cérémonie d'ouverture de la conférence annuelle 2022 du Forum de BOAO pour l'Asie, (Texte intégral), En ligne, <http://french.peopledaily.com.cn/Chine/n3/2022/0421/c31354-10087057.html>.

nouveaux enjeux comme la gouvernance numérique viennent se poser devant nous. Dans un tel contexte, la présente Conférence, placée sous le thème "Le monde pendant la COVID-19 et au-delà : Travailler ensemble au développement mondial et à un avenir partagé", revêt une signification importante. Comme dit un adage chinois, "Les difficultés ne sauraient ébranler l'engagement et les épreuves ne sauraient affaiblir la résolution". L'Histoire de l'humanité nous enseigne que plus le moment est difficile, plus il faut raffermir la confiance. [...]. Pendant les décennies écoulées, l'Asie a maintenu la stabilité dans l'ensemble et réalisé une croissance rapide et soutenue, créant le "miracle asiatique". Quand l'Asie va bien, le monde entier ira mieux²⁹¹.

B. L'affirmation de puissance et la dimension révisionniste

Les premiers travaux relatifs à la stratégie d'affirmation de puissance de la Chine se sont d'abord concentrés sur sa puissance dure, en particulier sa capacité à contraindre plusieurs acteurs par la force, notamment en Asie-Pacifique. De nombreux rapports américains soulignent que la possibilité d'un conflit militaire avec la Chine, notamment en ce qui concerne la situation à Taipei, serait imminente²⁹². Cependant, bien que cette observation puisse sembler légitime au regard de la rhétorique de Pékin concernant ce qu'elle considère comme sa question de sécurité nationale et géopolitique, la Chine s'est largement positionnée comme une puissance avec laquelle il faudra composer, en utilisant ce que Mamoudou Gazibo et Roromme Chantal qualifient de « diplomatie centrée sur l'économie²⁹³ ». Les auteurs soulignent une observation générale selon laquelle la Chine n'est pas le seul acteur sur la scène internationale à posséder des capacités militaires, des influences politiques et normatives, ainsi que des atouts économiques, des capacités qu'elle partage avec les États-Unis et l'Union européenne²⁹⁴. Cependant, contrairement à ses deux prédécesseurs dans la période post-guerre froide, la Chine a amorcé une large influence économique à l'échelle mondiale depuis les années 2000. Elle s'étend de manière stratégique en Europe, tirant parti d'une Europe politiquement désunie, tout en développant ses relations avec l'Afrique, l'Amérique latine — traditionnellement considérée comme l'arrière-cour des États-Unis — et le Grand Moyen-Orient.

En analysant l'influence croissante de la Chine sur la scène mondiale depuis les années 2000, Joshua Kurlantzick affirme : « pour la première fois depuis des siècles, la Chine est en

²⁹¹ Ibid.

²⁹² Jean-Pierre Cabestan, Ibid. pp. 47-114.

²⁹³ Mamoudou Gazibo et Roromme Chantal, *Un nouvel ordre mondial made in China ?*, Ibid, chapitre 3.

²⁹⁴ Ibid.

train de devenir une puissance internationale, avec des ambitions de politique étrangère globales. En fait, la Chine pourrait devenir la première nation depuis la chute de l'Union soviétique à rivaliser sérieusement avec les États-Unis pour le contrôle du système international²⁹⁵ ». Cette analyse, qui va au-delà d'un simple fantasme, est devenue une préoccupation centrale à Washington, touchant même les spécialistes de la politique étrangère qui s'intéressent aux dynamiques de changement dans la répartition de la puissance mondiale. À titre d'exemple, Kevin Rudd, alors chef du Parti travailliste australien, avait présenté le livre de Joshua Kurlantzick, *Charm Offensive : How China's Soft Power is Transforming The World*, à l'ancien président américain George W. Bush, afin de lui rappeler « pourquoi les États-Unis ont perdu de leur influence²⁹⁶ », soulignant que la *soft power* déployé par Pékin influence largement le monde en développement. Ainsi, la Chine émerge comme une préoccupation majeure. Cette inquiétude se trouve renforcée par une étude réalisée par l'*US Congressional Research Service* (CRS), qui a examiné en profondeur l'influence du *soft power* chinois en Asie, en Afrique et en Amérique latine au premier semestre de l'année 2008²⁹⁷. Cela illustre clairement les préoccupations américaines concernant l'influence croissante de la Chine à l'échelle mondiale. Une influence qui se manifeste de manière concrète à travers la dynamique de sa politique étrangère, laquelle vise à relier son développement intérieur à l'ouverture sur le monde extérieur, en alignant son essor économique avec celui des autres régions. À cet égard, son engagement renforcé en Afrique est particulièrement révélateur, comme en témoignent les visites de hauts dignitaires chinois sur le continent, qui ont suscité un intérêt croissant ces dernières années²⁹⁸. On peut ainsi noter son implication lors du Forum de Coopération Chine-Afrique (FOCAC), créé en 2000. Le troisième Sommet Chine-Afrique s'est tenu à Pékin en novembre 2006, réunissant 48 dirigeants africains. De même, le quatrième Sommet s'est déroulé en novembre 2009 au Caire. En septembre 2018, le Forum s'est tenu pour la septième fois à Pékin, témoignant ainsi d'une relation privilégiée entre la Chine et le continent africain²⁹⁹. Le Forum réunissait 54 délégations venues d'Afrique, en plus des dirigeants issus de l'ONU, de l'Union africaine et de 26 organisations africaines et internationales. Son thème, « Communauté

²⁹⁵ Mamoudou Gazibo et Olivier Mbabia, « La politique africaine de la Chine montante à l'ère de la nouvelle ruée vers l'Afrique » In *Revue Études internationales*, Volume 41, numéro 4, 2010, pp. 521-546, En Ligne. <https://id.erudit.org/iderudit/045561ar>.

²⁹⁶ Voir avec, Mijiang Li, *Soft power, China Emerging Strategy in International politics*, Ibid, p.2.

²⁹⁷ Ibid.

²⁹⁸ Mamoudou Gazibo and Oliver Mbabia, "How China seduces Africa", 24 | *The Focus: Africa and the Chinese way*, *The Newsletter* | No.60 | Summer 2012, https://www.iias.asia/sites/default/files/nwl_article/2019-05/IIAS_NL60_2425.pdf.

²⁹⁹ Voir avec, Emmanuel Lincot, *Chine, Une nouvelle puissance culturelle ? : Soft power & Sharp power*, Les Essais Médiatiques, MkF éditions, 2019, pp. 122-126.

de destin et partenariat mutuellement avantageux », mettait en lumière la montée en puissance de la Chine en tant que premier partenaire commercial du continent africain³⁰⁰. Cela rappelle l'augmentation des investissements directs étrangers (IDE) de la Chine en Afrique, ainsi que son aide au développement, qui se renforce depuis deux décennies. Lors de ce septième sommet, la Chine a mis en avant des initiatives ciblées dans les secteurs éducatif et culturel, répondant ainsi aux besoins de développement du continent. Bien que Pékin soit critiqué par de nombreux acteurs occidentaux qui la considèrent comme une « nouvelle puissance prédatrice » cherchant à s'appropriier les ressources énergétiques et naturelles de l'Afrique, il est essentiel de souligner que ces critiques sont souvent infondées. Gazibo et Mbabia notent qu'au-delà des aspects purement économiques de l'implication chinoise en Afrique, il convient de prendre en compte, comme le rappelle Kurlantzick, les enjeux liés à la construction d'une réputation et de *soft power*, ainsi qu'une forme de compétition avec d'autres nations³⁰¹. Cette association complexe d'intérêts stratégiques permet à Pékin de capitaliser sur un passé partagé d'humiliation avec l'Afrique, dans le cadre de ce que l'on pourrait appeler la nouvelle ruée vers l'Afrique³⁰². En Amérique latine, la Chine entretient également des relations fructueuses. Elle se classe souvent comme le deuxième, et parfois même le premier partenaire commercial de la région, selon les indicateurs considérés. Bien qu'elle ne soit pas particulièrement active dans le multilatéralisme au sein du Forum de Coopération Asie-Pacifique (APEC), elle détient un statut d'observateur à l'Organisation des États américains (OEA). Parallèlement, la Chine promeut la mise en œuvre de mécanismes tels que le Forum Chine-Amérique latine, le Dialogue Chine-Mercosur et la consultation Chine-Communauté andine³⁰³.

Ce faisant, la Chine se positionne en tant que nouvelle puissance culturelle, comme le souligne Emmanuel Lincot³⁰⁴. Elle étend son charme culturel en prenant en compte les préoccupations mondiales. Par exemple, en 2006, la ligne directrice nationale pour le développement culturel a consisté à promouvoir une stratégie de « sortie », visant à accroître la compétitivité et l'influence des produits culturels chinois à l'échelle internationale³⁰⁵. La stratégie proposée dans ce document vise à tirer parti de divers festivals pour promouvoir la compréhension internationale de la culture chinoise. Elle encourage également une

³⁰⁰ Ibid.

³⁰¹ Mamoudou Gazibo et Olivier Mbabia, « La politique africaine de la Chine montante à l'ère de la nouvelle ruée vers l'Afrique », op. cit.

³⁰² Ibid.

³⁰³ Ibid.

³⁰⁴ Emmanuel Lincot, Idem, op. cit.

³⁰⁵ Ibid, p. 51.

participation active aux prises de décision pour accroître l'influence de la Chine sur la scène mondiale. Cela implique de cultiver des réseaux internationaux pour la vente de produits culturels chinois et de soutenir les entreprises culturelles orientées vers l'étranger. L'ancien directeur du Bureau d'information du Conseil d'État, Zhao Qizheng, a souligné que « la Chine devrait considérer la revitalisation de sa culture et le renforcement de la communication culturelle avec le monde extérieur comme une tâche cruciale pour le destin de la nation ³⁰⁶ ». Cette importance ne cesse de croître, notamment avec le renouveau des ventes d'antiquités, telles que l'encre et la porcelaine, qui attirent de nombreux collectionneurs. On se souvient notamment de l'acquisition de la Chicken Cup en 2014 par le milliardaire Liu Yiqian, une vente qui avait suscité une vive polémique sur les réseaux sociaux³⁰⁷. Cette même année, il a également payé un prix record de 45 millions de dollars pour un tangka tibétain sur toile du XVe siècle. En 2016, une peinture de Ren Renfa (1255-1327) a été vendue pour 96 millions de dollars lors d'une enchère chez Poly Auctions à Pékin³⁰⁸. Cette offensive culturelle s'étend également aux milieux universitaires, avec une amélioration du système d'enseignement supérieur en Chine, qui s'inspire davantage du modèle américain, notamment en ce qui concerne le financement de la recherche et l'ouverture sur le monde³⁰⁹. Les Budgets publics ne représentent que 40 % des budgets totaux de quatre des plus grandes universités chinoises : Jiaotong de Shanghai, Jiaotong de Xi'an, Tsinghua et l'Université du Zhejiang³¹⁰. Les frais de scolarité dans ces universités représentent une autre partie du financement, tandis que le reste est produit par des revenus extérieurs. De même, le gouvernement chinois offre d'énormes bourses qui attirent plusieurs étudiants du monde et particulièrement ceux du Sud Global³¹¹, dans des secteurs clés de la recherche. Avec le « programme 111 », mis en place par le ministère de l'Éducation (MoE), la Chine vise à attirer des talents au niveau national, en ciblant particulièrement 1 000 scientifiques de haut niveau dans les domaines de la science et de la technologie issus des 100 meilleures universités du monde³¹². L'objectif avoué de la Chine est de mettre en place 100 centres d'attraction de talents capables d'innover, afin d'aider les centres

³⁰⁶ Shen Suru, « Kaizhan 'ruan shili' yu dui wai chuanbo de yanjiu » [Effectuer des recherches sur *le soft power* et les communications externes], Dui wai da chuanbo [*Grand External Communications*] 7 (2006) : 24–8. Le texte est cité dans Migjiang Li, Ibid.

³⁰⁷ Emmanuel Lincot, Ibid, pp. 36-44.

³⁰⁸ Ibid.

³⁰⁹ Ibid, pp. 96-99.

³¹⁰ Ibid.

³¹¹ Pour la seule année 2016, la Chine aurait accueilli 442 773 étudiants, soit une augmentation de 11,35 % en glissement annuel. Une augmentation de 60 % pour la venue des étudiants internationaux, soit (+10 % annuel en Asie) ; 16 % venant de l'Europe (+7 % en glissement annuel) ; 14 % venant d'Afrique, (+23 % en glissement annuel) ; 9 % venant d'Amérique du Nord, centrale et du Sud, et 1,5 % venant d'Océanie.

³¹² Ibid.

de recherche et les universités chinoises à devenir les leaders mondiaux dans leur domaine. Parallèlement, la Chine promeut sa culture à travers la multiplication des Instituts Confucius dans le monde, dont la plupart sont établis au sein des universités et entièrement financés par Pékin. Consciente d'avoir pris du retard par rapport aux puissances traditionnelles, notamment les États-Unis, la Chine investit massivement dans ce qui est considéré comme les ressources du *soft power* pour séduire le Grand Sud.

Entre une diplomatie axée sur l'évitement des conflits et un engagement sournois envers une affirmation de puissance, la montée en puissance de la Chine suscite de nombreuses intrigues, alimentant les médias, les fascinations, ainsi que les appréhensions et anxiétés de nombreux acteurs sur la scène internationale, en particulier dans les milieux occidentaux. Cela a conduit à un discours de mise en garde concernant les intentions d'une Chine qui, avant son entrée dans le concert des nations, était considérée comme la "mal-aimée". L'ambiguïté de son discours officiel contribue à nourrir cette intrigue, poussant certains intellectuels chinois à considérer que le *soft power* n'a pas véritablement joué un rôle dans l'émergence de Pékin sur la scène mondiale.

C. De la rhétorique du profil bas à l'assertion de puissance : un *soft power* en mutation

Si l'un des objectifs de la Chine était d'adopter les préceptes de Deng Xiaoping, qui prônaient un profil bas et une discrétion dans l'affichage de ses capacités pour qu'elle ne soit pas perçue comme menaçante, la réalité de l'ascension de la Chine révèle que Pékin n'a pas toujours respecté cette approche. En effet, il serait réducteur d'attribuer l'émergence de la Chine uniquement à ses capacités de *soft power*. Son discours officiel et semi-officiel constitue un indicateur pertinent de cette réalité, montrant que l'essor de la Chine ne résulte pas uniquement de l'usage de son pouvoir doux.

Dès l'accession au pouvoir de Jiang Zemin, à la suite de la crise de Tiananmen, la politique étrangère chinoise a connu une évolution considérable. Son discours s'est orienté vers le vocabulaire de la puissance, mettant l'accent sur des concepts tels que la diplomatie des « grandes nations » (*daguo*) et la « sécurité » (*anquan*). Cette transition souligne la volonté de la Chine d'affirmer ses intérêts sur la scène internationale, au-delà des simples stratégies de charme ou de non-ingérence³¹³. Partant de cette évolution, la Chine n'a cessé de progresser

³¹³ Jean-Pierre Cabestan, Ibid, p. 75.

grâce aux contributions successives des responsables du Parti. À un moment, elle a épousé une rhétorique militaire similaire à celle de Mao Zedong, inspirée par Zhou Enlai. Cependant, cette approche a été abandonnée sous Hu Jintao, même si les dépenses militaires ont continué d'augmenter de 10 % par an. Aujourd'hui, le discours chinois semble s'aligner sur l'ordonnancement des pays émergents et des grandes puissances responsables, tout en conservant une touche de révisionnisme.

L'offensive culturelle actuelle témoigne de la volonté de la Chine de se poser en grand rival des États-Unis³¹⁴. Son ambition est de ne pas se laisser influencer par l'idéologie politique libérale occidentale, tout en présentant son propre modèle de gouvernance au monde. Cette affirmation de puissance, perceptible dans le discours chinois, se manifeste à travers le concept de « rêve chinois », régulièrement utilisé par Xi Jinping pour s'adresser aux Chinois et à la communauté internationale. Dans le cadre des documents adoptés tous les cinq ans lors du congrès du Parti communiste chinois (PCC), on trouve les cinq piliers du discours chinois, dont un axe a été marqué par la publication des premiers et deuxièmes volumes des discours de politique étrangère du président Xi, couvrant la période de mars 2013 à novembre 2021³¹⁵.

Produit par la Central Party Literature Press en mai 2022, le livre comprend 136 discours compilés par l'Institut de Recherche sur l'histoire et la Littérature du Parti, un organe dépendant du Comité central du PCC. On observe que les notions de développement pacifique (*heping fazhan*), l'idée confucéenne d'harmonie (*hexie*) et l'union sans uniformité (*he'er butong*) – développées par le tandem Hu Jintao et Wen Jiabao entre 2003 et 2004 – continuent d'y figurer. Cependant, ces concepts viennent compléter la notion de rêve chinois (*yi day lu*) promue par Xi Jinping, qui représente une nouvelle approche de la Chine dans le cadre de nouvelles « relations internationales plus démocratiques », tout en évoquant le renouveau de l'esprit de Bandung.

Ce discours traduit les intentions manifestes d'une puissance désireuse de s'étendre sur la scène mondiale pour y établir une domination durable. Cette nouvelle orientation, qui se manifeste dans le discours chinois et que beaucoup attribuent à l'usage du *soft power*, suscite

³¹⁴ Susan L. Shirk, *Overreach: How China Derailed Its Peaceful Rise*, Oxford University Press, 2022.

³¹⁵ Xinhua, "Collection of Xi's diplomatic speeches published", The first and second volume of a collection of diplomatic speeches by Chinese President Xi Jinping has been published by the Central Party Literature Press, (2022), http://english.scio.gov.cn/topnews/2022-05/12/content_78214685.htm, Le 12 juin, (2022).

des inquiétudes à Washington. Plus précisément, ce discours intéresse les États-Unis, qui avaient besoin de définir un adversaire dans un monde en évolution rapide³¹⁶.

II. La perception internationale de la montée en puissance de la Chine : la persistance de la notion de menace chinoise

Après avoir supporté péniblement la fièvre de Tiananmen, qui a conduit à un isolement diplomatique de la République populaire de Chine au profit de la République de Chine (Taïwan), la Chine a transformé sa politique étrangère pour correspondre à l'idéal d'une grande nation responsable. Bien que le Parti communiste chinois (PCC) n'ait pas évolué vers un régime démocratique libéral, il a cherché à s'intégrer à l'ordre international en rejoignant divers organismes multilatéraux, parfois en s'inspirant de leurs normes. Toutefois, depuis l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping, la Chine cultive des ambitions de grande puissance, visant à influencer durablement le système international en y diffusant ses propres normes. Cela a entraîné une résurgence de la notion de menace chinoise, qu'il est essentiel d'analyser au-delà des prouesses du *soft power* chinois (A). Ces prouesses servent d'instrument pour façonner l'idée de menace chinoise, dans le but de repositionner les États-Unis dans une compétition de pouvoir qui leur serait bénéfique (B). Cependant, bien que certains analystes soutiennent que la compétition entre la Chine et les États-Unis ne peut être assimilée à celle qui a opposé l'Union soviétique et les États-Unis pendant la guerre froide, il n'est pas exclu qu'une telle rivalité puisse replonger le monde dans un cycle de conflits (C).

A. Au-delà du *soft power* chinois

Lors d'une interview à la BBC Radio, le commentateur interrogea un dirigeant de la China Petroleum et Chemical Corporation (Sinopec) sur les inquiétudes suscitées par les investissements massifs de la Chine dans les champs de pétrole et de gaz en Russie et en Amérique latine. Le responsable de Sinopec répondit sans ambiguïté, affirmant que « il n'y a pas de raison de s'inquiéter. La Chine poursuit une voie de développement pacifique et a besoin de ressources énergétiques pour alimenter son économie en pleine croissance. Cela profite au monde entier ». Cette réponse s'inscrivait dans la ligne défendue par le Parti communiste

³¹⁶ Elbridge Colby et Robert D. Kaplan, (2020). "The Ideology Delusion": America's Competition With China Is Not About Doctrine, *Foreign Affairs*, <https://www.foreignaffairs.com/articles/united-states/2020-09-04/ideology-delusion>, Le 17 octobre, 2024.

chinois depuis 2008, soulignant la volonté de Pékin de se positionner comme un acteur responsable et bénéfique sur la scène internationale³¹⁷ ». Ce qui n'est bien vrai qu'à moitié.

Sans plus insister l'interviewer est passé à autre chose³¹⁸. Pour Michel Barr, il est crucial de s'interroger sur les raisons qui ont conduit le commentateur à poser cette question au dirigeant de Sinopec. Cette interrogation peut être perçue comme révélatrice d'un climat d'inquiétude croissant au sein des médias occidentaux concernant l'expansion des investissements chinois, notamment dans des secteurs stratégiques tels que l'énergie. Les préoccupations concernant les investissements chinois sont souvent liées à des craintes de dépendance économique, de perte de souveraineté et de domination géopolitique. En interrogeant un dirigeant d'une entreprise étatique comme Sinopec, le commentateur cherche à comprendre non seulement les motivations de la Chine dans ses investissements, mais aussi la manière dont ces actions peuvent être interprétées sur la scène internationale³¹⁹.

Cette analyse met en lumière la complexité des perceptions occidentales envers la Chine et son ascension en tant que puissance mondiale. En soulignant que peu d'indices suggèrent que l'inquiétude exprimée par le commentateur de la BBC soit simplement liée aux besoins en matières premières, il devient évident que la crainte envers la Chine va bien au-delà de considérations économiques. Loin d'être une simple question de taille ou de population, cette inquiétude est profondément ancrée dans la dynamique des relations internationales, où l'émergence d'un régime non démocratique comme acteur principal suscite des craintes quant à ses intentions et à son influence sur l'ordre mondial. Le fait que des pays comme la Corée du Sud, le Japon, ou d'autres démocraties avancées ne suscitent pas les mêmes interrogations renforce l'idée que la critique de la Chine est souvent associée à sa nature politique. Cela soulève la question de l'acceptabilité des différentes formes de gouvernance sur la scène internationale et du modèle de pouvoir qui émerge dans un monde multipolaire.

L'évocation de l'« organe du langage » par le philosophe américain Sapir Wolf souligne comment ce discours de crainte est façonné par une rhétorique qui alimente l'imaginaire collectif des puissances occidentales³²⁰. Cette rhétorique contribue à créer un cadre dans lequel la Chine est perçue non seulement comme un concurrent économique, mais aussi comme une

³¹⁷ Michel Barr, *Who's Afraid of China? The Challenge of Chinese's Soft Power*, Zed Books, London & New York, 2011, p. 1.

³¹⁸ Ibid.

³¹⁹ Ibid.

³²⁰ Voir avec, Stephen R. Anderson and David W. Lightfoot, *The Language Organ: Linguistics as Cognitive Psychology*, Cambridge University Press, 2009.

menace pour les valeurs démocratiques et l'ordre libéral établi. Ainsi, la question posée au dirigeant de Sinopec devient une illustration des tensions sous-jacentes qui caractérisent les relations entre la Chine et les pays occidentaux, témoignant d'une anxiété généralisée face à la montée d'une puissance qui ne partage pas les mêmes valeurs politiques et qui pourrait remodeler le paysage géopolitique mondial.

Cette idée d'une « fonction grammaticale innée » évoque comment les perceptions et les discours façonnent notre compréhension de la réalité, et dans ce contexte, cela souligne la manière dont les craintes occidentales vis-à-vis de la Chine vont bien au-delà des considérations économiques et militaires. Cette peur s'ancre profondément dans des préoccupations culturelles et identitaires³²¹. Il serait donc erroné de se concentrer uniquement sur les structures traditionnelles des relations internationales pour comprendre la montée en puissance de la Chine. Ce sont les structures idéationnelles qui permettent de comprendre la façon dont la culture façonne les comportements des gens et comment ils perçoivent les autres. Cela ne revient pas à dire que les peurs liées à la Chine ne sont pas réelles, mais que certains exagèrent les capacités et les intentions de la Chine par crainte de subir leurs propres actions sur les autres, comme un retour de bâton. Comme l'a écrit le philosophe Dominique Moïsi : « Dis-moi de quoi tu as peur, et je te dirai qui tu es³²² ». Cependant, on peut tout aussi attester que les perceptions sont conditionnées par le contexte dans lequel les gens se trouvent et que l'émergence de la Chine survient à un moment où l'ordre occidental est largement éviscéré et fragilisé. De ce fait, à mesure que la Chine gagne en puissance, elle semble fédérer derrière elle une bonne partie des populations du monde en développement qui en veulent à l'ordre ancien. Cette situation pousse de nombreux analystes occidentaux à craindre l'avènement d'un consensus de Beijing, qui s'opposerait au consensus de Washington et à son mode de développement issu des institutions des conférences de Bretton Woods (FMI, Banque mondiale). Le succès de ce modèle parle de lui-même, car la Chine a connu une croissance de 11 % au cours des dernières années, sortant plus d'un demi-milliard de personnes de la pauvreté, avec un taux d'alphabétisation passant de 66 % en 1980 à 94 % en 2008³²³. Ces succès ne peuvent certes pas être attribué au seul consensus de Pékin, comme le rappelle Barr puisqu'il n'est ni unique à Pékin, ni véritablement un consensus³²⁴.

³²¹ Michel Barr, Ibid, p. 4.

³²² Dominique Moïsi, *The Geopolitics of Emotion: How Cultures Of Fear Humiliation And Hope Are Reshaping The World*, Knopf Doubleday Publishing Group, 2009.

³²³ Michel Barr, Idem.

³²⁴ Ibid.

Cependant, Pékin a su faire usage de ses ressources de pouvoir doux et dur pour atteindre le statut de puissance majeure incontestée à ce jour. C'est probablement cette utilisation intelligente des ressources de la puissance qui suscite l'inquiétude chez certains et l'incompréhension chez d'autres. Cette intelligence pratique a conduit le journaliste Joshua Kurlantzick à écrire que : « le *soft power* a changé. [...] Pour les Chinois, le *soft power* signifie tout ce qui est en dehors du domaine militaire et sécuritaire, à savoir la culture populaire et la diplomatie politique, y compris les leviers économiques et diplomatiques plus coercitifs comme l'aide et l'investissement³²⁵ ». Selon lui, la Chine a élargi la définition de son *soft power* au-delà de la signification originelle de Nye. Cependant, cette affirmation est contestable pour deux raisons, comme le souligne Barr dans son article *Mythe et réalité du soft power de la Chine*. Tout d'abord, Kurlantzick ne fournit aucune référence pour soutenir son affirmation³²⁶. Il nous laisse devant la supposition que, parce qu'il affirme savoir comment définir le *soft power* chinois, il doit avoir raison. D'autre part, si l'on cherche à subsumer le *hard power* et le *soft power*, tout en intégrant la coercition dans la définition du *soft power*, l'utilité de ce concept devient tellement amoindrie qu'il perd de sa valeur analytique. En effet, on peut alors se demander à quoi servent vraiment ces catégorisations³²⁷. Pourtant, le journaliste n'est pas le seul à partager ce point de vue. Un rapport du Service de recherche du Congrès américain indique que le *soft power* chinois en Asie du Sud-Est « tient en grande partie à son rôle en tant que source majeure d'aide étrangère, de commerce et d'investissement³²⁸ ». Le rapport poursuit en soulignant que « l'utilisation croissante du *soft power* de la Chine en Asie du Sud-Est – qui comprend des incitations non militaires telles que la culture, la diplomatie, l'aide étrangère, le commerce et l'investissement – a soulevé de nouveaux défis pour la politique étrangère américaine³²⁹ ». Ce rapport révèle que ces incitations font déjà partie intégrante de la définition du *soft power*, permettant à Beijing de devenir le nouveau patron de la région. L'étude sur le *soft power* chinois menée par le Centre d'étude stratégique internationale à Washington inclut d'importantes sections sur le rôle du commerce et des investissements en tant que stratégies de *soft power*. On peut y lire :

Il n'est pas rare de voir la Chine prêter à des taux préférentiels, sans stipulations claires sur comment ou quand les emprunteurs devront rembourser les prêts et sans exigences strictes

³²⁵ Ibid, pp. 17-18.

³²⁶ Michel Barr, « Mythe et réalité du soft power de la Chine », In *Études internationales, L'émergence de la Chine et ses impacts*, Volume 41, numéro 4, décembre 2010., <https://id.erudit.org/iderudit/045560ar>.

³²⁷ Ibid.

³²⁸ Mingjiang Li, Ibid, p. 45.

³²⁹ Ibid.

en matière contractuelle sur la façon dont l'argent est utilisé » (McGiffert 2009 : 4). Bien sûr, il existe peu de doutes quant à la justesse de cette déclaration. La Chine accorde souvent (mais pas toujours) des prêts à faible intérêt, en stipulant parfois que les fonds doivent être utilisés pour acheter des marchandises ou des services d'entreprises chinoises, beaucoup d'entre elles étant contrôlées par l'État³³⁰.

Au regard de ce qui précède, il convient de se demander pourquoi le *soft power* chinois est conçu en des termes qui démentent la conception originelle de Nye, à laquelle la plupart des universitaires s'en tiennent. En réalité, comme cela a été démontré tout au long du chapitre, cette définition nouvellement évoluée du *soft power* chinois découle du fait que la Chine, en tant que puissance mondiale montante, souhaite à la fois maintenir un certain *statu quo* et adopter une position révisionniste. Dans un monde de plus en plus multipolaire, où l'ordre international est en constante évolution, la Chine est confrontée à des défis complexes. Pour évoluer dans un environnement troublé, elle doit rassurer les autres acteurs internationaux en se conformant aux normes existantes du *statu quo*, tout en étant également révisionniste dans ses ambitions pour fédérer le Sud global derrière elle. Cette dualité vise à renverser ou à équilibrer les rapports de domination historiques, souvent perçus comme défavorables aux pays en développement.

Cela conduit à affirmer que le *soft power* n'est pas un concept stable, car il se façonne en fonction des puissances émergentes dans la sphère internationale. Les dynamiques de pouvoir, les relations économiques, ainsi que les aspirations culturelles et politiques influencent la manière dont le *soft power* est compris et utilisé. Les pays qui grandissent dans cette sphère, comme la Chine, modifient non seulement la substance même de ce terme, mais redéfinissent également les stratégies de pouvoir qui l'accompagnent. Ainsi, le *soft power* chinois se manifeste non seulement par la promotion de la culture et des valeurs, mais aussi par l'utilisation habile des ressources économiques et diplomatiques pour asseoir son influence, ce qui soulève des questions fondamentales sur la nature même du pouvoir dans le monde contemporain. Cette complexité invite à une réflexion plus nuancée sur les implications de l'émergence de la Chine et sur la manière dont elle redéfinit les normes de l'ordre mondial, tout en tenant compte des préoccupations et des perceptions des autres acteurs sur la scène internationale.

³³⁰ Michel Barr, *Mythe et réalité du soft power de la Chine*, Ibid.

B. La menace chinoise une invention du Pentagone

La menace chinoise est-elle réelle ou totalement construite par les acteurs stratégiques de la Maison-Blanche, et particulièrement les "China watchers" qui regardent la montée en puissance de la Chine avec inquiétude, à la différence des "Panda kissers" qui s'en accommodent ? La littérature est assez accablante envers une exacerbation d'une menace venant de la Chine. Les premiers travaux sur la menace chinoise se sont concentrés sur les capacités militaires de la Chine et l'évolution de son budget de la défense, ce qui a contribué à alimenter les inquiétudes³³¹. À partir des années 1990, le Pentagone a déjà commencé à commander des études sur l'évolution de la menace chinoise. On se souviendra ainsi des rapports commandés par la cellule de prospective d'Andrew Marshall, qui a amorcé la problématique. Puis est survenue la crise de Taïwan en 1996, ce qui a poussé l'US Navy et l'Air Force à concentrer leurs efforts sur un plan de réflexion stratégique concernant la montée en puissance de la Chine³³². Pour ne pas s'arrêter en si bon chemin, il convient d'ajouter les années qui ont précédé l'effondrement de l'URSS. Cela a conduit de nombreux stratèges du Pentagone et diplomates américains à considérer que la disparition de l'URSS entraînerait l'inutilité de la puissance américaine, qui ne saurait exister sans le spectre d'une menace, qu'elle soit présente ou à venir³³³. Dans un entretien accordé à Barthélémy Courmont au sujet du livre *La menace chinoise : une invention du Pentagone*, Jean-Loup Samaan passe en revue le concept de menace chinoise. Il fait observer que la surveillance incessante du Pentagone sur la Chine alimente la thèse de la menace, qui ne peut être négligée compte tenu de la situation militaire dans le détroit de Taïwan³³⁴. Ainsi, l'idée d'une menace provenant de la Chine permet aux Américains, en particulier aux *China watchers*, d'augmenter le budget de la défense américaine. Ce dernier, qui était passé de 730 milliards de dollars durant la guerre froide à 430 milliards de dollars après l'invasion de l'Irak, s'élève aujourd'hui à plus de 800 milliards de dollars³³⁵. L'autre raison

³³¹ Jean-Pierre Cabestan, op. cit.

³³² Jean-Loup Samaan & Barthélémy Courmont, « Quand le Pentagone surveille la Chine », Entretien de Jean-Loup Samaan à propos de son livre, *La menace chinoise une invention du Pentagone*, aux éditions Vendémiaire, In « *Monde chinois* », N 32, 2014, pp, 66-70. Voir pour complément, Jan-Boje Frauen, (2023). The "China Threat": Not a Theory but a Narrative. In: *Chen, L., Pohl, KH. (eds) East-West Dialogue. Palgrave Macmillan, Singapore.*, https://doi.org/10.1007/978-981-19-8057-2_20.

³³³ Ibid.

³³⁴ Ibid.

³³⁵ Voir : SIPRI, Yearbook 2024, <https://www.sipri.org/yearbook/2024>.

qui nécessite l'usage du spectre de la menace réside dans le fait que, l'empire mondial s'est toujours senti menacé par les barbares du fait de sa position très enviée³³⁶.

Les barbares représentent ceux qui ne respectent pas l'ordre établi par l'empire mondial et qui aspirent à un changement ou à un renversement de celui-ci. Depuis la Grèce antique, l'empire athénien a dû faire face aux assauts répétés des barbares spartiates et des Perses. De même, la Chine des Ming a été régulièrement menacée par les incursions des Mongoles, ce qui l'a poussée à ériger sa Grande Muraille pour se protéger. L'histoire de la puissance a donc été façonnée sous le signe d'un empire mondial, qu'il soit bienveillant ou non, souvent menacé par des barbares. Ces derniers n'auraient rien d'autre à offrir à l'ordre mondial qu'une "domination sans hégémonie", qui déboucherait sur la terreur.

Cette vision dualiste du monde, qui oppose empire et barbares et dont les origines remontent à la Grèce antique, n'est-elle qu'une construction occidentale et aujourd'hui purement américaine ? Les relations internationales traditionnelles ont organisé les perceptions des enjeux mondiaux selon les postulats de l'école anglaise, qui voit dans les travaux de Hobbes et de Bull le point d'ancrage de la politique mondiale. Cette école propose une structure anarchique et des unités indépendantes qui ne souhaitent pas déléguer leur souveraineté à une instance supranationale, qu'il s'agisse de relations de coopération ou de belligérance.

Cette pensée, issue de l'école anglaise, que le professeur Yves Schemeil appelle la "constante de Hobbes" ou la "conjecture de Bull", suggère que les États acceptent l'existence d'institutions internationales sans leur déléguer toute leur autorité, car celles-ci ont été construites à travers des valeurs non universelles. Ce phénomène pourrait engendrer de la défection, conduisant les États à se défendre ou à être attaqués³³⁷.

La constante de Hobbes, ou conjecture de Bull, bien qu'elle soit réfutable dans de nombreux cas, a nourri les constructions théoriques de l'école américaine et des stratèges du Pentagone, qui perçoivent la Chine comme cette puissance « barbare » tentant de renverser l'édifice de l'empire mondial. Ainsi, sans tenir compte d'une identité purement non occidentale, qui fonctionne avec des schèmes de pensée différents de la pensée occidentale (pensée asiatique, confucéenne, bouddhiste, mencuicienne, marxiste, etc.), les stratèges du Pentagone utilisent les capacités militaires de la Chine, ainsi que son influence culturelle et économique dans les

³³⁶ Barthélemy Courmont, *L'Empire Blessé : Washington à l'épreuve de l'asymétrie*, Presses de l'Université du Québec, 2005, pp. 16-30.

³³⁷ Yves Schemeil, « Des études internationales cosmopolites en Asie », *Open Edition Journal*, 2018, <https://journals.openedition.org/socio/3651?lang=fr>, Le 19 septembre, 2024.

relations internationales, pour brandir le spectre de la menace chinoise³³⁸. Il s'agit purement d'une construction cognitive, de prophéties autoréalisatrices qui attirent l'attention sur la montée en puissance de la Chine pour convaincre de sa dangerosité envers l'ordre international. La Chine serait-elle réellement barbare, souhaiterait-elle vraiment semer le désordre dans ce qui est considéré comme un ordre international ? On en serait moins sûr, car pour sa sécurité, l'empire mondial doit considérer tout rival comme un barbare. Ainsi, la menace n'a pas besoin d'être réelle et effective pour susciter des craintes. C'est la perception qui définit la menace et la nécessité de s'organiser pour y faire face. Comme l'affirmait déjà Carl Schmitt en ce qui concerne le droit de faire la guerre : « L'État, unité essentiellement politique, dispose du *jus belli*, c'est-à-dire de la capacité effective de désigner l'ennemi, le cas échéant, par une décision qui lui soit propre, et de le combattre³³⁹ ». Qu'il s'agisse du *soft power* chinois ou de son *hard power*, la menace est construite en fonction des défis que ces éléments posent aux ambitions hégémoniques américaines, qui, en fin de compte, ont les moyens de désigner l'*hostis*.

C. Chine/États-Unis, l'interdépendance systémique complexe

Depuis plus de cinquante ans, la doctrine dominante en études internationales, notamment l'école de l'interdépendance complexe, soutient que les situations d'interdépendance favorisent la stabilité dans l'ordre mondial en réduisant considérablement les risques de conflits. Keohane et Nye formulent cette observation dans leur ouvrage publié en 1972, *Transnational Relations and World Politics*³⁴⁰. Keohane et Nye analysent les répercussions de la mise en contact des nations, des économies et des sociétés face aux mutations de l'environnement international, particulièrement dans le contexte de la clôture de l'espace observable après la Seconde Guerre mondiale. Les interactions qu'ils étudient se répartissent en quatre catégories : l'information, le commerce de biens physiques, les flux financiers, et la libre circulation des personnes et des idées. Leur observation clé est que la multiplication de ces interactions économiques, dans lesquelles la répartition du pouvoir ne repose plus exclusivement sur le politique, entraîne que l'intérêt national ne peut plus être représenté uniquement à travers l'intérêt général incarné par les structures du pouvoir étatique. Cela signifie que les acteurs non étatiques, les marchés et les

³³⁸ Ibid.

³³⁹ Carl Schmitt, *La notion de politique : Théorie du partisan*, Éditions, Champs Classiques, Traduction de Marie-Louise Steinhäuser, 2021, p. 84.

³⁴⁰ Robert O. Keohane et Joseph S. Nye, *Transnational Relations and World Politics*, Cambridge, Harvard University Press, 1972, p. 428.

flux d'information deviennent également des vecteurs cruciaux de l'expression des intérêts nationaux³⁴¹.

L'intervention militaire spéciale de la Fédération de Russie en Ukraine, lancée le 24 février 2022, est venue nuancer, voire démentir, le postulat de l'interdépendance complexe qui soutient que les interactions économiques et la globalisation réduisent considérablement les risques de conflits. Malgré l'intégration croissante des économies mondiales, cet événement montre que des conflits armés majeurs peuvent éclater, même entre des pays fortement connectés au système économique global. Cela remet en question l'idée selon laquelle l'interdépendance économique serait une garantie de stabilité et de paix. La Russie, bien que membre à part entière des chaînes économiques mondiales, a opté pour une démarche militaire, illustrant que l'interdépendance ne suffit pas toujours à prévenir l'usage de la force dans la poursuite d'intérêts géopolitiques.

De nombreux travaux sur l'évolution de la puissance chinoise et son impact sur la stabilité de l'ordre mondial américain ont avancé que l'interdépendance économique entre la Chine et les États-Unis réduirait considérablement le risque de conflit, car les deux nations auraient trop à perdre en cas d'affrontement³⁴². En effet, depuis que Deng Xiaoping a lancé ses réformes économiques en 1978, marquant la réouverture du marché chinois aux investissements étrangers, un lien économique étroit s'est formé entre les deux pays. La Chine avait besoin de capital pour soutenir son "Grand Bond économique" et stimuler son développement, tandis que les États-Unis cherchaient à exploiter un marché prometteur avec une main-d'œuvre bon marché.

Deng justifiait cette transition en parlant de "stade primaire du socialisme", une forme d'adaptation pragmatique qui permettait à la Chine d'intégrer des éléments du capitalisme tout en restant officiellement communiste. À l'époque, l'idéologie communiste chinoise voyait les investissements étrangers comme une forme d'exploitation asymétrique, et l'entrée de la Chine dans les institutions commerciales internationales, notamment le GATT, était perçue comme une consolidation de la domination américaine sur l'économie mondiale. Cependant, avec le temps, les rapports de force ont profondément évolué. La Chine a accumulé une immense richesse grâce à ses exportations et à ses excédents commerciaux, tandis que la dette des États-

³⁴¹ Jean-Jacques Roche, *Théorie des relations internationales*, 4^e édition, Montchrestien, 2002, pp. 112-113.

³⁴² Christopher S. Chivvis, Mariano-Florentino, (2024). "U.S.-China Relations for the 2030s: Toward a Realistic Scenario for Coexistence", *Carnegie Endowment for International Peace*, <https://carnegieendowment.org/research/2024/10/us-china-relations-for-the-2030s-toward-a-realistic-scenario-for-coexistence?lang=en>, Le 17 octobre, 2024.

Unis s'est accrue, en particulier vis-à-vis de la Chine. Aujourd'hui, la Chine détient une grande partie des bons du Trésor américain, créant ainsi une relation de dépendance mutuelle mais asymétrique, où la puissance économique chinoise constitue une menace potentielle pour la suprématie américaine, à la fois sur le plan financier et géopolitique³⁴³. La dette américaine était évaluée en 2013 à 16 000 milliards de dollars, soit 100 %, de son PIB, ce qui comporte un énorme risque pour la survie du dollar³⁴⁴, si Pékin décide d'interrompre le financement de celle-ci, comme elle a pu brandir la menace en 2013, si jamais les États-Unis ou encore Israël attaquent l'Iran³⁴⁵.

Cette situation révèle la vulnérabilité potentielle des États-Unis face à la Chine, malgré les leviers dont disposent les États-Unis, notamment à travers la Réserve fédérale (Fed), pour atténuer les effets d'une telle menace. Toutefois, selon de nombreux spécialistes, l'absence d'actions agressives de Pékin, comme la vente massive d'obligations du Trésor pendant la crise financière de 2008, montre que la Chine adopte une approche plus prudente. Pékin se positionne en tant qu'investisseur à long terme, en soutenant l'Union européenne et le gouvernement américain, tout en consolidant son rôle de premier partenaire commercial des puissances occidentales. Cette stratégie, marquée par la patience et la coopération, ne favorise donc pas un affrontement direct entre la Chine et les États-Unis.

Ainsi, au lieu d'exploiter sa position pour déstabiliser les économies occidentales, la Chine a choisi de maintenir une interdépendance qui, bien que créant une vulnérabilité mutuelle, soutient globalement la stabilité. Cette posture, loin de la confrontation immédiate, montre que Pékin valorise la continuité de ses relations économiques avec les puissances occidentales, en particulier les États-Unis, et ne cherche pas activement à provoquer une rupture brutale qui serait aussi nuisible pour elle-même que pour ses partenaires³⁴⁶.

Cependant, Fareed Zakaria nuance cette vision en rappelant que, « au cours de l'histoire, les gens sont allés à la guerre et les pays ont eu des rivalités géopolitiques animées malgré le

³⁴³ ChinaPower Project, Unpacking the complexity of China's rise, (2024). "Is it a Risk for America that China Holds So Much U.S. Debt?", *Center For Strategic & International Studies (CSIS)*, <https://chinapower.csis.org/us-debt/>, Le 25 novembre, 2024. Voir aussi, Copeland, Dale C., *Economic Interdependence and War* (Princeton, NJ, 2014; online edn, Princeton Scholarship Online, 19 Oct. 2017), <https://doi.org/10.23943/princeton/9780691161587.001.0001>, accessed 15 Nov. 2024.

³⁴⁴ En 2022, le Trésor Américain annonce que la dette est de 30 000 milliards de dollars, cette dette a augmenté de plus de 7 000 milliards par rapport à 2019 du fait de la Covid-19. https://www.bfmtv.com/economie/international/30-000-000-000-000-de-dollars-la-dette-publique-americaine-franchit-un-nouveau-cap_AN-202202020198.html.

³⁴⁵ Pierre Picquart, La Chine : une menace militaire ?, op. cit.

³⁴⁶ The Munk Debate, op. cit, p. 16.

fait qu'ils aient été économiquement interdépendants³⁴⁷ ». Cette observation s'illustre dans la confrontation actuelle entre la Russie et l'Ukraine, ainsi que dans les tensions entre la Russie et l'Europe, bien que ces acteurs soient économiquement liés. Zakaria renchérit en évoquant Thucydide, le premier grand historien qui, dans son analyse de la guerre du Péloponnèse, explique que le conflit était motivé par des questions d'honneur et de dignité, sans lien direct avec l'économie³⁴⁸. Ainsi, l'interdépendance économique, bien qu'importante, ne suffit pas à prévenir les conflits, car les nations peuvent être poussées à la guerre par des motivations autres que les intérêts économiques, comme le prestige, la souveraineté ou des perceptions de menace. L'exemple de la guerre du Péloponnèse, où Athènes et Sparte ont engagé une guerre destructrice malgré leur interdépendance économique, montre que des facteurs culturels et politiques peuvent parfois l'emporter sur la logique économique, rendant les relations internationales plus instables.

De plus, on peut approfondir la réflexion en se tournant vers un passé relativement proche pour constater que l'Europe, à la veille de la Première Guerre mondiale, était un continent plus interdépendant à certains égards que de nombreux pays aujourd'hui. Dans son ouvrage *The Pity of War*, l'historien américain d'origine écossaise Niall Ferguson, démontre que le niveau d'interdépendance économique entre la Grande-Bretagne et l'Allemagne était si élevé qu'il semblait insensé que ces deux puissances entrent en guerre³⁴⁹.

Ferguson souligne que, malgré cette interdépendance, les tensions géopolitiques et nationalistes ont éclaté en un conflit d'une ampleur sans précédent, soulignant l'idée que les liens économiques ne garantissent pas la paix³⁵⁰. En fait, cette période historique révèle que des facteurs politiques, idéologiques et émotionnels peuvent l'emporter sur les intérêts économiques, provoquant des affrontements même entre des nations profondément imbriquées sur le plan commercial. Ainsi, l'exemple de 1914 montre qu'une interdépendance accrue peut parfois exacerber les rivalités, plutôt que les apaiser, en raison de la vulnérabilité perçue et des ambitions concurrentes qui en découlent³⁵¹.

Cette situation, que l'on pourrait interpréter comme une « constante de Hobbes », pourrait-elle se reproduire dans la relation d'interdépendance systémique qui lie la Chine et les États-Unis ? Cette question mérite une analyse approfondie des faits. Il apparaît que plus les acteurs

³⁴⁷ Ibid.

³⁴⁸ Ibid.

³⁴⁹ Niall Ferguson, *The Pity of War 1914 – 1918*, Penguin Books 1999.

³⁵⁰ Ibid.

³⁵¹ Ibid, pp. 41-94.

sont interdépendants, plus l'un d'entre eux pourrait chercher à asseoir sa domination sur les mécanismes régissant les échanges. L'interdépendance, loin de garantir la paix, peut en effet exacerber les rivalités, car elle révèle les vulnérabilités et incite les puissances à vouloir contrôler les leviers économiques et commerciaux.

Comme l'a observé Dale Copeland dans *Foreign Affairs*, la compétition entre capitalistes dans un environnement d'interdépendance crée des conditions favorables au monopole³⁵². Dans cette dynamique, les unités en compétition pourraient percevoir l'affrontement comme la seule solution pour maximiser leurs gains ou consolider leur position. Copeland souligne que, dans les relations internationales, les motivations économiques peuvent, en fin de compte, se traduire en rivalités géopolitiques et militaires, même lorsque les échanges commerciaux sont importants. Ainsi, cette logique pourrait bien s'appliquer à la relation entre les États-Unis et la Chine. Bien que les deux puissances soient économiquement liées, les tensions croissantes autour du contrôle des chaînes d'approvisionnement, des technologies stratégiques et des ressources naturelles alimentent un climat de méfiance qui pourrait, dans certaines circonstances, faire basculer cette interdépendance vers un conflit.

Lorsque des partenaires commerciaux deviennent des rivaux géopolitiques, ils commencent à craindre d'être privés de biens vitaux, de marchés et de routes commerciales. Pour remédier à ces vulnérabilités, ils s'engagent dans une quête d'autonomie, recourant à divers instruments du pouvoir d'État, tels que l'aide, les prêts, les pots-de-vin, les ventes d'armes, les transferts de technologie et la force militaire, afin d'assurer leur survie économique. Cette dynamique engendre une « spirale commerciale-sécuritaire », qui, selon certains experts, a contribué à alimenter de nombreux conflits dans l'histoire³⁵³.

Au XVe siècle, et plus particulièrement dans la première décennie des années 1600, les pays européens étaient engagés dans une intense concurrence pour le contrôle des routes maritimes commerciales. Dans ce contexte, le Portugal s'efforçait de protéger son commerce lucratif d'épices en déployant sa marine pour exclure la Compagnie néerlandaise des Indes orientales (DEIC) de l'océan Indien. En réponse à cette situation, les Néerlandais firent appel au père du droit international, Hugo Grotius, qui produisit un ouvrage devenu classique, *Mare Liberum*, publié en 1609. Dans ce livre, Grotius soutient que, selon la « loi des nations », la

³⁵² Dale C. Copeland, (2022). "When Trade Leads to War": China, Russia, and the Limits of Interdependence, *Foreign Affairs*, <https://www.foreignaffairs.com/china/when-trade-leads-war-china-russia>, Le 19 septembre, 2024.

³⁵³ Ibid.

mer est commune à tous, et que chaque nation est libre de l'utiliser pour le commerce maritime³⁵⁴. Une loi adoptée dans les années 1700 par la plupart des États a établi l'idée de *mare liberum* de Grotius (liberté des mers) comme principe fondamental du droit de la mer. Cependant, bien que cette solution proposée par Grotius ait eu le mérite de fonder le droit maritime, elle n'a pas empêché les États de chercher à établir un monopole sur des espaces considérés comme stratégiques, que ce soit pour leur accès ou pour leurs ressources³⁵⁵.

Ramené à la région d'Asie-Pacifique, et plus précisément à la zone Indo-Pacifique, on observe une configuration d'interdépendance systémique qui pourrait déboucher sur un affrontement entre les deux puissances rivales. Cette région se distingue par son statut de nouveau centre névralgique du commerce mondial, concentrant 36 % du PIB mondial en matière commerciale et intensifiant ainsi la compétition entre les grandes puissances³⁵⁶. S'il faut considérer l'élargissement de la doctrine chinoise de sécurité, qui englobe les territoires marins d'Asie du Sud et de l'Est ainsi que les ressources qui s'y trouvent, il convient également d'examiner la nouvelle stratégie américaine envers la Chine, récemment dévoilée par l'administration Biden. Dans un discours très attendu prononcé le 26 mai, le Secrétaire d'État Antony Blinken a exposé l'approche des États-Unis vis-à-vis de la République populaire de Chine (RPC)³⁵⁷. On pourrait affirmer qu'un nouvel affrontement asymétrique est en cours entre les deux puissances, qui, bien qu'économiquement interdépendantes, montrent une volonté pour la Chine de repousser son rival hors de la zone. Dans son discours, le Secrétaire d'État a indiqué, sans pour autant dévoiler complètement la stratégie américaine, que la Chine est « le seul pays ayant à la fois l'intention de remodeler l'ordre international et, de plus en plus, la puissance économique, diplomatique, militaire et technologique pour y parvenir³⁵⁸ ». Il pouvait

³⁵⁴ Niall Ferguson, op. cit.

³⁵⁵ Dans un article publié dans la prestigieuse revue *Foreign Policy* une politiste propose une analyse intéressante du possible conflit Chine/États-Unis et ses effets sur l'ordre économique mondial. Voir avec : Jo Inge Bekkevold, (2022). "5 Was the U.S – China Cold War Will be Different From the Last One", *Foreign Policy*, <https://foreignpolicy.com/2022/12/29/us-china-cold-war-bipolar-global-order-stability-biden-xi/>, Consulté le 29/12/2022.

³⁵⁶ Fondation pour la Recherche Stratégique, « Fiche n°8 : Coopération économique et entreprises, développer le commerce au service de la prospérité avec l'Indo-Pacifique », <https://frstrategie.org/publications/fiches-indo-pacifique/n8-cooperation-economique-entreprises-developper-commerce-service-prosperte-avec-indo-pacifique-2023>, Consulté le 19 septembre, 2024.

³⁵⁷ Natalie Gilbert, (2022). « Le but de la Chine est de bouter les États-Unis hors du pacifique », *Le Monde*, https://www.lemonde.fr/international/article/2022/06/03/le-but-de-la-chine-est-de-bouter-les-etats-unis-hors-du-pacifique_6128852_3210.html.

³⁵⁸ German Marshall Fund, US Strategy toward China under the Biden Administration: China Global, (2022). <https://podcasts.apple.com/us/podcast/us-strategy-toward-china-under-the-biden-administration/id1569469267?i=1000566343974>, Le 19 septembre, 2024.

même lancer le slogan qui caractérise cette stratégie de guerre asymétrique : « Investir, s'aligner et rivaliser³⁵⁹ ».

Ce qu'il faut comprendre, c'est que les États-Unis et la Chine s'efforcent de consolider des blocs stratégiques en Asie-Pacifique. Du côté chinois, on trouve les États membres de l'ASEAN, tandis que le bloc occidental se compose du nouvel alignement stratégique avec l'Australie, connu sous le nom d'AUKUS³⁶⁰. Les deux blocs s'engagent dans une diplomatie de séduction, déployant des accords commerciaux et de sécurité pour inciter les autres États insulaires à les rejoindre et remporter l'asymétrie. En y regardant de plus près, on constate que la guerre asymétrique entre la Chine et les États-Unis a débuté il y a plusieurs années. Ces deux acteurs interdépendants se livrent une guerre commerciale dans la région depuis l'arrivée au pouvoir de Barack Obama en 2008. Cette guerre a pris une ampleur accrue sous la présidence de Donald Trump, au point de façonner, aux côtés du conflit en Ukraine, la nature du nouvel ordre mondial post-américain évoqué par Fareed Zakaria³⁶¹.

Une illustration emblématique du conflit entre la Chine et les États-Unis se manifeste à travers la bataille entre Ping An et HSBC. La société d'assurance Ping An a récemment appelé à une dissolution de son partenariat avec la banque américaine HSBC, qui, il y a vingt ans, avait pris le risque audacieux de recapitaliser cette compagnie d'assurance chinoise en difficulté, en acquérant 10 % de ses actions pour 600 millions de dollars. Cet investissement s'est révélé judicieux, générant des bénéfices de 2,6 milliards de dollars en 2012. Cependant, au fil du temps, Ping An est devenu le plus grand actionnaire de HSBC et s'est imposé comme l'assureur le mieux coté en bourse à Hong Kong, avec une valorisation de plus de 122 milliards de dollars. Désormais coincé entre Pékin et Washington, l'assureur se voit contraint de se séparer de son partenaire américain afin de minimiser les risques d'influence de la partie américaine sur l'économie chinoise, déjà bien représentée aux États-Unis et au Royaume-Uni³⁶².

³⁵⁹ Ibid.

³⁶⁰ James Curran, (2022). "Marles shows that a new language is possible on China": Defence Minister Richard Marles' decision to seize the opportunity to sit down with his Chinese counterpart Wei Fenghe was a "critical first step" in demonstrating that diplomatic ties need not be encased in permafrost, *Foreign Affair & Security, Opinion*, <https://www.afr.com/policy/foreign-affairs/marles-shows-that-a-new-language-is-possible-on-china-20220613-p5at7s>, Le 19 septembre, 2024.

³⁶¹ Fareed Zakaria, *Le monde poste américain*, op. cit.

³⁶² Toby Kinder & Stephen Morris, (2022). "Why Chinese insurer Ping An is calling for a break-up of HSBC" : Bank is caught between Washington and Beijing, *Financial Times*, <https://www.ft.com/content/d38fbc3d-d093-4ffa-a340-fb4b90cd342f>, Le 19 septembre, 2024.

Cette situation n'est pas unique en son genre et concerne de nombreuses entreprises telles que Tony SK et Li Hong Kong³⁶³. Elle souligne la guerre ouverte que se livrent les deux puissances en Asie sur les chaînes de valeurs mondiales (CVM) pour réformer l'ordre économique mondial. Cette rivalité a été exacerbée depuis que le président Obama a déclaré en 2008, lors de la dernière ligne droite de sa campagne, que la Chine manipulait sa monnaie pour générer un excédent commercial³⁶⁴. Il promettait à cet égard une surveillance étroite de la Chine sur l'importation du textile et des actions en cas d'élection³⁶⁵. La réponse de la partie chinoise ne s'est pas fait attendre. Dans le *Wall Street Journal* de 2010, le vice-ministre du Commerce a affirmé que les relations économiques entre les États-Unis et la Chine étaient largement équilibrées. Il a soutenu que si l'on prenait également en compte les services et les investissements, le taux de change avait peu de corrélation avec les déséquilibres commerciaux et que la Chine avait toujours cherché à équilibrer ses échanges³⁶⁶. Comme on pouvait s'y attendre, ces arguments sont tombés dans des oreilles sourdes. La Chine s'est alors lancée à la recherche de nouveaux éléments, amorçant une étude sur la GVC (Gouvernance des Chaînes de Valeurs). Cette recherche visait à mesurer le commerce international le long des chaînes de valeur, comme l'a souligné l'économiste de l'OMC Hubert Escaith lors du 12ème Symposium de la *National Account Association* en 2008³⁶⁷. Il critiquait la méthode de statistique commerciale qui gonflait la valeur des exportations de la Chine à 150 dollars, alors qu'en termes de « valeur ajoutée », celle-ci n'était que de 4 dollars. Le reste de la valeur ajoutée provenait des États-Unis, du Japon et d'autres pays³⁶⁸.

En 2009, l'OMC a publié un rapport sur les chiffres du commerce, invitant les membres à mesurer les transactions commerciales en se basant sur la valeur ajoutée à chaque étape du processus de production. Ce projet a donné naissance à la World Input-Output Database (WIOD)³⁶⁹. Lancé en mai 2009 par l'OMC, l'OCDE et la Commission européenne, le projet a choisi d'utiliser la valeur ajoutée comme base de mesure du commerce, plutôt que la valeur

³⁶³ Ibid.

³⁶⁴ Voir, Henry Gao, "A New Chinese Economic Order", *Journal of International Economic Law*, Vol 23, Number 3, 2020, pp. 607-635. <https://doi.org/10.1093/jiel/jgaa013>.

³⁶⁵ Ibid.

³⁶⁶ Ibid.

³⁶⁷ Ibid.

³⁶⁸ Ibid.

³⁶⁹ Timmer, M. P., Dietzenbacher, E., Los, B., Stehrer, R., & de Vries, G. J. "The World Input-Output Database": Content, Concepts and Applications, (*GGDC Working Papers*; Vol. GD-144). GGDC. (2014), <https://research.rug.nl/en/publications/the-world-input-output-database-content-concepts-and-applications>.

brute. Ce nouveau calcul a révélé un déficit américain vis-à-vis de la Chine qui, à l'origine évalué à 30 %, s'élevait en réalité à 50 % avec la nouvelle méthode de mesure³⁷⁰.

Avec l'initiative "Made in the World" de l'OMC en 2011, une publication conjointe de l'OMC et de l'IDE réalisée par JETRO, intitulée « Trade Patterns and Global Value Chain in Asia », a noté que l'approche GVC pourrait réduire le commerce américain de 42 à 53 % entre 2005 et 2008³⁷¹. Cette observation a été reprise par Robert Koopman, économiste en chef de la Commission du commerce des États-Unis, qui a par la suite occupé le même poste à l'OMC. Entre 2011 et 2012, la Chine a été invitée à intégrer la recherche sur les chaînes de valeur mondiales (GVC) en participant activement à la réforme du système statistique du commerce international, afin de démontrer que le développement du système manufacturier chinois constitue une contribution mutuellement bénéfique pour le monde³⁷². Cela a été réalisé par le vice-premier ministre Wang Qishan, qui a chargé le MOFCOM (Ministère du Commerce de la République Populaire de Chine) d'étudier les chaînes de valeur mondiales (GVC). Cette initiative a donné lieu à de nombreux rapports, dont *Global Value Chains* et *China Value Added Compatibility*³⁷³. Encouragée par ces rapports, la Chine a lancé une étude sur les chaînes de valeur mondiales (CVM) en impliquant l'APEC. En 2014, elle a proposé deux initiatives : le « Plan Stratégique de l'APEC pour promouvoir le développement et la coopération des CVM » et le « Cadre Stratégique sur la mesure APEC TiVA dans le cadre des CVM³⁷⁴ ». Tout ceci fut adopté par les ministres de l'APEC et en 2016 par le sommet du G20.

Ce succès de la Chine dans les chaînes de valeur mondiales (CVM) a paradoxalement mis en lumière la vulnérabilité des CVM basées en Chine, engendrant des conséquences inattendues. Par exemple, le blocage des approvisionnements de terres rares vers le Japon en 2010, sur fond de tensions maritimes, illustre comment la Chine a pu instrumentaliser sa position dans les CVM pour obtenir des avantages politiques³⁷⁵. Pour y répondre, les États-Unis et leurs alliés ont engagé deux affaires devant l'OMC, qu'ils ont remportées de justesse grâce à un détail technique lié aux protocoles du GATT, empêchant ainsi l'innovation de la

³⁷⁰ Le Monde avec AFP, (2019). "Guerre douanière avec les États-Unis : la Chine dépose plainte auprès de l'Organisation mondiale du commerce": De nouveaux droits de douane sont entrés en vigueur dimanche aux États-Unis sur des produits chinois représentant des milliards de dollars d'importations annuelles, https://www.lemonde.fr/economie/article/2019/09/02/guerre-douaniere-avec-les-etats-unis-la-chine-depose-plainte-aupres-de-l-organisation-mondiale-du-commerce_5505565_3234.html. Le 23 septembre, 2024.

³⁷¹ Ibid.

³⁷² Ibid.

³⁷³ Ibid.

³⁷⁴ United States, International Trades Commission, Asia-Pacific Economic Cooperation* (APEC) TiVA, https://www.usitc.gov/tiva_portal/asia_pacific_economic_cooperation.

³⁷⁵ Henry Gao, Ibid.

clause d'exception générale. Dans cette même dynamique, les États-Unis ont commencé à délocaliser leurs chaînes d'approvisionnement en négociant de nombreux accords de libre-échange avec des partenaires régionaux du Pacifique, tels que le Partenariat Transpacifique (TPP)³⁷⁶. Ces accords contenaient des règles visant explicitement à exclure la Chine dans le but de relocaliser les chaînes d'approvisionnement. Pour aggraver la situation, Donald Trump a adopté une approche plus brutale dès son arrivée au pouvoir, en recourant à des mesures punitives telles que l'augmentation des tarifs douaniers. Il a également ordonné aux entreprises américaines de quitter la Chine et a restreint l'accès des entreprises chinoises au matériel américain, comme ce fut le cas pour Huawei³⁷⁷.

C'est ainsi que la déclaration officielle de la guerre commerciale a été formulée. En réponse, la Chine a lancé le projet "Belt and Road Initiative" (BRI), connu sous le nom de « Une Ceinture, Une Route », qui vise à protéger ses chaînes de valeur. La BRI est rapidement devenue un épouvantail dans la politique commerciale internationale de la Chine, sécurisant les matières premières, les ressources et les marchés internationaux pour faciliter l'accès des produits chinois³⁷⁸. Cette initiative a permis à la Chine de gravir les échelons de la chaîne de valeur, lui conférant ainsi une position dominante. Par la suite, la Chine a entrepris une stratégie commerciale axée sur le libre-échange avec l'ASEAN, en signant en 2012 son premier Accord de Libre-Échange (ALE)³⁷⁹. Conçues à l'origine comme des outils politiques peu profonds, les initiatives ont évolué en 2015 avec la nouvelle stratégie du Conseil d'État. Ce document présente des plans ambitieux visant à élargir le marché des services FTA et à promouvoir l'investissement, tout en établissant de nouvelles règles concernant les droits de propriété intellectuelle, la protection de l'environnement, le commerce, la concurrence et les marchés publics³⁸⁰.

³⁷⁶ Voir, Henry Gao, "From P4 to TPP: Transplantation or Transformation"? C.L. Lim, Deborah Elms, Patrick Low (éds.), *The Trans-Pacific Partnership: A Quest For A 21st Century Trade Agreement*, Cambridge University Press, 2012, p. 64-81. https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=2263165#.

³⁷⁷ Voir : <https://www.capital.fr/economie-politique/droits-de-douane-des-usa-la-chine-depose-une-plainte-a-l-omc-1348895>. <https://www.lesechos.fr/2018/04/omc-seize-ans-de-litige-entre-les-etats-unis-et-la-chine-988525>. https://lexpansion.lexpress.fr/actualite-economique/droits-de-douane-des-etats-unis-la-chine-depose-une-plainte-a-l-omc_2096224.html.

³⁷⁸ Henry Gao, "A New Chinese's Economic Order", Ibid.

³⁷⁹ Ibid.

³⁸⁰ Ibid.

Enfin, l'initiative *Made in China 2035*, lancée en 2015, a été perçue comme un plan stratégique visant à renforcer la chaîne de valeur manufacturière de la Chine³⁸¹. La Chine a récemment mis en place une stratégie de double circulation, qui se concentre sur le développement de son marché national tout en maintenant des liens avec l'économie internationale. Toutefois, cette stratégie repose essentiellement sur la dynamique interne du marché³⁸². Depuis son annonce en 2020, la stratégie de double circulation a été interprétée comme une réponse à la guerre commerciale entre la Chine et les États-Unis. Cependant, elle s'inscrit également dans un plan de relance économique destiné à stimuler le PIB. En effet, cette stratégie vise à établir un méga marché national unifié, rendant l'économie chinoise moins vulnérable aux fluctuations extérieures, tout en renforçant son influence dans les chaînes de valeur mondiales (CVM). Ainsi, ces développements soulèvent des questions non plus sur l'imminence d'un conflit entre la Chine et les États-Unis, mais sur la forme qu'il pourrait prendre et la manière dont les acteurs s'organisent stratégiquement pour s'assurer un avantage dans cette lutte.

Conclusion du chapitre II

Que l'approche de la Chine soit douce ou agressive, il est clair que sa montée en puissance ne peut être ignorée et doit être considérée comme celle d'une puissance majeure. Comme l'a souligné Zakie Laïdi en s'appuyant sur les analyses de plusieurs auteurs, la Chine possède des capacités de puissance comparables à celles des États-Unis, ce qui lui confère la capacité de séduire tout en exerçant une contrainte³⁸³. Cela permet à la République populaire de Chine (RPC) de façonner son image et d'influencer les perceptions à travers des stratégies de communication soigneusement élaborées, créant ainsi un "organe du langage" qui véhicule l'image qu'elle souhaite projeter sur la scène internationale.

Zakie Laïdi attribue à l'Union européenne une capacité qu'il qualifie de normative, la considérant ainsi comme moins compétitive sur la scène internationale par rapport à la rivalité entre la Chine et les États-Unis. Cela soulève la question de savoir si la montée en puissance de la Chine doit réellement susciter la crainte. Les stratèges américains, ayant d'abord mis

³⁸¹ Yi Wu, (2022). "China Standards 2035 Strategy: Recent Developments and Implications for Foreign Companies", *China Briefing From Dezan Associates*, <https://www.china-briefing.com/news/china-standards-2035-strategy-recent-developments-and-their-implications-foreign-companies/>, Le 19 septembre, 2024.

³⁸² Henry Gao, Ibid.

³⁸³ Zakie Laïdi, *La norme sans la force*, op. cit, pp. 35-43.

l'accent sur les capacités militaires de la République populaire de Chine (RPC), ont ensuite intégré la notion de "menace chinoise" autour du *soft power* développé par Joseph Nye³⁸⁴. Cependant, en analysant ce concept plus en profondeur, on peut constater que cette menace n'est qu'une construction du Pentagone. Bien que des éléments objectifs puissent suggérer que la Chine cherche à renverser le *statu quo*, il est essentiel de remettre en question la perception de cette menace afin d'obtenir une image plus nuancée de la dynamique actuelle entre les grandes puissances.

Mal perçu, mal défini ou encore précaire, le concept de *soft power* ne parvient pas à expliquer pleinement l'évolution de la puissance chinoise et ses ambitions sur la scène mondiale. Joseph Nye, lui-même, a évité de considérer son concept comme une théorie analytique³⁸⁵, ce qui amène Pierre Guerlain à le qualifier de simple "concept passe-partout". Selon Guerlain, cette approche est souvent utilisée par de nombreux analystes, mais, comme le souligne une boutade, il s'agit en réalité d'un "concept mou" (soft concept), manquant de rigueur et d'applicabilité dans l'analyse des dynamiques de pouvoir contemporaines³⁸⁶. En effet, le *soft power* n'aurait pas pu perdurer sans le soutien de la puissance économique et militaire. Bien que ce concept, conçu par les Américains comme un idéal, ait réussi à uniformiser les goûts des consommateurs pour les produits américains à travers le monde, profitant ainsi aux industries culturelles des États-Unis, il n'a pas réussi à homogénéiser les situations géopolitiques en faveur des intérêts américains. La réalité est que les dynamiques de pouvoir et les contextes géopolitiques demeurent diversifiés et complexes, rendant difficile l'application d'une stratégie de *soft power* sans l'accompagnement de moyens plus coercitifs et matériels³⁸⁷. Cela avait déjà été le cas pendant la période unipolaire, et cela semble encore plus vrai dans un contexte multipolaire. Ainsi, lorsqu'on applique le concept de *soft power* à la Chine, il apparaît insuffisant, car il n'a pas permis au pays d'influencer véritablement l'ordre du jour sur la scène mondiale. Cette fragilité du concept incite Fareed Zakaria à affirmer que la Chine ne sera pas la puissance dominante du XXI^e siècle³⁸⁸. Sans vouloir paraître trop pointilleux, Zakaria avance trois arguments pour étayer sa position : économique, politique et géopolitique. Sur le plan économique, l'histoire des dernières décennies a montré que rien ne progresse de manière

³⁸⁴ Joseph S. Nye Jr, "Soft Power: The Means to Success in World Politics", op. cit.

³⁸⁵ Ibid.

³⁸⁶ Pierre Guerlain, (2014). « Soft power : la fin d'une légende la mort d'un concept », *Huffpost, Les Blogs*, https://www.huffingtonpost.fr/pierre-guerlain/influence-soft-power-etats-unis_b_5271305.html, Le 19 septembre, 2024.

³⁸⁷ Ibid.

³⁸⁸ Niall Ferguson and David D. Li Vs Henry Kissinger and Fareed Zakaria, *The Munk Debat*, op. cit., p. 16.

linéaire et éternelle. C'est ce que l'on pourrait appeler la loi de l'attraction. Cette loi aristotélicienne, qui régit le mouvement des corps naturels (mouvement et repos), s'applique également aux performances économiques³⁸⁹.

La Chine semble sur le point d'hériter du monde, mais le Japon a ressemblé à cela aussi un moment. C'était la deuxième plus grande économie du monde ; je ne sais pas combien d'entre vous se souviennent de toutes les histoires qu'on nous a racontées sur la façon dont le monde allait devenir japonais. Nous allons tous manger des sushis-eh bien, je suppose que nous mangeons tous des sushis – mais le reste de cette prédiction n'a pas du tout fonctionné³⁹⁰.

Pour l'analyste américain d'origine indienne, les grands tigres d'Asie ont connu une croissance annuelle de 9 % pendant vingt-cinq ans. Cependant, plus ces économies se développent, plus leur taux de croissance tend à diminuer, atteignant souvent des niveaux de 6 ou 5 %. Selon lui, la Chine ne pourra pas échapper à cette loi des grands nombres et, à un moment donné, elle ralentira inévitablement sa progression vers un taux de croissance plus faible, probablement supérieur à celui d'autres puissances en raison de sa taille³⁹¹. Cette observation semble se confirmer avec la crise sanitaire liée à la Covid-19 et la guerre en Ukraine. La stratégie chinoise de « zéro Covid » continue d'éroder l'économie de la République populaire de Chine, au point où le nouveau plan de relance envisage une croissance d'environ 3 à 5,5 % pour la période 2022-2023³⁹².

Une crise qui pousse Benjamin Tremblay, dans son hebdomadaire *7 jours sur Terre*, à affirmer qu'il ne craint plus la Chine et qu'il ne faudrait plus en avoir peur³⁹³. Le chroniqueur canadien met en lumière la responsabilité du modèle politique et économique chinois dans le déclin de la Chine. Il souligne la division moins apparente au sein du Parti communiste chinois (PCC), qui a conduit Xi Jinping à purger le parti des membres corrompus, remplaçant ceux-ci par des loyalistes et s'appropriant ainsi le contrôle total de l'État, de l'armée, de l'économie et

³⁸⁹ Jan Patočka et Erika Abrams, « La science philosophique de la nature chez Aristote (extrait) », *Les études philosophiques*, 2011/3 n° 98, Cairn info, pp. 303-330.

³⁹⁰ *The Munk Debat*, Ibid.

³⁹¹ Ibid.

³⁹² Le Vend de la Chine, "Li Keqiang à la manœuvre (économique) ", (2022), <https://www.leventdelachine.com/vdlc/numero-21-2022/li-keqiang-a-la-manoeuvre-economique/>. Le 19 septembre, 2024. Le Premier ministre chinois a laissé entendre que la Chine pourrait bien passer à côté de son ambitieux objectif de croissance du PIB à 5,5 %, « si l'économie dérape au-delà d'une fourchette de barre sans avoir à payer le prix fort ». Le 15 juillet 2022, Jean-François di Meglio livrait une analyse sur le coup de frein de la croissance chinoise qui tournerait autour de 3% pour les nouvelles prévisions, <https://lnkd.in/eCh-CiYW>.

³⁹³ Benjamin Tremblay, [Le plan de la Chine est condamné à l'échec], « 7 jours sur Terre », <https://www.youtube.com/watch?v=1U0UqFkXorM>, Le 12 juin 2022.

du reste de la société, faisant de Xi le « secrétaire de tout »³⁹⁴. Il a même réussi à modifier la Constitution pour abolir la limite des mandats, lui permettant ainsi de diriger la Chine à vie. Cela incite Xi à resserrer le pouvoir en condamnant toutes les formes de dissidence, comme ce fut le cas pour le milliardaire Jack Ma. L'arrestation de ce dernier a entraîné une perte de 26 milliards de dollars en bourse pour le groupe chinois Alibaba en moins de 24 heures, un signe révélateur de la fragilité du modèle chinois. Cette vulnérabilité rend l'économie chinoise trop dépendante de l'environnement politique³⁹⁵.

L'investissement direct de la Chine par mois équivaut à l'investissement annuel de l'Inde, et pourtant la croissance de la Chine n'est supérieure que de deux points de pourcentage à celle de l'Inde. Si l'on se concentre sur les investissements massifs dans les grands aéroports, les grands ports, les mégapoles ou les autoroutes à huit voies, cela peut sembler impressionnant. Cependant, selon Zakaria, lorsque l'on examine les retours sur ces investissements, le résultat n'est pas aussi éloquent³⁹⁶. En combinant ces éléments avec l'effondrement démographique causé par la politique de l'enfant unique, bien que celle-ci ait été abrogée, on estime que la population chinoise pourrait diminuer de 400 millions d'ici quelques années. Zakaria souligne qu'il n'existe aucun précédent dans l'histoire du monde où une puissance dominante était également en déclin démographique, le meilleur exemple étant le Japon³⁹⁷. Il serait pertinent de s'interroger sur la véritable puissance de la Chine. La croissance du pays semble souvent embellie, autant par les méthodes d'évaluation mondiale du PIB, comme la parité de pouvoir d'achat (PPA)³⁹⁸, que par les responsables chinois eux-mêmes, qui ajustent les chiffres pour plaire au Parti communiste³⁹⁹. Certes, les succès économiques de la Chine attirent de nombreux pays du Sud global, mais cela signifie-t-il que le leadership politique chinois fait consensus ?

³⁹⁴ Ibid.

³⁹⁵ Plusieurs de ses partenaires éprouvent des difficultés à rembourser les emprunts immobiliers, quand d'autres en appellent au boycott. Voir : [Le boycott des prêts hypothécaires en Chine s'intensifie. Maintenant, les fournisseurs d'Evergrande ont cessé de payer des prêts bancaires - ABC News](#). [Crise d'Evergrande en Chine: une entreprise immobilière fait face à des protestations de la part des acheteurs de maisons et des investisseurs - Bloomberg](#).

³⁹⁶ Fareed Zakaria, *The Munk Debate*, Ibid, p. 17.

³⁹⁷ Ibid.

³⁹⁸ Le PIB de la Chine se gonfle du fait que, par exemple, le coût d'une coupe de cheveux à Pékin est inférieur à la même coupe à Montréal. Cependant, la puissance sur la scène internationale n'est pas relative à la coupe de cheveux, mais de l'aide étrangère, du pétrole, des investissements internationaux et des porte-avions, et de la monnaie réelle. Ibid

³⁹⁹ Michael C. Beckley, *Unrivaled: Why America Will Remain the World's Sole Superpower* (Ithaca, NY : Cornell University Press, 2018), p. 34.

L'émergence d'une nouvelle classe moyenne, plus jeune et exigeante en termes de libertés et de démocratisation, représente un défi majeur pour Pékin⁴⁰⁰.

La politique du « zéro Covid » et les confinements massifs ont révélé que les Chinois ne sont plus aussi dociles face à la domination du Parti communiste qu'on aurait pu le penser autrefois. Ces restrictions ont provoqué des protestations et des tensions sociales, marquant un changement dans l'attitude de la population. On observe des parallèles intéressants avec des transitions démocratiques qui ont eu lieu à Taïwan et en Corée du Sud après des crises similaires. Cette situation aurait pu mettre en péril la réélection de Xi Jinping, mais grâce à son contrôle serré sur le Parti, il a réussi à maintenir son pouvoir, évitant une telle évolution démocratique⁴⁰¹. Sur le plan géopolitique, la bataille avec les États-Unis n'est pas totalement gagnée⁴⁰². Dans la zone indo-pacifique, les États-Unis se maintiennent et tentent de rééquilibrer la puissance⁴⁰³. La crise ukrainienne a intensifié les liens entre Taïwan, l'Australie, le Japon et d'autres États insulaires de la région avec les États-Unis, ces derniers redoutant une potentielle offensive chinoise. Les États-Unis pourraient soutenir que la Chine cherche à défier l'OTAN, mais en réalité, il semble que la situation soit inversée. Ce sont les États-Unis et les membres de l'OTAN qui possèdent une dizaine de bases militaires dans la sphère d'influence directe de la Chine, renforçant ainsi les tensions géopolitiques autour de Pékin⁴⁰⁴. Avec la visite de la présidente de la Chambre des représentants des États-Unis Nancy Pelosi à Taïwan le 02 août 2022, qui a fait augmenter l'escalade dans la région, on se rapproche d'un véritable affrontement militaire dans le Pacifique. Le défi chinois est plus complexe que ce qu'il n'y paraît, et ce défi mérite d'être étudié avec beaucoup plus de rigueur.

⁴⁰⁰ Jean-Pierre Cabestan, *Demain la Chine, Démocratie ou Dictature ?*, Éditions le Débat Gallimard, 2018.

⁴⁰¹ Chine : Xi Jinping proche d'une "victoire boiteuse" au XXème Congrès du Parti ? - Asialyst.

⁴⁰² La Chine prise pour cible par l'OTAN et critiquée par le G7 - Asialyst.

⁴⁰³ Pierre-Antoine Donnet, Jean-Pierre Cabestan : « Nul ne sait quelle forme prendra l'engagement américain Pour défendre Taïwan », *Asialyst* (2022), <https://asialyst.com/fr/2022/05/28/jean-pierre-cabestan-nul-ne-sait-quelle-forme-engagement-americain-defendre-taiwan/>, Le 19 septembre, 2024.

⁴⁰⁴ Sophia Ankel, "Pentagon is prepared to protect Pelosi with fighter jets and ships if she visits Taiwan after China warned her not to, report says", *Business Insider* (2022), <https://www.businessinsider.com/pelosi-taiwan-pentagon-prepared-send-fighter-jets-ships-protection-report-2022-7>, Le 19 septembre, 2024.

CHAPITRE III : Une nouvelle perspective théorique pour comprendre la Chine de Xi Jinping

Comme le rappelle l'universitaire Stephen Walt, la complexité du monde nous contraint, par nécessité, à nous appuyer sur diverses croyances ou théories sur « la manière dont le monde fonctionne » afin de tenter de le comprendre⁴⁰⁵. Parce que toutes les théories sont des simplifications, aucune approche unique des relations internationales ne peut rendre compte de tout ce qui se passe à un moment donné, ni prédire avec certitude ce qui se produira dans les semaines ou les mois à venir. Ainsi, proposer un plan d'action infaillible garantissant le succès demeure impossible. Même en supposant qu'une telle chose soit réalisable, nos outils théoriques pourraient tout au plus nous aider à comprendre l'ascension de la puissance chinoise et le défi sécuritaire qu'elle représente pour l'ordre mondial occidental. Ils permettent d'expliquer une partie des dynamiques actuelles et d'alerter sur les opportunités et les dangers liés à cette montée en puissance, tout en suggérant certaines grandes lignes d'action pour l'avenir. Cependant, certaines dimensions pourraient être négligées, soit par manque d'information, soit par absence d'intuition, voire par omission volontaire ou involontaire.

Même les meilleures théories des sciences sociales, bien que solides, restent toujours sujettes à débat. Aucune théorie n'est à l'abri de l'épreuve du temps. C'est pourquoi nous proposons une nouvelle perspective théorique pour appréhender la Chine. Par ailleurs, mesurer la puissance uniquement à travers la croissance économique ou les capacités militaires comporte des limites, car le monde évolue et se pense désormais autrement. De même, les attributs de la puissance ne peuvent plus se réduire aux seules caractéristiques matérielles. Il est donc nécessaire d'intégrer des paramètres que les théories antérieures ont soit négligés, soit minimisés, voire ignorés.

Étant donné que l'ascension de la Chine constitue un défi à la fois global et local (glocal)⁴⁰⁶ dans le domaine des relations internationales, elle devient un objet d'étude central dans de nombreuses disciplines des sciences sociales et technologiques, suscitant ainsi une

⁴⁰⁵ Stephen M. Walt, (2022). "An International Relations Theory Guide to the War in Ukraine": A consideration of which theories have been vindicated—and which have fallen flat, *Foreign Policy*, <https://foreignpolicy.com/2022/03/08/an-international-relations-theory-guide-to-ukraines-war/>, Le 19 septembre, 2024.

⁴⁰⁶ Le terme est inventé par le sinologue français Emmanuel Lincot dans, *Chine, une puissance culturelle ?*, op. cit. C'est la conjonction de deux expressions « global » et « local », qui lui permet d'expliquer comment la montée en puissance de la Chine pose un double problème autant sur le plan global qu'au plan local.

multitude de perspectives analytiques⁴⁰⁷. Dans le domaine de l'économie, où l'émergence de la Chine a d'abord été observée, cette ascension a donné lieu à de nouvelles théories sur la performance économique. Cela se reflète dans les travaux de Duncan Green, *From Poverty to Power*⁴⁰⁸, ainsi que dans ceux de l'économiste Alice Amsden avec *The Rise of "The Rest" : Challenges to the West from Late-Industrializing Economies*⁴⁰⁹. Le célèbre économiste italien d'obédience marxiste, Giovanni Arrighi, explore également cette dynamique dans son ouvrage *Adam Smith à Pékin : Les promesses de la voie chinoise*⁴¹⁰. Ces études ont permis de rendre intelligible la montée en puissance de la Chine à travers le prisme de l'économie politique internationale et de l'économie du développement, tout en clarifiant la question de l'émergence de nouveaux acteurs dans le système international, capables de bouleverser l'ordre économique établi.

En science politique et dans le domaine des relations internationales, les analyses ont été plus complexes, car elles ont souvent opposé les systèmes politiques (démocratie contre autoritarisme). Ainsi, l'émergence de la Chine est perçue par certains comme marquant la fin de l'ordre mondial occidental hérité de la Seconde Guerre mondiale, au profit d'un nouvel ordre prétendument autoritaire, défendant des valeurs antidémocratiques et contraires aux droits de l'homme. Ces approches, développées autour de l'hypothèse de la "menace chinoise", combinent la croissance économique et les ambitions hégémoniques des puissances montantes. Qualifiées de "mainstream", ces théories obligent les spécialistes à interpréter les réalités internationales à travers une dichotomie entre matérialisme et idéation (hard power/soft power). Elles ont donné naissance à des prétendues lois qui influencent aujourd'hui les perceptions de nombreux chercheurs.

Cependant, les tenants de ces approches mainstream ont souvent négligé des éléments évidents, notamment le fait que les relations internationales restent profondément humaines, soumises aux aléas de la vertu et de la fortune. De ce fait, le comportement humain ne peut être

⁴⁰⁷ Voir avec, Michel Barr, *Who's Afraid of China ?*, op. cit., p. 3.

⁴⁰⁸ Duncan Green, *From Poverty to Power: How active citizens and effective states can change the world*, Foreword by Amartya Sen, Oxfam International, 2008.

⁴⁰⁹ Alice H. Amsden, *The Rise of "The Rest": Challenges to the West from Late-Industrializing Economies*, Oxford University Press, 2001.

⁴¹⁰ Giovanni Arrighi, *Adam Smith à Pékin : Les promesses de la voie chinoise*, op. cit.

réduit à une vision déterministe, comme le suggérerait une loi aristotélicienne affirmant que, "toutes choses étant égales par ailleurs, les mêmes causes produisent les mêmes effets"⁴¹¹.

Cette vision a progressivement évolué grâce à une nouvelle catégorie d'analyses en relations internationales, notamment issue de l'école marxiste néo-gramscienne, qui a influencé les mouvements révolutionnaires du Sud. C'est dans ce cadre que Ranajit Guha a cofondé les études subalternes, ouvrant ainsi la voie aux études postcoloniales⁴¹². Ces études ont inspiré Bertrand Badie, professeur émérite de science politique à Sciences Po Paris, à développer un courant d'analyse fondé sur une science politique de la reconnaissance, qu'il appelle "weakness politics" ou "politique de la faiblesse"⁴¹³.

Avec l'émergence des études sociologiques en relations internationales, les théories françaises, ou *French Theory*, ont ouvert la voie à une nouvelle catégorie d'études qui proposent des systématisations pertinentes sur l'analyse de la puissance, en particulier celles portant sur le pouvoir symbolique, inspirées par Pierre Bourdieu. Quatre études méritent d'être mentionnées à cet égard, bien que les deux premières n'aient pas apporté de connaissances empiriques significatives sur la Chine contemporaine. Par exemple, Ji-Young Lee a utilisé le cadre théorique bourdieusien dans un ouvrage publié en 2017⁴¹⁴. Ce dernier actualise les travaux d'un article paru un an plus tôt⁴¹⁵. Cependant, ces deux textes traitent simultanément de l'évolution historique de l'empire chinois, et non de la Chine contemporaine. Plus récemment, Anastas Vangeli a introduit un changement paradigmatique dans l'étude de la puissance chinoise en posant une question inconfortable mais nécessaire : comment la Chine transforme-t-elle les rapports sociaux en Europe ? Il souligne qu'il ne s'agit plus de se demander "comment l'Europe a changé la Chine", mais plutôt "comment la montée de la Chine a changé l'Europe"⁴¹⁶.

⁴¹¹ Voir avec, Jacques Fallon, « Réflexions sur la théorie aristotélicienne des quatre causes », In *Revue Philosophique de Louvain*, 1999, n° 71, PP. 317-353. https://www.persee.fr/doc/phlou_0035-3841_1988_num_86_71_6508.

⁴¹² Philipp Zehmisch, "The concept of subalternity: Theoretical and Methodological Implication", *Mini-India: The Politics of Migration and Subalternity in the Andaman Islands*, (Delhi, 2017; online edn, Oxford Academic, 22 June 2017), pp. 11-25, <https://doi.org/10.1093/oso/9780199469864.003.0002>, accessed 20 Sept. 2024.

⁴¹³ Bertrand Badie, *Quand le sud réinvente le monde : Essai sur la puissance de la faiblesse*, op. cit.

⁴¹⁴ Ji-Yong Lee, *China's Hegemony: Four Hundred Years of East Asian Domination*, Columbia University Press, 2017.

⁴¹⁵ Idem, "The Making of Qing Hegemony", *China's Hegemony: Four Hundred Years of East Asian Domination*, New York, NY, 2016; online edn, Columbia Scholarship Online, 21 Sept. 2017, pp. 136-167. <https://doi.org/10.7312/columbia/9780231179744.003.0006>, Le 20 septembre, 2024.

⁴¹⁶ Anastas Vangeli, (2020). "How China Changed Europe", *European – Western Balkans*, <https://europeanwesternbalkans.com/2020/11/03/how-china-changed-europe/>, Le 20 septembre, 2024.

Vangeli s'est penché sur l'impact idéologique de l'Initiative de la Ceinture et de la Route (BRI) en Europe, en se concentrant principalement sur la manière dont la coopération et la concurrence servent d'outils de diffusion des normes chinoises⁴¹⁷. Plus récemment, en 2021, deux chercheurs de l'IRSEM, le Dr Paul Charon et le Dr Jean-Baptiste Jeangène Vilmer, ont publié un rapport de 644 pages qui examine les opérations d'influence de la Chine sous un angle machiavélien⁴¹⁸. Les chercheurs traitent à la fois des opérations visibles et invisibles, arguant que la stratégie d'influence de la Chine a largement évolué depuis son émergence pour se rapprocher de celle de Moscou. Leur étude prend en compte ce qu'ils appellent le "pouvoir discursif de la Chine" et invite les lecteurs à considérer ce rapport comme une analyse du gouvernement chinois ou du parti-État, sans les confondre avec la société chinoise. Cette étude, largement documentée, est pertinente car elle encourage à dissocier les actions des États du comportement des peuples.

La systématisation la plus audacieuse émane des travaux du Dr Roromme Chantal, chercheur en science politique à l'Université de Moncton. Il propose un cadre analytique pour l'étude de la puissance, cadre basé sur les travaux de Bourdieu, d'abord dans sa thèse soutenue en 2015 à l'Université de Montréal, puis dans son ouvrage remarquable, *Comment la Chine conquiert le monde : le rôle du pouvoir symbolique*⁴¹⁹. Cet ouvrage opère une véritable révolution dans l'analyse de la montée en puissance de la Chine et du défi qu'elle pose aux puissances traditionnelles, en cherchant à restructurer les rapports sociaux de domination au service d'intérêts hégémoniques. Comme le note l'universitaire Stephen Walt, une grille d'analyse axée sur la puissance symbolique constitue le point de départ le plus approprié pour élucider l'énigme de la puissance chinoise, et ce, pour deux raisons⁴²⁰.

D'une part, en élaborant cette recherche audacieuse, Chantal s'émancipe de la dialectique qui a structuré les analyses de la puissance en opposant souvent le *soft power* et le *hard power*. Ainsi, l'universitaire met en perspective les multiples facettes de la puissance au-delà des cadres conceptuels classiques, enrichissant ainsi l'analyse. D'autre part, il réintroduit les analyses proposées dans les années 1960 par Peter Bachrach et Morton Baratz, qui

⁴¹⁷ Idem, "The ideational impact of China's Belt and Road in Europe: Cooperation and competition as pathways of principle-diffusion", In *China-EU Relations in a New Era of Global Transformation*, 1st Edition 2021, p. 21. <https://doi.org/10.4324/9781003096948>.

⁴¹⁸ Paul Charon & Jean-Baptiste Jeangène Vilmer, *Les Opérations D'influence Chinoises : Un moment machiavélien*, IRSEM (Institut De Recherche Stratégique de L'École Militaire), 2021.

⁴¹⁹ Roromme Chantal, *Comment la Chine conquiert le monde : Le rôle du pouvoir symbolique*, op.cit. p. 36.

⁴²⁰ Voir avec, Stephen Walt, *Pourquoi le monde n'aime pas les États-Unis*, Paris : Demopolis, 2008, p. 19. Le texte est cité aussi par Roromme Chantal, op. cit, p. 36.

critiquaient la conceptualisation de la puissance de Dahl en arguant que celle-ci omettait ce qu'ils appelaient la "deuxième facette de la puissance"⁴²¹. Cette approche souligne l'importance d'une nouvelle dimension, autre que coercitive, comme l'a observé le sociologue allemand Heinrich Popitz ⁴²². Le sociologue Steven Lukes ajoute à la puissance une "troisième face", affirmant que les idées et les croyances peuvent également jouer un rôle dans la formation des préférences des autres⁴²³. En agissant sur les désirs des autres, il est tout aussi possible d'exercer du pouvoir ⁴²⁴. La synthèse de ces deux approches a été réalisée par l'analyse astucieuse de Joseph Nye, lorsqu'il a développé son concept controversé de *soft power* dans les années 1990. Depuis, cette distinction s'est imposée dans l'étude de la puissance, au point de devenir un sous-champ d'étude en relations internationales. Cependant, comme nous l'avons vu précédemment, Nye lui-même a fait évoluer sa réflexion en parlant davantage de *smart power*, un concept qui combine la puissance de coercition, utile à un État pour atteindre ses objectifs politiques, et la puissance d'attraction, nécessaire pour forger des alliances solides et durables⁴²⁵.

L'analyse bourdieusienne représente cependant une "troisième forme de la puissance", avec la particularité de permettre l'analyse des relations de pouvoir entre les acteurs dominants et les acteurs dominés au sein d'une science unifiée. Comme le soulignent deux politistes, le pouvoir n'est jamais dissocié d'une dimension symbolique : « le pouvoir et le symbolisme sont étroitement liés les uns aux autres dans notre langage quotidien et notre perception du public⁴²⁶ ». Autrement dit, le pouvoir symbolique a la particularité d'intégrer l'ensemble de l'activité sociale, y compris les formes les plus invisibles des rapports sociaux de domination. En proposant une analyse systémique fondée sur le pouvoir symbolique, Chantal s'éloigne des manifestations explicites du pouvoir pour s'intéresser à ses formes implicites. Cela inclut la manière dont il opère de façon invisible, influençant les relations sociales, les valeurs et les interprétations de la réalité d'une manière décisive, permettant ainsi la conquête des cœurs et des esprits.

⁴²¹ Ibid. p. 34.

⁴²² Voir, Erik Garrett, "Heinrich Popitz and the Power of Violence and Technical Action in the Revolutionary and Information Ages", In *Human Studies*, Vol 41. n°. 3, 2018, pp. 493-502. *JSTOR*, <http://www.jstor.org/stable/44979932>. Le 20 septembre, 2024.

⁴²³ Roromme Chantal, op. cit.

⁴²⁴ Ibid. p. 38.

⁴²⁵ Joseph S. Nye Jr, "Soft Power: The Means to Success in World Politics", op. cit.

⁴²⁶ Dominik Meier and Christian Blum, *Power and its Logic: Maturing Politics*, Political Science/ Volume 64, 2019, p. 20.

Le second élément découle du fait que l'approche symbolique du pouvoir offre un cadre conceptuel pertinent pour analyser les luttes observées dans la structure internationale. Ce faisant, elle se rapproche des conceptions néo-gramscienes, notamment avec le développement d'une forme d'hégémonie douce et marxiste. Dans la sociologie de Pierre Bourdieu, on retrouve les notions de "violence symbolique", de "pouvoir symbolique" et de "capital symbolique". Il est important de noter que Bourdieu élabore son analyse pour comprendre les rapports sociaux de domination dans l'État-nation, en particulier au sein de la société kabyle en Algérie. Il tente ainsi de répondre à la question suivante : « comment les systèmes sociaux stratifiés de hiérarchie et de domination persistent-ils et se reproduisent-ils d'une génération à l'autre sans résistance puissante et sans reconnaissance consciente des personnes concernées⁴²⁷ ? ».

La réponse qui constitue une hypothèse de travail crédible pour Bourdieu est que les personnes dominées intériorisent leurs conditions de domination comme étant naturelles et normales, même si elles sont invisibles. Par conséquent, elles méconnaissent la véritable nature de leurs inégalités sociales, les acceptant plutôt que de résister. Cela confère au pouvoir symbolique une dimension cognitive, qui se lie aux concepts de "visible" et d'"invisible", offrant au pouvoir symbolique une forme de légitimité. Cette légitimité est fondée sur le fait qu'il est méconnu par les dominés, mais rendu légitime par leurs constructions cognitives partagées. Chantal note que : « par exemple, contrairement à une interprétation répandue, les ordres de [domination symbolique] qui découlent d'un tel pouvoir ne sont pas légitimes parce qu'ils sont nécessairement normativement valables pour les subordonnés comme pour les dominants, mais parce qu'ils prétendent l'être⁴²⁸ ».

En ce sens, le pouvoir symbolique ne désigne pas une forme précise de pouvoir, mais englobe de nombreux aspects du pouvoir qui opèrent couramment dans la vie sociale. Ce point de vue remet en question l'idée répandue selon laquelle le pouvoir symbolique serait uniquement symbolique. En effet, les significations et classifications symboliques constituent une force cognitive dans l'organisation des relations de pouvoir au sein des structures sociales stratifiées. Le capital symbolique sert ainsi d'autorité sociale, permettant à certains acteurs d'imposer des significations et des classifications symboliques comme légitimes.

⁴²⁷ Voir avec, David L. Swartz in, *Keith Dowding, Encyclopedia of Power*, Editorial Board, Australian National University, pp. 648-649.

⁴²⁸ Roromme Chantal, *Comment la Chine conquiert : Le monde: le rôle du pouvoir symbolique*, op. cit.

Le capital symbolique est donc une substance qui s'accumule à travers la reconnaissance publique de leurs capitaux matériels et de la position sociale qu'ils occupent. Cela engendre ce que l'on appelle la violence symbolique, car les personnes dominées méconnaissent ces catégories cognitives, ce qui permet aux systèmes sociaux de domination de se perpétuer sans résistance et sans transformation. Cette notion de violence symbolique peut être assimilée à la notion marxienne d'idéologie, ainsi qu'à la variante néo-gramscienne d'hégémonie culturelle, qui associe le pouvoir culturel au nationalisme dans l'État-nation. À cet égard, David Swartz note que : « la violence symbolique mettra l'accent sur la justification pratique de l'ordre établi par le biais d'hypothèses, de classifications et de perceptions considérées comme allant de soi, plutôt que par des croyances spécifiques, des messages culturels ou un discours explicite⁴²⁹ ».

Le concept de violence symbolique rend compte des schémas pratiques préexistants qui rendent acceptables les messages idéologiques et hégémoniques. Il souligne que, dans les sociétés où les techniques de coercition les plus brutales et autoritaires ont été remplacées par l'incitation, le consentement, l'influence et la négociation, la violence exercée sur les acteurs sociaux n'est pas moins présente. Autrement dit, les régimes démocratiques n'ont fait que délocaliser les formes de violence, passant du corps à l'esprit.

Ainsi, tout comme en Kabylie, où Bourdieu a analysé l'échange de dons non pas à partir de la structure formelle de la réciprocité, mais comme un mécanisme de pouvoir dans lequel ce dernier est dissimulé dans le geste même par lequel il s'exprime, le monde en développement représente pour Chantal une société dans laquelle les institutions internationales donnent lieu à des formes de représentation déguisées. Dans ce contexte, les acteurs dominants utilisent des moyens personnalisés pour exercer leur pouvoir sur autrui⁴³⁰. La politique mondiale est donc assimilée à une « lutte doxique », une bataille idéologique entre l'« orthodoxie libérale dominante » et l'« hétérodoxie illibérale révisionniste ». Cependant, la lutte doxique ne se limite pas à un simple affrontement d'idées entre grandes puissances cherchant à imposer leur vision du monde. Elle se déroule sur l'ensemble des piliers de l'ordre international, incitant les acteurs concernés à accumuler du capital symbolique afin de le transformer en capital politique, économique, idéologique ou militaire pour remporter cette bataille doxique. C'est peut-être là

⁴²⁹ David L. Swartz, op. cit.

⁴³⁰ Roromme Chantal, op. cit, p. 37.

que réside le plus grand apport conceptuel de Roromme Chantal à l'étude des relations internationales : sa systématisation du pouvoir symbolique.

Poursuivant la même perspective que Chantal, mais en nous intéressant davantage aux techniques de domination, nous explorerons l'étude de la montée en puissance de la Chine à travers un prisme foucauldien, tout en empruntant également aux concepts de Bourdieu. Michel Foucault s'est d'abord penché sur la manière dont le pouvoir sert d'instrument de contrôle pour des acteurs engagés dans une lutte, évoquant le concept de biopouvoir⁴³¹. Un pouvoir extrait à sa source qui lui permet de rendre compte des relations de production, en dévoilant les trois dispositifs qui le sous-tendent : les techniques incitatives, les techniques de sécurité et les techniques disciplinaires. Ces concepts sont développés dans son ouvrage devenu un best-seller, *Surveiller et Punir*⁴³².

Les études en droit international, pour leur part, se sont intéressées tardivement à l'évolution de la Chine. Elles ont principalement émergé à partir du moment où Pékin a intégré l'OMC, suscitant des inquiétudes quant à la possibilité que la Chine ne respecte pas les règles internationales en raison de son modèle illibéral⁴³³. Insistant sur le respect du principe de bonne foi, les juristes internationalistes s'inquiétaient d'une Chine vorace dans les accords économiques et commerciaux bilatéraux et multilatéraux. Ils cherchaient des moyens diplomatiques et/ou coercitifs pour amener la Chine à honorer ses engagements envers les institutions internationales, tels que l'OMC ou son ancêtre, le GATT, ainsi que les nombreux mécanismes multilatéraux offerts par le système des Nations Unies.

Cette approche explore le domaine du droit international économique et ses procédures arbitrales en matière commerciale ou maritime. Elle fait suite à la ratification par la Chine de l'UNCLOS en 1982, qui vise à trancher les nombreux litiges susceptibles de survenir en mer de Chine méridionale (liberté de navigation, zones exclusives, etc.), liés à ses prétentions géopolitiques de conquête territoriale. Ces tensions ont pris une dimension militaire, produisant ainsi une confrontation entre différents systèmes juridiques (*lawfare*). En réalité, les juristes internationaux s'apercevaient que, lors des règlements de différends devant les tribunaux, les

⁴³¹ Michel Foucault, *Naissance de la Biopolitique : Cours au Collège de France. 1978-1979*, Éditions Gallimard Seuil, Collection « Hautes Études », 2004.

⁴³² Idem, *Surveiller et punir : Naissance de la prison*, Gallimard, 1975, Copyleft Yuji-2004.

⁴³³ Robert D. William, (2020). "International Law With Chinese Characteristics : Beijing aCharacteristics:sed Global Order, In *Global China, Assessing China's Growing Role in The World*, October 2020, pp. 1-24. https://www.brookings.edu/wp-content/uploads/2020/10/FP_20201012_international_law_china_williams.pdf, Le 20 septembre, 2024.

avocats internationaux occidentaux faisaient face à des interprétations exogènes du droit, qui n'avaient aucun rapport avec les ordres juridiques issus du système international conventionnel⁴³⁴. Ceci révélait une fracture majeure dans l'état de droit international, qui est perçu par certains acteurs comme un ordre fondé sur des règles. À tel point que la professeure et directrice du *Centre for International Governance and Justice* (CIGJ), Anthea Roberts, a proposé d'élaborer une étude comparée des sources du droit. Cette étude vise à comprendre l'émergence de sous-systèmes régionaux, chacun offrant des interprétations distinctes du droit, afin de les intégrer à un ordre plus fédérateur⁴³⁵. Une perspective juridique qui avait déjà été envisagée par l'universitaire et juriste américain David Kennedy, connu pour ses travaux critiques sur le droit international. Dans un article publié en 2007, il note que : « au cours des dernières années de nombreux chercheurs ont tourné leur attention vers la fragmentation, la désagrégation et la multiplicité de régimes juridiques internationaux⁴³⁶ ». Cet intérêt, qui découle du problème du pluralisme juridique au sein de la société internationale, n'est pas nécessairement préjudiciable à la santé morale du droit. Au contraire, il ouvre la voie à l'expérimentation de nouveaux modèles juridiques, qui ne sont ni uniques ni inféodés à un système central⁴³⁷. Ainsi, dans un monde dominé par des experts, le pluralisme ou, à tout le moins, la perspective la moins comprise, peut se révéler la plus intéressante⁴³⁸.

Enfin, il demeure sceptique quant au rêve d'un universalisme humanitaire normatif, estimant que l'idéal cosmopolite de la communauté juridique internationale peut revêtir des formes différentes et plurielles⁴³⁹. C'est à ce moment que le droit international aborde la question de l'émergence de la Chine, en empruntant à l'économie et à la science politique un cadre théorique explicatif⁴⁴⁰. En effet, une Chine ambitieuse au XXI^e siècle va inévitablement influencer le paysage international, non seulement sur le plan économique et sécuritaire, mais également en matière d'idées, de formation des identités et de compétition de valeurs entre les acteurs de la communauté internationale. Il en résulte que l'émergence de la Chine fragilise les piliers de l'ordre international, tant sur les plans économique, politique et géopolitique que

⁴³⁴ Voir avec, Anthea Roberts, Paul B. Stephan, Pierre-Hugues Verdier and al, *Comparative International Law*, Edited By Oxford, 2018.

⁴³⁵ Ibid, pp. 111-139. Cet exercice, la juriste anglaise Anthea Roberts l'avait déjà initié dans, *Is International Law Is International*, op. cit.

⁴³⁶ David Kennedy, (2007), "One, Two, Three Many Legal Orders: Legal Pluralism and the Cosmopolitan Dream", *Digital Access to Scholarship at Harvard*, *Dash.Harvard.EDU*, <https://dash.harvard.edu/handle/1/15413226>. Consulté le 29/11/2022.

⁴³⁷ Ibid.

⁴³⁸ Ibid.

⁴³⁹ Ibid.

⁴⁴⁰ Ibid.

juridique⁴⁴¹. Loin d'avoir la prétention de surpasser les travaux précédemment présentés, la perspective théorique envisagée, inspirée par Michel Foucault et désignée sous le terme de « technologies de pouvoir », se servira des éléments de vérité décrits dans l'ensemble de ces études pour proposer une approche intégrée du pouvoir. Celle-ci mêle les facteurs politiques, juridiques et économiques aux éléments invisibles de l'analyse du pouvoir. Ce chapitre permettra ainsi de dévoiler la véritable nature du pouvoir (I) et de montrer comment, dans une relation de production, les mécanismes corrélés du pouvoir établissent une technologie de contrôle qui permettra à la Chine de tirer parti de sa nouvelle position dans le monde (II).

I. Dévoiler la véritable nature du pouvoir : entre *overpower* et *cover-power* ?

Il n'est pas aisé de se risquer à étudier les phénomènes de pouvoir. Cela nous amène à reconnaître l'immense contribution des sciences sociales — telles que la sociologie, la philosophie, l'économie, la psychologie, la science politique et le droit — dans leurs tentatives de compréhension de ce qu'est le pouvoir et de la manière dont il s'articule dans une société. Le pouvoir est sans conteste le concept le plus disputé en science politique, car il est difficile de trouver une définition qui fasse l'unanimité tout en rendant compte des nombreux phénomènes qui le caractérisent. Certains spécialistes ont ainsi cherché à proposer une approche opérationnelle, distinguant entre pouvoir manifeste et pouvoir implicite, ce qui a alimenté une controverse sur les différentes formes de pouvoir existantes⁴⁴². Parfois, ces études ont engendré des concepts opérationnels qui abordent les éléments du pouvoir sans nécessairement les distinguer, tout en les opposant, « influence, contrôle, hégémonie, *soft power*, coercition, autorité, etc.⁴⁴³ ». D'autres ont opté pour une approche formaliste du pouvoir, permettant ainsi d'examiner l'ensemble des éléments sans alimenter les controverses liées à tel ou tel aspect⁴⁴⁴.

Le professeur de science politique à l'Université Nationale d'Australie, Keith Dowding, s'est par exemple penché sur l'élaboration d'une définition de travail du pouvoir, cherchant à éviter la double controverse qui entoure son étude, sans prendre parti entre l'école marxiste et

⁴⁴¹ Voir avec, John Mearsheimer, "Bound to Fail: The Rise and Fall of the Liberal International Order", In *International Security*, Vol. 43, N° 4 (Spring 2019), pp. 7-50, 2019.

⁴⁴² Dominik Meier and Christian Blum, *Power and Its Logic*, op. cit.

⁴⁴³ Ibid, p. 17.

⁴⁴⁴ Ibid.

l'école foucaldienne⁴⁴⁵. Cette démarche, qui revêt une dimension discursive essentielle pour l'avancée des connaissances scientifiques, permet de rechercher au sein de l'ensemble des dispositifs de pouvoir l'élément primordial qui génère toutes les interactions de contrôle social. Cette approche illustre la perspective que nous adoptons : envisager le pouvoir comme un phénomène avant tout social. Cette conception trouve des échos dans la pensée européenne, notamment chez Aristote, qui a d'abord vu l'homme comme un animal fondamentalement politique. Cette certitude renforce l'idée foucaldienne selon laquelle le pouvoir est au cœur de l'activité humaine. Autrement dit, le pouvoir est omniprésent, multiple et diffus, « nous le retrouvons de manière générale et dans la pratique politique sous des formes très diverses⁴⁴⁶ ». Cependant, la démarche aristotélicienne ne s'est pas véritablement orientée vers une analyse du pouvoir en tant que phénomène social. Elle a néanmoins contribué à façonner une double controverse entre deux conceptions du pouvoir : d'une part, le « pouvoir de », qui comprend le pouvoir comme la capacité d'agir en vue d'atteindre un objectif ; et d'autre part, le pouvoir « sur », qui se réfère à la capacité de contrôler autrui⁴⁴⁷. La seconde articulation de la controverse concerne la nature du pouvoir : est-il une ressource pouvant être détenue par des acteurs individuels et collectifs, ou constitue-t-il une structure sociale qui dirige, voire détermine, complètement le comportement des autres acteurs engagés dans les relations ? Cette controverse n'est pas exclusive à la pensée occidentale ; elle se retrouve également dans la pensée asiatique, notamment chez les penseurs de l'éthique chinoise, qu'il s'agisse du taoïsme ou du confucianisme, ainsi que dans la pensée traditionnelle de l'islam politique (A). Cette exploration nous permettra de revenir sur la dimension formelle de la seconde facette du pouvoir, que nous avons mentionnée précédemment avec Dahl (B), avant de poursuivre notre tentative de systématisation.

A. La double controverse au sujet du pouvoir

Analyser le pouvoir comme une capacité d'action en vue d'atteindre un but est une notion qui a émergé très tôt dans l'histoire de la pensée politique. On retrouve les prémisses de cette idée dans la *Métaphysique* d'Aristote, où il développe son concept central de *dynamis*, qui peut être traduit par possibilité, capacité ou agentivité selon le contexte dans lequel il est employé⁴⁴⁸.

⁴⁴⁵ Keith Dowding, (2012). "Why should we care about the definition of power", *Journal of Political Power*, 5 (1), pp. 119–135. <https://doi.org/10.1080/2158379X.2012.661917>, Le 20 septembre, 2024.

⁴⁴⁶ Dominik Meier with Christian Blum, *ibid.* p. 18.

⁴⁴⁷ *Ibid.*

⁴⁴⁸ *Ibid.*

Le pouvoir dans l'ontologie aristotélicienne comprend trois aspects : en tant que source de changement, en tant que capacité de performance ou en tant que condition rendant une chose immuable⁴⁴⁹. En ce sens, Aristote conçoit la dynamique comme la capacité fondamentale d'un organisme à se modifier ou à modifier d'autres choses de manière volontaire. Cette définition a exercé une influence considérable sur de nombreux penseurs traditionnels. On la retrouve déjà chez les scolastiques de l'Antiquité grecque à travers le concept latin de « potentia ». Thomas Hobbes, quant à lui, s'inspire des travaux d'Aristote, mais rejette les deux derniers critères pour ne conserver que le premier, redéfinissant ainsi le pouvoir comme la source de mouvement. Dans son ouvrage majeur, *Léviathan*, il présente une nouvelle définition du pouvoir : « le pouvoir d'un homme [...] est son moyen présent d'obtenir un bien apparent futur⁴⁵⁰ ».

Cette définition est conforme à la pensée réaliste en relations internationales, dont Hobbes est un éminent contributeur. Elle se caractérise par une politique de puissance, qui repose sur les moyens matériels dont dispose un acteur étatique pour atteindre des objectifs de puissance. Ainsi, le *power politics* indique que les intérêts de pouvoir transcendent la morale et façonnent la politique, écrasant sur leur passage les intérêts alternatifs tels que la justice ou le mérite. Dans ce sens, avoir des intérêts politiques implique des intérêts dans l'accumulation et l'exercice d'un pouvoir, tant *ratione persona* qu *ratione materia*. Dans la doctrine hobbesienne, le pouvoir est une catégorie spécifiquement humaine, étroitement liée aux moyens permettant de réaliser des intérêts subjectifs. Ainsi, un individu ou un groupe ne voit son pouvoir augmenter que grâce aux actions mobilisées pour atteindre ses objectifs. Cette définition du pouvoir, proposée par Hobbes, a exercé une influence considérable sur les théoriciens modernes. On la retrouve par exemple chez la philosophe Amy Allen, qui soutient que le pouvoir est « la capacité d'atteindre une fin ou une série de fins⁴⁵¹ ».

Allen note cependant que la capacité attribuée au pouvoir, en tant que moyen d'atteindre un but, n'exige pas nécessairement le succès ou la contrainte pour réaliser les objectifs souhaités. En d'autres termes, le pouvoir est reconnu dès qu'un acteur manifeste un besoin cinétique, permettant ainsi la réaction cinétique attendue. On constate donc que la philosophe enrichit le concept hobbesien d'une dimension probabiliste. « Le pouvoir d'un acteur est

⁴⁴⁹ Idem.

⁴⁵⁰ Ibid. p. 19.

⁴⁵¹ Ibid.

déterminé non seulement par l'étendue de ses options d'action, mais aussi par la probabilité que les actes correspondants soient couronnés de succès dans leur mise en œuvre⁴⁵² ».

S'il est plus aisé de retracer la genèse de la littérature sur la première notion concurrente du pouvoir, à savoir le « pouvoir de », chez des penseurs comme Aristote, Thucydide, Hobbes ou Allen, il est en revanche moins évident de le faire pour la seconde notion, celle du « pouvoir sur », qui postule que le pouvoir est essentiellement une relation de domination entre individus. De nombreux analystes associent cette vision du pouvoir aux travaux remarquables de Niccolò Machiavel, en particulier dans son ouvrage *Le Prince*⁴⁵³. Au-delà du fait que son apport à la science politique ait été retardé en raison de la diabolisation de sa théorie, les conclusions que Machiavel présente dans son ouvrage ouvrent une voie importante à une nouvelle compréhension du pouvoir, tout en restant ancrées dans une tradition réaliste. Cette tradition est parfois confondue avec le machiavélisme, une doctrine normative qui diffère souvent de la conception machiavélienne du politique et du pouvoir. Une de ses déclarations les plus marquantes est que « la fin justifie les moyens » :

Que le prince vise donc à conquérir et à atteindre l'État, et les moyens seront jugés honorables et loués par chacun, car les vulgaires sont toujours pris par les apparences et à l'issue de l'événement ; et le monde ne se compose que des vulgaires, et les tiers qui ne sont pas vulgaires sont isolés lorsque les plus nombreux ont un point de ralliement chez le prince⁴⁵⁴.

Il renchérit, dans les discours (120. b), on peut y lire : « Un esprit sage ne blâmera jamais personne d'avoir employé un moyen extraordinaire pour établir un royaume ou constituer une république. Il est bon que lorsque l'acte l'accuse, le résultat doit l'excuser⁴⁵⁵ ». Ce message est certainement adressé à son ami César Borgia, fils illégitime du pape Alexandre VI, réputé pour sa cruauté après avoir unifié la Romagne avec ses autres États. Machiavel demeure néanmoins mesuré, précisant que cet argument ne s'applique qu'à la refondation ou à la réforme de l'État. Bien que les cruautés soient inacceptables, elles doivent être minimisées. La conception du pouvoir comme un moyen de domination, sans condition morale, a été largement développée dans la période moderne par Max Weber : « le pouvoir est la probabilité

⁴⁵² Ibid, p. 20.

⁴⁵³ Voir, Keith Dawding, *Encyclopedia of Power*, op. cit, p. 395.

⁴⁵⁴ Voir avec, Manfred J. Holler, in *Keith Dowding, Encyclopedia of Power*, ibid, pp. 395-396. En citant Nicolas Machiavelli.

⁴⁵⁵ Ibid.

qu'un acteur au sein d'une relation sociale soit en mesure de réaliser sa propre volonté malgré la résistance, indépendamment de la base sur laquelle repose cette probabilité⁴⁵⁶ ».

Whimster et Lash, montrent un intérêt dans la dissection de cette définition proposée par Weber en ses composantes. Tout d'abord comme le souligne Weber, « alors que la définition aristotélicienne du pouvoir, basée sur la simple capacité d'agir avec succès et de manière ciblée, pourrait être appliquée dans un monde où un seul être humain serait encore en vie, dans un tel scénario, il ne serait plus possible de parler de la compréhension du pouvoir de Weber⁴⁵⁷ ». Car, au sens weberien, le pouvoir demeure irréductiblement social et nécessite au moins l'interaction de deux acteurs. Cette façon d'appréhender le pouvoir implique également une résistance potentielle de l'un des acteurs, qui doit être surmontée. Plus prosaïquement, le pouvoir implique une volonté qui, si elle s'oppose à celle des détenteurs du pouvoir, peut être contrecarrée si ces derniers le souhaitent. Cela ne signifie pas nécessairement que le pouvoir s'exprime uniquement par la contrainte, comme l'affirme Heinrich Popitz⁴⁵⁸ héritier de Weber.

D'un autre côté, la personne soumise à une relation de pouvoir peut choisir librement de suivre les souhaits de l'acteur dominant, sans être contrainte par des moyens coercitifs. Cela correspond au concept de pouvoir symbolique selon la tradition bourdieusienne. De plus, les gouvernants peuvent s'abstenir d'utiliser des moyens coercitifs et tolérer l'insubordination de leurs sujets sans nécessairement perdre leur statut de gouvernants. « Ce qui est décisif cependant, c'est que la quantité de pouvoir qu'un acteur possède est constitutivement dépendante de la mesure dans laquelle il est capable de résister aux autres dans la réalisation de ses propres intérêts⁴⁵⁹ ».

Le dernier élément crucial à considérer est que le pouvoir est toujours lié à la capacité d'un acteur à faire valoir ses intérêts. Cet aspect, que nous avons déjà analysé dans le premier élément de la controverse, indique que le pouvoir représente les probabilités qu'un acteur a de surmonter la résistance des autres afin de satisfaire ses propres intérêts. Avoir le pouvoir sur un individu ou un groupe ne garantit pas la capacité d'imposer sa volonté. Cela implique simplement qu'une personne ou un dirigeant dispose d'une gamme de moyens, y compris la

⁴⁵⁶ Dominik Meier with Christian Blum, *ibid.* p. 20.

⁴⁵⁷ Whimster S and Lash S, *Max Weber, Rationality and modernity*, London: Allen and Unwin, In *Keith Dawding, Encyclopedia of Power*, *Ibid.* pp. 707-709.

⁴⁵⁸ Voir avec, Heinrich Popitz, *Phenemena and Power: Autoritary, Demination and Violence*, Columbia University Press, 2017. <https://www.jstor.org/stable/10.7312/pop117594>.

⁴⁵⁹ Dominik Meier with Christian Blum, *idem.* p. 20.

coercition, pour augmenter ses chances de surmonter la résistance des autres. Ainsi, le pouvoir est étroitement associé aux moyens d'action, à la volonté, aux probabilités et, surtout, à la nature de la résistance.

Ce dualisme se manifeste également dans l'éthique chinoise classique à travers le taoïsme et le confucianisme, qui en fournissent une démonstration impressionnante. Ces deux écoles de pensée organisent la vie sociale et politique en Chine, avec une montée notable de la pensée confucéenne depuis les années 2000, qui semble se diffuser mondialement par le biais de la création des instituts Confucius, visant à éduquer le monde à une éthique chinoise des relations sociales. Toutefois, ces écoles ne se sont pas engagées dans des réflexions théoriques pour proposer un cadre analytique, comme cela est le cas dans les dialogues platoniciens. Elles ont plutôt concentré leurs efforts sur la dimension praxéologique, incitant les empereurs et les hauts fonctionnaires à construire et cultiver une éthicité d'État ou une morale de l'État. Ainsi, il n'est pas pertinent de rechercher dans ces écoles une définition abstraite ou opératoire du pouvoir sans s'engager dans une digression. Cependant, il est intéressant d'explorer comment la conception asiatique du dirigeant idéal nous offre des grilles d'analyse pour appréhender les phénomènes de pouvoir. Lao-Tzu, le fondateur du taoïsme, et Confucius ont catégoriquement rejeté l'idée que le pouvoir soit une quête⁴⁶⁰. Qu'il s'agisse du pouvoir « sur soi » ou du pouvoir que l'on exerce sur les autres.

Dans un recueil canonique de dictons, *Tao-Te-Ching*, au chapitre 19, le fondateur du taoïsme note ce qui suit : « oubliez la connaissance et la sagesse et les gens seront cent fois mieux lotis. [...] Jetez le profit et la cupidité et il n'y aura plus de voleurs. [Le souverain vertueux ne doit donc pas accroître sa capacité d'action et rechercher les chances de succès, mais plutôt se retirer du monde actif]⁴⁶¹ ». À travers ces dictons, l'auteur illustre que le concept fondamental à l'origine du pouvoir réside dans la capacité du dirigeant à demeurer calme. En d'autres termes, cela implique sa capacité à ne rien faire, comme l'illustre le terme clé de la philosophie chinoise « wu wei », qui signifie s'abstenir d'agir. La loyauté et la légalité ne sont donc que les conséquences de la capacité du gouvernement à contrôler ses plaisirs et ses peines. Contrairement à la tradition benthamienne, qui prône un calcul entre les deux, cette approche souligne l'importance de donner l'exemple à ses sujets⁴⁶².

⁴⁶⁰ Ibid, p. 21.

⁴⁶¹ Ibid.

⁴⁶² Ibid.

Pour les mêmes raisons, l'éthique chinoise rejette la quête du pouvoir en tant que contrôle sur les autres acteurs. Confucius a déconseillé cette perspective de gouvernance fondée sur des décrets et des punitions, arguant que de telles méthodes conduisent souvent à la désaffection des individus concernés, voire à une perte de leur conscience⁴⁶³. Il note cependant que si l'on dirige avec un pouvoir légitime et que l'on respecte les codes moraux, le peuple développe un sens équitable du bien et du mal en s'éveillant à la bonté. « Si l'on conduit le peuple au moyen des lois et qu'on réalise la règle à l'aide des châtiments, le peuple cherchera à éviter les châtiments mais il n'aura pas le sentiment de la honte (chi). Si on conduit le peuple au moyen de la vertu et qu'on réalise la règle uniforme à l'aide des rites, le peuple acquerra le sens de la honte (chi) et en outre deviendra meilleur⁴⁶⁴ ».

Dans cette thèse, on trouve l'argument inverse selon lequel toute tentative de gouverner par la coercition entraîne le développement de la résistance et l'émergence d'un contre-pouvoir contestataire de la légitimité des gouvernants. Cela conduit au dépérissement, à un cycle de violence et au chaos, car le « mandat divin » n'est légitime que lorsque le dirigeant s'abandonne à la bonté et à la morale. Ainsi, une alternative au gouvernement par la force émerge : celle d'un gouvernement juste, qui prend en compte le plein gré du peuple et sert de modèle à la population, l'invitant à développer la vertu, comme le souligne Lao-Tzu en ce qui concerne l'État juste et bon. Cet État constitue un préalable à l'État libéral, permettant d'atteindre un gouvernement calme et tempéré, contrairement à un gouvernement illégitime et bruyant, caractérisé par une population dépourvue de culture vertueuse et encline à mentir⁴⁶⁵.

Les deux philosophes sont donc bien informés des deux concepts de pouvoir, même s'ils n'offrent pas un cadre conceptuel critique. Il est manifeste qu'ils ne dissèquent pas les phénomènes de pouvoir au sein du monde social. Cependant, leur conclusion est très provocatrice : le pouvoir ne peut être exercé avec succès et légitimement que s'il n'est pas cherché à être saisi ou étendu, mais plutôt en se concentrant sur la culture de ses vertus, de sa modestie et de son intégrité. Autrement dit, les bonnes intentions du pouvoir en place seront récompensées par le bon comportement des gouvernés. Ainsi, « de la nature des gouvernants dépend la société », comme l'affirme Platon dans le *Timée*⁴⁶⁶. Confucius assimile analogiquement les vertus des dirigeants au vent et ceux des gens ordinaires à l'herbe, en

⁴⁶³ Ibid.

⁴⁶⁴ Ibid, p. 22.

⁴⁶⁵ Ibid.

⁴⁶⁶ Platon, *Timée*, Œuvre numérisée par Marc Szwajcer, Œuvre de Platon, Victor Cousin, <https://remacle.org/bloodwolf/philosophes/platon/cousin/timée.htm>, Le 20 septembre, 2024.

indiquant ce qui suit : « lorsque l'herbe est visitée par le vent, elle doit sûrement se plier⁴⁶⁷ ». Cependant, cette affirmation, bien que difficile à vérifier, a été critiquée par de nombreux commentateurs comme étant utopique. Néanmoins, elle soulève la question du pouvoir en tant que source de commandement ou d'autorité.

Les penseurs de l'islam médiéval, tels que l'historien Ibn Khaldoun et le juriste Al-Mawardi, ont profondément influencé la pensée politique islamique. En particulier, l'ouvrage d'Al-Mawardi, *Al-Ahkam al-Sultaniyya* (les principes du pouvoir), écrit au XI^e siècle, demeure l'un des textes les plus marquants de l'islam politique⁴⁶⁸. À la différence des penseurs chinois, qui offrent leurs conseils à l'élite dirigeante pour orienter la société, ces penseurs de l'islam médiéval s'adressent aux éthiciens religieux et aux théoriciens de l'État. Leur analyse présente deux éléments essentiels. D'abord, ils intègrent le concept aristotélicien d'agence (*dynamis* ou *potentia*), qu'ils traduisent analogiquement à travers l'image religieuse de l'homme, responsable devant Dieu en tant qu'être indépendant et autonome⁴⁶⁹. Ce qui n'est pas surprenant, compte tenu du fait que certains classiques grecs ont été étudiés par des penseurs musulmans comme Averroès. Ainsi, la logique et la métaphysique d'Aristote ont été largement enseignées dans les écoles islamiques, établissant un cadre systématique. En d'autres termes, les théoriciens examinent positivement la seconde forme de pouvoir, celle de la domination, qu'ils associent à la construction d'un État théocratique. L'une des positions les plus radicales à cet égard se trouve dans une ébauche de texte d'Al-Ahkam as-Sultaniyya : « la rationalité et la prudence du peuple, selon Al Mawardi, ne sont pas assez fortes pour l'unifier en une communauté juste et pieuse⁴⁷⁰ ».

Autrement dit, il existe une distinction significative en termes de coutume et de morale. Ainsi, le théocrate absolutiste joue un rôle primordial dans la réconciliation de la population autour de l'unité et de la vertu, souvent par la contrainte, agissant en tant qu'Imam. Il tire son autorité de la providence divine, ce qui la rend insurmontable et inviolable. Toutefois, une solution à la corruption de l'Imam peut être envisagée si ce dernier est déclaré coupable de violer les lois divines ; dans ce cas, le peuple a le droit de résister et d'établir un contre-pouvoir.

Bien qu'une telle pensée philosophique revête une importance capitale dans un contexte politique marqué par la recomposition des équilibres géopolitiques et l'émergence de nouvelles

⁴⁶⁷ Dominik Meier with Christian Blum, *idem.* p. 22.

⁴⁶⁸ *Ibid.*, p. 23.

⁴⁶⁹ *Ibid.*

⁴⁷⁰ *Ibid.*, p. 24.

conceptions normatives pour la construction et l'interprétation du monde, nous allons suspendre cette digression pour revenir à notre sujet principal : le second aspect de la double controverse sur le pouvoir, qui nous permettra d'établir un cadre systémique opératoire pour l'étude empirique que nous avons entreprise.

De nombreux théoriciens ont été amenés à choisir entre le pouvoir « de » et le pouvoir « sur » pour élaborer une étude empirique solide. Cependant, certains soutiennent que ces deux formes de pouvoir ne sont pas nécessairement des approches définitivement concurrentes⁴⁷¹. D'après ces études, les deux approches supposent que les acteurs ne détiennent du pouvoir que dans les situations où ils sont en mesure de réaliser efficacement leurs intérêts⁴⁷². Le concept de pouvoir « sur » se concentre donc sur la réalisation des intérêts face à la résistance. D'autres théoriciens ont suggéré de séparer les deux approches, arguant que le pouvoir sur autrui implique toujours une forme d'oppression, qu'elle soit ouverte ou dissimulée. Contrairement au concept de pouvoir « de », le pouvoir « sur » n'est pas normativement neutre et est perçu comme moralement malveillant⁴⁷³. Tout comme le suggèrent Dominik et Blum, notre intérêt ici n'est pas de trancher entre les différentes formes de pouvoir. Nous nous concentrons plutôt sur l'observation des principes généraux nécessaires à la construction d'une étude pratique sur le pouvoir.

La seconde controverse porte directement sur la systématisation de modèles significatifs pour établir une véritable théorie du pouvoir. Cette discussion oppose principalement les défenseurs du modèle de marchandisation du pouvoir, que l'on pourrait attribuer à la tradition marxiste, à ceux du modèle de structuration du pouvoir, associé à la tradition foucaldienne⁴⁷⁴. Le premier modèle s'appuie sur la théorie économique de Karl Marx, sociologue, philosophe et économiste. Les principaux promoteurs de ce modèle, bien qu'ils ne soient pas tous des marxistes convaincus, proviennent en grande partie des facultés de sciences économiques et sociales⁴⁷⁵. Leur postulat de base est que le pouvoir existe en tant que ressource mesurable à laquelle on peut accéder. En d'autres termes, le pouvoir peut être quantifié en fonction de la disponibilité et de la mesurabilité des ressources⁴⁷⁶. Cette lecture n'est pas

⁴⁷¹ Pamela Pansardi, "Power to and Power over: Two Distinct Concepts of Power ?", In *Journal of Power*, 5 (1), 2012, pp. 73-89. <https://philpapers.org/rec/PANPTA>, Le 20 septembre, 2024.

⁴⁷² Ibid.

⁴⁷³ Hannah Arendt, *On Violence*, New York: Harcourt, Brace and World, p.43. Cité par Dominik Meier with Christian Blum, Ibid, p. 24.

⁴⁷⁴ Ibid, p. 25.

⁴⁷⁵ Ibid.

⁴⁷⁶ Ibid.

différente des pensées réaliste et libérale en relations internationales. La philosophe Ami Allen note que : « le pouvoir est un bien social », « un bien que des personnes ou des groupes de personnes peuvent posséder en quantités variables et qu'ils peuvent commander de manière autonome⁴⁷⁷ ». Un bien qui pourrait ainsi avoir de nombreux fondements qui justifient sa possession. Ils peuvent être matériels, traditionnels, culturels, sociaux ou économiques. Le sociologue et économiste allemand Walter Müller-Jentsch soutient cette position d'Allen en notant que : « le pouvoir est une ressource pour les organisations⁴⁷⁸ ».

Autrement dit, pour ces deux chercheurs, les acteurs, qu'ils soient individuels ou collectifs, détiennent du pouvoir dans la mesure où ils contrôlent les moyens de production de ce bien. Le pouvoir est donc une ressource essentielle qui peut être quantifiée, car il existe en quantités abondantes ou limitées, et peut également être réparti entre différents acteurs. Cette hypothèse confère au modèle de mesurabilité une certaine popularité dans le domaine des études internationales, comme le montre le langage courant. Il est en effet plus aisé de qualifier les relations entre deux États, lorsque leur superficie, leur économie et leur puissance technologique et militaire sont inégales, de « relations asymétriques » dans la poursuite d'objectifs géopolitiques.

Cependant, ce modèle a été largement remis en question par les penseurs post-modernes et principalement par Michel Foucault. Ce dernier va clairement affirmer dans sa monographie, *The History of Sexuality : The Will to Knowledge* : « le pouvoir n'est pas quelque chose qui s'acquiert, qui se saisit ou qui se partage, quelque chose que l'on conserve ou que l'on laisse s'échapper⁴⁷⁹ ». Un autre chercheur, Stuart Clegg note que : « le pouvoir n'est pas une chose [...] que les gens possèdent dans un sens comme des propriétaires. Ils ne possèdent le pouvoir que dans la mesure où ils sont constitués relationnellement comme tels⁴⁸⁰ ».

Il existe clairement un changement de paradigme entre le premier et le second modèle concernant la nature du pouvoir. Le second modèle soutient l'hypothèse inverse, affirmant que les acteurs, qu'ils soient individuels ou collectifs, ne peuvent ni posséder ni distribuer le pouvoir. Au contraire, le pouvoir serait perçu comme une structure sociale constituée de liens

⁴⁷⁷ Ibid.

⁴⁷⁸ Ibid, p. 26.

⁴⁷⁹ Foucault, Michel ([1984] 1990): *The History of Sexuality: The Will to Knowledge, An Introduction*, Vol. I, translated by Robert Hurley (ed.), New York: Random House.. Cité par Dominik Meier with Christian Blum, op. cit, p 27.

⁴⁸⁰ Clegg, Stuart (1989): *Frameworks of Power*, London: Sage Publications.; Young (1990); and Haugaard, Mark (2010): Power: A 'Family Resemblance' Concept, *European Journal of Cultural Studies*, 13 (4), pp. 419-438. Ibid.

invisibles, façonnés par de nombreuses relations interpersonnelles de normalisation, de contrôle et de sanction mutuelle. Ces liens régulent et orientent, par endroits, le comportement des individus. Foucault justifie cette conception en ces termes : « nous devrions plutôt postuler que cette multiplicité de rapports de force peut être codée – en partie mais jamais totalement – soit sous la forme de la guerre, soit sous la forme de la politique ; cela impliquerait deux stratégies différentes (mais l’une toujours susceptible de basculer dans l’autre) pour intégrer ces rapports de force déséquilibrés, hétérogènes, instables et tendus⁴⁸¹ ».

Selon la perspective de Foucault, le pouvoir est donc une production sociale et une caractéristique humaine, mais il existe indépendamment des individus et échappe à leur contrôle. Cette conception du pouvoir, bien que riche en significations, apparaît très abstraite et complique la systématisation dans le cadre d'une étude de cas. En effet, le pouvoir pourrait être perçu comme à la fois omniprésent et indéfini, ce qui rend plus difficile la compréhension de cette notion. Toutefois, cette définition revêt une grande importance pour une analyse des relations de pouvoir entre les acteurs étatiques, car elle considère toute action d'un État — qu'il s'agisse d'une simple communication, de la réception d'un diplomate, d'investissements économiques, du soutien à une motion aux Nations Unies, ou même de l'abstention — comme une forme d'action de contrôle, qu'elle soit volontaire ou non.

Par exemple, lorsque le président Xi Jinping a fait savoir à son homologue Justin Trudeau, lors du sommet du G20, qu'il n'avait pas apprécié que leur échange ait été divulgué dans la presse, il exerçait déjà un contrôle sur son interlocuteur. Pour citer Foucault : « Les relations de pouvoir imprègnent tous les niveaux de l'existence sociale et se retrouvent donc à l'œuvre dans les sphères privées de la famille et de la sexualité, tout comme dans les sphères publiques de la politique, de l'économie et de la loi⁴⁸² ». Ainsi, les réseaux de pouvoir se diffusent de manière similaire aux veines du corps humain, qui assurent la circulation du sang afin de maintenir le fonctionnement de chaque organe, à travers des normes intériorisées. Ces réseaux comprennent non seulement des instruments de coercition, tels que des sanctions et des punitions, mais aussi des dispositifs incitatifs, comme l'aide économique ou le système de crédits sociaux en vigueur en Chine. Cela dit, Foucault et de nombreux analystes reconnaissent que, de manière générale, les individus peuvent tenter d'influencer le système de valeurs, mais celui-ci demeure néanmoins en dehors de leur contrôle.

⁴⁸¹ Michel Foucault, op. cit, p. 94.

⁴⁸² Ibid, p. 93.

Arrivé à ce stade de l'analyse, on pourrait tenter de choisir l'approche qui semble la plus appropriée pour notre étude parmi les deux controverses. Cependant, un tel choix ne serait pas fonctionnel pour deux raisons essentielles. La première résulte du fait qu'il ne s'agit pas d'opposer ces modèles de pouvoir dans le but de produire une étude efficace. En effet, cela serait contre-productif tant pour l'avancée des connaissances scientifiques sur la notion de pouvoir que pour la fondation d'une nouvelle approche théorique capable de concilier les diverses systématisations du pouvoir afin de mieux comprendre la Chine contemporaine. La seconde raison découle du fait que, dans cette présentation de la littérature sur le pouvoir, nous n'avons même pas abordé de manière exhaustive les approches formelles, qui offrent également des grilles d'analyse pertinentes pour la construction définitive de notre modèle de travail empirique.

B. Les études formelles du pouvoir

Parmi les analyses sur le pouvoir, l'approche formelle se distingue incontestablement comme une méthode essentielle pour définir le pouvoir et comprendre son fonctionnement dans la société. Comme le soulignait Dahl, cette approche permet d'« aborder l'ensemble des éléments de la chose⁴⁸³ », car tenter de définir le pouvoir en voulant identifier les causes pousse vers des problèmes épistémologiques majeurs qui ne semblent pas avoir de solution généralement acceptées pour le moment. Les spécialistes de l'analyse formelle se concentrent principalement sur la définition du pouvoir en tant que phénomène social. Toutefois, cette relation ne se limite pas aux interactions entre êtres humains ; elle englobe également les objets inanimés. Parmi les travaux existants sur les dimensions formelles du pouvoir, ceux de Robert Dahl et d'Arnold Tannenbaum sont à souligner, car ils ont considérablement enrichi l'analyse behavioriste en intégrant un langage mathématique, notamment celui des probabilités conditionnelles, ainsi que ses paradoxes, dans leurs systématisations. Bien que Dahl et Tannenbaum ne soient pas les premiers à avoir abordé ce sujet, leurs recherches ont influencé un grand nombre d'études empiriques et continuent de le faire. Par exemple, J.-P. Poitou a publié un article dans la revue *Persée*⁴⁸⁴, à l'intérieur duquel il résume et compare les travaux de Robert Dahl, de Arnold Tannenbaum avec ceux de Thibaut et Kelly, et de Karlsson. Ce

⁴⁸³ Robert A. Dahl, "The concept of power", *Behavioral Science, Journal of the society for General Systems Research*, Wiley Online Library, 1957, pp. 201-2015.

⁴⁸⁴ J.-P. Poitou, « Modèles formalisés du pouvoir ». In : *L'année psychologique*. 1967 vol. 67, n°2. pp. 601-611 ; doi : <https://doi.org/10.3406/psy.1967.27584>.

document comprend 12 pages synthétisées et accessibles, destinées à tout chercheur souhaitant effectuer une modélisation simplifiée des études formelles sur le pouvoir. Pour notre part, nous nous concentrerons uniquement sur les travaux de Dahl et Tannenbaum, car, comme le soulignent de nombreux chercheurs, « après plus de 70 ans de publication, Dahl reste un des politologues les plus influents ⁴⁸⁵ », et les travaux qui l'ont succédé, quoique critiques se sont appuyés sur son modèle du pouvoir en le considérant comme une base solide pour toute analyse, en l'améliorant toutefois.

Dahl publie son premier article en 1940, ce qui lui confère le mérite d'avoir initié le débat théorique moderne sur le pouvoir. Il entreprend ensuite l'une des rares études empiriques sur le sujet dans son ouvrage *Who Governs?*, paru en 1961⁴⁸⁶. Dahl s'est principalement concentré sur la démocratie et sur la manière dont des groupes de pression influencent le vote des électeurs ou des membres du Congrès américain pour exercer un contrôle sur les organes du pouvoir. Parmi ses travaux notables, on peut mentionner *Democracy and Its Critics* (1989) et *On Political Equality* (2006)⁴⁸⁷. Cependant, sa première contribution marquante, où il présente sa définition du pouvoir qui demeure toujours pertinente, est un article publié en 1957 intitulé *The Concept of Power*. Dans cet article, Dahl élabore une définition du pouvoir en la rendant opérationnelle, ce qui lui permet de poser les bases de l'analyse formelle du pouvoir dans le domaine des sciences sociales⁴⁸⁸. D'autre part, il renchérit en précisant que le pouvoir ne se résume pas à la capacité d'imposer sa volonté sur les autres. Pour que le pouvoir soit véritablement reconnu, il doit également être exercé dans un cadre de légitimité. Dans le cas de l'individu sur la route, bien que cet individu puisse tenter d'imposer son autorité, il ne serait pas considéré comme ayant du pouvoir si les automobilistes n'acceptent pas son autorité ou ne voient pas la légitimité de ses ordres. Cela illustre l'idée que le pouvoir est lié non seulement à la capacité d'agir, mais aussi à la reconnaissance sociale de cette capacité par les autres :

Supposons qu'un policier se tienne au milieu d'un carrefour où la plupart des véhicules avancent normalement ; il ordonne à tous les véhicules de rouler à droite ou à gauche ; les véhicules se déplacent selon ses ordres. Il est alors conforme à ce que je considère comme

⁴⁸⁵ Ibid.

⁴⁸⁶ Ibid.

⁴⁸⁷ Ibid.

⁴⁸⁸ Robert Dahl, op. cit.

l'idée fondamentale de dire que le policier agissant dans ce rôle particulier a manifestement le pouvoir d'obliger les automobilistes à tourner à droite ou à gauche plutôt que d'avancer⁴⁸⁹.

C'est en cela que Dahl pose son idée intuitive sur le pouvoir, qui est de dire que le pouvoir c'est le fait pour (A) d'amener (B) à faire quelque chose que (B) ne ferait pas autrement. De cette manière, A contrôle l'action de B ou tout au plus, il influence celle-ci en le poussant à agir autrement que comme il l'aurait souhaité. Cette relation de pouvoir, faut-il le rappeler, concerne autant les gens, les groupes de domination, les États-nation ou les gouvernements. Le politologue suggère cependant des préalables nécessaires pour une compréhension du pouvoir de A sur B. Comme le note Poitou, il faut prendre en considération (a) les fondements de ce pouvoir, (b) les moyens utilisables pour l'exercer, (c) le degré et (d) la portée du pouvoir de A⁴⁹⁰. Les fondements du pouvoir de A doivent inclure toutes les ressources dont il dispose afin de les étendre sur B en fonction aussi du moment où A dispose de ce pouvoir. « Une base de pouvoir est une cachette inerte de ressources détenues par A qui peut inclure, par exemple, la capacité d'un pays à faire la guerre ou la capacité d'un politicien à accorder son patronage, son veto à la législation, ou à obtenir l'attention des médias⁴⁹¹ ». Les moyens sont des modalités de médiation qui servent à A pour obtenir la réponse de B. C'est-à-dire qu'il parvient à modifier son comportement générique : promesses, menaces, sanctions, dons, etc. La portée du pouvoir de A correspond ainsi à l'ensemble des actions qu'il peut obtenir de B lorsqu'il utilise l'étendue de ses moyens sur B. Enfin, Dahl va opérer un calcul sur la quantité de pouvoir de A sur B lorsqu'il utilise ses moyens. Cette quantité de pouvoir s'évalue en des termes probabilistes, autrement dit, « la probabilité qu'un événement se produise en fonction d'une certaine action de A, et la probabilité de l'évènement donné en l'absence d'une telle action de A⁴⁹² ». A ne peut ainsi avoir du pouvoir sur B, que lorsque A détient la capacité d'engager une tactique qui augmentera la probabilité que B fasse ce qu'il veut. Soit :

$M = P(A, w) - P(A, \underline{w}) = P^1 - P^2$. On peut identifier les formes :

M : qui renvoie au degré de pouvoir de l'acteur A sur l'acteur B ; **x** qui représente une réponse de B ; **w** qui représente un acte engagé par A.

⁴⁸⁹ Ibid, pp. 201-204. L'analyse formelle offre l'opportunité d'aborder l'ensemble des dimensions opérationnelles du pouvoir tandis qu'une analyse opérationnelle se limitera à la dimension unique du pouvoir qui sera retenue.

⁴⁹⁰ J – P. Poitou, Ibid.

⁴⁹¹ Interprétation de l'auteur.

⁴⁹² Robert Dahl, op. cit.

$P^1 = P(A, w)$: constitue la probabilité que B fasse x quand A fait l'action w ;

$$P^2 = P(B, x | A, \underline{w}):$$

correspond à la probabilité que B fasse x quand A ne fait pas $\underline{w}$.

On notera que $\mathbf{M} = \mathbf{0}$ lorsque $P^1 = P^2$. Ce qui constitue une absence de pouvoir, ou comme on pourrait le dire autrement, les variables statistiques demeurent indépendantes. Cependant, si $\mathbf{M}$ obtient une valeur maximum au moment où $P^1 = 1$ et $P^2 = 0$, la valeur minimum est atteinte pour $P^1 = 0$ et $P^2 = 1$. Cependant, la valeur obtenue est négative, ce qui complexifie l'obtention d'une probabilité. La dernière variable qui est mise en relation lorsqu'on étudie le pouvoir d'un acteur sur un groupe, c'est le nombre de sujets qui sont soumis à ce pouvoir. Il faut préciser que Dahl ne s'est pas intéressé au processus en jeu dans l'exercice du pouvoir, mais à ce qu'il a appelé la « comparabilité » de pouvoir entre des acteurs individuels. Ce qui est absolument capital lorsqu'il s'agit d'évaluer les différentes techniques de direction des interactions de pouvoir. Le problème n'a de solution que si on est capable d'évaluer entre les acteurs ; les fondements ; les moyens ; les portées ; les étendus des pouvoirs des individus. Ce à quoi Dahl nous invite, c'est un mode d'évaluation des techniques de pouvoir fait sur la comparaison entre des variables élémentaires d'analyse du pouvoir entre (1) le fondement, (2) les moyens d'action ou modalités mobilisées entre les ressources du sujet directeur, (3) la portée ou la quantité d'action composant la réaction cinétique positive, (4) les probabilités que les réactions du répondant génèrent la réaction attendue par le sujet directeur. Cependant, bien que le calcul de Dahl soit révolutionnaire dans un tel jeu de pouvoir, il n'a toutefois pas pris en compte toutes les possibilités qui génèrent la réponse de B. Autrement dit, il faut être capable d'envisager l'importance que B accorde à l'ensemble d'actions qu'il ne fait pas lorsqu'il exécute l'injonction de A. C'est principalement l'une des grandes limites de l'analyse de Dahl, celle de n'avoir envisagé les rapports sociaux de pouvoir qu'entre deux acteurs, un sujet directeur A, et un sujet dirigé B, même si B ne subit pas la relation de pouvoir, comme un scalpel sur un cadavre. C'est particulièrement cette absence que Arnold Tannenbaum va résoudre dans son analyse du pouvoir social en prenant à son compte la définition de Dahl.

Tout comme Dahl, Arnold Tannenbaum s'est intéressé au problème de la comparabilité du pouvoir. Dans son article publié en 1961, *An Event-Structure Approach to Social Power and to the Problem of Power Compatibility*⁴⁹³, le professeur de l'Université de Michigan se

⁴⁹³ Arnold S. Tannenbaum, "An Event-Structure Approach to Social Power and to the Problem of Power Compatibility", *Systems Research of Behavioral Science*, The University of Michigan, (7)3, 1961, pp. 315-331.

demande : « comment peut-on comparer le pouvoir d'un policier de diriger la circulation avec le pouvoir d'un professeur de faire un devoir à ses étudiants, ou le pouvoir d'un père de faire laver les oreilles de son fils⁴⁹⁴ ? ».

Devant des situations dissemblables, où les acteurs mis en cause ne présentent aucun élément comparable a priori, Tannenbaum récuse la variable motivationnelle comme base systématique de la comparabilité de pouvoir. Pour ce faire, il va reprendre à son compte la définition du pouvoir esquissé par Dahl selon laquelle, (A) n'a de pouvoir sur (a), que dans la mesure où (a) répond par (x), au moyen de la tentative d'influence qui est (w), par rapport à ce que représente **M**. Pour lui, si (a) accepte de faire la réponse attendue par A, il renonce cependant aux actions complémentaires de son répertoire. Le choix qu'opère le sujet dirigé implique une comparaison entre l'importance qu'il accorde à (x), et celle qu'il accorde aux autres actions qui lui sont possibles.

Supposons, par exemple, que le gouvernement français veuille inciter ses populations à observer une sobriété énergétique de 10 % pour deux raisons : la première résulte du fait que, depuis le Pacte de Paris au Bourget, les États signataires ont convenu de réduire considérablement leurs émissions de carbone à 1 °C (degré Celsius) par rapport au niveau préindustriel ; la seconde raison est consécutive aux politiques de l'UE visant à freiner la Russie dans sa guerre contre l'Ukraine. Il revient ainsi au gouvernement et à ses partenaires énergétiques de fixer les prix de l'énergie, soit en les augmentant pour que ces entreprises ne soient pas perdantes et aillent chercher de meilleurs marchés, comme aux États-Unis, soit pour que les populations soient contraintes de moins utiliser d'énergie afin de ne pas voir leurs factures mensuelles et/ou annuelles exploser.

Supposons également que, dans la même circonstance, une entreprise allemande concurrente des champions français puisse proposer aux populations françaises un abonnement énergétique à des coûts moins onéreux que ceux proposés par les entreprises françaises, soit en raison d'un accord bilatéral particulier avec la Russie. Le fait que les populations françaises répondent aux besoins doubles du gouvernement dépendra de la comparaison faite entre l'intérêt accordé à la réalisation de la politique et des objectifs du gouvernement, et ce qu'elles renonceraient à faire si elles devaient répondre favorablement aux objectifs du gouvernement (comme se réchauffer en plein hiver).

⁴⁹⁴ Ibid.

En fait, ces probabilités égales impliquent des degrés différents de pouvoir si les comportements qu'elles affectent diffèrent aux yeux de l'agent, note Poitou⁴⁹⁵. Pour rendre plus opératoire son concept « d'importance », Tannenbaum va se servir des travaux de Allport (1955), auxquels il va récuser la notion d'énergie motivationnelle⁴⁹⁶. La formulation d'un besoin libère une forme d'« énergie cinétique » pour qu'elle entre en harmonie avec son destinataire. Cette énergie est employée dans le but de satisfaire le besoin générique éprouvé par l'agent, jusqu'à ce que ce dernier revienne à son état initial. Cela implique la différence : $C = e_1 - e_2$ entre l'énergie initiale mobilisée et l'énergie ramenée après satisfaction du besoin, ce qui représente son degré de fermeture ». Il postule la formule selon laquelle, « l'organisme producteur du besoin » tend vers la maximisation de « la fermeture ».

$C = 1$ si $e_2 = 0$; autrement dit, si la satisfaction est complète. Il va alors compléter la formule de Dahl en posant :

$$M_e = [P (B, x | A, w) - P (B, x | A, \underline{w})] e_x = (P_1 - P_2) e_x$$

De sorte que e_x représente les énergies nécessaires à l'exécution de l'acte par le sujet dirigé (x) pour en assurer la « fermeture ». Cependant, Tannenbaum ne trouve pas cette formule complète, puisqu'elle ne tient pas compte des énergies activées par B, lorsque l'autre acteur émet aussi un besoin cinétique, et qui resteront tout de même activées si B fait ce que A attend de lui. Autrement dit, A n'a de pouvoir sur B que si ce dernier est motivé à accomplir l'injonction et aussi de sa motivation à faire autre chose. Passons outre les formules mathématiques posées par Tannenbaum, car cette étude ne vise pas nécessairement à gaver le lecteur de formules probabilistes, mais plutôt de saisir le raisonnement de Tannenbaum. Autrement dit, le pouvoir chez l'auteur dépend certes du rapport social qui lie non plus deux agents, mais au minimum trois agents, soit (A), (a) et (B) dans une relation de pouvoir (1), du degré d'importance que l'agent (a) accorde à la satisfaction du besoin de (A) en comparant cette réponse avec les multiples choix qu'il se refuse de faire (2), lorsque (B) fait valoir aussi son énergie motivationnelle pour qu'il ne satisfasse pas le besoin de (A), (3). L'approche de Tannenbaum est décisive en cela qu'elle nous présente un environnement à l'intérieur duquel, des acteurs entrent en compétition en mobilisant chacun une gamme d'action pour que les acteurs ou sujets vers qui ces actions sont dirigées répondent favorablement en comparant les offres qui leurs sont fournies. Ces différentes conceptions du pouvoir s'avèrent être décisives

⁴⁹⁵ J – P. Poitou, Ibid.

⁴⁹⁶ Ibid.

pour notre tentative de fournir une nouvelle théorie de la puissance pour comprendre la Chine contemporaine.

II. La technologie de puissance comme nouvelle approche pour comprendre la Chine

Toute théorie voulant apporter une réponse aux changements qui s'opèrent dans l'environnement international se doit au moins de répondre à deux exigences nécessaires. La première exigence est consécutive au critère de légitimité. C'est-à-dire qu'il faudra s'interroger sur les éléments historiques ou structurants qui confèrent à cette théorie une parcelle d'autorité pour apprécier les phénomènes internationaux. À ce sujet, l'exercice s'avère très audacieux pour notre tentative visant à présenter un nouveau cadre systémique pour comprendre le déplacement actuel de la plaque tectonique de la puissance mondiale, de l'Occident vers l'Asie. Certaines théories ont déjà fait leurs preuves en ce sens, et elles ont été largement éprouvées pour s'imposer comme des cadres pertinents d'analyse de la puissance. Cependant, l'émergence de nouvelles approches, comme nous l'avons vu avec l'approche bourdieusienne de la puissance, a ouvert un champ de possibles pour explorer d'autres sentiers fertiles. C'est cette fenêtre de possibilité que nous avons saisie pour présenter notre analyse technologique de la puissance, qui se fonde sur la pensée politique et philosophique de Michel Foucault.

Par rapport à l'étendue des thèmes abordés par le philosophe, allant de l'analyse juridique en droit pénal à sa critique sur la modernité et/ou le néolibéralisme, jusqu'à la généalogie du pouvoir, Foucault se présente comme l'un des penseurs post-modernes les plus décisifs, dont le corpus théorique permet de lire les relations de pouvoir autant dans un environnement intraétatique que dans un environnement interétatique. Comme le rapporte Michel C. Behrent : « les questions les plus importantes pour Michel Foucault sont passées des marges pour devenir des préoccupations majeures de la vie politique⁴⁹⁷ ». La seconde exigence est consécutive à la capacité de la théorie de fournir un cadre méthodologique pertinent. Autrement dit, la technologie politique devrait s'enraciner dans la fourniture de concepts élémentaires nécessaires à toute analyse du pouvoir, permettant un appui à la mise en intelligibilité des réalités qu'elle se propose d'expliquer. Cette tâche est d'autant plus complexe, car Foucault lui-même n'a pas construit son étude comme une théorie générale du pouvoir. Il s'est tout au

⁴⁹⁷ Voir, Michel C. Behrent, (2021). « The True Foucault », *Dissent Magazine*, https://www.dissentmagazine.org/online_articles/the-true-foucault, Le 20 septembre, 2024.

plus proposé de l'envisager comme une étude spécifique du pouvoir, qui doit prendre en considération le moment et l'espace dans lesquels la relation de production a lieu. Comme nous l'avons signalé, Michel Foucault n'a pas construit son étude du pouvoir pour analyser les rapports internationaux dans une société anarchique. Cependant, son apport à l'étude des rapports sociaux de domination nous permet de concevoir la technologie de puissance comme une théorie d'analyse des corrélations de la puissance (A), car, comme on a pu le voir avec Bourdieu, les luttes qui s'observent dans l'État-nation ne se distinguent pas des luttes qui ont actuellement lieu dans l'environnement international. En cela, la technologie de puissance nous offre un cadre conceptuel pertinent (B).

A. Qu'est-ce que la technologie de puissance ?

On pourrait être tenté de considérer que le principal apport de Michel Foucault à l'analyse politique réside dans ses travaux sur la gouvernementalité⁴⁹⁸. Néanmoins, soutenir une telle affirmation reviendrait à ignorer la richesse et la profondeur de ses contributions à la science politique dans son ensemble. La gouvernementalité, chez Foucault, se présente avant tout comme un mode de gestion des comportements intégré dans un vaste système d'exercice du pouvoir qu'il désigne sous le terme de « technologie politique ». Cependant, il convient de noter que Foucault ne nourrissait pas une grande affinité pour la modernité—à l'exception de son penchant pour les voitures de luxe. En effet, il plaidait essentiellement pour la « mort de l'homme » dans un monde dominé par la révolution technique. Cela contraste avec son ami, le philosophe et sémioticien Roland Barthes, qui, dans les années 1950, adoptait une perspective plus positive sur les transformations modernes. « Les voitures d'aujourd'hui sont presque l'équivalent exacte des grandes cathédrales gothiques : je veux dire la création suprême d'une époque, conçue avec passion par des artistes inconnus, et consommée en image sinon en usage par toute une population qui se l'approprie comme un objet purement magique⁴⁹⁹ ».

Foucault ne s'est jamais véritablement attardé sur les avancées technologiques qui se produisaient dans la société française des années 1950, ni sur la technologie dans son sens le plus large. Pourtant, comme l'observe l'historien américain Michael C. Behrent : « le mot technologie apparaît fréquemment dans ses écrits et fait d'ailleurs partie intégrante de sa

⁴⁹⁸ Pierre Lascoumes, « La Gouvernementalité : de la critique de l'État aux technologies de pouvoir », *Le Politique (En ligne)*, 2004, pp. 13-14. <https://journals.openedition.org/leportique/625>, Le 20 septembre, 2024.

⁴⁹⁹ Michel C. Behrent, "Michel Foucault History and Technology", In *Routledge Taylor & Francis Group*, Vol. 29, 2013, N° 1, pp. 54 – 104.

pensée⁵⁰⁰ ». Loin d'être une simple expression pompeuse ou un néologisme ajouté à la multitude de définitions existantes sur le pouvoir, le terme « technologie » — ou son équivalent « technique » — chez Foucault ne fait pas référence à des outils, des machines ou à l'application de la science à la production industrielle. Il désigne plutôt des méthodes et des procédures de gouvernance des êtres humains⁵⁰¹.

Ainsi, le terme « technologie » revêt chez Foucault un double sens. D'une part, il désigne une critique sociale et politique des manières dont les systèmes sociaux et politiques modernes contrôlent, surveillent et manipulent à la fois les populations et les individus. D'autre part, Foucault utilise ce terme pour mettre en lumière les modes de fonctionnement des relations de pouvoir — non pas nécessairement pour les dénoncer, mais pour contester leur prétendue neutralité (c'est-à-dire leur affirmation de ne produire aucun effet) et inciter les lecteurs à réfléchir sur le degré de pouvoir qu'ils sont disposés à accepter. Ainsi, contrairement à Bourdieu, qui, à travers l'exemple de la société kabyle, affirme que le pouvoir s'exerce davantage sur l'esprit par le geste même du don, Foucault soutient que le pouvoir politique agit d'abord sur les corps, avant de toucher à l'idéologie et à la conscience des individus. Il voit donc cela comme une première forme de technologie du corps, englobant la manière dont s'imposent les gestes, les attitudes, les usages, les représentations dans l'espace et les modalités d'habitation, entre autres.

Il trouve astucieux d'associer le terme « technologie » à une diversité de significations avant qu'il ne soit qualifié de « technologie de pouvoir » dans *Dits et Écrits*⁵⁰². Dans l'une de ses conférences de 1976, il explique que sa tâche consistait à « montrer dans quelles directions on peut développer une analyse du pouvoir qui ne soit pas simplement une conception juridique négative du pouvoir, (émancipée de) la primauté [...] de la règle et de l'interdiction⁵⁰³ ». La technologie chez lui va ainsi désigner une conception du pouvoir qui est dépouillée des valeurs morales latente et des concepts qui les perpétuent⁵⁰⁴. Elle analyse le pouvoir dans sa capacité à conduire les comportements humains, plutôt que dans sa dimension à produire des codes juridiques⁵⁰⁵.

⁵⁰⁰ Ibid.

⁵⁰¹ Ibid.

⁵⁰² Michel Foucault, *Dits et Écrits 1954 – 1969*, Édition établie sous la direction de Daniel Defert et François Ewald avec la collaboration de Jacques Lagrange, Éd numérique, 2012.

⁵⁰³ Voir avec, Michel C. Behrent, “Michel Foucault History and Technology”, op. cit.

⁵⁰⁴ Ibid., p. 56.

⁵⁰⁵ Ibid.

Comme le note le Juge des enfants à Paris Bertrand Mazabraud, « plutôt que d'orienter la recherche sur le pouvoir du côté de l'édifice de la souveraineté, du côté de l'appareil d'État, du côté des idéologies qui l'accompagnent, je crois qu'il faut orienter l'analyse du côté des formes d'assujettissement et du côté enfin des dispositifs de savoir⁵⁰⁶ ». En effet, dans la pensée foucauldienne, la technologie peut être considérée comme une forme d'anti-juridisme. Cependant, il ne s'agit pas d'une tentative de dépouiller le droit de sa substance normative, mais plutôt d'un accent mis sur les enjeux stratégiques qui sous-tendent le droit⁵⁰⁷. Dans la perspective de Foucault, le droit est conçu comme un dispositif de pouvoir destiné à exercer un contrôle sur le corps. Le concept de "dispositif de pouvoir" constitue ainsi l'un des éléments fondamentaux de son analyse du pouvoir, car c'est à travers ces dispositifs que certains acteurs parviennent à contrôler le champ des possibles des autres. Par "dispositif", Foucault entend un ensemble architectural, un réseau interconnecté d'opérations de pouvoir. Dans l'un de ses entretiens célèbres, il définit le dispositif comme suit :

Un ensemble résolument hétérogène comportant des discours, des institutions, des aménagements architecturaux, des décisions réglementaires, des lois, des mesures administratives, des énoncés scientifiques, morales, philanthropiques ; bref du dit aussi bien que du non-dit, voilà les éléments du dispositif. Le dispositif lui-même, c'est le réseau qu'on établit entre ces éléments (...). Le dispositif a donc une fonction stratégique dominante (...), ce qui suppose qu'il s'agit là d'une certaine manipulation de rapports de force (...). C'est ça le dispositif : des stratégies de rapports de force supportant des types de savoir, et supportés par eux⁵⁰⁸.

Il faut reconnaître que la pensée de Foucault est souvent difficile à appréhender, tant le jargon qu'il emploie n'a pas pour but de faciliter la compréhension des phénomènes qu'il cherche à décrire. Il le faisait d'ailleurs remarquer dans l'un de ses nombreux cours au Collège

⁵⁰⁶ Voir avec, Bertrand Mazabraud, « Foucault, le droit et les dispositifs de pouvoir », In *Cités* 2010/2 (no 42), pp. 127-189.

⁵⁰⁷ Dans sa vie, Foucault a très tôt abordé la question du droit. On peut déjà voir l'étude qu'il réserve au droit pénal dans *L'Histoire de la Folie à l'âge classique*, il analyse le régime juridique de l'internement des fous et des miséreux à travers l'interdiction des lettres de cachet. Mais le droit à présenter un intérêt académique discursif au moment où il fait son entrée au Collège de France. On peut voir cette évolution d'abord dans, *Théorie des institutions pénales*, pour s'étendre dans *Les Anormaux*, qui ont servi de prélude à son best-seller *Surveiller et punir* qui a servi de base expérimentale à sa notion de dispositifs de pouvoir qui constitue la pierre angulaire de la technologie de pouvoir. Voir avec : Michel Foucault, « Le sujet et le pouvoir », *Dits et écrits*, t. 2, éd. Gallimard, 2001, p. 1041 ; *Surveiller et Punir*, éd. Gallimard, 1975 ; *Les Anormaux, Cours au Collège de France*, 1974-1975, éd. Gallimard/ Seuil, 1999.

⁵⁰⁸ Ibid, pp. 129 – 130.

de France⁵⁰⁹. Cependant, Foucault a cherché à saisir le fonctionnement des dispositifs en les classifiant de manière à pouvoir distinguer trois types principaux : les « dispositifs de sécurité », les « dispositifs disciplinaires ou juridico-légaux » et les « dispositifs incitatifs ». Ainsi, il présente une classification homogène des dispositifs de pouvoir et décrit comment ils opèrent. Toutefois, comme le souligne Mazabraud, il est pertinent d'insister sur divers aspects d'un dispositif : 1) tout dispositif est une formation historique spécifique ; 2) il met en réseau des éléments hétérogènes ; 3) il joue un rôle stratégique dans les relations de pouvoir ; 4) il ouvre des champs de savoir qui codifient et décodifient les rapports de pouvoir ; 5) le dispositif est mobilisé pour gérer les effets qu'il produit, qu'il s'agisse de résistances, de détournements ou d'autres phénomènes marginaux. Ces dispositifs de pouvoir ne sont opérants, il convient de le rappeler, que dans le cadre d'une relation de pouvoir où certains dirigent la conduite probable, présente et future des autres. C'est cette définition que Foucault propose dans son texte « Le Sujet et le pouvoir ». Selon lui, le pouvoir ne peut s'exercer que dans un cadre relationnel, impliquant au moins deux sujets : un sujet directeur et un sujet dirigé. Le pouvoir devient, en ce sens, « une relation entre les individus ou des groupes d'individus, dont la spécificité pour les uns consiste à structurer le champ d'action possible des autres⁵¹⁰ ». « Cela n'est possible qu'à travers les actions à partir desquelles, les uns dirigent la conduite probable des autres, présente ou future et dont l'utilisation régulière et la spécification en font des méthodes de contrôle⁵¹¹ », qu'il faut appeler *technologie de pouvoir*.

Il précise cependant que ces techniques varient en fonction de la situation spéciale et temporelle (le contexte) 1) ; néanmoins, on peut observer une récurrence en fonction du système des acteurs impliqués dans la relation de pouvoir (la vectorisation) 2) ; ainsi que selon l'enchaînement des opérations permettant d'atteindre l'objectif de la relation de pouvoir (une procédure) 3) ; enfin, à travers les facteurs qui incitent la cible à accomplir les opérations attendues d'elle (la pulsion) 4). Ce n'est que lorsque des techniques de pouvoir se renforcent durablement dans la régulation du même type de comportement qu'elles atteignent le seuil d'une véritable technologie. Il ajoute en outre que : « c'est dans la multiplicité des rapports de force qui sont immanents aux domaines dans lesquels ils s'exercent [...] que doit s'effectuer

⁵⁰⁹ Michel Foucault, Archives audio. *Sécurité, territoire, population : Cours au Collège de France*, 11 janvier (1977-1978). Ed. Senellart, Michel. Gallimard ; Seuil : Paris, 2004.

^{510 510} Voir, Michel Foucault, « The Subject and Power » (« Le sujet et le pouvoir » ; trad. F. Durand-Bogaert), in *Dreyfus (H.) et Rabinow (P.), Michel Foucault : Beyond Structuralism and Hermeneutics*, Chicago, The University of Chicago Press, 1982, pp. 208-226.

⁵¹¹ Ibid.

le repérage des comportements de l'éventuelle technologie politique⁵¹² ». Ainsi, Foucault ne se limite pas à l'élaboration d'une théorie du pouvoir ; il propose également un cadre méthodologique à partir duquel observer comment s'exercent les relations de pouvoir. Dans *Dits et Écrits*, il met principalement en avant cinq repères méthodologiques :

- 1- Identifier le « système des différenciations qui permet d'agir sur l'action des autres », en insistant sur l'idée selon laquelle, « toute relation de pouvoir met en œuvre des différenciations qui sont pour elles à la fois des conditions et des effets ». Il en énumère seulement quelques-unes à titre indicatif : différenciations juridiques liées aux statuts ou aux privilèges ; différenciations économiques, concernant l'appropriation des ressources (richesses et biens) ; différenciations techniques, dans le savoir-faire et les compétences.
- 2- Repérage des objectifs spécifiques pour l'atteinte desquels chacun des sujets agit sur l'action d'un autre, non par recherche des intentions, mais par l'observation de la procédure d'assujettissement. Là encore, Foucault procède par énumération indicative ; exercice d'une fonction, d'un métier.
- 3- Classer les modalités instrumentales par lesquelles le premier agit sur l'action du second : « selon que le pouvoir est exercé par la menace des armes, par les effets de la parole [(...ou...)] par des mécanismes plus ou moins complexes de contrôle [(...)] ».
- 4- Procéder à l'analyse des formes d'instrumentalisation par lesquelles se consolident dans la durée ces modalités instrumentales : certaines formes sont composées de par leurs institutions familiales dans laquelle les relations de pouvoir mêlent, traditions, habitudes et lois ; d'autres sont de forme simple en ce sens qu'elles ont leurs propres règles, une organisation et une hiérarchie spécifique et des formes relativement autonomes comme les institutions militaires ; d'autres enfin sont de formes complexes en raison de la multiplicité des appareils qui les composent et les font fonctionner tels que les États.
- 5- Déterminer le mode de rationalité qui préside aux choix des modalités instrumentales, selon qu'est privilégiée la certitude des résultats et donc l'efficacité des instruments ou la minimisation des coûts (opérationnels /réactionnels) et par voie de conséquence, l'efficacité du procédé⁵¹³.

⁵¹² Ibid.

⁵¹³ Ibid.

Après avoir exposé les instruments théoriques et méthodologiques qui constituent le système d'analyse de la puissance selon Michel Foucault, il convient de reconnaître que le philosophe n'a pas réussi à en établir une systématisation opératoire. Il a choisi de présenter ses idées de manière fragmentée, laissant à ses disciples le soin de compléter cette systématisation. C'est probablement cette lacune qui a rendu le modèle foucaldien d'analyse de la puissance moins populaire. Nous nous proposons de combler cette absence dans le cadre de cette étude empirique consacrée au défi que représente la Chine.

B. Des concepts élémentaires pour une théorie foucaldienne de la puissance et clarification des hypothèses

Foucault a été très explicite quant à la vocation de la technologie politique, refusant de la considérer comme une théorie générale du pouvoir⁵¹⁴. Il l'a plutôt présentée comme une étude du fonctionnement du pouvoir, sans se concentrer sur ses fondements. Toutefois, il ne s'est pas empêché d'interroger le fondement de la puissance, estimant que la question du "comment" du pouvoir n'est qu'une enquête préalable pour aborder celle du "pourquoi" du pouvoir. Ces deux interrogations apparaissent donc complémentaires dans l'étude de la technologie du pouvoir. C'est ce double questionnement que nous adoptons pour élucider comment la Chine met en place une technologie de pouvoir afin de dominer les piliers de l'ordre international.

Pour être féconde, la technologie de pouvoir doit s'appuyer sur un ensemble de concepts élémentaires indispensables à toute analyse du pouvoir, permettant de rendre intelligibles les mécanismes et dispositifs de puissance qu'elle génère (qu'ils soient incitatifs ou coercitifs). Michel Foucault avait déjà défini le pouvoir comme une interaction où « un acteur provoque chez un autre acteur un comportement conforme aux attentes du premier⁵¹⁵ ». Cette définition dynamique du pouvoir entraîne des implications conceptuelles pertinentes. En nous appuyant sur la systématisation formelle de Dahl, complétée par Tannenbaum, nous pouvons poser que A (le sujet directeur) oriente l'interaction vers B (le sujet dirigé) afin que ce dernier réponde favorablement aux attentes de A. L'identification de ces acteurs, au cœur de toute relation de puissance, permet de distinguer cinq concepts fondamentaux dans les relations sociales : le besoin cinétique (1), l'inharmonie spontanée (2), la stratégie de pouvoir (3), la technique de pouvoir (4), et enfin la réaction cinétique (5).

⁵¹⁴ Michel Foucault, *Archives audio. Sécurité, territoire, population : Cours au Collège de France*, op. cit.

⁵¹⁵ Michel Foucault, *Le Sujet et le pouvoir*, Ibid.

1. Le besoin cinétique

Oubliée par la science politique francophone, la psychologie⁵¹⁶ nous apprend que nos actions sont commandées par la nécessité de satisfaire nos besoins définis comme des sentiments de manque, ou de privation accompagnée du désir de les faire disparaître soit définitivement, soit spontanément. Ainsi, les actions produites dans une relation de pouvoir s'inscrivent dans une causalité liée au besoin. Toutefois, bien que nos besoins primaires soient souvent classés selon leur nature physiologique, ceux qui motivent l'exercice du pouvoir échappent à cette distinction. En effet, le pouvoir s'exerce aussi bien sous l'influence de besoins physiologiques que psychologiques. Pour s'exprimer, le pouvoir nécessite une relation avec autrui afin de satisfaire le désir émanant de celui qui le détient. Cette relation, désignée par le terme « cinétique » (issu du grec *kinetikos*, signifiant « qui met en mouvement »), représente le parcours que doit emprunter le besoin formulé pour atteindre sa cible. Le besoin cinétique constitue donc la première étape du processus d'exercice de la puissance, car il pousse le sujet potentiel du pouvoir à envisager un lien entre la satisfaction de son besoin et l'action attendue de la part du sujet potentiel dirigé.

2. L'inharmonicité spontanée

Les interactions humaines présentent une constante : les individus n'orientent généralement pas spontanément leurs actions vers la satisfaction des besoins d'autrui. Cette réticence peut s'expliquer par plusieurs raisons : ignorance des besoins d'autrui, manque de sensibilité ou d'intérêt (indifférence), opposition directe (hostilité), ou encore incapacité à répondre à ces besoins. Ressentir un besoin cinétique, c'est-à-dire le désir d'atteindre un objectif, ne suffit donc pas à garantir sa satisfaction. Prenons l'exemple de quelqu'un qui souhaite commander une pizza chez Domino's. Pour concrétiser ce désir, il utilisera une série d'instruments à sa disposition (ordinateur, téléphone, carte bancaire, etc.) afin d'entrer en contact avec l'entreprise et exprimer son besoin.

Le concept d'« inharmonicité spontanée » souligne que l'harmonie entre le besoin d'un individu et le comportement d'un autre n'apparaît généralement pas de manière naturelle. Il faut souvent une action du premier pour provoquer une réaction de la part du second, afin

⁵¹⁶ Voir, Rodolphe Gouin, (2018). « Psychologie politique, (encore) une exception française », *The Conversation*, <https://theconversation.com/psychologie-politique-encore-une-exception-francaise-96239>, Le 22 septembre, 2024.

d'obtenir la satisfaction recherchée. Toutefois, cette inharmonie est décrite comme une constante plutôt qu'une loi, car une telle harmonie est improbable mais non impossible. Un ajustement spontané, bien que possible, reste très aléatoire. Cette situation d'inharmonie spontanée constitue donc le second élément du processus d'exercice du pouvoir, car elle crée le contexte de contrainte objective (la convergence) à partir duquel l'individu, confronté à un besoin cinétique, élabore sa stratégie pour obtenir satisfaction.

3. La stratégie de pouvoir

Face à la contrainte que représente l'inharmonie spontanée et ses multiples facteurs (ignorance, indifférence, hostilité, et incapacité du potentiel sujet dirigé), le choix des modalités permettant d'obtenir l'action attendue d'autrui devient une étape nécessaire. La stratégie de pouvoir renvoie alors aux choix des actions à entreprendre pour satisfaire un besoin cinétique. Ces choix se divisent en deux activités : d'une part, évaluer les moyens disponibles que le potentiel sujet directeur peut employer pour surmonter les obstacles liés à l'inharmonie, identifiés comme des freins à la satisfaction de son besoin cinétique ; d'autre part, décider des opérations qu'il adoptera pour exercer ce pouvoir et influencer l'action du sujet dirigé.

4. La technique de pouvoir

La stratégie de pouvoir se caractérise par l'orientation d'une action ou d'un ensemble d'actions du potentiel sujet directeur, visant à déclencher un stimulus dans le comportement du potentiel sujet dirigé afin de satisfaire un besoin cinétique. La spécification d'une technique de pouvoir ne se définit pas essentiellement en fonction des actions menées par le sujet directeur, mais plutôt en fonction des déterminants particuliers du comportement du sujet dirigé qu'elle cherche à influencer. En effet, la nature, le nombre, et l'enchaînement des opérations employées par le sujet directeur dépendent des types de déterminants ciblés. Bien qu'il puisse y avoir de nombreux déterminants, nous en identifions actuellement six : l'intérêt, la sensibilité, la crainte de la sanction, l'induction, le constat d'impuissance du sujet dirigé, et la volonté partagée (mise en résonance).

5. La réaction cinétique

La réaction du sujet dirigé aux actions du sujet directeur reflète l'influence de la stimulation exercée. Autrement dit, le sujet dirigé n'est pas passif, il ne subit pas simplement le pouvoir, mais fait des choix en fonction des stimuli activés en lui par le sujet directeur (A) ou une source alternative (A'). Ses réactions peuvent varier : elles peuvent être des réactions de résistance si elles ne répondent pas au besoin cinétique qui les a suscitées, ou des réactions d'obéissance si elles satisfont ce besoin. C'est dans ce dernier cas que l'on atteint la définition du pouvoir selon Michel Foucault : une interaction au cours de laquelle un sujet directeur (A) provoque, à travers une stratégie et une technique de pouvoir, un comportement conforme aux attentes (réaction d'obéissance) chez un sujet dirigé (B). Lorsque cette interaction produit l'effet désiré, nous parlons alors d'une véritable technologie de pouvoir.

Ces développements montrent que la technologie politique de Foucault peut rivaliser avec de nombreuses théories classiques de la puissance. Elle mérite une place de choix dans les analyses stratégiques des relations internationales. Ce cadre théorique offre une perspective renouvelée pour comprendre les changements dans la distribution de la puissance mondiale. En se dénuant de tout jugement moral, la technologie politique se concentre uniquement sur les faits. Elle considère l'ordre international comme un système qui favorise la compétition entre acteurs, où les États, en fonction de leurs stratégies, peuvent atteindre des objectifs de puissance grâce à une utilisation habile de divers leviers.

Tout comme les théories dominantes des relations internationales, la technologie politique postule que les relations interétatiques sont caractérisées par une lutte pour la puissance, ou comme le dirait Bourdieu, une « lutte doxique ». Dans ce contexte, la Chine exploite les faiblesses du système traditionnel de domination pour contrôler les mécanismes de distribution du pouvoir mondial en proposant son propre modèle. L'initiative "Belt and Road" (BRI) constitue un outil stratégique essentiel qui a permis à la Chine de formuler son ambition de puissance en 2013 et de la consolider lors du Forum économique mondial de Davos en 2017. À cette occasion, le président Xi Jinping a souligné que la Chine occuperait désormais une place de premier plan dans la gouvernance mondiale, répondant ainsi aux frustrations et à la colère suscitées par les politiques protectionnistes des pays occidentaux⁵¹⁷.

La Chine mobilise ainsi une vaste gamme de programmes d'investissements à travers le monde, multiplie les accords bilatéraux avec de nombreux États et s'investit activement dans les Organisations des Nations Unies tout en créant des organismes multilatéraux concurrents.

⁵¹⁷ Voir avec, Le discours de Xi Jinping à Davos en 2017 reste toujours d'actualité (china.org.cn).

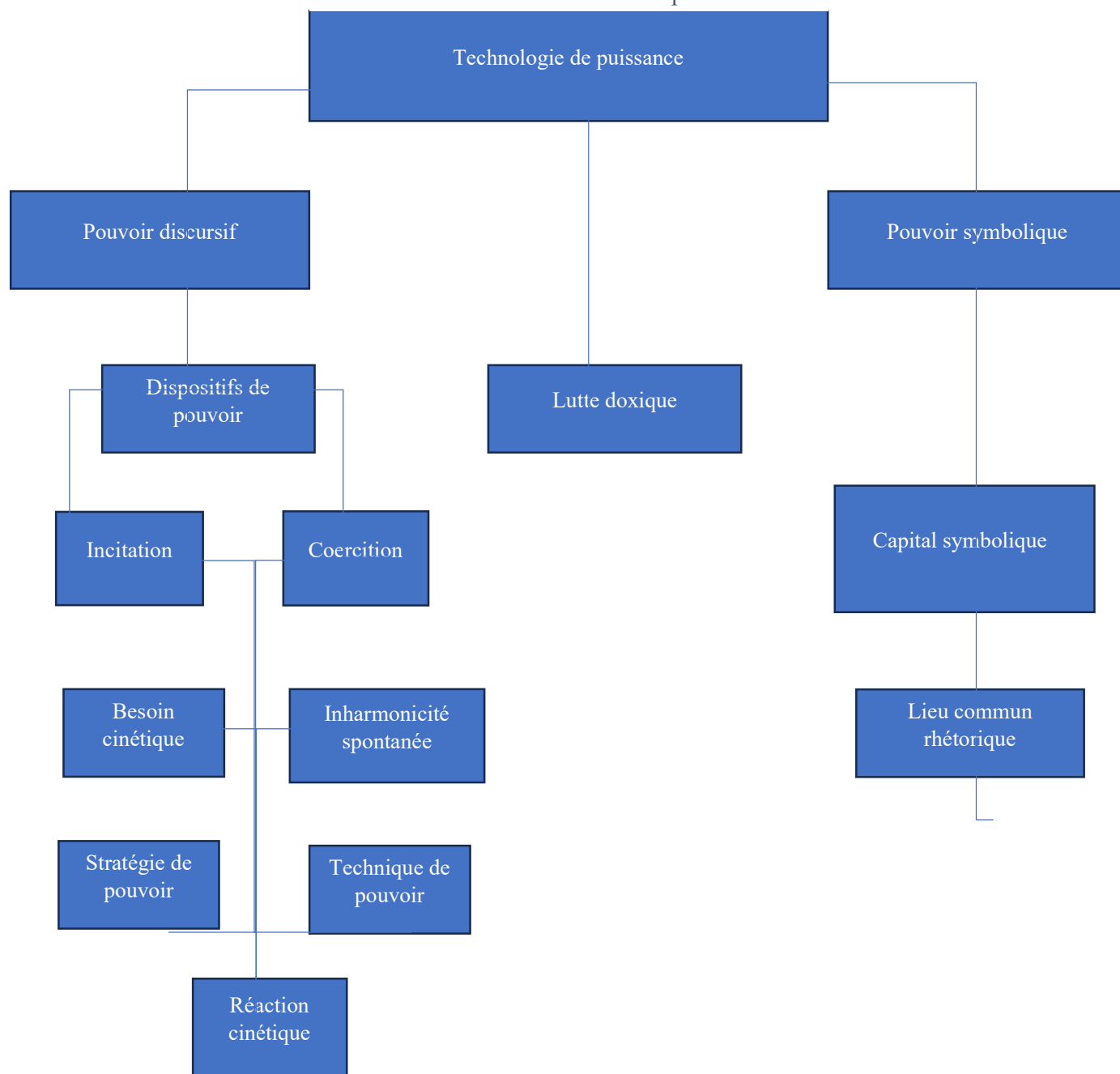
Parmi ces derniers, on peut citer l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS) et la Banque Asiatique d'Investissement en Infrastructure (BAII), qui reflètent la volonté de Pékin de proposer une nouvelle vision de l'ordre mondial. En parallèle, la Chine met en place une série de dispositifs incitatifs dans le Sud Global, cherchant à séduire l'Afrique et ses régions périphériques.

Dans la région indo-pacifique, où elle est en compétition directe avec les États-Unis, la Chine utilise le droit comme un instrument stratégique de puissance. Cette stratégie juridique combine habilement incitation et coercition. D'une part, elle projette l'image d'un véritable challenger auprès du monde en développement, attirant ainsi de nombreux pays en quête de modèles alternatifs. D'autre part, elle déploie des moyens de coercition subtils pour façonner l'environnement stratégique en sa faveur. Afin de clarifier nos hypothèses, il est important de préciser que :

- La montée en puissance de la Chine s'explique en partie par une fracture profonde au sein de l'ordre international. Cette rupture est liée au rejet, par de nombreux pays du Grand Sud, d'un système international dominé par l'Occident. Ce système, perçu comme un instrument de domination, s'appuie sur des mécanismes de violence institutionnelle pour maintenir son hégémonie, notamment en marginalisant les classes moyennes populaires. La réaction face à cette oppression a créé un espace propice à l'émergence de nouvelles puissances, comme la Chine, qui se présente comme une alternative crédible à l'ordre mondial actuel ;
- Fort de son nouveau statut sur la scène mondiale, Pékin s'efforce de présenter une approche distincte de celle des puissances occidentales. Cette stratégie vise à offrir un modèle de gouvernance plus intégré et inclusif, en particulier pour les pays du Sud global. En se positionnant comme une alternative aux structures traditionnelles dominées par l'Occident, la Chine promeut un cadre de coopération fondé sur des relations bilatérales et multilatérales, tout en intégrant des investissements massifs dans des infrastructures et des institutions financières, tels que la BRI ou la BAII. Ce modèle, en contraste avec les pratiques souvent perçues comme néocolonialistes de l'Occident, se veut plus respectueux de la souveraineté des États partenaires ;
- Ce faisant, Pékin met en œuvre une stratégie discursive habile qui lui permet de mobiliser une large palette de mécanismes de pouvoir pour s'étendre à l'échelle mondiale et séduire les pays du Grand Sud. En promouvant un nouveau consensus axé

sur la coopération, le développement mutuel et la non-ingérence, la Chine cherche à établir des liens solides avec ces nations. Cette approche vise à les inciter à adhérer à ses initiatives, tout en renforçant son influence géopolitique et en contrant les récits dominants des puissances occidentales.

Tableau 1: La construction des concepts



Source : de l'auteur

Conclusion du chapitre III

En définitive, comprendre la montée en puissance de la Chine à travers le prisme théorique de l'analyse du pouvoir est d'une importance cruciale pour les théories des relations internationales, ainsi que pour tout lecteur ou décideur politique désireux d'appréhender les multiples facettes de la Chine. L'examen des théories du pouvoir, qui commence par l'analyse primitive d'Aristote, qui le définit comme la capacité d'un individu à transformer son environnement immédiat, a ouvert la voie à une double controverse : celle entre « le pouvoir de » et « le pouvoir sur ». Dans diverses traditions, qu'elles soient occidentales, asiatiques ou orientales, le pouvoir a souvent été perçu de manière controversée, mais avec des implications distinctes. Certains soutiennent la thèse selon laquelle le pouvoir est un instrument de domination sur autrui, tandis que d'autres estiment que la politique devrait avant tout viser à cultiver la vertu plutôt qu'à imposer une trajectoire par la coercition. D'autres encore considèrent que le pouvoir de dominer est un privilège accordé par une divinité à ses prêtres pour guider le comportement des masses. S'il fallait choisir entre ces deux conceptions du pouvoir, la tendance serait plutôt à privilégier la première, qui le voit comme un moyen d'exercer son autorité sur autrui, car le pouvoir est avant tout un élément relationnel.

La seconde controverse, opposant le modèle de marchandisation du pouvoir — le considérant comme un bien pouvant être possédé, en raison de sa quantité limitée — à la conception structurelle, qui affirme que le pouvoir imprègne toutes les actions humaines, qu'elles soient conscientes ou non, est d'une pertinence encore plus marquée. Cette controverse ne devrait pas nécessairement aboutir à un choix exclusif, car les deux approches se complètent. Comme l'a démontré la philosophe Ami Allen, le pouvoir peut être quantifié, ce qui permet d'évaluer, en fonction de sa possession, l'étendue du pouvoir d'un acteur. Néanmoins, il est également structurant, car il découle des interactions entre les individus, qu'elles soient voulues ou subies.

Cette double controverse a révélé, comme l'a noté Roromme Chantal, que la « puissance s'exprime de plusieurs manières⁵¹⁸ ». Certains en ont proposé une typologie systémique. Les politologues Peter Bachrach et Morton Baratz ont identifié la première forme de la puissance à partir de la définition proposée par Dahl. Elle consiste à voir dans une relation, A obtenir de B le comportement qu'il attend, dès lors que B évalue le degré d'importance de

⁵¹⁸ Roromme Chantal, op.cit.

la requête de A. Cette conception très critiquée a révélé une seconde face cachée de la puissance⁵¹⁹, explicité par la systématisation de Nye. Ce dernier entend la puissance comme un moyen d'amener les autres à vouloir ce que l'on souhaite, en modifiant ainsi l'ordre du jour dans la politique mondiale. À cela s'ajoute une troisième dimension, celle que propose le sociologue Pierre Bourdieu, qui introduit la notion de puissance symbolique. Cette approche permet d'analyser les relations de pouvoir entre des acteurs dominants et des acteurs dominés dans une « lutte doxique », où les normes et valeurs sont contestées et redéfinies.

Cette orientation vers la puissance symbolique constitue un cadre fertile pour proposer une analyse de la puissance qui s'inscrit dans une science unifiée, que nous appelons la technologie de puissance. La technologie de pouvoir, telle que conçue par Michel Foucault, est une analyse des corrélations de la puissance, impliquant la mise en relation des dispositifs incitatifs, coercitifs et disciplinaires. Cette approche n'est pas moins légitime et efficace pour comprendre la dynamique de pouvoir en Chine.

Comme le notent deux chercheurs de l'IRSEM, les études sur « le pouvoir discursif » émergent en Chine vers la fin des années 2000, dans une volonté de remplacer les précédentes analyses centrées sur la notion de *soft power*. Ce glissement témoigne d'une volonté d'aller au-delà de l'image positive et des échanges culturels pour se concentrer sur les mécanismes de pouvoir plus subtils et complexes qui sous-tendent les interactions internationales. En intégrant ces différentes dimensions — puissance politique, puissance symbolique et technologie de pouvoir — nous pouvons élaborer une analyse plus riche et nuancée des ambitions et des stratégies chinoises sur la scène mondiale⁵²⁰. Le PCC a ainsi envisagé l'éclosion du pouvoir discursif de la Chine devant ce qui était considéré comme un échec du *soft power*. C'est Zhang Zhizou qui fera l'économie des travaux de Michel Foucault dans un article publié sur le site du bureau d'information du gouvernement chinois⁵²¹. Foucault demeure ainsi l'un des philosophes les plus connus en Chine, même si la compréhension de sa pensée reste très approximative, souvent qualifiée de « superficielle et mondaine⁵²² ». Cette notion de pouvoir discursif, construite par les intellectuels du PCC, prend ancrage dans l'une des leçons inaugurales livrées par le philosophe français au Collège de France, intitulée *L'ordre du discours*. Foucault fait valoir que l'accès à l'espace de la parole est soumis à des conditions et que « le discours n'est

⁵¹⁹ Peter Bachrach, Morton S. Baratz, "Two Faces of Power", *The American Political Science Review*, Volume 56, Issues 4 (Dec., 1962), pp. 947-952.

⁵²⁰ Paul Charon & Jean-Baptiste Jeangène Vilmer, *Ibid.* p. 32.

⁵²¹ *Ibid.*

⁵²² *Ibid.*

pas simplement ce qui traduit les luttes ou le système de domination, mais ce pour quoi, ce par quoi on lutte, le pouvoir dont on cherche à s'emparer⁵²³ ». Le pouvoir n'est donc pas dissocié du discours : s'emparer du discours dominant, c'est soumettre le discours de l'autre en exerçant son propre pouvoir. C'est ainsi que le PCC se donne pour ambition d'influencer l'élaboration des normes, la construction des valeurs, les structures de gouvernance, etc. Plus prosaïquement, pour influencer le monde, le parti doit dominer les ordres du discours sur l'international en imposant son récit. La notion de pouvoir discursif est ici intimement liée à la doctrine des trois guerres, qui comprend la guerre psychologique, la guerre de l'information et la guerre du droit, ou *lawfare*. Ainsi, la technologie de puissance combine astucieusement les dimensions symboliques du pouvoir avec ses dimensions discursives.

⁵²³ Voir avec, Michel Foucault, *L'Ordre du discours*, Paris Gallimard, 1971.

Deuxième partie : Fracturation de l'ordre mondial occidental et émergence d'un ordre régional illibéral

TITRE II : La crise terminale de l'hégémonie occidentale

Le 20 mars 1972, la *Revue Le Monde diplomatique* publie un article intrigant intitulé « Le déclin de l'hégémonie américaine⁵²⁴ ». Cet article coïncide avec une période où le pouvoir financier des États-Unis ne parvenait plus à assurer la croissance des classes moyennes américaines et des classes moyennes mondiales. Cette crise financière, qui a conduit le président Nixon à mettre fin à la convertibilité du dollar en or, marque un moment clé d'une plus grande crise de légitimité du modèle occidental, dont le fer de lance est la puissance américaine. Comme le soulignait l'auteur de l'article, P. M., « quand le pauvre s'enrichit, la prospérité du riche paraît atteinte ». En effet, la perte d'influence des États-Unis coïncide avec un grand moment de transition de pouvoir, dans lequel des classes moyennes émergentes issues du Grand Sud concentrent entre leurs mains un immense capital politique, économique et symbolique.

Cette émergence de nouveaux acteurs, tels que la Chine, dans le système de gouvernance globale accentue la crise de légitimité du modèle occidental, qui a vu le jour grâce à la victoire des alliés contre l'ennemi nazi. L'histoire de la politique mondiale nous enseigne que le système occidental de l'après-guerre a été forgé par les États-Unis, principalement par Roosevelt et Truman, qui ont initié les politiques sociales du *New Deal*. Cela a permis d'établir, grâce aux institutions de Bretton Woods, le fameux consensus de Washington. Après l'effondrement de l'Union soviétique, les Américains étaient convaincus que le modèle occidental, prônant l'établissement d'un pouvoir politique démocratique et d'un système économique ouvert — caractérisé par le libre-échange — produirait la paix mondiale. Selon les porte-étendards du modèle occidental, il ne pouvait pas exister d'autres alternatives à ce système. En effet, il caractérise la fin de la vision humanitaire, comme l'a rappelé l'éminent universitaire Francis Fukuyama⁵²⁵.

Pourtant, les années qui ont suivi ont raconté une tout autre histoire : celle d'une puissance dominante démocratique qui, avec ses alliés, a conduit le monde dans un climat de terreur et d'incertitude. La paix tant vantée est devenue précaire, dans la mesure où le libre-échange ne profitait pas à tous. Le système multilatéral, conçu pour favoriser l'inclusion, se fragmentait entre des blocs qui privilégiaient des intérêts géopolitiques. La fragmentation devenait ainsi le

⁵²⁴ P. M., « Le déclin de l'hégémonie américaines », In *Le Monde Diplomatique*, Mai 1972, p. 2.

https://www.monde-diplomatique.fr/1972/05/P_M/30896. Le 31 octobre, 2024.

⁵²⁵ Francis Fukuyama, *La fin de l'histoire et le dernier homme*, Paris Éditions Champs Flammarion, 1993.

maître mot d'un ordre qui se voulait international et fondé sur des règles. L'émergence de la Chine, en tant que puissance économique, militaire et politique, signe donc la nécessité de présenter une nouvelle direction au système international en élaborant un nouveau consensus. Comme l'a souligné le politologue Fareed Zakaria, cela indique l'édifice d'un monde post-américain. Face à un système largement fragmenté par les attitudes unilatérales des grandes puissances, il n'est pas surprenant qu'un tel comportement entraîne une crise de légitimité du modèle occidental (Chapitre IV). Par ailleurs, cette crise de légitimité, qui pour certains n'était qu'une crise capitale, s'est aggravée avec le déclin relatif des États-Unis, conduisant à une crise terminale qui délégitimait, par la même occasion, l'ordre américain (Chapitre V).

CHAPITRE IV : La faiblesse du système occidental comme condition de possibilité de l'émergence de la Chine

Depuis la création du premier système-monde hérité de la paix de Westphalie en 1648, la souveraineté de l'État-nation, la guerre frontale et la territorialisation ont souvent été les concepts centraux pour décrire un monde qui résistait à l'inclusion de nouveaux acteurs — les « intrus » — dans le système international. Ce monde occidental a fréquemment privilégié ce que Bertrand Badie appelle les « vieilles techniques de domination ». L'instauration du système des Nations Unies en 1945, marquant le début d'une nouvelle ère d'inclusion, combinée aux périodes de décolonisation, n'a pas fondamentalement transformé le paradigme classique de domination qui persistait dans la grammaire des puissances traditionnelles (la diplomatie des clubs, P5, G7). Ce nouveau système a tout au plus servi de laboratoire pour reproduire les pratiques de domination ayant bâti l'hégémonie, depuis Athènes et Sparte.

Cependant, alors que le système international subissait une mutation profonde, les conservateurs se sont refusés à reconnaître cette réalité, préférant perpétuer une politique d'équilibre des puissances, ou encore une stabilité précaire, qui devait reposer sur la bienveillance de l'hégémonie dans les relations internationales⁵²⁶. La société anarchique décrite par Hedley Bull conçoit le système international comme une combinaison de guerre et de conflits pour le pouvoir entre États, tout en reconnaissant une solidarité internationale destinée à conférer une dimension bienveillante à la puissance⁵²⁷. De plus, Bull observe la coopération entre acteurs dans des rapports réglementés, bien que ces relations soient souvent détournées par les intérêts égoïstes des acteurs dominants. Cela nous offre une image d'un système international qui, même en intégrant des processus sociaux de normalisation des rapports entre acteurs, reste profondément attaché à la verticalité des rapports de domination entre différentes classes et entités. La structure hiérarchique, malgré les efforts de coopération et de régulation, préserve les inégalités de pouvoir et de statut au sein de ce système.

Cependant, toute puissance hégémonique traverse inévitablement une période de prospérité prolongée, souvent appelée « belle époque », qui est généralement suivie d'une crise terminale. En d'autres termes, chaque système qui soutient l'hégémonie finit par entrer dans un

⁵²⁶ Voir avec, Frédéric Ramel, (2022). « De la bienveillance dans les relations internationales », In *Le Grand Continent*, <https://legrandcontinent.eu/fr/2022/02/28/de-la-bienveillance-dans-les-relations-internationales/>. Consulté le 14/12/2022.

⁵²⁷ Voir avec, Hedley Bull, *The Anarchical Society. A Study of Order in World Politics*, Columbia University Press, New York, 1977.

cycle de dégénérescence, menant à son remplacement par un nouveau système. Au cours de ce processus, l'hégémon doit faire face à un choix crucial : s'adapter aux changements émergents ou leur résister. Cette dynamique de transition hégémonique, marquée par l'incapacité de maintenir l'ordre initial ou la résistance à de nouvelles forces, constitue un tournant décisif dans l'évolution des systèmes internationaux. Si l'hégémonie tente de s'adapter, elle peut prolonger son influence, mais si elle s'oppose fermement aux mutations, elle risque de s'effondrer plus rapidement, cédant la place à de nouvelles configurations de pouvoir.

Morton Kaplan, qui a proposé une analyse sobre des systèmes internationaux, souligne comment le changement conditionne la structure des relations internationales. Il décrit six types de systèmes internationaux : l'« équilibre des puissances », la bipolarité souple, la bipolarité rigide, le système universel, le système hiérarchique et un système dans lequel chaque unité peut décrire l'ensemble. Après avoir étudié le comportement des acteurs dans chacun de ces systèmes, Kaplan identifie deux catégories principales de processus qui structurent la vie internationale. D'une part, les processus « régulateurs », par lesquels un système cherche à se maintenir et à se perpétuer en s'adaptant aux changements au fur et à mesure qu'ils surviennent. D'autre part, il distingue les processus d'intégration ou de désintégration, qui marquent l'évolution d'un système vers une plus grande cohésion entre ses unités, ou, au contraire, vers sa fragmentation et sa dissolution. Cette distinction souligne l'importance des dynamiques internes et externes qui influencent la stabilité ou la transformation des systèmes internationaux⁵²⁸.

Cette situation reflète l'état actuel du système occidental. L'historien anglais Paul Kennedy, dans son analyse, identifie la faiblesse économique des puissances traditionnelles comme le point culminant de l'inversion du modèle hégémonique, marquant ainsi la désintégration progressive de l'hégémonie occidentale. La stabilité économique de la Chine, observée alors que le monde occidental subissait les conséquences de la crise économique de 2008, a constitué un point de basculement. Ce déclin économique a révélé l'incapacité du système occidental, représenté par le G7, à soutenir l'ordre mondial tel qu'il était établi.

Cependant, l'incapacité financière du modèle occidental révélée par la crise économique de 2008 n'est que la partie émergée de l'iceberg. La faiblesse de l'hégémonie occidentale trouve ses racines dans la crise de rentabilité des années 1970, que nous aborderons dans le prochain chapitre. Pour éviter son déclin, l'hégémonie néolibérale a mis en

⁵²⁸ Voir avec, Morton A. Kaplan, *System and Process in International Politics*, J. Wiley, New York, 1957.

place des mécanismes de résistance basés sur la coercition envers le Sud-global, renforçant ainsi les alliances du Nord au détriment des peuples dits "arriérés". Cette division systémique Nord-Sud n'a pourtant pas stabilisé l'édifice hégémonique occidental, qui reposait initialement sur l'acceptation de la domination par les acteurs dits marginaux, tant que l'hégémonie assurait son leadership en répondant concrètement aux aspirations des classes populaires. En l'absence de réponses claires aux crises du capitalisme, ces classes populaires voient croître leur frustration relative, ce qui conduit à une contestation profonde de l'ordre hégémonique⁵²⁹.

Comme l'avait déjà observé Gramsci, un régime hégémonique repose sur la combinaison de deux éléments fondamentaux : le consentement par le leadership et la coercition par la domination. Toutefois, les cibles de ces deux stratégies sont distinctes. Le consentement est principalement destiné aux acteurs subordonnés, souvent obtenu par le biais d'une influence culturelle ou idéologique qui légitime l'hégémonie. En revanche, la coercition s'exerce directement contre ceux qui contestent ou menacent cette domination, assurant ainsi le maintien de l'ordre établi par des moyens répressifs lorsque le consentement s'effrite⁵³⁰.

Soulignait-il : « la suprématie d'un groupe social se manifeste de deux manières par la domination et par un leadership intellectuel et moral. Un groupe social domine les groupes antagonistes qu'il tend à liquider ; il dirige les groupes alliés ou sympathiques à sa cause⁵³¹ ». Giovanni Arrighi souligne que, durant les périodes de « chaos systémique », c'est-à-dire en l'absence d'organisation globale structurée, la propension des groupes et des États subordonnés à accepter une nouvelle puissance dominante s'accroît de manière significative. Ces moments de désordre, marqués par une rupture dans les structures de pouvoir existantes, créent un terrain fertile pour l'émergence d'un nouvel ordre hégémonique, souvent accepté par nécessité plutôt

⁵²⁹ David Easton dans sa *théorie générale des systèmes* propose une explication de ce phénomène à partir des *inputs-outputs*. Selon lui, les gouvernements sont confrontés à des demandes intérieures et extérieures venant des populations et de la société internationale, ces demandes sont des *inputs*. Ces gouvernements devront parvenir à répondre positivement aux besoins sans cesse croissants des deux environnements (intérieur et extérieur). La non-satisfaction de ces besoins peut produire un risque d'implosion du système politique. Ainsi, pour que le système survive, il doit répondre aux dites demandes, ce sont les fameux *inputs*. Avant tout, le système enregistre les demandes comme le fait la boîte noire d'un avion. Le gouvernement national ou l'hégémon étant le seul capable d'apporter une réponse, il analyse les demandes et répond avec des *outputs*. Ces réponses ont pour effet de résoudre le problème issu des frustrations relatives, ou de l'aggraver. Voir avec : R. Gérard Schwartzenberg, *Sociologie politique : Élément de science politique*, Col, Dumat, 1977, pp. 119-130.

⁵³⁰ Voir avec, Antonio Gramsci, *Selections from the Prison Notebooks of Antonio Gramsci*, New York, International Publishers, 1971, p. 57. Le texte est cité par : Beverly J. Sylver & Corey R. Payne, « *Crise de l'hégémonie mondiale et accélération de l'histoire sociale* », In, Nouveaux Cahiers du Socialisme, no 25, 2021. <https://www.cahiersdusocialisme.org/crise-de-lhegemonie-mondiale-et-acceleration-de-lhistoire-sociale-2/>, Consulté le 20/12/2022.

⁵³¹ Ibid.

que par adhésion idéologique. Dans ce contexte, la puissance montante profite du vide pour consolider son influence⁵³².

Dans les années 1950-1960, les mouvements révolutionnaires émanant du Sud avaient déjà ébranlé le système international, avec des acteurs qui refusaient de se plier au « campisme » imposé par les États-Unis et l'URSS. Ces mouvements avaient conduit aux conférences du Mouvement des non-alignés (MNA) et à celle de Bandung, où furent énoncés les cinq principes de la coexistence pacifique, inscrits dans la charte des Nations Unies, et marquant une époque de décolonisation. Ces initiatives avaient amorcé l'édification d'un véritable système international inclusif, dans lequel les classes populaires du Sud auraient eu un rôle significatif à jouer dans la gouvernance globale.

Cependant, la disparition de l'URSS en 1991 et la longue période unipolaire dominée par les États-Unis ont érodé ces transformations profondes du système, poussant l'hégémon à adopter le comportement d'un « gangster du quartier », s'imposant par la force et la contrainte économique. Nombre de spécialistes ont alors cru que l'hégémonie occidentale avait réussi à dompter son déclin programmé. Ce n'est qu'à la suite de la crise économique de 2008 que les chercheurs ont commencé à relier l'émergence de nouvelles classes populaires économiques, comme la Chine et les BRICS, à la crise du capitalisme qui avait débuté en 1930 avec l'effondrement de la République de Weimar.

L'arrivée au pouvoir de Donald Trump en 2016 a marqué un autre signe annonciateur d'une crise profonde du capitalisme mondial, lorsque ce dernier a affiché l'ambition de rendre à l'Amérique sa grandeur sous le slogan "Make America Great Again"⁵³³. Depuis lors, l'hégémonie occidentale a été constamment fragilisée, tant par des initiatives dont les puissances occidentales sont seules responsables que par des faits conjoncturels sans précédent. En 2019, le monde a été confronté à la crise sanitaire de la Covid-19, dont plusieurs données ont démontré qu'elle tirait ses origines de la ville chinoise de Wuhan⁵³⁴. Les réponses apportées par les grandes puissances se sont révélées largement incompatibles avec les besoins des populations mondiales. Le Conseil de sécurité des Nations Unies, qui aurait dû assumer la

⁵³² Voir avec, Giovanni Arrighi, *The Long Twentieth Century. Money, Power and the Origins of Our Times*, Londres, Verso, 1994 [2010], p. 31. Le texte est cité par: Beverly et Corvey, *Idem*.

⁵³³ Robert Gervis, Francis J. Gavin and al, *Chaos in The Liberal Order: The Trump Presidency in The Twenty-First Century*, Columbia University Press, 2018.

⁵³⁴ Voir avec, Warren P. Strobel, (2022). "Covid-19' Most Likely Leaked From Lab in China, Senate GOP Report Says", The Wall Street Journal, <https://www.wsj.com/articles/covid-19-most-likely-leaked-from-lab-in-china-senate-gop-report-says-11666905063>, Consulté le 20/10/2022.

responsabilité de la conduite des esprits, a manqué une occasion exceptionnelle de sortir de la « bataille doxique » opposant les (P3) aux (P2)⁵³⁵. Au lieu de cela, il aurait pu coordonner des efforts multilatéraux pour la production et la diffusion des vaccins, tout en élaborant une stratégie de sécurité collective qui dépasse la problématique politico-militaire pour englober celle de la sécurité humaine.

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) n'a pas non plus échappé à la controverse, en formulant des prédictions catastrophiques pour l'Afrique, alors que ce continent a montré une résilience inattendue face à la pandémie, sans véritable explication scientifique. De plus, des États comme Taïwan, qui ont réussi à contenir la Covid-19 sans recourir à des confinements stricts, n'ont pas vu leurs méthodes servir de modèle pour une politique mondiale unifiée de gestion de crise. En Europe, les alliés ont adopté une approche dite de "cavalier seul" ou "self-help", fermant leurs frontières non seulement au monde extérieur, mais aussi entre eux. Un exemple frappant est la France, qui a refusé de venir en aide à l'Italie au moment où cette dernière subissait de plein fouet les ravages de la pandémie. Cette crise a ouvert la voie à la Chine, qui a profité de l'occasion pour mener une diplomatie bienveillante, notamment en Europe. Pékin a lancé une « route de la soie sanitaire », en fournissant des vaccins, notamment aux pays africains, améliorant ainsi son image à l'échelle mondiale. La Russie a également adopté une approche similaire, en distribuant des vaccins lorsque l'Occident tardait à rendre l'accès à ces derniers équitable pour le reste du monde. En parallèle, des signes d'instabilité interne ont émergé aux États-Unis. En janvier 2021, des manifestants armés ont pris d'assaut le Capitole, contestant la victoire du candidat démocrate Joe Biden face au président sortant, Donald Trump. Ce moment a illustré les fractures politiques profondes au sein de la première puissance mondiale.

Puis, le 24 février 2022, la Russie a déclenché une guerre contre l'Ukraine, qualifiée d'« opération militaire spéciale ». Cette guerre a encore fragilisé les piliers de l'ordre mondial basé sur des règles et a gravement ébranlé le leadership occidental. Ce conflit a également révélé un soutien tacite de près de 73 % de la population mondiale, principalement dans le Sud global, en faveur de la Russie. Ces événements montrent la fracture croissante de l'ordre mondial et la difficulté des puissances traditionnelles à le maintenir ou à le réparer.

⁵³⁵ Les P3 représentent ici les trois puissances occidentales du Conseil de Sécurité des Nations Unies (États-Unis, France, Royaume-Uni), et les P2, la Chine et la Russie.

Ce chapitre soutient une hypothèse déjà explorée par Bertrand Badie dans son ouvrage *Quand le Sud réinvente le monde*. Il développe l'idée que la distorsion du système international, par l'inclusion des acteurs marginalisés ou « intrus », accélère une transformation sans précédent de ce système. Cette transformation met en lumière l'incapacité des puissances traditionnelles à répondre aux défis posés par le monde en développement (I). Les politiques résultant de cette désorganisation ne feront que creuser davantage l'écart entre la vision d'un monde dominé par l'Occident et celle d'un monde qui cherche à se libérer de cette domination, en embrassant une perspective non-occidentale (II).

I. Les fragilités observées dans l'usage de la politique de puissance

Les attributs visibles de la puissance, en particulier les dispositions matérielles, ont souvent conduit à la croyance que les puissances dotées des plus grandes capacités matérielles sont moins susceptibles d'être contestées. En effet, leur politique étrangère a souvent été perçue comme une manifestation de force plutôt que de faiblesse. Pourtant, identifier dans le comportement de ces puissances les signes endémiques d'une faiblesse systémique est un exercice auquel peu de chercheurs se sont véritablement attelés.

Les nombreuses études consacrées à la puissance ont rarement cherché à identifier les variables déterminantes qui pourraient expliquer pourquoi les grandes puissances, qui privilégient la domination matérielle, peinent à atteindre des résultats optimaux et durables sur le long terme. Toutefois, les études postmodernes avaient déjà détecté une faille dans le comportement de ces grandes puissances, ce qui offrait une meilleure explication aux difficultés qu'elles rencontrent pour obtenir des succès pérennes. Michel Foucault, par exemple, a analysé les causes du progrès et de la disparition des empires dans l'un de ses Cours au Collège de France⁵³⁶. Selon lui, les raisons expliquant la disparition des empires ainsi que les causes de leur succès doivent être recherchées dans le contexte historique. Il considérait l'histoire comme un miroir dans lequel nous pouvons observer les corrélations entre certains mécanismes qui ont conduit à la chute des empires. Foucault encourageait ses étudiants à rechercher les causes les plus déterminantes, soulignant que l'on ne pourrait établir qu'une cause est véritablement décisive que si l'on isole un événement pouvant être rattaché à cette cause. Cette démarche méthodologique, qui invite à rechercher dans l'histoire les causes

⁵³⁶ Michel Foucault, *Archives audio. Sécurité, territoire, population : Cours au Collège de France, 11 janvier (1977-1978)*, Paris : Ed. Senellart, Michel. Gallimard; Seuil, 2004.

profondes expliquant la fragilité des puissances, nous pousse à considérer le système de domination, ayant permis la pérennité de ces puissances, comme une variable pertinente à travers le temps. Ainsi, l'analyse des structures de domination qui régissent les rapports sociaux au niveau mondial "agit comme cause constante de ce qui a valeur de signe⁵³⁷", c'est-à-dire qu'elle sert de base pour repérer dans l'histoire les éléments décisifs ayant conduit à la perte de leadership des puissances occidentales, permettant ainsi l'émergence de nouveaux acteurs.

La faiblesse du système occidental devient ainsi un signe remémoratif, montrant que "les choses se sont toujours passées ainsi". Elle agit aussi comme un signe démonstratif, indiquant que "les choses se passent actuellement de cette manière". Enfin, elle constitue un signe prospectif, suggérant que "cela se passera de cette manière", comme Foucault le rappelait⁵³⁸. Cette approche nous invite à comprendre les mécanismes de pouvoir sur lesquels l'hégémonie s'est fondée pour maintenir son leadership, afin de mieux saisir comment ces éléments ont perdu leur efficacité, au point où la domination par la force n'est plus ce que recherchent les autres acteurs sur la scène internationale. L'hégémonie mondiale s'est toujours manifestée par la conjonction de deux dynamiques principales : l'incitation et la coercition. D'un côté, elle cherche à séduire et fédérer à travers la production du consentement, comme l'ont montré Edward Herman et Noam Chomsky dans leur analyse des médias et de la fabrique du consentement⁵³⁹. De l'autre, elle recourt à la coercition pour dissuader et contrôler ceux qu'elle perçoit comme des « passagers clandestins » ou des acteurs déviants.

Cependant, lorsque l'hégémonie est fragilisée ou contestée, elle tend à multiplier les tactiques coercitives pour maintenir son pouvoir. Ce recours accru à la coercition agit souvent comme un catalyseur pour une crise de légitimité. Beverly et Corvey expriment bien cette dynamique en soulignant que plus l'hégémonie perd sa capacité à séduire et à obtenir le consentement volontaire, plus elle s'enferme dans une forme de tyrannie, multipliant les actions répressives qui, à terme, érodent davantage son autorité et son emprise :

La suprématie du groupe social se manifeste de deux manières par la *domination* et par un *leadership institutionnel* et moral. Un groupe social domine les groupes antagonistes qu'il tend à liquider ou peut-être à soumettre par la force ; il dirige les groupes alliés ou sympathiques à sa cause. [...] Dans le cas d'hégémonies mondiales stables, la dimension du consentement prédomine. La contestation sociale y est relativement peu fréquente et

⁵³⁷ Ibid.

⁵³⁸ Ibid.

⁵³⁹ Voir avec, Edward S. Herman & Noam Chomsky, *Manufacturing Consent: The Political Economy of the Mass Media*, Pantheon; Reprint edition, 2002.

s'inscrit dans des normes légales, à l'exemple des grèves balisées par des négociations collectives institutionnalisées. Dans le cas de crise de l'hégémonie mondiale – comme à l'heure actuelle –, la contestation sociale tend à s'accroître et à prendre des formes de moins en moins balisées, alors que la réponse des classes dirigeantes prend de plus en plus une forme coercitive⁵⁴⁰.

Cette situation évoque la manière dont les puissances occidentales, en particulier les États-Unis, ont réagi durant les années 1970, lorsque leur hégémonie monétaire était sérieusement remise en question. Herman et Chomsky rappellent que, pendant ces périodes de domination tyrannique, l'intérêt général est souvent sacrifié au profit d'intérêts égoïstes, tant envers les pays marginalisés du Sud qu'envers certains alliés du Nord⁵⁴¹. L'hégémonie, dans un effort de préserver son contrôle, a liquidé le système de mondialisation qui, jusque-là, permettait un relatif équilibre entre les acteurs en facilitant l'intégration et les échanges.

Une nouvelle forme de mondialisation a alors vu le jour, caractérisée non plus par l'ouverture des marchés et la coopération, mais par l'usage accru de la force militaire et la domination par les armes. Cette « mondialisation armée » a non seulement accru les tensions géopolitiques, mais a également instauré un climat de terreur à l'échelle internationale (A). Elle a conduit à une fragmentation de la sécurité mondiale, provoquant des fractures au sein des États et les exposant à une multiplication des crises sécuritaires (B). Ce changement a redéfini les dynamiques de pouvoir, exacerbant les tensions entre le Nord et le Sud tout en approfondissant la division entre hégémonie et résistances globales.

A. La politique étrangère des puissances occidentales : une mondialisation armée

La mondialisation, en tant que phénomène structurant, repose sur des dynamiques d'internationalisation multiples : des modes de consommation, des cultures, du commerce, des flux migratoires et de la sécurité. Les penseurs libéraux, particulièrement ceux issus de l'école néo-classique, ont souvent défendu l'idée selon laquelle cette interdépendance systémique, résultant de l'ouverture au marché mondial, conduit à un triptyque supposé : libre-échange = démocratie = paix. Ce que certains critiques qualifient du « mirage de la mondialisation au format PDF » (*Peace-Democracy-Freemarkets*)⁵⁴². Pour les néolibéraux, cet idéal a été

⁵⁴⁰ Voir avec, Beverly and Corvey, op. cit

⁵⁴¹ Edward S. Herman & Noam Chomsky, op. cit.

⁵⁴² Claude Serfati et Philippe Le Billon, « Guerre pour les ressources : Une face visible de la mondialisation », In : *Presses de Science Po, Écologie & Politique*, 2007/1 no 34, pp. 15-31.

présenté comme atteignable en cherchant à modéliser et à contrôler le comportement rationnel des acteurs politiques, à l'image de la manière dont les économistes analysent les actions de l'homo economicus⁵⁴³. Cette approche repose sur l'hypothèse que les individus, dans un environnement de libre-échange, adopteront des comportements qui favoriseront la paix et la démocratie, en s'alignant sur les logiques de marché. Toutefois, ce modèle simpliste néglige les complexités et les tensions inhérentes aux contextes socio-économiques et géopolitiques, où les intérêts stratégiques, les inégalités de pouvoir et les dynamiques culturelles jouent des rôles bien plus déterminants.

Ces mécanismes de contrôle, notamment la coopération internationale, ont été mis en place pour permettre à chaque État, qu'il soit fort ou faible, d'entrer dans une relation où il n'est ni dominateur ni dominé. Les théoriciens du cognitivisme ont contribué à réduire les incertitudes au sein des régimes internationaux en abordant les asymétries d'information qui existent dans le système international. Certains acteurs n'ayant pas accès aux mêmes informations, ces initiatives visent à maximiser l'efficacité des régimes en opérationnalisant la coopération à différents niveaux.

Le premier niveau, ou "niveau 0", consiste à atteindre une forme d'efficacité par la force. C'est une approche coercitive où la coopération est forcée. Les niveaux 1 et 2 visent une coopération plus fluide, où les États bénéficient de services supplémentaires, notamment en comblant les déficits d'information et en offrant des solutions collectives pour un meilleur accès aux ressources et aux connaissances. Le niveau 3 consiste à intérioriser la coopération à travers l'adoption de normes communes. Cela suppose que les États adoptent un cadre institutionnel, où le droit sert de point d'intersection entre les normes internationales et les comportements des acteurs étatiques. Ce modèle favorise une gestion plus efficace et pérenne des régimes internationaux, créant un cadre où la coopération devient une nécessité normative, renforçant ainsi la stabilité et la régulation des interactions globales⁵⁴⁴.

Si le comportement du sujet économique est guidé par son besoin de consommer, celui de l'acteur politique, quant à lui, est motivé par la nécessité de contrôler les besoins des consommateurs ainsi que les mécanismes de production des biens. Cela conduit les grandes puissances à se lancer dans la quête des outils leur permettant de garantir ce contrôle,

⁵⁴³ Voir avec, Raymond Aron, « Qu'est-ce qu'une théorie des relations internationales » ?. In : *Revue Française de Science Politique*, 17^e année, no 5, 1967, pp. 837-861.

⁵⁴⁴ Voir avec, Robert O. Keohane, « Relation Choice Theory and International Law: Insights and Limitation », In: *The Journal of Legal Studies*, Vol. 31 no. S1, Rational Choice and International. Law A Conference Sponsored by the University of Chicago Law School, 2002, pp. 307-319.

indépendamment de la nature de la structure internationale en place. Pour assurer ce contrôle sur la production et la disponibilité des biens consommables à l'échelle mondiale. Les grandes puissances économiques sont également devenues les nations les plus militarisées. Cette militarisation accrue des puissances économiques, souvent perçue comme une réponse aux incertitudes et aux menaces, a profondément redéfini les rapports de domination entre le Nord et le Sud. Ce phénomène a radicalement transformé les dynamiques internationales, où la force militaire s'impose comme un levier central dans la gestion des ressources économiques et des échanges commerciaux.

Ainsi, le lien entre l'économie et la puissance militaire devient de plus en plus indissociable. Le contrôle des biens et des ressources ne se limite plus à des stratégies de marché ou à des régulations internationales, mais s'appuie désormais sur une domination coercitive, où la force armée joue un rôle clé. Cela affaiblit le paradigme néolibéral traditionnel, fondé sur la libre circulation des biens et l'intégration des marchés globaux. Le totem du néolibéralisme, souvent symbolisé par l'idée que le libre-échange conduit à la paix et à la prospérité partagée, devient caduc dans ce contexte⁵⁴⁵. Les grandes puissances, en militarisant leurs relations économiques, rendent ce modèle obsolète, et réinstaurent un ordre où la puissance brute l'emporte sur la coopération libérale et l'interdépendance économique. Ainsi, le modèle économique néolibéral, autrefois moteur de la mondialisation, se retrouve pris au piège des dynamiques de domination militaire, creusant davantage le fossé entre le Nord et le Sud, tout en redéfinissant la hiérarchie des puissances dans l'ordre mondial.

Claude Serfati démontre de manière convaincante la fausseté du mythe selon lequel la mondialisation et le libre-échange apporteraient automatiquement la paix et la prospérité partagée⁵⁴⁶. Selon lui, la déréglementation des marchés mondiaux a en réalité engendré une suraccumulation du capital, obligeant les grandes puissances à entrer dans une intense concurrence géoéconomique. Cette rivalité vise à privatiser et accaparer les ressources naturelles des pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire. Pour s'assurer le contrôle des ressources énergétiques, ces puissances ont intensifié leur présence militaire dans des régions stratégiques du globe telles que l'Afrique, le Moyen-Orient, l'Amérique latine et l'Asie du Sud-Est. Serfati met en lumière un phénomène croissant : l'augmentation des dépenses militaires de

⁵⁴⁵ Claude Serfati et Philippe Le Billon, « Guerre pour les ressources : Une face visible de la mondialisation », Ibid.

⁵⁴⁶ Voir avec, Claude Serfati, « La mondialisation sous la domination de la finance : Une trajectoire insoutenable », In : *De Boeck Supérieur, Mondes en développement*, 2010/4 no 152, pp. 129-144.

ces puissances, accompagnée du recours à des sociétés de sécurité privées échappant souvent aux normes du droit international⁵⁴⁷. Ces entités sont engagées pour sécuriser l'accès aux ressources et garantir l'approvisionnement énergétique. L'auteur établit un lien direct entre cette augmentation des dépenses militaires et la prolifération des conflits à travers le monde, soulignant que le XXI^e siècle marque un tournant vers ce qu'il appelle la "mondialisation des guerres" et les "guerres de la mondialisation". Ces conflits, déclenchés ou exacerbés par les dynamiques de la mondialisation, deviennent la nouvelle catégorie de crises internationales.

En résumé, cette perspective met en lumière que la militarisation et la concurrence pour les ressources, plutôt que des facteurs purement locaux, sont les principaux moteurs des conflits dans ces régions (1). Cela illustre une tendance globale où les zones dotées des plus grandes quantités de ressources sont paradoxalement celles qui subissent les plus fortes pressions et deviennent des épicentres de violence et d'instabilité (2).

1. Augmentation des dépenses militaires et multiplication des conflits

En 1999, le *Stockholm International Peace Research Institute* (SIPRI), un organisme non gouvernemental basé en Suède et spécialisé dans l'analyse des questions de sécurité et de défense, a observé 27 conflits majeurs dans 25 pays. Il a relevé une légère baisse des conflits entre 1990 et 1997, passant de 32 à 17, mais a constaté une augmentation au cours des trois années suivantes. La majorité des conflits se déroulent dans le Sud global, qui renferme les plus grandes réserves énergétiques. On dénombre 11 conflits en Afrique, 9 en Asie, 3 au Moyen-Orient, et seulement 2 en Europe et 2 en Amérique du Sud. De 1989 à 2001, environ 4 millions de personnes ont été tuées à cause des guerres civiles, et plusieurs dizaines de millions ont été déplacées⁵⁴⁸. En 2020, l'Institut UCDP/PRIO a noté qu'il y avait environ 34 conflits armés dans le monde, dont certains durent depuis plus de dix ans et entraînent des répercussions directes sur les populations civiles⁵⁴⁹. Le dernier rapport du SIPRI indique qu'au cours de l'année 2020, il y a eu au moins 39 conflits armés actifs (5 de plus qu'en 2019), le Sud continuant de détenir les plus hauts chiffres. On comptabilise 2 conflits dans les Amériques, 7 en Asie et en Océanie, 3 en Europe, 7 au Moyen-Orient et en Afrique du Nord (MENA), et 20

⁵⁴⁷ Claude Serfati, *Guerre pour les ressources*, ibid., p. 16.

⁵⁴⁸ Claude Serfati, *La mondialisation Armée, La déséquilibre de la terreur*, Éditions Textuel, 2001.

⁵⁴⁹ UCDP/PRIO Institute, (2021). "Conflict Trends Update : 1946-2020", <https://www.prio.org/events/8859>, Le 19 octobre, 2024.

en Afrique subsaharienne. 90 % des morts recensés dans ces guerres depuis 1990 sont des civils, les exposant davantage à la pauvreté et à la migration⁵⁵⁰.

Au début de l'année 2000, les Nations Unies ont répertorié 18 millions de réfugiés et de déplacés internes, un chiffre qui est passé à 67 millions en 2020⁵⁵¹. Parmi ces conflits qui prévalent depuis la fin des années 1990, deux catégories analytiques peuvent être distinguées : les conflits « interétatiques » et les conflits « infra-étatiques ». La première catégorie se réfère aux guerres traditionnelles, comme celle que livre la Russie en Ukraine, bien que cette guerre présente également des caractéristiques de conflits hybrides avec une portée internationale. Ces types de conflits ont largement été analysés par Clausewitz. La seconde catégorie évoque les nouvelles guerres qui, selon Mary Kaldor, expriment l'érosion des frontières entre le public et le privé, le militaire et le civil, ainsi que l'interne et l'externe. Cela marque une connexion entre l'économie et la politique dans les pays développés⁵⁵². Selon cette typologie choisie, très peu de conflits sont de nature interétatique ; l'essentiel d'entre eux sont de nature infra-étatique. On observe notamment une forte accélération des implications directes des grandes puissances, souvent sous l'égide d'un mandat des Nations Unies ou d'accords de coopération tacites. Par exemple, la France est intervenue au Tchad le dimanche 3 février 2019 avec une patrouille de Mirage 2000 pour soutenir le président Idriss Déby contre ses opposants. À elle seule, la France a mené plus de 115 interventions militaires depuis 1991, après la disparition de l'URSS, ce qui

⁵⁵⁰ SIPRI 2020, https://www.sipri.org/sites/default/files/2020-06/yb20_summary_en_v2.pdf.

⁵⁵¹ UNHCR The UN Refugee Agency (2021).

https://reporting.unhcr.org/globalreport2021?_gl=1*1wr1q87*_gcl_au*MTA0NjQxNjg0NS4xNzI5MzIzNTA4*_rup_ga*NDUzNDAYNzEwLjE3MjkzMjM1MTA.*_rup_ga_EVDQTJ4LmY*MTcyOTMyMzUwOS4xLjAuMTcyOTMyMzUwOS42MC4wLjA.*_ga*NDUzNDAYNzEwLjE3MjkzMjM1MTA.*_ga_X2YZPJ1XWR*MTcyOTMyMzUwOS4xLjAuMTcyOTMyMzUwOS42MC4wLjA, Le 19 octobre, 2024.

⁵⁵² Mary Kaldor, (2013). "In Defence of New Wars", *STABILITY International Journal of Security and Development*, <https://stabilityjournal.org/articles/10.5334/sta.at>, Le 2 août, 2024.

souligne son rôle actif dans les nouveaux conflits mondiaux⁵⁵³. Sous la présidence d'Emmanuel Macron, les dépenses militaires ont augmenté de 50 %⁵⁵⁴.

Cela indique comment les dépenses des États ont augmenté depuis le milieu des années 1990. Le SIPRI note qu'en 2022, ces dépenses ont largement dépassé la barre des 2 013 milliards de dollars, ce qui correspond à une augmentation de près de 80 % depuis au moins 1995 et à une hausse de 6,1 % en valeurs nominales, malgré le ralentissement de la croissance mondiale dû à l'inflation et ces dépenses sont en constante évolution au fil des ans⁵⁵⁵. Ces dépenses concernent toutes les régions de la planète, avec une concentration des dépenses dans les grands pays. En 2020, les États-Unis comptaient pour 40 % des dépenses militaires, et les pays de l'OTAN représentaient 60 %, tandis que la Chine et la Russie contribuaient respectivement à hauteur de 13 % et 3 %. Avec la guerre en Ukraine et les intentions des États d'augmenter leurs dépenses militaires, il est certain que ce chiffre, déjà sans précédent, sera largement dépassé d'ici les deux prochaines années. Les États-Unis et l'Union européenne ont contribué à l'augmentation du budget militaire de l'Ukraine à hauteur de 84,2 milliards de dollars selon les chiffres officiels, avec de nouvelles intentions d'aide, alors que ses dépenses militaires avaient déjà augmenté de 72 % depuis le rattachement de la Crimée en 2014, représentant en 2021 pas moins de 3,2 % de son PIB⁵⁵⁶.

La vente d'armes occupe aussi une place de choix dans l'origine des nouveaux conflits qui ravagent le Sud global. Entre 2002 et 2016, la production d'armes des cent premières

⁵⁵³ La France est principalement engagée sur deux fronts actifs dans le monde : l'Afrique et le Moyen-Orient. Dans cette dernière région, elle affirme lutter contre le terrorisme, malgré la faible activité des groupes terroristes depuis l'affaiblissement de l'État islamique, amputé de ses principaux dirigeants. Un autre motif de sa présence dans la région réside dans la protection de ses intérêts énergétiques, notamment l'approvisionnement en hydrocarbures, ainsi que le contrôle de ses accès maritimes, depuis la Méditerranée jusqu'à la mer Rouge, en passant par le golfe Arabo-Persique qui ouvre la voie vers l'océan Indien. La compétition pour la vente d'armes constitue également un enjeu important.

Pour maintenir son influence, la France déploie environ 2 000 militaires au Moyen-Orient, son second théâtre d'opérations après l'Afrique. Ce déploiement se divise en trois pôles principaux : d'abord, l'opération « Chammal » regroupe environ 600 militaires depuis 2014, présents en Irak, en Syrie et en Jordanie ; ensuite, le Liban, où 650 soldats français participent à la FINUL, la Force intérimaire des Nations unies ; et enfin, Abou Dhabi, avec un contingent de 650 militaires.

Pour une analyse plus approfondie, voir avec, Héloïse Fayet, « Quelle posture stratégique pour la France au Moyen-Orient » ?, In : *Études de l'IFRI, Focus Stratégique*, 2022. No 112. Voir aussi avec Philippe Droz-Vincent, « Coopération militaire, grandes puissances et ventes d'armes », Dans : *Bertrand Badie et Dominique Vidal, Le Moyen-Orient et le monde : L'État du monde*, Éd, La Découverte, 2020, pp. 123-130.

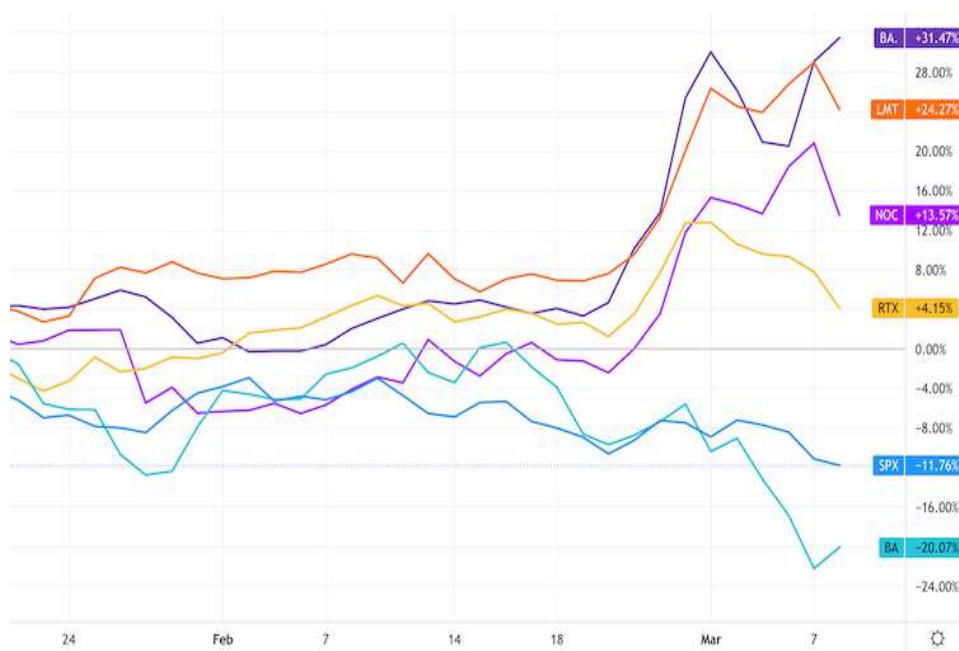
⁵⁵⁴ Voir avec, Claude Serfati, « L'invasion Russe en Ukraine et la mondialisation armée », In : *Alternatives non-Violentes*, 2022/2, no, 203, pp. 8-11.

⁵⁵⁵ SIPRI 2022, World military expenditure reaches new record high as European spending surges, <https://www.sipri.org/media/press-release/2023/world-military-expenditure-reaches-new-record-high-european-spending-surges>.

⁵⁵⁶ Voir Ici les données mises à jour pour 2024. https://www.sipri.org/sites/default/files/2024-06/yb24_summary_en_2_0.pdf.

entreprises mondiales a progressé à un rythme soutenu de 38 %, bien que ce chiffre soit moins élevé que celui du commerce des armes. En 2022, le PDG de Raytheon, un des plus grands groupes mondiaux de défense, Gregory J. Hayes, a rassuré ses investisseurs en notant : « Il suffit de regarder la semaine dernière où nous avons vu l'attaque de drones aux Émirats arabes unis... Et bien sûr, les tensions en Europe de l'Est, les tensions en mer de Chine méridionale, toutes ces choses exercent une pression sur certaines dépenses de défense là-bas. Je m'attends donc à ce que nous en tirions certains avantages⁵⁵⁷ ». En effet, le responsable de ce grand groupe ne croyait pas si bien dire, car les deux grands groupes américains de défense, Lockheed Martin et Raytheon, ont vu leur chiffre d'affaires augmenter de 16 % et 3 % respectivement depuis l'opération militaire spéciale en Ukraine, contre une baisse de 1 % du S&P 500. BAE Systems, le plus grand acteur au Royaume-Uni et en Europe, connaît une hausse de 26 %. Parmi les cinq plus grands groupes mondiaux, seul Boeing connaît une chute en raison de son exposition aux compagnies aériennes (voir ces évolutions dans le graphique ci-dessous).

Figure 2 : Cours des actions des sociétés de défense vs S&P 500



Orange = Lockheed Martin; cyan = Boeing; jaune = Raytheon; indigo = BAE Systems; violet = Northrop Grumman; bleu = S&P 500. Vue de trading

Source : The conversation

⁵⁵⁷ Eli Clifton, (2022). "Big War CEOs: There's chaos in the world and our prospects are excellent", *Responsible Statecraft, Analysis Military Industrial Complex*, <https://responsiblestatecraft.org/zelenskyy-victory-plan/>, Le 19 octobre, 2024.

Plus les grands groupes voient leurs chiffres d'affaires augmenter, plus le commerce des armes devient florissant. Le SIPRI note qu'entre 2013 et 2017, le commerce d'armes a augmenté de près de 10 % par rapport à 2008-2012. On est bien loin des dividendes de paix qu'avaient promis le thatchérisme et le reaganisme des années 1979-1980, qui considéraient l'empire soviétique comme « l'empire du mal » devant être dépassé par les bienfaits de la « mondialisation heureuse ». Bien au contraire, les États-Unis sont devenus le premier promoteur de la violence mondiale en vendant des armes à de nombreux États, qu'ils soient démocratiques ou non, sans assurer un contrôle efficace sur la trajectoire que prendront ces armes, qui se retrouveront utilisées dans de nombreux terrains de combat à travers le monde⁵⁵⁸. Les mécanismes visant à exercer un contrôle sur le commerce des armes, comme le Traité sur le commerce des armes (TCA), souffrent de leur fragilité en raison d'une diminution des rapports sur le traité et de la concurrence géopolitique entre grandes puissances, malgré l'adhésion de la Chine à cet organisme⁵⁵⁹. Mais également par les efforts unilatéraux déployés par les États-Unis, qui continuent d'imposer des embargos à l'Iran au-delà de 2020, entraînant d'autres partenaires à vendre des armes à ce pays sans qu'il y ait de contrôle effectif. Bien entendu, les États-Unis ne sont pas les seuls à adopter cette politique de vente d'armes, s'adressant tant aux États qualifiés de démocratiques qu'à ceux jugés autoritaires⁵⁶⁰. Les cinq membres permanents du Conseil de Sécurité des Nations Unies, qui sont également les garants de la légitimité internationale, se trouvent paradoxalement être les principaux acteurs de l'extrême violence observée dans les régions les plus en crise du monde. Entre 2013 et 2017, ils ont réalisé les trois quarts des ventes d'armes enregistrées à l'échelle mondiale, un chiffre qui atteint 80 % si l'on inclut l'Allemagne⁵⁶¹.

Tous ces grands pays vendeurs d'armes incitent les autres nations à poursuivre leur transformation militaire en adoptant des structures guerrières. Dans le Sud, par exemple, il est notable que les célébrations d'indépendance se transforment souvent en spectacles symboliques mettant en avant les nouvelles acquisitions militaires, illustrant ainsi la capacité d'un pays à instiller ou à combattre la terreur. La production et la vente d'armes agissent donc

⁵⁵⁸ Voir avec, A. Taylor Thrall and Caroline Dorminey, "Risk Business: The Role of Arms Sales in U.S Foreign Policy", In: *CATO Institute, Policy Analysis*, 2018. No, 836. (En ligne), <https://www.cato.org/policy-analysis/risky-business-role-arms-sales-us-foreign-policy>.

⁵⁵⁹ La Chine n'est pas prête à renoncer à son développement militaire, en laissant les organismes multilatéraux assurer un contrôle sur son budget et ses acquisitions d'armes dans le domaine du nucléaire, celui des armes tactiques car elle se considère encore inférieur par rapport aux États-Unis. <https://www.armscontrol.org/factsheets/Nuclearweaponswhohaswhat>.

⁵⁶⁰ Voir le rapport du SIPRI de 2021.

⁵⁶¹ Claude Serfati, Ibid.

comme des catalyseurs de conflits, dans lesquels ces armements seront inévitablement employés. Les régions riches en ressources énergétiques deviennent ainsi les théâtres des nouvelles dynamiques de conflit, comme l'ont observé les principaux instituts d'études sur la guerre.

2. La malédiction des ressources

La thèse de la malédiction des ressources a été largement examinée à travers le prisme de l'économie politique néoclassique, engendrant ainsi une controverse entre les perspectives des spécialistes de la Banque mondiale et celles des experts en économie politique internationale des crises. Cette thèse stipule qu'une dépendance excessive d'un État à l'égard de certaines ressources naturelles (telles que les diamants, l'or, le cobalt, le bois, le lithium, etc.) constitue un facteur déterminant dans l'émergence des conflits⁵⁶². Certains acteurs interétatiques et intra-étatiques, tels que des rebelles ou des groupes terroristes, cherchent à capter cette rente pour financer leurs activités violentes. Cependant, cette thèse se distingue de celle développée par le journaliste Robert D. Kaplan dans un article publié en 1994, intitulé « *The Coming Anarchy* »⁵⁶³.

Il fait valoir que les violences armées au sein de l'État résultent d'un déchaînement de haine « culturelle », « ethnique » et « religieuse », échappant à tout effort de rationalité politique. Cela a engendré une grande controverse concernant l'origine des violences dans les régions à forte « rente géopolitique ». L'approche de l'économie politique internationale (EPI) s'oppose aux analystes de la Banque mondiale et à celle soutenue par Kaplan, qui considèrent que les causes des violences infra-étatiques sont des facteurs endémiques et androgènes, s'étendant ensuite à la sphère internationale.

L'hypothèse de la malédiction des ressources postule que les facteurs de violence dans les États du Sud sont multiples, mais que le principal réside dans le besoin des grandes puissances de contrôler les ressources naturelles via leurs grands groupes multinationaux. Cela les conduit à coopter les élites locales, maintenues au pouvoir à travers des réseaux transnationaux invisibles, comme ceux de la « Françafrique ». Ce type de réseaux établit avec des États du

⁵⁶² Terra Lawson-Remer, (2012). "Beating the Resource Curse: Global Governance Strategies for Democracy and Economic Development", *Council on Foreign Relations, From, Civil Society, Markets, and Democracy*, <https://www.cfr.org/report/beating-resource-curse-global-governance-strategies-democracy-and-economic-development>, Le 6 avril, 2024.

⁵⁶³ Robert D. Kaplan, *The Coming Anarchy: Shattering the Dreams of the Post Cold War*, Publisher par Vintage, 2001.

Sud, et plus précisément en Afrique, des accords bilatéraux de défense et de sécurité. La plupart de ces accords discrets ont été signés sous la Ve République, impliquant 22 États francophones, trois pays anglophones et la Guinée équatoriale⁵⁶⁴. En 2000, par exemple, la Banque mondiale a publié un rapport basé sur une analyse de 47 guerres civiles survenues entre 1960 et 1990. Ce rapport a conclu que les pays dont les recettes d'exportation provenant des matières premières dépassent 25 % sont très susceptibles de connaître des guerres civiles, en comparaison avec d'autres États⁵⁶⁵.

Il convient de constater que, depuis cette période, les sociétés de sécurité privée continuent de décrocher des contrats juteux pour la gestion directe des ressources minières, assurant la protection des sites exploités par les entreprises multinationales. En l'absence d'éléments contraires, ces entreprises semblent peu dérangées par l'existence d'une telle économie de la violence. En novembre et janvier 2000, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) a mené une enquête auprès des grands groupes présents en Afrique, révélant que le continent constitue un environnement fertile pour la production économique, malgré les multiples conflits⁵⁶⁶. On observe des activités variées, telles que le tourisme, les télécommunications, ainsi que l'extraction de pétrole, de gaz et d'autres produits miniers. Parmi celles-ci, le pétrole se distingue comme la ressource la plus cruciale et apparaît comme la principale cause de violence à l'encontre des populations, selon Bruno Carton et Pascal Lamontagne⁵⁶⁷. Cela conduit à affirmer que plus un État possède de matières premières dans des régions telles que l'Afrique ou le Moyen-Orient, plus il est exposé à une instabilité profonde, ce qui peut entraîner son affaiblissement.

B. La faiblesse de l'État ou la propagation de l'État-failli

La thèse de la faiblesse de l'État dans l'explication des violences a souvent été adoptée par des analystes politistes qui examinent le fonctionnement de l'État à travers le prisme du néopatrimonialisme des élites politiques au pouvoir. Cette approche postule que la gestion de la chose publique s'assimile à la manière dont les individus gèrent leur cellule familiale. Une telle

⁵⁶⁴ Claude Serfati, Ibid, pp. 37-41.

⁵⁶⁵ Ibid.

⁵⁶⁶ Ibid.

⁵⁶⁷ Bruno Carton et Pascal Lamontagne, [Pétrole et gaz comme causes de violences], <https://www.bing.com/videos/search?q=Bruno+Carton+et+Pascal+Lamontagne+p%3%a9trole+et+gaz+comme+causes+de+violences&qpv= Bruno+Carton+et+Pascal+Lamontagne+p%3%a9trole+et+gaz+comme+causes+de+violences&FORM=VDRE>. Le 31 octobre, 2024.

gestion favorise l'émergence de réseaux clientélistes et entraîne le détournement des ressources étatiques par les élites politiques, afin de maintenir leur position. Sur le plan épistémologique, cette thèse est développée par les écoles de Paris et de Bordeaux, notamment celle dite des politiques par le bas avec Jean-François Bayart et celle des politiques par le haut avec Jean-François Médard, deux éminents spécialistes des études subalternes. L'économie politique des violences considère ces deux approches en identifiant les facteurs endogènes et exogènes aux violences. Dans le domaine du droit, l'intérêt accordé à cet objet d'étude a été proposé très tôt, notamment dans le domaine du droit constitutionnel, avec les travaux de Carl Schmitt qui, en analysant les dérives de la République de Weimar, proposait une théorie constitutionnelle fondée sur un État dit fort⁵⁶⁸. La force de l'État, selon Schmitt, se caractérise par sa capacité à éliminer les acteurs qui contribuent à son affaiblissement. En droit international, cet intérêt est relativement récent. Il émerge notamment dans les travaux de la juriste américaine Anne-Marie Slaughter, qui aborde cette question dans son ouvrage *New World Order*, publié en 2004⁵⁶⁹. Elle s'inspire des thèses développées dans son article publié en 1997 à l'occasion du soixante-quinzième anniversaire de la revue *Foreign Affairs*. La juriste constate que la mondialisation a entraîné la désagrégation de l'État-nation et l'émergence de nouveaux acteurs économiques et militaires. Cependant, elle ne souscrit pas à la thèse mondialiste de la disparition de l'État, car elle considère que ces nouveaux acteurs ont établi des réseaux formels et informels qui opèrent en dehors du droit international public et exercent une pression sur le système politique afin de le soutenir.

Le point de vue de Slaughter est particulièrement conçu pour offrir une analyse internationale qui imprègne le fonctionnement de ce que l'on appelle les « Deep State ». Ce concept d'« État profond », qui renvoie à ce que l'on désigne souvent comme le « complexe militaro-industriel », désigne une forme de collaboration complexe entre des agences d'État, des entrepreneurs privés et des ONG, jouant un rôle mystérieux dans la gestion de la chose publique. En effet, ces organismes sont parfois financés par l'État, ce qui rend la frontière entre l'État et les entreprises privées, ainsi que les ONG, très poreuse. Aux États-Unis, par exemple, la problématique de l'État profond a été mise en lumière par le milliardaire Elon Musk, qui a

⁵⁶⁸ Voir avec, Jean François Kervégant « Carl Schmitt et la crise de la représentation », *Ens Éditions*, En ligne, 2002, pp. 149-169, <https://books.openedition.org/enseditions/38025>.

⁵⁶⁹ Anne-Marie Slaughter, op.cit.

permis au journaliste américain Matt Taibbi de révéler le rôle que joue cet État profond dans l'administration Biden⁵⁷⁰.

Si les mécanismes sous-jacents à l'État profond sont en grande partie similaires à ceux qui engendrent l'État fragile, il n'est cependant pas possible de considérer l'État profond comme une forme d'État failli. Bien que les deux types d'États expriment une forme de désagrégation de la légitimité, ils diffèrent sur plusieurs points, notamment du point de vue démocratique. En effet, l'État profond se manifeste par des structures informelles de pouvoir qui échappent à l'examen public et à l'intervention directe des citoyens, contournant les mécanismes démocratiques et les institutions choisies par le peuple.

Les États fragiles, quant à eux, se caractérisent par une faiblesse structurelle et institutionnelle des organes étatiques. Cette fragilité empêche ces États de remplir leurs fonctions régaliennes essentielles, qui couvrent un large éventail de domaines, allant de la gestion sociale à la sécurité. Un État fragile n'a donc pas la capacité de garantir la stabilité et la sécurité, ni de protéger ses citoyens de manière adéquate, ce qui ouvre la voie à des conflits internes et à une perte de contrôle sur son territoire⁵⁷¹.

L'État fragile se définit par un stress aigu qui menace sa stabilité, souvent jusqu'à provoquer l'effondrement de ses structures de gouvernance. Cette fragilité le rend particulièrement vulnérable aux facteurs internes — tels que les conflits sociaux, les crises économiques ou l'inefficacité gouvernementale — ainsi qu'aux facteurs externes, comme les pressions géopolitiques, les ingérences étrangères, ou les catastrophes naturelles. Ces États, incapables de maintenir l'ordre ou de garantir les droits fondamentaux de leurs citoyens, se trouvent ainsi exposés à un risque accru de déstabilisation.

Depuis 2005, le magazine *Foreign Policy* publie régulièrement un classement des États dits "fragiles". Ce classement évalue l'ampleur de la déliquescence de ces structures étatiques à travers un ensemble d'indicateurs, allant de la corruption et de la mauvaise gouvernance à l'instabilité politique et à la violence armée. Ce classement met en lumière l'augmentation de ces États fragiles, reflétant une tendance mondiale préoccupante qui exacerbe les inégalités et

⁵⁷⁰ The Conversation, <https://theconversation.com/global/topics/deep-state-60030>.

⁵⁷¹ Sur le rôle de la faiblesse de l'État comme facteur de désintégration institutionnelle et sociale, voir avec : Frédéric Ramel, « (Dés)intégration institutionnelle et (dés)intégration sociale : quels facteurs belligères » ? In : Bertrand Badie et Dominique Vidal, *Nouvelles guerres : comprendre les conflits au XXI^e siècle*, Éd. La Découverte, 2016, pp. 39-52.

nourrit souvent des conflits internes dévastateurs⁵⁷². Les États sont classés selon un indice de fragilité qui attribue des notes allant de 0 à 120. Une note plus basse indique une moindre exposition aux risques de déliquescence. Ce classement repose sur 12 indicateurs de fragilité, tels que les droits de l'homme et l'état de droit, l'appareil de sécurité, l'efficacité des services publics, la pression démographique, les faiblesses économiques, ainsi que le nombre de réfugiés et de déplacés internes.

En 2022, 49 États étaient classés comme particulièrement vulnérables⁵⁷³. Parmi ces derniers, les dix premiers étaient tous situés dans le Sud global, avec en tête le Yémen (111,7 FSI), qui occupait déjà la troisième place en 2018, suivi de la Somalie (110,5 FSI), de la Syrie (108,4 FSI), du Soudan du Sud (108,4 FSI), et de la République centrafricaine (108,1 FSI). Il est à noter que tous ces États font partie du système des Nations Unies, qui comprend 195 États souverains, dont 193 sont pleinement reconnus. Une grande majorité de ces États fragiles proviennent des vagues de décolonisation du XXe siècle. Selon Bertrand Badie, ces pays peuvent être qualifiés d'"intrus", car leur intégration dans un système mondial dominant ne s'est pas accompagnée d'une véritable inclusion⁵⁷⁴. Afin de contrer cette intrusion, les grandes puissances traditionnelles ont imposé un modèle de l'État démocratique occidental, qui a été greffé sur des sociétés dont les cultures et les schèmes de pensée ne sont pas nécessairement compatibles avec ce modèle. Ce phénomène contribue en grande partie à l'instabilité et à la fragilité de ces États, exacerbant ainsi leurs difficultés à se stabiliser politiquement et à répondre aux besoins fondamentaux de leurs populations⁵⁷⁵.

Les puissances occidentales ont ainsi, après l'échec de la greffe démocratique, trouvé un moyen de maintenir leur influence sur les anciennes colonies en cooptant les élites locales. Cette stratégie consistait à leur enseigner les pratiques de gouvernance, tout en reproduisant une forme de domination néocoloniale. Les réseaux souterrains, comme ceux gérés par Jacques Foccart, ont joué un rôle clé dans cette dynamique, en assurant la continuité des relations entre la France et l'Afrique bien après les indépendances. Ces réseaux, discrets mais puissants, ont permis aux élites locales de rester en place et de préserver leurs intérêts, souvent en échange de leur fidélité à l'égard des anciennes puissances coloniales.

⁵⁷² Failed States 2024, <https://worldpopulationreview.com/country-rankings/failed-states>.

⁵⁷³ Ibid.

⁵⁷⁴ Bertrand Badie, *Quand le Sud réinvente le monde*, op. cit.

⁵⁷⁵ Pour mieux comprendre le débat voir : Bertrand Badie, *L'État importé-Essai sur l'occidentalisation de l'ordre politique*, Éd, CNRS, Coll Biblis, 2017. Voir aussi : *Quand le Sud réinvente le monde*, op.cit, pp. 53-57.

Cette ingénierie gouvernementale a conduit à une crise profonde de légitimité dans de nombreux États du Sud global. Les populations, qui ne se reconnaissent souvent pas dans les structures politiques imposées, voient leurs dirigeants comme des marionnettes au service d'intérêts étrangers. Dans ce contexte, les élites locales, pour maintenir leur pouvoir et leur contrôle, se sont alors orientées vers la captation des rentes issues des ressources naturelles. En parallèle, elles se sont assurées du soutien militaire et politique des puissances occidentales, souvent sous forme d'accords bilatéraux ou de soutiens dans les moments de crise.

Cette situation a généré des régimes autoritaires qui exploitent les ressources naturelles du pays sans en redistribuer équitablement les bénéfices. Ainsi, les élites locales non seulement renforcent leur pouvoir personnel, mais nourrissent également un système de dépendance vis-à-vis des grandes puissances, qui, à leur tour, en tirent des avantages économiques et géopolitiques. Ce modèle est au cœur des conflits actuels, qui trouvent leur origine dans cette combinaison de faiblesse étatique, de cooptation des élites et de domination étrangère⁵⁷⁶.

II. Les transformations violentes du système international et les origines d'un monde non-occidental

Le système international a en effet traversé des mutations significatives depuis la création de la Société des Nations (SDN) en 1919, avec le traité de Versailles, jusqu'à l'Organisation des Nations Unies (ONU) en 1946, successeur de la SDN. Si l'on observe les grandes attentes qui entouraient ces structures, notamment la promotion de la sécurité collective et l'établissement de règles communes pour résoudre les conflits mondiaux, force est de constater que ces organisations n'ont pas su répondre efficacement à ces objectifs.

La SDN, par exemple, n'a pas empêché l'agression de puissances comme l'Italie fasciste, qui a envahi l'Éthiopie en 1935, ou le Japon impérial qui a envahi la Mandchourie en 1931. De même, l'ONU, bien qu'elle ait réussi à réduire la fréquence des conflits interétatiques, n'a pas su éradiquer les guerres, ni empêcher l'émergence de nouveaux conflits, notamment au sein du Sud global. Sa structure de sécurité, dominée par le Conseil de Sécurité, où les cinq membres permanents détiennent un pouvoir de veto, a parfois paralysé toute action décisive dans des situations de crise, comme en témoigne la guerre du Vietnam, la guerre civile syrienne ou encore l'invasion de l'Irak en 2003, qui ont révélé les limites de l'action multilatérale dans le

⁵⁷⁶ Pour élargir le débat sur le rôle des grands groupes financiers, des élites locales et des puissances traditionnelles dans l'origine des conflits dans les États rentiers, il faut voir avec : Claud Serfati, *Guerre pour les ressources*, ibid.

cadre de l'ONU. Les avancées de l'ONU, notamment dans la gestion des conflits intra-étatiques, la promotion des droits de l'homme et la mise en place d'agendas pour le développement, ne suffisent pas à masquer les échecs en matière de sécurité collective. L'incapacité à résoudre certains conflits majeurs, à prévenir les génocides ou encore à s'attaquer aux causes profondes de la guerre, souligne l'imperfection du système international. La résurgence des conflits et l'incapacité à résoudre certains problèmes globaux comme le terrorisme, les guerres civiles interminables ou les conflits liés aux ressources naturelles montrent que, malgré l'existence de règles et d'institutions mondiales, l'ordre international reste fragile. Le système actuel est souvent perçu comme insuffisant pour répondre aux enjeux géopolitiques contemporains et à la montée des tensions entre grandes puissances (A). En ce sens, les aspirations initiales d'une paix durable et de la sécurité collective n'ont été que partiellement atteintes, et l'ordre international semble toujours en quête de réformes profondes pour mieux s'adapter aux réalités du XXI^e siècle (B).

A. De la Société des Nations à l'ONU : reproduction de l'échec d'un ordre mondial

La Société des Nations, précurseur de l'Organisation des Nations Unies, a été créée dans le but de lutter contre l'anarchie guerrière qui dominait la scène internationale jusqu'à la Première Guerre mondiale. Toutefois, elle n'a pas réussi à accomplir ses ambitions, marquant ainsi l'échec de la SDN (1). Cet échec a laissé un héritage complexe et difficile pour l'ONU (2), qui sera rapidement mis sous pression par des positions souvent radicales et contradictoires de la part des acteurs les plus puissants (3), tout en devant également faire face aux revendications croissantes des acteurs souvent marginalisés (4).

1. L'échec de la Société des Nations

Après les désastres de la Première Guerre mondiale, dont les origines lointaines se trouvent dans les rivalités entre puissances européennes dans les régions de l'ancien Empire ottoman (France-Angleterre vs URSS) et dans les tensions internes aux provinces balkaniques, les grandes puissances du « concert européen » décidèrent de fonder la Société des Nations (SDN). Sa mission principale était d'assurer la sécurité collective en proscrivant le recours à la force militaire comme seul mécanisme de règlement des différends. L'objectif était d'assurer une garantie mutuelle de l'indépendance politique et territoriale, tant pour les petits États que pour les grandes puissances.

La SDN s'est dotée d'instruments politiques, mais aussi juridiques, pour atteindre ses objectifs principaux : l'interdiction de la guerre, la promotion de la justice, et le respect du droit international. Parmi les instruments politiques, on peut citer l'Assemblée, réunissant les représentants des États, le Secrétariat, et le Conseil de la SDN, qui fut convoqué pour la première fois le 16 janvier 1920 à Paris par le président Wilson afin d'établir les grands principes de cette organisation.

Parmi les instruments juridiques créés figure la Cour Permanente de Justice Internationale (CPJI), aujourd'hui connue sous le nom de Cour Internationale de Justice (CIJ). Des traités renforcèrent également ces structures, tels que le Pacte de Paris de 1928, ou Pacte Kellogg-Briand, qui constitua l'un des instruments juridiques majeurs de la SDN⁵⁷⁷. Ce pacte rendait illégitimes les guerres et les conquêtes territoriales, avec l'article 1 condamnant le recours à la guerre et l'article 2 instituant le règlement diplomatique des différends. Ce pacte fut ratifié par 63 États, y compris les États-Unis et l'URSS, bien que ces deux puissances ne fissent pas partie de la SDN à l'origine

Dès ses débuts, la Société des Nations (SDN) était fragilisée par l'absence de certains pays clés, qui préféraient s'organiser au sein d'autres entités. Par exemple, les États d'Amérique latine créèrent le pacte Saavedra Lamas, refusant d'adhérer à la SDN. De même, le pacte de Locarno, visant à imposer des sanctions contre tout État tiers qui en viendrait à agresser un autre, se développa en dehors de la SDN. L'édifice de la SDN se fissa définitivement avec le retrait des États-Unis, qui trouvaient les principes de l'organisation trop égalitaires et se refusaient à s'impliquer dans les problèmes européens. Ils choisirent plutôt de maintenir l'application stricte de la doctrine Monroe, qui élargissait leurs intérêts stratégiques au-delà de leur territoire immédiat pour inclure l'Amérique latine et les Caraïbes.

Un autre facteur d'affaiblissement de la Société des Nations (SDN) réside dans l'interprétation du droit international de l'époque, qui considérait que certains peuples étaient incapables de se gouverner eux-mêmes. Par conséquent, plusieurs territoires, principalement en Afrique et au Moyen-Orient, furent placés sous mandat des grandes puissances⁵⁷⁸. La France prit ainsi le contrôle du Togo, du Cameroun oriental, de la Syrie et du Liban, tandis que la Grande-Bretagne s'empara de l'Irak et de la Palestine. Le Cameroun occidental, le Sud-Ouest et le Sud-Est africain (anciennes colonies allemandes) passèrent également sous mandat, tout

⁵⁷⁷ Onna A. Hathaway and Scott J. Shapiro, *The Internationalists: And Their Plan to Outlaw War*, Ed, Great Britain by Allen Lane, 2017.

⁵⁷⁸ Voir avec, Georges Corm, *La nouvelle question d'Orient*, op. cit, pp. 149-194.

comme le Rwanda et l'Urundi pour la Belgique, et certaines parties du Pacifique pour l'Australie, la Nouvelle-Zélande et le Japon. Ce processus s'inscrivait dans la continuité des accords Sykes-Picot, intégrés dans le traité de Sèvres en 1920, qui avaient déjà partagé le Moyen-Orient entre les puissances coloniales⁵⁷⁹.

La mort effective de la SDN survint principalement à cause de son incapacité à sanctionner l'Italie fasciste lorsqu'elle envahit l'Éthiopie. Après un discours poignant de l'empereur Haïlé Sélassié devant la SDN en 1936, condamnant cette invasion et réclamant des sanctions pour violation du traité de Versailles, l'organisation réagit faiblement. Bien que les membres aient condamné l'Italie, les sanctions imposées furent dérisoires. Il en alla de même pour le Japon, qui envahit la Chine en 1933, puis pour l'Allemagne nazie, qui quitta la SDN⁵⁸⁰. Cette série de crises plongea l'organisation dans l'impuissance. La Seconde Guerre mondiale n'a fait qu'achever la SDN, dont l'ambition de prévenir les conflits s'est effondrée.

En 1946, la SDN fut remplacée par l'Organisation des Nations Unies (ONU), qui se voulait plus inclusive et dynamique dans la résolution des différends entre États. Toutefois, malgré les améliorations apportées à l'organisation internationale, celle-ci fait face à des obstacles similaires. Les rivalités entre grandes puissances, le manque d'inclusion des petits États et l'attitude unilatérale des États-Unis, exacerbée après les événements du 11 septembre 2001, freinent souvent l'efficacité de ce système.

2. Un héritage difficile

Lorsque le système onusien est institué au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, il ne regroupe que 51 États. Aujourd'hui, il représente 195 pays, dont 193 pleinement reconnus, le rendant ainsi apparemment inclusif. Pourtant, cette inclusion dissimule les luttes intenses qui se sont engagées pour transformer le système, notamment entre le Nord et le Sud à partir des décolonisations, mais aussi entre les grandes puissances, principalement les États-Unis et l'URSS⁵⁸¹. L'émergence de l'ONU coïncide avec une période de rivalité intense entre ces deux grandes puissances, qui cherchaient à imposer leur hégémonie mondiale. Chacune ambitionnait de rallier un maximum d'États à sa cause, utilisant divers moyens, allant de la diplomatie

⁵⁷⁹ Ibid.

⁵⁸⁰ Margaret MacMillan, (2017). "The Internationalist by Oona Hathaway and Scott Shapiro – Law and peace", *Financial Times*, <https://www.ft.com/content/9e4191c6-8db5-11e7-9580-c651950d3672>, consulté en 2022.

⁵⁸¹ Bertrand Badie, *Quand le Sud réinvente le monde*, op. cit., p. 62. Et les pages suivantes.

séduisante à la coercition⁵⁸². De nombreux pays du Sud-global, en apparence alignés sur le bloc occidental ou communiste, adoptèrent des slogans comme celui du "socialisme", notamment dans certains mouvements politiques en Afrique et en Asie⁵⁸³. Mais en réalité, ces pays prêchaient souvent pour leurs propres intérêts, cherchant à promouvoir un nouvel ordre international qui prenne en compte leurs revendications sociales et humanitaires, une priorité pour les nouveaux États admis dans le concert des nations.

L'un des moments marquants de cette quête d'indépendance fut la Conférence de Bandung en 1955, moins de dix ans après la création de l'ONU⁵⁸⁴. Une trentaine d'États y participèrent, dont 24 d'Asie et 5 d'Afrique, ce dernier continent étant encore majoritairement sous domination coloniale. À Bandung, les participants militèrent pour un non-alignement, encourageant les peuples encore colonisés à se libérer. Des figures de proue comme Jawaharlal Nehru, Premier ministre indien, ou le président égyptien Gamal Abdel Nasser, jouèrent un rôle important⁵⁸⁵. Ce dernier, tout en entretenant des liens cordiaux avec Washington, considérait que le véritable adversaire n'était pas les États-Unis, mais plutôt Londres, encore fortement impliquée dans des entreprises coloniales. Selon certaines sources, la CIA aurait même aidé les Officiers libres à renverser le roi Farouk d'Égypte en 1952, lors d'une opération dirigée par Kermit Roosevelt, petit-fils du président Theodore Roosevelt⁵⁸⁶. Pourtant, Nasser refusa de s'aligner sur Washington lorsque le secrétaire d'État John Foster Dulles tenta de l'inciter à rejoindre l'alliance antisoviétique naissante au Moyen-Orient. Nasser, pragmatique, rétorqua que l'URSS, située à plus de 7 500 km, ne représentait pas une menace immédiate pour son pays.

Malgré ce refus, les États-Unis soutinrent Nasser lorsqu'il décida de nationaliser le canal de Suez en 1956, ce qui provoqua la colère de la Grande-Bretagne, de la France et d'Israël, qui envisagèrent une intervention militaire contre l'Égypte⁵⁸⁷. La crise de Suez divisa même les membres de l'OTAN, les États-Unis et le Canada désapprouvant cette agression. Finalement, Washington mit un terme à cette guerre en exerçant une pression économique intense sur la Grande-Bretagne et la France, dont les économies s'effondrèrent sous le poids du conflit⁵⁸⁸.

⁵⁸² Ibid.

⁵⁸³ Ibid.

⁵⁸⁴ Ibid.

⁵⁸⁵ Ibid.

⁵⁸⁶ Ibid.

⁵⁸⁷ Laurie Milner, (2011). "The Suez Crisis", BBC, https://www.bbc.co.uk/history/british/modern/suez_01.shtml, Le 19 octobre, 2024.

⁵⁸⁸ Ibid.

L'Union soviétique apporta également son soutien à Nasser, renforçant ainsi son rôle dans l'équilibre mondial. Cette crise permit de renforcer les interventions internationales des Nations Unies, en démontrant leur capacité à jouer un rôle dans les conflits majeurs.

3. L'ONU sous pression

Aujourd'hui, l'ordre mondial est en pleine mutation. Les grandes puissances s'opposent sur la quasi-totalité des enjeux, imposant leurs intérêts géopolitiques et laissant peu de place aux efforts de résolution des conflits par l'ONU. On assiste ainsi à une crise de confiance et une perte de légitimité morale vis-à-vis du système onusien. Ces crises ne sont pas nouvelles. Déjà en 1978, l'organisation traversait une période de mutation, alors que les États du Sud réclamaient une plus grande participation dans l'agenda international. Le mouvement des non-alignés, piloté par la Chine sous Zhou Enlai, a conduit de nombreux États du Sud, notamment africains, à revendiquer un siège permanent au Conseil de sécurité.

En 1992, après la dislocation de l'URSS, le Secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali, a proposé une réforme avec son "Agenda pour la paix", visant à améliorer les interventions onusiennes⁵⁸⁹. Cet agenda s'articulait autour de trois axes : la diplomatie préventive, le maintien de la paix et l'imposition de la paix dans les zones de guerre. Bien que cette proposition ait été adoptée, elle a fortement irrité Washington, qui se voyait comme le gendarme du monde après l'opération "Tempête du désert" contre l'Irak. Boutros-Ghali avait observé que les guerres entre États avaient diminué, tandis que les conflits internes étaient en augmentation, nécessitant des interventions plus nuancées de la part des membres de l'ONU. Cette initiative a certes coûté à Boutros-Ghali sa réélection, mais elle a aussi marqué le début d'un cycle de violences, incitant les puissances occidentales à multiplier les interventions militaires dans les États dits "faillis".

C'est dans ce contexte que, en 1993, les États-Unis sont intervenus en Somalie, après la chute du dictateur Siad Barre. L'intervention américaine, dont l'objectif était de stabiliser la région stratégique de la Corne de l'Afrique, a échoué de manière dramatique, plongeant le pays dans le chaos⁵⁹⁰. Cette opération, baptisée "Restore Hope", visait à légitimer l'intervention des

⁵⁸⁹ Boutros-Ghali, Boutros, 1922-2016; UN. Secretary-General 1992, "An agenda for peace : preventive diplomacy, peacemaking and peace-keeping : report of the Secretary-General pursuant to the statement adopted by the Summit Meeting of the Security Council on 31 January 1992 / Boutros Boutros-Ghali", *United Nation Digital Library*, <https://digitallibrary.un.org/record/145749?v=pdf>, Le 19 octobre, 2024.

⁵⁹⁰ US Institute of Peace. (1995). "Restoring Hope": The Real Lessons of Somalia for the Future of Intervention. US Institute of Peace. <http://www.jstor.org/stable/resrep12335>.

États-Unis sous l'égide de l'ONU, en prétextant la restauration de l'espoir dans un État en déliquescence. Aujourd'hui, la situation n'est pas fondamentalement différente. Depuis deux ans, le système onusien est soumis à une pression immense, fragilisant sa capacité à garantir la paix mondiale. Les conflits en Ukraine, à Gaza, et les nombreuses zones de tension au Moyen-Orient et en Afrique mettent à l'épreuve la solidité du système⁵⁹¹. Les rivalités croissantes entre les États-Unis, la Russie et la Chine détournent l'agenda international des préoccupations humanitaires et de la résolution des conflits, notamment dans le Sud global. Comme le soulignent certains diplomates du Conseil de sécurité, les tensions liées à la guerre en Ukraine paralysent les discussions sur les questions africaines et moyen-orientales⁵⁹². Le Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a même averti d'une "fracture majeure" imminente dans le système de gouvernance mondiale⁵⁹³.

Cette fracture ne se limite pas aux blocs idéologiques opposés sur l'Ukraine ou le conflit israélo-palestinien. Elle reflète également une rupture dans les relations entre les États membres et le Secrétariat général de l'ONU. En République démocratique du Congo, au Soudan et au Mali, des gouvernements ont rejeté la coopération avec les médiateurs de l'ONU ou exigé le retrait des forces de maintien de la paix⁵⁹⁴. En République Centrafricaine, des missions de l'ONU ont été suspendues en raison d'accusations d'exactions, renforçant la méfiance envers l'organisation. Dans le contexte du conflit à Gaza, les déclarations de Guterres sur les attaques du Hamas, indiquant qu'elles ne se sont "pas produites dans un vide", ont provoqué une réaction virulente d'Israël, qui a exigé sa démission⁵⁹⁵. La fracture est d'autant plus profonde que le soutien inconditionnel des États-Unis à Israël, notamment dans l'opposition à une trêve humanitaire, divise encore davantage le système. Tandis que les résolutions sur l'Ukraine avaient reçu un soutien massif, celles concernant Gaza, comme la résolution du 27 octobre 2023 appelant à une trêve, ont été rejetées par Washington. Cela a poussé certains diplomates du Sud à envisager de ne plus soutenir les futures résolutions pro-Ukraine, dénonçant le manque de solidarité envers la Palestine⁵⁹⁶. L'ONU, confrontée à une multiplication des conflits et à des divisions géopolitiques majeures, se trouve donc dans une impasse. Le rôle des grandes puissances, leurs intérêts contradictoires et leur incapacité à s'unir sur des questions

⁵⁹¹ Richard Gowan, (2023). "How the World Lost Faith in the UN": Regaining It Will Require Accepting a Diminished Role for an Age of Competition, *Foreign Affairs*, <https://www.foreignaffairs.com/israel/how-world-lost-faith-united-nations-gaza>. Le 9 novembre, 2023.

⁵⁹² Ibid.

⁵⁹³ Ibid.

⁵⁹⁴ Ibid.

⁵⁹⁵ Ibid.

⁵⁹⁶ Ibid.

cruciales de sécurité et de droits humains, continue de miner l'efficacité de l'organisation, accentuant une crise de légitimité qui semble difficile à surmonter.

La fracture entre les différents blocs sur le fait de voter une résolution humanitaire pour Gaza a démontré que les positions des diplomates seraient presque inconciliables. L'opposition des Américains à pousser l'ambassadeur de Russie auprès des Nations Unies, Vassily Nebenzia a déploré « l'hypocrisie et la double norme de nos collègues américains », laissant entendre que Washington voudrait alimenter la guerre pour stimuler les ventes d'armes aux États-Unis⁵⁹⁷. Si le soutien de la Russie envers ses partenaires (Mali, Burkina Faso) à l'ONU fait problème, le soutien indéfectible des États-Unis envers Israël fracture davantage le système. Tandis que les résolutions portées par des États occidentaux envers l'Ukraine avaient reçu le soutien de nombreux États à l'AGNU, ces coalitions se sont divisées concernant Gaza. La résolution du 27 octobre qui appelait à « une trêve humanitaire » à Gaza a été marquée par l'opposition des États-Unis, ce qui a conduit les diplomates des pays du Sud à dire qu'ils pourraient rejeter les prochaines résolutions des Nations Unies en faveur de l'Ukraine à cause du manque de solidarité envers la Palestine⁵⁹⁸.

4. Les revendications du Sud

Comme dans les années 1950-1960, les pays du Sud réaffirment aujourd'hui leurs revendications en faveur d'une plus grande inclusion dans le système international, estimant que celui-ci devrait accorder une attention particulière à leurs besoins. Ces États sont les plus vulnérables face aux nouveaux défis mondiaux, tels que les changements climatiques, les guerres, la famine et les pandémies. Or, la fragmentation actuelle, exacerbée par les différends politiques entre les grandes puissances, pousse ces dernières à privilégier leurs préoccupations de sécurité nationale au détriment des enjeux globaux qui nécessitent des efforts concertés. Cette situation complique le partage des technologies et freine l'intégration des chaînes de valeur mondiales.

La guerre en Ukraine monopolise une grande partie de l'agenda international, poussant les pays du Nord à accorder une aide financière massive à l'Ukraine, tout en réduisant les fonds destinés à la résolution des conflits dans d'autres régions, notamment dans les pays du Sud qui

⁵⁹⁷ Ibid.

⁵⁹⁸ Ibid.

font face à des défis similaires⁵⁹⁹. Des pays dits "swing", tels que le Brésil, l'Inde et l'Afrique du Sud, refusent de se plier aux attentes du bloc occidental. Ces nations n'ont pas soutenu de manière inconditionnelle Kiev et n'ont pas approuvé la résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies (AGNU) qui condamnait la Russie pour l'invasion de l'Ukraine.

À l'image de la Conférence de Bandung, le Sud global cherche à imposer sa propre vision de l'ordre mondial, sans se laisser entrainer dans les querelles idéologiques des grandes puissances. L'Afrique du Sud, par exemple, a décidé de porter plainte contre Israël devant la Cour internationale de justice pour "génocide" dans la bande de Gaza. Ce geste est le fruit d'une longue solidarité historique entre l'Afrique du Sud, qui a connu l'apartheid, et la Palestine, dont elle soutient le droit à l'autodétermination. Le 21 novembre 2023, Pretoria a d'ailleurs suspendu ses relations diplomatiques avec Israël en signe de protestation contre les actions militaires dans Gaza. Cette position est aussi reflétée par les initiatives prises au sein d'organismes multilatéraux, notamment lors du sommet de l'Union africaine, qui a retiré à Israël son statut d'observateur.

Face à l'éloignement croissant du Sud global vis-à-vis des positions occidentales, les États-Unis et leurs alliés ont ajusté leur politique multilatérale. Bien qu'ils se soient initialement opposés à la résolution de l'AGNU du 27 octobre 2023, appelant à une trêve humanitaire à Gaza, Washington a modifié sa position en introduisant une résolution au Conseil de sécurité des Nations Unies appelant à un cessez-le-feu immédiat⁶⁰⁰. Cette démarche a toutefois rencontré l'opposition de la Chine et de la Russie. Après plusieurs échecs diplomatiques, notamment en raison de la réticence de la Russie et de la Chine à soutenir une résolution condamnant explicitement le Hamas, les États-Unis ont fini par s'abstenir lors d'une résolution ultérieure⁶⁰¹. Cette abstention a provoqué la colère d'Israël, avec le Premier ministre Benjamin Netanyahu qualifiant la position américaine de "recul" au Conseil de sécurité. Les États-Unis cherchent à travers cette réorientation à séduire un Sud global qui prend de plus en plus

⁵⁹⁹ Philippe Ricard and Gilles Paris, (2023). "War in Ukraine: The revenge of the Global South", *Le Monde*, https://www.lemonde.fr/en/international/article/2023/07/14/war-in-ukraine-the-revenge-of-the-global-south_6053397_4.html, Le 19 octobre, 2024.

⁶⁰⁰ Le Journal, Le Monde, (2024). « Vote d'une résolution pour un cessez-le-feu à Gaza : Israël déplore le « net recul » des États-Unis », https://www.lemonde.fr/international/article/2024/03/25/vote-d-un-cessez-le-feu-a-gaza-les-etats-unis-prennent-leur-distance-avec-israel_6224143_3210.html#:~:text=Alli%C3%A9s%20principal%20d%E2%80%99Isra%C3%ABl%2C%20les%20Etats-Unis%20se%20abstenu,s,a%20d%C3%A9cid%C3%A9%20d%E2%80%99annuler%20l%E2%80%99envoi%20d%E2%80%99une%20d%C3%A9l%C3%A9gation%20%C3%A0%20Washington, (24 mars, 2024).

⁶⁰¹ Certains autres facteurs doivent cependant être pris en compte, dont l'élection prochaines aux États-Unis, qui peut radicalement changer la politique étrangère des Américains avec le Sud si Donald Trump revient au pouvoir.

d'importance dans le multilatéralisme mondial. Plusieurs pays du Sud, notamment des nations africaines, réclament un siège permanent au Conseil de sécurité. En réponse à ces revendications historiques, le président Joe Biden a appelé à des réformes qui pourraient offrir une voix plus importante à des pays comme l'Inde ou le Brésil, tout en se déclarant ouvert à un élargissement du Conseil⁶⁰². Il a également promis de travailler avec le FMI et la Banque mondiale pour alléger la dette des pays en développement.

Toutefois, les pays du Sud attendent des actions concrètes, pas seulement des promesses. Lors de la COP 27, tenue en Égypte en 2022, l'ambassadeur du Pakistan, porte-parole du groupe des 77 + Chine, a souligné que "la solidarité et une coopération accrue pour faire face aux pertes et dommages liés aux changements climatiques ne sont pas un acte de charité, mais de justice climatique"⁶⁰³. Ces attentes mettent en lumière le besoin urgent pour les pays du Nord de dépasser les discours et de prendre des mesures tangibles pour répondre aux défis mondiaux qui affectent de manière disproportionnée les nations du Sud.

B. Le conflit ukrainien ou la réforme de l'ordre fondé sur des règles

Si le conflit en Ukraine retient une telle attention de la part du bloc occidental, au point de fracturer le système onusien, ce n'est pas uniquement parce qu'une puissance autocratique a envahi une démocratie. Une telle interprétation, façonnée par l'orthodoxie libérale, bien qu'influente, ne suffit pas pour un examen rigoureux des dynamiques géopolitiques en jeu. Ce récit simpliste, qui présente la guerre en Ukraine comme une opposition manichéenne entre démocratie et autocratie, est inadéquat pour tout analyste sérieux de la politique internationale. Toutefois, il reflète une croyance largement partagée selon laquelle un "ordre fondé sur des règles" (RBO) bénéficie de l'adhésion de nombreux États. Les États-Unis et leurs alliés se présentent comme les défenseurs de cet ordre, basé sur le respect du droit international et des valeurs humanitaires. Cet attachement aux principes juridiques et aux droits de l'homme s'inscrit dans une certaine conception de l'identité collective des États occidentaux, bien que cette "identité de type", au sens du théoricien constructiviste Alexander Wendt, puisse être largement remise en question. Ce cadre normatif sert néanmoins de base à la légitimation des actions occidentales dans les arènes internationales.

⁶⁰² Richard Gowan, Ibid.

⁶⁰³ Voir avec la note de Hebert Testard dans le journal *Asialyste*, *COP27 : pourquoi l'Asie ne montre plus d'audace contre le changement climatique*, (2024). <https://asialyst.com/fr/2022/11/12/cop27-pourquoi-asie-montre-plus-audace-contre-changement-climatique-climat/>.

Lorsque la Russie a envahi l'Ukraine, elle s'est trouvée face à une communauté internationale de juristes et de politologues qui ont largement condamné cette occupation, jugée contraire au droit international. L'éminente juriste américaine Oona Hathaway, accompagnée de son confrère Scott Shapiro, co-auteurs de l'ouvrage *The Internationalist*, ont souligné dans un article que, malgré la décision risquée de Vladimir Poutine d'envahir l'Ukraine, cela ne suffirait pas à ébranler les fondements bien établis du droit international⁶⁰⁴. Selon eux, les règles qui gouvernent l'ordre international actuel sont profondément ancrées dans la pratique et les institutions juridiques mondiales, et ne peuvent être renversées par une seule action, même aussi spectaculaire que l'invasion de l'Ukraine.

Cette analyse met en lumière la manière dont l'ordre mondial, bien qu'affaibli par des conflits et des divisions idéologiques, repose encore sur des structures légales que même les plus grandes puissances ne peuvent ignorer. Toutefois, l'épreuve de force en Ukraine a révélé la fragilité de cet ordre lorsqu'il est confronté aux ambitions révisionnistes de puissances telles que la Russie, mais aussi les limites des valeurs prétendument universelles auxquelles les puissances occidentales prétendent adhérer⁶⁰⁵. Cette posture, largement partagée par la communauté internationale, a été renforcée lors des votes à l'Assemblée générale des Nations Unies, où plus de 140 États ont condamné l'agression illicite de la Fédération de Russie. Cependant, il est important de noter que l'intervention militaire de la Russie en Ukraine ne relève pas seulement de la question des valeurs morales, comme voudrait le faire croire un certain discours dominant. Elle est surtout un défi géopolitique majeur.

L'analyse de cette guerre, comme l'avait anticipé le politologue américain Zbigniew Brzezinski, repose en grande partie sur l'importance stratégique de l'Ukraine pour la Russie. Il affirmait : « Sans l'Ukraine, la Russie cesse d'être un empire⁶⁰⁶ ». Certains commentateurs estiment que cette vision est partagée par Vladimir Poutine, qui chercherait à reconstruire un empire soviétique, bien que cette ambition soit largement irréalisable. Toutefois, l'inverse est aussi à considérer : l'intervention de Poutine en Ukraine a permis aux États-Unis d'exploiter cette opportunité pour contenir un rival direct dans la lutte pour la domination de l'ordre mondial.

⁶⁰⁴ Oona A. Hathaway and Scott Shapiro, (2022). "Putin Can't Destroy the International Order by Himself", *just Security*, <https://www.justsecurity.org/80351/putin-cant-destroy-the-international-order-by-himself/>.

⁶⁰⁵ Jean De Glinasty, *La diplomatie au péril des « valeurs »*, Paris : Éditions. Inventaire, 2017.

⁶⁰⁶ Zbigniew Brzezinski, *Le grand échiquier : L'Amérique et le reste du monde*, Paris : Éditions Bayard, 1997.

L'enjeu de la guerre en Ukraine, qui a véritablement commencé en 2014 avec l'annexion de la Crimée, réside donc moins dans la défense de la démocratie ukrainienne que dans la capacité des États-Unis à endiguer l'influence de la Russie. Comme l'avait déjà formulé George Kennan au début des années 1950 dans ses stratégies de « containment », l'objectif est de contenir la Russie pour mieux concentrer les efforts américains vers un adversaire plus redoutable : la Chine. L'Ukraine devient ainsi un pivot géostratégique pour Washington, un levier pour affaiblir les ambitions de Poutine, mais aussi un élément clé pour fragiliser l'influence de la Russie, un allié important de Pékin.

Ce genre de tactiques, visant à affaiblir des rivaux par des guerres indirectes, n'est pas nouveau dans la stratégie américaine. Les États-Unis ont souvent recours à ces manœuvres pour maintenir leur primauté sur le système international. Cependant, comme le souligne le politologue Stephen Walt dans *Foreign Policy*, ces stratégies ne fonctionnent pas toujours comme prévu⁶⁰⁷. Selon lui, les États-Unis portent une part de responsabilité dans l'intervention de la Russie en Ukraine, en raison de leur volonté d'intégrer l'Ukraine dans l'OTAN, une démarche perçue par Moscou comme une menace directe à sa sécurité nationale⁶⁰⁸. Cette action s'inscrit dans la lignée des ambitions des présidents démocrates, souvent orientées vers le renversement des régimes qualifiés de « dictatures » et perçus comme opposés à l'idéologie occidentale. Les effets du conflit en Ukraine sont dévastateurs pour l'ordre mondial, bien qu'il soit encore difficile, à ce jour, d'en mesurer pleinement l'ampleur.

Le conflit a provoqué une hausse des prix des matières premières et de l'énergie, aggravant la crise économique qui a suivi la pandémie de Covid-19. Le blocus imposé par Moscou sur le blé ukrainien a entraîné une crise alimentaire qui a particulièrement touché l'Afrique du Nord et une partie du Moyen-Orient. Cela dit, l'attitude de la Russie a permis à une OTAN désunie depuis la présidence de Donald Trump de se ressouder autour d'un objectif commun : affaiblir le pouvoir du maître du Kremlin. Les États-Unis et leurs alliés ont expérimenté une arme qu'ils aimeraient bien tester sur Pékin afin de freiner son influence croissante sur l'économie mondiale, les chaînes de valeur et les nouvelles technologies : un régime de sanctions économiques à grande échelle⁶⁰⁹.

⁶⁰⁷ Stephen M. Walt, (2023). "Saudi-Iranian Détente Is a Wake-Up Call for America": The peace plan is a big deal—and it's no accident that China brokered it, *Foreign Policy*, <https://foreignpolicy.com/2023/03/14/saudi-iranian-detente-china-united-states/>, (1 avril, 2024).

⁶⁰⁸ Ibid.

⁶⁰⁹ Henry Gao, (2022). "Will the European Union's New Anti-Coercion Instrument Work with China?": Recent years have witnessed the growing use of trade measures as geopolitical weapons. In response, the European Union

Les sanctions économiques sont une arme redoutable pour des économies interconnectées, car elles conduisent au découplage et empêchent l'adversaire d'accéder à un marché unifié par le libéralisme, créant ainsi une forme d'isolement. Cependant, une application incontrôlée de politiques mercantilistes, même contre un ennemi, peut avoir des effets dévastateurs sur ses propres intérêts. Il n'a pas fallu longtemps pour que de nombreux pays, en particulier ceux du Sud global, perçoivent le caractère sélectif des politiques occidentales. La perspective du Kremlin, qui cherche à contester un ordre mondial auquel il n'a pas souscrit, est partagée par son allié chinois ainsi que par les États du Sud global. Ces derniers estiment, comme l'a noté Mark Leonard, directeur du Conseil européen des relations étrangères, dans *Foreign Affairs*, que « le problème n'est pas seulement que les gouvernements n'ont pas eu leur mot à dire dans la création des règles, mais qu'ils les considèrent donc comme illégitimes⁶¹⁰ ». Il résulte du fait que « ces pays considèrent également que l'Occident a appliqué ses mesures de manière sélectives et les a révisées fréquemment en fonction de ses propres intérêts ou, comme les États-Unis l'ont fait lorsqu'ils ont envahi l'Irak en 2003, ils les ont simplement ignorées⁶¹¹ ». Pour plusieurs de ces pays, parler d'un ordre fondé sur des règles n'a jamais été qu'une propagande occidentale, maintenant que le pouvoir occidental est en déclin, cet ordre doit être revisité.

Une analyse menée par le professeur chinois des relations internationales, Chu Shulong, soutient que le pouvoir de l'Occident est en net déclin. Il suffit, selon lui, de regarder le nombre de pays qui ont refusé de se joindre aux sanctions contre la Russie pour évaluer ce qu'il reste de l'influence occidentale. Selon son étude, le bloc occidental ne compte que 33 pays, tandis que 167 autres ont refusé de participer à la tentative d'isoler la Russie⁶¹². Cette mesure permet de constater que la situation en Ukraine isole davantage les pays occidentaux et éviscère un ordre prétendument fondé sur des règles. Un éminent stratège chinois pouvait déjà noter que « les États-Unis ne sont pas en déclin, mais ils ne sont bons qu'à parler aux pays occidentaux⁶¹³ ».

Le régime de sanctions imposé par les pays du G7 et les membres de l'OTAN contre la Russie a entraîné des conséquences profondément néfastes pour la position dominante de

is introducing a new instrument, *Center for International Governance Innovation (CIGI)*, <https://www.cigionline.org/articles/will-the-european-unions-new-anti-coercion-instrument-work-with-china/>, Le 12 avril 2024.

⁶¹⁰ Marck Leonard, (2023). "China Is Ready for a World of Disorder": America Is Not, *Foreign Affairs*, <https://www.foreignaffairs.com/united-states/china-ready-world-disorder>, Le 20 juin, 2023.

⁶¹¹ Ibid.

⁶¹² Ibid.

⁶¹³ Ibid.

l'Occident dans l'équilibre des puissances mondiales. D'une part, bien que ces sanctions aient effectivement affaibli l'économie russe, peut-être plus que le Kremlin ne le laisse paraître, leur nature à double tranchant a entraîné des répercussions encore plus lourdes sur les économies libérales et a terni l'image des puissances occidentales. Comme le rappellent les analystes Matt Pottinger et Daleep Singh dans *Foreign Affairs*, de nombreux pays s'interrogent désormais sur les risques auxquels ils s'exposeraient si la stratégie employée contre la Russie par Washington venait à être utilisée contre eux, suscitant des doutes sur la fiabilité de la dépendance envers le dollar américain à long terme⁶¹⁴. Le contrôle que Washington exerce sur les échanges commerciaux et les transferts de fonds via le dollar, ainsi que la capacité des États-Unis et de leurs alliés à geler des réserves de change, comme celles que la Russie détient en euros, soulèvent des inquiétudes croissantes quant à la sécurité des investissements étrangers. Ces réserves peuvent être confisquées de manière arbitraire selon les intérêts politiques des dirigeants occidentaux, ce qui ébranle la confiance dans le système financier mondial. À cela s'ajoute un problème interne majeur : les États-Unis ont dépassé plus de 16 fois le plafond de la dette autorisé par le Congrès, illustrant une fragilité budgétaire inquiétante⁶¹⁵. Les profondes divisions politiques entre républicains et démocrates surviennent à un moment charnière, alors que les États-Unis sont confrontés à des puissances révisionnistes qui proposent une vision alternative du monde, suscitant davantage l'adhésion que le consensus de Washington. Bien que l'Occident conserve encore un contrôle significatif sur le système financier mondial, capable d'imposer des sanctions paralysantes en excluant des rivaux de ce système, la domination du dollar est de plus en plus remise en question. Les tendances actuelles indiquent que la primauté du dollar dans les échanges commerciaux mondiaux pourrait bien être en déclin, avec la perspective qu'il perde ce statut hégémonique dans les années à venir⁶¹⁶.

Deuxièmement, bien que les pays du G7 et de l'OTAN aient su se rassembler face à un ennemi commun depuis le début du conflit en Ukraine, un autre développement majeur est apparu : l'axe Chine-Russie s'est considérablement renforcé. Ce partenariat stratégique entre Moscou et Pékin, qui remonte à plusieurs décennies, a connu des hauts et des bas, mais la guerre en Ukraine a consolidé leurs liens. Avant même l'intervention russe, Vladimir Poutine et Xi Jinping avaient solidifié cette alliance à travers une déclaration conjointe sur l'avenir des

⁶¹⁴ Matt Pottinger and Daleep Singh, (2023). "Great Powers Don't Default": The Dangers of Debt-Ceiling Brinkmanship, *Foreign Affairs*, <https://www.foreignaffairs.com/united-states/great-powers-dont-default>. Le 27 avril, 2023.

⁶¹⁵ Ibid.

⁶¹⁶ Ibid.

relations internationales⁶¹⁷. Dans ce document, les deux dirigeants se sont positionnés non seulement comme des alliés stratégiques, mais aussi comme les champions d'un "véritable" ordre international basé sur le droit international, en opposition à ce qu'ils perçoivent comme un ordre fondé sur des règles imposées par l'Occident.

Ce rapprochement sino-russe reflète une défiance commune envers les normes et institutions dominées par l'Occident et marque une volonté croissante de redéfinir l'équilibre des forces mondiales⁶¹⁸. Depuis l'invasion de l'Ukraine et le soutien accordé par l'Occident à Kiev, la République populaire de Chine (RPC) a renforcé son soutien envers le Kremlin. Initialement, ce soutien était timide, se limitant à des déclarations diplomatiques et à l'achat de matières premières énergétiques à des prix réduits. Cette prudence a conduit de nombreux analystes à remettre en question l'efficacité du partenariat entre la Chine et la Russie, suggérant que Pékin pourrait redouter d'exposer son économie aux sanctions occidentales en raison de son soutien affiché au Kremlin.

Malgré ces craintes, la RPC semble déterminée à maintenir une relation stratégique avec la Russie, reconnaissant que l'alignement avec Moscou pourrait lui offrir des avantages géopolitiques dans un monde où les tensions avec l'Occident se sont accentuées. Toutefois, la nécessité pour la Chine de naviguer prudemment entre son soutien au Kremlin et ses relations avec les puissances occidentales souligne la complexité de cette alliance, qui pourrait s'avérer plus fragile qu'il n'y paraît à première vue⁶¹⁹.

Toutefois, depuis l'augmentation des tensions entre Pékin et Washington au sujet de Taïpei, la République populaire de Chine (RPC) a intensifié ses coopérations avec le Kremlin. Comme l'observe l'universitaire Stephen Walt dans *The Origins of Alliances*, la menace constitue une source d'alignement plus puissante que les simples amitiés⁶²⁰. Cette dynamique souligne comment les intérêts stratégiques et les préoccupations sécuritaires peuvent pousser des nations à renforcer leurs relations, même en dépit des incertitudes qui pourraient peser sur ces alliances. Dans ce contexte, la coopération sino-russe apparaît non seulement comme un contrepoids aux

⁶¹⁷ President of Russia (2022). Joint Statement of the Russian Federation and the People's Republic of China on the International Relations Entering a New Era and the Global Sustainable Development, <http://en.kremlin.ru/supplement/5770>.

⁶¹⁸ Ibid.

⁶¹⁹ Patricia M. Kim, (2023). "The Limits of the No-Limits Partnership": China and Russia Can't Be Split, but They Can Be Thwarted, *Foreign Affairs*, <https://www.foreignaffairs.com/china/limits-of-a-no-limits-partnership-china-russia>, Le 2 août, 2024.

⁶²⁰ Stephen M. Walt, *The Origins of Alliances*, Cornell University Press, Ithaca, And London, 1987.

pressions occidentales, mais également comme une réponse pragmatique à un environnement international de plus en plus hostile.

En mars 2023, à la fin de la visite de M. Xi à Moscou, M. Poutine s'est tenu à la porte pour dire au revoir à son ami. À ce moment-là, Xi a déclaré : « En ce moment, il y a des changements – comme ceux que nous n'avons pas vus depuis 100 ans – et c'est nous qui conduisons ces changements ensemble⁶²¹ ». Le chef du Kremlin a répondu en affirmant partager cette vision. Comme le souligne Mark Leonard, la Chine et la Russie se préparent à un monde marqué par le désordre, un état de fait qui contraste avec la situation des puissances occidentales en déclin⁶²². Cette déclaration résonne comme une affirmation de leur ambition collective de redéfinir l'ordre mondial, en s'appuyant sur une coopération stratégique face aux défis posés par l'hégémonie occidentale. Pékin, Moscou et de nombreux alliés ont décidé de s'aligner pour établir un monde « post-américain », en dehors de la domination américaine et de sa principale source de pouvoir : le dollar. Depuis l'imposition de sanctions occidentales contre la Russie, Pékin et Moscou ont considérablement modifié leurs chaînes d'approvisionnement, les orientant vers des pays non occidentaux capables de participer aux échanges commerciaux en utilisant des devises nationales autres que le dollar. Ce redéploiement des chaînes de valeur mondiales aboutit à la création de monnaies concurrentes au dollar, émanant de nations dotées d'importantes ressources en matières premières très convoitées. L'objectif est de provoquer une crise du dollar et d'empêcher Washington de poursuivre le financement de sa dette. De nombreux pays du Golfe, traditionnellement considérés comme des alliés indéfectibles des États-Unis, ont décidé de suivre la voie tracée par Pékin et Moscou. La fragmentation du système occidental, combinée aux actions irréflechies des gouvernements occidentaux, a conduit le monde vers une situation de non-retour.

Conclusion du chapitre IV

Au terme de ce chapitre, trois leçons essentielles se dégagent. La première est que l'ordre mondial qui a émergé à la fin de la Seconde Guerre mondiale n'a pas produit la paix et la justice sociale tant vantées par l'école dominante en relations internationales. Il a, en revanche, continué de reproduire les techniques de domination déjà en vigueur depuis la Première Guerre mondiale, opposant les capitalistes qui ont massivement accumulé la richesse

⁶²¹ Marck Leonard, op. cit.

⁶²² Ibid.

mondiale à l'exploitation des classes les plus pauvres. Ce système économique, fondé sur la privatisation des rentes des pays du Sud, crée ses propres conditions de crise. L'économiste français Thomas Piketty soutenait en 2019 que la structure de l'économie du régime propriétaire favorise de multiples crises, engendrant une lutte entre les classes moyennes émergentes et les classes dominantes⁶²³. La seconde leçon fait constater que dans ce cycle de la domination, « ceux qui sont possédés finissent par se révolter, même s'il n'y a pas de loi mathématique pour en prédire la date⁶²⁴ ». Plus les États accumulent des richesses sans distribution équitable ni justice sociale, plus les classes moyennes se rebellent. Ce sont précisément ces moments de crise sociale, financière et politique qui donnent naissance à des changements systémiques. En 2011, le système politico-économique avait déjà été secoué par ce qui fut appelé « le printemps arabe », poussant de nombreux régimes politiques à se transformer sous la pression violente des revendications sociales. Certes, les gouvernants ont trouvé des moyens de détourner ces revendications, les transformant en instruments de rente géopolitique, et réduisant ainsi l'efficacité de la résistance, avant même que la crise sanitaire de 2019 ne ramène le monde à un régime coercitif de masse. La dernière leçon à retenir est que moins les grandes puissances apportent des réponses concrètes aux problèmes sociaux du Sud, plus le système se divise en deux grandes catégories de groupes. D'une part, une classe populaire, largement représentative de la population mondiale, favorable au changement ; d'autre part, une classe dominante, conservatrice et œuvrant pour le *statu quo*. La lutte doxique, dont parle Bourdieu, est donc inévitable, car les classes moyennes disposent aujourd'hui d'outils efficaces pour renverser le système et proposer une alternative, alimentant ainsi la crise de leadership du monde occidental.

⁶²³ Voir dans la lettre du *Grand Continent*, l'entretien de Thomas Piketty avec Duran, Fontaine et Lojkine, (2020). « Pour une théorie des révolutions », *Le Grand Continent*, <https://legrandcontinent.eu/fr/2020/02/26/livre-piketty/>.

⁶²⁴ Ibid.

CHAPITRE V : Le déclin relatif de la puissance américaine

Le déclin des États-Unis reste l'un des sujets d'étude les plus prisés par les historiens et économistes internationaux depuis au moins la guerre du Vietnam, qui a mis en lumière la fragilité de la puissance américaine face à un adversaire de stature modeste. Certains ont argué avec enthousiasme que les États-Unis avaient perdu le contrôle du navire mondial ; pourtant, ces pronostics ont largement été démentis par une réémergence économique, accompagnée d'une militarisation de la planète, qui a permis à la puissance déclinante de vendre ses biens et produits sur des marchés mondiaux contrôlés par sa financiarisation.

Cependant, l'effondrement de Wall Street, survenu lors de la crise économique de 2008, a rappelé au monde que la puissance évolue par cycles, et que les États-Unis ne sauraient échapper à ce cycle de naissance et de déclin. Les analystes se sont alors empressés d'examiner les grandes phases cycliques des événements cumulés qui témoignent de ce déclin⁶²⁵. En 1971, les États-Unis dévaluèrent le dollar en mettant fin à sa parité avec l'or. Quatre ans plus tard, en 1975, ils quittèrent sans gloire le Vietnam. En 1979, l'invasion de l'Afghanistan par l'URSS s'accompagna du fiasco du sauvetage des otages américains en Iran. En 1982, les États-Unis devinrent un pays débiteur, tandis que les discours sur la désindustrialisation devinrent monnaie courante à la suite de la récession et de l'effondrement de leurs infrastructures. Enfin, en 1987, Paul Kennedy développa la thèse de la surexposition politique des États-Unis par rapport à leurs ressources financières largement amoindries⁶²⁶. Toutes ces crises ont indéniablement eu un impact négatif sur l'étendue de la puissance américaine, mais suffisaient-elles à la considérer comme déclinante ? Pour répondre à cette question, il est essentiel de considérer plusieurs facteurs.

Tout comme l'expansion de la richesse d'une nation répond à des causes multiples, dont il demeure toujours difficile de déterminer laquelle fut plus déterminante, le déclin de celle-ci ne saurait s'expliquer par un seul facteur. Robert Wade nous invite à envisager le problème comme « l'ouverture d'une serrure à combinaison⁶²⁷ ». Ainsi, le déclin des États-Unis se manifeste comme un moment de découplage entre les cycles économique et stratégique. Les

⁶²⁵ Zakie Laïdi, « Le début du déclin américain ? », In, *Esprit*, 2009/2 (Février), pp. 20-36., <https://www.cairn.info/revue-esprit-2009-2-page-20.htm>.

⁶²⁶ Ibid.

⁶²⁷ Robert Wade, "East Asian Economic Success: Conflicting Perspectives, Partial Insights, Shaky Evidence", *World Politics*, 44(1992), p. 312. Cité par: Giovanni Arrighi, *Adam Smith in Beijing: Lineages of The Twenty-First Century*, Verso, London. New York, 2007, p. 1591.

crises, inhérentes au capitalisme, constituent un postulat fondamental pour de nombreux économistes. Toutefois, ce qui retient particulièrement l'attention, ce sont les réponses apportées à ces crises. Selon l'économiste italien Giovanni Arrighi, l'hégémonie traverse généralement deux types de crises. La première, qualifiée de crise de capital, n'entraîne pas nécessairement la disparition de la puissance hégémonique. En effet, celle-ci parvient souvent à élaborer des stratégies pour résister, comme l'illustre la crise de rentabilité des années 1970. En revanche, les crises terminales, quant à elles, érodent significativement le leadership de la puissance dominante. Cette érosion pousse la nation à transformer son mode de leadership en une « domination sans hégémonie », provoquant ainsi une « déflation du pouvoir⁶²⁸ », pour reprendre le vocabulaire de Talcott Parsons.

Cette forme de domination implique qu'une société ne peut être gouvernée que par la menace d'un recours généralisé à la force. Dans ce cadre, la capacité d'une puissance à projeter son influence et à maintenir un ordre mondial stable est compromise, générant ainsi des rivalités croissantes et une instabilité à l'échelle internationale. Ce phénomène souligne l'importance de ne pas seulement analyser les crises elles-mêmes, mais également d'examiner la nature des réponses politiques et économiques qui en découlent, ainsi que leurs implications pour l'avenir de l'hégémonie américaine⁶²⁹. Le chapitre précédent a démontré comment le système conçu par les pays occidentaux n'a pas permis d'établir les conditions nécessaires à l'intégration des autres acteurs ni à la production d'une stabilité durable. Ce chapitre se propose d'explorer comment la perte de leadership économique des États-Unis a profondément transformé sa politique étrangère (I), entraînant des conséquences désastreuses sur l'équilibre international (II), ce qui a, en fin de compte, érodé son leadership mondial.

I. La crise capitale de l'hégémonie étasunienne

Le système international actuel est en grande partie le produit des États-Unis, héritier de la fin de la Seconde Guerre mondiale. Il s'est construit sur une base économique et sociale qui a favorisé la confiance entre les acteurs de la vie internationale et son principal promoteur. Soutenu par les 30 glorieuses années du capitalisme et la création d'institutions financières internationales remplaçant l'étalon-or (système de Bretton Woods), ce modèle a su lutter contre les crises financières qui avaient érodé la *pax britannica*. Les trois premières décennies du

⁶²⁸ Giovanni Arrighi, *Adam Smith à Pékin, les promesses de la voie chinoise*, op. cit.

⁶²⁹ Ibid, p. 175.

système soutenu par les États-Unis ont permis de bâtir un monde moins inégalitaire, mais elles ont paradoxalement également contribué à un développement inégal qui a avantage l'Occident. Cette période faste se caractérisait par une forte croissance de la productivité, une augmentation du niveau d'employabilité, et une inflation stable, allant de la fin de la Seconde Guerre mondiale jusqu'au début des années 1970⁶³⁰. Cette période de prospérité, souvent qualifiée par les économistes « d'âge d'or du capitalisme », a cependant pris fin avec les politiques économiques et monétaires du président Nixon. Celles-ci ont entraîné une longue période de stagflation qui a bouleversé l'économie mondiale, sans compter la guerre du Vietnam, qui a poussé les États-Unis à recourir au dollar pour financer le conflit et faire face aux mouvements de contestation nationale. Les solutions proposées par les États-Unis reposaient sur ce que Marx qualifiait de « création de la richesse fictive » : une économie fondée sur des actifs irréels, déconnectés de la richesse réelle et de la production de biens et de services, qui devait contraindre les acteurs de la société internationale à fonder leur sécurité financière sur une confiance irrationnelle. Comme le note Luiz Carlos Bresser-Pereira, la confiance est le climat de toute société ; toutefois, lorsque cette confiance perd ses normes ou ses fondements, elle devient fragile et éphémère⁶³¹. C'est précisément ce qui s'est produit dans les années 1970-1980, entraînant une double crise de légitimité et d'hégémonie de la puissance américaine. Cette crise se manifeste, d'une part, par la perte de confiance envers la politique économique et sociale de Washington, que les économistes désignent sous le terme de crise de profitabilité (A). D'autre part, elle résulte des réponses financières inadaptées, qui n'ont pas permis à Washington de retrouver la légitimité qu'il avait perdue (B).

A. Une crise de la profitabilité

Le capitalisme est pratiquement le seul modèle économique qui a su s'étendre et s'enraciner dans les pratiques économiques et financières des États depuis l'avènement de la *Pax Britannica* et de son système d'échanges mondiaux. Cependant, ce dernier n'a pas résisté au traumatisme causé par la Grande Dépression de 1929 à 1939, étant rapidement remplacé par le système américain au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. La *Pax americana*, qui a dominé entre 1945 et 1973, n'a pas non plus été épargnée par les crises. C'est ce qui pousse

⁶³⁰ Coreecon, L'Économie, « La Grande Dépression, l'Âge d'or et la crise financière mondiale », <https://www.core-econ.org/the-economy/v1/book/fr/text/17.html>, Le 22 septembre, 2024.

⁶³¹ Luiz Carlos Bresser-Pereira, "The global Financial crisis, neoclassical economics, and the neoliberal years of capitalism", In, *Revue de regulation: Capitalisme, institutions et pouvoirs*, 7 septembre, 2010, <https://doi.org/10.4000/regulation.7729>.

Luiz Carlos Bresser-Pereira à soutenir l'idée que « le capitalisme est instable et que, à ce titre, les crises lui sont propres⁶³² ». Ainsi, l'histoire du capitalisme se confond avec celle de ses crises. Michael Bordo et certains de ses collaborateurs ont démontré qu'entre 1945 et 1971, le monde a connu 38 crises financières, tandis que de 1971 à 1997, ce nombre a explosé pour atteindre 139 crises⁶³³. Cette proportion indique qu'il y a eu trois à quatre fois plus de crises après les années 1970 qu'au cours des 30 premières années glorieuses du capitalisme. Les économistes qui étudient les crises du capitalisme soutiennent que les crises profondes, souvent qualifiées de "crises capitales" en raison de leur ampleur quantitative et qualitative, entraînent des transformations structurelles et des changements systémiques dans la sphère internationale. Ces crises provoquent l'épuisement des modèles de croissance, qui ne parviennent plus à contenir leurs déséquilibres. Pour se relancer, le système économique doit promouvoir de nouvelles règles du jeu, établir de nouvelles institutions et créer de nouveaux compromis, car l'enjeu des grandes crises consiste à réinventer un modèle de croissance viable⁶³⁴. C'est ce qui advint avec la crise de la profitabilité, qui débuta à la fin des années 1960 et s'ancra en 1971, devenant le principal facteur du double déclin de la puissance américaine. Ce moment charnière dans l'histoire du capitalisme est qualifié de "crise de la profitabilité" car il marque une rupture avec une période de croissance économique qui, pendant plus de 20 ans, avait fait grimper les indicateurs de profit au niveau national et international tout en assurant des avantages sociaux aux acteurs de la société mondiale, tout en contribuant également à un développement inégal.

À la sortie de la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis se sont imposés comme le grand vainqueur d'un conflit auquel ils avaient à peine participé. Leur hégémonie s'est développée simultanément avec le développement inégal du monde à partir des années 1970. Malgré le défi que représentait l'Union soviétique, l'hégémonie américaine apparaissait comme un phare éclairant le monde à divers niveaux : niveau de vie élevé, modernité technologique et démocratie. L'accumulation de ces indicateurs a favorisé les 30 années glorieuses du capitalisme, qui constituent l'âge d'or de la puissance hégémonique américaine. Sur le plan économique, l'État intervenait pour stimuler une croissance dynamique, tandis que, sur le plan politique, émergeait un État libéral-social ou État-providence, accompagné cependant de prétentions guerrières⁶³⁵. Ce dernier devait s'universaliser à mesure que le bien-être social était

⁶³² Ibid.

⁶³³ Bordo M., Eichengreen B., Klingsbiel D. and Martinez-Peria M. (2001), "Is the crisis problem growing more severe?", *Economic Policy*, Issue 32, April 2001: 51-82. Cité par : Luiz Carlos Bresser-Pereira, Ibid.

⁶³⁴ Ibid.

⁶³⁵ Ibid.

garanti. L'auteur du célèbre ouvrage *Modern Capitalisme*, Andrew Shonfield le résumait par ces mots :

Premièrement, la croissance économique était beaucoup plus stable que par le passé...Deuxièmement, la croissance de la production au cours de la période a été extrêmement rapide... Troisièmement, les avantages de la nouvelle prospérité ont été largement diffusés⁶³⁶.

En effet, l'hégémonie que proposaient les États-Unis possédait des atouts indéniables qui leur permettaient de surpasser la concurrence de l'Union soviétique. Contrairement à l'hégémonie britannique qui avait marqué la grande période victorienne, l'hégémonie américaine se distinguait par deux caractéristiques majeures. D'une part, sur le plan social, elle se traduisait par la création d'organisations financières internationales issues des conférences de Bretton Woods, qui avaient pour objectif de stabiliser l'économie mondiale et de favoriser la coopération internationale. D'autre part, sur le plan politique, ces institutions n'étaient pas seulement des outils économiques, mais portaient également des valeurs sociales et politiques qui reflétaient les idéaux libéraux et démocratiques des États-Unis. Cette dualité a contribué à façonner un ordre mondial qui se voulait inclusif et coopératif, tout en consolidant la position dominante des États-Unis sur la scène internationale⁶³⁷. À cette époque, la politique américaine revêtait une dimension morale, bienveillante et éclairée. Comme l'a souligné Frédéric Ramel, c'est lorsque la bienveillance est éclairée qu'elle a des chances de réussir dans les relations internationales, à la fois en termes de pratiques et de production de résultats efficaces⁶³⁸. Cette approche visait à promouvoir des idéaux tels que la démocratie, la liberté et le développement économique, tout en cherchant à établir un cadre international stable et prospère. Ainsi, les États-Unis s'affirmaient non seulement comme une puissance dominante, mais également comme un modèle à suivre, espérant inspirer d'autres nations à adopter des valeurs similaires.

Les succès de la *Pax Americana* ne peuvent donc pas être attribués uniquement à une bienveillance éclairée. Ils reposent également sur la volonté des États-Unis de s'imposer comme l'unique puissance dominante, reléguant l'Union Soviétique au rang de pays du Sud. Dans sa typologie de la bienveillance, Ramel souligne que celle-ci ne s'exprime pas seulement à travers ses formes les plus connues. Elle peut également se manifester dans une logique d'intérêts matériels purs, comme lorsque les États cherchent à éviter un conflit (ce que l'on

⁶³⁶ Luiz Carlos Bresser-Pereira, op. cit.

⁶³⁷ Giovanni Arrighi, Ibid.

⁶³⁸ Frédéric Ramel, *La bienveillance dans les relations internationales*, CNRS Editions, Paris, 2022.

appelle la neutralité bienveillante), à établir un ordre international (hégémonie bienveillante) ou à amadouer les partenaires (duplicité bienveillante). Cette complexité de la bienveillance révèle que les motivations derrière la politique étrangère américaine étaient souvent imbriquées dans des intérêts stratégiques et économiques, remettant en question l'idée d'une intention purement altruiste. La bienveillance nous le rappelle-t-il, n'est pas à confondre avec la puissance⁶³⁹. Pourtant, afin d'obtenir des résultats plus concrets, la puissance américaine se trouve souvent contrainte d'adopter cette approche. Cela est particulièrement vrai sous la présidence de Roosevelt, durant laquelle les groupes d'intérêts américains défendaient l'idée qu'« un nouvel ordre mondial économique était le seul remède contre le chaos et la révolution⁶⁴⁰ ». Cette vision soulignait la nécessité d'une structure internationale stable, capable de réguler les relations entre les nations et de prévenir les dérives qui pourraient mener à des conflits ouverts. En intégrant cette dimension de gestion proactive des crises, Roosevelt et son administration ont cherché à établir un cadre qui favoriserait non seulement la prospérité économique, mais aussi la paix et la sécurité à l'échelle mondiale⁶⁴¹. Ainsi, le monde devait trouver son salut dans la bienveillance de l'hégémonie américaine, laquelle était censée guider les nations à travers les organisations économiques internationales. Cette vision optimiste reposait également sur le postulat émis par Roosevelt et Truman, selon lequel le *New Deal* devait s'appliquer à l'ensemble de la sphère internationale, car il en apporterait des bénéfices tangibles. En étendant les principes du *New Deal* au niveau mondial, les États-Unis espéraient non seulement favoriser une croissance économique stable, mais aussi promouvoir la paix, la coopération et le développement dans des régions en quête de stabilité. Cette approche visait à créer un ordre mondial où les intérêts américains et ceux des autres nations seraient alignés, propulsant ainsi une prospérité partagée⁶⁴².

La véritable idée derrière la vision du *New Deal* était de contenir l'Union soviétique et de la transformer en un État du Sud, en promouvant ce nouveau modèle social, politique et économique par le biais des Nations Unies, afin d'assurer le bien-être et la sécurité de tous dans le cadre d'une *Pax Americana*⁶⁴³. Ce projet a été largement soutenu par Truman, qui a cherché à réaliser cette ambition à travers le contrôle de la financiarisation mondiale. Pour ce faire, il était nécessaire de mettre en place un État-providence guerrier, capable de transformer les

⁶³⁹ Ibid.

⁶⁴⁰ Giovanni Arrighi, op. cit.

⁶⁴¹ Ibid.

⁶⁴² Gary Gestele, op. cit, p. 19.

⁶⁴³ Voir avec, Giovanni Arrighi, op. cit, pp. 151-153.

désastres engendrés par la guerre en bien-être social. Ainsi, le *soft power* américain prenait forme, et les peuples du monde devaient bientôt en percevoir les dividendes.

Le 20 janvier 1949, lors de son discours d'investiture pour son second mandat, le président Harry Truman a fait une promesse aux pays du Sud, victimes d'une extrême pauvreté, en annonçant que le *Fair Deal* s'étendrait à eux. Dans son point quatre, il a souligné que :

Il nous faut lancer un nouveau programme qui soit audacieux et qui mette les avantages de notre avancée scientifique et de notre progrès industriel au service de l'amélioration et de la croissance des régions sous-développées. Plus de la moitié des gens dans le monde vit dans des conditions voisines de la misère. Ils n'ont pas assez à manger. Ils sont victimes de maladies. Leur pauvreté constitue un handicap et une menace, tant pour eux que pour les régions les plus prospères⁶⁴⁴.

Cette promesse de Truman aux pays du Sud devait se réaliser par la création d'un warfare-welfare state, destiné à se mondialiser pour rivaliser directement avec l'État soviétique et son système communiste. Ce projet a cependant connu des succès, mais aussi des échecs, qui ont contribué à la crise de l'hégémonie étasunienne⁶⁴⁵. Une large majorité des économistes soutiennent que sans l'interventionnisme des États-Unis dans les domaines militaire et social, par le biais de politiques keynésiennes, le monde aurait difficilement pu supporter les effets dévastateurs de la Grande Dépression des années 1930. C'est principalement l'adoption des politiques américaines dans l'économie mondiale qui a conduit aux 30 glorieuses années du capitalisme. Dans le cadre du keynésianisme militaire, l'État-providence a injecté d'importants flux financiers pour réarmer le complexe militaro-industriel américain et celui de leurs alliés. Ce faisant, les États-Unis ont établi un vaste réseau de plus de 900 bases militaires à travers le monde, assurant la sécurité des alliés afin qu'ils puissent se concentrer sur le développement économique, tandis que l'État-providence répondait à leurs besoins sécuritaires.

Un autre élément essentiel fut la diffusion du keynésianisme social, qui favorisait la promotion du plein emploi et conduisait à la consommation de masse dans les pays industrialisés, ainsi que dans les pays dits du Sud, qui avaient cru à la promesse d'une politique de développement de la part de Truman. Cette dynamique a non seulement renforcé l'influence américaine, mais a également créé des attentes quant à la capacité des États-Unis à fournir un

⁶⁴⁴ Herodote.net, Le Média de l'Histoire, (1949). https://www.herodote.net/20_janvier_1949-evenement-19490120.php/, Le 12 juillet, 2024.

⁶⁴⁵ Ibid.

soutien économique et militaire aux nations en développement, façonnant ainsi les relations internationales de l'époque.

La bienveillance du leader ne s'arrêtait pourtant pas là ; elle a également joué un rôle crucial dans la rénovation des appareils industriels des anciens ennemis de la Seconde Guerre mondiale, à savoir le Japon et l'Allemagne, tous deux interdits de maintenir une armée après leur défaite. Paradoxalement, ces nations allaient devenir les plus grands bénéficiaires de la politique mondiale du *New Deal*, qui constituait le socle de la bienveillance éclairée des États-Unis. Cet événement a été déterminant pour internationaliser l'État-providence guerrier, comme le souligne Giovanni Arrighi⁶⁴⁶.

Cependant, la reconstruction des appareils industriels japonais et allemand représentait également la pièce maîtresse du développement inégal, prélude à une crise capitale. L'historien américain Bruce Cumings notait que la volonté étasunienne de réindustrialisation du Japon était fondée sur une stratégie d'endiguement mise en œuvre par John Kennan, qui était à la fois limitée et parcimonieuse⁶⁴⁷. Selon lui, cette politique reposait sur l'idée que quatre ou cinq grandes structures industrielles devaient dominer le monde : les Soviétiques en possédaient une, tandis que les États-Unis en contrôlaient quatre, et que cette hiérarchie devait rester intacte. Ainsi, bien que la réhabilitation économique du Japon et de l'Allemagne ait permis de créer des alliés puissants pour les États-Unis, elle a également contribué à un déséquilibre structurel qui a finalement alimenté les crises économiques futures et la rivalité internationale⁶⁴⁸.

En dominant le système des Nations unies ainsi que les infrastructures industrielles du Japon et de l'Allemagne, les États-Unis s'assurent une primauté dans le contrôle de l'édifice économique mondial. Cette idée, développée par Bruce Cumings, s'est concrétisée à travers le plan de réindustrialisation du Japon pendant la guerre de Corée (1950-1953). Cet événement a servi de catalyseur à l'émergence économique du Japon, qui allait se manifester dans les années 1980. Au déclenchement du conflit, les États-Unis et leurs alliés prennent en charge les dépenses militaires nécessaires pour soutenir l'effort de guerre. Le Japon apparaît alors comme le pays idéal pour répondre à cette exigence, grâce à sa proximité avec une Corée divisée : d'un côté, une partie communiste soutenue par l'Armée rouge, de l'autre, une partie capitaliste soutenue par l'Occident. Malgré un appareil industriel affaibli, celui-ci reste opérationnel, ce

⁶⁴⁶ Giovanni Arrighi, op. cit.

⁶⁴⁷ Bruce Cumings, "Origins and Development of the Northeast Asian Political Economy: Industrial Sectors, Product Cycles, and Political Consequences," in F.e. Deyo, ed. , *The Political Economy of the New Asian Industrialism* (Ithaca, NY, Cornell University Press, 1987) , p. 60. Cité par : Giovanni Arrighi, Ibi, p. 153.

⁶⁴⁸ Ibid.

qui permet au Japon de connaître un boom économique démesuré. Le pays remet en marche ses usines pour produire des uniformes militaires, des munitions, et même des navires de guerre. Cette dynamique génère une croissance rapide et soutenue, propulsant le Japon au rang de superpuissance économique. De nombreux Japonais trouvent de l'emploi, et une multitude d'usines sont construites pour répondre aux besoins militaires. Parallèlement, les États-Unis commencent à lever les restrictions économiques imposées au Japon après la Seconde Guerre mondiale. En 1952, l'occupation japonaise prend fin, permettant au pays de retrouver sa souveraineté. Ainsi, la réindustrialisation du Japon durant cette période illustre non seulement les ambitions stratégiques américaines, mais aussi le rôle clé que le pays a joué dans la dynamique de la guerre froide, renforçant le bloc occidental face à la menace communiste.

Le second bénéficiaire de ce plan de réindustrialisation fut l'Allemagne. Bien que sa réindustrialisation ne reposât pas sur un soutien direct à l'effort de guerre de Corée, comme ce fut le cas pour le Japon, les résultats se révélèrent tout aussi probants. L'Allemagne devint le principal bénéficiaire du plan Marshall, qui mobilisa plus de 100 milliards de dollars en valeurs actuelles. Parallèlement, les contributions militaires suivirent, intégrant l'Allemagne dans le nouvel ordre mondial. Le plan Marshall s'imposa alors comme la pièce maîtresse d'un système d'alliances et d'institutions multilatérales, conçu pour aider à la reconstruction de l'Europe et du reste du monde. La plus grande contribution à ce projet fut destinée à l'Europe de l'Ouest. Pour garantir la pérennité de cet édifice hégémonique, il était impératif d'éviter que l'Europe ne se divise en petits compartiments hostiles, comme ce fut le cas pendant le XIXe et la première moitié du XXe siècle. Une Europe unifiée et prospère constituerait une force commerciale et de consommation suffisamment grande pour rivaliser sur la scène mondiale. Ainsi, la reconstruction de l'Allemagne jouait un rôle crucial dans l'équilibre et la dynamisation du vaste marché européen, essentiel pour stimuler la consommation de masse. Après avoir déployé tous ces efforts économiques pour bâtir un monde qui s'efforçait de sortir des décombres, il semblait évident que le reste de la planète adhérerait au nouveau consensus promu par Washington. Cependant, au moment où le consensus de Washington engrangeait des succès tant sur le plan national qu'international, il devenait également l'unique responsable des inégalités de développement observées au XXe siècle. Ce processus n'était pas le résultat d'une dynamique spontanée émanant des couches populaires, comme cela avait pu être le cas durant la période victorienne. Au contraire, il s'inscrivait dans un cadre de décisions politiques

et économiques prises au sommet, souvent au détriment des équilibres locaux et des besoins spécifiques des populations concernées⁶⁴⁹.

L'économiste Robert Brenner a mis en lumière l'une des contradictions inhérentes à la dynamique économique mondiale, soulignant que les entreprises qui parviennent à rattraper leur retard deviennent de nouveaux concurrents⁶⁵⁰. Ce phénomène entraîne une intensification de la concurrence, qui, à son tour, exerce une pression à la baisse sur les profits des entreprises déjà établies. Cette règle, qui régit les effets de la concurrence sur les entreprises, s'applique également aux acteurs internationaux et, par ricochet, aux États capitalistes en compétition. Cependant, comme le note Giovanni Arrighi, cette contradiction trouve son origine dans le fait que cette pression concurrentielle fut une conséquence imprévue du projet de guerre froide soutenu par Roosevelt et Truman⁶⁵¹. Il est néanmoins difficile de croire que Washington n'avait pas anticipé un tel scénario. Il semble que ce coût ait été accepté dans le cadre d'une politique mondiale dont l'objectif principal n'était pas exclusivement économique, mais aussi social et politique : endiguer la montée en puissance soviétique, maîtriser les mouvements nationalistes et renforcer l'hégémonie des États-Unis. Ainsi, cette stratégie a créé un contexte où, malgré les succès initiaux, l'élargissement du capitalisme et l'extension des États-Unis en tant que puissance mondiale ont généré des tensions internes et externes. Ces tensions, exacerbées par la dynamique concurrentielle, ont fini par miner les fondements même de l'hégémonie américaine, exposant les contradictions au cœur d'un système qui devait, en théorie, promouvoir stabilité et prospérité à l'échelle mondiale⁶⁵².

Cependant, le nouvel État-providence guerrier devait impérativement réaliser ses objectifs sociaux, qui constituaient le fondement même de l'adhésion des membres de la communauté mondiale au nouveau consensus. Les États industrialisés bénéficiaient d'une croissance rapide, d'une amélioration du niveau de vie, d'un ralentissement du chômage et d'une consommation de masse⁶⁵³. Pourtant, ils étaient les seuls véritables bénéficiaires des profits générés par l'hégémonie étasunienne. Alors que les bénéfices de cette croissance rapide augmentaient, la contestation des travailleurs s'intensifiait. Les mouvements de grève généralisés exprimaient la revendication d'une plus grande participation au bien-être social et de droits renforcés. Cette dynamique opposait salariés et dirigeants d'entreprises, exerçant une

⁶⁴⁹ Ibid.

⁶⁵⁰ Ibid, p. 156.

⁶⁵¹ Ibid.

⁶⁵² Ibid.

⁶⁵³ Ibid.

forte pression à la baisse sur les profits⁶⁵⁴. La concurrence accrue entre les pays capitalistes jouait un rôle essentiel dans cette pression, notamment avec le renouvellement des appareils industriels du Japon et de l'Allemagne, qui devenaient des concurrents directs de Washington. La croissance économique rapide du Japon dans les années 1980 nourrissait des craintes considérables à Washington. En parallèle, une seconde vague de pression émanait de la puissance sociale du travail, renforcée par les politiques de plein emploi et de consommation de masse. Cette double pression sur le système économique a conduit à la crise systémique de la rentabilité, qui, bien que préoccupante, ne devait pas nécessairement déboucher sur une crise d'hégémonie, un élément marquant de cette période troublée des années 1970.

La crise de l'hégémonie se manifeste au moment où l'État-providence guerrier devait résoudre les problèmes de rentabilité au sein des pays du Sud, où l'État hégémonique peinait à atteindre ses objectifs politiques et sociaux, tels que promis par Truman lors de son discours d'investiture en 1949. Les pays du Sud, confrontés à la désillusion des promesses du *Fair Deal*, avaient néanmoins tenté de s'accommoder au modèle censé favoriser leur développement⁶⁵⁵. Les nations tiers-mondistes intensifièrent leurs efforts d'industrialisation, aspirant à une convergence avec le Nord dans ce domaine. Cependant, cette convergence restait limitée, et ces pays se retrouvaient à subir les coûts de l'industrialisation sans en récolter les bénéfices. Les emprunts répétitifs auprès des organisations financières internationales les plaçaient rapidement sous le contrôle des programmes d'ajustement structurel⁶⁵⁶. Le responsable de la Banque mondiale en 1970 a finalement reconnu que la hausse du produit national brut (PNB) n'avait pas conduit aux améliorations escomptées dans les pays du Sud. Au contraire, ces derniers durent résister aux conséquences néfastes de la thérapie de choc promue par Jeffrey Sachs, qui visait à réformer rapidement les économies en difficulté, mais souvent avec des résultats décevants.

L'échec politique de l'hégémonie étasunienne se manifeste de manière particulièrement marquante dans le contexte de la guerre du Vietnam, un conflit largement impopulaire qui, malgré tout, avait initialement soutenu l'adhésion des partenaires européens et australiens. L'engagement américain dans ce conflit, opposant le Nord-Vietnam communiste au Sud-Vietnam allié aux Occidentaux, représente l'un des choix stratégiques les plus contestés tant

⁶⁵⁴ Luiz Carlos Bresser-Periera, op. cit.

⁶⁵⁵ Ibid.

⁶⁵⁶ Philippe S. Golub, " De la dette comme outil de l'hégémonie ", In, *L'Atlas du Monde diplomatique*, 2003, pp. 100-101.

sur le plan économique que politique. Une victoire des États-Unis au Vietnam aurait pu renforcer leur statut en tant que puissance militaire dominante, étant donné que leur budget de défense était trois fois supérieur à celui de l'Union soviétique. Cependant, une telle victoire n'aurait pas résolu les problèmes économiques liés à l'engagement militaire direct des États-Unis entre 1964 et 1973, ce qui soulève des questions sur la pertinence d'une telle campagne. Plus préoccupant encore, la défaite n'était pas une option envisageable, car elle aurait signifié l'échec de la politique hégémonique fondée sur l'idéologie trumanienne, qui visait à contenir le communisme et à prévenir sa propagation dans les nations postcoloniales. Pour contrer la prolifération du communisme en Asie du Sud-Est, les États-Unis ont engagé d'énormes ressources économiques, matérielles et humaines. Selon le *think tank* Statista, les dépenses militaires américaines ont augmenté de près de 75 % entre 1964 et 1975, principalement en raison de l'engagement au Vietnam⁶⁵⁷. Cette hausse a été catalysée par l'autorisation du Congrès d'entreprendre des actions militaires directes après l'incident du golfe du Tonkin, révélant ainsi une ambition géopolitique guerrière dissimulée. Entre 1960 et 1970, les dépenses militaires au Vietnam ont été estimées à plus de 400 milliards de dollars, tandis que le produit national brut (PNB) des États-Unis est passé de 506 milliards à 982 milliards de dollars durant la même période. Cet investissement massif illustre non seulement les enjeux stratégiques de l'époque, mais aussi les conséquences économiques et politiques désastreuses qui allaient contribuer à la crise d'hégémonie américaine, remettant en question la capacité des États-Unis à maintenir leur influence dans le monde.

L'aide militaire américaine pendant la guerre du Vietnam a entraîné des conséquences profondes sur l'économie et la politique intérieure des États-Unis. En effet, les dépenses militaires engagées dans ce conflit étaient considérables, dépassant celles de la Seconde Guerre mondiale (86 milliards de dollars) et de la guerre de Corée (69 milliards de dollars). Plutôt que d'augmenter les impôts pour compenser le coût social de cette guerre, l'administration américaine a choisi de maintenir une politique budgétaire stable, ce qui a contribué à une inflation galopante, estimée à 3,6 % en 1968. John F. Kennedy, alors sénateur, avait anticipé les coûts de cette action militaire en termes de vies humaines et de dépenses. Une fois président, il a décidé d'augmenter le nombre de conseillers militaires au Vietnam, faisant passer leur effectif de 9 000 à 11 000⁶⁵⁸. À un moment donné, environ 40 % des 8,7 millions de membres

⁶⁵⁷ Les données fournies par ce *think tank* sont évaluées en cours du dollar actuel, elles établissent les dépenses de la guerre du Vietnam à 47 milliards de dollars en cours actuel,

<https://www.statista.com/statistics/1334878/vietnam-war-key-inflation-budget-deficit/>.

⁶⁵⁸ Ibid.

du personnel militaire américain étaient stationnés en Asie du Sud-Est, et au moins 2 % de ce personnel a perdu la vie dans ce conflit. L'augmentation des dépenses militaires, couplée à une inflation galopante et à un nombre croissant de morts, a alimenté une vague de contestation aux États-Unis. En 1970, près de 204 grandes manifestations contre la guerre ont été enregistrées, et une majorité d'Américains (environ 60 %) se sont déclarés opposés à la poursuite du conflit, tandis que seulement 22 % le jugeaient légitime. Les conséquences de cette guerre, tant sur le plan budgétaire que social, sont devenues insoutenables. Les États-Unis ont enregistré un déficit budgétaire de -2,9 %, reflet des dépenses militaires combinées à celles nécessaires pour contrer les mouvements de contestation. Cette pression budgétaire a été exacerbée par l'inflation qui a frappé le pays en 1973, une inflation en grande partie causée par l'embargo pétrolier imposé par les États arabes en réponse au soutien des États-Unis à Israël durant la guerre israélo-arabe au Moyen-Orient. Face à cette situation, le président Nixon a dû prendre des mesures drastiques, notamment la liquidation du système de Bretton Woods pour tenter de sauver l'économie américaine. Cette décision a entraîné une rupture de confiance entre les États-Unis et leurs partenaires financiers, marquant un tournant dans l'ordre économique mondial et illustrant l'échec d'une politique étrangère qui avait été légitimée jusqu'alors par ses performances économiques et son approche keynésienne⁶⁵⁹.

B. Une relance économique inadaptée

Dans les années 1979-1980, le capitalisme mondial a connu une transformation radicale, marquée par une crise qui a mis fin à la période fordiste. Cette crise a donné naissance à un système financier jugé inadapté aux exigences de l'environnement international. Ce nouveau système économique s'est construit sur un arrangement déformé, reposant sur la création de richesses financières artificielles, déconnectées de la richesse réelle et de la production de biens et de services. Cela a conduit à l'émergence du néolibéralisme, soutenu idéologiquement par des partisans de l'économie néoclassique et politiquement par une classe dirigeante composée de banquiers, de financiers, de traders et de technocrates. Cette classe politique, peu légitime aux yeux du peuple, n'avait pas de comptes directs à rendre pour la mise en œuvre de politiques monétaires restrictives.

⁶⁵⁹ Philippe S. Golub, " La fin de la Pax Americana ? ", In, *Revue Internationale et Stratégique*, 2008/4 (N° 72), pp. 141-150.

Le principal objectif de ce nouveau système économique a été de déconstruire les fondements du modèle fordiste, qui reposait sur des politiques économiques et monétaires keynésiennes. Ce modèle avait non seulement résisté à la Grande Dépression des années 1930, mais avait également contribué à la construction d'un État-providence universel, grâce à la création d'institutions financières internationales lors de la conférence de Bretton Woods. De nombreux économistes soulignent que cette période de transition a engendré des désastres tant au niveau de l'économie nationale américaine qu'international, en raison de l'interdépendance croissante de l'économie américaine avec celles des autres nations, comme l'a souligné Bruce Cumings⁶⁶⁰. La crise a révélé les fragilités d'un système qui, tout en étant soutenu par des idéologies économiques nouvelles, s'est souvent éloigné des réalités sociales et productives, conduisant à des inégalités croissantes et à des tensions économiques globales. Ce tournant néolibéral a ainsi remodelé les relations économiques internationales et a imposé des défis majeurs aux États et aux sociétés, qui ont dû s'adapter à cette nouvelle donne économique⁶⁶¹. Certes, la crise qui se profilait n'allait pas être de plus grande ampleur que la Grande Dépression, mais elle allait cependant mettre fin à l'édifice d'un système qui avait contribué largement à la construction de la réputation des États-Unis. Pereira fait remarquer que :

Alors que l'âge d'or était caractérisé par des marchés financiers réglementés, la stabilité financière des taux élevés de croissance et une réduction des inégalités, l'inverse s'est produit dans les années néolibérales : les taux de croissance ont chuté, l'instabilité financière a fortement augmenté, privilégiant principalement les deux pour cent des plus riches de chaque société nationale. Bien que la réduction des taux de croissance et de profit qui a eu lieu dans les années 1970 aux États-Unis ainsi que l'expérience de la Grande Dépression ou la crise financière mondiale actuelle (2008), ces nouveaux faits historiques ont suffi à provoquer l'effondrement du système de Bretton-Woods et à déclencher la financiarisation et la contre-révolution monétaire néolibérale ou néoconservatrice. Ce n'est pas un hasard si les deux pays développés qui, dans les années 1970, affichaient les pires résultats économiques – les États-Unis et le Royaume-Uni – sont à l'origine du nouvel arrangement économique et politique. Aux États-Unis après la victoire de Ronald Reagan à l'élection présidentielle de 1980, nous avons vu l'accession au pouvoir d'une coalition politique de rentiers et de financiers parrainant le néolibéralisme et pratiquant la financiarisation, à la

⁶⁶⁰ Bruce Cumings, "Global Realm with No Limit, Global Realm with No Name," *Radical History Review*, 57 (1993), pp. 47-8. Cité par : Giovanni Arrighi, op. cit., p. 175.

⁶⁶¹ Ibid.

place de la vieille coalition professionnelle-capitaliste de hauts dirigeants d'entreprises, de la classe moyenne et du mouvement syndical qui caractérisait la période fordiste⁶⁶².

Il est difficile d'assigner une seule cause à l'origine de la contre-révolution monétaire qui a débuté dans les années 1980, car les causes sont multiples, même si elles ne sont pas de même valeur. Quoique variées, certaines d'entre elles s'avèrent plus déterminantes, et en les conjuguant, on parvient à saisir les forces ayant conduit à la double crise de légitimité et d'hégémonie. Dans les années qui ont précédé le boom des années 1960, les politiques monétaires et fiscales américaines avaient tendance à repousser la masse croissante de capitaux accumulés par le biais de la finance⁶⁶³. Malgré leurs effets positifs sur la compétitivité du secteur manufacturier étasunien, ces politiques avaient créé des conditions d'accumulation qui ne profitaient ni à l'État américain, ni à son capital. Cette accumulation bénéficiait toutefois au marché européen, nouvellement créé par l'initiative américaine. La concurrence posée par l'eurodollar s'explique par le fait que les pays communistes, méfiants à l'égard des États-Unis, avaient placé leurs avoirs sur les marchés européens⁶⁶⁴. Parallèlement, les activités *offshores* des banques et des multinationales américaines suivaient la même tendance, car les conditions de réinvestissement dans la production étaient moins favorables aux États-Unis, en raison des revendications ouvrières. Celles-ci exigeaient des augmentations salariales après l'accord de 1948 entre les Travailleurs unis de l'automobile et les entreprises automobiles, qui devaient garantir des hausses conformes à la productivité, même en période d'inflation⁶⁶⁵. Ainsi, les entreprises américaines se déplaçaient vers le continent européen, moins soumis aux pressions générées par les nombreuses revendications des travailleurs américains. Cette pression horizontale, engendrée par une intense concurrence entre les entreprises américaines et européennes, se conjugait avec la pression verticale provenant des revendications des travailleurs, créant des conditions favorables pour les investisseurs américains, qui pariaient de plus en plus sur l'euromonnaie, au détriment du système de parité de change fixe, minant ainsi la stabilité de ce dernier. Une fois que ce système s'est effondré, la masse croissante de liquidités contrôlée par des acteurs privés est devenue concurrente des acteurs étatiques américains en matière de production de monnaie et de crédit. Les conditions de la lutte étaient clairement engagées, et il restait à déterminer qui allait l'emporter.

⁶⁶² Ibid.

⁶⁶³ Giovanni Arrighi, op. cit, p. 156-161.

⁶⁶⁴ Les Eurodollars sont des dépôts à terme libellés en dollars, déposés auprès d'une banque établie hors des États-Unis. Étant hors de la juridiction américaine, ils permettent des marges plus grandes. Ce marché est devenu plus important que le marché domestique américains après la crise des années 1960

⁶⁶⁵ Giovanni Arrighi, op. cit.

Après l'abandon du système de parité des taux de change fixes, un vaste boulevard s'est ouvert pour la financiarisation du capital, ce qui a considérablement accru les risques et les incertitudes associés aux activités industrielles et commerciales. Multinationales, banquiers et financiers ont exploité cette opportunité pour générer d'énormes profits grâce à un capital en constante fluctuation⁶⁶⁶. Parallèlement, les luttes entre les travailleurs et les entreprises se sont révélées être une bataille perdue d'avance. Aux États-Unis, les salaires réels ont chuté, sous l'effet conjugué de l'automatisation, des pressions concurrentielles liées à la mondialisation et de la hausse des prix. Cependant, le bouleversement majeur – et le rééquilibrage de la lutte économique – provient de la montée en puissance du Sud, longtemps défavorisé par les anciennes puissances impériales à travers l'exportation de matières premières. La perte de légitimité des États-Unis après la guerre du Vietnam a joué un rôle crucial dans ce rééquilibrage. En sortant discrédités de ce conflit, les États-Unis ont démontré aux pays du Sud qu'ils ne pouvaient plus exercer leur rôle de gendarme mondial avec la même autorité. La dévaluation du dollar s'est accompagnée de cette perte de crédibilité, incitant les pays du Sud à se montrer plus exigeants dans les négociations sur les prix des matières premières, notamment le pétrole. L'embargo pétrolier imposé par l'OPEP aux États-Unis, après la guerre israélo-arabe et la défaite d'Israël lors de la guerre du Kippour, a renforcé cette position. En réaction, les pays arabes ont cherché à protéger leurs partenaires de l'OPEP contre la dévaluation du dollar en multipliant par quatre le prix du brut. Comme l'a si bien rappelé l'historien Adam Tooze dans le magazine *Foreign Policy* :

Les années 1970 ont aussi vu un rééquilibrage de l'économie mondiale, qui avait longtemps favorisé les grandes puissances par rapport aux exportateurs de matières premières récemment décolonisés. Le boycott pétrolier de l'OPEP a sans aucun doute été un choc, mais pourrait être interprété comme une correction attendue depuis longtemps de ses déséquilibres fondamentaux. [...] Les années 1970 ont été une époque où de nombreuses élites économiques et occidentales ont perdu leur emprise sur le contrôle après avoir échoué à dissiper suffisamment les forces de l'opposition à la fois chez elles et dans le monde en général⁶⁶⁷.

La combinaison de ces facteurs n'a fait qu'aggraver l'inflation galopante. Les États-Unis ne parvenaient plus à contrôler les marchés financiers mondiaux, désormais dominés par

⁶⁶⁶ Ibid.

⁶⁶⁷ Adam Tooze, "The 1970s Weren't What You Think": Today's repertoire of economic policy is a distillation of the traumatic experience of that decade, but its results were far from unambiguous, *Foreign Policy Magazine*, 2022, pp. 44-48.

des entreprises privées et une masse de liquidités échappant au contrôle du dollar. Ces capitaux se dirigeaient vers les marchés européens et privés, sans bénéficier ni au capital ni à l'État américain. Comme le souligne Arrighi :

Auparavant les pays autres que les États-Unis devaient maintenir leur balance des paiements à l'équilibre. Il leur fallait « gagner » l'argent qu'ils souhaitent dépenser à l'étranger. Dorénavant ils avaient la possibilité de l'emprunter. La liquidité étant apparemment susceptible de connaître une expansion infinie, les pays jugés dignes d'emprunter n'avaient plus de contrôles extérieurs de leurs dépenses à l'étranger. [...]. Dans ces conditions, un déficit de la balance des paiements ne mettait plus automatiquement un frein à l'inflation domestique. Les pays en déficit pouvaient emprunter indéfiniment à cette machine qui produisait de la liquidité comme par magie. [...] Sans surprise, l'inflation mondiale continue de s'accélérer au cours de cette décennie, et la peur d'un effondrement du système de la banque privée se fait toujours plus forte. Les dettes étaient de plus en plus « remises à une date ultérieure », et un certain nombre de pays pauvres sombraient dans une flagrante insolvabilité⁶⁶⁸.

Ces déséquilibres du système monétaire, qui ne profitaient ni à l'État américain ni au capital national, poussèrent le gouvernement à adopter des politiques strictes et agressives, en menant une concurrence acharnée contre les nouveaux acteurs de la finance et les eurodollars. La rareté des liquidités en dollars s'accroît, car le système n'était plus alimenté, et les taux d'intérêt furent portés à des niveaux records pour encourager les investissements locaux et réévaluer le dollar. En octobre 1979, sous la direction de Paul Volcker, président de la Réserve fédérale nommé par Jimmy Carter, une posture plus rigoureuse fut adoptée avec une augmentation du taux des fonds fédéraux à 19 %⁶⁶⁹. Volcker parvint à juguler l'inflation en raréfiant l'accès au crédit. L'objectif de cette initiative n'était pas seulement de combattre l'inflation, mais aussi de mettre fin à ce que Dornbusch appelait « l'argent démocratique »⁶⁷⁰. En infligeant ce choc brutal entre 1979 et 1980, la Fed démontra, selon Dornbusch, qu'elle était au-dessus des groupes d'intérêts et qu'elle ne se laisserait pas influencer par l'opinion publique. Toutefois, cette analyse est partielle, car la Fed n'a fait que protéger les intérêts des investisseurs nationaux, des épargnants, et des propriétaires d'entreprises, tous préoccupés par l'inflation.

Cependant, cette contre-révolution-monétaire n'était pas sans conséquences graves sur le système financier mondial. Au début des années 1980, la croissance s'est largement

⁶⁶⁸ Giovanni Arrighi, *Adam Smith à Pékin, les promesses de la voie chinoise*, op. cit, p. 159.

⁶⁶⁹ Ibid.

⁶⁷⁰ Ibid.

effondrée. Plusieurs secteurs industriels dynamiques ont été rendus non compétitifs par la hausse des taux d'intérêts et celle des taux de change. Le chômage atteignait des niveaux records qui devaient rappeler la fièvre des années 1930. Et comme le notait la Première ministre britannique Margaret Thatcher, « There Is no alternative », ce qui ne manquait pas de plaire aux milieux conservateurs. Rappelait-elle « si les luttes des années 1970 s'étaient poursuivies, le résultat aurait été un glissement vers une inflation toujours plus rapide et des menaces pour le statu quo institutionnel⁶⁷¹ ». La Première ministre britannique distille comme idée qu'il était impératif que l'ordre de la guerre froide survive, quel que soit le modèle financier, politique et brutal soit-il, sur lequel ce dernier devait reposer. Pour ce faire, une guerre était ainsi menée dans l'État contre les vecteurs de l'inflation, ainsi qu'à l'extérieur contre les forces soviétiques du socialisme politique. Certes, le choc avait permis un rééquilibrage de l'économie mondiale et de sa balance des paiements offrant à l'argent démocratique de fructifier dans les économies privées, mais les politiques américaines et britanniques du couple Reagan et Thatcher avaient sur l'hôtel de la fausse fortune sacrifié l'édifice de la *Pax Americana*.

Avec la crise des années 1979-1980, les États-Unis ne pouvaient plus maintenir la « paix américaine » qui avait permis 25 ans de prospérité économique et sociale pour une grande partie des nations. Alors qu'ils étaient auparavant les premiers créanciers du monde, ils devinrent, après 1980, les premiers débiteurs. La solution proposée par les nouveaux acteurs financiers arrivés au pouvoir fut d'externaliser les déficits économiques et financiers en s'appuyant sur le dollar. Ce dernier permit de financer la croissance et la consommation des ménages grâce à l'afflux de capitaux extérieurs. L'effondrement du système de parité de change fixe, qui marqua la fin des accords de Bretton Woods, offrit aux États-Unis l'opportunité d'exploiter leur position dominante. Ils purent ainsi exporter leurs déséquilibres macroéconomiques, en transférant à l'économie mondiale le poids des ajustements que leur déficit de balance des paiements aurait normalement exigé, se consolidant ainsi comme le premier débiteur mondial⁶⁷².

La bataille entre les pays en voie de développement et les nations capitalistes n'a pas tourné en faveur des premiers. Le fardeau des ajustements monétaires successifs opérés par les États-Unis fut principalement supporté par les pays les plus vulnérables. Un exemple marquant est la crise de la dette mexicaine de 1988, provoquée par une hausse brutale des taux d'intérêt

⁶⁷¹ Adam Tooze, op. cit.

⁶⁷² Philippe S. Golub, « De la dette comme outil de l'hégémonie », op. cit.

réels et de la valeur du dollar entre 1979 et 1982. Les responsables américains, pour leur part, ne manquaient pas de se réjouir de cette situation, qui leur était profitable, mais qui imposait des difficultés considérables aux autres économies. Le secrétaire au Trésor, John Connally, à l'origine de la décision de Nixon de rompre avec l'étalon or/dollar en 1971, résumait bien cette position en rappelant à une délégation européenne en visite à Washington : « Le dollar, c'est notre monnaie, mais c'est votre problème⁶⁷³ ». Ce passage reflète le cynisme avec lequel les États-Unis ont profité de leur position dominante tout en externalisant les conséquences de leurs choix économiques sur le reste du monde.

Lorsque la puissance hégémonique s'écarte des règles qu'elle a elle-même établies, les autres États se retrouvent sans mécanismes de discipline. L'hégémonie américaine s'est ainsi transformée en une domination sans consensus, où la nation la plus puissante de la structure mondiale adoptait un comportement de racketteur. Le Japon et l'Europe, autrefois bénéficiaires de la révolution monétaire de Truman et devenus les principaux créanciers mondiaux, se sont retrouvés contraints de financer une dette américaine en pleine expansion. Ces pays, qui avaient profité de la protection militaire et politique des États-Unis, se voyaient désormais obligés de contribuer financièrement. Washington exerçait une pression directe sur le Japon pour qu'il « se montre moins compétitif⁶⁷⁴ », et qu'il accepte des réductions volontaires de ses exportations, une stratégie sans précédent dans l'histoire du commerce international. Parallèlement, les États-Unis intensifièrent leur rivalité avec l'Union soviétique en se lançant dans une nouvelle course aux armements. Pour affaiblir à la fois l'URSS et le tiers-monde, ils n'hésitèrent pas à soutenir des acteurs dangereux : des dictateurs tels que Saddam Hussein et des fondamentalistes religieux comme Oussama Ben Laden. En somme, les États-Unis commencèrent non seulement à faire payer leurs alliés pour la protection qu'ils leur offraient, mais aussi à créer des menaces auxquelles ils apporteraient ensuite une solution, consolidant ainsi leur domination sur la scène mondiale.

Non seulement les États-Unis n'étaient plus en mesure de maintenir une hégémonie économique bénéfique pour l'ensemble de la gouvernance mondiale, mais le statut de "gendarme du monde" qu'ils s'étaient auto-attribué perdait peu à peu son sens. Cela s'est d'abord manifesté par l'échec au Vietnam, suivi de la débâcle en Irak sous l'administration Bush. Dès lors, les États-Unis n'étaient plus perçus comme la solution aux crises du système

⁶⁷³ Philip S. Golub, « La fin de la Pax Americana », op. cit.

⁶⁷⁴ Giovanni Arrighi, *Adam Smith à Pékin, les promesses de la voie chinoise*, op. cit, p. 260.

international, mais plutôt comme la source des problèmes que les autres acteurs de la scène mondiale devaient affronter. L'insécurité s'est intensifiée dans l'environnement international, car la protection américaine devenait de plus en plus rétroactive et inefficace. La politique étrangère déployée par l'administration Bush, notamment dans le cadre de la guerre en Irak, n'a fait qu'accélérer la fin de la *Pax Americana*, cette période de paix relative sous l'égide des États-Unis, qui avait caractérisé l'ordre mondial d'après-guerre. Le rôle stabilisateur qu'ils avaient auparavant joué s'est progressivement mué en facteur de déstabilisation, conduisant à une perte de légitimité à la fois sur le plan militaire et économique.

II. Les prétentions guerrières des États-Unis et les conséquences désastreuses sur l'équilibre international

Tel que nous l'avons démontré dès le départ, l'essence même de l'hégémonie réside dans sa capacité à concentrer tous les attributs de la puissance pour ensuite les redistribuer à l'échelle internationale, de manière à en faire bénéficier les autres acteurs du système. Ce mécanisme génère une « inflation de pouvoir » qui confère à l'hégémon une légitimité, puisque son leadership repose non pas sur la domination brute, mais sur une forme de bienveillance éclairée. À l'inverse, lorsque l'hégémon n'est plus capable de redistribuer équitablement ces attributs de puissance, sa position se dégrade. Son leadership ne se perçoit plus comme bienveillant, mais comme exploitant. Cette transition vers une « déflation de puissance » est le signe d'une domination qui s'effrite et se transforme en une exploitation pure et simple. C'est cette dynamique qui caractérise l'attitude des États-Unis lorsque leur hégémonie s'amenuise. Ils ne peuvent plus incarner le rôle d'un leader généreux et stabilisateur, mais deviennent un acteur dont les actions sont perçues comme intéressées et unilatérales, accentuant ainsi leur perte de légitimité sur la scène internationale.

Comme l'avait souligné Paul Kennedy, les capacités économiques sont essentielles pour maintenir une position dominante à l'échelle internationale. Or, les États-Unis avaient perdu cette assise économique nécessaire pour préserver leur hégémonie. Leur domination sur l'économie mondiale a progressivement décliné face à l'émergence de nouveaux pôles économiques en Asie et en Europe, pôles dont la croissance avait été favorisée, paradoxalement, par les projets de reconstruction impulsés par Roosevelt et Truman. Certes, les États-Unis continuaient à irriguer le monde via le dollar, mais la concurrence accrue des marchés étrangers contraignait le gouvernement américain à restreindre la circulation du dollar, seule monnaie d'échange internationale, en augmentant les taux d'intérêt sous l'impulsion de

la Fed⁶⁷⁵. Sur le plan militaire, les États-Unis demeuraient la première puissance mondiale, notamment grâce à leurs investissements massifs dans les technologies militaires de pointe. Toutefois, contrairement à l'Empire britannique, qui pouvait projeter sa puissance à travers ses colonies au cours de l'époque victorienne, l'Amérique n'avait pas de colonies pendant son hégémonie. Les rares interventions militaires dans lesquelles elle s'est engagée sérieusement ne furent pas des réussites, comme en témoignent les échecs au Vietnam et en Irak. Face à ce déclin économique et à une hégémonie déclinante, les États-Unis devaient redéfinir leur rôle mondial. Ainsi, la puissance qui avait autrefois contribué à la prospérité du second âge d'or du capitalisme s'est vue contrainte de transformer son leadership en une « domination sans hégémonie ». Cette transition marquait l'entrée dans une phase où l'exercice du pouvoir ne reposait plus sur le consentement et l'influence bienveillante, mais sur une forme de tyrannie internationale, marquée par une exploitation accrue des autres acteurs, souvent au détriment de l'équilibre global.

L'une des images sinistres qui traduit ce nouveau statut d'« État racket » est celle exprimée par Colin Powell, alors secrétaire d'État américain, qui notait que les États-Unis devaient se comporter comme « la brute du quartier ». Il affirmait d'une manière réconfortante que le reste du monde se devait d'accepter cette situation de bon cœur, car « on peut avoir confiance dans le fait que [les États-Unis] n'abusent pas de ce pouvoir⁶⁷⁶ ». Pourtant, durant les périodes qui ont suivi, nous avons assisté à un déferlement de violence de la part des États-Unis en Afghanistan, en Irak et, plus récemment, en Libye. Cela a engendré un climat d'insécurité dans l'ensemble de la région du Moyen-Orient, mais aussi à l'échelle du système international. On peut donc se demander pourquoi une telle attitude belliqueuse a émergé après avoir assuré une protection qui semblait profitable au système international à l'issue de la Seconde Guerre mondiale ?

Pour comprendre ce comportement agressif des États-Unis, que l'on observe d'abord avec l'administration Reagan, avant de s'étendre aux administrations Bush et Clinton, il faut se référer à la définition que donne l'historien Charles Tilly de la protection. Ce dernier considère que les gouvernements « se distinguent des autres organisations criminelles par leur tendance à monopoliser les moyens concentrés d'exercice de la violence⁶⁷⁷ ». Ainsi, cette tendance se

⁶⁷⁵ Ibid, pp. 161-165.

⁶⁷⁶ Ibid, p. 225.

⁶⁷⁷ Charles Tilly, "War Making and State Making as Organized Crime", In *Bringing the State Back In* edited by Peter Evans, Dietrich Rueschmeyer, and Theda Skocpol (Cambridge: Cambridge University Press, 1985), pp. 170-186.

manifeste à travers quatre activités distinctes : la protection, la construction de l'État, la guerre et l'extraction. En ce qui concerne la protection, elle représente le « produit » le plus caractéristique des activités gouvernementales. Selon Tilly, la protection revêt deux aspects : d'une part, elle évoque l'image rassurante d'un puissant allié, capable de nous mettre à l'abri des dangers ; d'autre part, elle renvoie à une image plus « sinistre », celle d'un racket, où une brute contraint les commerçants à lui verser un tribut pour éviter les dommages qu'elle menace, de manière tacite ou explicite, de leur infliger⁶⁷⁸. La protection dépend ainsi de notre perception de la réalité et de la manière dont la menace est extériorisée. Le racketteur se distingue du bienfaiteur en ce sens que le premier crée le danger, puis exige un tribut plus élevé en échange de sa protection contre une menace qu'il a lui-même engendrée. En revanche, le bienfaiteur apporte son soutien pour éradiquer une menace qu'il n'a pas causée, tout en demandant une rétribution bien inférieure à celle du racketteur. À la lumière de cette analyse de Tilly, la protection offerte par les États-Unis depuis la fin de la Pax Americana peut être assimilée à un véritable « racket de protection ». Il souligne que :

Dans la mesure où les menaces contre lesquelles un gouvernement donné protège ses citoyens sont imaginaires ou constituent des conséquences de son action, ce gouvernement met en place un racket de protection. Puisqu'il est fréquent que les gouvernements simulent, voire fabriquent la menace extérieure d'une guerre, et que leurs actions répressives et extractives sont souvent les plus grandes menaces qui pèsent sur la vie de leurs citoyens, de nombreux gouvernements procèdent exactement de la même façon que les racketteurs. Il existe, bien sûr, une différence : d'après la définition habituelle, les racketteurs agissent sans la bénédiction des gouvernements⁶⁷⁹.

Ce racket a débuté avec la présidence de Truman. À cette époque, les autres acteurs ont accepté que les Américains soient les détenteurs légitimes des moyens nécessaires à leur protection. Ces moyens mobilisent à la fois les ressources naturelles et les ressources humaines. Il était donc impératif pour l'État mondial de détenir toutes les ressources possibles afin d'assurer sa sécurité tant à l'intérieur qu'au-delà de ses frontières. Ce statut de « gendarme du monde » a justifié les guerres d'agression engendrées par les États-Unis après le second âge d'or du capitalisme, sous le prétexte, à peine voilé, d'interventions militaires. La fonction d'une gendarmerie est naturellement d'intervenir dans les frontières délimitées de l'État-nation. Cependant, depuis la doctrine Monroe, les Américains considèrent l'ensemble des États du

⁶⁷⁸ Ibid.

⁶⁷⁹ Ibid.

monde comme faisant partie de leur territoire stratégique, ce qui justifie leurs interventions de gendarmerie. Suivant cette logique, la plupart d'entre elles devaient être soutenues par le système des Nations Unies. Dans cette perspective, les États-Unis ont contraint les membres du système onusien qui avaient bénéficié de leur protection à financer les futurs projets impériaux. La première guerre en Irak a été l'occasion de soumettre cette exigence, qui a finalement été satisfaite. Les Nations Unies étaient implicitement obligées d'accorder une légitimité à cette guerre menée par Bush (père), dont l'objectif était de défaire Saddam Hussein, que les Américains avaient pourtant soutenu dans sa guerre contre l'Iran. L'administration Bush a réussi à extraire de ses clients les plus riches une somme de 54,1 milliards de dollars en contributions financières, provenant notamment de l'Arabie Saoudite, du Koweït, des Émirats arabes unis, de l'Allemagne et, par-dessus tout, du Japon⁶⁸⁰.

Tandis que le contribuable américain n'injectait qu'une modeste somme de 7 milliards de dollars, la contribution du Japon représentait près du double, atteignant 13 milliards de dollars. Tous ces pays devaient ainsi contribuer à financer une protection contre un danger qu'ils n'avaient pas créé. C'est à ce niveau que la définition du racket de protection proposée par Tilly prend véritablement tout son sens. Alors que les États-Unis devaient perpétuer cette nouvelle forme de gangstérisme pour les années à venir, la secrétaire d'État du président Clinton, Madeleine Albright, se réjouissait de présenter les États-Unis comme « une nation indispensable⁶⁸¹ ».

Le racket de protection se manifeste toujours à travers la politique étrangère de l'administration Biden. Depuis 2014, les États-Unis ont soutenu des révolutionnaires néo-nazis en Ukraine, orchestrant un coup d'État déguisé en révolution (mouvement EuroMaïdan) contre le président pro-russe Slobodan Ianoukovitch, afin de substituer un gouvernement favorable à Washington. Tout cela a été accompli en promettant aux responsables ukrainiens une intégration de leur pays dans l'Union européenne et dans l'OTAN, pour se protéger de la colère de Vladimir Poutine. Cette tactique, peu payante pour l'Ukraine, a entraîné le pays dans un conflit militaire avec la Fédération de Russie en 2022, conduisant l'UE à soutenir l'Ukraine militairement et économiquement. Cependant, ce soutien ne permet pas de répondre efficacement à une menace engendrée par les Américains, incapables de soutenir durablement l'effort de guerre. En période électorale, il est difficile pour l'administration Biden de

⁶⁸⁰ Giovanni Arrighi, op. cit, p. 258.

⁶⁸¹ Ibid, p. 259.

convaincre le Congrès qu'un investissement supplémentaire en Ukraine serait profitable à l'intérêt national des États-Unis – un défi déjà rencontré par le président George W. Bush lorsqu'il a dû persuader le Congrès de soutenir son effort de guerre en Irak. Le caractère du racket se fait encore plus sentir lorsque les Américains soutiennent et « commanditent » la destruction du pipeline russe Nord Stream 2, qui devait alimenter l'Europe en gaz à bas prix, en le remplaçant par leur gaz naturel liquéfié (GNL). Bien que le GNL soit bon marché, il impose des coûts plus élevés à l'Europe, jusqu'à quatre fois plus cher. En réponse à ce racket orchestré par son allié américain, le président français Emmanuel Macron souligne à un groupe d'experts industriels que, « dans le contexte géopolitique actuel, parmi les pays qui soutiennent l'Ukraine, deux catégories émergent sur le marché du gaz : ceux qui paient cher et ceux qui vendent à des prix très élevés⁶⁸² ». Il renchérit en notant que : « les États-Unis sont un producteur de gaz bon marché qu'ils nous vendent à prix d'or, je ne pense pas que ce soit amical⁶⁸³ ».

Il en va de même pour la prétendue protection américaine envers ses alliés du Pacifique. Washington multiplie les provocations envers Pékin en mer de Chine du Sud, affirmant son droit à la liberté de navigation dans le Pacifique, en particulier dans les eaux revendiquées par la Chine. À ces provocations maritimes s'ajoute la récente visite à Taïwan de l'ancienne présidente de la Chambre des Représentants, Nancy Pelosi, qui a suscité la colère de Pékin envers Taipei et Washington, entraînant le déploiement des forces de l'Armée populaire de libération (APL) pour des manœuvres militaires intensifiées autour de l'île. Alors que certains craignent une invasion de Taipei par Pékin, à l'instar de l'action de Poutine en Ukraine, d'autres se demandent si Washington sera réellement en mesure de protéger Taipei face aux menaces pesant sur l'île. Plusieurs analystes expriment des doutes à cet égard, car depuis le retrait de Donald Trump du Partenariat Transpacifique (TPP), établi par son prédécesseur Barack Obama, aucune alternative sérieuse n'a été proposée aux pays asiatiques concernés⁶⁸⁴. Au contraire, c'est un pacte nébuleux et vide de sens dans le cadre économique de l'indo-pacifique qui leur a été proposé par Biden, et dont la Maison Blanche a volontiers reconnu que ce « n'est

⁶⁸² Voir, America Hernandez, (2022). “Why cheap US gas costs a fortune in Europe”: European politicians are pointing the finger at US gas sellers, but the blame lies closer to home, *Politico*, <https://www.politico.eu/article/cheap-us-gas-cost-fortune-europe-russia-ukraine-energy/>, Le 26 mars, 2024.

⁶⁸³ Ibid.

⁶⁸⁴ Kori Schake, (2023). “The Case for Conservative Internationalism “: How to Reverse the Inward Turn of Republican Foreign Policy, *Foreign Affairs*, <https://www.foreignaffairs.com/united-states/case-conservative-internationalism>, Le 26 mars, 2024.

pas un accord commercial⁶⁸⁵ ». À défaut, la Chine a exprimé son intention de remplacer les États-Unis, qui se sont engagés dans une guerre commerciale ne profitant à personne. Les restrictions « Buy American » de l'administration Biden ont porté un coup dur aux chaînes d'approvisionnement, pénalisant des entreprises étrangères comme Samsung et Toyota, qui contribuent pourtant à la création de nombreux emplois aux États-Unis. De plus, ces mesures ont aigri les alliés dont les États-Unis auront pourtant besoin dans leur lutte contre la Chine. Au grand dam de ses partenaires, Biden a conservé les tarifs douaniers instaurés par Trump, qu'il avait lui-même qualifiés de destructeurs. Dans cette section, nous examinerons la dangerosité de la diplomatie agressive des États-Unis (A), ainsi que les effets néfastes que cette diplomatie du fusil a pu avoir sur leur leadership mondial (B).

A. Une politique étrangère du marteau

À force de considérer les autres acteurs du système international comme de simples clous, la politique étrangère des États-Unis s'est résumée à cogner avec fracas, quitte à les faire plier. Cette agressivité, bien que manifeste aujourd'hui, n'est pas récente. En effet, elle a constitué le socle sur lequel s'est enraciné le consensus de Washington, fondé sur l'ouverture des marchés par la déréglementation et l'établissement d'institutions et de gouvernements dits démocratiques. S'appuyant sur la pensée kantienne d'une paix perpétuelle, les États-Unis ont, sur la base des données recueillies par leurs *think tanks* néoconservateurs, conclu que seuls les régimes démocratiques peuvent garantir la paix et la sécurité dans le monde⁶⁸⁶. Ce faisant, les États-Unis se sont engagés à mener la guerre contre les gouvernements non démocratiques qui ne respecteraient pas les principes du consensus de Washington. Si l'on aurait pu croire naïvement en la bienveillance des valeurs promues par la puissance américaine et ses partenaires otaniens, le double standard qu'ils ont souvent affiché a largement démontré que ces campagnes militaires visaient moins à instaurer la prétendue démocratie dans les États dits faillis qu'à établir une domination économique sans partage, en s'assurant le monopole des ressources naturelles par le biais de leur puissance militaire. La tragédie irakienne, qui demeure le moment le plus emblématique de l'expression de la tyrannie américaine au XXe siècle au

⁶⁸⁵ Ibid.

⁶⁸⁶ Voir avec, Dario Battistella, Jérémie Cornut et Élie Baranets, *Théories des relations internationales*, op.cit, pp. 593-632. Cette section traite des théories de la paix démocratique et fournit des données quantifiables sur des études qui légitiment le recours à la violence des régimes démocratiques contre les régimes non-démocratiques. Elle fournit aussi des données qui contredisent le postulat sur lequel repose l'idée d'une paix perpétuelle assurée par les régimes démocratiques en démontrant les absurdités d'un tel postulat.

Moyen-Orient, n'est malheureusement pas le seul exemple de ce genre. Cependant, elle a mis en lumière toute la forfaiture de l'administration Bush, qui s'exprimait au Conseil de sécurité des Nations Unies par l'intermédiaire de son Secrétaire d'État, Colin Powell. Ce dernier ne manquait pas une occasion d'agiter de fausses preuves de l'existence d'armes de destruction massive sur plusieurs sites irakiens, dans le but de légitimer une intervention militaire américaine approuvée par les Nations Unies.

Les dangereuses habitudes américaines ont la peau dure. La tragique expérience irakienne, bien qu'étant l'un des moments les plus marquants de l'expression de la fourberie, de l'hypocrisie et de l'extrême brutalité des États-Unis, révèle le vrai visage d'une puissance qui a souvent dissimulé ses atrocités derrière son contrôle des mécanismes structurant la vie internationale, tels que les médias, les intellectuels et les institutions qu'elle a contribué à établir. À ce titre, l'hypocrisie dénoncée par de nombreux hauts responsables chinois concernant la politique étrangère américaine, qualifiée de « double standard », n'a pas débuté avec Reagan, comme cela est souvent avancé. Elle ne trouve pas non plus son origine dans les prétentions des administrations Bush (père), visant à « rendre l'Irak à l'âge de pierre », ou Bush (fils), qui souhaitait remodeler le « Grand Moyen-Orient » à travers son « projet pour un nouveau siècle américain » (PNAC). En réalité, ses racines sont plus anciennes. On peut les situer scientifiquement à partir de la période de conception de ce que l'un des groupes libéraux dominants dans la doctrine américaine a nommé le projet NSC-68, qui initie la stratégie du « Grand domaine⁶⁸⁷ ». Ce vaste domaine recouvrait toutes les régions du monde ayant un intérêt économique et politique pour les États-Unis, c'est-à-dire un espace mondial hautement « stratégiquement indispensable pour s'assurer la maîtrise du monde⁶⁸⁸ ». Ce domaine comprenait au minimum l'hémisphère occidental, l'Extrême-Orient, l'ancien Empire britannique, ainsi que l'Europe de l'Ouest et du Sud, sans oublier les pays producteurs de pétrole au Moyen-Orient. Il englobait tout ce qu'il était possible de posséder, tout en assignant à certaines régions de ce domaine et aux institutions internationales des stratégies spécifiques pour garantir un contrôle effectif.

⁶⁸⁷ Noam Chomsky, *De la guerre comme politique étrangère des États-Unis*, Éditions, Éléments, 2014, p. 40. Voir aussi avec, Andrew J. Bachevich, "The Reckoning That Wasn't": Why America Remains Trapped by False Dreams of Hegemony, Dans, *Foreign Affairs*, Innovation Power: How Technology Will Reshape Geopolitics: Eric Schmidt – Lant Pritchett – Dans Wang, Mars/Avril 2023. L'auteur produit une analyse du déclin des États-Unis relatif à son refus de dépasser la période prétendument glorieuse de la Seconde Guerre mondiale et du projet NSC-68.

⁶⁸⁸ Ibid.

Là résidaient les véritables intentions de la puissance américaine, qui devaient être mises en pratique. Dans son ouvrage *De la guerre comme politique étrangère des États-Unis*, le célèbre linguiste Noam Chomsky expose de manière ostensible le véritable visage des États-Unis. Il démontre que la politique étrangère américaine s'est généralement réduite à faire de la guerre son vecteur d'influence géoéconomique et géopolitique⁶⁸⁹. Le linguiste analyse, tant en termes quantitatifs que qualitatifs, les nombreuses interventions militaires des États-Unis et de leurs partenaires de l'OTAN. La plupart de ces interventions ont été menées à des fins extractives, et souvent pour imposer un ordre économique et politique à des États ou des régions qui s'opposaient au libéralisme et au néolibéralisme occidentaux. Toutefois, le facteur le plus déterminant de cette étude n'est pas tant la quantité de conflits traités ni les justifications fallacieuses utilisées par les responsables politiques et les médias occidentaux pour légitimer ces guerres devant la communauté internationale, à travers une instrumentalisation des valeurs dites universelles. C'est plutôt sa capacité à mettre en parallèle certaines interventions avec la rhétorique qui les a accompagnées (comme au Vietnam et en Amérique latine, par exemple), en y trouvant des similitudes déconcertantes lorsqu'il confronte le discours officiel à la réalité des faits. Le tableau ci-dessous dresse une liste non exhaustive des interventions militaires des États-Unis et de leurs alliés de l'OTAN.

⁶⁸⁹ Ibid.

Tableau 2: Les interventions militaires des États-Unis et alliés de l'OTAN (1845-2019)

ANNEES	PAYS		
1846	Mexique		
1852-1853	Argentine	Nicaragua	
1853-1854	Japon	Ryūkyū et les Iles Bonin	Nicaragua
1855	Uruguay		
1859-1960	Chine	Angola	
1893-1894	Hawaii	Nicaragua	
1898-1903	Cuba et Porto Rico	Colombie	Panama
1915-1916	Haiti	République Dominicaine	
1926-1947	Nicaragua	Grèce	
1950	Porto Rico	Corée	
1953-1954	Iran	Guatemala	
1958-1961	Liban	Jordanie	Cuba
1961-1972	Vietnam	Laos	Cambodge
1965-1970	Indonésie	République Dominicaine	Oman
1973	Chili		
1975-1999	Timor Oriental		
1980-1988	Salvador	Nicaragua	
1982-1983	Liban	Grenade	
1986-1989	Libye	Philippines	
1992-1994	Somalie	Haiti	
1998-1999	Soudan	Yougoslavie	
2001-2014	Afghanistan		
2003-2011	Irak		
2003-2004	Sahara et Sahel	Sao Tomé-et-Principe	Pakistan
2008-2009	Bande de Gaza	Yémen	
2011	Côte d'Ivoire	Libye	
2014-2019	Syrie	Tchad	

Source : inspirée de Noam Chomsky, produit par l'auteur

Comme on peut l'observer, ces interventions militaires ont des origines très anciennes, remontant à 1846, lorsque les États-Unis arrachèrent au Mexique de vastes terres, notamment le Texas, à la suite

d'une décision du Congrès américain qui a conduit à ce qui sera considéré comme la guerre de Polk, alors président des États-Unis. Si, pour des exigences méthodologiques, nous ne prenons en compte que les guerres et interventions militaires survenues durant la période du nouvel ordre mondial américain, il est néanmoins pertinent de constater que la politique étrangère des États-Unis a toujours suivi un même schéma. Il est frappant de noter que ces guerres couvrent toutes les régions du monde et concernent près de la moitié des nations qui composent aujourd'hui le système des Nations Unies.

Examinons le cas du Vietnam pour comprendre comment cette région constitue l'une des clés de compréhension de la nature belliqueuse des États-Unis. Comme le démontre le discours largement répandu, l'engagement américain au Vietnam fut un cuisant échec. Nous avons déjà analysé les causes de cet échec tout en questionnant les véritables raisons qui ont poussé les Américains à intervenir directement dans une région qui, a priori, ne présentait aucun intérêt économique immédiat. Cependant, il est essentiel de relativiser ce postulat. Bien que l'armée américaine ait rencontré d'énormes difficultés au Vietnam, et que cette situation ait érodé son leadership sur la scène internationale, elle est parvenue à atteindre ses objectifs politiques en créant un chaos dévastateur au Vietnam et dans la région du Pacifique, conformément à la stratégie du « Grand domaine ». Cette stratégie fut largement incarnée par l'œuvre emblématique de l'historien et diplomate George Kennan, l'un des principaux architectes de la « stratégie des dominos ». Dans un document classé top secret, il a exposé les principes directeurs de la stratégie politique américaine :

Avec seulement 6,3 % de la population mondiale. Nous représentons près de 50 % de la richesse mondiale. [...] Dans cette situation, il est impossible que nous n'éveillions pas l'envie et le ressentiment. Notre tâche principale, dans les années à venir, est de mettre en place un système de relations internationales qui nous permette de maintenir ce déséquilibre. [...] Nous ne devons pas nous leurrer en imaginant que nous pouvons, aujourd'hui, nous payer le luxe de l'altruisme et de la charité. Nous devrions cesser d'évoquer les principes aussi irréalistes et flous que les droits de l'homme, l'amélioration du niveau de vie et la démocratisation. Le jour n'est pas loin où nous allons devoir nous positionner en termes de rapports de forces pur. Et moins nous serons alors bridés par des slogans idéalistes, mieux nous nous en trouverons⁶⁹⁰.

Ce discours de Kennan résonnait-il véritablement à la lumière des observations concernant la politique étrangère américaine en matière de droits humains, ainsi qu'en ce qui concerne les processus de démocratisation et l'accès aux droits sociaux pour les populations du monde ? À cet égard, l'expérience vietcong sert de boussole pour comprendre la violence avec laquelle la politique américaine s'est opposée aux principes humanitaires. Pour Kennan, ces principes ne

⁶⁹⁰ Ibid, pp. 42-43.

devaient pas entraver la capacité des États-Unis à poursuivre leur politique étrangère, surtout à une époque où un positionnement clair était crucial. Loin d'être une simple question de stratégie géopolitique, cette approche révèle une dissonance entre les discours proclamant la promotion des droits humains et les actions concrètes sur le terrain. En effet, la répression brutale des mouvements de libération et les interventions militaires en faveur de régimes autoritaires illustrent un pragmatisme inquiétant. Les États-Unis, tout en prétendant défendre des valeurs universelles, ont souvent agi pour préserver leurs intérêts stratégiques et économiques, reléguant au second plan la question des droits humains.

Ainsi, l'expérience vietcong met en lumière cette tension entre le discours humanitaire et les réalités de la politique étrangère américaine. En analysant cette dichotomie, on peut mieux comprendre les motivations sous-jacentes qui ont guidé l'engagement militaire américain, ainsi que les conséquences dévastatrices de cette approche sur les sociétés concernées⁶⁹¹. Il fallait certes en faire une large diffusion à travers les médias, les intellectuels et un discours officiel, comme un catéchisme en faveur des prétendues valeurs démocratiques et humaines. Cependant, dans les faits, il fallait appliquer ce que Noam Chomsky a appelé la cinquième liberté, c'est-à-dire « la liberté de voler⁶⁹² ». Car comme il le précise, il existait déjà quatre libertés, et cette cinquième devait se greffer aux activités extractives qui eurent lieu pour l'Extrême-Orient et le continent sud-américain⁶⁹³. Pour ce faire, les États-Unis vont soutenir massivement les gouvernements les plus brutaux, qui, par leurs activités de police et de déstabilisation, vont contribuer à la dégradation drastique du niveau de vie des populations. L'argument officiel consistait en une lutte contre les gouvernements communistes, considérés comme des traîtres. Cependant, dans la théorie politique américaine, l'idée même de lutter contre des régimes communistes représente la conviction que « le gouvernement est directement responsable du bien-être des gens⁶⁹⁴ ». De fait, lorsqu'un État considérait qu'il devait apporter du bien-être social à sa population, il était qualifié de communiste et devenait systématiquement un ennemi justifiant l'agression qu'il subissait, même si aucune filiation avec l'Union soviétique n'avait été démontrée. Ces États n'avaient d'autre choix que de demander la protection des Soviétiques. Ce fut le cas pour de nombreux pays d'Amérique

⁶⁹¹ Ibid.

⁶⁹² Ibid.

⁶⁹³ Ibid.

⁶⁹⁴ Ibid, p. 44.

latine, tels que le Nicaragua ou le Salvador, et également pour le Vietnam en Asie du Sud-Est⁶⁹⁵.

C'est ainsi qu'en 1948, le département d'État américain reconnut explicitement Ho Chi Minh comme l'unique leader nationaliste vietnamien, affirmant que le succès d'un tel nationalisme pourrait représenter une menace pour l'espace dominé par les États-Unis, tel que développé par la théorie politique. Il fallait donc justifier la « légitime défense contre les tentacules de l'empire du mal ». En effet, le Vietnam ne présentait aucun intérêt économique, la politique extractive ne pouvant s'appliquer dans un État aussi pauvre⁶⁹⁶. L'objectif était ailleurs : il consistait à empêcher cet État de parvenir à un développement économique réussi sans recourir au modèle américain. Un tel développement dans un pays aussi pauvre, ayant subi les affres du colonialisme, pouvait avoir des effets d'entraînement dangereux pour la géopolitique américaine, en servant de modèle pour d'autres peuples désireux de sortir de la misère. C'est ici le véritable fondement de la « théorie des dominos⁶⁹⁷ ». Il existait même d'autres théories visant à terroriser les populations. Tous ces scénarios ont contribué à justifier l'agressivité américaine au Laos et au Cambodge dans les années 1960, à travers une campagne de bombardement d'une intensité sans précédent dans l'histoire. Le discours officiel affirmait que cette campagne n'avait aucun rapport avec la guerre du Vietnam, se présentant uniquement comme une tentative d'éradiquer la révolution modérée qui avait émergé dans l'État juvénile du Laos, principalement au nord. Cependant, l'objectif ultime ne différait guère de celui du Vietnam : il s'agissait d'éliminer tout développement futur dans ce petit État, afin d'éviter des effets d'entraînement qui menaceraient directement les intérêts politiques américains.

C'est en poursuivant cet objectif que les Américains soutinrent d'abord la France, qui souhaitait reconquérir son ancienne colonie. Bien que cette reconquête s'annonçât difficile, la France fut contrainte de jeter l'éponge. Les Américains allaient alors fournir une aide militaire à hauteur de 80 %, tout en discutant de la possibilité d'utiliser l'arme nucléaire en Indochine, comme cela avait déjà été fait au Japon. La situation trouva une solution politique en 1954 avec les accords de Genève, auxquels le département d'État s'opposait avec véhémence⁶⁹⁸. Pour marquer cette opposition, ils durent entreprendre des opérations de déstabilisation, d'abord en installant un régime terroriste au Sud-Vietnam, qui suspendit rapidement le protocole électoral

⁶⁹⁵ Ibid.

⁶⁹⁶ Ibid.

⁶⁹⁷ Ibid.

⁶⁹⁸ Ibid, p. 51.

prévu par les accords, avec le soutien américain. Ce gouvernement multipliait les actions terroristes contre ses propres populations, notamment contre les Viêtcongs, causant près de 80 000 victimes avec des armes américaines et des conseillers mercenaires payés par le contribuable américain⁶⁹⁹. Cette brutalité eut la réponse tant attendue par les autorités communistes, principalement le Nord-Vietnam, ce qui contribua à dégrader la situation dans le pays. En 1961-1962, le président Kennedy, nouvellement élu, se lança dans une guerre contre le Sud-Vietnam pour résoudre le problème, après que le dirigeant installé par les Américains eut perdu en crédibilité. À ce moment-là, l'US Air Force procédait à un pilonnage du territoire sud-vietnamien, notamment des régions agricoles où près de 80 % de la population vivait. Cette dévastation du territoire conduisit plusieurs millions de personnes dans des camps de concentration entourés de barbelés, sous la surveillance de militaires armés. Cette situation n'était que la première phase du funeste projet stratégique étasunien.

La phase suivante consistait à pilonner le Sud-Vietnam, même si les Américains prétextaient défendre cette partie du pays. En 1965, les États-Unis se trouvèrent contraints de procéder à une invasion terrestre du Sud-Vietnam, marquant une nouvelle étape dans cette escalade de la violence. Les deux parties du Vietnam furent largement bombardées, les bombardements au Sud étant trois fois plus nombreux que ceux au Nord, supportant presque la totalité de la guerre d'Indochine. Cette dernière s'exprimait également au Laos et au Cambodge. C'est à ce niveau que nous relativisons la thèse de la défaite des États-Unis au Vietnam, car ils ont effectivement remporté une victoire conséquente. Certes, cette victoire était partielle, mais elle restait tout de même significative par rapport aux objectifs téléologiques de cette guerre. Le but ultime était de faire en sorte que le Vietnam connaisse le même sort qu'Haïti et la République dominicaine. Ce faisant, les résultats obtenus furent d'une grande importance.

La guerre fut un véritable succès, notamment à travers le nombre de victimes. Ce fut un massacre énorme : on décompte près d'un demi-million de victimes pendant la première phase de la guerre, celle avec la France. Entre 1954 et 1965, près de 160 000 à 170 000 Vietnamiens ont été massacrés, la plupart d'entre eux étant des paysans⁷⁰⁰. De 1965 à 1975, on ne dénombre pas moins de trois millions de morts, avec un autre million de morts au Laos et au Cambodge. Au total, cela représente entre quatre et cinq millions de personnes tuées, dans le but

⁶⁹⁹ Ibid, pp. 52-55.

⁷⁰⁰ Ibid.

d'empêcher le développement économique et social dans cette région d'Asie du Sud-Est⁷⁰¹. Le pays fut largement dévasté par les bombardements et les interventions terrestres, ce qui a conduit à un exode massif de plus de dix millions de réfugiés. L'agriculture, qui demeure la première source de revenus de cet État, est devenue impossible en raison des terres ravagées et des nombreuses bombes qui se trouvent encore sur certains terrains. L'objectif initial, qui était d'empêcher le développement social dans cet État et d'en faire un exemple pour les autres pays partageant les mêmes volontés que les communistes viêtcongs—comme les Philippines voisines—fut atteint avec succès.

Alors que la famine gangrène le Vietnam, les Américains laissent cet État sous embargo, empêchant de nombreux pays et associations d'agriculteurs soucieux de la situation du Vietnam de lui apporter assistance. Les droits humains, dont le président Carter se voulait le porte-étendard, étaient largement bafoués durant toute cette période, qui devrait, à la lecture des faits, être qualifiée d'agression des États-Unis contre l'Indochine. Pourtant, l'hypocrisie repartait de plus belle. En 1977, lors d'une conférence de presse sur les atrocités causées par les Américains au Vietnam et l'éventualité d'une possible réparation, le président Carter montrait clairement que la politique américaine se passerait bien des préoccupations humanitaires. Il affirmait : « nous n'avons aucune dette particulière envers ce pays puisque la destruction [...] avait été mutuelle⁷⁰² ».

Alors qu'on aurait pu croire que l'expérience désastreuse en Asie du Sud-Est dissuaderait les États-Unis d'engager d'autres interventions militaires, le caractère impopulaire de la guerre du Vietnam et le refus du Congrès de soutenir de telles initiatives n'ont pas suffi à inciter le département d'État à tirer les leçons morales de ces précédentes actions. Plutôt que de mener des interventions directes sur divers fronts, la politique américaine s'est orientée vers le soutien à des gouvernements autoritaires, consolidant leur pouvoir tout en déstabilisant des régimes démocratiquement élus.

L'Amérique latine est devenue un terrain de choix pour les opérations de déstabilisation orchestrées par la CIA. Cet organisme a ainsi apporté un soutien économique et militaire à des régimes répressifs, tout en s'efforçant de renverser des gouvernements qui prônaient des réformes sociales et des valeurs démocratiques⁷⁰³. C'est le cas du Guatemala en 1954, où

⁷⁰¹ Ibid.

⁷⁰² Ibid, p. 57.

⁷⁰³ Voir, Romain Geoffroy et Pierre Breteau, (2023). « Depuis 1950, près de cinq cent coups d'État tentés ou réussis surtout en Amérique du Sud et en Afrique », *Le Monde*, <https://www.lemonde.fr/les->

Jacobo Arbenz entreprit une réforme agraire en saisissant plus d'un million d'acres de terres agricoles. Cette initiative menaçait gravement les intérêts économiques de la United Fruit Company, une entreprise américaine qui bénéficiait depuis longtemps de l'importation de bananes à des prix inférieurs au marché. En réponse, la CIA commença à financer des mercenaires qui prirent le pouvoir la même année, mettant ainsi un terme aux réformes agraires et sociales et interdisant les activités des partis politiques, entraînant d'énormes violations des droits humains. Malgré cela, cette junte militaire continua de bénéficier du soutien technique et financier de l'administration Reagan.

Un scénario similaire se répéta au Nicaragua, où les États-Unis soutinrent la dynastie Somoza entre 1927 et 1979. L'arrivée au pouvoir de Jimmy Carter en 1976 marqua cependant un ralentissement, voire la fin du soutien américain aux Somozas, les exposant ainsi à un mouvement de guérilla socialiste émanant du Front sandiniste, inspiré par la révolution cubaine de Fidel Castro. Lorsque Ronald Reagan accéda à la présidence en 1981, il condamna fermement la révolution sandiniste, les accusant d'être affiliés au régime cubain et aux Soviétiques. Il donna alors l'ordre à la CIA de former militairement des milices contre-révolutionnaires, connues sous le nom de "Contras", entre 1982 et 1984, tout en finançant leurs efforts de déstabilisation à hauteur de 50 millions de dollars. À la suite du refus du Congrès américain de débloquer d'autres fonds pour les Contras, l'administration Reagan se tourna vers une vente d'armes au régime iranien, alors en conflit avec l'Irak, ce qui suscita de vives critiques à l'encontre de son administration.

La même mélodie se répétait au Brésil en 1964, lorsque les États-Unis orchestrèrent un coup d'État contre le président João Goulart, qui avait mis en place des réformes démocratiques entre 1961 et 1964. Ces réformes, visant à taxer les sociétés étrangères profitant du commerce brésilien tout en favorisant l'essor du système éducatif du pays, n'étaient pas du goût des Américains. De plus, ses liens affichés avec la République populaire de Chine et le régime cubain de Castro, ainsi que son positionnement clairement à gauche, suscitèrent la colère des conservateurs brésiliens et de Washington.

Rapidement, les États-Unis activèrent leur outil de déstabilisation des régimes politiques : la CIA. Au début de 1964, celle-ci commença à apporter un soutien financier aux groupes anti-Goulart tout en fomentant des troubles publics contre son gouvernement. Goulart fut

[decodeurs/article/2023/09/11/depuis-1950-pres-de-cinq-cents-coups-d-etat-tentes-ou-reussis-surtout-en-amerique-latine-et-en-afrique_6188906_4355770.html](https://decodeurs.com/article/2023/09/11/depuis-1950-pres-de-cinq-cents-coups-d-etat-tentes-ou-reussis-surtout-en-amerique-latine-et-en-afrique_6188906_4355770.html), Le 20 mars, 2024.

rapidement évincé par un régime militaire qui, soutenu financièrement par les États-Unis, gouverna le pays pendant deux décennies. Ce scénario pourrait se multiplier à l'infini dans divers États d'Amérique latine ou d'Afrique, comme le montrent les exemples de la République dominicaine (1961-1965), du Chili (1973) et de la Grenade (1983) ...

Tableau 3: Les coups d'États orchestrés par les États-Unis contre des gouvernements démocratiquement élus

Gouvernement	Année
Iran	1953
Guatemala	1954
Guyana	1953-1964
Indonésie	1957
Équateur	1963
Brésil	1964
République dominicaine	1961-1965
Costa Rica	1950
Chili	1973
Haïti	1991-2004-2022
Grenade	1983
Nicaragua	1979
Salvador	1979-1980
République démocratique du Congo	1965
Afrique australe	1975-1980, 1977-1992
Égypte	2013
Ukraine	2014

Source : inspirée de Roromme Chantal, complété par l'auteur

En ce qui concerne le respect des droits fondamentaux de la personne humaine, il est important de souligner que le soutien politique, militaire et économique apporté par les États-Unis aux régimes militaires les plus brutaux qui ont été établis à la suite des coups d'État mentionnés précédemment a peu contribué à la promotion des droits humains. Au contraire, les preuves indiquent que cette assistance a souvent exacerbé les violations des droits fondamentaux. C'est d'ailleurs ce qu'affirme Lars Schoultz, spécialiste des droits de l'homme

en Amérique latine, dans une étude publiée en 1981 dans la revue *Comparative Politics*⁷⁰⁴. Cette étude vise à établir un parallèle entre le respect des droits de l'homme dans un pays donné et le niveau d'aide apporté par les États-Unis. Bien que son analyse se concentre sur une conception étroite des droits humains, qu'il résume au « droit de ne pas subir la torture », ou, en d'autres termes, au droit de ne pas être menacé de torture par un gouvernement tiers et ses représentants, elle met en évidence un lien direct entre le respect de ces droits dans certains pays et la nature de la politique étrangère américaine⁷⁰⁵. Ce faisant, il parvient à la conclusion selon laquelle la dépréciation des droits de l'homme dans certains pays coïncide avec l'augmentation de l'aide américaine. Cette corrélation entre les droits humains bafoués et l'accroissement de l'aide ne trouve pas d'équivalent depuis l'administration Carter. En revanche, Schoultz ne constate pas de lien direct entre l'aide fournie par les États-Unis et les besoins réels des populations. Dans le même esprit que Schoultz, Edward Herman a proposé une étude plus vaste qui vient enrichir la première déjà citée⁷⁰⁶. Il arrive à la même conclusion, en établissant une corrélation entre les violations des droits de l'homme et l'augmentation de l'aide américaine. De plus, il souligne un lien étroit entre cette aide et le climat des affaires, mesurable par la facilité accordée aux entreprises étrangères, notamment américaines, de rapatrier leurs bénéfices. Cette seconde corrélation pose le principe selon lequel l'assistance américaine est souvent conditionnée par des intérêts économiques plutôt que par des considérations humanitaires, « plus les conditions d'investissements sont bonnes, plus les États-Unis apportent leur soutien aux gouvernements étrangers⁷⁰⁷ ». Cela revient à affirmer que la politique étrangère américaine n'est pas principalement motivée par le désir d'imposer le respect des droits de l'homme aux autres acteurs, mais plutôt par la nécessité d'améliorer les conditions d'investissement pour les entreprises américaines.

B. Les effets sous-optimaux de la politique étrangère des États-Unis

Nombreux sont ceux qui auraient pu croire que les interventions musclées des États-Unis et de leurs partenaires de l'OTAN, en Afghanistan, en Irak ou en Serbie, renforceraient l'influence et le prestige des États-Unis dans le monde. Comme l'affirmait Madeleine Albright

⁷⁰⁴ Lars Schoultz, "U.S. Foreign Policy and Human Rights, Violation in Latina America: A Comparative Analysis of Foreign Aid Distributions", Published By: *Comparative Politics*, Ph.D. Programs in Political Science, City University of New York, Vol. 13, No. 2 (Jan. 1981), pp. 149-170 (22 pages).

⁷⁰⁵ Voir, Noam Chomsky, Ibid, p. 66.

⁷⁰⁶ Voir avec, Noam Chomsky et Edward S. Herman, « Économie politique des droits de l'homme », t. 1 : La « Washington Connection » et le Fascisme dans le Tiers Monde, *Revue Tiers Monde* /1983/93/ pp. 205-226.

⁷⁰⁷ Ibid.

en évoquant la supposée nature indispensable des Américains, c'est plutôt l'inverse qui s'est produit, et cela de manière croissante. L'idée d'une telle nature, fondée sur les bienfaits apportés par les États-Unis dans le monde, a imprégné les opinions des responsables politiques, des universitaires et des populations pendant longtemps. Ils se considéraient comme les artisans et les piliers d'un ordre international libéral, tout en se posant en procureurs d'une « guerre contre le terrorisme », se présentant également comme les promoteurs des gouvernements démocratiques. Souvent, cela s'est traduit par le renversement brutal de gouvernements démocratiquement élus, tout en revendiquant le rôle de leader d'un bloc démocratique dans la lutte contre des gouvernements autocratiques.

Ces postures ont poussé Washington à dépendre de sa puissance militaire, l'utilisant fréquemment de manière négative, ce qui a engendré un rejet croissant de cette puissance à l'échelle mondiale. Un mois après les attentats terroristes du 11 septembre 2001, dont les responsables étaient de plusieurs nationalités, majoritairement saoudiennes, et plus d'un an avant l'intervention américaine en Irak, le président George W. Bush s'exprimait lors d'une conférence de presse. Il déclarait alors être surpris d'apprendre qu'il existait dans d'autres parties du monde une « haine au vitriol » à l'égard des États-Unis⁷⁰⁸. Il ne comprenait pas cette nature détestable que ressentent d'autres populations à l'égard des États-Unis, car ces derniers sont naturellement bons. Selon le président Bill Clinton, les États-Unis sont « un modèle d'espoir pour les peuples du monde » et sont « indispensables à la construction de relations politiques stables⁷⁰⁹ ». Les intellectuels américains s'approprient souvent cette vision d'autosatisfaction, renforçant l'idée positive qu'ils ont d'eux-mêmes. L'universitaire Samuel Huntington, par exemple, souligne que la primauté américaine est essentielle « pour l'avenir et la liberté, la démocratie, les économies ouvertes, l'ordre international dans le monde⁷¹⁰ ». Le Chroniqueur Charles Krauthammer définit le pouvoir des États-Unis comme « le champ de mines qui sépare la barbarie de la civilisation⁷¹¹ ». Cependant, ces opinions positives que les Américains ont d'eux-mêmes ne sont pas partagées à l'échelle mondiale, ni par les États qui ont subi les agressions américaines, ni même par leurs alliés.

Le politologue américain Stephen Walt, qui défend la primauté des États-Unis dans le monde, comme le souligne son interview récente accordée à Gustavo Macedo dans

⁷⁰⁸ Stephen Walt, *Pourquoi le monde n'aime plus les États-Unis*, Préface de Pascal Boniface, Éditions Demopolis, p. 67.

⁷⁰⁹ Ibid.

⁷¹⁰ Ibid.

⁷¹¹ Ibid.

l'International Affairs Forum (IAF), a publié un ouvrage en 2008 expliquant les raisons de la « détestabilité » des États-Unis aux yeux des autres peuples⁷¹². Dans son ouvrage intitulé : *Pourquoi le monde n'aime plus les États-Unis*, Walt note que « la réponse claire à l'opposition aux États-Unis est avant tout provoquée par la façon dont ils utilisent leur puissance, dans le passé comme aujourd'hui, tout particulièrement quand ils agissent avec présomption ou hypocrisie, l'Amérique fait peur parce qu'elle entrave la liberté d'actions des autres pays⁷¹³ ». Depuis l'arrivée très controversée sur le plan constitutionnel du président Bush à la tête des États-Unis en 2000, le prestige et la prééminence dont avaient joui les administrations Roosevelt et Truman ont nettement chuté. En réalité, la perte d'influence et de prestige des Américains avait déjà commencé avant Bush, mais les prétentions guerrières de ce dernier au Moyen-Orient, sous le prétexte de lutter contre le terrorisme, ont accéléré cette dégringolade. Pour paraphraser les propos d'un haut responsable militaire qui s'adressait au président Bush lorsqu'il lui demandait de maintenir le cap en Irak, « l'intervention militaire des États-Unis en Irak a conduit leur prestige tout droit dans les chutes du Niagara⁷¹⁴ ». Pendant les deux mandats de Ronald Reagan, les critiques envers la politique étrangère américaine commençaient déjà à se faire entendre en Europe. Cependant, en France, une majorité de Français soutenait la politique de Reagan, le préférant même à son adversaire démocrate Walter Mondale lors de sa réélection en 1984⁷¹⁵. Inversement, à la fin de la présidence de Bush, une écrasante majorité des populations des pays occidentaux, notamment en Europe, s'opposait à la politique étrangère de Washington. Environ 80 % des citoyens affirmaient même que les États-Unis constituaient la plus grande menace pour la paix dans le monde⁷¹⁶.

Concernant le cas de l'Irak, la décision des États-Unis de mener la guerre était inéluctable et ne pouvait être empêchée par aucun État, sous peine de subir les conséquences néfastes de

⁷¹² International Affairs Forum (IAF), "Interview with Professor Stephen Walt, Harvard University", https://www.ia-forum.org/Content/ViewInternal_Document.cfm?contenttype_id=5&ContentID=8090. Le 23 septembre, 2024.

⁷¹³ Stephen Walt, (2010). "Pourquoi le monde n'aime plus les États-Unis", *Pimido*, <https://www.pimido.com/sciences-politiques-economiques-administratives/relations-internationales/fiche-de-lecture/monde-aime-plus-etats-unis-stephen-walt-532578.html>. Le 23 septembre, 2024.

⁷¹⁴ Lorsque les Américains interviennent en 2003 en Irak, ils n'ont pour seuls soutiens que les Britanniques, mais sur le terrain militaire, l'armée est confrontée aux nombreuses milices irakiennes qui pratiquent une guérilla se rapprochant des techniques des *Vietkong* ou des Somaliens. À ce moment, les Américains se rendent compte que la guerre sera longue, la doctrine Powell, qui insistait sur une guerre chirurgicale qui allait durer à peine trois mois fut largement incompatible avec les réalités du terrain. L'armée américaine enregistrait d'énormes pertes matérielles et en vies humaines devant un adversaire sous-équipé. À ce moment le président Bush demande à ses troupes de tenir la barque : « nous devons garder le cap en Irak » note-t-il, un de ces généraux Charles Zinni répliqua : « le cap nous conduit tout droit dans les chutes du Niagara ».

⁷¹⁵ Fareed Zakaria, *Le monde post-américain*, op. cit, p. 315.

⁷¹⁶ Ibid.

la politique économique de Washington. Toutefois, en choisissant de ne pas participer aux entreprises meurtrières en Irak, le reste du monde compliquait cette tâche, tout en étant témoin des sanctions qui ont entraîné plus de 300 000 décès, incluant des femmes, des enfants et des personnes âgées⁷¹⁷. Nicolas Sarkozy, qui n'a jamais caché son pro-américanisme, avait clairement indiqué qu'il chercherait à tempérer l'influence des États-Unis sur plusieurs fronts. Après son élection à la présidence de la République française en 2007, il fut accueilli par Condoleezza Rice, alors secrétaire d'État sous le président Bush. Au cours de cette rencontre, elle lui demanda :

« Que puis-je faire pour vous » ? La réponse du président récemment élu fut révélatrice. Améliorer votre image dans le monde. Quand le pays le plus puissant, celui qui réussit le mieux – c'est-à-dire, par la force des choses, le leader de notre camp – est aussi l'une des nations les plus impopulaires de la planète, c'est compliqué. Cela vous crée aussi des problèmes insurmontables, et cela en crée aussi à vos alliés. Alors vous pourriez essayer d'améliorer la manière dont vous êtes perçus – voilà ce que vous pouvez faire pour moi⁷¹⁸.

Ce conseil du président français en 2007 est l'un des nombreux indicateurs de la crise de légitimité à laquelle la puissance américaine fait face depuis plusieurs années. Bruce Stokes, un responsable du *German Marshall Fund*, souligne que l'influence et le prestige des États-Unis dans le monde ont toujours varié en fonction de la nature du locataire de la Maison Blanche. Cependant, les opinions publiques internationales sur la démocratie américaine sont restées relativement constantes, bien que souvent moins positives que ce que de nombreux Américains auraient pu croire⁷¹⁹. Aujourd'hui, de nombreuses populations dans le monde occidental, y compris des citoyens américains, ne croient plus au modèle démocratique proposé par les États-Unis. Dans le récent indice de démocratie de l'*Economist Intelligence Unit*, les États-Unis se classent au 26e rang, se situant entre le Chili et l'Estonie. Cet indice a pour la première fois qualifié les États-Unis de démocratie imparfaite en 2016⁷²⁰. L'organisation à but non lucratif Freedom House classe les États-Unis juste au-dessus de l'Argentine et de la Mongolie en matière d'accès aux droits politiques et aux libertés civiles⁷²¹. Alors qu'en 2001, une majorité d'Américains (79 %) recensés par le Pew Global Attitudes Project jugeaient positif

⁷¹⁷ Nicolas Mulder, *The Economic Weapon. The Rise of Sanctions as a Tool of Modern War*, New Haven, Yale University Press, 2022.

⁷¹⁸ Fareed Zakaria, *ibid*, pp. 316-317.

⁷¹⁹ Bruce Stokes, (2022). "The decline of the City Upon a Hill": As American democracy loses its shine, American power suffers, *Foreign Affairs*, <https://www.foreignaffairs.com/united-states/decline-city-upon-hill>.

⁷²⁰ <https://www.eiu.com/n/campaigns/democracy-index-2021/>.

⁷²¹ <https://freedomhouse.org/>.

que « les idées et les coutumes américaines se propagent dans le monde », et qu'une majorité de dirigeants considérait que les États-Unis étaient populaires en raison de leurs actions bénéfiques, la perception a radicalement changé. À l'époque, jusqu'à 80 % des citoyens pensaient que leur pays faisait « suffisamment » ou « trop » pour aider à résoudre les problèmes mondiaux. Aujourd'hui, une majorité d'Américains ressent une perte d'influence significative au cours des dernières décennies, et la plupart d'entre eux estiment que les États-Unis sont moins respectés sur la scène internationale qu'auparavant, selon une étude du *Pew Research Center*⁷²². Et ce respect n'est pas près d'évoluer dans les années à venir. Les tendances actuelles montrent même qu'il risque de se détériorer davantage. En effet, une médiane de 61 % des 13 pays transatlantiques interrogés par le *German Marshall Fund* en 2022 considérait que les États-Unis étaient le pays le plus influent dans les affaires mondiales. Cependant, seulement 35 % s'attendaient à ce qu'ils conservent cette position d'influence au cours des cinq prochaines années. Cette baisse significative des attentes souligne un pessimisme croissant quant à l'avenir du leadership américain sur la scène internationale⁷²³.

Concernant le sentiment pro-américain, il ne reste pas en reste dans cette dégradation mise en lumière par les instituts de sondage. En effet, le soutien ou l'opposition à l'Amérique dépend en grande partie de la perception qu'ont les étrangers des responsables de la Maison Blanche. Les données sur les opinions publiques étrangères concernant les États-Unis ont débuté en 2002 avec les travaux du Pew Global Attitude Project, révélant une dynamique fluctuante au fil des ans. En l'an 2000, les avis étaient très favorables, atteignant 83 % au Royaume-Uni, 78 % en Allemagne, 77 % au Japon, 76 % en Italie, 62 % en France et 50 % en Espagne, selon les études américaines menées par le Département d'État. Cependant, à l'arrivée de George W. Bush à la Maison Blanche, cette évaluation a connu une chute vertigineuse, atteignant son point le plus bas en 2008, avec une perte de 47 points de pourcentage en Allemagne, 30 points au Royaume-Uni et 27 points au Japon. L'élection de Barack Obama en 2009 a provoqué un rebond significatif de l'opinion publique, avec une hausse de 33 points en France et en Allemagne, et de 25 points en Espagne. En revanche, à l'arrivée de Donald Trump en 2016, ces scores ont drastiquement chuté, atteignant des niveaux records d'impopularité, avec des baisses de 32 points en France, 31 points en Allemagne et au Japon, et 30 points au Canada. L'élection de Joe Biden a entraîné une reprise relative des scores, les portant à des niveaux proches de ceux

⁷²² <https://www.pewresearch.org/short-reads/2022/06/22/most-americans-continue-to-think-the-u-s-is-less-respected-today-than-in-the-past/>.

⁷²³ <https://www.gmfus.org/news/transatlantic-trends-2022>.

d'Obama. Par exemple, en France, le soutien a augmenté de 34 points, atteignant 65 %, tandis qu'il a crû de 33 points en Allemagne (59 %) et de 30 points au Japon (71 %). Cette évolution souligne l'impact significatif des changements de leadership sur la perception internationale des États-Unis⁷²⁴.

Ce qu'il est crucial de souligner dans ces données, c'est le caractère volatile des opinions étrangères envers le président en fonction à la Maison Blanche. Par le passé, Bill Clinton a été largement apprécié, tandis que George W. Bush suscitait des critiques. De même, Barack Obama a été bien accueilli, alors que Donald Trump a engendré un rejet marqué. Rien ne garantit que Joe Biden ne subisse pas un sort similaire, surtout en tenant compte des répercussions économiques que ses alliés subissent en raison de la guerre en Ukraine. La manière dont les gouvernements américains mènent leur politique étrangère joue un rôle déterminant dans la perception de Washington à l'étranger. En effet, plus les États-Unis s'efforcent de respecter leur identité corporative et leurs valeurs fondamentales, plus leur image s'en trouve renforcée. À l'inverse, lorsque leur comportement déroge à ces principes, la perception internationale en pâtit.

Concernant les avis sur la démocratie américaine, une étude menée en 2020 par l'*Eurasia Group Foundation* a révélé que 26 % des répondants en Allemagne pensent que la démocratie à l'américaine serait plus attrayante si une autre personne était président des États-Unis⁷²⁵. Les préoccupations des étrangers concernant le leadership de la démocratie américaine, sa santé, sa polarisation croissante et ses nombreux dysfonctionnements existaient bien avant l'administration Trump. Une étude réalisée par le *Pew Center* en 2012 a révélé qu'en moyenne 45 % des personnes interrogées dans 20 pays affirmaient apprécier les idées américaines sur la démocratie. Ce soutien variait selon les pays, atteignant 64 % au Japon, 60 % en Tunisie, 58 % en Italie et 52 % en Chine. En revanche, en 2002, ce sentiment positif était largement partagé dans tous les pays étudiés, un écart qui souligne la dégradation actuelle de la perception. Aujourd'hui, la confiance dans la démocratie américaine est en forte diminution. Selon une étude du *Pew Center* de 2021, menée dans 16 pays, seulement 11 % des Australiens, 14 % des Allemands et des Japonais, et 20 % des Britanniques considéraient la démocratie américaine comme un bon modèle. Une majorité, soit 52 %, a déclaré que bien que la démocratie américaine ait été un modèle dans le passé, elle ne l'est plus depuis plusieurs années. Cette

⁷²⁴ <https://www.pewresearch.org/global/2010/06/17/obama-morhttps://egfound.org/2020/03/modeling-democracy/e-popular-abroad-than-at-home/>.

⁷²⁵ Bruce Stoke, Ibid.

évolution met en lumière un désenchantement croissant envers le système démocratique des États-Unis sur la scène internationale⁷²⁶. Les résultats de l'enquête menée par la *Fondation Eurasia* Groupe en 2022 montrent que l'opinion sur la démocratie américaine reste mitigée. En effet, seulement 55 % des personnes interrogées dans neuf pays ont exprimé un avis favorable sur la démocratie américaine, un chiffre qui n'a guère varié depuis 2019. Cette stabilité suggère que, malgré les défis auxquels la démocratie américaine est confrontée, un certain soutien persiste. Cependant, cette proportion demeure relativement faible, indiquant que de nombreuses personnes restent sceptiques quant à l'exemplarité du modèle démocratique américain, en particulier dans le contexte des critiques croissantes concernant sa santé et son fonctionnement⁷²⁷. Les résultats des enquêtes du *Pew* et de l'*Eurasia Group* révèlent un fossé significatif dans la perception de la démocratie américaine, notamment entre les alliés proches de Washington et d'autres pays. Par exemple, seulement 20 % des Japonais et 29 % des Allemands expriment un avis favorable à l'égard de la démocratie américaine, tandis que des pays comme l'Inde et le Nigeria affichent un soutien bien plus marqué, avec respectivement 81 % et 84 % de leurs citoyens admirant les idées américaines sur la démocratie. Cette divergence d'opinion se manifeste également dans les souhaits des citoyens : les Japonais et les Allemands ne désirent pas que leur système politique s'inspire de celui des États-Unis, à l'inverse des Indiens et des Nigériens.

Bien que les échantillons utilisés pour ces études puissent sembler limités par rapport à l'ensemble des États du système international, la diversité des pays sondés — incluant des alliés traditionnels et des économies émergentes — permet d'avoir une vision plus nuancée des sentiments globaux envers la démocratie américaine. Ces résultats soulignent non seulement une désillusion croissante parmi certains alliés, mais aussi un contraste frappant avec les opinions plus favorables dans d'autres régions du monde.

Le leadership américain fait face à une remise en question significative dans le monde, et les raisons de cette perte d'influence et de prestige pointent vers une crise morale globale, largement attribuée à la politique étrangère des États-Unis. Plus les États-Unis adoptent des approches agressives, en méprisant les règles du droit international, comme ce fut le cas en Irak, en Afghanistan, ou en soutenant la campagne meurtrière en Libye en 2012, plus l'opinion publique internationale devient défavorable envers leur politique étrangère. Cette crise de

⁷²⁶ <https://www.pewresearch.org/global/2012/06/13/chapter-2-attitudes-toward-american-culture-and-ideas/>.

⁷²⁷ <https://instituteforglobalaffairs.org/2022/06/modeling-democracy-democracys-promise/>.

légitimité ne se limite pas au contexte international ; elle se manifeste également sur le plan national. En effet, la politique américaine a perdu de son attractivité. Une étude récente du *Pew Research Center* révèle que plus de 65 % des Américains se sentent souvent ou toujours épuisés à l'idée de la politique aux États-Unis. Ce déclin de l'image de "la Ville sur la colline", comme le souligne Bruce Stokes, crée un terreau fertile pour l'émergence de puissances révisionnistes, telles que la Chine, qui pourraient tirer parti de cette situation pour renforcer leur propre influence sur la scène mondiale.

Conclusion du chapitre V

En partageant sur le réseau social X⁷²⁸, les données publiées en 2023 par, *The U.S. Share of The World Economy*⁷²⁹, qui montrent la part des États-Unis dans l'économie mondiale de 1960 à 2019, présentant les États-Unis comme le leader mondial depuis cette période, Matthew Kroening, responsable de la commission du Congrès sur la posture stratégique des États-Unis fait cette observation, « l'Amérique est-elle en déclin ?

En 1980, alors que les États-Unis se préparaient à remporter la Première Guerre froide, ils détenaient 25 % du PIB mondial. Ce pourcentage est resté constant jusqu'en 1995, à l'apogée de l'ordre unipolaire, et demeure inchangé en 2023. Un tweet récent d'un responsable du Conseil de l'Atlantique a suscité un million de vues et des commentaires sur les prévisions concernant la position économique des États-Unis par rapport à la Chine. Bien que certains estiment que la Chine pourrait surpasser les États-Unis d'ici 2030, d'autres soulignent que les États-Unis continueront de s'en sortir. Selon Matthew Kroening, les États-Unis demeurent la première économie mondiale, avec un PIB de 25 462,7 milliards de dollars en 2022, contre 17 963,2 milliards de dollars pour la Chine.

⁷²⁸ <https://twitter.com/MatthewKroening/status/1708163932551090437>.

⁷²⁹ <https://www.visualcapitalist.com/u-s-share-of-global-economy-over-time/>. L'étude fait remarquer les fluctuations de la croissance économique des États-Unis dans le monde de 1960 à 2019. En outre, elle démontre que la part des États-Unis dans l'économie mondiale ne s'est pas développée de manière soutenue. Durant certaines périodes comme dans les années 1970, le PIB des États-Unis a connu un déclin, de même qu'entre 1985 et 1995. Entre 2000 et 2005 la croissance s'est développée rapidement atteignant parfois 30 % du PIB, mais depuis la crise économique de 2008, jusqu'à 2010 la croissance a chuté atteignant 24 % et c'est le cas encore aujourd'hui. En revanche, en 1960 le PIB de la Chine était de 4 %, tandis qu'en 2019 a fait un grand bond atteignant 16 %, cette augmentation concerne aussi des nouvelles économies émergentes comme le Brésil et l'Inde.

Malgré cette position de leader dans plusieurs domaines technologiques, notamment les micro-puces et les technologies militaires avancées, des signes de déclin persistent. Ce déclin, qualifié de relatif, trouve son origine dans une crise économique et morale amorcée dans les années 1970, qui a érodé le leadership américain. Il résulte également de l'utilisation excessive de la puissance militaire durant l'ère unipolaire, un recours qui a souvent eu des effets mitigés, si ce n'est négatifs. En effet, de nombreux analystes considèrent la politique étrangère des États-Unis comme un échec, illustré par le retrait d'Afghanistan après deux décennies de conflit.

En 2003, le politologue américain Pei Minxin a examiné les résultats des interventions militaires américaines visant à changer des régimes politiques⁷³⁰. Dans une étude portant sur 16 cas, il n'a identifié que quatre succès : l'Allemagne et le Japon après la Seconde Guerre mondiale, deux pays très développés avec une expérience démocratique préexistante, ainsi que les petites nations comme la Grenade et le Panama, où les interventions ont duré moins d'un an. Cette analyse souligne les défis persistants auxquels les États-Unis sont confrontés dans leurs efforts d'imposition de la démocratie à l'échelle mondiale⁷³¹. Les réussites observées partageaient certaines caractéristiques communes, telles que : une forte identité nationale, une grande capacité de l'État, un degré élevé d'homogénéité ethnique, une relative égalité socio-économique et une expérience antérieure — aussi courte soit-elle — en matière d'État de droit effectif⁷³². A contrario, les profondes divisions ethniques étaient fatales, tout comme le fait de s'aligner avec une élite dirigeante impopulaire comme au Sud-Vietnam, surtout si cette élite était largement corrompue. Pei conclut son étude en relevant que, hormis ces cas précédemment cités, les autres ne portaient pas les germes du succès, tel que l'Afghanistan ou l'Irak. Il ressort que si nous excluons l'Allemagne, le Japon, la Grenade et le Panama, le taux d'échec des États-Unis est de 84 %⁷³³, ce qui est assez révélateur d'une puissance impopulaire. En outre, le statut de façonneur d'un ordre mondial prétendument fondé sur des règles que s'octroient les États-Unis est également largement contesté, les États-Unis étant les premiers à violer allègrement les règles qu'ils imposent aux autres. Cela inclut les règles de l'OMC, qu'ils contournent en pratiquant le protectionnisme, ou leur refus de ratifier les traités internationaux censés mettre

⁷³⁰ Pei Minxin and KASPER, Sara, "Lessons from the Past: The American Record on Nation Building", *Carnegie Endowment for International Peace*, pp. 1-7, 2003. <https://carnegie-production-assets.s3.amazonaws.com/static/files/Policybrief24.pdf>.

⁷³¹ Jessica T. Mathews, (2021). "American Power After Afghanistan": How to Rightsize the country's Global Role, *Foreign Affairs*, <https://www.foreignaffairs.com/articles/united-states/2021-09-17/american-power-after-afghanistan>, Consulté en octobre 2023.

⁷³² Ibid.

⁷³³ Ibid.

en application les valeurs qu'ils prétendent promouvoir. Par exemple, en dehors du commerce, le Sénat n'a ratifié qu'un seul traité multilatéral au cours des 25 dernières années, rejetant de nombreux accords, y compris ceux qui étaient d'initiatives américaines (comme le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires) ou ceux qui incarnent des valeurs humanitaires (comme le Protocole sur la torture ou le Protocole de Kyoto sur le climat)⁷³⁴. Ces facteurs combinés ont rendu la puissance américaine illégitime sur la scène mondiale, ouvrant une brèche dans laquelle de nouvelles puissances révisionnistes se sont engouffrées. Cela justifie les résultats des instituts de sondage concernant la perte d'influence de la démocratie américaine dans le monde et le désir des populations du Sud global de trouver un système alternatif à celui qui a été dominé par les États-Unis. David Caléo faisait cette observation : « les systèmes internationaux ne s'effondrent pas seulement parce que de nouvelles puissances agressives remettent en cause l'ordre existant, mais aussi parce qu'au lieu de faire des ajustements et des compromis, elles s'efforcent de consolider leur hégémonie fragilisée en exerçant une domination qui tourne à l'exploitation⁷³⁵ ». Cette situation correspond au moment de perte d'influence des États-Unis et à l'émergence d'une Chine qui dispose de larges capacités de puissance, et une volonté affirmée de promouvoir à un nouvel édifice mondial.

⁷³⁴ Ibid.

⁷³⁵ Giovanni Arrighi, op. cit, p. 164. En citant David P. Caléo, *Beyond American Hegemony: The Future of the Western Alliance* (New York, Basic Books, 1987), p. 142.

CHAPITRE VI : L'émergence d'un système international alternatif

Le réveil de l'Asie marque un tournant majeur dans l'histoire de la gouvernance mondiale, repositionnant l'Asie de l'Est et du Sud-Est, en particulier la Chine, au cœur des dynamiques de gouvernance internationale⁷³⁶. Considérée à juste titre comme l'un des plus grands miracles de l'histoire économique mondiale, la réémergence de la Chine ouvre d'immenses perspectives dans l'ordre international. On parle de réémergence car, comme nous l'avons vu, la Chine sous la dynastie Ming était déjà prospère jusqu'au XVI^e siècle⁷³⁷. Cette prospérité faisait de la Chine l'une des nations les plus convoitées au monde, à tel point que plusieurs intellectuels, comme Leibniz ou Adam Smith, ne pouvaient ignorer ce qui était alors perçu comme la voie naturelle du développement⁷³⁸. Cependant, en raison de certaines conjonctures internes spécifiques, la Chine s'est effondrée dès le XVIII^e siècle, notamment à cause de divergences avec les puissances occidentales et de la première guerre de l'opium. À la fin de la Seconde Guerre mondiale, la Chine était devenue l'un des pays les plus pauvres du monde.

Toutefois, après une longue période de léthargie, la Chine a réémergé dans les années 2000 en déclenchant une dynamique de développement impressionnante, qui a surpris les observateurs de la scène politique mondiale. L'économiste américain Pei Minxin note que : « comparé à d'autres pays en voie de développement, le cas de la Chine est la plus belle réussite qui soit ». Le journaliste et universitaire britannique Martin Jacques rappelle en ces termes que : « le début du vingt et unième siècle a marqué le moment où la Chine est arrivée dans l'esprit global ». Comme il l'explique, « l'histoire de la Chine avait été pour une bonne partie de l'humanité celle des pays lointains dont les gens ne savaient que très peu de choses. Et maintenant, en quelques années, son influence est devenue visible et tangible dans le monde, elle n'est plus une simple statistique ou la chasse gardée des décideurs politiques, mais elle est en train d'avoir un impact sur la conscience populaire dans le monde entier⁷³⁹ », à une période où de nombreux programmes télévisés n'ont de cesse de vanter les miracles de la Chine émergente, elle propose une révision de l'ordre fondé sur des valeurs occidentales.

⁷³⁶ Pour plus d'éléments sur le miracle asiatique voir, Jon Woronoff, *Asia's « Miracle » Economies : Korea, Japon, Taïwan, Singapour, Hong Kong*, Si-sa-young-o-sa, Inc, 1986.

⁷³⁷ Giovanni Arrighi, *Adam Smith à Pékin : Les promesses de la voie chinoise*, op.cit., p. 30.

⁷³⁸ Ibid, p. 68.

⁷³⁹ Martin Jacques, *When China Rules the World: The Rise of the Middle Kingdom and the End of the Western World*. Penguin Books, 2009, p. 319. Cité par Roromme Chantal, *L'émergence des grandes puissances*, op. cit, p. 151.

Cependant, dès ses écrits dans *La Richesse des nations*, Adam Smith avait perçu la voie chinoise de développement comme la plus prospère pour l'époque moderne⁷⁴⁰. Adam Smith défendait l'idée que l'élargissement des échanges entre les peuples d'Asie et d'Europe agirait comme un facteur d'équilibre, en favorisant l'émergence d'un nouvel ordre international aux multiples scénarios possibles. Le premier scénario correspond à la volonté des États-Unis d'utiliser l'émergence de l'Asie de l'Est pour asseoir leur domination militaire et économique, en contrôlant les échanges dans la région grâce à l'alliance de plusieurs partenaires stratégiques (Corée du Sud, Japon, Taïwan). Si ce scénario se concrétisait, on assisterait à la formation du Premier Empire global de l'histoire — un empire américain, ce qui s'est en partie réalisé. En cas d'échec, l'Asie de l'Est deviendrait le cœur d'une société mondiale de marché. Il est également possible que cette bifurcation plonge le monde dans un chaos sans fin, un scénario qui a failli se produire durant la longue période de domination américaine, alors que l'ordre mondial vacillait après la fin de la guerre froide⁷⁴¹. Smith croyait fermement en l'idée qu'une société mondiale de marché émergerait en Asie de l'Est. Pour Giovanni Arrighi, cette perspective devient d'autant plus plausible en raison de l'échec catastrophique des États-Unis en Irak, mais surtout grâce aux progrès économiques spectaculaires réalisés par la Chine depuis le début des années 1990⁷⁴².

Il estime qu'il n'existe que deux voies possibles pour le développement : la voie occidentale et la voie asiatique, représentée par le modèle chinois, qu'il considère comme étant la voie naturelle du développement. Sur cette base, il conclut que les nations qui parviennent à combiner ces deux modèles de développement, est-asiatique et occidental, seront les plus prospères⁷⁴³. La Chine est le pays qui a su le mieux combiner les deux voies proposées par Smith, en intégrant une économie socialiste de marché à un gouvernement autoritaire. Cette approche lui a permis d'exercer un contrôle sur les flux économiques et sur les populations participant à la production de capital. Ce modèle constitue l'un des grands paradoxes du XXI^e siècle, car il remet en question les fondements idéologiques du modèle libéral et de la démocratie, souvent considérés comme les seules alternatives viables au développement des sociétés modernes, comme l'affirmait déjà la Première ministre britannique Margaret Thatcher en déclarant : 'There is no alternative.'

⁷⁴⁰ Giovanni Arrighi, op. cit, pp. 91-92.

⁷⁴¹ Ibid, p. 34.

⁷⁴² Ibid, p. 35.

⁷⁴³ Ibid, p. 68.

Après la chute de l'Union soviétique en 1991, qui a renforcé l'idée d'un modèle politico-économique unique porté par les 'vainqueurs' présumés de la guerre froide, émerge enfin l'avatar d'une voie différente et révisionniste. Cela nourrit des conditions propices à un changement fondamental des modes de pensée du conte de fées libéral. Pourtant, comme nous l'avons vu avec Smith, ce qui est présenté comme un phénomène totalement nouveau et difficilement explicable trouve ses racines historiques dans l'effondrement économique de l'ancienne République de Weimar, qui a vu la montée du nazisme, un modèle à la fois économiquement libéral et politiquement autoritaire. Si de nombreux spécialistes ont choisi de taire les vertus de ce modèle, en raison des considérations morales et éthiques liées à la Seconde Guerre mondiale, il n'est pas sans intérêt, sur le plan académique, d'en exhumer les vestiges.

Ce chapitre a pour objectif de s'appuyer sur la littérature existante concernant les transformations observées et envisagées dans la distribution de la puissance mondiale, afin d'esquisser les conséquences pratiques et théoriques de la politique mondiale, et en particulier de la politique étrangère d'une puissance émergente comme la Chine. À travers ces nombreux développements, nous proposerons une analyse qui contraste avec les paradigmes traditionnels du changement dans la distribution de la puissance mondiale. Plutôt que de s'interroger, comme le font les paradigmes classiques, sur le statut révisionniste ou conservateur des puissances, notre analyse mettra en lumière comment la Chine a réussi à délégitimer les puissances traditionnelles en agissant tant à l'intérieur qu'à l'extérieur d'un ordre fondé sur des règles⁷⁴⁴. Plus concrètement, nous examinerons comment le modèle de libéralisme autoritaire parvient à s'imposer comme une nouvelle alternative au monde occidental dans un contexte de lutte doxique (I), et comment, en s'appuyant sur les avantages conférés par ce modèle, la Chine réussit à transformer radicalement l'ordre juridique, pilier de la gouvernance occidentale, afin d'imposer ses propres valeurs (II).

I. Du libéralisme autoritaire : les promesses de la nouvelle voie chinoise

Lors d'un entretien accordé à Adrien Salvolle dans l'émission diffusée par le CÉRIUM, intitulée Arrêt sur le monde, qui avait pour thème : *La puissance chinoise : regard sur l'avenir*⁷⁴⁵. Frédéric Mérand interroge son invité sur la question de savoir si l'hypertrophie du

⁷⁴⁴ G. John Ikenberry, (2008). "The Rise of China and the Future of the West: Can the Liberal System Survive?", *Foreign Affairs*, <https://www.foreignaffairs.com/articles/asia/2008-01-01/rise-china-and-future-west>, Le 12 novembre, 2024.

⁷⁴⁵ <https://cerium.umontreal.ca/medias/arret-sur-le-monde/une-nouvelle/news/detail/News/la-puissance-de-la-chine-regard-vers-lavenir/>.

pouvoir chinois, centrée sur la personne de Xi Jinping, résulte des programmes qui ont accompagné les réformes politiques, économiques et militaires initiées par Deng Xiaoping et poursuivies par ses successeurs. La réponse d'Adrien consiste à analyser ces réformes comme des moyens de réduire la dépendance du pouvoir de Pékin à l'égard d'une autorité providentielle. Cette monopolisation du pouvoir a souvent été néfaste, compte tenu des tragédies provoquées par Mao, notamment les guerres et révolutions. Dans un ouvrage, *Le Livre noir du communisme*, les auteurs exagèrent même les conséquences de la révolution maoïste, estiment qu'elle a causé 100 millions de morts⁷⁴⁶. Cette thèse a été cependant largement contesté par deux spécialistes et prix Nobel de l'économie, Amartya Sen et son collaborateur, qui ont fait valoir qu'il ne s'agissait pas des conséquences de la révolution culturelle, mais davantage des réformes économiques issues du Grand Bond en avant⁷⁴⁷. Ainsi, les réformes apportées par Deng visaient à corriger les effets pervers des programmes maoïstes en apportant une plus grande démocratisation dans l'organigramme de la gouvernance du Parti, pour avoir une incidence sur l'économie et la politique étrangère.

Pourtant, à ce jour, le pouvoir chinois se resserre autour de la figure de Xi Jinping. Avec le soutien d'une aile dure du Parti, représenté par des intellectuels tels que Jiang Shigong, considéré par les Occidentaux comme 'le penseur qui inspire Pékin', ses motivations sont perçues comme anti-libérales, autoritaires et même hégémoniques. S'appuyant particulièrement sur les travaux du juriste et philosophe allemand Carl Schmitt⁷⁴⁸, Shigong adopte les concepts 'd'amis' et 'd'ennemis' développés par Schmitt pour inscrire la politique étrangère chinoise dans un cadre de lutte doxique. Il établit comme fondement de la politique

⁷⁴⁶ Stéphan Courtois, Andrzej Paczkowski et al, *Le livre noir du communisme : crime, terreur, répression*, Paris, Robert Laffont, 2000.

⁷⁴⁷ L'ouvrage éponyme a suscité des critiques élogieuses dans les milieux occidentaux. Ses auteurs affirment que le communisme aurait fait 100 millions de victimes et s'interrogent : « *Comment des gens peuvent-ils être aussi malfaisants ? C'est inimaginable.* » Cependant, cette hypothèse n'est pas valide. Le nombre de morts attribués aux révolutions de Mao, notamment en raison de la grande famine qui s'en est suivie, est estimé entre 25 à 30 millions, voire 40 millions selon certaines sources. Toutefois, une étude menée par d'éminents chercheurs, dont Amartya Sen – spécialiste des famines et lauréat du prix de la Banque de Suède en sciences économiques – et son confrère économiste indien, apporte un éclairage intéressant. Leurs travaux montrent qu'entre 1940 et 1979, l'Inde démocratique et capitaliste a causé la mort de plus de 100 millions de personnes en raison des famines et des politiques économiques en place. Que ce serait-il passé si l'étude avait porté sur une période encore plus longue ? Les résultats suggèrent qu'en moyenne, tous les huit ans, l'Inde aurait causé un nombre de décès comparable à celui de la famine maoïste. Ces analyses démontrent que ces tragédies relèvent avant tout de choix politiques et découlent de la nature même des systèmes socioéconomiques et des régimes en place. Elles remettent en question l'idée d'une distinction radicale entre régimes démocratiques et autoritaires, suggérant que cette différenciation repose davantage sur des considérations idéologiques que sur des réalités objectives. Voir dans, Noam Chomsky et André Vltchek, *L'occident terroriste : D'Hiroshima à la guerre des drones*, Éditions Écosociété, Montréal 2015, pp. 29-30.

⁷⁴⁸ Carl Schmitt, *La notion de politique : Théorie du partisan*, Éditions Champs Classiques, 2009.

la discrimination entre 'amis' et 'ennemis'. Cette approche chez l'intellectuel chinois entraîne un 'passage naturel' d'un ordre libéral, considéré comme inefficace sur les plans politique et économique, vers un ordre illibéral représenté par un 'pouvoir césarien' d'autoritarisme éclairé. Ce dernier est jugé efficace dans sa capacité à résoudre les problèmes économiques contemporains.

C'est cette alchimie 'amis' et 'ennemis' qui va poser les bases du consensus de Pékin, ou ce que de nombreux spécialistes de la Chine redoutent : un nouvel ordre mondial économique sino-centré, renforcé par la notion de 'Tianxia'. Il est crucial de comprendre comment la pensée schmittienne influence les arcanes du pouvoir de Pékin, de sorte que les principes de l'étatisme économique observés dans la construction de l'État post-Weimar se reflètent dans l'évolution de l'État chinois, au point que ce modèle se popularise (A). Ensuite, nous examinerons comment ce modèle autocratique a permis à la Chine de réussir sur la scène mondiale (B).

A. Les origines schmittiennes de la politique chinoise

La réception et l'influence de la pensée de Carl Schmitt dans le contexte du pouvoir chinois contemporain constituent un sujet à la fois fascinant et complexe. Les travaux de Kai Marchal et Carl K. Y. Shaw dans *Carl Schmitt and Leo Strauss in the Chinese-speaking World*, ainsi que ceux de Ryan Martínez Mitchell, Xie Libin, Haig Patapan, Qi Zheng et Mack Lillia, illustrent comment les idées de Schmitt ont trouvé un écho significatif au sein de divers courants intellectuels et politiques en Chine. Figure emblématique de la pensée politique et juridique du XXe siècle, Schmitt est particulièrement connu pour ses réflexions sur la souveraineté, l'état d'exception et la distinction entre ami et ennemi. Certains spécialistes vont jusqu'à affirmer que sa contribution philosophique et politique dépasse celle d'Emmanuel Kant, comme l'écrivait Hugo Ball en 1923⁷⁴⁹. Malgré son adhésion largement médiatisée au national-socialisme, Schmitt n'a jamais dissimulé son anticomunisme. Cela soulève des interrogations sur la réception de sa pensée dans la Chine contemporaine, ainsi que sur l'intérêt porté par ce texte aux influences de l'œuvre de Carl Schmitt—l'un des penseurs les plus controversés d'Europe—dans une Chine imprégnée des héritages du communisme maoïste.

⁷⁴⁹ Adis Goldman, (2021). "Why Carl Schmitt Matters to China": Uncovering the pathology of Schmitt Fever, In *The Hedgehog Review Critical Reflections on Contemporary Culture*, <https://hedgehogreview.com/web-features/thr/posts/why-carl-schmitt-matters-to-china>, Le 26 janvier 2025.

L'introduction des penseurs occidentaux en Chine remonte aux années 1860. Toutefois, c'est après la défaite de la Chine lors de la guerre sino-japonaise de 1895 que l'intérêt des intellectuels chinois pour la modernité occidentale a pris une ampleur particulière. Ce mouvement herméneutique a véritablement pris son essor à la fin de la dynastie Qing (1636-1644 / 1912), période où la Chine a commencé à recevoir et à réinterpréter les théories politiques occidentales. Ce processus s'est intensifié avec l'introduction du marxisme soviétique par Mao Zedong, suivi par l'adoption d'une forme de capitalisme occidental par Deng Xiaoping dans les années 1970. Cet intérêt pour la modernité occidentale n'a cependant pas été exempt de controverses, car elle a souvent été perçue comme étant en contradiction avec les valeurs traditionnelles chinoises⁷⁵⁰. Des penseurs de la modernité libérale, tels que John Locke, Montesquieu, Adam Smith, John Stuart Mill ou Alexis de Tocqueville, ont entretenu une relation complexe, voire contradictoire, avec le processus de modernisation en Chine. Par exemple, la biographie de John Stuart Mill, auteur de *De la liberté*, ainsi que sa vision de la soumission, exclut explicitement les peuples non-occidentaux des normes libérales de civilisation⁷⁵¹. C'est dans ce contexte que la Chine a accueilli, de manière controversée, les idées des Lumières européennes, et plus particulièrement le libéralisme sous ses diverses formes. Cependant, la défaite contre le Japon en 1895, un pays qui avait entamé son processus de modernisation, a poussé les intellectuels chinois à prôner des changements fondamentaux. Ceux-ci ont alors adopté les conceptions occidentales de la modernité, notamment les idées d'État-nation moderne, de liberté et de démocratisation, tout en s'opposant au despotisme⁷⁵². Ces idées ont été promues par les militants chinois lors du mouvement de réforme de 1898, dirigé par des figures politiques chinoises. Cependant, ces mouvements ont également pris conscience des pathologies inhérentes à la modernité occidentale et ont cherché à puiser dans leurs propres ressources culturelles pour établir une modernité authentiquement chinoise. L'importance de la liberté et de la modernité devait être expliquée aux acteurs socio-politiques chinois, qui étaient, d'une part, très critiques envers les puissances occidentales, et, d'autre part, encore attachés aux valeurs non-libérales d'obédience confucéenne, telles que le paternalisme et l'harmonie sociale.

Pour ce faire, il fallait adapter les arguments libéraux occidentaux aux pratiques traditionnelles chinoises réactualisées. C'est dans ce dilemme transculturel que les premiers

⁷⁵⁰ Kai Marchal et Carl K. Y. Shaw, *Carl Schmitt and Leo Strauss in the Chinese-speaking World*, Lanham • Boulder • New York • London, Lexington Boock, 2017.p. 12.

⁷⁵¹ Ibid.

⁷⁵² Ibid. et les pages suivantes.

libéraux chinois, tels que Yan Fu, ont entrepris de traduire les textes de John Stuart Mill, afin d'adapter le concept de liberté à celui d'autonomisation de la Chine. Cependant, cette adaptation fut largement critiquée, certains estimant que Yan Fu méconnaissait la véritable valeur de la liberté, au profit des notions de « richesse et de pouvoir dans l'État »⁷⁵³. Malgré cela, Wang Hui, célèbre historien et figure de la nouvelle gauche chinoise, soutient que Yan Fu a joué un rôle crucial en décentrant la pensée occidentale, en proposant une nouvelle articulation de l'identité culturelle et politique chinoise. Cet effort intellectuel a jeté les bases de ce qui pourrait constituer une modernité pluraliste et non-occidentale, recherchée par une Chine en crise identitaire. Ce pays a traversé des transformations profondes, passant du statut d'État quasi-colonisé par les puissances occidentales et le Japon, à la révolution menée par Mao Zedong, puis aux réformes économiques et politiques instaurées par Deng Xiaoping. C'est dans ce contexte de transformations radicales, tant pour la Chine que pour le monde après la Seconde Guerre mondiale, que la réception chinoise de Carl Schmitt doit être comprise, comme le soulignent Kai Marchal et Carl K. Y. Shaw⁷⁵⁴.

En effet, l'influence de la modernité euro-américaine a souvent été perçue négativement en Chine, notamment la démocratie libérale et le droit international, souvent incarné par les droits de l'homme. De nombreux intellectuels chinois considèrent la vision occidentale comme un fléau pour l'humanité, estimant qu'elle devrait être supplantée par une *Pax Sinica*. C'est dans cette optique que la Chine s'est tournée vers des penseurs européens critiques du libéralisme, tels que Karl Marx, Michel Foucault, Nietzsche et Martin Heidegger. D'une part, l'idée était de trouver des alliés dans la lutte contre l'occidentalisation du monde, en s'appuyant sur des intellectuels dont les travaux offraient un point de vue authentiquement chinois sur un monde post-domination occidentale. D'autre part, ces réflexions répondaient aux nombreux défis géopolitiques contemporains auxquels la Chine fait face. Ainsi, Carl Schmitt, l'un des plus célèbres penseurs critiques du cœur même de l'idéologie libérale, notamment la démocratie représentative et le droit international centré sur les droits de l'homme, apparaît comme un allié de choix pour de nombreux intellectuels chinois et acteurs politiques de la nouvelle gauche. Cependant, bien que Schmitt soit un penseur illibéral influent au sein de la nouvelle gauche chinoise, il est important de noter que sa réception en Chine dépasse cette seule catégorie d'intellectuels et d'acteurs politique. Comme l'ont démontré Charlotte Kroll⁷⁵⁵ dans *Reading*

⁷⁵³ Ibid.

⁷⁵⁴ Ibid.

⁷⁵⁵ Charlotte Kroll, "Reading the Temperature Curve: Sinophone Schmitt-fever in Context and Perspective" In *Kai Marchal and Carl K. Y. Shaw*, op. cit. pp. 123-143.

the Temperature Curve: Sinophone Schmitt-fever in Context and Perspective et le professeur de droit à l'Université chinoise de Hong Kong, Riyan Mitchell⁷⁵⁶, dans *Chinese Receptions of Carl Schmitt Since 1929*, « depuis que le philosophe Liu Xiaofeng a commencé à publier ses traductions des œuvres majeures de Schmitt dans les années 1990, la "fièvre Schmitt" a pris d'assaut de nombreux juristes chinois influents ainsi que les principaux idéologues du Parti communiste chinois (PCC). Peut-être plus que toute autre appropriation de Schmitt, le cas chinois a été celui qui a fait l'objet de la couverture la plus sensationnelle ». Cela est d'ailleurs illustré par Chang Chi dans un article récent paru dans *The Atlantic*, intitulé « The Nazi Inspiring China's Communists »⁷⁵⁷. Schmitt est donc utilisé par l'ensemble des factions apparemment opposées en Chine, à savoir les conservateurs ou partisans de « la voie chinoise », les libéraux et les membres de la nouvelle gauche. Mitchell remarque que l'essence des idées de Schmitt sur la politique, la culture, le droit et la société est déployée en Chine soit « comme des justifications du pouvoir total de l'État et de l'élimination des défis provenant de la société civile... ou, alternativement, comme une expression de l'insatisfaction vis-à-vis des... possibilités offertes par le libéralisme occidental »⁷⁵⁸. Kai et Shaw convergent avec cette idée en soulignant que les intellectuels chinois n'étudient pas les écrits de Carl Schmitt et Leo Strauss uniquement pour des raisons académiques, mais pour les perspectives supposées qu'ils offrent concernant les limites de la politique libérale. En effet, dans un monde plongé dans une profonde crise, où des perceptions divergentes du monde s'opposent, la Chine cherche à proposer un ordre discursif distinct de celui de l'Occident. L'affirmation de la Chine en tant que puissance mondiale représente ainsi un défi particulier pour l'ordre occidental. Bien que certains estiment que la Chine n'est qu'un nouvel acteur dans le processus de mondialisation et finira par suivre la voie occidentale, d'autres pensent qu'elle ne dispose pas encore de l'influence d'une véritable superpuissance mondiale. Quoi qu'il en soit, l'appropriation de Schmitt dans la politique chinoise demeure une question complexe sur les plans politico-culturel et géopolitique, qui mérite une analyse approfondie. Ce travail s'articulera autour de trois axes : d'une part, la convergence sino-schmittienne concernant la critique du libéralisme, fondement de la théorie politico-juridique schmittienne (1) ; d'autre part, l'analyse de la réception et de l'usage des concepts schmittiens dans un contexte spécifiquement chinois (2) ;

⁷⁵⁶ Rayan Mitchell, *Chinese Receptions of Carl Schmitt Since 1929* (June 12, 2020). Ryan Mitchell, "Chinese Receptions of Carl Schmitt Since 1929," 8 *Journal of Law and International Affairs* 1 (2020), Available at SSRN: <https://ssrn.com/abstract=3400946>.

⁷⁵⁷ Chang Che, (2020). "The Nazi Inspiring China's Communists": A decades-old legal argument used by Hitler has found support in Beijing, In *The Atlantic*, <https://www.theatlantic.com/international/archive/2020/12/nazi-china-communists-carl-schmitt/617237/>, Le 27 janvier, 2025.

⁷⁵⁸ Rayan Mitchell, Ibid.

enfin, l'étude de l'appropriation de ces idées par les différentes factions idéologiques en Chine, avec une attention particulière à la nouvelle gauche qui semble avoir pris l'ascendant dans la construction de la politique intérieure et extérieure du pays (3).

1. Une convergence sino-schmittienne illibérale

Carl Schmitt est l'un des penseurs anti-libéraux qui a connu un regain d'intérêt impressionnant en Chine, notamment en raison de sa critique du libéralisme, qui offre des clés de lecture pertinentes pour comprendre la crise actuelle du libéralisme et les alternatives proposées par les intellectuels et les politiques chinois. La critique de Schmitt s'attaque à l'ancien ordre international européen, qu'il considère responsable d'avoir dépossédé la république de Weimar de son originalité en la totalisant. Lors d'une conférence le 23 novembre 1932, à l'occasion de la soixantième assemblée annuelle de la Langnam-Verein, une organisation patronale influente, Schmitt prononce un discours dans un contexte politique difficile. Le chancelier Papin venait de démissionner, et son successeur, Hitler, revendiquait désormais le pouvoir. C'est dans cette période de crise politique et économique, marquée par la Grande Dépression de 1929, que Schmitt critique ce qu'il considère comme la cause de la chute de la république de Weimar : le libéralisme, et en particulier la démocratie. En analysant les rapports entre l'État et l'économie, Schmitt souligne que c'est la transformation de l'État en un système total qui est à l'origine de la crise de l'État allemand. Il affirme : « Nous ne vivons plus [...] dans un minimum d'État, mais presque déjà dans un État total, qui s'empare de tous les domaines de la vie humaine ». Schmitt s'insurge contre cette évolution progressive de l'État, qu'il juge néfaste, et plaide pour une réponse significative, qui passerait par une réorganisation de l'État. Il observe que l'État est passé de l'« État absolu » des XVIIe et XVIIIe siècles à l'« État neutre » du XIXe siècle, pour finalement aboutir à l'« État total ». Il propose de définir les caractéristiques de cette nouvelle forme d'État selon quatre dimensions.

- L'État total est antonyme à ce qu'il appelle « État minimum ». Ce qu'il appelle État minimum correspond ici à l'État-providence qu'il oppose à l'idéal d'un État gardien. L'État providence va ainsi étendre ses formes de compétences à de nouveaux objets. Sa sphère va ainsi englober tous les problèmes sociaux, allant de la garde des enfants, à la subsistance des vieillards. L'État total va ainsi apparaître comme la « négation polémique de l'État neutre ». Il s'agit d'une négation à l'État libéral qui prônait la neutralité et la non-intervention par rapport à la religion et à l'économie, il va se

substituer un État interventionniste. Il y a donc un passage d'un État centré sur des tâches essentiellement politiques et pour qui l'économie était une « réalité non politique par définition » vers quelque chose d'autre, « un État économique, un État fiscal, un État d'assistance ».

- Alors que l'État libéral postulait une séparation, un clivage dualiste entre des sphères prétendument séparées (la politique et l'économie, l'État et la société civile, etc.), l'État total brouille les anciennes antithèses et en rabat les termes les uns sur les autres. À la distinction, il oppose l'indistinction, la confusion des genres. A contrario des dynamiques qui avaient conduit l'État libéral à émettre une rupture avec l'ancien État absolu, l'existence de différenciations entre des sphères non politiques et par ricochet non étatiques, l'État total va « repolitiser tout ce qui avait été dépolitisé, il va ainsi politiser toutes les questions relatives à l'économique, le culturel, le religieux, et du reste de l'existence humaine ». Schmitt va affirmer que ce mouvement du tout politique conduit à la dissolution et à la dilution du politique en tant que catégorie déterminée : *quand tout devient politique dit-il, rien ne peut plus l'être spécifiquement*.
- Le paradoxe de l'État libéral résulte du fait qu'il était limité dans ses interventions et pourtant il devait aussi pouvoir se montrer « assez fort pour se poser dans son autonomie face aux autres forces sociales » et résister à leur sollicitation. De ce fait, en absorbant toutes les revendications, l'État total se grossit et cette obésité constitue la marque de son affaiblissement, le rendant incapable de tenir tête à toutes les revendications sociales qui l'assaillent. À contre-courant de ce que disaient Daudet, ce n'est plus l'État qui mobilise, mais lui qui est mobilisé, plus lui qui réquisitionne mais lui qui est réquisitionné.

Selon Schmitt, un État fort est nécessaire pour garantir l'unité de la nation et sa défense. Bien que son argumentation soit plus complexe dans son ensemble, Harald Blum la résume en trois points majeurs : une critique du droit politique, une politique des idées, et une doctrine du déclin du politique face aux tentatives libérales de le neutraliser. Concernant la critique du droit, Blum note que Schmitt attaque les limites du droit libéral tout en cherchant à en tirer les conséquences juridiques, affirmant que la politique doit influencer directement sur la jurisprudence. Dans *Le Concept de politique*, Schmitt soutient que la compréhension du politique doit précéder celle de l'État. Il défend ainsi un État fort et hiérarchisé, structuré autour de l'antagonisme entre l'ami et l'ennemi, expliquant par là son soutien à l'autoritarisme et au national-socialisme. Schmitt propose une vision relativiste de l'État, où la constitution précède

le droit constitutionnel et intègre l'ordre social. Il rejette la conception libérale du droit, qu'il juge fondée sur une notion obsolète de droit naturel, et critique la séparation entre le droit et l'ordre politique. Pour lui, l'État doit être intégré à la société et garantir une homogénéité entre ses structures hiérarchiques et sociales. Il prône ainsi le décisionnisme, qui repose sur l'état d'exception comme révélateur de l'ordre juridique normal, permettant au souverain de s'affranchir de la règle de droit en identifiant l'ennemi et les moyens de le combattre.

Sa critique du libéralisme repose sur sa politique des idées, qu'il fonde sur l'anthropologie et la théorie de la sécularisation. Pour Schmitt, le conflit est le critère central du politique, marqué par la distinction ami/ennemi. Il considère l'être humain comme fondamentalement enclin au conflit, ce qui nourrit sa critique du parlementarisme, qu'il perçoit comme un organe inefficace, plus délibératif que décisionnel. Enfin, Schmitt critique le libéralisme et le modernisme, qu'il considère comme des tentatives de neutralisation du politique. Il voit dans le libéralisme une volonté de pacification et de neutralité, qui se traduit par la création d'un État neutre et d'un pouvoir neutre. Cependant, il estime que cette pacification est illusoire, car les conflits (nationaux, économiques, technologiques) ressurgissent toujours. Schmitt insiste sur le fait que le politique ne peut être réduit au silence, même si la loi tente de l'enfermer dans des cadres juridiques rigides. Il rejette ainsi l'idée que le droit puisse être totalement autonome et universel, s'opposant à l'universalisme libéral. Pour lui, le politique se cache derrière la loi, particulièrement lorsque celle-ci est présentée comme absolue.

Jackson Reinhardt souligne dans le journal *Inquiries* que la convergence sino-schmittienne résulte de l'hostilité de Schmitt envers le libéralisme, tel qu'il se manifeste dans la culture politique, la gouvernance et l'idéologie occidentales⁷⁵⁹. Selon Mitchell, cette convergence se manifeste clairement dans les années 1920, lorsque des juristes chinois éminents, formés à Berlin et à Cologne, tels que Zang Junami ou Xu Daolin, un haut responsable associé à Tchang Kai-Chek, portaient un intérêt particulier à la formule de Schmitt concernant les « questions fondamentales relatives aux conditions préalables concrètes d'une structure politique et juridique stable, fondée sur les bases de la légitimité de l'État »⁷⁶⁰. Les érudits du Parti nationaliste (Guomindang) étaient attirés par les idées de Schmitt, qui fusionnaient la notion d'un État autoritaire fort avec la possibilité d'un gouvernement et d'une économie saine,

⁷⁵⁹ Jackson T. Reinhardt, (2020). "Totalitarian Friendship: Carl Schmitt in Contemporary China" In *Inquiries Journal Social Science, Arts & Humanities*, <http://www.inquiriesjournal.com/articles/1784/totalitarian-friendship-carl-schmitt-in-contemporary-china>, Le 28 janvier, 2024.

⁷⁶⁰ Rayan Mitchell, "Chinese Receptions of Carl Schmitt Since 1929", op. cit, pp. 195-202.

principalement orientée vers le marché⁷⁶¹. Cependant, pendant la Guerre froide et après l'établissement de la République Populaire de Chine (RPC) en 1949, les idées de Schmitt ont été reléguées au second plan au profit du marxisme, qui domina la vie politique et intellectuelle de la RPC sous l'ère de Mao. Néanmoins, Schmitt ne cachait pas sa sympathie envers Mao Zedong et le Parti Communiste Chinois (PCC), un contraste marqué avec son anticommunisme ouvert, notamment à l'égard du communisme soviétique et des figures de Staline et Lénine. Cette position a conduit certains chercheurs, comme Thomas Fröhlich, à évoquer un « anticommunisme sélectif » chez Schmitt.

En effet, dans *From « Carl Schmitt on Mao » to « Carl Schmitt in China » : Unsettled Issues and Unsettling Continuities*, Fröhlich analyse l'intérêt de Carl Schmitt pour Mao, évoquant même un « Mao Schmittien » qui incarnerait la véritable forme du partisan tellurique, une figure qui, selon Schmitt, représente l'expression absolue du politique⁷⁶². C'est dans un essai intitulé *Theorie des Partisanen : Zwischenbemerkung zum Begriff des Politischen*, ou Théorie du Partisan comme interprétation sur le concept du politique, qui prolonge son ouvrage fondamental *Le Concept du Politique* (1927-1933), dans lequel il diagnostique la fin de l'État souverain et la crise du système international européen traditionnel, que Schmitt rend un hommage à Mao. Schmitt déplore d'abord que l'Europe centrale soit devenue politiquement aveugle à cause des Lumières, de la sécularisation et de l'industrialisation. En revanche, selon lui, l'« Orient » (notamment la Russie) aurait su assimiler les acquis occidentaux tout en conservant une conscience politique aiguisée, percevant l'ennemi occidental comme une

⁷⁶¹ Ryan Mitchell, (2021). "Schmitt in Beijing", In *Critical Legal Thinking in China*, <https://criticallegalthinking.com/2021/10/18/schmitt-in-beijing/>, Le 03 février, 2025. En 1932, Carl Schmitt prononce devant le patronat allemand un discours intitulé État fort et économie saine, dans lequel il dénonce la crise économique sous la République de Weimar. Il affirme que la guérison ne peut être douce et requiert une "intervention chirurgicale douloureuse", impliquant un État fort capable d'éliminer les éléments nuisibles à l'économie, "quitte à taillader violemment dans les chairs." Schmitt insiste sur un paradoxe central : pour réduire l'intervention de l'État dans l'économie, il doit d'abord y intervenir fortement. Selon lui, un État-providence affaibli par les pressions sociales doit être remplacé par un État autoritaire, capable de préserver une distinction stricte entre l'État et la société. Il critique la démocratie pour sa confusion entre politique et social, prônant au contraire une dépolitisation de la société afin de renforcer un État souverain détaché des influences extérieures. Son discours cherche à rassurer le patronat : l'État total qu'il envisage n'interférera pas avec leurs affaires, mais sanctuarisera l'autogouvernement privé du secteur économique. Il propose ainsi la création d'un domaine intermédiaire, géré par une autoadministration privée confiée aux élites patronales, excluant toute forme de démocratie économique. Cette vision, où l'économie est contrôlée par un gouvernement patronal privé, est vivement contestée par Hermann Heller, son principal contradicteur. Bien que leurs relations soient initialement cordiales, elles se détériorent lorsque Heller est perçu comme un ennemi de l'État. Afin d'approfondir le sujet, voir avec, Carl Schmitt et Hermann Heller, *Du Libéralisme Autoritaire : Traduction, présentation et notes de Grégoire Chamayou*, Zones, Éditions La Découverte, Paris, 2020.

⁷⁶² Thomas Fröhlich, "From « Carl Schmitt on Mao » to « Carl Schmitt in China » : Unsettled Issues and Unsettling Continuities", In Kai Marchal and Carl K. Y. Shaw, op. cit, pp. 75-96.

menace existentielle⁷⁶³. Il souligne la capacité de l'URSS à absorber la technologie occidentale et à l'utiliser politiquement. Le recours de Schmitt à Mao s'explique par son rejet du nouvel ordre international apparu après 1917, marqué par l'entrée des États-Unis dans la Première Guerre mondiale et la fin du *jus publicum Europaeum*. Il critique l'universalisme juridique moderne, qui transforme l'ennemi en "criminel absolu", contrairement à la reconnaissance mutuelle des États souverains d'antan (*justus hostis*). Selon lui, cet ordre international a vidé le politique de son sens en le réduisant à des tâches administratives et policières. Face à cette évolution, Schmitt voit dans le partisan – incarné par Mao – une figure capable de restaurer une véritable conscience du politique et de l'inimitié existentielle. Schmitt s'intéresse à la question de la partisanerie à la suite de la guerre entre la Prusse et la France en soulignant l'importance de l'édit prussien sur le Landsturm signé et promulgué en 1813 qu'il considère comme la Magna carta de la partisanerie⁷⁶⁴. Ce document appelle la population à résister à l'ennemi envahisseur en utilisant les armes de toute sorte, tout en désobéissant aux ordres des envahisseurs. Face à ces ennemis envahisseurs il fallait que les partisans telluriques défendent la patrie. Dans le contexte de la partisanerie, Schmitt met en évidence qu'une version radicale de l'inimitié s'est développée au XXe siècle, incarnée d'abord par Lénine, puis par Staline. Ces derniers ont combiné une vision tellurique de l'inimitié avec une nouvelle conception révolutionnaire mondiale, considérant l'ennemi non plus simplement comme un adversaire local, mais comme un ennemi de l'humanité. Cette nouvelle perspective sapait la légitimité traditionnelle de la partisanerie, car l'ennemi était désormais vu comme un mal absolu agissant contre l'humanité.

Bien que Mao adopte une position partisane similaire à celle de Lénine et Staline, Schmitt souligne qu'il restait profondément attaché à l'aspect tellurique de la partisanerie, en tant que combattant du peuple contre l'envahisseur occidental dans un espace géographique délimité, qu'il qualifiait de *Großraum* (Grand espace). En théorisant son concept de *Großraum*, qu'il considérait comme un ordre territorial caractérisé par des facteurs historiques, économiques et culturels, Mao défendait l'idée que ce concept ne se conformait pas à l'universalisme d'un ordre juridique unitaire mondial. Au contraire, il s'agissait d'une sorte de doctrine Monroe, représentant une unité fermée à l'échelle d'un continent, où les collectivités humaines mettaient en œuvre leur propre conception du droit international.

⁷⁶³ Ibid.

⁷⁶⁴ Ibid.

Pourtant, Mao Zedong lui-même n'a pas pu résister à la tendance communiste d'absorber la partisanerie dans une vision géopolitique de la révolution communiste contre l'impérialisme occidental, menaçant le rôle de la partisanerie comme défenseurs de la patrie dans un espace géographique donné. Très critique envers Lénine et Staline pour avoir pour avoir transformer la partisanerie en une lutte universelle qui devait changer les conditions de la guerre en faisant de l'ennemi un criminel contre l'humanité, un être qui ne respectait ni les nouvelles règles du droit international, ni les valeurs humanitaires, Schmitt demeurait élogieux envers la révolution menée par Mao et sa résistance contre le Japon. Voyant en Mao Zedong son nouveau Clausewitz du XIXe siècle, pour avoir lié les notions de guerre civile nationale et internationale, ce dernier devenait à ses yeux le plus grand praticien de la guerre révolutionnaire contemporaine. Carl Schmitt interprète la pensée de Mao Zedong comme une tension entre l'idée d'un ordre mondial équilibré entre grands espaces (Chine, Europe, Amérique) et celle d'un ennemi de classe universel freinant la révolution communiste. Mao incarne, selon Schmitt, la figure du « partisan », défendant un territoire spécifique contre l'illusion d'un « monde unique »⁷⁶⁵. Il le considère comme un « katéchon », résistant à la dissolution du politique et menant une lutte plus intense que Lénine pour préserver son essence.

2. La réception et l'usage des concepts schmittiens dans le monde chinois

La réception de Schmitt en Chine et l'usage qui en est fait par les intellectuels et les politiques chinois ne constitue pas un phénomène isolé à la Chine, mais s'inscrit dans un processus global de réappropriation de la pensée schmittienne, qui touche notamment l'Europe, l'Amérique du Nord et l'Asie. Servant de point de repère pour les conservateurs culturels et les théoriciens critiques du libéralisme occidental, la réception de Schmitt en Chine est un sujet de controverse. Par exemple, Mario Wenning s'inquiète de la réappropriation de ce qu'il considère comme un esprit dangereux, transformant des idées potentiellement nuisibles à travers un processus de traduction et d'adaptation transculturelle⁷⁶⁶. Comme cela a été montré plus haut, Schmitt permet à certains intellectuels chinois de mener une critique de l'Occident, perçu comme un discours néocolonial porté par le libéralisme, et ce dans l'objectif de réaliser ce qu'on appelle le « rêve chinois » : reprendre une place de choix dans l'établissement de la politique mondiale. Dans cette perspective, des universitaires comme Liu Xiaofeng et Gao

⁷⁶⁵ Ibid.

⁷⁶⁶ Mario Wenning, "The Tyranny of Values: Reflection on Schmitt and China", In *Kai Marchal and Carl K. Y. Shaw*, op. cit, pp. 97-122.

Yang se sont inspirés de la théorie politique et philosophique de Schmitt pour critiquer la tradition libérale et remettre en avant les valeurs culturelles et confucéennes, afin de surmonter la crise spirituelle et identitaire que traverse la Chine contemporaine, souvent perçue comme un manque de valeurs⁷⁶⁷. Bien que Liu et Gao aient des trajectoires intellectuelles et politiques différentes, ils s'accordent sur l'idée d'une critique globale et locale qui vise à encren la modernité chinoise et confucéenne dans une société post-maoïste et dengiste⁷⁶⁸. Dans ce cadre, le concept de *Großraum* de Schmitt, qui critique l'érosion progressive du droit international au profit de blocs d'influence, trouve une place importante. Ce concept résonne dans un contexte où certains intellectuels chinois voient dans les traditions culturelles et la pensée confucéenne un antidote à la domination hégémonique de l'Occident, incarnée par les valeurs des droits de l'homme. Liu Xiaofeng utilise des concepts schmittiens tels que la souveraineté, l'exceptionnalisme et le décisionnisme pour construire une identité politique chinoise qui s'oppose au libéralisme occidental. Il est donc indiscutable que l'introduction de Schmitt en

⁷⁶⁷ Wenning ne partage pas l'interprétation et l'appropriation que les spécialistes chinois font de la pensée et des concepts développés par Schmitt. Il souligne que si le premier Schmitt s'attachait à définir le politique et à critiquer l'occidentalisation du monde, le second s'est davantage intéressé aux formes d'action et d'engagement politique qui s'écartent des guerres conventionnelles et des luttes de pouvoir entre États-nations souverains.

Dans *La Tyrannie des valeurs* (1967), Schmitt s'oppose à l'idée même de « valeur », qu'il considère comme un concept générique prétendant s'autojustifier. Cette prétention pose, selon lui, un problème fondamental : qualifier quelque chose de « valeur » revient à transformer ceux qui ne la partagent pas en ennemis. Ainsi, la seule façon de contester une valeur est d'en invoquer une autre, ce qui enferme les débats normatifs dans une opposition binaire. Dans cette logique, les valeurs libérales occidentales se retrouvent opposées aux valeurs traditionnelles et confucéennes. D'un point de vue global, les valeurs confucéennes sont perçues comme un instrument stratégique anti-occidental, permettant de distinguer la civilisation chinoise de ce qui est considéré comme la rhétorique impérialiste tardive du libéralisme occidental. Schmitt rejette cette instrumentalisation des valeurs, qu'il juge abstraites et subjectives, car elles ne correspondent ni à son concept du politique ni à la nature du partisan. Wenning propose une alternative à ce discours sur les valeurs, en prônant la reconnaissance de la complexité normative des différentes formes d'existence, afin d'éviter toute réduction idéologique ou restriction des modes de vie.

⁷⁶⁸ Si Liu Xiaofeng est un conservateur qui se rapproche un peu plus de l'idéologie défendue par la nouvelle gauche, Gao se revendique être un libéral convaincu, mais critique la superficialité du libéralisme moderne et la naïveté de ses compatriotes libéraux. Il prône une maturation politique du libéralisme chinois et un retour aux traditions anglo-américaines, incarnées par Hume et Adam Smith, pour faire de la Chine un *État-nation moderne et fort*. Toutefois, son cheminement intellectuel l'amène à voir en Carl Schmitt un détour nécessaire dans cette évolution. Dans ses premiers travaux, notamment en 2003, Gao adhère encore largement aux théories de Hayek. Cependant, en 2006, il élargit son analyse en comparant Kelsen, Hayek et Schmitt, identifiant la faiblesse du libéralisme dans son incapacité à appréhender le rôle central de la politique et à gérer les situations exceptionnelles. Bien qu'il reconnaisse la pertinence de la critique schmittienne, il refuse d'en faire une doctrine supérieure. À ses yeux, des penseurs comme Hume, Montesquieu, Hegel ou Bruce Ackerman offrent des ressources pour répondre aux défis posés par Schmitt.

Gao défend l'idée d'un *libéralisme mûr* capable de concilier des oppositions apparentes : politique normative et décisionnelle, liberté juridique et autorité politique, individualisme et étatisme. Pour lui, toute théorie visant à guider la Chine vers la modernité doit intégrer ces éléments, en raison de la situation singulière du pays. La Chine fait face à un double défi : d'une part, elle tente d'établir un État constitutionnel démocratique libéral alors même que le modèle de l'État-nation est remis en question. D'autre part, elle doit composer avec une tradition politique fragmentée entre son passé impérial, l'héritage du Guomindang et celui du Parti communiste. C'est dans ce contexte que Gao perçoit l'intérêt de Schmitt : fournir des outils pour penser un État-nation chinois fort, capable de surmonter ces contradictions historiques et contemporaines. Pour plus de détails, voir avec, Charlotte Kroll, op. cit, pp. 136-140.

Chine ne se fait pas dans une optique purement épistémologique ou intellectualiste, mais qu'elle répond à un contexte politique spécifique dans lequel Schmitt se positionne comme un allié des conservateurs chinois contre l'hégémonie du libéralisme occidental.

Il existe un consensus parmi les érudits chinois et occidentaux pour reconnaître Liu Xiaofeng comme le pionnier de la discussion sur Carl Schmitt dans le monde sinophone⁷⁶⁹. En tant que l'un des principaux traducteurs de Schmitt en Chine, Liu a joué un rôle majeur dans l'influence du débat intellectuel et politique sur la pensée de Schmitt. Il a également formulé certaines recommandations afin de mieux comprendre la pensée schmittienne en Chine. Liu exhortait ses collègues et lecteurs à ne pas se laisser guider par l'idéologie nord-américaine, mais plutôt à utiliser l'étude de Schmitt pour approfondir la compréhension de l'histoire allemande et européenne de la pensée politique. Pour Charlotte Kroll, cette recommandation visait à inciter ses collègues à ne pas appréhender Schmitt à travers un prisme idéologique trop réducteur – qu'il s'agisse de la gauche, de la droite ou des libéraux – qui correspondent à des cadres d'analyse modernes et trop étroits⁷⁷⁰. En somme, Liu appelait à une analyse de la pensée de Schmitt dans un cadre plus large, celui de l'histoire intellectuelle européenne. Toutefois, comme l'a noté Jiantao Liu dans la Revue *Illiberalism*, Liu Xiaofeng ne s'est pas lui-même tenu à ses propres recommandations de lire Schmitt de manière apolitique⁷⁷¹. En réalité, il semble avoir été influencé par le contexte politique des années 1990, qui ne favorisait pas une lecture dépolitisée de Schmitt⁷⁷².

Étant un universitaire influent et considéré comme le précepteur ou "enseignant de l'État" (国师, *Guó shī*), Liu Xiaofeng, professeur à l'Université Renmin de Chine et auparavant à l'Université Sun Yat-sen, est le leader intellectuel de la recherche sur Carl Schmitt en Chine.

⁷⁶⁹ Pas moins de 17 ouvrages de Schmitt ont été traduits par Liu Xiaofeng dont, *Le concept du politique* (2004), *Le romantisme politique* (2004), *Le Léviathan dans la théorie de l'État de Thomas Hobbes* (2008), *Le gardien de la Constitution* (2008), *Sur les trois types de pensée juridique* (2012), *Ernst Junger-Carl Schmitt Briefe 1930-1983* (2014), *Légalité et légitimité* (2015), *Théologie politique* (2015), *Théorie constitutionnelle* (2016), *Der Nomos der Erdet* (2017), *Gesprache über die Macht und den Zugang zum Machthaber* (2023), etc.

⁷⁷⁰ Charlotte Kroll, op. cit.

⁷⁷¹ Jiantao Liu, (2024). "Carl Schmitt, Liu Xiaofeng, and the Longevity of Chinese Empire" In *Illiberalism Studies Program Working Papers* no. 19 January 2024, *Institute for European, Russia and Eurasian Studies*, <https://www.illiberalism.org/carl-schmitt-liu-xiaofeng-and-the-longevity-of-chinese-empire/>, Le 03 février, 2025.

⁷⁷² Le débat sinophone sur Carl Schmitt après 1989 s'est inscrit dans un contexte intellectuel marqué par l'échec de la démocratisation et l'essor du marché, nourrissant les discussions sur l'État, l'individu et l'économie. Ce débat s'intègre à une scène universitaire mondiale où l'intérêt pour Schmitt s'adapte aux enjeux du XXI^e siècle. En Chine, ses idées ont été reprises dans le cadre de la controverse entre libéraux et nouvelle gauche, influencée par des événements comme la tournée de Deng Xiaoping en 1992. Ce débat portait moins sur une opposition rigide que sur la redéfinition de concepts comme le libéralisme et la démocratie, devenus des notions centrales et contestées après des décennies d'absence du discours chinois.

Les réalités académiques et politiques mentionnées précédemment résultent directement de son influence et de son engagement. Dans la préface à la traduction de *Carl Schmitt and the Modernity of Politics*, Liu soutient que « les chercheurs chinois en sont venus à se rendre compte que la recherche de Schmitt est indispensable pour comprendre la question de la modernité de la Chine »⁷⁷³. Les recherches de Liu visent à comprendre comment préserver le modèle politique unique de la Chine, distinct de celui de l'Occident, et à maintenir le statut de grande puissance de la Chine dans la concurrence internationale, notamment face aux États-Unis. Ses réflexions influencent la manière dont les jeunes érudits chinois abordent la pensée de Schmitt. Liu dirige une faction aux objectifs politiques clairs, influençant ses disciples par un enseignement ésotérique, leur inculquant une distance vis-à-vis des classes populaires et une notion de supériorité intellectuelle et morale. Selon lui, la Chine est une société profondément hiérarchisée, où le pouvoir est concentré entre les mains de l'élite, déterminée par le sang, le statut social et l'éducation. Les inégalités structurent les institutions, limitant la mobilité sociale et favorisant les individus issus de familles influentes dans l'accès aux positions politiques et au capital social. Liu reconnaît également que les jeunes diplômés des grandes universités joueront un rôle clé dans les cercles politiques futurs, et qu'ils auront la possibilité de promouvoir leurs propres agendas.

Poursuivant cette orientation, d'autres érudits tels que Wang Hui, Gan Yang, Zhao Xudong et le juriste Jiang Shigong ont non seulement réaffirmé la nécessité d'un retour à une tradition intellectuelle chinoise profondément enracinée dans la gouvernance impériale, mais ont aussi souligné que l'intellectuel, en tant que guide moral et politique, doit impérativement occuper une position élevée à la cour pour servir l'Empereur, en l'aidant à clarifier et à éclairer sa vision politique. Selon cette perspective, l'intellectuel est vu comme un médiateur essentiel entre les idéaux traditionnels et les exigences de l'époque moderne. Dans ce contexte, Carl Schmitt devient pour ces chercheurs une figure de référence. En le réintégrant dans le discours politique chinois, ils cherchent à faire de lui un conseiller pour un « grand Empereur » (得君行道, *dé jūn xíng dào*), dont la mission est de guider la nation sur la voie d'un ordre politique stable, puissant et respectueux des spécificités culturelles chinoises. Ainsi, Schmitt est perçu comme un allié dans la construction d'une vision alternative du monde, une vision qui dépasse l'hégémonie libérale occidentale et qui, à travers la réaffirmation des valeurs traditionnelles, cherche à créer un équilibre géopolitique global.

⁷⁷³ Ibid.

Cet usage de Schmitt en Chine dépasse la simple adoption théorique. Il s'inscrit dans un contexte de lutte idéologique, où chaque faction cherche à imposer sa propre conception du libéralisme et à en déterminer la place qu'elle occupera dans le nouvel empire chinois. À travers l'étude de Schmitt, ces intellectuels entendent réinventer un projet politique chinois, distinct des modèles occidentaux, en se réappropriant les outils conceptuels qui permettent de penser la souveraineté, l'État, la gouvernance et les relations internationales. Dans cette quête, Schmitt apparaît comme une ressource intellectuelle précieuse pour ceux qui souhaitent allier les traditions confucéennes à une modernité chinoise qui s'affranchit des influences externes et des modèles politiques qu'ils jugent obsolètes. En somme, l'appropriation de Schmitt en Chine n'est pas un simple exercice académique, mais un véritable projet politique et culturel visant à redéfinir la place de la Chine dans le monde, en érigeant un modèle propre qui se nourrit à la fois de la pensée schmittienne et des traditions culturelles chinoises, tout en offrant une critique incisive du libéralisme occidental. L'intellectuel chinois, dans cette optique, ne se contente pas de réfléchir au monde, il s'engage activement à influencer la direction que prendra la nation dans ses relations avec l'Occident et le reste du monde.

3. La sédimentation de Schmitt en Chine, entre « conservateurs », « libéraux » et « Nouvelle Gauche »

La réception de la pensée de Carl Schmitt en Chine s'inscrit dans ce que Mark Lilla et plusieurs spécialistes ont qualifié de « fièvre Schmitt », désignant une réappropriation intense de ses concepts dans un contexte de crise identitaire politique et intellectuelle⁷⁷⁴. La crise du libéralisme dans les années 1990, conjuguée à l'incapacité du marxisme à se réactualiser en apportant des solutions efficaces, a poussé les intellectuels chinois à se tourner vers Schmitt⁷⁷⁵. Cette dynamique a profondément influencé les différentes fractions politiques chinoises, chacune mobilisant Schmitt soit pour légitimer des positions illibérales, soit pour contester sa vision du politique dans le monde chinois. Dans sa classification de la réception de Schmitt en Chine et de son impact sur la légitimation du Parti communiste chinois (PCC), Jackson Reinhardt identifie trois figures majeures dont l'interprétation a façonné cette sédimentation intellectuelle : le théoricien de la littérature allemande Zhang Xudong, ainsi que les juristes

⁷⁷⁴ Mark Lilla. "Reading Strauss in Beijing." *The New Republic*, 16 Dec. 2018, [newrepublic.com/article/79747/reading-leo-strauss-in-beijing-china-marx](https://www.newrepublic.com/article/79747/reading-leo-strauss-in-beijing-china-marx). Le 04 février, 2025.

⁷⁷⁵ Xie Libin, Haig Patapan, Schmitt Fever: The use and abuse of Carl Schmitt in contemporary China, *International Journal of Constitutional Law*, Volume 18, Issue 1, January 2020, Pages 130–146, <https://doi.org/10.1093/icon/moaa015>, Le 05 février 2025.

Gao Quanxi et Qi Zheng⁷⁷⁶. Il considère par ailleurs Liu Xiaofeng comme le principal traducteur de Schmitt en Chine. Toutefois, bien que nous reconnaissons l'existence de trois grandes interprétations de la pensée schmittienne en Chine, nous contestons le choix de Reinhardt concernant les figures qui les incarnent, et ce pour trois raisons principales.

Premièrement, sa classification ne correspond pas à celle généralement admise dans la littérature spécialisée sur la sédimentation de Schmitt en Chine, notamment chez Kroll, Wenning et Lilla, qui identifient trois grandes tendances : conservatrice, libérale et nouvelle gauche. Deuxièmement, si Zhang Xudong est à juste titre considéré comme un conservateur ou un partisan de ce que l'on appelle la « voie chinoise », les deux autres figures mises en avant par Reinhardt sont clairement des libéraux. Gao Quanxi, bien que critique à l'égard de certaines interprétations du libéralisme défendues par ses collègues, se revendique lui-même comme un penseur libéral. Il mobilise la critique de Schmitt pour élaborer un État libéral mûr, capable d'intégrer la dynamique contemporaine de la Chine tout en s'appuyant sur sa tradition culturelle et confucéenne afin de bâtir un État fort. À l'inverse, Qi Zheng utilise Schmitt dans une perspective différente, visant l'instauration d'un véritable État de droit démocratique. Enfin, bien que Reinhardt évoque la proximité idéologique de Gao avec la nouvelle gauche chinoise, notamment en soulignant une trajectoire similaire à celle de Wang Hui — qui défend l'idée que la Chine doit puiser dans son histoire millénaire et sa tradition confucéenne pour proposer une alternative au consensus de Washington — il accorde étonnamment peu d'attention à la place de la nouvelle gauche dans la sédimentation de Schmitt en Chine. C'est pourquoi il nous semble plus pertinent d'examiner les différentes tendances qui contribuent à cette réappropriation de Schmitt, non à travers des auteurs spécifiques, mais en fonction des idéologies qu'elles défendent.

- La voie chinoise

La « voie chinoise » ou *China Path* représente la ligne officielle du gouvernement chinois selon laquelle il n'existe pas de modèle unique de développement applicable à tous les pays. Ainsi, la Chine peut s'inspirer d'autres trajectoires sans pour autant les copier. Ce principe justifie l'adoption d'un modèle spécifique, appelé « modèle chinois » ou « consensus de Pékin », qui s'exprime notamment à travers la notion de « rêve chinois » avancée par le président Xi Jinping. Ce rêve vise à poursuivre la voie du socialisme aux caractéristiques chinoises, plaçant le Parti communiste chinois (PCC) au cœur de la vie politique afin d'adopter les arrangements

⁷⁷⁶ Jackson T. Reinhardt, (2020). "Totalitarian Friendship: Carl Schmitt in Contemporary China", op. cit.

nécessaires pour permettre au peuple chinois de réaliser son idéal. Plusieurs universitaires de renom défendent ce modèle en s'appuyant sur Schmitt et sa théorie constitutionnelle. C'est notamment le cas de Chen Duanhong qui, dans *La Constitution en tant que loi supérieure de l'État*, mobilise le concept schmittien de la constitution comme loi absolue pour justifier la direction du PCC⁷⁷⁷. En privilégiant une conception normative plutôt que sociologique de la constitution, il affirme que le PCC doit être considéré comme la loi fondamentale de la République populaire de Chine (RPC). Par cette approche, Chen laisse entendre que la direction du PCC ne peut être remise en question, ce qui constitue une justification normative de la « voie chinoise ».

- La réception contrastée de schmitt par les libéraux

Les libéraux chinois se divisent généralement en deux groupes : ceux qui rejettent l'application des concepts de Schmitt au contexte chinois et ceux qui, tout en critiquant son illibéralisme, voient dans certains aspects de sa pensée — notamment sa critique du libéralisme et ses concepts de souveraineté et de liberté — un levier pour faire évoluer la RPC vers un État démocratique. Après une période de marginalisation durant la Révolution culturelle, les idées libérales ont connu un renouveau dans les années 1980 et 1990, notamment avec l'introduction en Chine des œuvres de Friedrich Hayek. Défendant les principes d'un ordre démocratique libéral fondé sur la primauté du droit, la libéralisation économique et la garantie des droits individuels, ces intellectuels ont cherché à confronter la popularité croissante de Schmitt auprès des partisans de la « voie chinoise » et de la « Nouvelle Gauche ». Dans ce cadre, ils ont remis en cause les concepts fondamentaux de Schmitt, tels que la distinction ami/ennemi, le décisionnisme et sa conception de la démocratie. Certains ont souligné les liens entre la pensée de Schmitt et le nazisme, arguant que ses idées sont inapplicables au cas chinois. D'autres, comme Gao Quanxi, ont affirmé que les critiques de Schmitt contre le libéralisme étaient spécifiques à la République de Weimar et ne sauraient être transposées à la Chine contemporaine. Gao insiste d'ailleurs sur le fait que la Chine possède une longue tradition de souverains autocratiques et qu'elle n'a pas attendu Schmitt pour expérimenter l'autoritarisme. Il souligne également que la « démocratie populaire » schmittienne, envisagée comme une alternative à la démocratie parlementaire, n'est pas seulement une théorie en Chine, mais une réalité institutionnelle, rendant superflue la référence à Schmitt pour justifier la distinction entre

⁷⁷⁷ Xie Libin, Haig Patapan, op. cit. Dans l'intention d'approfondir la réflexion sur les différentes fractions idéologiques qui s'opposent en Chine autant politiquement qu'intellectuellement, le texte cité supra serait d'une grande utilité ainsi que les nombreuses références auxquelles il fait allusion.

ami et ennemi. Toutefois, pour une autre partie des libéraux, la « nouvelle voie chinoise » devrait mener à une transition vers une démocratie parlementaire de type occidental. Dans cette optique, l'étude de Schmitt demeure essentielle pour comprendre les enjeux idéologiques et institutionnels qui façonnent le débat politique en Chine.

- La Nouvelle Gauche

La « Nouvelle Gauche » chinoise émerge dans les années 1990, se distinguant de l'ancienne gauche maoïste qui avait soutenu la Révolution culturelle. Contrairement à cette dernière, elle ne se fonde plus sur la lutte des classes et la dictature du prolétariat. Inspirés par les théories postmodernes occidentales, ses penseurs sont perçus comme modernes et internationaux, publiant de nombreux travaux en anglais et en chinois dans des revues de gauche. Toutefois, ils restent très critiques à l'égard de l'Occident, en particulier des États-Unis, qu'ils accusent de vouloir empêcher l'émergence d'un nouvel empire chinois. Opposés au capitalisme et à l'économie de marché, ils considèrent que ces dynamiques détournent la Chine de sa vision socialiste en favorisant la corruption et l'accaparement des ressources par une oligarchie. Ils estiment que le capitalisme a créé une nouvelle classe exploitant les travailleurs et s'opposent aux réformes économiques de Deng Xiaoping, prônant un retour à l'ère maoïste, qu'ils perçoivent comme un âge d'or de l'égalité sociale. Favorables à la Révolution culturelle, nationalistes, ils insistent sur la nécessité de préserver la souveraineté de la Chine. L'importance de Schmitt dans leur pensée réside dans sa critique du libéralisme, son concept d'exception pour justifier l'autoritarisme et sa distinction ami/ennemi. Mitchell souligne d'ailleurs une convergence entre les positions idéologiques de la Nouvelle Gauche et l'orientation politique adoptée par la Chine depuis le second mandat de Xi Jinping⁷⁷⁸. Il cite notamment la loi sur la sécurité nationale à Hong Kong, adoptée par le PCC, qui reflète le concept schmittien de souveraineté, conférant à l'Assemblée populaire nationale un rôle central en tant que siège constitutionnel de la souveraineté de l'État. De même, il relève que la réponse de la Chine aux critiques internationales sur ses revendications en mer de Chine méridionale, ainsi qu'aux accusations de non-respect des droits de l'homme au Xinjiang et au Tibet, repose largement sur la souveraineté étatique. Selon lui, ces prises de position reflètent une conception schmittienne de la souveraineté, où l'autorité souveraine inclut la capacité de désigner des « exceptions » aux normes établies. Enfin il souligne que les récentes orientations économiques de la Chine sous Xi Jinping résonnent parfois avec la dynamique schmittienne. Bien que les

⁷⁷⁸ Rayan Mitchell, (2021). "Schmitt in Beijing", Series : Critical Legal Thinking in China, <https://criticallegalthinking.com/2021/10/18/schmitt-in-beijing/>, Le 05 février 2025.

efforts pour limiter les inégalités restent modestes, la combinaison d'un État interventionniste et d'un engagement envers des marchés « sains » – illustrée notamment par l'application de la loi antitrust dans la tech – évoque une convergence avec les logiques de régulation ordolibérales. Cette approche rappelle le *libéralisme autoritaire* associé à Schmitt, où l'État joue un rôle central dans l'organisation des marchés sans pour autant les contrôler directement. Enfin, les investissements régionaux et les initiatives financières de Pékin renforcent cette vision en l'inscrivant dans une logique schmittienne de *grands espaces* et de sphères d'influence.

B. L'émergence du besoin cinétique : sous un État fort chinois, une économie saine !

La corrélation entre l'autoritarisme politique de Pékin et la bonne santé de l'économie ne figure dans aucune communication officielle des autorités chinoises. D'ailleurs, celles-ci se défendent même de soutenir une telle formulation. Cependant, comme nous l'avons constaté avec le *soft power*, il existe en Chine un contraste marqué entre les discours officiels et les actions menées par les autorités de Pékin. Les activités du Parti communiste chinois (PCC) sur les plans politique, économique et juridique, combinées avec ce qui est considéré comme une victoire économique depuis le lancement de l'initiative « Going Global » et surtout avec la mise en place de la *Belt and Road Initiative* (BRI), conduisent de nombreux analystes politiques et acteurs de la vie internationale à percevoir dans la formule « gouvernement autoritaire et économie saine » l'émergence d'un sentiment révisionniste. Ce dernier marque le passage d'un ordre mondial libéral prétendument « consensuel » et épuisé (le consensus de Washington) vers un ordre mondial illibéral (le consensus de Pékin). Ce nouvel ordre est soutenu par une Chine qui séduit le tiers-monde grâce à ses nombreux avantages. Ce changement représente l'expression d'une lutte pour le pouvoir mondial, une lutte dans laquelle la Chine semble être en train de remporter la victoire.

Les intellectuels de la prestigieuse école de droit de Pékin adhèrent particulièrement à cette vision d'un nouveau monde dominé par le Panda, qui n'acceptera plus d'être « un simple acteur marginal de la vie politique internationale ». Les travaux de cette nouvelle gauche intellectuelle du Parti communiste chinois (PCC) visent à renforcer l'idée qu'il faut une « dictature éclairée » pour la Chine, capable de guider le monde. Cette dictature repose sur la formule schmittienne d'un « État fort et d'une économie saine ». L'universitaire Jiang Shigong se distingue par une argumentation ad hoc qui légitimerait sur le plan constitutionnel l'usage de la force contre les

manifestants hongkongais. « L'autorité de suspendre la loi [...] est la véritable preuve de la souveraineté⁷⁷⁹ ». Par cet extrait, le juriste estime clairement que la loi doit être au service du prince et pas inversement, « quand le besoin se fait ressentir, le prince peut la suspendre sans commune mesure ».

Non seulement il renoue avec l'ancienne raison d'État, largement conceptualisée dans les nombreux cours de Foucault au Collège de France, mais il opère également une rupture avec la pensée libérale, qui considère qu'« en cas de crise interne, c'est l'État de droit et non la norme constitutionnelle qui doit prévaloir ». Pour l'universitaire, afin d'atteindre le *tianxia*, le pouvoir doit être concentré entre les mains du souverain, afin de débarrasser l'État des nombreux ennemis qui empêcheraient la réalisation du rêve chinois⁷⁸⁰. « Si le souverain ne peut s'affranchir de la loi en cas d'exception, c'est qu'il n'est pas vraiment souverain ». Cette phrase illustre le comportement que la Chine adopte dans le conflit maritime qui l'oppose aux Philippines depuis 2012. Le professeur de droit se donne pour mission de repenser le droit international et, par là même, tout le système fondé sur des règles occidentales. Dans son article *Empire and World Order*, traduit par David Ownby, il considère que le paradigme de l'État-nation, issu du système westphalien de 1648, est une pure fiction opportunément entretenue pour dissimuler la logique d'empire à l'œuvre dans l'histoire. « L'empire est à la fois un nom pour décrire un système politique et a toujours fonctionné comme un verbe, décrivant une dynamique d'unification ». L'empire est donc à la fois un État et un mouvement, un système politique dont l'aspiration philosophique et politique vise à s'établir comme un universalisme. Soit il s'étend au monde, soit il meurt en s'y essayant, car l'universalité est inscrite dans son essence. Il prend comme exemple les dynasties chinoises du début de la civilisation, qui :

Se sont développées comme des étoiles remplissant le ciel et après avoir traversées une interaction et une intégration se sont réunies pour former des concurrences constantes, ces empires locaux instables sont finalement devenus l'empire régional des Xia, Shang et Zhou, les neuf États officiellement installés dans les plaines centrales. Cet empire Xia-Shang-Zhou n'est devenu un système politique, rituel et civilisationnel stable qu'après que la pensée confucéenne lui ait donné une expression philosophique universelle. Les constructions impériales ultérieures des périodes Qin-Han, Sui-Tang et Ming-Qing étaient des renouvellements civilisationnels de ce modèle fondamental de base. L'histoire de

⁷⁷⁹ Nicolas Gastineau, (2021). « Jiang Shigong, le penseur qui inspire Pékin », *Philosophia Magazin*, <https://www.google.com/amp/s/www.philomag.com/articles/jiang-shigong-le-penseur-qui-inspire-pekin%3Famp>. Consulté le 21/02/2022.

⁷⁸⁰ Ibid.

l'humanité devient ainsi de la concurrence des empires et des systèmes, principalement les empires maritimes contre les continentaux, l'anglo-américanisme étant l'empire des mers par excellence, la mondialisation qu'il a impulsée lui a offert la possibilité de s'étendre sur toute la planète⁷⁸¹.

Cet argumentaire semble clairement laisser entrevoir les intentions du gouvernement de Pékin et principalement la trajectoire que ses intellectuels donnent à la *tianxia*. Il considère donc que le moment pour la Chine d'occuper la place de nouvel empire est arrivé : « [L'état actuel de l'empire mondial] fait face à trois grands problèmes insolubles : l'inégalité toujours croissante créée par l'économie libérale ; l'échec de l'État, le déclin politique et l'inefficacité de la gouvernance causés par le libéralisme politique ; et la décadence et le nihilisme créés par le libéralisme culturel. Face à ces difficultés, même les États-Unis ont reculé en termes de stratégie militaire mondiale, ce qui signifie que l'empire mondial 1.0 est actuellement confronté à une grande crise, et que les révoltes, la résistance et la révolution de l'intérieur de l'empire démantèlent le système⁷⁸² ». Face à cette crise de légitimité et aux nombreux bouleversements internes que rencontre le modèle libéral, l'intellectuel propose d'y substituer un nouvel empire. Ce dernier qu'il qualifie d'empire 2.0 viendrait remplacer et combler le vide laissé par la mauvaise gestion des États-Unis et de la Grande-Bretagne.

Sans clairement le mentionner, ses nombreuses allusions au langage technologique laissent dire à Nicolas Gastineau, que la solution trouvée par le nouvel empire est donc « de nous mettre tous sous un même ciel » à travers le numérique comme l'idéologie du concept de *tianxia*⁷⁸³. Comme Shigong le rappelle, qui d'autre que la Chine pour trouver les solutions à la faillite de l'empire mondial 1.0 ? Il souligne cependant, que la Chine n'a jamais eu l'ambition d'exporter son modèle, comme on l'a vu avec de la grande dynastie des Ming, et elle n'aura jamais cette ambition. Cependant, comme nous l'avons remarqué, les pratiques chinoises parlent plus en faveur de la promotion du modèle de gouvernance chinois.

D'autres spécialistes produisent des analyses qui convergent avec celle de Shigong. En 2021, le Centre de recherche pour une vision holistique de la sécurité nationale, un organisme soutenu par le gouvernement et lié au ministère chinois de la Sécurité, a publié *National*

⁷⁸¹ Jiang Shigong, (2020). "Empire and World Order" : Jiang Shigong, "The Internal Logic of Super-Sized Political Entities: 'Empire' and World Order", Introduction and Translation by David Ownby, *Reading the China Dream*, <https://www.readingthechinadream.com/jiang-shigong-empire-and-world-order.html>, Le 21 septembre, 2024.

⁷⁸² Ibid.

⁷⁸³ Nicolas Gastino, op. cit.

Security in the Rise and Fall of Great Powers, édité par l'économiste Yuncheng Zhang. Ce manuscrit, qui fait partie d'une série expliquant la nouvelle loi de sécurité nationale, affirme que l'État est comme un organisme biologique qui doit évoluer ou mourir – et que le défi de la Chine est de survivre.

En examinant de près les arguments liés à l'ambition d'un empire, l'exportation du modèle chinois, qui ne s'inscrit pas dans les catégories traditionnellement retenues par les analystes, interpelle de nombreux chercheurs occidentaux. Dans cette optique, l'IRSEM a publié un rapport soulignant l'existence d'un réseau mondial d'influence chinoise, mobilisant des centaines de milliers de sympathisants à travers le monde pour diffuser le modèle chinois⁷⁸⁴. Cependant, au-delà de tout, ce qui retient l'attention de plusieurs analystes dans ce nouvel ordre mondial aux caractéristiques chinoises, ce sont les prouesses économiques de Pékin et la diffusion de son modèle, qui s'appuie sur la promotion de sa bonne santé économique. On observe une convergence vers ce que le journaliste américain Joshua Cooper Ramo a appelé le « consensus de Pékin » (1). Les caractéristiques de ce consensus suscitent un débat parmi les universitaires (2), cherchant à comprendre ce qui rend ce modèle si attractif dans le monde en développement (3).

1. Le Consensus de Pékin, un outil de différenciation économique

Dans une lutte pour le pouvoir, chaque acteur mobilise des mécanismes de différenciation qui permettent de faire pencher la balance en sa faveur. Comme Foucault nous le recommande, il est essentiel d'identifier, dans une relation de pouvoir, les mécanismes de différenciation à partir desquels certains agissent sur les actions des autres, tant présentes que futures. Étant donné que les relations de pouvoir impliquent également des relations de résistance, le jeu du pouvoir se transforme en une lutte où chaque acteur utilise des tactiques et des stratégies de domination pour contrôler l'action de l'autre. Valérie Nicolet-Anderson ajoute que :

Là où il y a pouvoir, il y a résistance. Cette résistance, néanmoins, ne se trouve jamais hors du pouvoir. Au contraire, elle fait complètement partie des réseaux de pouvoir, et ceux-ci correspondent toujours des réseaux de résistance. Foucault admet que l'on peut certes tracer des moments de grandes ruptures dans l'Histoire, mais, le plus souvent, ce sont des points

⁷⁸⁴ Paul Charon et Jean Baptiste Jeangengène Vilmer, *Les opérations d'influence chinoises : Un moment machiavélien*, op. cit.

de résistance mobiles et explosifs qui se mettent en place. Ce sont ces résistances qui distribuent les équilibres du pouvoir et qui modifient à la fois les groupes et les individus⁷⁸⁵

Le Consensus de Pékin, également appelé modèle économique chinois, constitue un outil qui permettra à la Chine de redéfinir les équilibres de pouvoir en modifiant à la fois le statut des groupes et des individus. Comme le rappelle Paul Kennedy, « la supériorité économique constitue un élément fondamental de domination ». Ainsi, les nouvelles capacités économiques de la Chine lui confèrent un pouvoir de domination accru sur la scène mondiale, en alignant à ses côtés le monde en développement contre les pays occidentaux dans une lutte idéologique. C'est particulièrement dans le débat académique que cette lutte des idéologies prend forme. Le Consensus de Pékin associe les caractéristiques politiques et économiques de la République populaire de Chine, qui lui sont propres. Cette dénomination revient à Joshua Cooper Ramo, qui a intitulé un de ses articles « The Beijing Consensus »⁷⁸⁶. Cette expression a été adoptée par de nombreux chercheurs, qui font remonter les origines de ce modèle aux réformes économiques et politiques initiées en 1978 sous l'ère de Deng Xiaoping. Pour ces analystes, cette politique économique, qui a atteint son plein essor en 2004, a grandement contribué au « miracle économique chinois », permettant à la Chine de connaître une croissance du produit national brut (PNB) huit fois plus rapide en seulement deux décennies.

Le terme inventé par Joshua Ramo s'est établi comme une alternative au Consensus de Washington, forgé à la fin de la guerre froide, après la disparition de l'Union soviétique. À cette époque, Francis Fukuyama avait renforcé la position de la Maison Blanche avec sa thèse de la fin de l'histoire. Cette fin présumée suppose que les États-Unis ont atteint un tel degré de développement économique et politique qu'ils ne sauraient être dépassés par aucune autre nation ni par aucun autre modèle idéologique. Bien qu'à ce jour « c'est la fin de l'histoire qui a pris fin », Ramo explique en 2016 que le Consensus de Pékin ne signifie pas que les nations suivront nécessairement l'expérience chinoise⁷⁸⁷. Cependant, il légitime les particularités en opposition à l'universalisme de Washington. Il s'agit de promouvoir une politique programmatique qui utilise l'innovation et l'expérimentation pour atteindre une « croissance équitable et pacifique de haute qualité⁷⁸⁸ », prône la défense des frontières et des « intérêts

⁷⁸⁵ Valérie Nicolet-Anderson, « Penser l'identité avec l'apôtre Paul et Michel Foucault », In, *Études Théologiques et Religieuses*, 2014/2, (Tom 89), pp. 157-172.

⁷⁸⁶ Joshua Cooper Ramo, *The Beijing Consensus*, By, Foreign Policy Center, 2004.

⁷⁸⁷ Voir, Maurits Elen, (2016). "Interview : Joshua Cooper Ramo": (Joshua Cooper Ramo on the Beijing Consensus in the Age of Networks), *The Diplomat*, <https://thediplomat.com/2016/08/interview-joshua-cooper-ramo/>. Le 6 avril, 2024.

⁷⁸⁸ Ibid.

nationaux ». D'autres chercheurs considèrent que le Consensus de Pékin incarne la stabilité, la répression, la politique et la croissance économique rapide. D'autres estiment que cette notion est imprécise, arguant qu'il n'existe pas de véritable consensus autour du Consensus de Pékin, si ce n'est qu'il constitue une alternative au consensus de Washington. De plus, le terme a été tellement galvaudé qu'il s'applique à tout ce qui se passe à Pékin, au-delà de la simple diffusion du modèle de développement chinois. Malgré ces nombreuses critiques, souvent objectives, l'usage fréquent de cette notion révèle un antagonisme de pouvoir entre un modèle orthodoxe en déclin et un modèle hétérodoxe en pleine santé. Il s'agit de ce que Roromme Chantal a nommé « la lutte doxique⁷⁸⁹ ». Une lutte pour contrôler l'ordre économique mondial que vont se livrer une orthodoxie libérale et une hétérodoxie illibérale.

2. Les articulations des caractéristiques du modèle chinois en débat

Étant systématiquement opposés au Consensus de Washington, plusieurs analystes s'engagent dans un exercice de caractérisation pour élaborer des modélisations qui leur permettront de comprendre la trajectoire économique de la Chine et d'en cerner les limites. Ces analystes attribuent au modèle économique chinois les caractéristiques suivantes :

- Le remplacement de la confiance dans le marché libre pour promouvoir la croissance économique à travers « une main musclée de l'État sur les leviers du capitalisme » ;
- Créer une absence de libéralisation politique ;
- Assurer au PCC un rôle de premier plan sur toutes les institutions de l'État
- Contrôler la population (ses modes de pensées, de consommation, de reproduction etc.)

Le professeur chinois des relations internationales de l'Université de Fudan Zhang Weiwei⁷⁹⁰ ajoute d'autres éléments :

- Un souci pragmatique terre-à-terre de servir le peuple ;
- Une expérimentation constante par essais et erreurs ;
- Des réformes progressives plutôt que thérapie de choc économique néolibéral ;
- « Un emprunt culturel sélectif » d'idées étrangères ;
- Et pour finir ; établir un modèle de mise en œuvre des réformes faciles d'abord, et ensuite les plus complexes ;

⁷⁸⁹ Roromme Chantal, Ibid.

⁷⁹⁰ Zhang Weiwei, (2023). "The Allure of the Chinese Model", *The Chia Academy*, <https://thechinaacademy.org/the-allure-of-the-chinese-model/>. Le 13 août, 2024.

Le modèle chinois, également connu sous le nom de consensus de Pékin, commence à attirer l'attention des observateurs de la politique économique mondiale entre 2008 et 2009, pendant la crise économique qui a entraîné le ralentissement de nombreuses économies libérales. Après les Jeux Olympiques de Pékin, la Chine a affiché une croissance économique remarquable et un dynamisme notable, illustré par la modernité des villes qui ont accueilli les épreuves sportives. C'était le retour en force du « Grand Bond en avant » souhaité depuis l'époque de Mao. À cette époque, de nombreux analystes ont perçu l'économie chinoise comme une alternative au consensus de Washington. Plus la Chine connaissait une croissance économique soutenue, plus le consensus de Pékin gagnait en popularité. Ce modèle de développement qui a fait ses preuves, a permis à la Chine de sortir environ 400 millions de ses habitants de la pauvreté⁷⁹¹, ce qui ne manque pas d'intérêt pour les pays en développement qui ont à cœur de résoudre le problème de la pauvreté. Plusieurs pays cherchent ainsi à imiter le succès chinois : Brésil, Thaïlande, Corée du Nord pour ne citer que ceux-ci. Wibowo, chercheur indonésien considère même que : « le modèle chinois a clairement gagné du terrain en Asie du Sud-Est » alors que les pays de cette région ont modifié leurs stratégies de développement⁷⁹². Initialement axée sur la liberté du marché et la démocratie, la stratégie a évolué vers un modèle fondé sur des marchés semi-libres et une politique qualifiée d'illibérale. C'est véritablement le lancement du projet OBOR (One Belt, One Road) en 2013 par Xi Jinping qui a marqué le début d'une large diffusion de ce modèle. À travers l'augmentation de l'aide étrangère et des investissements dans le monde, les banques chinoises ont également proposé des formations dans les domaines les plus techniques du développement, comme la gestion économique, à plus de 10 000 fonctionnaires de nombreux pays en développement. Ces initiatives ont produit des résultats positifs, se traduisant par une augmentation notable du niveau de vie des individus dans ces pays⁷⁹³. En Afrique, la Chine séduit de nombreux pays autoritaires, qui constatent que les recettes du Consensus de Washington ne leur ont pas permis de sortir leurs populations de la pauvreté. Ces pays se montrent particulièrement hostiles à la

⁷⁹¹ Zhiming Chen, « Y a-t-il un Consensus de Pékin ? », in, *La politique en Question*, Pascale Dufour, Philippe Faucher, André Blais, et al, Presses de l'Université de Montréal, pp. 252-259.

⁷⁹² Joshua Kurlantzick, (2013), "Why the 'China Model' Isn't Going Away" : From Bangkok to Caracas, Beijing's style of authoritarian capitalism is gaining influence, *The Atlantic*, <https://www.theatlantic.com/china/archive/2013/03/why-the-china-model-isnt-going-away/274237/>, Le 12 septembre, 2024.

⁷⁹³ Joshua Kurlantzick, (2014), "The Rise of Elected Autocrats Threatens Democracy", *Bloomberg Businessweek*, <https://www.bloomberg.com/news/articles/2014-01-23/the-rise-of-elected-autocrats-threatens-democracy>. Voir aussi : « La politique stable, bien que répressive, et la croissance économique à grande vitesse de la Chine - le « consensus de Pékin » - ont impressionné les élites dans des endroits comme la Thaïlande, où la démocratie semble n'avoir produit que des greffes, une planification économique confuse et des conflits politiques », <https://theconversation.com/la-tha-lande-aimantee-par-la-chine-154458>.

politique du deux poids, deux mesures pratiquées par les Occidentaux, qui méprisent leur souveraineté. En 2006, 48 dirigeants africains ont participé au sommet Chine-Afrique organisé par les autorités chinoises à Pékin. L'expérience chinoise offre une alternative au Consensus de Washington, comme l'a déjà souligné Joshua Cooper Ramo. Cependant, de nombreux pays occidentaux considèrent ce modèle comme un mode de développement rétrograde, perçu comme un simple défi aux idéologies occidentales, notamment en matière de démocratie, de droits de l'homme et de capitalisme orthodoxe.

Le 20 mai 2007 dans *The Washington Post*, l'expert de la Chine au *Centre for Strategic international Studies*, James Mann déclarait ce qui suit : « La guerre en Irak n'est pas terminée, mais une chose est déjà claire : la Chine a déjà gagné⁷⁹⁴ ». Cette publication rappelle que les États-Unis ont perdu la bataille symbolique contre la Chine, et que les gains se trouvent indéniablement du côté du dragon. « Nous avons connu un antagonisme idéologique entre Washington et Moscou pendant la guerre froide. Aurions-nous désormais une rivalité des idées entre Washington et Pékin, accompagnée d'une guerre tiède ? Si la réponse à cette question est positive, il sera impossible de l'ignorer : c'est bien la fin de la *fin de l'histoire*⁷⁹⁵ ». Le débat autour du Consensus de Pékin résulte des trois grandes lignes exposées par Joshua Cooper Ramo dans son article intitulé *The Beijing Consensus*, publié dans le journal *The Times*, alors que le journaliste est encore associé à Kissinger Associates. La première ligne directrice du Consensus de Pékin implique « un engagement pour l'innovation et l'expérimentation constante », souligne-t-il. Dans un argumentaire critique contre le Consensus de Washington, il ajoute qu'il n'existe pas de solution parfaite, mais que le véritable chemin vers le succès est dynamique, car chaque situation est particulière et il ne peut pas y avoir qu'un seul plan pour toutes ces particularités.

La seconde directive souligne que le PIB par habitant ne saurait être la seule mesure du progrès. Bien au contraire, elle considère que la durabilité du système économique et une répartition équitable de la richesse, ainsi que du PIB, sont des indicateurs importants du progrès. Enfin, elle préconise une politique d'autodétermination, dans laquelle les pays les moins développés utilisent les leviers nécessaires pour maintenir les superpuissances sous contrôle et assurer leur propre souveraineté financière. Il s'agit donc d'élaborer des

⁷⁹⁴ Ibid.

⁷⁹⁵ Zhiming Chen, op. cit.

mécanismes d'autodétermination financière, combinés à une stratégie militaire efficace qui s'apparente à une approche asymétrique plutôt qu'à une confrontation directe.

Dans cette perspective, Joshua Cooper Ramo recommande un équilibre des puissances traditionnelles à travers un usage combiné de la géopolitique et de la géoéconomie. D'autres analystes font écho à cette observation. Selon Daniel Bell, la stratégie chinoise consiste à créer un capitalisme de marché libre au sein d'un État autoritaire à parti unique, qui privilégie la stabilité politique. Cela représente une sorte d'« économie socialiste de marché » à la chinoise. Cependant, il estime que le modèle chinois est trop complexe⁷⁹⁶.

Sur le plan économique, le flux de main-d'œuvre, de capital et de produits de base ressemble à une économie de marché libre, bien que le gouvernement exerce toujours un contrôle étroit sur les industries clés, y compris les services publics, les transports, les télécommunications, la finance et les médias. Pour lui, le modèle chinois ressemble donc à un système d'entreprise à trois niveaux, composé de grandes entreprises du gouvernement central, d'entreprises hybrides locales et étrangères, et de capitalisme à petite échelle. Sur le plan politique, le Parti communiste chinois (PCC), contrairement à de nombreux régimes autoritaires (comme la Corée du Nord ou certains pays du Moyen-Orient), a initié certaines réformes. Bien qu'il maintienne l'appareil sécuritaire, il propose par ailleurs un modèle à trois niveaux : « la démocratie au bas, l'expérimentation au milieu et la méritocratie au sommet⁷⁹⁷ », c'est cette particularité qui fait qu'on donne à ce processus de développement le nom de modèle chinois.

Frank Fang en défenseur du modèle chinois légitime le constitutionnalisme à parti unique. Dans l'article : « Prendre le modèle chinois au sérieux : constitutionnalisme et développement à parti unique⁷⁹⁸ », il répond à la thèse de « la fin de l'histoire » de Fukuyama. Plutôt que de voir dans la démocratie libérale le point final de l'évolution des sociétés humaines, il convient de considérer que chaque forme d'organisation politique présente des faiblesses, et la démocratie, comme nous l'avons vu, n'est pas la moins affectée. « La domination du parti dominant » y est florissante. Il propose une théorie de l'État en tant que théorie du droit et de la propriété de l'État, où il considère que « l'État ne doit pas être conçu en fonction du nombre de dirigeants » — comme dans la monarchie, l'aristocratie ou la démocratie. Au contraire,

⁷⁹⁶ Ibid.

⁷⁹⁷ Ibid.

⁷⁹⁸ Frank Fang, « Prendre le modèle chinois au sérieux : constitutionnalisme et développement économique à parti unique », In *Contemporary Chinese Political Thought*, 2012.

l'État est perçu comme un objet ou une entreprise, ce qui nécessite qu'une organisation spéciale soit envisagée et détenue par différentes entités.

Finalement, la structure de l'État doit reposer sur « l'impersonnalité » et la « perpétuité » — des qualités et caractéristiques de l'entité prioritaire de l'État, plutôt que sur le nombre de dirigeants (un pour la monarchie, plusieurs pour la démocratie). C'est à travers ces éléments qu'il convient d'évaluer la structure de l'État. Frank exprime donc une admiration pour le Parti communiste chinois (PCC), et dans un élan très émotionnel, il soutient que ce dernier doit être exalté pour son « système fondé sur le mérite⁷⁹⁹ ».

Le professeur de l'Université de l'Oregon et spécialiste de la Chine, Arif Drilik, critique particulièrement le plan de Ramo. Dans le document *Beijing Consensus : Beijing « Gongshi »*, il considère que le plan de Ramo est un « modèle de développement de la Silicon Valley⁸⁰⁰ » qui ignore qu'une partie majeure du développement chinois résulte de l'exploitation par les pays étrangers de la main-d'œuvre chinoise. Il conclut sur un point positif en considérant que : « l'aspect le plus important du consensus de Pékin peut être une approche des relations internationales qui cherche, dans les relations multilatérales, un nouvel ordre mondial fondé sur des relations économiques mais qui reconnaît également les différences politiques et culturelles ainsi que les différences dans les pratiques régionales et nationales dans un cadre mondial commun⁸⁰¹ ».

Stephan Halper est assez pessimiste sur le processus de Pékin. Dans le livre *The Beijing Consensus: How China's Authoritarian Model Will Dominate the Twenty-first Century*, il donne sa propre interprétation du consensus de Pékin⁸⁰². Il reconnaît d'abord que le modèle de développement économique de la Chine, sans réformes démocratiques appropriées, s'est bien répandu dans tous les pays en développement. Pékin importe ainsi des pays comme le Soudan, l'Angola ou le Zimbabwe, en témoignant de son soutien indéfectible à travers sa diplomatie

⁷⁹⁹ Cette analyse de Frank Fang se fait avant que le Président Xi Jinping ne supprime la limite des mandats en 2018. Il considérerait à ce moment que la limite de deux mandats de cinq ans reflète la vertu du « constitutionnalisme », même si le Président chinois dispose de pouvoir illimité étant une figure de proue.

⁸⁰⁰ Arif Drilik, (2004). "Beijing Consensus: Beijing "Gongshi." Who Recognizes Whom and to What End?", *Semantic Scholar*, <https://www.semanticscholar.org/paper/Beijing-Consensus%3A-Beijing-%22Gongshi.%22-Who-Whom-and-Coleman/f04fca2644cfef01a937c8e777d12b7be1b752fc>, Le 13 septembre, 2024.

⁸⁰¹ Ibid.

⁸⁰² Stephan Halper, *The Beijing Consensus: How China's Authoritarian Model Will Dominate the Twenty-first Century*, Foreign Affairs, Basic Books, 2010. <https://www.foreignaffairs.com/reviews/capsule-review/2010-05-01/beijing-consensus-how-chinas-authoritarian-model-will-dominate>.

des cadeaux et des prêts sans condition pour ces nations, au lieu de promouvoir la démocratie via l'aide économique, comme le font les pays occidentaux.

Cependant, la dépendance de Pékin vis-à-vis des ressources naturelles l'enferme dans des relations avec des États considérés comme voyous, et elle pourrait ne pas résister à une pression croissante en faveur de la démocratisation, car sa légitimité repose sur sa richesse. Ce postulat, dont nous démontrerons les limites tout au long de cette étude, n'est pas universellement partagé. Pour Zhang Feng, le modèle est plus vaste qu'il n'y paraît. Il s'étend jusqu'au domaine de la théorie des relations internationales, incluant des caractéristiques chinoises et une école chinoise de relations internationales. Comme le souligne Liang Shoude, éminent chercheur de l'Université de Pékin en relations internationales : « la théorie des relations internationales avec des caractéristiques chinoises doit être développée sous la direction du marxisme, qui est basé sur les paradigmes de théorie politique internationale des hommes d'État chinois, qui s'inspirent à la fois de la tradition culturelle chinoise et de la théorie occidentale des relations internationales⁸⁰³ ». Fang ne partage pas cette posture et soulève certaines objections au modèle. Il estime que la notion de "caractéristiques chinoises" est imprécise et que la théorie pourrait n'être qu'une variante académique du socialisme aux caractéristiques chinoises. La capacité d'expliquer plusieurs situations à l'aide de cette théorie constitue sa principale caractéristique, plutôt que de définir ce qu'elle est précisément.

Plusieurs voix se sont élevées en Chine à partir des années 2000 en faveur de la création d'une école des relations internationales aux caractéristiques chinoises. En 2004, une conférence organisée à Shanghai sur le thème : « Créer des théories chinoises, construire l'école chinoise » renforçait cette ambition des universitaires. Cette école, qui repose sur « la confiance, l'ambition et la conscience de soi des universitaires chinois en matière d'innovation théorique », n'a pas encore vu le jour. Feng présente également une critique concernant la vision des universitaires chinois. « Les chercheurs chinois semblent être obsédés par la grande théorie alors que la méthodologie et la recherche empirique sont généralement négligées [...], les universitaires chinois ne sont pas aussi critique sur la façon dont les traditions chinoises pourraient jouer un rôle dans les relations internationales ; ils tirent plutôt des idées d'autres domaines académiques de l'histoire, de la culture et de la philosophie, ce qui pourrait ne pas

⁸⁰³ Franck Fang, op. cit.

être compatible avec la discipline universitaire des relations internationales, car elle est de nature positive⁸⁰⁴ ».

Zhiming Chen souligne qu'il n'existe pas de consensus sur le Consensus de Pékin. Selon lui, la formulation de Cooper Ramo ne décrit pas précisément l'expérience chinoise. Les responsables du PCC eux-mêmes ne connaissent pas la direction exacte que prendra la Chine, ce qui entraîne une bonne dose d'improvisation. Cette analyse de Zhiming est corroborée par le point de vue de Lincot : « Le parti communiste chinois est léniniste dans sa structure et opportuniste dans ses capacités d'adaptation⁸⁰⁵ ». Il semble donc plus approprié de parler d'un processus de Pékin pour désigner l'ensemble des politiques sociales, économiques et de sécurité qui caractérisent les réformes en Chine⁸⁰⁶. Sur le plan politique, la Chine dispose d'une technocratie efficace, où la majorité de ses élites sont des spécialistes dans des domaines scientifiques ou technologiques. Par exemple, Hu Jintao, lorsqu'il était président, avait un diplôme en études hydrauliques, tandis que son Premier ministre, Wen Jiabao, était géologue⁸⁰⁷. La Chine se démocratise de l'intérieur en s'ouvrant aux classes ouvrières, paysannes et aux hommes d'affaires, tout en épousant les mutations de la société. Cependant, que l'on soit riche ou pauvre, personne n'échappe aux sanctions idéologiques, comme en témoigne le traitement réservé au fondateur de la plateforme Alibaba, Jack Ma. La stabilisation de la société chinoise demeure la priorité et une condition indispensable à la survie du parti.

Sur le plan économique, la Chine adopte une politique de pluralisme, combinant le secteur public, collectif et privé. Depuis la révolution communiste, le gouvernement chinois détient la souveraineté sur les terres. La réforme, qui a débuté dans le secteur agricole, a instauré un système de « responsabilité de propriété », permettant aux paysans d'exploiter la terre après avoir signé un contrat avec l'État d'une durée de cinq ans, tout en maintenant la propriété du sol sous contrôle gouvernemental. L'objectif de cette réforme agraire était d'éviter le piège de la thérapie de choc, comme celle observée en Russie après l'effondrement de l'Union soviétique.

Un autre aspect important est la régulation et la planification de la réforme, qui sont exécutées par le gouvernement central. Ce dernier élabore des programmes quinquennaux pour

⁸⁰⁴ Ibid.

⁸⁰⁵ Pierre Verluse, « La Chine face au monde : une puissance résistible », interview de Emmanuel Lincot, Emmanuel Véron - *Diploweb.com*, Propos recueillis par Pierre Verluse, IRIS, 26 novembre 2021.

⁸⁰⁶ Zhiming Chen, « Y a-t-il un consensus de Pékin ? », op. cit.

⁸⁰⁷ Ibid.

définir des objectifs socio-économiques. Entre 2006 et 2010, l'objectif était de doubler le PIB par habitant, objectif qui a été atteint. Pour améliorer ses performances et réaliser ses objectifs, la Chine continue d'improviser et d'expérimenter, faisant preuve de pragmatisme dans l'exécution de ses réformes. Ce pragmatisme se traduit par la méthode d'essai-erreur, illustrée par Deng Xiaoping, qui affirmait : « traverse la rivière en touchant la pierre ». Cela implique d'expérimenter une politique dans une région limitée avant d'évaluer ses résultats. Ainsi, des zones économiques spéciales ont été établies à Shenzhen, un ancien village de pêche de 2 000 habitants face à Hong Kong, qui est désormais une ville moderne de plus de douze millions d'habitants. Cette politique expérimentale est progressivement appliquée dans d'autres villes. Cependant, ce pragmatisme politique a également conduit à la mise en place d'un système à deux vitesses (Hong Kong, Macao et Taïwan), bien que le gouvernement maintienne sa souveraineté, ce qui n'est pas totalement applicable à Taïwan.

Du point de vue de la sécurité, la Chine adopte une stratégie asymétrique pour garantir sa sécurité et son autodétermination. Elle exploite l'espace et le cyberspace tout en cherchant à neutraliser les capacités militaires américaines, notamment en ce qui concerne Taïwan. La Chine maintient également un arsenal nucléaire stratégique, servant de moyen de dissuasion contre toute intervention américaine dans ses affaires intérieures. Dans la région de l'Asie du Sud-Est, la création d'îles artificielles a permis à la Chine d'accueillir des pêcheurs tout en justifiant des interventions militaires. Sa politique de bon voisinage, fondée sur le multilatéralisme, contribue à instaurer une atmosphère amicale dans cette région. En tant que deuxième créancier des États-Unis, la Chine utilise sa monnaie étrangère pour conserver des leviers économiques, renforçant ainsi sa sécurité. Le modèle chinois apparaît donc comme une approche complète et plus attractive pour de nombreux pays.

3. Disparition de la pauvreté dans le monde et sinophilie : les caractéristiques d'une inharmonie spontanée

Deux événements majeurs ont sans doute marqué le début de l'émergence d'une nouvelle classe dominante mondiale, prête à prendre en charge la division du travail et à s'attaquer aux problèmes mondiaux que l'hégémonie américaine et les plans d'ajustement structurel des institutions financières créées lors des conférences de Bretton Woods (FMI, Banque mondiale) n'ont pas réussi à résoudre. Premièrement, en 2004, la Chine a lancé sa stratégie de « Going Global », rompant ainsi avec la diplomatie adoptée par Deng Xiaoping en 1989, qui prônait une attitude discrète et la dissimulation de ses capacités au monde. Deuxièmement, en 2013, la

Chine a initié son projet des nouvelles routes de la soie à un moment où de nombreuses analyses évoquaient un ralentissement de la croissance chinoise⁸⁰⁸. Par la suite, en mai 2015, la Chine a lancé le plan national stratégique « Made in China », destiné à développer des industries de pointe telles que les voitures électriques, la robotique avancée et l'intelligence artificielle. Comme l'indique Roromme Chantal, le développement de la Chine s'accompagne d'une stratégie d'affirmation de puissance sans précédent⁸⁰⁹. Cette stratégie incite les entreprises chinoises à conquérir le marché mondial et à s'internationaliser. Elle connaît un grand succès, avec de nombreuses entreprises, telles qu'Alibaba, le leader du e-commerce, et ZTE, un acteur majeur dans le domaine des données, qui occupent aujourd'hui une place significative dans l'économie mondiale.

Cependant, cette politique de rupture avec la diplomatie du profil bas ne commence pas en 2004, mais remonte aux années 1990, lorsque Jiang Zemin succède à Deng Xiaoping. À cette époque, il amorce une transition subtile avec l'idéologie de son prédécesseur. Il met en place la diplomatie de « Grand Pays » (*daguo waijiao*, *daguo zhanlue*), qui permet à la Chine d'influencer les affaires mondiales (*yousuo zuowei*)⁸¹⁰. Cette approche a conduit la Chine à privilégier des relations avec de grandes puissances (États-Unis, Japon, Brésil, Inde, Russie, France, Grande-Bretagne, Allemagne), tout en développant des coopérations avec des organisations d'États, comme l'Union Européenne et l'ASEAN. Ce choix s'est souvent fait au détriment de ses relations avec des nations qui ne contribuaient pas à la sauvegarde de ses intérêts immédiats. C'était une période de grande ouverture, dans le contexte d'un monde multipolaire, que le président français Jacques Chirac souhaitait ardemment, espérant ainsi établir une opposition, au moins économique, à l'hégémonie américaine. À partir de ce moment, on pouvait clairement voir une Chine qui s'opposait ouvertement aux États-Unis sur des dossiers sensibles⁸¹¹ comme en attestent les Conférences Climatiques de Copenhague et de Kyoto au Japon, où le principe d'une responsabilité commune mais différenciée fut intégré dans l'accord. Son successeur, Hu Jintao, connu pour sa doctrine d'« un monde harmonieux », cherchait à poursuivre l'idéologie *denguiste* qui prônait un « profil bas ». À cet égard, le

⁸⁰⁸ Jean-Joseph Boillot, (2017). « Go Global, le nouveau régime de croissance chinois, Cornique », In *Alternatives Economiques*, <https://www.alternatives-economiques.fr/jean-joseph-boillot/go-global-nouveau-regime-de-croissance-chinois/00081158>. Consulté le 01 mars, 2022.

⁸⁰⁹ Roromme Chantal, *L'émergence des grandes puissances*, op.cit., p. 185.

⁸¹⁰ Jean Pierre Cabestan, op. cit, p. 51.

⁸¹¹ Ibid.

secrétaire d'État américain de l'époque, Robert Zelensky, soulignait que la Chine devenait un « responsable stakeholder » dans les affaires internationales.

Dès 2007, et principalement avec les JO de 2008, la Chine ne s'est pas seulement illustrée dans le nombre de médailles obtenues, soit un total de 100 (51 en or, 21 en argent et 28 en bronze⁸¹²), tout juste derrière les États-Unis et devant la Russie, respectivement (112 et 60). Son coup de maître a été le moment où la Chine a révélé au monde l'ampleur de ses capacités économiques. Elle a principalement modernisé ses villes et sorti 800 millions de personnes de la pauvreté, créant ainsi la plus grande classe moyenne au monde grâce à une croissance de 9 %. Comme l'a souligné Graham Allison dans un éditorial pour le *China Daily*, « on pourrait affirmer qu'il y a eu en quarante ans de croissance miraculeuse, une amélioration du bien-être humain plus rapide que durant les quatre mille ans d'histoire de la Chine⁸¹³ ». Le président Xi Jinping a déclaré en 2017 qu'il visait une éradication totale de la pauvreté en Chine d'ici 2020. Bien que de nombreux Chinois vivent encore dans la pauvreté et que des disparités persistent entre les zones rurales et les grandes villes, il est indéniable que les efforts déployés par la Chine émergente portent leurs fruits. En 1970, lorsque la Chine commençait à s'ouvrir au monde, elle figurait parmi les pays les plus pauvres. En 1982, elle ne représentait que 2,2 % de la population mondiale, mais 30 ans plus tard, cette proportion a grimpé à un quart, accompagnée d'un PIB mondial de 14,6 %. Une telle évolution n'avait pas été observée depuis 479 avant J.-C., lorsque la puissance athénienne a vaincu l'Empire perse. Pour atteindre un tel niveau de résilience économique, il était essentiel d'attirer des investisseurs. Toutefois, investir en Chine au début de son émergence représentait un risque considérable, car malgré l'ouverture initiée par Deng Xiaoping, le pays restait réticent aux investissements étrangers.

C'est l'entreprise américaine Motors Corporation qui a été la première à s'aventurer dans ce que Giovanni Arrighi a qualifié de « promesses de la voie chinoise ». Son projet consistait à produire des Jeeps en Chine pour les exporter vers l'Australie, plutôt que de cibler les consommateurs chinois, qui se déplaçaient principalement à bicyclette à l'époque. À cette époque, la Chine était perçue comme l'« usine du monde » en raison de sa main-d'œuvre bon marché. Aujourd'hui, la situation a radicalement changé. La Chine rivalise désormais avec les plus grandes puissances industrialisées et est devenue un leader dans l'économie des terres rares, essentielles pour les technologies émergentes. Elle a habilement tiré parti de sa proximité

⁸¹² Chine Information (2008., https://chine.in/guide/tableau-des-medailles-olympiques-des_2319.html).

⁸¹³ Voir avec : Kishore Mahbubani, « Doit-on avoir peur de la Chine ? », op. cit, p. 3.

avec de grandes entreprises étrangères pour construire des grappes industrielles, comme le décrit l'économiste Brad Delong, « des communautés de pratique de l'ingénierie⁸¹⁴ ». Plusieurs entreprises américaines, comme Tesla, Caterpillar et General Electric, ont transféré leurs bureaux en Chine, devenant ainsi de grands employeurs dans le pays. Aujourd'hui, la Chine est en tête dans le domaine des technologies vertes, y compris l'intelligence artificielle et l'informatique quantique. Elle s'affirme également comme la première puissance solaire, contrôlant l'intégralité de la chaîne de valeur solaire, du traitement du silicium polycristallin utilisé dans les cellules solaires à l'assemblage des panneaux solaires⁸¹⁵. Depuis son adhésion à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), la Chine a considérablement développé son industrie manufacturière, se positionnant au sommet mondial, bien devant les États-Unis, qui dépendent désormais largement de la puissance manufacturière de Pékin. Cette dépendance se manifeste à travers des entreprises emblématiques comme Apple, qui confie principalement la fabrication de ses produits à la Chine et à d'autres partenaires en Asie, tout en gérant le développement et la commercialisation. Cette dépendance, perçue comme une vulnérabilité, a conduit l'administration Biden en 2022 à imposer de nouvelles restrictions sur les technologies avancées de puces occidentales destinées aux entreprises chinoises, via la loi *CHIPS and Science Act*. Cette loi prévoit une aide de 280 milliards de dollars pour les entreprises américaines afin de ne pas se laisser distancer par la révolution technologique orchestrée par Pékin. Ces évolutions dans l'industrie chinoise ont eu des répercussions positives sur la croissance de la Chine, mais également sur celle des pays émergents, dont les économies sont étroitement liées.

Pékin représente environ 16,5 % de l'économie mondiale en termes de pouvoir d'achat réel, devançant ainsi les États-Unis. Cela illustre comment la Chine, aux côtés des économies les plus prospères, joue un rôle clé dans la croissance mondiale. Depuis 1980, la part des exportations des pays émergents, en particulier ceux des BRICS, est passée de seulement 34 % du PIB à 47 % en 2011, tandis que celle des pays développés a chuté, passant de 66 % à 53 % (incluant les États-Unis, l'Union Européenne et le Japon⁸¹⁶). Les BRICS englobent plus d'un quart de la population mondiale et représentent près de 40 % de l'économie mondiale. Cela

⁸¹⁴ Dan Wang, (2023). "China's Hidden Tech Revolution": How Beijing Threatens U.S. Dominance, *Foreign Affairs*, <https://www.foreignaffairs.com/china/chinas-hidden-tech-revolution-how-beijing-threatens-us-dominance-dan-wang>, (28 février, 2023).

⁸¹⁵ Ibid.

⁸¹⁶ Laila Porras, (2015). « Croissance Inégalité et pauvreté au sein des pays émergents : le cas des BRICS », *In Revue de la Régulation : capitalisme, institutions, pouvoirs*. <https://doi.org/10.4000/regulation.11480>.

témoigne d'un changement significatif dans le centre de gravité de la puissance mondiale, illustrant une dynamique de réduction de la pauvreté⁸¹⁷ comme l'attestent les tableaux suivants.

Tableau 4: Seuil de pauvreté extrême dans le monde (1,25 dollar par jour, PPA en pourcentage)

Taux de pauvreté extrême (seuil de 1,25 dollars par jour PPA) (% of population)							
Pays	1993	1995	1996	1999	2005	2006	2009
Brésil	17	11	12	11	9	8	6
Chine	54	54	36	36	16		12
Inde*	49				42		33
Russie	2		3	2	0	0	0
Afrique du Sud	24	21		26		17	14

Source : BM (ces données sont réalisées pour 2010 et non 2009)

Tableau 5: Indicateurs de développement humain, 1990-2012

Pays	IDH 1990	IDH 2000	IDH 2012	Classement 2012	Espérance de vie 2012	RNB par habitant \$PPP ctes 2005
Russie	0,730	0,713	0,788	55	69,1	14461
Brésil	0,590	0,699	0,730	85	73,8	10152
Chine	0,495	0,590	0,699	101	73,7	7945
Afrique du Sud	0,621	0,622	0,629	123	53,4	9594
Inde	0,410	0,463	0,554	136	65,8	3285

Source : PNUD 2013

Le premier tableau indique que les cinq pays désignés par l'acronyme BRICS ont connu une progression significative depuis 1993 dans la lutte contre la pauvreté mondiale, avec une réduction particulièrement marquée en Chine. Le second tableau, en revanche, illustre l'évolution des inégalités de revenus au sein des pays émergents, qu'il s'agisse de crises économiques majeures ou d'une forte croissance économique. On observe chez ces pays émergents une grande diversité dans la dynamique entre croissance, inégalité et pauvreté durant la période de transformations économiques. Bien que d'autres indicateurs puissent être utilisés

⁸¹⁷ Plusieurs outils servent d'indicateurs pour mesurer le seuil de pauvreté dans le monde, et donc sa réduction. Les études sur l'économie du développement retiennent l'indice de développement humain (IDH), publié régulièrement par le Programme des Nations Unies Pour le développement (PNUD). Le fonde ses analyses sur les capacités d'opportunités et de potentialité. Notons que cet indice n'est pas suffisant pour évaluer la pauvreté, c'est pourquoi il doit être combiné par les critères retenus par la Banque mondiale qui reconnaît deux seuils de pauvreté' un seuil reconnu sous la somme de 1,25 \$ par jour qui mesure la pauvreté extrême et un au-dessus de 2 \$, le choix de l'un ou l'autre de ces seuils dépend du niveau de développement du pays.

pour cette évaluation, il est essentiel de souligner que cette croissance permet aux pays émergents de s'attaquer aux problèmes de sécurité les plus pressants à l'échelle mondiale, les positionnant ainsi comme des acteurs clés sur la scène internationale et comme porte-parole des économies émergentes lors des grands sommets économiques tels que le G20.

Tous ces succès économiques produisent une certaine sinophilie. C'est ce que fait remarquer le Secrétaire général de l'OCDE, Angel Gurría, lors d'un dîner avec la communauté des affaires étrangères en 2014 : « Je suis heureux d'être avec la communauté des affaires étrangères en Chine pour parler des formidables opportunités et des défis créés par les investissements réalisés à l'étranger ces dernières années par les entreprises chinoises⁸¹⁸ ». En résumé, le Secrétaire général se réjouissait des accomplissements des entreprises chinoises sur la scène mondiale, soulignant les bénéfices de l'intégration de la Chine dans l'économie mondiale, qui s'est concrétisée par son adhésion à l'OMC en 2001. Cette adhésion aux règles commerciales multilatérales a ouvert la voie à une période de forte croissance pour la Chine, tout en contribuant à la santé de l'économie mondiale. Il a également mentionné que les investissements chinois à l'étranger avaient atteint 70 milliards de dollars au cours des trois premiers trimestres de 2013, représentant une augmentation de près d'un quart par rapport à 2012.

Cependant, bien qu'il se félicite des succès de la voie chinoise, il a souligné les nombreux défis auxquels le monde sera confronté alors que la Chine émerge comme leader. Les enjeux liés à la concurrence entre entreprises et aux questions de sécurité constituent, selon lui, des éléments cruciaux à résoudre pour établir un véritable équilibre mondial. Cela dit, la vision que Pékin se fait de l'ordre mondial n'est certainement pas celle que souhaitent ses partenaires occidentaux, qui considèrent la Chine comme un acteur ne respectant pas toujours les règles internationales et qui, de surcroît, utilise sa position de grande puissance pour contourner ces règles et les affaiblir.

II. Les possibilités chinoises d'une transformation de l'ordre juridique international

Animée par un sentiment révisionniste, la Chine, dans sa stratégie globale de lutte pour le pouvoir mondial, s'attaque à tous les piliers de la gouvernance globale pour asseoir sa

⁸¹⁸ OCDE : « *La Chine devient mondiale* », Discours d'Angel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE, Prononcé lors d'un dîner le 24 mars 2014 à Pékin. <https://www.oecd.org/china/china-go-global.htm>. Consulté le 01/03/2022.

légitimité. Après l'équilibrage politique et économique, elle va utiliser des mécanismes de transformation du droit dans l'optique d'équilibrer juridiquement les puissances traditionnelles. Cela induit une modification de la structure du droit international en y introduisant des règles coutumières incompatibles avec le droit international général. Ces règles viennent s'imposer à travers une stratégie de guerre non cinétique, conformément à la politique juridique de la RPC (A). Cela passe d'abord par un équilibrage régional en Asie de l'Est et du Sud-Est, pour s'étendre progressivement vers la construction de nouvelles normes mondiales. Cet équilibrage juridique va amorcer les prémises d'une particularité chinoise en matière de droit international. Il s'agira d'abord d'envisager l'émergence d'un ordre international progressivement dépouillé de la substance du droit conventionnel, qui va reposer sur la stratégie agressive de la Chine en matière maritime, spatiale et aérienne. Le but de cette stratégie de transformation du droit est d'obtenir des avantages par la loi, qui seraient difficilement atteignables si la Chine se lançait dans une confrontation militaire directe avec ses rivaux, principalement les États-Unis. Puis, elle va utiliser la disparité et l'effet de levier en se basant sur ses propres interprétations du droit, interprétations issues de ses avocats et praticiens du droit, pour adhérer à certains traités internationaux contraignants afin de profiter des avantages que confère cette adhésion, tout en contournant les obligations juridiques qui en découlent. Cela permettra à Pékin d'obtenir des avantages sur ses rivaux⁸¹⁹(B).

A. La politique juridique de la Chine : un outil de transformation du système juridique international

La Chine se positionne désormais comme le nouveau garant de l'ordre juridique mondial. Elle a affirmé ce rôle lors d'une déclaration conjointe avec la Russie pendant les Jeux olympiques d'hiver de Pékin en 2022⁸²⁰. Cependant, certains universitaires et responsables politiques occidentaux considèrent une telle déclaration comme provocatrice. En effet, lorsqu'ils se penchent sur la Chine en tant qu'État de droit, les débats se concentrent souvent sur ce qu'ils perçoivent comme une forme d'anomie juridique, notamment en matière de droits de l'homme (comme dans le cas des Ouïghours), mais aussi sur le comportement multilatéral de la Chine. Contrairement aux États-Unis et aux pays occidentaux, souvent considérés sans

⁸¹⁹ Isaac Kardon, (2023), "Rule by Law: China's Increasingly Global Legal Reach", *Testimony: U.S.-China Economic And Security Review Commission*, <https://carnegieendowment.org/2023/05/04/rule-by-law-china-s-increasingly-global-legal-reach-pub-89688>, (4 mai, 2023).

⁸²⁰ President of Russia, "Joint Statement of the Russian Federation and the People's Republic of China on the International Relations Entering a New Era and the Global Sustainable Development", op. cit.

difficulté comme des États de droit, on entend fréquemment dire qu'« il n'y a pas de véritable droit en Chine ». Ce postulat repose non seulement sur la relation historiquement ambiguë de la Chine avec ce que les Occidentaux considèrent comme du droit, mais aussi sur une méconnaissance des pratiques juridiques chinoises⁸²¹. Il révèle également une faiblesse des puissances occidentales face à la doctrine juridique chinoise, qui ne se limite pas à l'établissement de normes de comportement, mais vise aussi à contrôler et affaiblir l'ennemi, tant sur le plan interne que sur la scène internationale⁸²².

L'éminent stratège militaire chinois Sun Tzu, écrivait au VI^e siècle avant J.-C, que remporter cent victoires en cent batailles n'est pas le summum de l'excellence, « vaincre son ennemi sans combattre est le summum de l'excellence⁸²³ ». Conformément à cette maxime, la Chine est l'une des nations les plus actives dans l'utilisation du droit comme un outil stratégique pour atteindre des objectifs militaires traditionnels sans avoir recours à l'arsenal de guerre classique. Dès 1996, le président de la République populaire de Chine (RPC), Jiang Zemin, le rappelait déjà à un groupe d'experts en droit international, en soulignant que « nous devons savoir utiliser le droit international comme une arme⁸²⁴ ». L'adhésion de la Chine au droit international marque un véritable tournant dans la gouvernance mondiale, car elle entre en concurrence directe avec les États-Unis, qui se sont toujours présentés comme la principale puissance juridique, façonnant les règles du droit international selon leurs intérêts. En agissant ainsi, les États-Unis ont contribué à établir un droit coutumier qui s'impose aux autres acteurs de la scène internationale. Toutefois, avec l'émergence de la Chine en tant que puissance normative, les États-Unis semblent perdre du terrain dans cette bataille juridique, menée par la Chine avec davantage de diligence et de cohérence. Pourtant, les Américains bénéficient d'un réservoir considérable de praticiens et de théoriciens du droit, ce qui continue de faire des États-Unis la première puissance juridique⁸²⁵. Contrairement à son principal rival, la République populaire de Chine (RPC) a explicitement adopté le terme de « guerre juridique », traduit en pinyin par l'expression « Fǎlǜ Zhàn », comme fondement stratégique de sa doctrine juridique.

⁸²¹ Douglas Guilfoyle, “The rule of law and maritime security: understanding lawfare in the South China Sea”, *International Affairs*, Volume 95, Issue 5, September 2019, pp. 999–1017, <https://doi.org/10.1093/ia/iiz141>.

⁸²² Doug Livermore Columnist, (2018). China's “Three Warfares” In Theory and Practice in the South China Sea, *Georgetown Security Studies Review*, <https://georgetownsecuritystudiesreview.org/2018/03/25/chinas-three-warfares-in-theory-and-practice-in-the-south-china-sea/>, Le 4 juin, 2024.

⁸²³ Sun Tzu, *L'art de la guerre*, Éditions, Champs Classiques, 2017.

⁸²⁴ Dong Wang, *China's Unequal Treaties: Narrating National History* (New York: Rowman and Littlefield Publishers, 2008),

128. Le texte est aussi cité abondamment par Orde F. Kittrie, op. cit.

⁸²⁵ Orde F. Kittrie, Ibid, p. 162.

En 2003, certains organes du Parti communiste chinois (PCC), dont le Comité central et la Commission militaire centrale, ont approuvé le concept des « trois guerres », qui s'inscrit dans une doctrine non cinétique et prend en compte :

1) La guerre psychologique : elle correspond à l'utilisation de dispositifs coercitif et incitatifs tels que, la menace, la propagande, la tromperie et la coercition dans l'optique de neutraliser les capacités de l'ennemi à comprendre et à prendre les décisions 2) ; la guerre médiatique, elle est orientée vers l'opinion publique nationale et internationale dans l'optique de favoriser les actions militaires de la RPC, elle s'exprime à travers la diffusion d'information en masse 3) ; la guerre juridique, elle fait recours aux lois nationales et internationales pour obtenir une légitimité internationale afin de gérer les éventuelles répercussions des actions militaires de la RPC⁸²⁶.

À la suite de cette déclaration, la République populaire de Chine (RPC) a consacré une large part de ses textes juridiques, qu'ils soient rédigés par ses propres praticiens ou souvent inspirés par des auteurs américains, à l'enrichissement de sa stratégie de *lawfare*. En 1999, deux colonels de l'Armée populaire de libération (APL), Qiao Liang et Wang Xiangsui, ont publié un traité intitulé *La Guerre hors limites*, dont l'objectif était de préciser le champ d'action du *lawfare*⁸²⁷. En 2004, l'Armée populaire de libération (APL) a publié un ouvrage intitulé *Analyse des 100 cas de guerre juridique*. Ce texte, coécrit par l'éminent juriste chinois Cong Wensheng, présente des études de cas de nombreux pays ayant recours au *lawfare*, avec une attention particulière portée aux États-Unis⁸²⁸. L'étude se concentre sur la manière dont l'ennemi peut être contrôlé par le droit, ou comment celui-ci peut être utilisé pour contraindre l'adversaire à agir selon les intérêts souhaités. Le texte souligne que le droit, en tant qu'arme de guerre, offre de nombreuses applications permettant à la Chine de mieux exploiter le droit des conflits dans les luttes à venir, afin d'obtenir des résultats plus avantageux.

En 2007, l'Armée populaire de libération (APL) a publié un ouvrage intitulé *Under Informatized Conditions : Legal Warfare*, qui définit la guerre juridique comme une bataille impliquant des activités menées en utilisant le droit comme arme, à travers des procédés et des méthodes telles que la dissuasion légale, l'attaque légale, la contre-attaque, la retenue juridique, les sanctions et la protection juridique. Cette précision est d'autant plus pertinente, car l'adoption du concept de « Falü Zhan » par la Chine a suscité un débat conceptuel sur les

⁸²⁶ Ibid.

⁸²⁷ Qiao Liang et Wang Xiangsui, *La guerre hors limites*, op. cit.

⁸²⁸ Cong Wen sheng, *100 cases of legal battle: the classic case analysis (paperback) – Softcover*, PLA Publishing House; 1 (January 1. 2004).

différences entre son usage et le concept américain de *lawfare*, développé par Charles Dunlap Jr. Corine Monteiro Da Silva s'est interrogée sur les similitudes entre ces deux notions, soutenant que la *lawfare* et l'expression chinoise « Falü Zhan » ne désignent pas la même réalité. Son article, intitulé *Falü Zhan : la « guerre du droit », une version chinoise du lawfare ?*, explore cette problématique⁸²⁹. Le texte est d'ailleurs repris par le Centre Thucydide, dans son blog en ligne⁸³⁰. Bien qu'elle conclue qu'il ne s'agit pas de la même chose, il convient de noter que plusieurs textes publiés par l'Armée populaire de libération (APL) traitent précisément de la « guerre juridique » dans le sens du *lawfare*. C'est notamment le cas de l'ouvrage de l'Académie des sciences militaires de l'APL, *The Science of Military Strategy*, qui souligne que la guerre n'est pas seulement un affrontement militaire, mais également une lutte totale sur les fronts politique, économique, diplomatique et juridique⁸³¹.

À ce titre, un groupe de réflexion sur la sécurité en Chine a suivi de près les débats théoriques et conceptuels concernant le *lawfare*. Ce groupe s'est particulièrement intéressé aux travaux du général de division à la retraite Charles Dunlap Jr., qui a popularisé le terme en 2001. En réalité, ce terme a été utilisé pour la première fois en 2000 par deux universitaires américains, Carlson et Yeomans, dans un article intitulé *Whither Goeth the Law—Humanity or Barbarity*⁸³², et ne traduisait pas la réalité qui lui est attribuée aujourd'hui. Le terme a depuis été repris par de hauts responsables politiques américains, jusqu'à ce que Charles Dunlap le définisse de manière opératoire en 2001. Il décrit le *lawfare* comme l'usage du droit comme arme de guerre. Quelques années plus tard, il précise cette définition en soulignant qu'il s'agit d'une « stratégie qui consiste à utiliser – ou mal utiliser – le droit comme un instrument au service des moyens militaires traditionnels pour réaliser des objectifs opérationnels⁸³³ ». Le *Knowfare Strategy and Defence Institute*, l'un des groupes de réflexion sur la défense de la Chine, a traduit et publié l'article de Dunlap paru en 2001, intitulé *Lawfare : A Decisive Element of 21st Century Conflicts?*. Dans cette traduction, le *Knowfare* a systématiquement choisi de rendre le terme *lawfare* par l'expression chinoise « Falü Zhan ». Cela implique, du moins pour

⁸²⁹ Carine Monteiro Da Silva, « Falü Zhan: la guerre du droit, une version chinoise du lawfare ? », In, *Raison Politique*, 2022/1 \ (N 85), pp. 89-89.

⁸³⁰ Carine Monteiro Dasilva, (2022). « ThucyBlog n° 232 – Le droit comme arme de guerre : quelques distinctions entre les concepts américain (lawfare) et chinois (guerre du droit) », <https://www.afri-ct.org/2022/thucyblog-n-232-le-droit-comme-arme-de-guerre-quelques-distinctions-entre-les-concepts-americain-lawfare-et-chinois-guerre-du-droit/>, Consulté le 12 octobre, 2023.

⁸³¹ Ibid.

⁸³² Orde F. Kittrie, op. cit.

⁸³³ Charles J. Dunlap, Jr., « Lawfare: A Decisive Element of 21st-Century Conflicts? », *54 Joint Force Quarterly*, 2009, pp. 34-35. http://scholarship.law.duke.edu/faculty_scholarship/3347/.

ce groupe de travail, que le *lawfare* selon Dunlap correspond à ce que la République populaire de Chine (RPC) entend par la guerre du droit. C'est donc sur cette base conceptuelle que la RPC s'est engagée dans le droit afin de tirer parti de ses effets stratégiques⁸³⁴.

Comme cela a pu être noté, le recours à la loi par la Chine est très ancien, comme le soulignait Sun Tzu en prônant une victoire obtenue sans avoir à combattre. Contrairement à ce que les Occidentaux peuvent penser du premier président de la République populaire de Chine (RPC), Mao Zedong se rapprochait également de la pensée de Sun en considérant le choc des armes comme un élément marginal, et non fondamental, dans un conflit. Dans la culture chinoise, le droit a toujours été perçu comme un instrument au service du pouvoir politique. Le fait que la Chine de Xi Jinping en fasse usage à cette fin au XXI^e siècle n'est donc pas surprenant. La Chine impériale pré-communiste considérait déjà la loi comme un outil pour affermir l'autorité, plutôt que comme un instrument de contrainte subjective. Après la révolution dirigée par Mao Zedong en 1949, la Chine a adopté une position marxiste, estimant que le droit est un instrument politique et non un moyen de contrôler l'activité politique ou d'arbitrer les conflits⁸³⁵. Pendant les révolutions culturelles de 1966 à 1976, la République populaire de Chine (RPC) a complètement démantelé son système juridique en abolissant ses facultés de droit, en fermant son ministère de la Justice et en transformant, par le biais d'une rééducation, ses avocats en agriculteurs et en ouvriers d'usine⁸³⁶. C'est en grande partie ce qui donne sens à l'image de la Chine comme « un État sans lois ». Cette déconstruction du droit par Mao résulte du fait qu'il considérait les juristes comme des acteurs corrompus cherchant à entraver le libre cours de la révolution culturelle. Cependant, depuis la fin de cette période, le système juridique chinois a été âprement reconstruit. En 2008, la Chine disposait d'un système juridique sophistiqué, composé de plusieurs lois et règlements, avec le troisième plus grand nombre d'avocats au monde. Tout comme c'était le cas dans la Chine impériale, le droit est resté un instrument au service du pouvoir politique, plutôt qu'une contrainte contre ses potentielles dérives⁸³⁷. Cette situation, combinée à d'autres facteurs, notamment le phénomène de corruption, a engendré une rupture de confiance entre la population et un système juridique largement au service du Parti communiste chinois (PCC). Cela dit, certains commentateurs

⁸³⁴ Orde F. Kittrie, op. cit.

⁸³⁵ Ibid.

⁸³⁶ Ibid.

⁸³⁷ Ibid.

soulignent que de nombreux progrès sont en cours, pouvant propulser la République populaire de Chine (RPC) vers un véritable État de droit.

Cependant, après 2008, le système juridique chinois s'est à nouveau détérioré, rendant insignifiants les progrès observés entre 1976 et 2008. Le Parti communiste chinois (PCC) a commencé à exercer un contrôle accru sur les avocats s'occupant des affaires jugées sensibles par ses cadres. Ces avocats ont été désignés comme des ennemis de l'intérieur qu'il fallait neutraliser en utilisant la loi dans sa dimension stratégique au niveau interne⁸³⁸. Cet usage de la loi pour neutraliser les ennemis désignés de l'intérieur n'est cependant pas une spécificité chinoise. De nombreux États y ont recours, même si ces cas sont rarement documentés. Par exemple, trois avocats brésiliens, Cristiano Zanin, Valeska Martins et Rafael Valim, ont publié un ouvrage intitulé *Lawfare : Waging War through Law*. Dans cet ouvrage, ils s'appuient sur la définition du *lawfare* fournie par le professeur de droit à l'Arizona State University, Ordre Felix Kittrie, pour démontrer comment des politiques, en association avec un ensemble d'autres acteurs publics et privés, ont mobilisé des instruments juridiques pour délégitimer l'ancien président Luiz Inácio Lula da Silva, afin qu'il ne puisse se porter candidat aux élections présidentielles après la destitution de la présidente Dilma Rousseff⁸³⁹. En France, certains cas peuvent également être répertoriés, notamment les poursuites contre Dominique Strauss-Kahn pour diverses affaires sexuelles et/ou de mœurs. La médiatisation de son affaire lui a valu le retrait de sa candidature en 2012, alors qu'il était considéré comme le favori par de nombreux instituts de sondage. Des procédés similaires ont été employés lors des élections présidentielles de 2017 pour écarter le candidat de droite François Fillon. Ces stratégies permettent aux détenteurs du pouvoir politique de maintenir leurs avantages sur leurs rivaux.

C'est dans cette perspective qu'en 2013, Xi Jinping a renoué avec la pensée maoïste d'un État fort et autoritaire, tout en combinant cela avec un discours axé sur un « État de droit aux caractéristiques chinoises ». Certains commentateurs estiment que les références de Xi à un État de droit chinois visent à séduire les Occidentaux⁸⁴⁰. Chine s'est engagée dans des actions juridiques sur plusieurs arènes internationales, notamment contre les Philippines en mer de Chine du Sud et en soutenant l'Iran. En 2020, le président de la République populaire de Chine a appelé à renforcer la législation nationale et à former de meilleurs avocats pour la lutte

⁸³⁸ Ibid.

⁸³⁹ Cristiano Zanin, Valeska Martin and Rafael Valim, *Lawfare: Waging War through Law*, Ed, ROUTLEDGE FOCUS, 2022.

⁸⁴⁰ Xi Jinping, *The Law-Based Governance of China*, The Literature Research Office of the Central Committee of the Communist Parti of China, 2017.

internationale. Il est donc évident que la Chine n'hésite pas à exploiter les effets stratégiques du droit pour asseoir sa domination sur l'ordre mondial.

Pour comprendre l'évolution et les implications de la doctrine chinoise, le professeur Kittrie a tenté de redéfinir le concept de *lawfare* proposé par Dunlap. Il distingue deux orientations qui, selon lui, expliquent le comportement juridique de la Chine. Tout d'abord, il complète la définition de Dunlap, qui voit le droit comme un instrument de guerre au service d'objectifs militaires. Il distingue ensuite la *lawfare* instrumentale, qui consiste à utiliser la loi pour atteindre des objectifs militaires (1), ce qui pousse la Chine à revendiquer des territoires maritimes et aériens en mer de Chine (2), en étendant ses revendications jusqu'à l'espace extra-atmosphérique (3).

1. Une utilisation déformée du droit

La Chine utilise le droit international dans le but unique de faire converger ses prétentions géopolitiques avec l'acquisition d'une légitimité internationale, afin d'étendre ses droits de souveraineté et d'assurer un contrôle d'accès sur une grande partie du Pacifique. En recourant à ce que de nombreux analystes appellent « la stratégie du salami », la Chine redessine la carte géopolitique de l'Asie, en particulier en mer de Chine méridionale, sans subir de sanctions internationales. Pékin revendique des territoires qui s'étendent de l'Asie orientale à l'Asie du Sud-Est, incluant une portion significative de la mer de Chine méridionale.

En 2020, alors que le reste du monde était concentré sur la pandémie de COVID-19, Pékin a élargi son territoire en occupant les hautes régions glaciales de l'Himalaya, créant ainsi une tension avec New Delhi qui aurait pu mener à une confrontation militaire de faible intensité entre les deux pays⁸⁴¹. Cette stratégie, dite du salami, a déjà été observée dans les années 1950, lorsque Pékin a découpé le plateau d'Aksai Chin, une région de la taille de la Suisse qui faisait alors partie de l'État princier himalayen du Jammu-et-Cachemire. Elle repose sur les capacités militaires et navales de l'Armée populaire de libération (APL)⁸⁴². Cette dernière agit comme le régulateur de la navigation en mer de Chine méridionale, protégeant l'espace maritime de Pékin. Elle coupe furtivement l'accès des États voisins aux territoires contestés qu'ils

⁸⁴¹ Brahma Chellaney, "China's expansionism creeps along as West distracted by Ukraine", *OPINION*, Nikkei Asia, <https://asia.nikkei.com/Opinion/China-s-expansionism-creeps-along-as-West-distracted-by-Ukraine>, (14 février, 2024).

⁸⁴² Ibid.

contrôlaient auparavant et encercle les zones acquises en y déployant de multiples niveaux de sécurité.

Pékin utilise la puissance navale de l'Armée populaire de libération (APL) comme son principal instrument juridique, déployé dans trois domaines spécifiques pour atteindre ses objectifs de contrôle d'accès : maritime, aérien et spatial, combiné à la cybernétique. La conjugaison de ces domaines avec les prétentions territoriales de Pékin permet de façonner ce que Malcolm Jorgensen a appelé l'établissement d'un « ordre géolégal chinois⁸⁴³ ». Pékin utilise sa puissance « géolégale » pour créer de nouvelles règles de droit, déstructurant ainsi les normes juridiques conventionnelles. Cette approche agit comme un instrument de contrainte, légitimant des revendications de nature illégitime par le biais d'interprétations exogènes du droit, qui s'imposent grâce à la pression militaire et diplomatique exercée par la République populaire de Chine sur ses voisins.

En plus de son utilisation déformée du droit, fondée sur ses propres interprétations du droit international conventionnel, la République populaire de Chine cherche à informer la communauté internationale de l'existence d'une identité juridique spécifiquement chinoise dans les domaines maritime, aérien et spatial⁸⁴⁴. La République populaire de Chine s'invite alors dans de nombreux forums juridiques internationaux, conçus dans le but de façonner le droit international à travers la production d'articles et l'organisation de colloques qui diffusent une opinion juridique favorable à Pékin. Elle élabore un droit national s'appliquant à tous ceux qui entrent dans sa zone d'influence économique ou politique, ce qui constitue une forme d'internationalisation, imposée aux acteurs souhaitant accéder aux zones revendiquées par Pékin. À cela s'ajoutent les déclarations officielles de Pékin, qui visent à revendiquer des zones territoriales en méconnaissance des dispositions de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (CNUDM).

2. Les domaines maritime et aérien comme espaces de revendications

⁸⁴³ Malcolm Jorgensen, (2018). "Equilibrium & Fragmentation in the International Rule of Law: The Rising Chinese Geolegal Order," *FG Working Paper Series, No. 21, Berlin Potsdam Research Group* "The International Rule of Law – Rise or Decline?", pp. 1-39., https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=3283626.

⁸⁴⁴ Zhiguo Gao and Bing Bing Jia, "The Nine-Dash Line in the South China Sea: History, Status, and Implications", Published online by *Cambridge University Press*, 2017., <https://www.cambridge.org/core/journals/american-journal-of-international-law/article/abs/ninedash-line-in-the-south-china-sea-history-status-and-implications/1567B80D8BD284499F704496278DFF9D>.

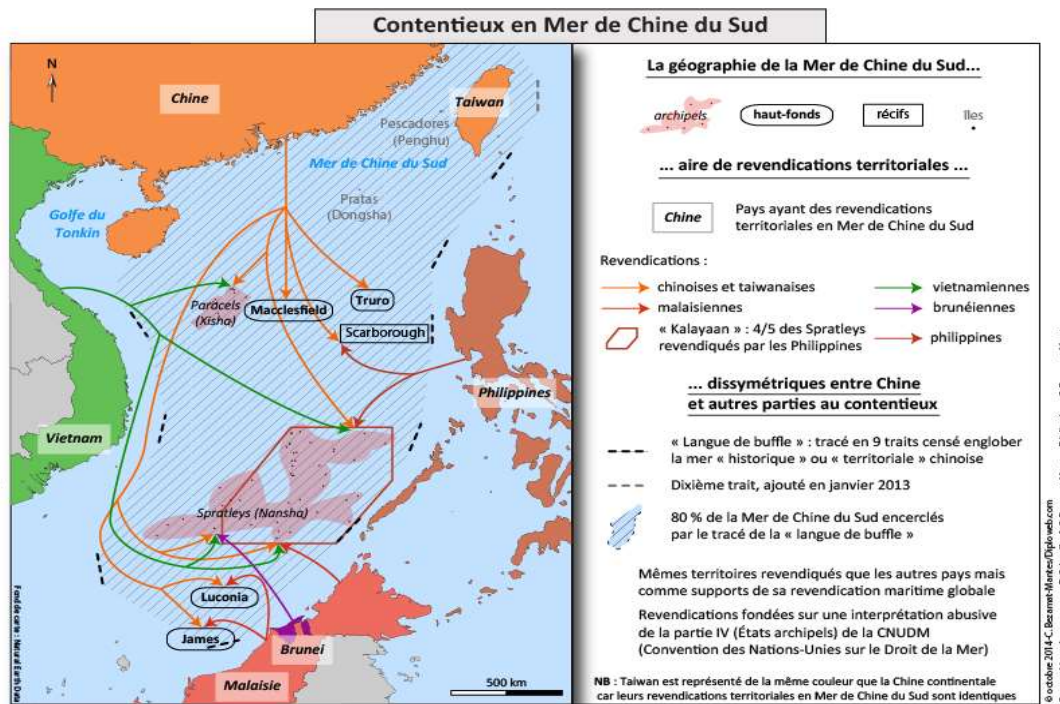
Le droit maritime et aérien constitue deux domaines clés du droit international que la République populaire de Chine utilise pour faire avancer ses positions juridiques en matière de souveraineté nationale et territoriale. Bien que la RPC ait ratifié la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (UNCLOS) en 1996, après avoir participé aux négociations qui ont conduit à son adoption à Montego Bay, son intérêt pour le droit spatial et principalement pour le droit aérien est relativement tardif. Ce dernier n'a été enseigné dans les universités chinoises qu'au début des années 1980, alors qu'il était déjà étudié aux États-Unis depuis 1959⁸⁴⁵. En somme, les autres nations concurrentes semblent avoir un avantage sur la République populaire de Chine en ce qui concerne la formation de techniciens et de diplomates dans de nombreux domaines du droit international. Cependant, les pratiques de la RPC en matière maritime et spatiale en mer de Chine méridionale incitent de nombreux chercheurs à s'intéresser à la manière dont Pékin interprète le droit de la mer et le droit aérien. James Kraska et Brian Wilson, deux avocats de renom aux États-Unis spécialisés dans le droit maritime, ont affirmé que « la Chine a commencé à s'engager dans une guerre juridique ingénieuse, ou une stratégie de *lawfare*, visant à refuser l'accès à ses mers côtières aux navires de guerre et aux avions des États-Unis, du Japon et d'autres pays de la région ». Par la suite, les deux avocats ont soutenu que « les stratégies chinoises ont une part croissante d'intérêt pour le droit international en tant qu'instrument permettant de dissuader les adversaires avant le combat... [y compris en éloignant le droit de la mer] des normes de liberté de navigation acceptées depuis longtemps et vers des interprétations d'une autre souveraineté accrue des États côtiers⁸⁴⁶ ». Comme l'a déjà souligné Jorgensen, la Chine fait évoluer le droit de manière à se construire un ordre géo-juridique qui transforme et éviscère les règles du droit international, en particulier en matière de liberté de navigation, d'autorité des tiers, de règlement judiciaire, et de revendications territoriales en vertu de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer⁸⁴⁷.

⁸⁴⁵ Yongliang Yan, "Space Law Education in China: status quo shortcoming and possible ways out", In *Advance in Space Research*, Vol 71, Issue 1, 1 January 2023, p. 664-773., <https://www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S0273117722005889>.

⁸⁴⁶ James Kraska & Brian Wilson, China Wages Maritime "Lawfare," *Foreign Policy*, Mar. 12, 2009, <http://foreignpolicy.com/2009/03/12/china-wages-maritime-lawfare>.

⁸⁴⁷ Malcolm Jorgensen, (2018). "International law cannot save the rules – based Order", Resing Chinese power is carving out a "geolegal" order, with reference to China, rather than international law, the key, In *The Interpreter*, <https://www.lowyinstitute.org/the-interpreter/international-law-cannot-save-rules-based-order>, Consulté le 12 octobre 2021.

Figure 3: Carte du contentieux en Mer de Chine du Sud



Source : Bezamat-Mantes et D. Schaeffer. Réalisée par C. Bezamat-Mantes pour Diploweb.

La mer de Chine méridionale est au cœur de controverses entre la Chine, ses voisins immédiats et les nombreuses puissances traditionnelles ayant des intérêts dans cette région, qui représente un espace vital en termes de sécurité et d'approvisionnement. Daniel Schaeffer a souligné que la mer de Chine méridionale est essentielle pour des pays comme la Chine, le Japon et la Corée du Sud. Par conséquent, la liberté de navigation dans cette zone constitue un enjeu économique majeur pour l'ensemble des compagnies maritimes, y compris celles d'Europe⁸⁴⁸. Il en résulte que le contrôle d'accès exercé par Pékin au détriment de l'intérêt international ne peut que générer des tensions. Il est essentiel de souligner l'importance de cette région, en notant qu'il s'agit d'une voie navigable qui représente : « en moyenne 60 000 navires qui la traversent annuellement. Cela représente approximativement trois fois le trafic du canal de suez, six fois celui du Panama. En termes de frets, celui-ci équivaut au quart du commerce mondial, à la moitié des volumes commerciaux de la Chine, du Japon et de la Corée du Sud, à 50 % des transports mondiaux en hydrocarbures, à 85 % des pétroliers en provenance du

⁸⁴⁸ Daniel Schaeffer, (2014). « Prétentions chinoises en Mer de Chine du Sud et routes commerciales européennes », Diploweb.com, *La Revue Géopolitique*, <https://www.diploweb.com/Pretenions-chinoises-en-Mer-de.html>, (7 mars, 2024).

Moyen-Orient ; à 80 % des approvisionnements chinois en hydrocarbures⁸⁴⁹ ». Cela constitue pour la Chine une importante source de vulnérabilités, donnant lieu à de nombreux contentieux. Beijing renforce considérablement ses capacités militaires dans la région, incitant ainsi les autres pays à accroître discrètement leurs équipements militaires pour renforcer leur force navale⁸⁵⁰. La République populaire de Chine revendique entre 80 et 90 % de la mer de Chine méridionale (MCM), selon les différentes délimitations de la zone en U, également connue sous le nom de « ligne en neuf traits », ce qui représente une superficie presque équivalente à celle de la Méditerranée. À l'exception de Taïwan, qui n'est pas partie à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (UNCLOS), tous les pays émettant des revendications territoriales dans cette région ont ratifié cette convention. Ils ont ainsi accepté les conditions qu'elle impose concernant la délimitation des frontières maritimes, en se référant aux concepts de mer territoriale, de zone économique exclusive (ZEE) et de plateau continental, ce qui les oblige à coopérer et à négocier pour établir ces frontières⁸⁵¹. La Convention offre également un cadre multilatéral pour le règlement des différends, même si elle privilégie un règlement pacifique. De plus, toutes les parties impliquées dans les controverses concernant les délimitations appartiennent à la même organisation politique régionale, l'ASEAN, qui aspire à devenir une organisation de premier plan sur le plan économique.

Éric Mottet, Frédéric Lasserre et Barthélémy Courmont soulignent, en citant Daniel Schaeffer, que la mer de Chine méridionale (MCM) revêt un intérêt stratégique et géopolitique majeur pour Pékin, ce qui justifie son besoin de contrôler cette région. Ils notent que « si les contentieux en MCM s'expliquent *a priori*, en partie par la richesse de cet espace en ressources halieutiques et en hydrocarbures, la MCM représente un intérêt vital pour Beijing en tant que ligne de communication maritime (SLOC) stratégique pour son approvisionnement en matières premières et pour ses exportations⁸⁵² ». Cependant, la vulnérabilité de cette route, due à la configuration de la mer semi-fermée et aux passages obligés par de nombreux détroits tels que Malacca, Singapour et la Sonde, favorise la piraterie maritime, le terrorisme, les accidents ou un blocus mené par une marine étrangère. Une autre raison justifiant le contrôle de cette région par Pékin est qu'elle permet de sécuriser sa stratégie de défense nationale, notamment en ce qui concerne ses sous-marins et sa stratégie de dissuasion nucléaire, visant à protéger et

⁸⁴⁹ Ibid.

⁸⁵⁰ Eric Mottet, Frédéric Lasserre et Barthélémy Courmont, *Géopolitique de la mer de Chine méridionale : Eaux troubles en Asie du Sud Est*, Presses de l'Université du Québec, 2017.

⁸⁵¹ Ibid.

⁸⁵² Ibid.

sauvegarder l'unité nationale de la République populaire de Chine⁸⁵³. Pour ce faire, la République populaire de Chine (RPC) régleme le passage en mer et le survol de l'espace aérien au sein de sa zone économique exclusive ZEE, qui s'étend sur deux cents milles nautiques au large de ses côtes. Cette situation contrarie les États-Unis et les pays voisins, qui, en interprétant l'UNCLOS, soutiennent que ces décisions et agissements sont incompatibles avec la convention. En effet, celle-ci stipule clairement qu'un État ne peut pas régleme le survol ou le passage dans sa ZEE⁸⁵⁴. La Chine propose sa propre interprétation de la Convention, que de nombreux juristes considèrent comme erronée. Elle affirme officiellement que « les activités militaires étrangères sont soumises à l'avis et au consentement des États côtiers [...] dans le cadre des efforts continus de la Chine ». Pékin utilise donc cette interprétation inexacte de la Convention pour justifier son harcèlement des navires militaires américains et d'autres pays opérant dans sa ZEE. Les actions et les interprétations adoptées par Pékin en mer de Chine méridionale visent à altérer la substance du droit international, en modifiant le droit coutumier de manière à ce que ces pratiques soient perçues et acceptées comme légitimes par d'autres États⁸⁵⁵.

En 2009, Pékin a clairement revendiqué aux Nations Unies sa souveraineté sur les îles de la MCM et les eaux adjacentes. Elle a fait valoir dans une note verbale que : « la Chine possède une souveraineté incontestable sur les îles de la mer de Chine méridionale et les eaux adjacents, et jouit également des droits souverains et d'une juridiction sur les eaux concernées ainsi que le fond marin de son sous-sol⁸⁵⁶ ». La note ajoute que « la position ci-dessus est constamment défendue par le gouvernement chinois et largement connue de la communauté internationale⁸⁵⁷ ». Cette note fait référence à la fameuse zone en U que Pékin revendique, arguant que cette zone constitue un territoire archipélagique historiquement exploité par les pêcheurs chinois, justifiant ainsi l'existence d'une ZEE. Cependant, cette affirmation est largement contestée par les États-Unis et d'autres nations, notamment les Philippines, qui ont déposé en 2013 une saisine devant le Tribunal Permanent d'Arbitrage (TPA) concernant la souveraineté et le droit d'exercer la pêche dans les îles Spratleys, les Paracels, ainsi que dans les récifs Scarborough et les plateaux continentaux. Le tribunal, dont la compétence est établie conformément à

⁸⁵³ Ibid.

⁸⁵⁴ Ibid.

⁸⁵⁵ Daniel Schaeffer, op. cit.

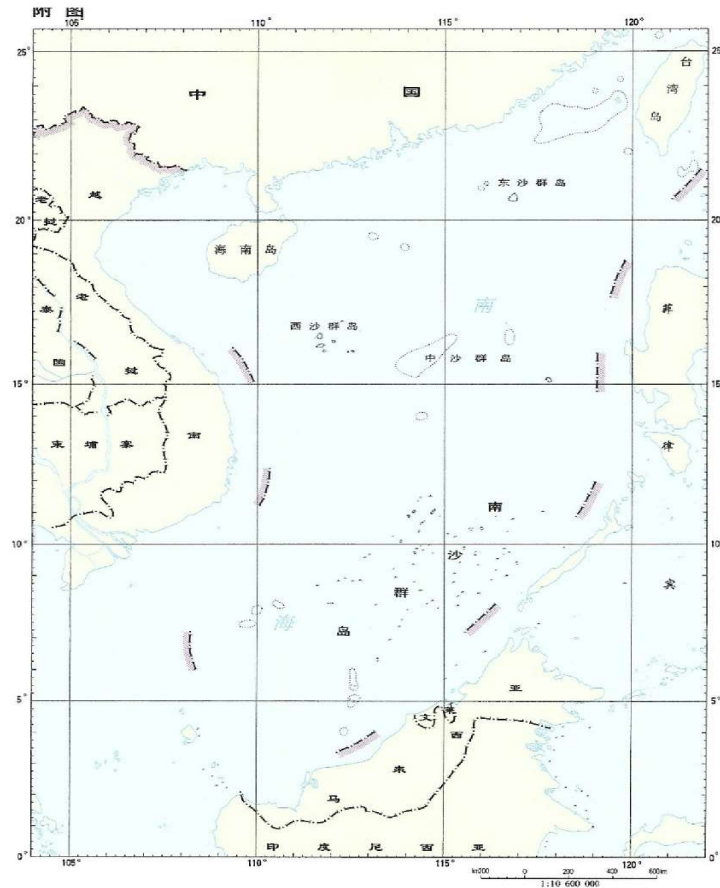
⁸⁵⁶ U.S. Dep't of State, Limits in the Seas, No. 143, China: Maritime Claims in the South China Sea (Dec. 5, 2014), <http://www.state.gov/documents/organization/234936.pdf>.

⁸⁵⁷ Ibid.

l'UNCLOS, s'est opposé aux revendications de la Chine. Malgré cela, Pékin a poursuivi ses initiatives d'acquisition et d'occupation des caractéristiques maritimes. La Chine a élargi sa zone soumise à une ZEE d'une manière considérable, à travers la cartographie de sa zone en U, comme le montre la carte ci-après. Certaines de ces activités visent à modifier l'environnement naturel des îles et des récifs pour y établir des populations, justifiant ainsi son contrôle sur ces îles et s'appropriant les zones en invoquant à sa manière les dispositions des articles 46, a, et 47.1 de l'UNCLOS⁸⁵⁸. La première citation définit ce qu'est un « État archipel », tandis que la seconde précise comment un État archipel peut déterminer les limites de sa zone territoriale. Elle indique qu'« un État archipel peut tracer des lignes de bases archipélagiques droites, reliant les points extrêmes des îles les plus éloignées et des récifs émergents de l'archipel, à condition que le tracé de ces lignes de base englobe les îles principales et définisse une zone où le rapport entre la superficie des eaux et celle des terres, atolls inclus, soit compris entre 1 à 1 et 9 à 1 ». Cela dit, concernant les archipels qui ne répondent pas aux critères d'un État, l'UNCLOS ne fournit aucune précision sur la manière dont ils doivent être délimités. Cette lacune implique que c'est le régime des îles prises individuellement qui devrait s'appliquer aux archipels de la mer de Chine méridionale. Cette ouverture permet à Pékin d'exploiter cette ambiguïté pour établir ses propres règles.

⁸⁵⁸ C'est le cas des constructions faites par la RPC sur Johnson South Reef, un récif précédemment submergé qui est devenue une île d'une superficie de 100 000 m². Ces constructions rendent difficile l'identification précise de la nature de ces éléments.

Figure 4: Carte illustrant les prétentions de la Chine concernant la ligne en U



Source : Carte accompagnant la note verbale N° CML/17/2009 adressée le 7 mai 2009 par la Chine à l'ONU pour présenter officiellement ses revendications en mer de Chine du Sud. Cliquez sur l'image pour agrandir la carte.

La construction d'îles artificielles confère à Pékin une certaine légitimité pour asseoir ses revendications, car, selon le droit international, la souveraineté sur une île peut permettre le contrôle de la zone maritime qui l'entoure. Cependant, l'article 121 précise qu'une île est une « zone de terre naturellement formée, entourée d'eau, qui est émergée à marée haute », ce qui est une définition importante. De plus, cet article stipule que de simples « rochers qui ne peuvent pas supporter la vie humaine ou économique » ne suffisent pas à créer certains types de zones maritimes. Or, la RPC a clairement modifié l'environnement naturel de certaines îles et rochers

pour qu'ils soient conformes aux dispositions de l'article 121⁸⁵⁹. Ce qui ne constitue pas un argument juridique solide du point de vue de l'UNCLOS.

Certains commentateurs soutiennent que le comportement de la Chine ne cherche pas nécessairement à établir une argumentation crédible selon le droit international conventionnel. Au contraire, il vise plutôt à exploiter la fragmentation déjà observée dans l'état de droit international afin d'obtenir une victoire par le droit, alors qu'une victoire par la force aurait été plus difficile à réaliser⁸⁶⁰.

3. Étendre les revendications au droit extra-atmosphérique

La Chine élargit considérablement son espace de souveraineté au-delà des territoires maritimes en litige avec ses voisins immédiats. Elle a notamment instauré une zone d'identification de la défense aérienne (ADIZ) au-dessus de la mer de Chine du Sud, à l'instar de celle qu'elle a mise en place en mer de Chine de l'Est en novembre 2013⁸⁶¹. Cette action délibérée de Pékin ne correspond pas à ce que prévoit la réglementation en vigueur, qui stipule qu'un espace aérien national doit correspondre à la colonne d'air s'élevant au-dessus du territoire concerné à partir de ses eaux territoriales. L'établissement d'une ADIZ par Pékin vise à répondre à un besoin de sécurité, lui permettant de surveiller et de détecter tout aéronef civil ou militaire pénétrant dans son espace national. La même exigence s'applique également à l'espace extra-atmosphérique⁸⁶². La Chine prépare le champ de bataille spatial de la même manière qu'elle le fait pour les domaines maritime et aérien. Pékin considère que les frontières terrestres de la Chine s'étendent indéfiniment vers le haut dans l'espace, et que tout espace situé à l'intérieur de ce périmètre constitue le territoire national chinois. Cette interprétation verticale est significative, car elle déterminera l'orientation que prendra la compétition dans le domaine spatial entre la Chine et sa cible prioritaire : les États-Unis.

L'éminent juriste anglais du XIII^e siècle, William Blackstone avait écrit : « *cojus es solum, ejus est usque ad coelum* (à qui appartient la terre, elle est à lui jusqu'au ciel)⁸⁶³ ». Cette position

⁸⁵⁹ Jerome A. Cohen, *Lawfare or Warfare? Let Impartial Tribunals Cool Asia's Maritime Disputes*, The Diplomat, May 29, 2014, <http://thediplomat.com/2014/05/lawfare-or-warfare-let-impartial-tribunals-cool-asias-maritime-disputes/>.

⁸⁶⁰ Ibid.

⁸⁶¹ Daniel Schaeffer, op. cit.

⁸⁶² Ibid.

⁸⁶³ William Blackstone, *Blackstone's Commentaries on the Laws of England*, Book II, ch. 2, p. 18, http://avalon.law.yale.edu/18th_century/blackstone_bk2ch2.asp; Yehudah Abramovitch, The Maxim "Cujus Est Solum Ejus Usque Ad NOTES TO PAGES 168–170 [401] Coelum" as Applied in Aviation, 8 McGill L.J. 247

adoptée par Pékin est doublement problématique. D'une part, elle contredit les dispositions des traités internationaux qui régissent l'espace extra-atmosphérique et la Convention relative à l'aviation civile, que la Chine a ratifiées. D'autre part, elle s'oppose à l'interprétation partagée par Washington, selon laquelle tous les pays ont le droit de traverser l'espace extra-atmosphérique sans subir aucune interférence⁸⁶⁴. *A priori*, les États-Unis ne partagent pas cette lecture selon laquelle le territoire national d'un État tiers s'étend au-dessus de l'espace extra-atmosphérique, même si, dans la pratique, cette position a été implicitement défendue lorsque les États-Unis ont considéré que la Chine avait violé leur espace territorial en faisant voler un ballon espion au-dessus du Texas pendant plusieurs jours. Le droit international définit le contrôle et la souveraineté que chaque pays doit exercer sur son territoire, dont les eaux s'étendent à 12 milles marins (environ 22 kilomètres)⁸⁶⁵. De même, chaque pays jouit d'une souveraineté complète et exclusive sur son espace aérien, qui se situe au-dessus de son territoire. Cela dit, la limite concernant l'espace extra-atmosphérique n'est pas clairement établie en droit international. Dans la pratique, il commence à partir de la limite de l'espace aérien, qui est de 45 000 pieds (soit environ 13,7 kilomètres), une hauteur à laquelle les avions commerciaux et militaires opèrent⁸⁶⁶. Le ballon chinois a été signalé à environ 60 000 pieds (soit plus de 18 kilomètres)⁸⁶⁷, ce qui est censé être l'espace extra-atmosphérique où *tous les pays ont le droit d'opérer et de recueillir des informations*. Il convient cependant de noter que le jet supersonique Concorde opérait jusqu'à 18 kilomètres d'altitude, ce qui constitue un argument contre la thèse chinoise selon laquelle le ballon chinois se serait trouvé dans l'espace extra-atmosphérique. Quoi qu'il en soit, il est peu probable que les États-Unis auraient accepté le survol du ballon chinois, même s'il avait été situé à un kilomètre au-dessus de 60 000 pieds.

La Chine justifie son appropriation de l'espace au-dessus de son territoire dans le cadre d'une stratégie de guerre spatiale, qui s'inscrit dans le cadre des "trois guerres" présentées par les généraux chinois de l'APL, Qiao Liang et Wang Xiangsui⁸⁶⁸. La surveillance et le contrôle de l'espace extra-atmosphérique visent en pratique à neutraliser les satellites américains, afin de les rendre inefficaces en cas de conflit.

(1961), <http://lawjournal.mcgill.ca/userfiles/other/8509457-abramovitch.pdf>. Special thanks to Jeremy Rabkin for bringing this to the author's attention. Cité par Orde F. Kittrie, op. cit, p. 168.

⁸⁶⁴ Orde F. Kittrie, Ibid.

⁸⁶⁵ Donald Rothwell, (2023). "Did China's balloon violate international law", In *The Conversation*, <https://theconversation.com/did-chinas-balloon-violate-international-law-199271>, Consulté le 25 janvier 2024.

⁸⁶⁶ Ibid.

⁸⁶⁷ Ibid.

⁸⁶⁸ Qiao Liang et Wang Siangsui, Ibid.

B. La Chine et le droit sur la disparité en matière de conformité

En 2015, le professeur de droit au Sandra Day O'Connor College of Law de l'Université d'Arizona, Orde Felix Kittrie, publie son ouvrage de référence *Law as a Weapon of War*. Ce texte décrit pourquoi et comment le droit est devenu une arme de guerre de plus en plus répandue dans le monde. Il éclaire la compréhension de nombreux commentateurs sur les façons dont la Chine utilise le concept développé par Dunlap pour atteindre ses objectifs géopolitiques et géoéconomiques⁸⁶⁹. Après avoir fourni de nombreux exemples de la première définition proposée par Dunlap du *lawfare* — c'est-à-dire comme l'ensemble des moyens non cinétiques servant à utiliser le droit comme une arme de guerre en travestissant ce dernier, comme la Chine l'a démontré en Indo-Pacifique — il a également identifié un second aspect de l'usage du *lawfare*. Ce second aspect concerne la capacité d'utiliser les avantages conférés par le droit en exploitant les disparités en matière de conformité et les effets de levier, c'est-à-dire en tirant parti des avantages du droit sans respecter les obligations qui en découlent.

Plus concrètement, Kittrie s'est intéressé à la manière dont « la Chine va tirer parti de la plus grande influence que le droit international et ses processus exerceront sur les États-Unis et leurs alliés ». Cependant, la République populaire de Chine (RPC) va également capitaliser sur les avantages offerts par le droit international pour se forger une réputation de puissance responsable sur la scène mondiale. Ces atouts lui permettent de poursuivre sa stratégie de séduction, déjà amorcée par son *soft power* dans le monde en développement et par son projet de la *Belt and Road Initiative* (BRI). Ce comportement de la RPC s'inscrit dans la lignée des recommandations formulées par l'ancien secrétaire général du Parti communiste chinois (PCC) en 1996. Jiang Zemin avait alors averti l'Armée populaire de libération (APL) en précisant que les Chinois doivent « être capables d'utiliser le droit international comme une arme de guerre pour défendre les intérêts de notre État et maintenir la fierté nationale ». Cette recommandation a trouvé un écho favorable dans la décision de 2014 du Quatrième Plénum du 18^e Congrès du Parti, qui exhorte les responsables du PCC à renforcer « le pouvoir du discours » et à rendre la Chine influente dans les affaires juridiques internationales. L'objectif est de promouvoir et de faire accepter ses positions juridiques, visant à influencer le discours international en vue de

⁸⁶⁹ Orde F. Kittrie, op. cit.

l'émergence de normes juridiques non contraignantes⁸⁷⁰. Le manuel de l'Armée populaire de libération (APL) précise que les officiers de l'APL ne doivent pas se sentir entièrement liés par le droit international, surtout lorsque celui-ci pourrait nuire à la défense des intérêts nationaux de la Chine. Ils sont encouragés à se concentrer sur les règles du droit international qui profitent à la Chine, tout en évitant celles qui pourraient compromettre ses intérêts⁸⁷¹. À Wang Xiangsiu de rajouter que, « la guerre a ses règles, mais ces règles sont fixées par l'occident [...] nous sommes un pays faible, donc devons-nous nous battre selon vos règles ? Non⁸⁷² ». Kittrie fait valoir que cette attitude de la Chine contraste avec le comportement international de l'armée américaine. Il juge cette dernière, responsable dans la mesure où elle respecte scrupuleusement les lois internationales⁸⁷³. Une thèse à laquelle nous n'adhérons pas⁸⁷⁴. Tel que nous l'avons démontré au chapitre 5, les États-Unis et leurs alliés instrumentalisent la loi pour atteindre des objectifs opératoires.

La Chine est souvent accusée par les États-Unis de ne pas respecter divers accords contraignants sur les plans économique et militaire, un comportement que l'on observe également chez d'autres grandes puissances. En 2022, lors de l'intervention militaire spéciale de la Fédération de Russie en Ukraine, l'ancienne ministre de l'Environnement, Ségolène Royal, exprimait son étonnement sur le plateau télévision face à l'attitude des entreprises américaines. Celles-ci ne respectaient pas les sanctions imposées par Washington à l'Iran, engendrant une concurrence déloyale pour les entreprises françaises et européennes. Un comportement similaire a été noté en ce qui concerne les sanctions imposées par l'administration Trump contre le groupe chinois Huawei. Jean-Marie Le Guen, membre du conseil d'administration de Huawei France, rappelait dans un média qu'en dépit des sanctions économiques américaines, Huawei avait réussi à acquérir pour 20 milliards de dollars de produits américains entre 2019 et 2020. Cette contradiction manifeste correspond à la doctrine américaine popularisée par le président Donald Trump « *American First* », « ce qui est interdit

⁸⁷⁰ “中共中央关于全面推进依法治国若干重大问题的决定,” [Decision Concerning Some Major Issues in Comprehensively Moving Forward Governing the Country According to Law], *Central Committee of the Chinese Communist Party*, October 29, 2014. <http://cpc.people.com.cn/n/2014/1029/c64387-25927606.html>.

⁸⁷¹ Jonathan G. Odom, “Basics of International Law for Modern Soldiers”, 3 (Zhao Peiying ed., 1996), *A China in the Bull Shop? Comparing the Rhetoric of a Rising China with the Reality of the International Law of the Sea*, 17 *Ocean & Coastal L.J.*, 2012, p. 224.

⁸⁷² John Pomfret, *China Ponders New Rules of “Unrestricted War,”* Wash. Post, Aug. 8, 1999.

⁸⁷³ Orde Félix Kittrie, op. cit., p. 172.

⁸⁷⁴ Max Lesch, (2023). “From Norm Violations to Norm Development: Deviance, International Institutions, and the Torture Prohibition”, In, *International Studies Quarterly*, Volume 67, Issue 3, September 2023, sqad043, <https://doi.org/10.1093/isq/squad043>.

aux autres ne m'est pas interdit ». Robert D. William, dans un article publié dans le *Global China* fait valoir que : « les grandes puissances peuvent parfois défier le droit international lorsqu'il entre en conflit avec leurs intérêts fondamentaux⁸⁷⁵ ». Il précise que « sur certaines questions qui génèrent des conflits internationaux, le droit international ne fournit tout simplement pas de normes ou d'institutions pour gouverner ces conflits ». Ajoute-t-il, « même là où des normes existent, de nombreux pays y compris la Chine et les États-Unis – affichent des ambitions sélectivement révisionnistes visant à ajuster le droit international et à le rendre plus compatible avec leurs propres préférences⁸⁷⁶ ».

La Chine s'est clairement engagée dans une dynamique de non-respect de plusieurs de ses engagements internationaux dans le but de tirer un plus grand avantage sur les États-Unis et leurs alliés. Depuis 1978, date à laquelle la RPC a émergé de la Révolution culturelle de Mao, Pékin a intégré pas moins de 300 traités multilatéraux et 150 accords issus d'organisations internationales. La Chine a également incorporé dans son système juridique national divers régimes juridiques commerciaux et internationaux, tels que l'OMC en 2001 et le TNP en 1992. Sa participation dans les forums juridiques internationaux lui permet de bénéficier des avantages offerts par ces régimes, notamment pour accroître son développement et accéder aux technologies de pointe développées par d'autres acteurs comme les États-Unis et l'UE. Cependant, la Chine est également tenue de respecter les obligations découlant de plusieurs traités auxquels elle a souscrit, notamment en matière commerciale, de droits de l'homme, et de non-prolifération nucléaire. Malgré cela, depuis 1978, date à laquelle Pékin a ratifié un certain nombre de traités internationaux contraignants, son bilan en matière d'obligations juridiques internationales reste largement mitigé. La RPC est souvent accusée de ne pas respecter les règles de l'OMC, de violer les droits de l'homme, en particulier dans le cas des Ouïghours au Xinjiang (1), et de contribuer à l'enrichissement du programme nucléaire iranien en violation du TNP (2).

1. Le bilan de la RPC en matière de non-conformité

La Chine présente un bilan très mitigé en matière de respect des accords internationaux qu'elle a ratifiés. Le professeur Kittrie souligne que la Chine a longtemps exploité le système juridique en souscrivant à des obligations contraignantes auxquelles elle n'accorde pas le même

⁸⁷⁵ Robert D. William, "International Law with Chinese Characteristics: Beijing and the "Rules Based Global Order", op. cit.

⁸⁷⁶ Ibid, p. 2.

respect que ses rivaux. Cela pourrait insinuer que la Chine méprise le droit international, mais la réalité est plus complexe. Les responsables chinois affirment constamment que la conduite diplomatique de la Chine est conforme au droit international, ou qu'elle vise à l'être. Toutefois, la Chine diverge de ses rivaux sur les fondements du droit international actuel, qu'elle estime favoriser les grands pays industrialisés au détriment des nations en développement, qui peinent à se défendre. Cette perception explique en partie pourquoi la Chine évite de s'engager sur des questions juridiques contraignantes dans deux domaines clés : la sécurité nationale et la souveraineté, marqués par une histoire de mauvais traitements infligés par des puissances extérieures, ainsi que les droits de l'homme, où les traditions politiques et culturelles diffèrent considérablement de celles des démocraties occidentales⁸⁷⁷. De *facto*, chaque fois que la RPC est accusée de manquements à ses obligations internationales, elle répond en rappelant aux parties accusatrices que ces manquements sont liés à ses intérêts nationaux et à sa souveraineté territoriale. Cela est particulièrement visible dans les cas de la gouvernance de Hong Kong et des enjeux maritimes et territoriaux en mer de Chine du Sud⁸⁷⁸.

- La conformité de la RPC vis-à-vis de l'OMC

La Chine a rejoint l'OMC en 2001, accédant ainsi à l'accord de Marrakech de 1995 qui institue l'Organisation. Depuis son adhésion, le bilan de conformité de la RPC est relativement complexe. Elle est souvent critiquée pour son manque d'engagement concret envers les règles de l'organisation et pour ses pratiques jugées déloyales vis-à-vis des autres membres, alors qu'elle bénéficie largement des avantages conférés par cette adhésion. Certains observateurs ont souligné que la RPC « a su tirer parti des règles et institutions internationales existantes, y compris des ambiguïtés et des lacunes, lui permettant d'exploiter ces règles tout en étant également influencée par elles, cherchant à les adapter à ses propres intérêts ». Lors de son intégration à l'OMC, la RPC était considérée comme une « économie non-marchande », ce qui l'a poussée à négocier des conditions d'adhésion prenant en compte son statut d'économie en développement et le rôle particulier de l'État dans le secteur privé. Les termes de ces négociations comprenaient des engagements sous la forme de mesures « OMC-plus » et de

⁸⁷⁷ Tink Tank European Parliament, (2021), "China's compliance with selected fields of international law", *EPRS, European Parliament Research Service*, pp. 1-12, [https://www.europarl.europa.eu/thinktank/en/document/EPRS_BRI\(2021\)696207](https://www.europarl.europa.eu/thinktank/en/document/EPRS_BRI(2021)696207), Consulté (le 14 Février 2024).

⁸⁷⁸ Ibid.

droits « OMC-moins », permettant aux membres de l'organisation d'adopter des mesures complémentaires contre les pratiques chinoises qui s'écartent des règles de l'OMC.

Pour aligner son économie sur les normes de l'organisation, la Chine a entrepris un large éventail de réformes de libéralisation. Toutefois, le rythme de ces réformes semble parfois en deçà de celui de ses concurrents. Par ailleurs, un large consensus se dégage parmi les États-Unis, l'UE et le Japon, selon lequel les règles régissant l'OMC sont largement dépassées et inadaptées, ce qui permet à la RPC de maintenir des pratiques déloyales. Bien que la Chine se soit affirmée comme un membre responsable dans le processus de règlement des différends de l'organisation, en respectant les décisions défavorables de l'Organe de règlement des différends (ORD), il convient de noter, comme l'ont fait certains analystes, que « le respect par la Chine des décisions de l'ORD se traduit souvent par des réformes superficielles qui contournent l'esprit des règles de l'OMC ». D'autres ont également fait valoir que « même lorsque la Chine met fidèlement en œuvre les jugements défavorables de l'OMC, elle obtient parfois un [laissez-passer] pour violation commerciale, car les décisions de l'ORD ne prévoient pas de mesures coercitives rétroactives, et les jugements sont rendus après de longs processus au cours desquels les distorsions causées par les pratiques chinoises peuvent devenir irréversibles ».

En conséquence, la Chine tire pleinement parti des avantages de son adhésion à l'OMC, parfois sans en subir les contreparties. Après les cinq premières années de son adhésion, qui lui ont permis de renforcer ses capacités contentieuses au sein de l'organisation, la Chine a significativement augmenté son rôle en tant que plaignant contre d'autres membres, devenant en 2007 un acteur majeur dans les procédures de règlement des différends « plaideur énergétique⁸⁷⁹ ». La grande majorité des plaintes portées par la Chine concernent les mesures antidumping et SCM adoptés par les autres membres de l'OMC⁸⁸⁰. Plus la Chine s'affirme au sein de l'organisation, plus elle ressent le besoin de se défendre face à ses rivaux qui formulent des réclamations contre elle. Ces réclamations portent notamment sur les droits antidumping et les mesures compensatoires (CV), en conditionnant la conclusion d'accords de libre-échange à sa reconnaissance en tant qu'économie de marché. Cela a été particulièrement vrai lors de l'accord de libre-échange signé conjointement avec la Nouvelle-Zélande en 2008⁸⁸¹. Certaines autres plaintes portent sur les subventions et les mesures compensatoires. Or, les États sont censés respecter plusieurs accords, notamment l'Accord général sur les tarifs douaniers et le

⁸⁷⁹ Tink Tank European Parliament, Ibid.

⁸⁸⁰ Ibid.

⁸⁸¹ Ibid.

commerce (GATT), l'Accord sur les droits de propriété intellectuelle qui imbrique le commerce (ADPIC), l'Accord général sur le commerce des services (AGCS) et l'Accord sur l'agriculture⁸⁸². Les États-Unis et d'autres plaignants soulignent que la Chine ne facilite pas l'accès à son marché et tire parti des lacunes de l'organisation en matière de propriété intellectuelle, de transfert de technologies, de subventions, de dispositions relatives au contenu local, de restrictions transfrontalières sur les données, de transparence réglementaire, de l'application du droit de la concurrence et d'autres obstacles non tarifaires⁸⁸³. La RPC est également accusée d'utiliser ses relations commerciales pour exercer des représailles contre les rivaux et partenaires commerciaux qui la défient politiquement dans d'autres domaines, comme ce fut le cas avec les accords de libre-échange (ALE) en 2010. Toutefois, certains commentateurs contestent cette affirmation, arguant qu'il n'existait pas d'accord ALE entre les deux parties à ce moment-là. On peut toutefois remarquer que Pékin est attaché à sa réputation de conformité en matière commerciale, cela se justifie à travers le retrait de leur plainte à l'OMC concernant le refus de l'UE de lui accorder le statut d'« économie de marché », en partie par crainte d'une décision imminente de l'ORD⁸⁸⁴, et du reste pour utiliser stratégiquement ce statut d'économie non-marchande afin de bénéficier des avantages d'un pays en développement soutenu par sa rhétorique diplomatique.

- Le bilan de conformité de la RPC en matière de droits de l'homme

La conformité de la RPC en matière de droits de l'homme ne se distingue pas vraiment de ce qui a déjà été évoqué précédemment. La Chine se considère comme un pays respectueux des droits de l'homme, mais Pékin a sa propre vision de ces droits. Cette perspective s'inspire de sa tradition culturelle, qui diffère de la tradition occidentale, tout en étant souvent influencée par son expérience historique négative avec les puissances occidentales, ayant conduit au siècle de l'humiliation⁸⁸⁵. L'individu dans la culture chinoise est soumis à la tradition confucéenne, qui privilégie le groupe social au détriment de l'individu. Cette tradition impose des droits et des devoirs collectifs, en opposition à la philosophie politique occidentale issue des Lumières et à ses principes des droits de l'homme. Certains universitaires chinois établissent un parallèle entre les droits de l'homme promus par les pays occidentaux, y compris les normes juridiques internationales, et l'ère de l'impérialisme occidental, durant laquelle les droits occidentaux ont

⁸⁸² Think Tank European Parliament, Ibid.

⁸⁸³ Robert D. William, op. cit.

⁸⁸⁴ Ibid.

⁸⁸⁵ Think Tank European Parliament, op. cit. p. 4.

prévalu au détriment des droits des peuples considérés comme dépourvus de culture⁸⁸⁶. Deux éléments conditionnent donc la politique de conformité et de disparité de la RPC en matière de droits de l'homme : sa vision traditionnelle et le défi de l'instrumentalisation des principes humanitaires par les puissances occidentales, qui cherchent à obtenir de Pékin des concessions auxquelles elle ne souhaite pas consentir, tout en dénonçant leur hypocrisie et leur double standard. Pékin oppose à l'Occident son propre double langage pour répondre aux critiques concernant les atteintes aux droits des minorités turcophones islamiques et des Ouïghours dans la région du Xinjiang⁸⁸⁷. De même, la loi sur la sécurité nationale imposée à Hong Kong depuis 2020 a été sévèrement critiquée par le gouvernement britannique⁸⁸⁸.

La RPC a signé plusieurs conventions internationales relatives aux droits de l'homme, notamment au sein du système onusien, qui, une fois ratifiées, ont une portée contraignante. En effet, un comité spécial de l'organisation veille à leur respect. Cela inclut la Déclaration universelle des droits de l'homme des Nations Unies (DUDH), qui fait partie intégrante de la

⁸⁸⁶ Ibid.

⁸⁸⁷ La Chine a mené une répression massive contre les Ouïghours au Xinjiang, justifiée par la lutte contre le terrorisme, le séparatisme et l'extrémisme qui a éclaté après les attentats du 11 septembre 2001 aux États-Unis. Cette répression s'est intensifiée après des attaques violentes entre 2008 et 2014 et face à la crainte de liens entre les Ouïghours et des groupes djihadistes internationaux comme l'État islamique. Les autorités ont établi des camps de rééducation où des millions de Ouïghours ont été détenus et soumis à un endoctrinement politique, une surveillance accrue et parfois des mauvais traitements. Bien que la Chine affirme avoir fermé ces camps en 2019, des preuves suggèrent le contraire. La stratégie de Pékin a peut-être permis de contenir la menace terroriste, mais elle a aussi généré un profond ressentiment et une aliénation durable parmi la population ouïghoure. Par ailleurs, la Chine a réprimé d'autres mouvements contestataires, notamment au Tibet et à Hong Kong. Les manifestations pro-démocratie de 2019 à Hong Kong ont conduit à une loi sécuritaire radicale en 2020, restreignant sévèrement les libertés et criminalisant toute opposition au régime chinois. Pékin justifie ces mesures en accusant les puissances étrangères, notamment les États-Unis, d'attiser les troubles. Ces politiques ont un coût élevé, tant en dépenses sécuritaires qu'en image internationale, suscitant de vives critiques pour violations des droits de l'homme et atteintes aux libertés fondamentales. Pour approfondir la réflexion sur le sujet voir avec, Sheena Chestnut Greitens, Myunghee Lee, and Emir Yazici, "Counterterrorism and Preventive Repression: China's Changing Strategy in Xinjiang," *International Security* 44, no. 3 (Winter 2019/2020): 14–17, 22–23. See also the discussions in a book that went to press at the end of 2015: Ben Hillman and Gray Tuttle, eds., *Ethnic Conflict in Tibet and Xinjiang: Unrest in China's West* (New York: Columbia University Press, 2016), especially the chapter by James Leibold, "Interethnic Conflict in the PRC: Xinjiang and Tibet as Exceptions?," pp. 223–50. See also Johnston, "China in a World of Orders," p. 37. For a contrasting perspective on the timing of this change, see Roberts, *The War on the Uyghurs*, pp. 194–95. Greitens, Lee, and Yazici, "Counterterrorism and Preventive Repression," pp. 17–20, 28–39, 42, 44. Greitens, Lee, and Yazici, "Counterterrorism and Preventive Repression," pp. 38, 42; and Sigal Samuel, "China Is Treating Islam Like a Mental Illness," *The Atlantic*, August 28, 2018. Greitens, Lee, and Yazici, "Counterterrorism and Preventive Repression," pp. 19, 42–43. Matthew Hill, David Campanale, and Joel Gunter, "'Their Goal Is to Destroy Everyone': Uighur Camp Detainees Allege Systematic Rape," *BBC News*, February 2, 2021. For an extended discussion of the chasm between the Han Chinese and the Uyghur communities in Xinjiang, see Tom Cliff, *Oil and Water: Being Han in Xinjiang* (Chicago: University of Chicago Press, 2016). Rod McGuirk, "Australian Think Tank Finds 380 Detention Camps in Xinjiang," *Washington Post*, September 24, 2020. Peter Goff, "Xinjiang Latest: Detention Camps Close but Oppression Continues," *Irish Times*, December 16, 2019. Ben Hillman, "Introduction: Understanding the Current Wave of Conflict and Protest in Tibet and Xinjiang," in Hillman and Tuttle, *Ethnic Conflict in Tibet and Xinjiang*, pp. 3, 5; and Greitens, Lee, and Yazici, "Counterterrorism and Preventive Repression," pp. 22–24. Ces textes sont aussi citer par John Mueller, "China : Rise or Demise ?", op. cit.

⁸⁸⁸ Robert D. William, Ibid, p. 8.

Constitution de la RPC depuis 2004, notamment à travers ses articles 33, 34 et 49, qui énoncent une série de droits civils et politiques. Cependant, ces droits sont nuancés par l'article 51, qui introduit le principe de responsabilité collective⁸⁸⁹. Pékin a également signé, mais sans ratifier, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques (CCPR), ainsi que le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (CESCR), qui a été ratifié par la Chine et auquel elle accorde un intérêt plus soutenu. Dans la même veine, la RPC a ratifié la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (CAT). La démarche de la RPC en matière de droits de l'homme est empreinte de prudence, car elle constate que les normes internationales ne sont pas toujours compatibles avec sa culture et sa politique humanitaire. De plus, la RPC n'est pas partie à la Cour pénale internationale (CPI), tout comme les États-Unis et la Russie. Elle n'a également ratifié que quatre des huit conventions internationales sur le travail (OIT)⁸⁹⁰. Si le respect par la Chine de ses engagements en matière de droits de l'homme soulève de réelles difficultés, les leviers juridiques pour la contraindre sont réduits. Pour répondre aux critiques concernant le traitement réservé aux populations ouïghoures, Pékin a publié en 2020 un livre blanc visant à défendre la situation au Xinjiang. Dans ce document, la Chine soutient qu'il n'existe pas de camps d'internement, mais plutôt des centres de formation professionnelle destinés à lutter contre l'extrémisme et à promouvoir le développement économique « centre de formation professionnelle »⁸⁹¹. Certains commentateurs ont fait valoir que l'absence de mécanismes juridiques permettant des plaintes individuelles, ainsi que la crainte de représailles de la part de Pékin, rendent difficile une véritable enquête sur les violations des droits de l'homme dans la région du Xinjiang. Par ailleurs, certains analystes examinent les mécanismes par lesquels les violations des droits de l'homme observées en Chine peuvent être exportées dans le cadre de l'Initiative de la Ceinture et de la Route (BRI)⁸⁹².

⁸⁸⁹ Think Tank European Parliament, op. cit, p. 4.

⁸⁹⁰ La Convention relative à l'égalité de rémunération ; la Convention sur les discriminations (emploi et profession) ; la Convention sur l'âge minimum et la Convention sur les pires formes de travail des enfants. Pékin n'a pas ratifié la Convention sur le travail forcé ; la Convention sur la liberté d'Association et la protection du droit d'organiser un Congrès ; la Convention sur le droit d'organisation et de négociations collectives ; et la Convention sur l'abolition du travail forcé.

⁸⁹¹ Mimi Lau and Linda Lew, (2020). "China defends its (vocational training centers) In Xinjiang with paper", *In South China Morning Post*, <https://www.scmp.com/news/china/politics/article/3101986/china-claims-vocational-training-given-nearly-13-million-people>, Consulté (le 26, février 2024).

⁸⁹² Lily Kuo, (2016). "Beijing is cultivating the next generation of African elites by training them in China," *Quartz*, 26 février, 2024, <https://qz.com/africa/1119447/china-is-training-africas-next-generation-of-leaders/> ; Yun

Pékin ne reconnaît pas les accusations portées contre elle concernant les violations présumées des droits de l'homme. Au contraire, elle se défend en utilisant une rhétorique qui promeut une interprétation hiérarchique des valeurs relatives aux droits de l'homme⁸⁹³. Pékin privilégie les droits à la liberté et au développement, en considérant qu'il n'existe pas « une voie universelle pour le développement des droits de l'homme dans le monde⁸⁹⁴ ». Pékin répond ainsi aux critiques qui lui sont adressées en investissant le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, où elle occupe une position privilégiée à la suite du retrait des États-Unis de cet organe, malgré le retour en grande pompe annoncé par le président Biden en 2021⁸⁹⁵. Les commentateurs affirment que la RPC utilise des mécanismes non conventionnels pour diluer les normes en matière de droits de l'homme au sein du Conseil de Sécurité des Nations Unies, de l'Assemblée générale et du Conseil des droits de l'homme. Ils soulignent que la RPC exercerait des pressions sur d'autres pays afin d'obtenir des évaluations positives de son bilan en matière de droits de l'homme à l'ONU. Parallèlement, la mise en place de programmes de formation politique pour les responsables africains, visant à partager les leçons de la gouvernance intérieure de Pékin, est également interprétée comme une stratégie de pression⁸⁹⁶. Cependant, le Dr Roromme Chantal de l'Université de Moncton ne partage pas cette orientation analytique. Il soutient que le soutien de nombreux pays, notamment ceux du Sud global, envers Pékin au sein d'organismes internationaux comme le Conseil des droits de l'homme, découle des effets de sa « diplomatie de la bonne foi ». Cette approche allie une vision d'un monde libre, qui favorise l'accès des classes moyennes populaires aux bénéfices du développement économique, à un engagement à résoudre les problèmes de ces classes par le biais de solutions nationales intégrées⁸⁹⁷.

Sun", Political party training: China's ideological push in Africa?," *The Brookings Institution*, July 5, 2016, <https://www.brookings.edu/blog/africa-in-focus/2016/07/05/political-party-training-chinas-ideological-push-in-africa/>.

⁸⁹³ Jerome A. Cohen, "Law and Power in China's International Relations", 153; Congyan Cai, *The Rise of China and International Law*, 137-45.

⁸⁹⁴ National report submitted in accordance with paragraph 5 of the annex to Human Rights Council resolution 16/21: China, ¶ 14, U.N. Doc. A/HRC/WG.6/31/CHN/1, U.N. Human Rights Council (26 février, 2024), <https://undocs.org/A/HRC/WG.6/31/CHN/1>.

⁸⁹⁵ Ted Piccone, (2021). "UN Human Rights Council: As the US returns, it will have to deal with China and its friends", In, *BROOKINGS*, <https://www.brookings.edu/articles/un-human-rights-council-as-the-us-returns-it-will-have-to-deal-with-china-and-its-friends/>, Consulté le 24 février 2024.

⁸⁹⁶ Ibid.

⁸⁹⁷ Roromme Chantal, *Comment la Chine Conquiert le monde : le rôle du pouvoir symbolique*, op.cit, pp. 269-280.

2. Le bilan de non-conformité de la RPC vis-à-vis du programme nucléaire de l'Iran

La politique juridique de non-conformité de la RPC vis-à-vis du programme nucléaire iranien présente des implications à la fois idéologiques et stratégiques. D'une part, Pékin et Téhéran partagent une vision commune de déstabilisation de l'ordre basé sur des règles dominé par les États-Unis. D'autre part, Pékin exploite son partenariat historique avec Téhéran pour éloigner les États-Unis de ses frontières, en distrayant Washington sur d'autres fronts. Cela empêche ainsi les États-Unis de concentrer toutes leurs forces dans la région indo-pacifique⁸⁹⁸. Des universitaires chinois ont fait valoir que « l'instabilité dans le Moyen-Orient réduit la capacité de Washington à concentrer son attention et à exercer une pression sur la Chine⁸⁹⁹ ». En 2002, lors d'une visite du président Jiang Zemin à Téhéran pour renforcer la « coalition non déclarée des deux camps contre l'Amérique », le représentant chinois a affirmé que la politique de la Chine consistait à « s'opposer aux déploiements américains en Asie centrale et au Moyen-Orient à l'Est », tout en promettant que « l'une des plus grandes missions diplomatiques est de renforcer l'unité et la coopération des pays en voie de développement et d'éviter que les pays en développement deviennent la cible des attaques militaires américaines⁹⁰⁰ ». Le partenariat stratégique de la RPC avec l'Iran vise également à renforcer la visibilité de la route commerciale maritime, qui demeure l'un des éléments clés de la *Belt and Road Initiative* (BRI)⁹⁰¹. En effet, Pékin cherche à répondre à sa demande croissante en énergie. Le partenariat avec Téhéran lui permet d'accéder à d'énormes ressources de gaz naturel et de pétrole, qui représentent respectivement les troisième et quatrième plus grandes réserves au monde. L'un des objectifs de cette stratégie est de relier l'Asie centrale, l'Asie du Sud-Est et le Moyen-Orient, afin de faciliter l'intégration de la Chine dans cette région. L'Iran, de son côté, bénéficie également de ce partenariat.

⁸⁹⁸ Voir avec, Craig Singleton, (2022). "How Beijing Benefits From a New Iran Deal", The nuclear agreement could unleash Chinese activity in the Gulf and complicate U.S. goals in the Indo-Pacific, *In, Foreign Policy*, <https://foreignpolicy.com/2022/09/07/iran-nuclear-deal-china-us-geopolitics-middle-east-asia-gulf-sanctions-belt-road/>, (28 février, 2024).

⁸⁹⁹ Scott Harold and Alireza Nader, "China and Iran: Economic, Political and Military Relations", In *China and Iran: Economic, Political, and Military*, 2012, pp. 1-28. https://www.jstor.org/stable/10.7249/j.ctt1q60w8.7?seq=1#metadata_info_tab_contents.

⁹⁰⁰ "Jiang fang Yilang, Fandui Mei zhujun Dongya Zhongdong" (Jiang visit to Iran, opposes US troops in Middle East), Taipei, *China Times*, April 22, 2002, p. 2. Cites Iran National Broadcast Service as source.

⁹⁰¹ Voir avec, Reuters, (2022). "China sees biggest growth in energy and coal use since 2011", <https://www.reuters.com/markets/commodities/china-sees-biggest-growth-energy-coal-use-since-2011-2022-02-28/>, Consulté le (28 février, 2024).

Les relations entre la Chine et l'Iran sont anciennes et se sont intensifiées depuis la visite du président Xi Jinping au Moyen-Orient en 2016. La Chine et l'Iran entretiennent des liens politiques et militaires depuis plus de 40 ans, notamment pendant la guerre Iran-Irak (1980-1988), où la Chine est devenue un partenaire majeur pour l'Iran. À cette époque, la Chine a fourni plusieurs armes stratégiques, se positionnant comme le quatrième exportateur d'armes au monde⁹⁰². En 2006, alors que le gouvernement iranien était sommé par Washington de mettre fin à l'enrichissement de son programme nucléaire, le transformant d'un programme civil en un programme militaire, Pékin, par l'intermédiaire de son ministre adjoint des Affaires étrangères, Cui Tiankai, a déclaré dans un communiqué public publié dans *Le Quotidien du Peuple* que « l'intention réelle poursuivie par les États-Unis contre l'Iran est d'inciter l'ONU à imposer des sanctions contre l'Iran et d'ouvrir la voie à un changement de régime dans ce pays. Le marché mondial des États-Unis, sa stratégie et sa politique à l'égard de l'Iran découlent de sa décision d'utiliser divers moyens, y compris des moyens militaires pour changer le régime de cet État⁹⁰³ ». Deux jours plus tard, l'agence de presse chinoise Xinhua rapporta que Pékin avait invité Téhéran à rejoindre l'Organisation de Coopération de Shanghai, qui offre un cadre d'alliance commerciale et militaire regroupant la Chine, la Russie et de nombreux pays d'Asie centrale. L'objectif de cette invitation était de saper l'influence de Washington sur les ambitions nucléaires de l'Iran⁹⁰⁴. La Chine et la Russie sont les deux principaux fournisseurs d'armes de l'Iran depuis la crise de l'ambassade des États-Unis. En 2004, un rapport publié par la Commission d'examen et de sécurité entre la Chine et les États-Unis a déclaré que « les entités chinoises continuent d'aider l'Iran à obtenir des outils liés aux missiles, aux matières premières et aux armes chimiques l'équipement et la technologie de production⁹⁰⁵ ». Le rapport a particulièrement souligné que ces transferts d'armes avaient eu lieu après que le gouvernement chinois s'est engagé, en décembre 2003, à retenir la technologie de missiles de l'Iran. La même année, la CIA s'inquiétait de l'évolution du programme nucléaire iranien, rapportant que « l'Iran continuait de poursuivre les travaux d'une installation de zirconium à Ispahan, permettant à l'Iran de produire des composants pour son réacteur à combustible ». Bien que la Chine et l'Iran

⁹⁰² Satgin Hamrah and Alexander Eliassen, (2021). "The China-Iran Strategic Partnership: 40 Years in the Making", The Iran-Iraq war kickstarted the China-Iran partnership. Understanding that history provides valuable context for the relationship today, In, *THE DIPLOMAT*, <https://thediplomat.com/2021/12/the-china-iran-strategic-partnership-40-years-in-the-making/>, (29 février, 2024).

⁹⁰³ Li Yongsheng, "Huo shang jia you' Yi zai zhicai" ['Adding Oil to the Fire', the intent is sanctions], *People's Daily (Beijing)*, April 13, 2006, p. 3.

⁹⁰⁴ John Tkacik, (2006). "Confront China's Support for Iran's Nuclear Weapons", In, *The Heritage Foundation, Report Asia*, <https://www.heritage.org/asia/report/confront-chinas-support-irans-nuclear-weapons>, Le29 février, 2024.

⁹⁰⁵ Ibid.

soient tous deux signataires du Traité de non-prolifération (TNP), Téhéran était tenu d'adhérer à l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) afin que celle-ci contrôle sa production de revêtement de combustible en zirconium. Le rapport souligne que Téhéran n'a pris aucune mesure en ce sens, et Pékin n'a fourni aucun effort pour l'inciter à le faire⁹⁰⁶. Certains commentateurs ont fait valoir que Pékin jouerait à un double jeu en faisant usage de tactiques dilatoires.

En janvier 2013, deux éminents experts en passation des marchés liés à la prolifération, David Albright et Mark Dubowitz, ont publié un ouvrage intitulé *U.S. Nonproliferation Strategy for the Changing Middle East*. Dans cet ouvrage, ils décrivent comment, entre 2010 et 2012, la Chine aurait été le principal point d'approvisionnement et de transbordement utilisé par Téhéran pour se procurer illégalement des pièces et composants supplémentaires destinés à ses programmes nucléaires et de missiles avancés⁹⁰⁷. Les résultats de cette technologie ont été constaté en Irak et en Ukraine⁹⁰⁸. La RPC n'aurait pas respecté le Traité de non-prolifération entre 2012 et juillet 2015, période durant laquelle le groupe des P-5 + 1 (comprenant la Chine) et l'Iran ont annoncé un accord sur le Plan d'action global commun⁹⁰⁹. En octobre 2013, trois experts britanniques ont écrit que « la Chine continue d'être la principale source de biens et de technologies pour les programmes nucléaires et de missiles interdits de l'Iran et de Corée du Nord. Certains responsables estiment que la Chine sert de pays de transit pour acheminer jusqu'à 90 % des marchandises destinées au programme⁹¹⁰ ». Selon les auteurs, « ces dernières années, un nombre croissant de commerçants se sont portés volontaires pour aider, servant d'intermédiaires dans les projets élaborés visant à obtenir l'acier et d'autres matériaux interdits pour les usines iraniennes d'enrichissement d'uranium ainsi que pour ses usines de missiles⁹¹¹ ». Depuis le retrait de Donald Trump du Plan d'action global commun (JCPOA) en 2018, la RPC a apporté un soutien économique et diplomatique à l'Iran, s'opposant aux sanctions de l'ONU ainsi qu'aux sanctions secondaires imposées par les États-Unis. En mars 2021, Pékin et Téhéran ont signé un accord de 25 ans, prévoyant un afflux massif d'investissements chinois (plus de 400 milliards de dollars) ainsi qu'une coopération militaire

⁹⁰⁶ John Tkacik, Ibid.

⁹⁰⁷ David Albright and Mark Dubowitz and al, *U.S. Nonproliferation Strategy for the Changing Middle East*, Washington, D. C., January 2013.

⁹⁰⁸ "Iran's attack on Iraq shows how precise missiles have become" *The Economist*, <https://www.economist.com/science-and-technology/2020/01/16/irans-attack-on-iraq-shows-how-precise-missiles-have-become>, (1 mars, 2024).

⁹⁰⁹ Orde Felix Kittrie, op. cit. p. 177.

⁹¹⁰ Idem.

⁹¹¹ Ibid.

et politique substantielle⁹¹². Cet accord a constitué une bouée de sauvetage économique et vitale pour Téhéran, tout en finançant ses activités déstabilisatrices. Depuis 2020, par exemple, Pékin a considérablement augmenté ses achats de pétrole iranien, malgré les violations flagrantes des sanctions secondaires imposées par Washington. Au fil du temps, Pékin a également réalisé des investissements stratégiquement planifiés dans des secteurs industriels iraniens cruciaux, tels que l'exploitation minière et les transports.

Malgré l'engouement suscité par l'annonce de la conclusion de cet accord à Téhéran, considéré comme une « feuille de route complète », les deux pays demeurent largement en deçà des objectifs fixés par Xi Jinping, qui vise à porter le commerce bilatéral à 600 milliards de dollars d'ici 2026. Pékin a même qualifié l'accord de simple « cadre général », ce qui a eu pour effet de refroidir l'enthousiasme de Téhéran, car l'Iran n'est pas le seul partenaire de la Chine dans la région, et le commerce avec d'autres États s'avère souvent plus avantageux pour Pékin⁹¹³. En réalité, la mise en œuvre de cet accord dépend de la réalisation du JCPOA. Certains analystes soulignent même que le partenariat entre les deux acteurs, visant à défier l'ordre occidental, ne reflète pas la réalité des relations tendues entre Pékin et Téhéran⁹¹⁴. En 2021, le commerce entre la Chine et l'Iran s'élevait à moins de 15 milliards de dollars, un chiffre presque identique à celui de 2020. De plus, les investissements directs étrangers chinois en Iran sont restés stables, autour de 3 milliards de dollars. À titre de comparaison, les échanges commerciaux avec l'Arabie Saoudite et les Émirats arabes unis étaient évalués à 87 milliards de dollars et 75 milliards de dollars respectivement en 2021⁹¹⁵. La raison de cette baisse d'activité réside dans le fait que Pékin considère Téhéran comme un pari risqué tant que les sanctions américaines restent en vigueur. Par exemple, des entreprises prestigieuses telles que Huawei et Lenovo ont retiré ou réduit leurs activités en Iran, et les achats de pétrole iranien ont fortement chuté pendant la campagne de pression maximale de l'administration Trump. Cela a conduit à une convergence d'intérêts entre Pékin et Washington. William Figueroa a souligné

⁹¹² William Figueroa, (2022). "China and Iran Since the 25-Year Agreement: The Limits of Cooperation", [Iran may be forced to "Look East" in the wake of the U.S. withdrawal from the JCPOA, but the Chinese government continues to look in many directions at once], In, *THE DIPLOMAT*, <https://thediplomat.com/2022/01/china-and-iran-since-the-25-year-agreement-the-limits-of-cooperation/>, (1 mars, 2024).

⁹¹³ Craig Singleton, "How Beijing Benefits from a New Iran Deal", Ibid.

⁹¹⁴ Esfandiyar Batmanghelidj, (2022). "Shared interests: Why both China and the West support the Iran nuclear deal", [China's economic support for Iran in recent years encouraged Tehran to come back to the negotiating table. Instability in the Middle East is as little in Beijing's interests as it is in the West's], *European Council on Foreign Relation*, <https://ecfr.eu/article/shared-interests-why-both-china-and-the-west-support-the-iran-nuclear-deal/>, (1 mars, 2024). Voir également : Jacopo Scita, (2022). "When it Comes to Iran, China is Shifting the Balance", *Bourse & Bazaar Foundation*, <https://www.bourseandbazaar.com/articles/2022/12/13/when-it-comes-to-iran-china-is-shifting-the-balance>, (1 mars, 2024).

⁹¹⁵ Ibid.

que Pékin et Washington sont sur la même longueur d'onde concernant le retour de Téhéran à la table des négociations au sujet du JCPAO. L'auteur a même noté que « bien que la Chine offre un soutien rhétorique à l'Iran et critique Washington pour avoir quitté le JCPAO, il n'est pas tout à fait exact de dire que Pékin est du côté iranien ». Il ajoute, « la position de la Chine est que l'Iran ne devrait faire l'objet d'aucune forme de sanctions et devrait avoir accès à l'énergie nucléaire, mais elle est également contre la prolifération des armes nucléaires et soutient la surveillance internationale comme solution à la question nucléaire⁹¹⁶ ». Pékin n'est donc pas en faveur de la levée de toutes les sanctions avant que Téhéran ne revienne à la table des négociations, ce qui témoigne d'un respect relatif de la Chine envers l'accord.

Conclusion du chapitre VI

Poussée par une volonté politique révisionniste qui la conduit à se défaire de la recommandation de Deng Xiaoping de faire profil bas pour ne pas révéler ses capacités au monde, la Chine se positionne aujourd'hui comme une superpuissance mondiale capable de remodeler l'ordre mondial. Elle dispose d'une puissance économique redoutable, soutenue par une croissance stable pendant 30 ans. Depuis son émergence, la Chine a contribué de manière significative à la réduction de la pauvreté dans le monde, devenant un symbole de réussite pour les pays en développement. Son poids énorme dans l'économie mondiale lui permet d'établir des connexions avec de nombreux États à travers le monde. Actuellement, la Chine est le partenaire commercial le plus important pour de nombreux pays. De tels gains économiques lui permettent d'affiner ses prétentions politiques, en se présentant comme une nouvelle alternative au système occidental dominé par les États-Unis. Le journaliste américain Joshua Cooper Ramo a évoqué le « consensus de Pékin » comme une alternative au consensus de Washington. Bien que cette notion ne fasse pas l'unanimité dans le monde scientifique, elle représente néanmoins une réalité manifeste : un pouvoir politique fort soutenu par une économie dynamique. Ce modèle, bien qu'il n'ait jamais été explicitement revendiqué par les responsables chinois, s'observe dans les implications croissantes de la Chine sur la scène mondiale, notamment dans la lutte d'influence qu'elle mène contre les conservateurs occidentaux. La RPC s'efforce de modifier les normes internationales pour y diffuser sa propre vision d'un ordre politique, économique et juridique post-américain. Ses succès diplomatiques, notamment au Moyen-Orient, où les États-Unis ont échoué à apaiser leurs relations avec l'Iran,

⁹¹⁶ William Figueroa, op. cit.

démontrent que la Chine ne se présente pas seulement comme un leader économique ou militaire, mais comme un acteur mondial capable d'assumer le rôle de première puissance mondiale. Cependant, une telle ambition entraîne des implications décisives. Face aux défis d'un monde largement fragmenté géoéconomiquement, à un ralentissement de son économie, combiné à un chômage élevé des jeunes, et à une compétition rigoureuse avec Washington⁹¹⁷, on se demande comment la Chine de M. Xi Jinping parviendra à jouer ce rôle de leader mondial tout en répondant à ces défis.

⁹¹⁷ Pei Minxin, (2020). "China's Coming Upheaval": Competition, the Coronavirus, and the Weakness of Xi Jinping, *Foreign Affairs*, <https://www.foreignaffairs.com/articles/united-states/2020-04-03/chinas-coming-upheaval?gpp=OOJWkbzBi9zEPh%2BpgQK1hDprdlNRRzFsT0RWOUZCM0xkbldXSEVSTIJ0cGlseGFQM2F4MUdCQ1BhbnIyd1EzM21Eamt6NUQzR3NHZ3VWaStiOmQyZmQyYTZjMTJjN2VhYzgZNGY1ZDAyNzExY2EyYzM1MjczMTU5Y2ExOWVmNDIxN2Q3Mzc2YjA0N2IwOTU1MmI%3D>, Le 4 novembre, 2024.

Troisième partie : La Chine dans le monde en développement :

Entre défis stratégiques et affirmation de puissance

TITRE III : Le déploiement de la technologie de puissance de Pékin dans le Grand Sud

Deux activités essentielles structurent la vie politique, tant sur la scène locale qu'internationale : la compétition et la gestion. Si la première a souvent suscité le plus grand intérêt des acteurs politiques, au point où ils tendent à minimiser l'importance de la seconde, il convient de noter que cette dernière constitue en réalité l'activité la plus déterminante dans le domaine politique. Au début des années 1950, lors de la confrontation entre les États-Unis et l'Union soviétique pour dominer la gouvernance mondiale, les États-Unis ont utilisé une panoplie d'outils diplomatiques, économiques et militaires pour remporter cette compétition. Le plan Marshall demeure l'un des projets économiques et financiers les plus séduisants, démontrant que les États-Unis avaient une vision intégrative qui touchait toutes les couches sociales, souvent qualifiée de « projet émancipateur ». Cependant, après l'échec du *New Deal* et la défaite soviétique, les Américains n'ont pas fourni d'efforts suffisants pour assurer la gestion du système qu'ils avaient contribué à établir. Ils ont négligé les mécanismes de gestion du pouvoir pour se concentrer sur la compétition contre des ennemis, qu'il leur arrivait parfois de créer. L'hégémonie du dollar a été perçue par de nombreux pays en développement comme un mécanisme coercitif plutôt qu'incitatif.

Une gestion efficace nécessite pourtant une intégration harmonieuse de ces deux techniques dominantes, adaptées alternativement et stratégiquement aux réalités sociales. Cette adaptation vise à aligner les effets du pouvoir sur les réalités de l'environnement social, l'identité de l'acteur qui utilise ces moyens, les objectifs à atteindre, ainsi que les effets que cela génère chez les autres, qu'ils soient compétiteurs ou sujets dirigés. En l'état, la Chine est l'acteur qui semble le mieux comprendre cette dynamique. C'est pourquoi la rhétorique de Pékin sur la nécessité de remplacer l'ordre occidental par un système plus juste et équitable résonne favorablement auprès d'une majorité de pays du Grand Sud et même au sein du système onusien.

La Chine a activement poursuivi son besoin cinétique, tel qu'énoncé par le Secrétaire général du PCC en 2013 et 2017⁹¹⁸, visant à devenir un acteur central dans les relations internationales. Elle a réussi à s'imposer comme la première puissance économique en termes de parité de pouvoir d'achat (PPA), ainsi qu'en tant que première puissance énergétique grâce à des

⁹¹⁸ Voir avec les discours de Xi Jinping, cités en introduction.

investissements significatifs dans l'intelligence artificielle. En matière militaire, la Chine se classe première en nombre de personnel et seconde, après les États-Unis, en termes de budget alloué à la défense (231,4 milliards de dollars en 2024⁹¹⁹). Au regard de son évolution, la Chine connaît un essor comparable à celui des États-Unis après la Seconde Guerre mondiale. Cependant, elle est confrontée à d'énormes défis et problèmes, tant sur le plan intérieur qu'à l'échelle mondiale. Depuis deux ans, sa population a drastiquement chuté. En 2023, elle était de 1,40967 milliard de personnes, enregistrant une baisse de 2,08 millions par rapport à 2022⁹²⁰, la déclassant au rang de seconde plus grande démographie au monde derrière l'Inde (1.455 607 244 milliards en 2024⁹²¹). Sa politique intérieure, notamment sa gestion de la crise sanitaire, a suscité des réactions négatives de la part des populations, entraînant des manifestations de rue en 2022, ce qui a contraint le PCC à y mettre un terme. Parallèlement, l'économie chinoise connaît un ralentissement, incitant plusieurs analystes à déclarer que la Chine pourrait être sur la voie d'un déclin permanent. Certains affirment que le monde a désormais atteint un « pic chinois » et que ce déclin accéléré pourrait amener Pékin à réagir de manière agressive⁹²². Les politologues Hal Brands et Michael Beckley, écrivaient en 2021 dans le magazine *Foreign Policy*, « Bienvenue à l'ère du pic Chinois⁹²³ », notant que « la Chine trace un arc qui se termine souvent par une tragédie, une ascension vertigineuse suivie du spectre d'une chute brutale...⁹²⁴ ». Si le défi intérieur de la Chine est considéré par les analystes comme sa plus grande fragilité⁹²⁵ pour une puissance qui aspire à dominer le monde dans les prochaines années, il est essentiel de comprendre comment le président Xi répond à ce défi afin de maintenir la puissance de Pékin (Chapitre VII). Par ailleurs, la construction et l'établissement d'un grand pouvoir mondial ne peuvent se faire sans l'établissement d'alliances durables. Cela est nécessaire pour s'imposer sur la scène mondiale en conquérant les cœurs et les esprits, et pour répondre aux défis internationaux. C'est dans cette optique qu'elle a tissé un partenariat de haute envergure avec le Sud mondial, notamment l'Afrique (Chapitre VIII).

⁹¹⁹ Pierre-Antoine Donnet, (2024). "Chine : le budget militaire en hausse de 7,2 % en 2024 sur fond de crise", *Asialyst*, <https://asialyst.com/fr/2024/03/09/chine-budget-militaire-hausse-2024-crise/>, Le 9 septembre, 2024.

⁹²⁰ Cuntrymeters, China Population 2024, <https://countrymeters.info/fr/China#:~:text=En%202024%2C%20population%20de%20la%20Chine%20augmente%207,et%20on%20peut%20mourir%2010%20250%20485%20personnes..>

⁹²¹ <https://www.unfpa.org/fr/data/world-population-dashboard>.

⁹²² Hal Brands and Michael Beckley, (2021). "China Is a Declining Power—and That's the Problem": The United States needs to prepare for a major war, not because its rival is rising but because of the opposite, *Foreign Policy*, <https://foreignpolicy.com/2021/09/24/china-great-power-united-states/>, 24 septembre 2021.

⁹²³ Ibid.

⁹²⁴ Ibid.

⁹²⁵ Susan L. Shirk, *China: Fragile Superpower*, New York: Oxford University Press, 2007. 320 pp. Voir aussi, Valérie Niquet, *La puissance chinoise en 100 questions : Un géant fragile ?*, op. cit.

Toutefois, la Chine entend s'imposer sur la scène internationale en nouant des partenariats élargis avec d'autres acteurs du système mondial. Cela témoigne d'une nouvelle vision des relations mondiales, même si elle sera en compétition avec celle des États-Unis dans les différents espaces où Pékin souhaite s'installer durablement (Chapitre IX).

CHAPITRE VII : Le pouvoir de la Chine sous Xi Jinping

Depuis la fin de la guerre froide, les chercheurs en histoire et en relations internationales ont redoublé d'efforts pour comprendre le fonctionnement des États et tenter de prédire le comportement de chacun d'eux dans un contexte de compétition de puissance⁹²⁶. Les différentes variantes du réalisme et du libéralisme s'affrontent pour proposer une explication consensuelle visant à atténuer l'incertitude observable dans la conduite de la politique étrangère des États. Parmi ceux-ci, les régimes autoritaires suscitent un intérêt particulier, car comprendre comment les décisions sont prises au sein de ces systèmes demeure un défi⁹²⁷. Le Premier ministre britannique Winston Churchill, décrivait l'élaboration des politiques soviétiques, comme « une énigme entourée d'un mystère à l'intérieur d'une énigme⁹²⁸ », et il avait vu juste. Odd Arne Westad, professeur d'histoire à l'Université de Yale note que, les observateurs occidentaux pouvaient voir la politique de l'Union soviétique, que ce soit sous Joseph Staline ou Leonid Brejnev, parce que ces derniers disaient publiquement comment ils agissaient⁹²⁹. Cependant, il n'était pas aisé de comprendre ce qui se passait à l'intérieur de la « boîte noire » du système, car l'accès à l'information était limité. De plus, même les acteurs concernés craignaient de partager des informations, même celles que les Occidentaux auraient dû connaître⁹³⁰.

La même situation prévaut concernant la montée en puissance de la Chine, sous la direction du président Xi Jinping, qui est également Secrétaire général du Parti Communiste Chinois. Bien que le président chinois ait manœuvré lors du XXe Congrès du PCC pour consolider son pouvoir, les informations sur le processus décisionnel au sein du parti demeurent plus difficiles à obtenir qu'à l'époque de Mao et de ses successeurs⁹³¹. Les Occidentaux s'efforcent de décoder la vision du monde qui guide le responsable du PCC, dans le but d'ajuster leur politique étrangère à l'égard de la Chine. Cependant, les tentatives de compréhension du pouvoir chinois sous Xi Jinping ont souvent négligé certains aspects cruciaux de la politique d'une nation, notamment l'aspect identitaire, que Roromme Chantal a désigné comme « l'esprit des

⁹²⁶ Voir avec, Robert Jervis, *Perception and Misperception in International Politics*, op. cit.

⁹²⁷ Odd Arn Westad, (2023). "What Does the West Really Know About Xi's China? ": Why Outsiders Struggle to Understand Beijing's Decision-Making, *Foreign Affairs*, <https://www.foreignaffairs.com/china/what-does-west-really-know-about-xis-china>, 13 juin, 2023.

⁹²⁸ Ibid.

⁹²⁹ Ibid.

⁹³⁰ Ibid.

⁹³¹ Ibid.

nations⁹³² ». Cette absence de l'esprit national dans les réflexions qui ont façonné la pensée sur la gestion gouvernementale de la Chine a conduit de nombreux analystes et acteurs politiques à envisager la politique chinoise à travers un prisme occidental, sans réellement comprendre comment la Chine se perçoit elle-même dans le monde. Récemment, une avancée significative a été faite dans la recherche sur la gestion du pouvoir politique⁹³³. Cette approche consiste à analyser la politique d'un État en fonction des aspirations de son dirigeant. Une telle analyse du leadership permet d'obtenir des perspectives intéressantes sur le fonctionnement du pouvoir à l'ère de Xi Jinping et sur la manière dont la Chine, sous sa direction, répond aux défis qui se posent à elle.

Deux instruments de pouvoir permettent de comprendre les mécanismes de gestion du pouvoir dans la politique d'un État : l'incitation et la coercition. Ces deux techniques sont souvent intégrées dans une stratégie globale. Elles sont parfois appliquées séparément ou combinées, afin que leurs effets s'intègrent dans un écosystème de gestion du pouvoir, permettant d'atteindre les objectifs fixés de manière plus efficace. Plus concrètement, pour faire face aux défis tant sur le plan national qu'international, la Chine a choisi d'intégrer ces deux mécanismes dans « l'esprit de la nation chinoise ». Cela vise à renforcer le nationalisme en interne et à se positionner comme un modèle de gouvernance éclairé sur la scène mondiale⁹³⁴. Cependant, l'efficacité d'un tel mécanisme de gestion dépend largement de la capacité du Parti Communiste Chinois (PCC) à résoudre concrètement les problèmes auxquels il est confronté, tels que le ralentissement économique, le chômage des jeunes, le vieillissement de la population et la compétition avec les États-Unis. Ces derniers estiment que la Chine est en déclin, soulignant que, face à l'absence de réponses claires à la crise économique, Xi Jinping a renforcé son pouvoir ainsi que la coercition au sein du régime⁹³⁵. Il est crucial de comprendre qu'en consolidant son pouvoir au sein du PCC et en instaurant un régime plus strict axé sur la discipline, Xi Jinping reconnecte la Chine à son identité traditionnelle et maoïste. Cela permet de ramener l'idéologie au cœur de la nation chinoise en tant que source de succès pour une Chine ambitieuse (I). De plus, pour faire face aux défis internationaux, Xi s'appuie sur un

⁹³² Roromme Chantal, op. cit.

⁹³³ Zhou Xinmin, *Xi Jinping's Governance and the Future of China*, Skyhorse Publishing, 2017.

⁹³⁴ Ibid.

⁹³⁵ Michael Beckley and Hal Brands, (2021). "The End of China's Rise": Beijing Is Running Out of Time to Remake the World, *Foreign Affairs*, <https://www.foreignaffairs.com/articles/china/2021-10-01/end-chinas-rise#:~:text=While%20the%20United%20States%20reels%20from>, Le 24 septembre, 2024.

ensemble de projets issus de sa vision socialiste du monde, ce qui lui permet de diffuser le modèle chinois tout en renforçant la sécurité de la Chine (II).

I. Idéologie et pragmatisme : deux instruments du pouvoir de Xi qui rapprochent la Chine de son identité traditionnelle

Depuis le XVIII^e Congrès du PCC en 2012 et l'accession au pouvoir de Xi Jinping en 2013, la République populaire de Chine (RPC) connaît une profonde transformation, marquée par de nombreuses réformes dans tous les domaines. Ces réformes visent à conduire la Chine vers une nouvelle ère de « prospérité »⁹³⁶. Elles touchent notamment à la gouvernance du parti, à la compréhension de la philosophie de Xi Jinping, ainsi qu'à sa vision d'un ordre international plus juste et équitable, qui influence la nature des nouvelles relations internationales⁹³⁷. Xi Jinping a façonné son modèle de gouvernance en rejetant plusieurs aspects de la politique chinoise des cinquante dernières années, tout en valorisant une figure clé : Mao Zedong, le leader qui a ancré l'idéologie marxiste-léniniste dans l'économie et la politique chinoises. S'inspirant de cette vision, Xi prône un retour à une gouvernance idéologique qui réconcilierait le peuple chinois avec son histoire millénaire, marquée par des périodes d'humiliation⁹³⁸, tout en ravivant le concept de « rêve chinois » qu'il a exposé dans ses discours depuis 2012⁹³⁹. Ce rêve a pris une dimension concrète en 2013 avec la présentation des ambitieux projets des Nouvelles Routes de la Soie.

Sous Xi, la gouvernance du parti et de l'État repose sur une pensée philosophique intégrant à la fois le confucianisme traditionnel et le marxisme-léninisme, apportant une réponse aux défis intérieurs de la Chine (A). Néanmoins, cette approche idéologique n'efface pas totalement le pragmatisme qui a caractérisé l'ère de Deng Xiaoping et de ses successeurs, pragmatisme qui a permis à la Chine de devenir la deuxième économie mondiale. Cela signifie qu'avec Xi Jinping, le pragmatisme politique est mis au service de l'idéologie, dans le but de concrétiser pleinement le socialisme aux caractéristiques chinoises (B).

⁹³⁶ Xi Jinping, *La gouvernance de la Chine*, Éditions en langues étrangères, 2014, pp. 64-65.

⁹³⁷ Ibid.

⁹³⁸ Kevin Rudd, (2022). "The World According to Xi Jinping": What China's Ideologue in Chief Really Believes, *Foreign Affairs*, <https://www.foreignaffairs.com/china/world-according-xi-jinping-china-ideologue-kevin-rudd>, Le 10 octobre, 2022

⁹³⁹ Ibid. Il s'agit du 29 novembre 2012, discours prononcé lors de la visite de l'exposition *Les voies du Redressement*.

A. La gouvernance philosophique de Xi : une fusion entre Confucianisme et Marxisme-léninisme

Souvent sous-estimée dans les analyses du pouvoir chinois, et parfois méprisée par les observateurs occidentaux, notamment les décideurs de la Maison Blanche, l'idéologie joue un rôle fondamental dans la gestion du pouvoir en Chine. Depuis les premiers empires, la Chine a été profondément marquée par le confucianisme, un héritage qui a perduré jusqu'à la fin de la dynastie Qing et s'est poursuivi sous la République de Nankin. Cependant, à partir de 1949, avec l'arrivée de Mao Zedong au pouvoir, la Chine a délaissé le confucianisme pour adopter l'idéologie marxiste-léniniste.

L'idéologie, en d'autres termes, a toujours été une composante essentielle de l'histoire chinoise et de sa tradition politique. Ce n'est qu'à partir des années 1970 que Deng Xiaoping, alors à la tête du Parti communiste chinois (PCC), a mis de côté l'orthodoxie marxiste-léniniste en faveur d'un pragmatisme politique. Ce pragmatisme s'est traduit par une ouverture au capitalisme d'État, tout en maintenant une façade idéologique marxiste, permettant à la Chine de connaître une expansion économique sans précédent⁹⁴⁰. Deng Xiaoping assumait pleinement son besoin de s'éloigner de la stricte théorie marxiste-léniniste, résumant cette approche par l'expression « Bu Zenglun », qui signifie littéralement « supprimons la théorie ». Cette déclaration, faite lors d'une conférence majeure du Parti communiste chinois en 1981, symbolisait sa volonté de prioriser le pragmatisme sur l'idéologie rigide. Deng reconnaissait que, pour permettre à la Chine de se développer et de s'adapter aux réalités du monde contemporain, il était nécessaire de se libérer des contraintes idéologiques dogmatiques, et de se concentrer sur des solutions pratiques pour améliorer l'économie et moderniser le pays⁹⁴¹. Deng Xiaoping demandait au peuple chinois de le juger sur les résultats concrets plutôt que sur l'idéologie. Ses préceptes ont été poursuivis par ses successeurs, Jiang Zemin et Hu Jintao, qui ont continué à restreindre l'étatisation de l'économie tout en élargissant le rôle du marché dans l'économie intérieure chinoise. Sous leur direction, la Chine a adopté une politique étrangère axée sur la maximisation de sa participation à l'ordre international dirigé par les États-Unis, cherchant à s'intégrer pleinement à l'économie mondiale tout en consolidant sa croissance et son influence globales⁹⁴².

⁹⁴⁰ Kevin Rudd, op. cit.

⁹⁴¹ Ibid.

⁹⁴² Ibid.

Lors de son discours à la première session de la XIIe Assemblée populaire nationale en mars 2013, Xi Jinping a salué les réalisations de ses prédécesseurs. Cependant, les années suivant son premier mandat jusqu'au XXe Congrès du PCC ont révélé un Xi Jinping en rupture avec la trajectoire donnée à la Chine par ces mêmes prédécesseurs. Tel que l'a souligné l'historien Odd Arne Westad, Xi a montré une orientation politique plus centralisée, axée sur le renforcement du contrôle idéologique, le nationalisme et une présence plus affirmée sur la scène internationale, contrastant avec l'approche plus pragmatique et libérale de ses prédécesseurs⁹⁴³. « Xi a passé son temps au pouvoir à tenter de détruire toutes les bases internes du pouvoir à l'exception de la sienne⁹⁴⁴ », voulant centraliser le pouvoir autour de sa personne. Xi Jinping ne croit qu'en une gouvernance autoritaire et considère les démocraties comme des régimes politiques faibles, inférieurs à un régime autoritaire qu'il juge plus efficace. Dès le début de son mandat, il a affirmé que ses prédécesseurs avaient manqué de fermeté, ce qui, selon lui, avait conduit à un chaos interne, à une corruption endémique et à une réticence à défendre les intérêts de la Chine sur la scène internationale.

Voyant la Chine traverser un « grand moment stratégique », Xi Jinping nourrit l'ambition de faire de la Chine la puissance dominante en Asie et dans le monde, avec pour objectif de redéfinir l'ordre international d'ici 2049, à l'occasion du centenaire de la création de la République populaire de Chine⁹⁴⁵. Pour ce faire, Xi Jinping entend reconnecter la nation chinoise à son identité historique. Lors de son discours de 2013, il soulignait que : « les Occidentaux disent que la Chine devrait changer l'angle de sa propagande historique, elle ne devrait plus faire de propagande sur son histoire d'humiliation... mais à mon avis, nous ne devons pas en tenir compte ; oublier l'histoire signifie trahir. L'histoire existe objectivement. Et l'histoire est le meilleur manuel. Une nation sans mémoire historique n'a pas d'avenir⁹⁴⁶ ». Dès son accession au poste de Secrétaire général du PCC en 2012, Xi Jinping a conduit le comité permanent du *Politburo* au Musée national de Chine à Pékin pour visiter une exposition intitulée « La route du rajeunissement ». Cette exposition retrace la perfidie des puissances occidentales et du Japon, mettant en lumière la période des « 100 ans d'humiliation » subie par la Chine. Elle souligne également la réponse héroïque du Parti communiste chinois, qui a restauré la fierté nationale et initié le processus de redressement de la Chine⁹⁴⁷.

⁹⁴³ Odd Arn Westad, op. cit.

⁹⁴⁴ Ibid.

⁹⁴⁵ Ibid.

⁹⁴⁶ Kevin Rudd, op. cit.

⁹⁴⁷ Ibid.

Xi Jinping a entrepris de ramener l'idéologie confucéenne et marxiste au centre de la gouvernance du parti et de l'État pour réaliser le « rêve chinois ». En 2013, Hunan TV, la deuxième chaîne de télévision la plus regardée en Chine, a diffusé une série intitulée *When Marx Met Confucius*⁹⁴⁸. Les acteurs y incarnent Marx et Confucius, qui se retrouvent à l'Académie Yuelu, une institution millénaire célèbre pour son rôle dans le développement de la philosophie confucéenne⁹⁴⁹. Les cinq premiers épisodes montrent la compatibilité entre les pensées marxiste et confucéenne, laissant entendre que Marx aurait pu s'inspirer des idées politiques confucéennes. L'épisode le plus marquant montre Marx affirmant que lui et Confucius partagent le même engagement envers la stabilité politique, ajoutant qu'il s'est longtemps senti « chinois » et que la pensée marxiste a toujours été en harmonie avec les visions traditionnelles chinoises. La série, largement soutenue par le Parti communiste chinois, s'inscrit dans le projet de Xi visant à « reconceptualiser » l'idéologie nationale en réconciliant Marx et Confucius, deux penseurs qui, sous Mao Zedong, semblaient difficilement compatibles⁹⁵⁰.

Cette interprétation de l'idéologie chinoise, qualifiée de « philosophie de Xi Jinping⁹⁵¹ », fait l'objet d'un programme de diffusion systématique. Lancée dans les écoles, sur les smartphones par le biais d'applications mobiles dédiées à la pensée de Xi, dans les médias et même au sein de groupes musicaux, cette philosophie est omniprésente. En octobre 2023, Xi a affirmé que « la Chine d'aujourd'hui devrait considérer le marxisme comme son âme, et la belle philosophie confucéenne comme sa racine⁹⁵² ». Ce retour aux idéaux confucéens et marxistes souligne pour les penseurs chinois l'importance de mobiliser des méthodes nationales pour relever les défis de la RPC.

La philosophie confucéenne, en particulier, ancre le pouvoir de Xi en renforçant le nationalisme et en rendant la population plus dévouée à son leader, qui se présente sous l'image

⁹⁴⁸ Ibid.

⁹⁴⁹ Rana Mitter, (2024). "The Real Roots of Xi Jinping Thought" : Chinese Political Philosophers' Long Struggle With Modernity, *Foreign Affairs*, <https://www.foreignaffairs.com/reviews/china-real-roots-xi-jinping-thought>, Le 20 février, 2024.

⁹⁵⁰ Les premiers penseurs communistes ont rejeté la philosophie confucéenne en élaborant une rupture avec le passé. La condamnation de la philosophie confucéenne tient du fait qu'il lui a été reproché de mettre l'accent sur la hiérarchie, le rituel et un retour à un passé idéalisé. Mao et un ensemble d'autres penseurs ont considéré que le confucianisme était incompatible avec le marxisme, qui suggère la révolution et le changement perpétuel. Ces derniers ont considéré que l'influence confucéenne sur la Chine avait rendu la nation faible, en générant une bureaucratie moribonde et corrompue qui n'est pas parvenue à s'adapter aux défis de la modernité. La Révolution Culturelle menée par Mao Zedong a signé la fin de la pensée confucéenne dans l'histoire de la RPC. Voir, Rana Mitter, Ibid.

⁹⁵¹ Ibid.

⁹⁵² Ibid.

de « Xi Dada », le « grand papa ». Cette figure d'autorité lutte contre la corruption et contre l'arrogance de certains responsables d'entreprises, gestes largement salués par la population. Quant au marxisme, il rappelle au peuple chinois son rôle dans une lutte idéologique : les valeurs chinoises, vues comme un espoir pour l'humanité, doivent être préservées face à un Occident perçu comme oppressif, qui, au cours du dernier siècle, a pillé les trésors de la Chine et causé des souffrances durables.

Les politologues Hal Brands et Michael Beckley ont critiqué cette trajectoire politique dans *Foreign Policy*, affirmant que « les ambitions du dirigeant chinois sont sur le point de se heurter à ses problèmes⁹⁵³ ». Dans leur ouvrage *Danger Zone : The Coming Conflict With China*, ils décrivent une Chine en crise, sur le point de sombrer dans le désespoir en raison⁹⁵⁴ d'une « économie en ralentissement et d'un sentiment croissant d'encerclement et de déclin⁹⁵⁵ ». Selon eux, la République populaire de Chine (RPC) se dirige vers une chute provoquée par ses ambitions démesurées de redéfinir l'ordre mondial en Asie et au-delà, dans le but de devenir la superpuissance incontournable, le « soleil géopolitique autour duquel tournerait le système ». Cette vision rappelle son passé glorieux d'Empire du Milieu jusqu'à la dynastie des Qing, période où la Chine possédait d'immenses territoires aujourd'hui contestés par ses voisins du Pacifique. Brands et Beckley estiment que Xi Jinping prend un risque en privilégiant la sécurité nationale au détriment des réformes économiques, consolidant un régime autocratique sur le modèle de son prédécesseur, Mao Zedong⁹⁵⁶.

Cette critique est nuancée par d'autres analystes. La politologue Rana Mitter considère que la Chine connaît une « crise de foi », comparable à celle qui frappait la dynastie Qing⁹⁵⁷. Elle souligne que les solutions apportées aujourd'hui doivent s'appuyer sur des traditions culturelles chinoises anciennes. À l'époque des Qing, la Chine faisait face à une crise fiscale, des rébellions internes, un appauvrissement des campagnes, et une souveraineté compromise par des invasions étrangères et des traités inéquitables. Aujourd'hui, toutefois, la Chine est la deuxième économie mondiale, la deuxième puissance militaire, et la première puissance

⁹⁵³ Hal Brand and Michael Beckley, (2022). “What Does China Want?”: Beijing’s ambitions are about to crash into its problems, *Foreign Policy*, <https://foreignpolicy.com/2022/08/13/what-china-wants-us-conflict/>, Le 13 août, 2022.

⁹⁵⁴ Ibid.

⁹⁵⁵ Ibid.

⁹⁵⁶ Ibid.

⁹⁵⁷ Rana Mitter, op. cit.

navale, ce qui signifie que, matériellement, sa souveraineté n'est plus menacée de manière similaire⁹⁵⁸.

Comme les autres États révisionnistes, la Chine ne se sent pas intégrée dans un ordre international dominé par les puissances occidentales, en particulier les États-Unis. Elle conteste cet équilibre, estimant que cet ordre ne représente pas ses intérêts ni ceux de nombreux pays en développement⁹⁵⁹. Les élites politiques chinoises estiment que les normes internationales ont été imposées à la Chine durant une période de faiblesse, renforçant un sentiment de résistance face aux actions des États-Unis⁹⁶⁰. Le soutien militaire croissant de Washington à Taïwan complique l'ambition chinoise de réunification, tout comme les incursions régulières de navires américains dans les eaux revendiquées par Pékin et la formation d'alliances régionales telles que le Quad (États-Unis, Inde, Japon, Australie) et le pacte AUKUS (Australie, Royaume-Uni, États-Unis) signé en 2021. La situation est aggravée par les difficultés économiques et sociales de la Chine : un chômage urbain des jeunes atteignant plus de 20 %, des inégalités croissantes entre les zones rurales et les villes, et des jeunes souvent incapables de subvenir aux besoins des plus âgés ou de se marier. Les contraintes financières, notamment les remboursements hypothécaires, s'ajoutent aux problèmes structurels⁹⁶¹. Les jeunes, exposés à des décennies de croissance économique rapide, ressentent un mal-être profond, marqué par l'anomie sociologique et une tendance à l'isolement incompatible avec l'identité chinoise, comme l'a observé Rana Mitter⁹⁶². Cette crise, à la fois économique et identitaire, prend une dimension plus vaste. De nombreux jeunes Chinois connaissent des difficultés de santé mentale similaires à celles observées en Occident : en 2020, 35 % des répondants à une enquête déclaraient souffrir de détresse, d'anxiété ou de dépression. Sur les réseaux sociaux, un sentiment d'impuissance s'exprime par l'expression « bailan », signifiant "laisser pourrir"⁹⁶³. La réticence à étudier à l'étranger, par crainte de compromettre leur carrière au sein de la bureaucratie chinoise, s'est accrue. La réponse du PCC à la crise sanitaire a exacerbé cette méfiance, érodant davantage le lien de confiance entre la population et l'État⁹⁶⁴.

⁹⁵⁸ Ibid.

⁹⁵⁹ Ibid.

⁹⁶⁰ Ibid.

⁹⁶¹ Ibid.

⁹⁶² Ibid.

⁹⁶³ Ibid. Selon les données officielles publiée par le gouvernement Chinois en 2023, plus d'une personne sur cinq âgée de 16 à 24 ans est au chômage en Chine. Mariko Oi & Nick Marsh, (2023), BBC News, "China suspends youth unemployment data after record high", <https://www.bbc.com/news/business-66506132>, Le 24 septembre, 2024.

⁹⁶⁴ Ian Johnson, (2023). "Xi's Age of Stagnation": The Great Walling-Off of China, *Foreign Affairs*, <https://www.foreignaffairs.com/china/xi-jinping-age-stagnation>, Le 24 septembre, 2024.

Xi Jinping est pleinement conscient des défis auxquels la Chine est confrontée et entend y répondre de manière concrète. Comme l’a souligné l’ancien Premier ministre australien Kevin Rudd, « ignorer le message idéologique de Xi est un risque que l’Occident prend à ses dépens⁹⁶⁵ ». Wang Hui, figure influente de la « Nouvelle Gauche chinoise » et professeur à l’Université de Tsinghua, soutient dans *The Rise of Modern Chinese Thought* que les problèmes actuels de la Chine nécessitent des solutions fondées sur une idéologie profondément chinoise⁹⁶⁶. Dans son analyse, Wang Hui retrace l’histoire chinoise depuis les dynasties Song (960-1279) et Ming (1386-1644) pour démontrer que l’effondrement de la dynastie Qing est le résultat de tensions entre le confucianisme traditionnel, le taoïsme et le bouddhisme. Face aux idéologies occidentales et à la défaite des guerres de l’opium, la Chine s’est retrouvée inadaptée aux exigences du monde moderne. Pour Wang, elle a dû revitaliser sa tradition en absorbant certaines idées occidentales, notamment le marxisme et le nationalisme, mais le problème fondamental de la Chine n’était pas seulement géopolitique : il s’agissait d’une profonde « crise de vision du monde⁹⁶⁷ ».

Xi Jinping a pris en compte les recommandations de la Nouvelle Gauche chinoise, analysant le parcours de la Chine depuis les réformes des années 1970 pour conclure que l’idéologie doit être au service de la politique, et non l’inverse. Pour ce faire, il a jugé nécessaire de renforcer la légitimité et l’efficacité du Parti communiste chinois (PCC) en repensant le système de parti-État, en réduisant le rôle de l’appareil gouvernemental au profit d’une mainmise accrue du parti sur l’État. Parallèlement, il a entrepris de restructurer l’économie afin d’accroître l’autosuffisance et l’équité. Sur le plan international, Xi nourrit l’ambition de remodeler la gouvernance mondiale pour qu’elle devienne plus réceptive aux principes illibéraux, comme le contrôle étatique du marché et une restriction des libertés individuelles, dans le but de mieux défendre les intérêts chinois. Pour Xi, la Chine entre dans une période d’« opportunité stratégique » qui marque un tournant historique. En 2023, il déclarait à Vladimir Poutine : « Actuellement, nous assistons à des changements que nous n’avons pas vus depuis un siècle – et c’est nous qui en sommes les architectes⁹⁶⁸ ». Lors de la réunion quinquennale du PCC, Xi a mis en avant l’un de ses objectifs principaux : « créer une nouvelle dynamique dans les relations internationales de la Chine et renforcer son influence et son attrait à l’échelle

⁹⁶⁵ Kevin Rudd, op. cit.

⁹⁶⁶ Wang Hui, *The Rise of Modern Chinese Thought*, Harvard University Press, 2023.

⁹⁶⁷ Ibid.

⁹⁶⁸ Mark Leonard, “China Is Ready for a World of Disorder”: America Is Not, op. cit.

mondiale⁹⁶⁹ », affirmant que la Chine n'a « jamais été aussi proche de sa propre renaissance⁹⁷⁰ ». Bien qu'il reconnaisse les vents contraires que la Chine affronte, Xi insiste sur l'importance de persévérer pour atteindre la prospérité. Selon lui, l'Occident est en déclin alors que « l'Est est en ascension »⁹⁷¹. Mais si les paroles de Xi sont d'une grande portée, il reste convaincu que l'action prime avant tout.

B. Le pragmatisme au service de l'idéologie : un mécanisme de centralisation du pouvoir

Lors de son arrivée au pouvoir en 2013, le président Xi Jinping a mis en avant comme priorité majeure de conduire des réformes au sein du Parti et de l'État, des réformes qu'il souhaitait "plus profondes⁹⁷²" avant de les étendre à l'économie et aux affaires étrangères. Celles-ci devaient d'abord instaurer une discipline rigoureuse au sein du PCC et garantir la sécurité de la République populaire de Chine⁹⁷³. Xi s'appuyait sur des exemples mondiaux illustrant que la gouvernance à long terme est souvent exposée aux risques de corruption et d'érosion de l'intégrité⁹⁷⁴. Sans actions concrètes, la crédibilité du PCC pourrait en pâtir, menaçant la stabilité du Parti et de l'État⁹⁷⁵. Afin de prévenir ces dérives et d'assurer l'accomplissement de ses objectifs, Xi a enraciné l'avenir de la Chine dans celui du Parti, renforçant ses institutions et établissant une interdépendance où l'État devient tributaire des organes du PCC⁹⁷⁶.

Xi a écarté toute menace interne posée par des factions rivales, phénomène fréquent sous ses prédécesseurs, en imposant une discipline plus stricte et en consolidant son autorité au sein

⁹⁶⁹ Elizabeth Economy, (2024). "China's Alternative Order" : And What America Should Learn From It, *Foreign Affairs*, <https://www.foreignaffairs.com/china/chinas-alternative-order-xi-jinping-elizabeth-economy>, Le 24 septembre, 2024.

⁹⁷⁰ Ibid.

⁹⁷¹ Kevin Rudd, Ibid.

⁹⁷² Zhou Xinmin, Xi Jinping's Governance and the Future of China, op. cit.

⁹⁷³ Xi a opéré un nettoyage au sein du parti, qui lui a permis de purger toutes les oppositions politiques ou institutionnelles. Cela a pu être réalisé grâce à sa campagne anticorruption qui a duré près de dix ans. Par ailleurs, une campagne de rectification a entraîné une nouvelle purge dans l'appareil politique et juridique du parti. En 2019, Xi a lancé une campagne d'éducation à l'échelle du parti intitulée « n'oubliez pas l'objectif initial du parti, gardez la mission à l'esprit ». L'objectif selon un document de travail vise à ce que les dirigeants « acquièrent un apprentissage théorique et se fassent baptiser en idéologie et en politique ». Kevin Rudd, op. cit.

⁹⁷⁴ Kaushik Basu, "The morphing of dictators: why dictators get worse over time", *Oxford Open Economics*, Volume 2, 2023, odad002, <https://doi.org/10.1093/ooec/odad002>. Le 24 septembre, 2024. Voir aussi, Shrabani Saha and Kunal Sen, The corruption–growth relationship: does the political regime matter?, Cambridge University Press, 2020.

⁹⁷⁵ Zhou Xinmin, Ibid.

⁹⁷⁶ En raison du principe de « centralisme démocratique », Xi dispose d'un pouvoir illimité sur l'organisation du PCC. Ce principe est hérité de Lénine et Staline depuis Mao Zedong. Odd Arne Westad, Ibid.

du Parti. Il a également instauré des lois rigoureuses pour réprimer toute dissidence et sanctionner sévèrement tout manquement aux nouvelles règles, renforçant ainsi la cohésion interne du PCC et le contrôle sur l'appareil d'État⁹⁷⁷. En plaçant le PCC au cœur de la vie politique, économique et sociale de l'État, Xi Jinping a réussi à obtenir un troisième mandat, consolidant ainsi son pouvoir et son influence au sein du pays⁹⁷⁸. Xi a nommé les personnes les plus proches de lui à des postes stratégiques, tout en marginalisant son prédécesseur Hu Jintao. Lors de la cérémonie de clôture du XXe Congrès du PCC en octobre 2022, il a escorté Hu hors de la scène, marquant ainsi une démonstration de pouvoir. Avec la mort de Li Keqiang, considéré comme un rival potentiel, Xi bénéficie désormais d'une voie dégagée jusqu'au moins 2039⁹⁷⁹. Xi est issu d'une famille connue pour sa longévité : sa mère a 96 ans et son père a vécu jusqu'à 89 ans. Cela signifie qu'il pourrait, sauf situation exceptionnelle, rester au pouvoir jusqu'à la fin de sa vie⁹⁸⁰. Ce faisant, Xi Jinping fait face à peu de vulnérabilité politique. Les récentes évictions, en 2023, des ministres de la Défense et des Affaires étrangères, tous deux proches de Xi, témoignent de sa capacité à contrôler l'appareil d'État avec fermeté, sans que cela n'érode son pouvoir⁹⁸¹. Xi a mis en place un appareil technologique de surveillance qui lui permet de contrôler la dissidence au sein des minorités, notamment au Tibet et au Xinjiang⁹⁸². Cet appareil de contrôle parvient même à établir des directives économiques permettant à l'État de surveiller le secteur privé, notamment en harcelant des entreprises de conseil étrangères qui collectent des informations jugées sensibles pour le gouvernement chinois⁹⁸³. « C'est une première pour la Chine que l'agence d'espionnage civil du pays, le ministère de la Sécurité d'État, gère désormais un compte WeChat actif, à partir duquel le bureau commenté publiquement de nombreuses questions d'actualité, notamment sur les relations américano-chinoises et les opérations d'espionnage à l'étranger⁹⁸⁴ ». Ces processus de contrôle sont si

⁹⁷⁷ Odd Arne Westad, op. cit. Pour approfondir le sujet voir également, Gary King, Jennifer Pan, and Margaret E. Roberts, "How Censorship in China Allows Government Criticism but Silences Collective Expression," *American Political Science Review* 107, no. 2 (May 2013): 326–43.

⁹⁷⁸ Ibid.

⁹⁷⁹ Kevin Rudd, op. cit.

⁹⁸⁰ Ibid.

⁹⁸¹ Odd Arne Westad, op. cit.

⁹⁸² Ibid.

⁹⁸³ Voir, The Guardian, (2023). "China targets foreign consulting companies in anti-spying raids": companies in anti-spying raids This article is more than 1 year old State media report suggests growing suspicions of firms involved in due diligence and business research industries, <https://www.theguardian.com/world/2023/may/09/china-targets-foreign-consulting-companies-in-anti-spying-raids>, Le 24, septembre, 2024. Des perquisitions et des arrestations sont exercés régulièrement dans des sociétés de conseil étrangers pour raisons de soupçon d'espionnage industriel.

⁹⁸⁴ Evans S. Medeiros, (2024). "The Delusion of Peak China: America Can't Wish Away Its Toughest Challenger," *Foreign Affairs*, <https://www.foreignaffairs.com/china/delusion-peak-china-united-states-evan-medeiros>, Le 24 avril, 2024.

intégrés dans les corps et les esprits que la répression au sein du système, en particulier contre les cadres supposés corrompus et les responsables d'entreprises, est souvent saluée par les plus de 100 millions de membres du PCC ainsi que par la population chinoise⁹⁸⁵.

Xi fait de la sécurité nationale de la Chine une question d'égale importance par rapport à l'économie, car elle façonne à la fois la politique nationale et internationale de la RPC. Pour ce faire, il a conféré des pouvoirs considérables à la Commission centrale de sécurité nationale du PCC, un organe dirigé directement par Xi, qui traite des problèmes de sécurité intérieure et extérieure et qui présente souvent des propositions préalablement élaborées au *Politburo*⁹⁸⁶. Cette commission, qui supervise plusieurs autres entités comme la Commission centrale des affaires étrangères dirigée par Wang Yi, répond à la nécessité de rationaliser ce qui était auparavant une structure complexe et confuse d'institutions gouvernementales impliquées dans l'élaboration de la politique étrangère de la Chine. L'objectif est de soumettre toutes les autres bureaucraties de la sécurité nationale à une seule entité à partir de laquelle Xi pourra exercer son autorité.

La composition de cette commission reste presque secrète, mais il est possible d'en obtenir une image partielle⁹⁸⁷. Elle est présidée par Xi, assisté du Premier ministre Li Qiang et du président de l'Assemblée populaire nationale, Zhao Liji. Wang Huning, quatrième dirigeant du PCC, en est également membre, et selon certaines sources, il serait la personne la plus influente après Xi. Le chef d'état-major de Xi, Cai Qi, coordonne les travaux, assisté de Liu Haixing comme adjoint ; tous deux siègent au CCSN. Liu est le fils de Shunqing, un diplomate et officier du renseignement ayant contribué à la création de l'organisation qui a précédé le CCSN dans les années 1990⁹⁸⁸.

On y retrouve également Lui Jianchao, directeur du département de liaison internationale du PCC, ainsi que son adjoint Guo Yezhou, tous deux influents dans leur domaine. Guo a fourni plusieurs membres du personnel à la commission. Les membres du *Politburo*, tels que Wang Yi, Chen Wenqing et le général Zhang Youxia, siègent respectivement en tant que hauts responsables des affaires étrangères, de la sécurité et du renseignement d'État, ainsi que des chefs militaires. Qin Gang, le ministre de la Défense, a pour mission de présenter la politique

⁹⁸⁵ Odd Arne Westad, Ibid. Voir aussi, Andrew Wedeman, "3. Anticorruption Forever?". *Fateful Decisions: Choices That Will Shape China's Future*, edited by Thomas Fingar and Jean C. Oi, Redwood City: Stanford University Press, 2020, pp. 82-106. <https://doi.org/10.1515/9781503612235-007>.

⁹⁸⁶ Ibid.

⁹⁸⁷ Ibid.

⁹⁸⁸ Ibid.

étrangère de la Chine à l'international. Tous ces responsables possèdent des expertises spécifiques, cruciales pour la sécurité de la Chine. C'était également l'objectif des réformes : nommer des personnes de qualité aux postes stratégiques. Par exemple, Li est un spécialiste en aérospatial et en cybersécurité.

Avec Xi, les questions de sécurité prennent une dimension complètement nouvelle par rapport à celle sous ses prédécesseurs. Il a introduit deux concepts clés qui illustrent cette nouvelle approche : la « sécurité idéologique » et la « sécurité identitaire⁹⁸⁹ ». La sécurité idéologique fait référence à la crainte des dirigeants du PCC face à ce qu'ils perçoivent comme une « révolution des couleurs », souvent attribuée à des influences extérieures telles que celles des États-Unis, comme cela a été observé en Ukraine. Ce concept souligne la nécessité de maintenir la stabilité politique en combattant les idées perçues comme subversives. La sécurité identitaire, quant à elle, a une portée beaucoup plus large. Elle englobe la construction d'une image patriotique du PCC et vise à inciter les Chinois à associer toute critique du parti à une critique de la Chine et de la nation chinoise elle-même. Plus concrètement, elle concerne aussi bien la politique intérieure que les affaires internationales, s'étendant à la nécessité de gagner les cœurs et les esprits des citoyens chinois. Ce concept inclut également des éléments tels que la préparation militaire et le développement de nouveaux types d'armement, afin de renforcer la perception de la force et de l'unité nationale.

Concernant l'économie, Xi Jinping a choisi d'assumer une transition vers une orthodoxie marxiste de tendance léniniste, semblable à celle initiée par Mao dans les années 1950 après la période de la Nouvelle Politique Économique (NEP)⁹⁹⁰. Xi prône un système d'étatisme économique où le rôle du marché dans la production de richesse nationale est réduit au minimum. Sa méfiance à l'égard de l'économie de marché s'est renforcée à la suite de la crise économique de 2008 et de la crise financière de 2015, qui a été déclenchée par l'éclatement d'une bulle boursière, entraînant un effondrement de près de 50 % de la valeur des actions

⁹⁸⁹ Ibid.

⁹⁹⁰ En 2012, le rapport du XIII^e congrès du PCC a fait valoir que « dans l'œuvre d'édification du socialisme à la chinoise, le fait fondamental à respecter est que notre pays se trouve toujours au stade primaire du socialisme. (...) Étant donné que le développement du socialisme à la chinoise représente une tâche historique ardue et de longue haleine, (...) il faut libérer et développer les forces productives sociales ». Le NEP (*Novaya ékonomitcheskaya politika*) entendu comme la nouvelle politique économique socialiste de l'ex URSS, faisait une place limitée au capitalisme pour un temps limité. Cette ligne avait été adoptée par Mao, qui avait laissé le champ libre aux paysans, au marché et aux capitalistes pour développer l'économie du pays afin de permettre la construction du socialisme. Puis, il a dû rétrocéder eu égard à la lenteur que prenait cette réalisation, pour mettre en place une orientation « planificatrice », qui s'est largement exprimé lors de la révolution en devenant la politique directrice du PCC.

chinoises avant une stabilisation⁹⁹¹. Xi considère que le stade primaire du socialisme ne doit pas passer par une économie de marché, mais par un étatisme où l'État détient des participations dans les entreprises privées et oriente le marché selon les intérêts nationaux⁹⁹². En 2017, il a souligné que le principal défi consistait à rectifier le « développement déséquilibré » qui avait émergé durant la période de « réformes et d'ouverture », lorsque le marché était le moteur principal des changements politiques⁹⁹³.

Pour parvenir à un socialisme aux caractéristiques chinoises, Xi a demandé aux comités du parti d'accroître leur influence sur les entreprises privées, en jouant un rôle crucial dans la sélection et la prise de décisions au sein des conseils d'administration. En réponse à cette directive, l'État a encouragé les entrepreneurs prospères à acquérir des parts dans les entreprises publiques, renforçant ainsi le mélange entre le marché et l'État, comme cela avait été le cas avant le Grand Bond en avant. Dans ce contexte, les planificateurs doivent concevoir une économie à double circulation, visant à rendre Pékin autonome sur tous les plans économiques⁹⁹⁴. Cette stratégie met l'accent sur le développement de technologies propres tout en finançant massivement les entreprises publiques. Parallèlement, elle cherche à rendre les autres économies mondiales dépendantes de Pékin. En 2020, Xi a lancé un vaste programme de redistribution des ressources, en parfaite adéquation avec l'objectif du socialisme aux caractéristiques chinoises, connu sous le nom de « programme de prospérité commune⁹⁹⁵ ». Ce programme vise à inciter les plus riches à redistribuer « volontairement » leurs ressources à des programmes soutenus par l'État, dans le but de réduire les inégalités de revenus.

Cependant, toutes ces réformes n'ont pas nécessairement eu d'effets positifs sur la croissance économique. Au contraire, plusieurs entreprises ont choisi de fermer leurs portes ou de délocaliser leurs investissements vers des pays présentant un faible risque politique. Cette tendance a conduit à une réduction des investissements en capital fixe, car l'adage selon lequel « ce que l'État donne, l'État peut le reprendre⁹⁹⁶ » est devenu un refrain parmi les investisseurs. Cette contraction touche particulièrement les secteurs technologique, financier et immobilier,

⁹⁹¹ Kevin Rudd, op. cit.

⁹⁹² Nicholas R. Lardy, "The State Strikes Back: The End of Economic Reform in China?" (*Washington: Peterson Institute for International Economics*, January 2019), pp. 6, 122–24.

⁹⁹³ Ibid.

⁹⁹⁴ Odd Arne Westad, (2019). "The Sources of Chinese Conduct: Are Washington and Beijing Fighting a New Cold War?", *Foreign Affairs*, 98, n° 5, <https://www.foreignaffairs.com/articles/china/2019-08-12/sources-chinese-conduct>, Le 28 novembre, 2024.

⁹⁹⁵ Elizabeth Économie, op. cit.

⁹⁹⁶ Kevin Rudd, op. cit.

qui ont été les principaux moteurs de la croissance intérieure de la Chine au cours des dernières décennies.

De plus, l'intérêt de la Chine pour les investissements étrangers a également diminué, en raison de problèmes liés aux chaînes d'approvisionnement et du regain de nationalisme économique prôné par Xi Jinping. Cette tendance se manifeste également dans les investissements locaux, où les responsables d'entreprises se sentent intimidés par la campagne anticorruption menée par Xi et par la nature perçue comme « arbitraire » du système judiciaire. Cependant, certains analystes, comme Evan Medeiros, ne partagent pas cette vision alarmiste de la situation. Selon lui, « en vérité, Xi n'est pas seulement à l'aise avec la sous-performance économique actuelle : il en a fait activement la promotion. C'est l'une des principales raisons pour lesquelles les mesures de relance ont été si modestes jusqu'à présent⁹⁹⁷ ». Cette approche semble refléter une stratégie plus large, visant à renforcer le contrôle de l'État sur l'économie tout en limitant l'influence du marché, au détriment de la croissance à court terme.

Sur la scène mondiale, Xi Jinping a clairement exprimé l'ambition chinoise de conquérir le pouvoir global en devenant le centre gravitationnel de la gouvernance mondiale. Cette ambition repose sur le déclin de la puissance américaine, conduisant à la dissolution des alliances de Washington, à l'élimination des valeurs qu'il qualifie d'« occidentales » au sein des instances internationales, et à la remise en question du dollar dans son rôle prépondérant⁹⁹⁸. Ce nouvel ordre mondial, soutenu par des institutions internationales, s'articule autour des concepts chinois de « multipolarité », de « développement économique » et de « sécurité commune », tout en intégrant les valeurs chinoises, telles que les « droits politiques déterminés par l'État » et les technologies nationales. Lors d'une Conférence centrale sur les affaires étrangères en décembre 2024, Xi a défini sa vision de l'ordre mondial comme « une communauté de destin pour l'humanité ». Il a ainsi fait évoluer l'idée d'une « initiative chinoise » vers celle d'un « consensus international⁹⁹⁹ », devant se concrétiser à travers la mise en œuvre de quatre

⁹⁹⁷ Evan S. Medeiros, *op. cit.*

⁹⁹⁸ Elizabeth Economy, *op. cit.*

⁹⁹⁹ *Ibid.*

programmes chinois : l'Initiative Ceinture et Route, la *Global Development Initiative*¹⁰⁰⁰, la *Global Security Initiative*¹⁰⁰¹ et la *Global Civilisation Initiative*¹⁰⁰².

Ces programmes bénéficient du soutien de nombreux pays¹⁰⁰³ et d'organisations internationales, dont les Nations Unies, qui ont intégré l'Initiative Ceinture et Route (BRI) dans une douzaine de programmes et d'agences de l'organisation, y compris le programme de développement durable à l'horizon 2030. Ils donnent du pouvoir à de nombreux pays marginalisés par l'ordre américain, que ce soit en raison de la nature de leur régime (autocratique) ou de leur statut sur la scène internationale. Toutefois, ces initiatives permettent également aux États soutenus par Washington de jouer un rôle crucial dans la promotion de la vision chinoise à l'échelle internationale. La BRI représente le principal programme chinois soutenant le nouvel ordre mondial envisagé par Xi, car, grâce à son financement massif et à sa capacité de connectivité mondiale, elle unit les États « sous un même ciel ». Ce projet de grande envergure géopolitique connecte le monde au rêve chinois, bien qu'il ne repose pas uniquement sur la vaste vision géopolitique du président.

II. La BRI, une stratégie de contrôle de l'ordre international ?

Lancé le 7 septembre 2013 par le président Xi Jinping, le projet était initialement connu sous le nom de *One Belt, One Road* (OBOR, « Une ceinture, une route »). En 2015, Xi a précisé l'ampleur de ce vaste projet, qui vise à créer une métropole stratégique concentrant un ensemble de projets d'envergure tant économique que géopolitique. Il est devenu officiellement la BRI

¹⁰⁰⁰ Le GDI ou (Initiative de Développement Global) (mondial), est un programme lancé par le président Xi en 2021. Il concerne le développement mondial en plaçant la Chine aux commandes. Le programme travaille en collaboration avec l'ONU et soutient des projets à petite échelle, qui portent sur la réduction de la pauvreté, la connectivité numérique, le changement climatique, la santé et la sécurité alimentaire. Il met en place la préférence de Pékin pour le développement économique comme fondement des droits de l'homme.

¹⁰⁰¹ Le GSI ou (Initiative de Sécurité Mondiale) est, comme l'ont dit plusieurs intellectuels chinois, un système destiné à fournir « la sagesse et les solutions chinoises » pour promouvoir « la paix et la tranquillité mondiale ». Xi a noté que le GSI préconise « les pays qui rejettent la mentalité de la guerre froide, s'opposant à l'unilatéralisme et disent non à la politique des groupes et de confrontation des blocs ». Il s'agit donc de la mise en place d'une architecture qui préconise le dialogue et les moyens diplomatiques comme solution aux différends en respectant la non-ingérence dans les affaires des autres. L'idée est donc de mettre fin au système d'alliance de Washington, promouvoir la souveraineté absolue et la sécurité indivisible. La Chine et la Russie ont appliqué cette formule lors du conflit russo-ukrainien, suggérant la nécessité de l'attaque de Moscou pour empêcher l'expansion de l'OTAN aux portes de la Russie.

¹⁰⁰² Le GCI ou (Initiative de Civilisation Mondiale) est le programme lancé par Xi en 2023 qui a redonné du tonus au projet de la BRI. Il avance l'idée selon laquelle, les pays ayant des niveaux de vie différents et des civilisations différentes, auront des modèles politiques et économiques différents. Selon lui, les États déterminent les droits et aucun pays ou modèle n'a reçu mandat de contrôler le discours autour des droits de l'homme. L'ancien ministre des Affaires étrangères Qin Gang notait qu'il n'existe pas de modèle unique en matière de protection des droits de l'homme », Ibid.

¹⁰⁰³ Elizabeth Economy, Ibid.

(*Belt and Road Initiative*). Bien que le président chinois ait dévoilé la philosophie générale de cette initiative le 28 mars 2015, de nombreux analystes ont conclu que le projet remontait à 1949, date de la création de la République populaire de Chine, et ne constituerait que la première étape d'une « grande stratégie visant à renverser l'ordre mondial¹⁰⁰⁴ », comme l'a noté le politiste David B. H. Denoon, membre de la Heritage Foundation et architecte de la politique de Donald Trump envers la Chine¹⁰⁰⁵.

Si certains y voient une « stratégie secrète¹⁰⁰⁶ » mise en place par un seul homme, un dirigeant autocratique, le projet chinois des routes de la soie, ainsi nommé en français, répond avant tout à une Chine qui stagne économiquement sur le plan intérieur, mais qui doit surtout répondre à des préoccupations de sécurité nationale (A). Cette nouvelle stratégie repose sur la volonté de tisser des liens avec le reste du monde à travers un immense réseau d'alliances. Toutefois, cette « nouvelle politique étrangère », fondée sur la dépendance des « partenaires », a conduit de nombreux acteurs occidentaux à la qualifier de « diplomatie du piège de la dette », la considérant comme plus problématique que celle vécue par les États d'Amérique latine dans les années 1980. Cependant, les résultats restent mitigés (B).

A. Une réponse à un besoin de sécurité nationale

Beaucoup considèrent la Chine comme un État unitaire dominé par le Parti communiste chinois (PCC), où les décisions sont prises par un autoritarisme centralisé. Cela correspond bien à la Chine actuelle de Xi Jinping, mais n'a pas toujours été la réalité de la République populaire de Chine (RPC). En effet, bien que la Chine soit un État unitaire, son fonctionnement s'apparente parfois à celui d'un État fédéral. Certaines régions jouissent en effet d'une autonomie significative, notamment en matière de politique économique, ce qui leur permet de négocier directement avec des partenaires étrangers, diluant ainsi la centralité du pouvoir décisionnel.

Tout a commencé en 1949, avec l'instauration d'un État unitaire et centralisé. Cependant, sa gestion était décentralisée au niveau de six grandes régions. La région du Nord était directement administrée par le gouvernement central, tandis que les cinq autres étaient confiées

¹⁰⁰⁴ Renaud Lambert, «Ce que veut la Chine », In *Le Monde diplomatique, Désordre international*, 2024, pp. 1. 8-9.

¹⁰⁰⁵ David B. H. Denoon, *China's Grand Strategy. A Roadmap to Global Power?*, New York University Press, 2021.

¹⁰⁰⁶ Renaud Lambert, op. cit. p. 8.

aux gouvernements régionaux, chacune regroupant plusieurs provinces¹⁰⁰⁷. Lorsque Mao prend le pouvoir, il introduit des politiques économiques socialistes, conformes à l'idéologie communiste de la Chine. Pour garantir la réalisation des objectifs du Parti communiste chinois (PCC), il centralise ces politiques, organisant l'économie nationale autour de "Plans" rigoureux. Dans un premier temps, Mao adopte une approche léniniste, intégrant l'économie de marché comme étape transitoire vers le socialisme, dans l'idée de libérer les forces productives. Cependant, cette approche de marché ne permet pas d'atteindre assez vite les objectifs visés : le développement accéléré de l'industrie lourde, le renforcement de l'armée, et un rattrapage économique mondial jugé encore trop lent¹⁰⁰⁸. En réalité, c'est l'industrie légère qui se révèle plus rentable, mais les capitaux qu'elle génère ne profitent pas aux objectifs socialistes : ils enrichissent principalement les investisseurs privés, constituant ainsi un détournement de ressources pour le Parti, qui y voit un gaspillage en contradiction avec les priorités nationales¹⁰⁰⁹. En 1954, Mao met en place une planification centralisée sous la forme d'un plan quinquennal visant à réindustrialiser la Chine socialiste, en particulier dans l'industrie lourde et capitaliste, et à développer des coopératives agricoles collectives pour remédier au gaspillage perçu dans le secteur de l'industrie légère. Cette politique transforme le monde rural : les paysans ne sont plus propriétaires des terres ni des lopins qui leur avaient été attribués quelques années plus tôt. En 1957, Mao publie un article intitulé *Le Grand bond en avant*, qui lance un vaste programme de collectivisation en instaurant les communes populaires, où les terres sont désormais la propriété collective et gérées en fonction des objectifs du plan.

Cependant, dès 1957-1958, le modèle économique de la planification intégrale montre des signes d'essoufflement, malgré la mise en œuvre du plan quinquennal. Celui-ci entraîne une surproduction dans certains domaines, tandis que d'autres secteurs essentiels, comme les infrastructures de communication et les industries de défense, manquent d'investissements faute d'intérêt local. Par ailleurs, le Grand bond privilégie l'industrialisation rurale, notamment en développant des installations métallurgiques au sein de chaque commune, mais cela détourne ces dernières de l'agriculture. Cette dépriorisation de l'agriculture induit l'approvisionnement des villes en denrées alimentaires.

¹⁰⁰⁷ Chen Xiong Gen, *On the legal system of State-Owned assets supervision and administration*, University Centre-South, 2008, p. 170. Mis en perspective par Yao Wei, op. cit.

¹⁰⁰⁸ Yao Wei, Ibid, pp. 101-102-103.

¹⁰⁰⁹ Ibid.

Les années 1959 et 1960 voient donc la Chine plongée dans une terrible famine (la Grande famine), qui fait plus de 36 millions de victimes et mène même à des cas de cannibalisme, comme l'a rapporté le journaliste Yang Jisheng¹⁰¹⁰. Cette situation désorganise profondément l'économie chinoise et fragilise encore davantage le tissu social. La Révolution culturelle expose clairement l'ampleur de la crise traversée par la Chine. L'alternance répétée de phases de centralisation et de décentralisation illustre le cycle de « vigueur et chaos » souvent analysé par des auteurs chinois, lequel décrit un phénomène cyclique caractéristique de l'économie du pays¹⁰¹¹. Quand les contraintes institutionnelles se rigidifient, l'économie se plie sous leur poids et ralentit : les travailleurs manquent d'incitations, l'efficacité managériale faiblit, et la croissance économique s'en trouve freinée¹⁰¹². Une libéralisation devient alors nécessaire pour insuffler de la vigueur à l'économie. Cependant, les nouveaux arrangements institutionnels du système économique finissent par entrer en contradiction avec le système politique, générant un désordre économique. La vigueur mène ainsi au chaos.

La gestion de l'État, partagée entre le gouvernement central et les gouvernements locaux, entraîne d'un côté une lenteur économique due à l'alourdissement bureaucratique de l'administration et des entreprises. Le gouvernement central, manquant souvent de données précises sur les réalités régionales, peine à ajuster efficacement les politiques économiques. D'un autre côté, cette déconcentration favorise une certaine vigueur économique en stimulant la concurrence entre régions, bien qu'elle dilue le pouvoir central et comporte le risque que les recommandations du gouvernement soient partiellement appliquées ou même ignorées¹⁰¹³.

¹⁰¹⁰ Yang Jisheng, *Stèles : La Grande Famine en Chine (1958-1961), 36 Millions de morts*, Édition SEUIL, 2012.

¹⁰¹¹ L'économiste américain Adam S. Posen va encore plus loin, il considère que le développement dans les régimes autoritaire prend souvent un schéma prévisible : « une période de croissance alors que le régime permet aux entreprises politiquement conformes de prospérer, alimentées par le grand public. Mais une fois que le régime a obtenu un soutien, il commence à intervenir dans l'économie de manière de plus en plus arbitraire », Adam S. Posen, (2023). " The End of China's Economic Miracle " : How Beijing's Struggles Could Be an Opportunity for Washington, *Foreign Affairs*, <https://www.foreignaffairs.com/china/end-china-economic-miracle-beijing-washington>, Le 02 août, 2023.

¹⁰¹² Lin Junstin Yifu, Cai Fang, Li Zhou, Cité par Yao Wei.

¹⁰¹³ Cette situation ne s'est pas améliorée sous Xi, car, si la libéralisation entraîne une dilution du pouvoir central en développant des comportements individualistes, la centralisation conduit à une soumission des décideurs locaux envers les programmes du pouvoir central, qui parfois sont conçus sans véritablement prendre en compte les réalités locales. Les dirigeants locaux cherchent inéluctablement à justifier leur loyauté au pouvoir central en minimisant les réalités du vécu des populations locales par souci d'opérationnalisation. C'est cette gestion qui a conduit à l'inefficacité des mesures Zéro Covid, causant près d'un million de morts après leurs interruptions. Voir: Jessica C. Teets, "Paralysis Versus Obedience": China's Local Policymaker's Strategic Adaptation to Political Centralization, *Foreign Policy Recherche Institute/ASIA PROGRAM*, 2024.

À la mort de Mao Zedong en 1976, la Chine est dans un chaos systémique et une lutte de pouvoir s'engage entre des fractions du régime. « Deng Xiaoping profite de la crise économique pour discréditer Hua Guofeng [le président du PCC, successeur désigné par Mao] et fragiliser les tsars du secteur industriel qui dominent la bureaucratie. (...) le programme de réforme devient l'outil par lequel Deng s'engage dans la compétition avec Hua Guofeng pour la succession à Mao¹⁰¹⁴ ». Après avoir traversé la stagnation économique provoquée par des politiques centralisatrices axées sur l'industrie lourde et la défense, Deng Xiaoping initie un tournant en prônant la décentralisation et l'économie de marché. Il encourage la libéralisation des forces productives et permet aux entreprises d'adopter un statut de société anonyme, transférant progressivement une partie du pouvoir central aux gouvernements locaux (cadres et responsables provinciaux). Ce transfert donne aux autorités locales la possibilité d'expérimenter dans des secteurs clés, comme l'agriculture, l'industrie et le commerce international. Au fur et à mesure que les gouvernements locaux assument un rôle accru dans le processus d'accumulation, le pouvoir central se recentre sur la gestion macroéconomique, notamment via le pilotage des taux d'intérêt et des taux de change. Bien que Deng n'ait pas complètement abandonné la planification, car la Chine demeure socialiste, l'économie de marché y coexiste désormais avec le plan, créant une complémentarité entre marché et planification centralisée¹⁰¹⁵.

Au niveau national, il s'opère alors une « compétition interne effrénée (...) qui amène à la construction de capacités de production et d'infrastructures redondantes¹⁰¹⁶ ». Deux économistes, Martein Hart-Landsberg et Paul Burkett, notent que « en 1997, 20 des 30 provinces du pays souhaiteraient développer leur propre industrie automobile, de sorte que le pays affiche 122 lignes de production (...) dont 80 % produisent moins de 1000 véhicules par an et seulement 6 de 50 000¹⁰¹⁷ ». Un tel scénario ouvre la voie à une diversité de systèmes économiques d'une province à l'autre. Les provinces côtières accueillent les capitaux étrangers, ce qui influence leurs modèles politiques, tandis que celles de l'intérieur protègent leurs entreprises locales de la concurrence extérieure. On assiste alors à ce que Xi qualifie de « développement désorganisé », avec une déconcentration qui s'opère à tous les niveaux de la

¹⁰¹⁴ Susan L. Shirk, *The Political logic of Economic Reform in China*, University of California Press, Berkeley, 1993. Cité par : Renaud Lambert, « Ce que veut la Chine », op. cit, p. 8.

¹⁰¹⁵ Yao Wei, op. cit, pp. 108-120.

¹⁰¹⁶ Hung Ho-fung, *The China Boom. Why China Will Not Rule the World*, Columbia University Press, New York, 2016. Texte cité par Renaud Lambert, op. cit.

¹⁰¹⁷ Martin Hart-Landsberg and Paul Burkett, *China and Socialism. Market Reforms and Class Struggle*, Monthly Review Press, New York, 2005.

société chinoise, touchant l'éducation, la justice et la santé. Les provinces acquièrent une autonomie significative et pilotent leurs propres relations économiques à l'international, développant des bureaux des affaires étrangères et devenant des acteurs clés dans les instances de coopération internationales. Cette forme de paradiplomatie permet aux provinces de signer des partenariats directement avec des gouvernements étrangers. Par exemple, la province du Yunnan a lancé, en 1999, le Forum de coopération Bangladesh-Chine-Inde-Birmanie (BCIM), tandis que la province du Guangxi a inauguré un dispositif similaire en 2006 : le Forum de coopération économique du golfe de Pan-Beibu¹⁰¹⁸. Ces coopérations ne tiennent compte que des intérêts spécifiques de ces régions concurrentes, rendant difficile pour l'État central la coordination d'une politique économique cohérente. La vision futuriste de la Chine, fondée sur le projet des Routes de la Soie, ne peut donc pas être considérée comme l'apanage exclusif de Xi Jinping. En effet, même la stratégie de « *Going Global* » (Zǒu chūqù zhànlüè), amorcée en 2001, était déjà en gestation depuis les années 1990¹⁰¹⁹. À la suite de ce cycle de centralisation et de décentralisation qu'a connu la Chine depuis l'ère de Mao, il est plus facile de comprendre pourquoi Xi Jinping accède au pouvoir en 2013 dans le but de recentrer l'autorité. Selon Zhuoran Li, ce mouvement vers une concentration du pouvoir répond à la nécessité de restaurer l'efficacité et la cohérence des politiques économiques, tout en garantissant une plus grande maîtrise sur les gouvernements locaux et les dynamiques régionales. « De nombreux hauts dirigeants du PCC estiment que la présidence de Hu Jintao [2003-2013] a été caractérisée par le chaos et la prévarication¹⁰²⁰ ». Il était donc nécessaire de le remplacer par une personne tempérée qui inverserait les logiques centrifuges qui fragilisent la Chine.

Xi cherche donc à renverser la nouvelle bureaucratie qui s'est formée durant la période des réformes et de l'ouverture. Cependant, il dispose de peu de moyens pour y parvenir, car 85 % de l'économie chinoise reste sous le contrôle des gouvernements locaux et des oligarques privés. Plutôt que de les renverser, Xi choisit habilement de s'appuyer sur eux pour réaliser son idéal socialiste chinois. C'est à ce moment que le projet de la *Belt and Road Initiative* (BRI) entre en jeu, permettant à Xi de tisser sa toile et de la refermer sur ses cibles. Lancé en 2013, le projet reste encore nébuleux et mal défini, ce qui explique d'ailleurs l'évolution de sa dénomination depuis 2015. Son lancement constitue une aubaine pour les ministères, les provinces et les entreprises, qui y voient un moyen d'obtenir un soutien politique et des

¹⁰¹⁸ Renaud Lambert, op. cit.

¹⁰¹⁹ Ibid.

¹⁰²⁰ Zhuoran Li, "The power– and limits of Xi Jinping", *The Diplomat*, Arlington, 18 novembre 2023.

financements. Depuis l'ouverture, la Chine se trouve en situation de surinvestissement, un phénomène qui s'intensifie avec la crise économique de 2008. « De nombreux gouvernements locaux inondés d'argent facile, ont alors consacré une large part de leurs emprunts à la construction d'infrastructure et d'installations inutiles, susceptibles de doper le PIB régional, mais sans perspective de rentabilité à long terme¹⁰²¹ ». Des villes gigantesques sortent du sol, dont la plupart n'accueillent aucun habitant¹⁰²². Cela préfigure la crise du secteur immobilier que la Chine traverse actuellement. En 2010, le taux de profit sur les investissements était supérieur à 20 %, tandis qu'en 2018, il n'atteignait plus que 12,4 %. Il devient donc crucial pour les acteurs économiques chinois de redresser la situation. Dans ce contexte, l'offre libérale d'externalisation apparaît comme ce que le géographe David Harvey a désigné comme une « solution spéciale »¹⁰²³. Il est nécessaire d'exporter les capacités excédentaires au-delà des frontières chinoises. Cela s'éloigne considérablement de la vision stratégique que de nombreux analystes attribuent à la BRI, car, lorsqu'elle est instaurée, elle englobe des projets préexistants dont la motivation première est économique plutôt que diplomatique. En 2014, un an avant que le projet ne soit davantage précisé, le vice-ministre chinois des Affaires étrangères, He Yafei, rappelait que : « la surcapacité industrielle, accumulée depuis des années, est récemment devenue un problème majeur. (...) si rien n'est fait, cette situation pourrait entraîner l'accumulation de créances douteuses pour les banques, nuire à l'écosystème économique et provoquer la faillite de pans entiers de l'industrie. (...) Guidé par les principes énoncés lors du troisième plénum [du Comité central du PCC], le gouvernement chinois a proposé des lignes directrices pour la résolution [de ce problème]. Ce qui importe le plus c'est de transformer ce défi en opportunité en exportant cette surcapacité sur la base de notre stratégie de développement à l'étranger et de notre politique étrangère¹⁰²⁴ ». Dès l'année suivante, le président Xi Jinping a proposé une interprétation plus approfondie de la BRI, intégrant non seulement des dimensions économiques, mais aussi des aspects géopolitiques et géostratégiques.

Le projet de la BRI devient rapidement attrayant pour les partenaires d'Asie du Sud-Est et les pays africains. En revanche, les partenaires occidentaux, notamment les États-Unis, se montrent d'abord sceptiques. Pour les nations asiatiques ayant observé l'évolution de la Chine,

¹⁰²¹ Hung Ho-fung, op. cit.

¹⁰²² Renaud Lambert, op. cit, p. 9.

¹⁰²³ Ibid.

¹⁰²⁴ Hidayatullah Kha, Md Nasrudin Md Akhir et Geetha Govindasamy, "Externalization of domestic economic constraints: China's spatial fix in Kyrgyzstan and Tajikistan", *International Journal of China Studies*, vol. 13, n° 2, Kuala Lumpur, décembre 2022. Cité par Renaud Lambert.

le scepticisme n'a pas vraiment sa place, car la BRI reflète avant tout les priorités des gouvernements locaux, des entreprises et des hommes d'affaires chinois, plutôt que celles du gouvernement central (le PCC). L'idée selon laquelle la Chine chercherait à piéger ses partenaires dans une spirale de dettes est donc souvent jugée exagérée. L'hebdomadaire *The Economist* souligne même que « les sociétés et banques chinoises doivent souvent négocier des accords existants en termes moins favorables pour elles¹⁰²⁵ ». La toile de Xi Jinping est donc solidement tissée. Le projet s'avère séduisant tant sur le plan économique que diplomatique. La Chine émerge comme un acteur incontournable du libre-échange, exploitant avec habileté les règles du néolibéralisme, souvent plus efficacement que les États-Unis, bien que les résultats restent mitigés.

B. Des résultats mitigés

Véritable bouée de sauvetage dans un monde de plus en plus marqué par les conflits, le nationalisme, le protectionnisme, la compétition entre grandes puissances et le découplage économique, la BRI propose une solution alternative à un phénomène de démondialisation qui continue de s'accélérer. Malgré les résistances initiales affichées par de nombreux pays occidentaux, la BRI s'impose progressivement comme une réponse stratégique aux défis contemporains de l'économie mondiale. « Les diplomates et analystes occidentaux ne rejettent plus la BRI chinoise, mais ils ne saisissent toujours pas le contexte sous-jacent¹⁰²⁶ », notait le politologue Parag Khanna, dans *Foreign Policy*. Pour cette raison, la BRI avait initialement une approche plus défensive qu'offensive. La Chine se concentrait principalement sur l'importation de matières premières et d'énergie nécessaires pour soutenir son industrie en pleine expansion, tout en restant prudente dans ses interactions internationales. Cette stratégie visait à garantir des ressources essentielles tout en consolidant sa position sur le marché mondial « vulnérable aux goulots d'étranglements qui affligent les chaînes d'approvisionnement mondiales aujourd'hui¹⁰²⁷ ». Cependant, à mesure qu'elle s'est mieux intégrée dans le monde, que ses dépenses de défense et ses exportations d'armes ont augmenté, et que ses liens se sont renforcés avec des pays partageant un modèle de développement

¹⁰²⁵ “South-East Asia learns how to deal with China”, *The Economist*, Londres, 11 janvier 2024.

¹⁰²⁶ Parag Khanna, (2024), “The Red Sea Crisis Proves China Was Ahead of the Curve “: The Belt and Road Initiative wasn’t a sinister plot. It was a blueprint for what every nation needs in an age of uncertainty and disruption, *Foreign Policy*, <https://foreignpolicy.com/2024/01/20/url-red-sea-houthis-china-belt-road-suez-trade-corridors/>, Le 20 janvier, 2024.

¹⁰²⁷ Ibid.

favorable à une diplomatie non interventionniste, la Chine est devenue plus offensive dans ses démarches internationales. Elle a activé une diplomatie de « guerriers loups¹⁰²⁸ » qui invite ses diplomates à répondre offensivement aux attaques et à contraindre certains acteurs qui critiquent son modèle de développement. Puis à la suite de ses relations commerciales particulières avec des pays comme le Sri Lanka et la Zambie, elle a été accusée de mener une « diplomatie du piège de la dette », certains accusent même la qualité des infrastructures qu'elle construit dans le monde en développement.

La BRI est le projet de développement et d'infrastructure le plus vaste et le plus ambitieux jamais entrepris dans le monde. Pour sa réalisation, la Chine a prêté plus de 1 000 milliards de dollars à plus de 100 pays, finançant des projets de construction et d'investissements non financiers, et dépassant ainsi les dépenses des pays occidentaux dans le monde en développement. Cette situation suscite des inquiétudes quant à l'expansion du pouvoir de Pékin et à son influence mondiale. Environ 150 pays ont rejoint le programme, qui défend largement les valeurs alignées sur la vision chinoise.

Cela a permis à Pékin de renforcer ses relations multilatérales avec les États de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) pour favoriser le développement régional, de créer de nouvelles organisations multilatérales (OSC) et d'affermir son partenariat avec les BRICS, tout en suscitant une plus grande adhésion. Des pays européens tels que la Hongrie, la Serbie, la Grèce et l'Italie ont également décidé de participer à cette immense initiative de transformation mondiale. Cependant, l'Italie a mis fin à sa collaboration avec la BRI en 2023, invoquant des préoccupations liées au dumping chinois et au manque de réciprocité dans l'accès des pays européens à l'immense marché chinois dans le cadre de leur volume commercial bilatéral. La BRI s'est également largement intégrée au sein du système onusien, notamment par le biais d'initiatives comme le programme de développement durable à l'horizon 2030¹⁰²⁹. Mais, malgré son attractivité, son efficacité est largement réduite par le problème de la dette que cela génère.

¹⁰²⁸ Tyler Jost, (2024). "Have China's Wolf Warriors Gone Extinct?": Why Beijing Embraced Combative Diplomacy—and Why It Might Do So Again, *Foreign Affairs*, <https://www.foreignaffairs.com/china/have-chinas-wolf-warriors-gone-extinct#:~:text=TYLER%20JOST%20is%20Assistant%20Professor%20of>, Le 24 septembre, 2024.

¹⁰²⁹ OCDE, (2020). "Development Matters" ; How China is implementing the 2030 Agenda for Sustainable Development, Asia, Building resilience, SDGs, <https://oecd-development-matters.org/2020/02/28/how-china-is-implementing-the-2030-agenda-for-sustainable-development/#:~:text=China%20is%20pushing%20its%20sustainable%20development>, Le 24 septembre, 2024.

Les politologues Michael Bennon et Francis Fukuyama, ont souligné dans *Foreign Affairs*, que l'initiative chinoise de la Ceinture et de la route menait à la ruine¹⁰³⁰. Ils soulignent principalement le problème de la dette, souvent difficilement remboursable pour les pays les plus endettés. Ils dressent un tableau alarmant de la situation, en s'appuyant sur une observation de Raymond Vernon, économiste à Harvard, qui a noté que, pour contrôler les pays du Sud, les investisseurs occidentaux avaient l'avantage lors des négociations. Ce déséquilibre découlait du fait que ces investisseurs possédaient le capital et le savoir-faire nécessaires pour construire des usines, des routes, des puits de pétrole et des centrales électriques, des infrastructures que les pays en développement cherchaient désespérément à établir¹⁰³¹. Cela a conduit à la mise en place d'accords très favorables aux investisseurs occidentaux et défavorables pour les pays du Sud, qui se retrouvaient alors responsables des risques liés aux investissements. Cependant, les rapports de force ont considérablement évolué une fois les ouvrages achevés, car la difficulté de retrait des nouveaux actifs permettait aux pays en développement de renégocier le remboursement de la dette ou les conditions de propriété. Craignant un scénario similaire dans les relations entre Pékin et ses partenaires de la BRI, les politologues soulignent la déception engendrée par certains projets de développement, qui n'ont pas atteint les rendements et la croissance économique escomptés par les décideurs politiques¹⁰³². Certains projets ont rencontré l'opposition des communautés autochtones, qui ont vu leurs terres et leurs moyens de subsistance menacés. D'autres ont subi des revers en raison de la mauvaise qualité des infrastructures, engendrant parfois des dommages significatifs à l'environnement¹⁰³³.

Cependant, le plus grand défi demeure les coûts très élevés engendrés par ces projets, qui alourdissent le ratio dette/PIB et provoquent des crises de la balance des paiements. En effet, les recettes générées par ces projets sont souvent inférieures aux dépenses, ce qui entraîne de nouveaux endettements¹⁰³⁴. Certains gouvernements ont choisi de couvrir les déficits par le biais de garanties souveraines, qui reposent finalement sur les contribuables. Ces passifs sont parfois dissimulés aux populations et aux autres créanciers mondiaux, ce qui complique considérablement la renégociation des conditions de la dette. Des pays comme le Monténégro,

¹⁰³⁰ Michael Bennon and Francis Fukuyama, (2023), "China's Road to Ruin": The Real Toll of Beijing's Belt and Road, *Foreign Affairs*, <https://www.foreignaffairs.com/china/belt-road-initiative-xi-imf>, Le 22 août, 2023.

¹⁰³¹ Ibid.

¹⁰³² Ibid.

¹⁰³³ Certains ont critiqué la préférence de la Chine à utiliser ses propres travailleurs, et sous-traitants pour construire des infrastructures, ce qui ne permet pas de créer plus d'emploi et de soulager le tissu économique de nombreux États.

¹⁰³⁴ Michael Bennon and Francis Fukuyama, op. cit.

la Zambie et le Sri Lanka sont directement concernés, bien que, dans certains cas, comme celui du Sri Lanka, les dettes contractées ne relèvent pas uniquement de la BRI. Ce qui distingue les dettes associées à la BRI, c'est qu'elles sont dues à des banques d'État chinoises plutôt qu'à des entreprises privées¹⁰³⁵. Par ailleurs, la Chine engage des renégociations bilatérales de la dette, ce qui, selon les politologues, aggrave la situation des débiteurs ainsi que celle des institutions financières internationales telles que le FMI, auxquelles ces débiteurs se tournent pour honorer leurs obligations. Le FMI a dû intervenir dans plusieurs pays, notamment : le Sri Lanka (1,5 milliard de dollars en 2016), l'Argentine (57 milliards de dollars en 2018), l'Éthiopie (2,9 milliards de dollars en 2019), le Pakistan (6 milliards de dollars en 2019), l'Équateur (6,5 milliards de dollars en 2020) et le Kenya (2,3 milliards de dollars en 2021)¹⁰³⁶. Bien que les accusations de « diplomatie du piège de la dette » soient souvent exagérées, les dettes générées par les projets de la BRI posent d'énormes problèmes, tant pour Pékin, qui a du mal à récupérer ses créances — même s'il peut obtenir des concessions à long terme, comme c'est le cas au Sri Lanka ou en Zambie — que pour les bailleurs de fonds internationaux et privés. Ces derniers se trouvent d'une part dans l'incapacité d'intégrer Pékin dans les processus de restructuration de la dette¹⁰³⁷, et d'autre part, ils se voient parfois contraints de financer la dette des pays débiteurs sans avoir accès aux informations concernant l'ampleur de cette dette.

Conclusion du chapitre VII

En définitive, la Chine, sous la direction de Xi Jinping, fait face à de nombreux défis significatifs qui pourraient entraver ses ambitions de devenir la première puissance mondiale, visant à dépasser les États-Unis. À la lumière de ces enjeux, de nombreux spécialistes estiment que l'économie constitue son talon d'Achille¹⁰³⁸. L'économie chinoise évolue en dents de scie,

¹⁰³⁵ Ibid.

¹⁰³⁶ Ibid.

¹⁰³⁷ Pékin ne souhaite pas intégrer les processus multilatéraux de contrôle de la dette, pour des raisons de souveraineté et d'intérêts économiques. Les autres créanciers tels que le Club de Paris, le G-7 ou le FMI considèrent que cela pose un gros problème de transparence et de comparabilité du traitement – l'idée selon laquelle, tous les créanciers partageront le même fardeau et seront traités de la même manière.

¹⁰³⁸ Adam S. Posen, "The End of China's Economic Miracle", op. cit. Voir aussi, Daniel H. Rosen, (2021), "China's Economic Reckoning": The Price of Failed Reforms, *Foreign Affairs*, <https://www.foreignaffairs.com/articles/china/2021-06-22/chinas-economic-reckoning#:~:text=Officials%20didn%E2%80%99t%20grow%20a%20market;%20they>. Le 24 septembre, 2024. Voir également, Jonathan Fenby, (2010), "Political stasis is China's Achilles heel": Blocking country's evolution could prove dangerous, writes Jonathan Fenby, *Financial Times*, <https://www.ft.com/content/e39d0f22-d77b-11df-8582-00144feabdc0#:~:text=But%20the%20absence%20of%20political%20liberalisation>, Le 24 septembre, 2024.

et les prévisions de croissance peinent à atteindre les objectifs fixés par le Parti communiste chinois (PCC). En 2022 et 2023, la croissance a à peine atteint les 5 % annoncés par le Premier ministre de l'époque¹⁰³⁹. Les Chinois ressentent désormais une anxiété croissante, une détresse qu'ils n'avaient pas connue depuis plus de 40 ans. De nombreux jeunes s'inquiètent pour leur avenir, et les mesures strictes du Zéro Covid ont exacerbé cette situation. Cela a conduit de nombreux analystes à conclure que la Chine a peut-être atteint un « pic » de son développement. Bien que Xi Jinping n'ait pas pris les décisions libérales attendues, comme celles de Deng Xiaoping dans les années 1970, il serait exagéré et contreproductif de considérer que la Chine a véritablement atteint son apogée, comme le souligne Evan Medeiros dans *Foreign Affairs*¹⁰⁴⁰. La Chine est un État résilient, fort d'une histoire de près de 4 000 ans. Xi Jinping a souligné que la crise actuelle représente un moment de « vents violent qui doit être surmonté¹⁰⁴¹ » par le nationalisme idéologique et le pragmatisme politique. En combinant ces deux techniques de gestion du pouvoir, qui ont permis à la Chine de naviguer à travers le cycle de vigueur et de chaos, Xi Jinping renforce l'identité chinoise en s'appuyant sur une philosophie intégrant le marxisme-léninisme et le confucianisme. Cette approche vise à offrir une réponse aux crises de confiance déjà vécues par l'empire Qing. À travers son ambitieux projet de la BRI (Belt and Road Initiative), Xi aborde non seulement les défis internes de la Chine, mais aussi ceux auxquels sont confrontés de nombreux pays en développement. En proposant des infrastructures et des investissements, il cherche à établir des partenariats mutuellement bénéfiques qui renforcent l'influence de la Chine tout en répondant aux besoins de ses partenaires.

En tant que dirigeant du XXI^e siècle, Xi Jinping a su identifier et relever les défis du monde moderne en multipliant les initiatives visant à relier la Chine à un monde en développement souvent négligé. Bien que certains projets de la BRI puissent être sujets à controverse, il est indéniable que la Chine a réussi à établir un vaste réseau d'alliances solides, transformant ainsi la géopolitique mondiale. Son nouveau statut en Afrique illustre clairement sa capacité à s'imposer tant dans les cœurs que dans les esprits des populations locales, témoignant d'une influence croissante qui va bien au-delà des simples intérêts économiques.

¹⁰³⁹ Ibid.

¹⁰⁴⁰ Evan S. Medeiros, op. cit.

¹⁰⁴¹ Ibid.

CHAPITRE VIII : La politique africaine de la Chine à l'ère de Xi Jinping : entre besoin cinétique et inharmonicité spontanée

La distance qui sépare le besoin cinétique — entendu comme la volonté d'un État d'occuper une place particulière dans le monde — de l'inharmonicité spontanée — comprise comme l'effet de résonance entre cette ambition et les conditions favorables à son acceptation par d'autres — dépend en grande partie de la nature de la relation entre le sujet dirigeant et le sujet dirigé, mais aussi de la manière dont ce dernier perçoit cette relation. Cette conception du pouvoir, que Michel Foucault analyse comme une lutte entre acteurs¹⁰⁴², se matérialise par des dispositifs ou instruments de pouvoir tels que les différenciations qui régulent et contrôlent le champ des possibles de l'autre. Cette dynamique n'échappe pas aux relations entre la Chine et l'Afrique, où l'interdépendance et les rapports d'influence s'articulent autour d'un équilibre de pouvoir ajusté selon les perceptions et les attentes des parties. Il nous rappelle le rôle des dispositifs en notant qu'il s'agit d' : « un ensemble résolument hétérogène comportant des discours, des institutions, des aménagements architecturaux, des décisions réglementaires, des lois, des mesures administratives, des énoncés scientifiques, morales, philanthropiques ; bref du dit aussi bien que du non-dit... Le dispositif a donc une fonction stratégique dominante (...), ce qui suppose qu'il s'agit là d'une certaine manipulation de rapports de force (...). C'est ça le dispositif : des stratégies de rapports de force supportant des types de savoir, et supportés par eux¹⁰⁴³ ». Cela ne signifie pas pour autant que l'objectif des relations entre la Chine et l'Afrique soit pour la Chine de maintenir le continent dans une situation de domination, comme ce fut le cas des anciennes puissances coloniales. Au contraire, les dispositifs mis en œuvre visent à influencer les représentations et identités, cherchant à construire un lien social permettant une forme de résistance collective face à l'opresseur. La présence chinoise en Afrique n'est donc pas exempte d'intérêt stratégique, mais elle ne se fixe pas pour objectif d'imposer une position hégémonique, bien que de nombreux travaux décrivent la position de la Chine en Afrique en ces termes¹⁰⁴⁴. Pour ses détracteurs, ces éléments sont autant de preuves d'une stratégie visant à étendre son influence sur le continent africain. Ils soulignent ses investissements économiques croissants, les infrastructures qu'elle construit pour y asseoir sa présence, sa

¹⁰⁴² Michel Foucault, *Le Sujet et le pouvoir*, op. cit.

¹⁰⁴³ Bertrand Mazarbraud, *Foucault et les dispositifs de pouvoir*, op.cit.

¹⁰⁴⁴ Jean-Pierre Cabestan, "The Belt and Road Initiative and China's Hegemony in Africa", In *ScienceDirect*, Volume 67, Issue 4, 2023, pp. 544-564. <https://doi.org/10.1016/j.orbis.2023.08.005>. Voir aussi, Xiang, Y. (2022). "The Unguaranteed Hegemony of China in Global South": A Reception Analysis of China Central Television in Africa. In: Tudoroiu, T., Kuteleva, A. (eds) *China in the Global South*. Springer, Singapore. https://doi.org/10.1007/978-981-19-1344-0_4.

diplomatie proactive, et son implication dans le « capital humain¹⁰⁴⁵ », à travers des programmes de formation et d'éducation pour les jeunes Africains. Pour eux, ces initiatives, bien qu'elles puissent bénéficier aux pays africains, contribuent aussi à tisser des liens de dépendance envers Pékin.

Ainsi, le rôle que la Chine joue en Afrique s'inscrit dans une stratégie discursive visant à asseoir sa légitimité et à se différencier des puissances historiques. La Chine utilise une rhétorique de partenariat « gagnant-gagnant » pour séduire le continent, répondant aux besoins de développement tout en marquant son opposition aux approches interventionnistes passées. L'Afrique, pour sa part, suscite un intérêt croissant de la part de nombreux autres acteurs internationaux, qui développent à leur tour des « stratégies africaines » afin de renforcer leurs alliances et d'accroître leur influence dans cette région riche en ressources et en potentiel de croissance¹⁰⁴⁶. En effet, comme le soulignent Gazibo et Mbabia, l'Afrique attire une "nouvelle ruée¹⁰⁴⁷" de grandes puissances avides de tirer profit de ses vastes ressources naturelles¹⁰⁴⁸, de sa population en pleine croissance et de son poids diplomatique avec ses 54 votes aux Nations Unies. Cette concurrence féroce entre acteurs globaux révèle une vision contrastée : certains analystes perçoivent l'Afrique comme un menu, davantage sujette aux ambitions étrangères qu'actrice capable de peser sur ses partenariats¹⁰⁴⁹. Toutefois, d'autres considèrent que l'Afrique pourrait exploiter cette conjoncture pour renforcer sa souveraineté et choisir ses alliances de manière plus stratégique, en maximisant les bénéfices pour ses propres populations et économies¹⁰⁵⁰. Pour renforcer sa position en Afrique, la Chine a déployé une stratégie subtile

¹⁰⁴⁵ Lina Benabdallah, (2021). "China's Soft-Power Advantage in Africa": Beijing Isn't Just Building Roads—It's Making Friends, *Foreign Affairs*, <https://www.foreignaffairs.com/articles/africa/2021-12-23/chinas-soft-power-advantage-africa>, Le 23 décembre, 2021.

¹⁰⁴⁶ David Pilling, (2024). "The foreign powers competing to win influence in Africa": Continent finds itself wooed by many, but few countries have yet devised a strategy to take full advantage, *Financial Times*, <https://www.ft.com/content/a811400c-6c1f-4970-b1a9-4e9d28efa62e#:~:text=Part%201:%20The%20US-backed%20railway%20sparking>, Le 25 septembre, 2024.

¹⁰⁴⁷ Mamoudou Gazibo et Olivier Mbabia, "La politique africaine de la Chine montante à l'ère de la nouvelle ruée vers l'Afrique", op. cit.

¹⁰⁴⁸ Le sous-sol africain est immensément riche. En 2019 le sous-sol a produit près d'un milliard de tonnes de minerais d'une valeur de 406 milliards de dollars. Selon les Nations Unies, l'Afrique détient 30 % des réserves minérales mondiales, 12 % des réserves mondiales de pétrole et 8 % des réserves mondiales de gaz naturel. Le continent contient également 40 % de l'or mondial, et 90 % de son chrome et de son platine, deux métaux précieux. 63 % du cobalt mondial, utile dans la fabrication des smartphones provenait de la RDC en 2019. Voir, Al Jazeera Staff (2022). "Mapping Africa's natural resources: Nearly half the world's gold and one-third of all minerals are in Africa. Here's a look at the resources African countries have", <https://www.aljazeera.com/news/2018/2/20/mapping-africas-natural-resources#:~:text=According%20to%20the%20United%20Nations%2C%20Africa%20is%20home,its%20chromium%20and%20platinum%20%E2%80%93%20both%20valuable%20metals.>, Le 25 septembre, 2024.

¹⁰⁴⁹ David Pilling, Ibid.

¹⁰⁵⁰ Ibid.

en revendiquant son identité de « pays du Grand Sud » et en s'opposant aux pratiques perçues comme hégémoniques des puissances occidentales. Cette approche lui permet de se présenter comme un partenaire égal, rejetant les dynamiques de domination souvent associées aux relations historiques entre l'Occident et l'Afrique. En se démarquant ainsi, la Chine cherche à susciter la sympathie des États africains, en résonance avec leurs aspirations à une souveraineté renforcée et à un développement autonome. Les élites africaines, qui perçoivent les relations traditionnelles avec l'Occident comme des rapports d'assujettissement, accueillent favorablement cette posture chinoise qui semble valoriser leur dignité et leur indépendance.

Cette approche permet à la Chine de mettre en opposition les concepts de Sud global et d'hégémonie, affirmant son rôle de défenseur des intérêts communs des pays en développement. Ce positionnement stratégique s'inscrit dans un effort plus large de Pékin pour cultiver un réseau de partenariats et d'influence en Afrique : d'une part (I), en s'affirmant comme une puissance du Grand Sud prête à promouvoir un modèle de coopération respectueux, et d'autre part (II), en favorisant l'adhésion des élites et des populations africaines en promouvant, de manière progressive, une vision d'un monde harmonieux centré sur des valeurs de solidarité et de co-développement. Ce modèle alternatif à l'idéologie libérale occidentale offre une nouvelle perspective qui résonne avec les besoins de développement et de souveraineté des États africains, tout en établissant la Chine comme un partenaire central dans la transformation géopolitique du continent.

I. Le positionnement stratégique de la Chine comme pays du Grand Sud

La position revendiquée par la Chine en tant que pays du « Grand Sud » remet au centre de l'analyse en relations internationales le rôle crucial que jouent l'identité et les représentations dans le comportement et la position des États sur la scène mondiale. En effet, l'identité et les représentations permettent aux acteurs internationaux de concevoir leur politique étrangère à l'égard des autres. C'est sous ce prisme qu'il est essentiel d'analyser la politique chinoise en Afrique. Notre analyse technologique du pouvoir a déjà mis en évidence le rôle fondamental de l'identité dans la politique mondiale, en révélant les méthodes employées par l'Occident pour maintenir sa domination sur le système international. Cette approche a permis de décrire la construction des idées politiques et de la politique économique mondiale des grandes puissances, centrée sur le clivage « Nord-Sud ». Foucault, dans sa réflexion sur le pouvoir, a

accordé une importance particulière à l'identité et aux représentations¹⁰⁵¹. Il a considéré que ces deux notions faisaient partie d'un ensemble archéologique de mécanismes de pouvoir et de savoir, entraînant des différenciations qui permettent aux uns d'influencer les actions des autres, tant présentes que futures¹⁰⁵².

En reconnaissant la position de la Chine comme un acteur du « Grand Sud », il est possible d'explorer comment cette identité influence ses interactions avec les pays africains. La Chine, en se positionnant comme un allié des nations en développement, cherche à redéfinir les normes de coopération internationale. Ce faisant, elle met en avant des principes de respect mutuel, de non-ingérence et de solidarité, contrastant avec les dynamiques de pouvoir historiques où l'Occident dominait.

L'identité et les représentations ne sont pas seulement des outils de légitimation ; elles façonnent également les attentes et les perceptions des États africains vis-à-vis de la Chine. Cette dynamique permet à la Chine d'établir des liens plus profonds et de construire une image favorable, tout en consolidant sa présence géopolitique sur le continent. Ainsi, l'analyse de la politique de la Chine en Afrique nécessite une attention particulière aux constructions identitaires et aux discours qui en émergent, car ils sont indissociables de la réalité des relations internationales contemporaines. Les différenciations sont, par définition, des éléments constitutifs d'un dispositif de pouvoir, qu'il soit incitatif, coercitif ou juridico-légal. Elles s'appuient sur un contexte historique et social, qui est lui-même mis en relation avec un système de domination. Ce dernier favorise l'enchaînement d'un ensemble d'opérations permettant d'atteindre une cible, la poussant ainsi à accomplir les actions attendues d'elle. Par conséquent, les différenciations agissent comme des instruments de pouvoir, soutenant un système de domination ou, à l'inverse, offrant des moyens de s'en défaire.

Chez Foucault, cette dynamique du pouvoir n'est pas un jeu à sens unique, comme l'a déjà rappelé Mathieu Merlin¹⁰⁵³. Le pouvoir est plutôt un réseau complexe d'interrelations où chaque acteur peut exercer une influence tout en étant également soumis à celle des autres. Cette interconnexion implique que les stratégies de domination et de résistance coexistent, permettant ainsi aux individus et aux groupes de naviguer dans des contextes de pouvoir

¹⁰⁵¹ Michel Foucault, *Les mots et les choses : une archéologie des sciences humaines*, Bibliothèque des Sciences Humaines, Éditions Gallimard, 1966.

¹⁰⁵² Dans sa pensée, l'archéologie consiste à identifier et à questionner les conditions qui rendent certains discours possibles et en excluent d'autres.

¹⁰⁵³ Mathieu Merlin, “ Foucault et le problème du corps social ”, In, *Idées Économiques et Sociales*, 2009/1 (N° 55), pp. 51-59.

fluctuants et souvent contradictoires. Il note que : « le pouvoir n'est pas la propriété d'une classe qui l'aurait conquis : il ne s'agit pas du tout de nier l'existence des classes, puisque Foucault dénonce une [justice de classe], en opposant les illégalismes populaires et ceux qui sont le fait de la bourgeoisie. Mais il est aussi difficile de le réduire à une domination totale d'une classe sur l'autre. Il y a une possibilité de retournement des instruments même du pouvoir notamment lorsqu'il analyse les agitations populaires autour des supplices à l'âge classique, ou encore l'équivoque des [discours d'échafaud], pensés à l'origine pour asseoir le pouvoir du souverain mais qui se retournent souvent contre lui¹⁰⁵⁴ ».

Cette approche permet de mieux intégrer l'analyse foucaldienne dans le cadre de l'interprétation de la politique internationale et de l'affinité entre la Chine et les États du Sud global. Elle met en lumière comment ce lien se systématisé à travers le recours à l'histoire des relations entre la Chine et l'Afrique, qui devient un instrument décisif de différenciation dans la dialectique Nord-Sud (A). Par ailleurs, elle illustre également comment l'identité « sud » de la Chine sert d'instrument de délégitimation des puissances occidentales en Afrique (B). En examinant ces deux dimensions, on peut mieux comprendre comment la Chine, en se positionnant comme un pays du Sud, non seulement renforce son influence en Afrique, mais conteste également les narrations dominantes qui ont historiquement façonné les relations internationales. Cette stratégie lui permet de s'affirmer comme un acteur légitime et respecté sur la scène mondiale, tout en appelant à une reconfiguration des relations de pouvoir entre les pays du Nord et ceux du Sud.

A. L'histoire des relations Chine/Afrique comme mécanisme de différenciation

En tant que stratégie discursive, l'histoire occupe une place centrale dans la construction de la politique internationale de Pékin, notamment dans sa politique étrangère en Afrique. Elle est mobilisée pour élaborer un discours illibéral dans le monde en développement, qui se veut un « lieu commun rhétorique », permettant de perpétuer des « structures intersubjectives du passé dans le présent¹⁰⁵⁵ ». En s'appuyant sur des références historiques de coopération et de respect mutuel, la Chine crée un cadre narratif où elle se distingue des puissances occidentales, perçues comme hégémoniques et intrusives. Ce discours permet à Pékin de renforcer son rôle

¹⁰⁵⁴ Ibid.

¹⁰⁵⁵ Vincent Pouliot, "The Materials of Practice: Nuclear Warheads, Rhetorical Commonplaces and Committee Meetings in Russian-Atlantic Relations", *Cooperation and Conflict*, vol. 45, no 3, 2010, p. 294-311. Le texte est cité par Roromme Chantal, *Comment la Chine conquiert le monde : le rôle du pouvoir symbolique*, op.cit.

en tant que partenaire solidaire du Sud global, véhiculant l'idée d'une alternative politique et économique face aux modèles occidentaux, et répondant aux aspirations d'autonomie et de souveraineté des nations africaines. Ce dispositif agit comme un outil de réminiscence, incitant les peuples d'Afrique à garder en mémoire le traitement réservé par l'Occident, souvent associé à leur position subordonnée dans l'ordre mondial.

L'identité « Nord » est perçue, d'un point de vue idéologique, comme la manifestation d'une volonté politique et économique des puissances dominantes de maintenir leur influence sur les nations moins puissantes, une dynamique qui a souvent mené à l'application de politiques de « thérapie de choc » dans les pays du Sud. À l'inverse, l'identité « Sud » symbolise un renouveau paradigmatique, offrant une rupture nette avec le consensus de Washington, modèle économique et politique largement adopté et promu dans les pays occidentaux, bien que certaines élites du Sud en aient aussi été les relais. Ce contraste renforce l'attraction de la Chine pour les États africains, en leur proposant une alternative aux politiques libérales souvent perçues comme imposées et déconnectées de leurs réalités sociales et économiques. Ce processus s'inscrit dans une lutte entre « illégalismes et bourgeoisie¹⁰⁵⁶ », comme le soulignait Foucault, avec pour instrument la manipulation habile du discours historique commun de l'humiliation afin d'ancrer la Chine dans son identité « Sud ». Foucault remarquait dans ses Cours au Collège de France que « l'histoire agit comme un signe remémoratif montrant que les choses se sont toujours passées ainsi ; elle agit également comme un signe démonstratif, c'est-à-dire que les choses se passent ainsi ; et comme un signe prospectif, autrement dit, que cela continuera ainsi¹⁰⁵⁷ ». La Chine mobilise le discours historique dans une dynamique symbolique puissante, visant à construire une argumentation à la fois scientifique et politique qui délégitimerait les récits occidentaux tout en rendant légitime la rhétorique chinoise aux yeux des Africains.

Comme le note la commentatrice de Foucault, Valérie Nicolet-Anderson, « lorsqu'un discours est perçu comme scientifique, plusieurs mécanismes de pouvoir s'activent pour en faire un savoir dominant et unifiant, tout en excluant d'autres types de savoirs et de locuteurs¹⁰⁵⁸ ». Dans cette compétition pour le discours, la Chine a identifié l'histoire commune de

¹⁰⁵⁶ Voir avec, Alex J. Feldman, "Foucault's concept of illegalism", *European Journal of Philosophy*, 2020/2. <https://doi.org/10.1111/ejop.12501>. Le concept d'illégalisme qui s'oppose à illégalité chez Foucault, décrit le processus à partir duquel, les classes dominantes utilisent astucieusement des tactiques souvent punitives pour gérer les inégalités, ce qui entraîne des luttes entre la bourgeoisie et les classes moyennes.

¹⁰⁵⁷ Michel Foucault, *Audio Archives : Gouvernement de soi et des autres*, op. cit.

¹⁰⁵⁸ Valérie Nicolet-Anderson, "Penser l'identité avec l'apôtre Paul et Michel Foucault", op.cit.

l'humiliation comme un « lieu commun rhétorique » qui est à la fois stratégique et décisif, permettant de créer une solidarité discursive avec l'Afrique dans le cadre de la dialectique Nord-Sud.

Ainsi, Xi Jinping rappelait que « les Occidentaux disent que la Chine devrait changer l'angle de sa propagande historique, elle ne devrait plus faire de propagande sur son histoire d'humiliation... mais à mon avis, nous ne devons pas en tenir compte ; oublier l'histoire signifie trahir. L'histoire existe objectivement. Et l'histoire est le meilleur manuel. Une nation sans mémoire historique n'a pas d'avenir¹⁰⁵⁹ ». L'avenir des relations sino-africaines est intimement lié à leur histoire commune marquée par des expériences d'humiliation, avec des liens traditionnels remontant à l'ère de Mao Zedong dans les années 1950. Alors que certains analystes soutiennent que le rapprochement entre la Chine et l'Afrique n'aurait commencé qu'au tournant des années 2000, cette perspective réduit la portée de cette relation à une présence culturelle et économique récente, perçue comme fondamentalement intéressée. Cependant, une vision plus globale révèle un enracinement historique et idéologique : le soutien de la Chine aux mouvements de décolonisation en Afrique au XXe siècle, par exemple, montre que la coopération actuelle repose aussi sur une solidarité politique contre les anciennes puissances coloniales, dépassant la simple instrumentalisation économique.

Cette vision rappelle aux pays africains le passé commun de luttes contre l'impérialisme, permettant à la Chine de se positionner comme un partenaire alternatif face à l'Occident. De fait, ce cadre relationnel, basé sur une histoire partagée, devient un pilier de la stratégie de Pékin pour légitimer son influence en Afrique, tout en répondant aux aspirations africaines de développement et de souveraineté¹⁰⁶⁰. De nombreux chercheurs, tels que Gazibo et Mbabia, appuient cet argument. Tout en admettant que la politique étrangère de la Chine en Afrique relève d'une stratégie symbolique, dans laquelle Pékin instrumentalise l'histoire comme outil de ralliement en mettant en avant des expériences passées partagées (notamment le colonialisme et le racisme) et des valeurs communes (tiers-mondisme et opposition à l'hégémonie), ils soulignent également que les relations entre la Chine et l'Afrique remontent à plusieurs siècles¹⁰⁶¹. Bien qu'il n'existait pas à l'époque une politique étrangère chinoise structurée vis-à-vis de l'Afrique, les échanges historiques constituent, selon eux, une base sur laquelle la Chine bâtit aujourd'hui ses liens avec le continent. Ils notent que : « certains

¹⁰⁵⁹ Kevin Rudd, *op. cit.*

¹⁰⁶⁰ Mamoudou Gazibo and Olivier Mbabia, "How China seduces Africa", *op. cit.*

¹⁰⁶¹ *Ibid.*

chercheurs semblent constater l'existence d'un échange culturel entre la Chine et l'Égypte depuis la dynastie Han, entre 206 av. J.-C et 220 apr. J.-C... Cependant, la naissance de ce qu'on peut qualifier de [politique africaine de la Chine] remonte au début des années 1950 au moment où, fait sans précédent depuis la chute du dernier empereur en 1912, la Chine renoue avec la paix¹⁰⁶²... ».

Le Premier ministre chinois Wen Jiabao a soutenu cette même vision dans son discours de 2009, lors de la cérémonie d'ouverture de la quatrième Conférence ministérielle sur la coopération sino-africaine à Charm el-Cheikh, en Égypte. Il y déclarait que : « Je tiens à souligner ici que ni la présence chinoise en Afrique ni le soutien des pays africains à la Chine ne sont des phénomènes récents. Déjà, dans les années 1950 et 1960 du siècle écoulé, la Chine et l'Afrique ont combattu côte à côte dans la lutte contre l'impérialisme, le colonialisme et l'hégémonie et avancent main dans la main sur le chemin rocailleux de la reprise économique¹⁰⁶³ ».

le Conseil des affaires d'État de la Chine, dans son Livre blanc intitulé *La route du développement pacifique de la Chine*, proclame que l'engagement de la Chine en faveur d'un développement pacifique repose sur une philosophie de respect mutuel et de coopération équitable. La référence à l'amiral Zheng He, figure emblématique des relations sino-africaines historiques, renforce cette image d'une Chine guidée par une vision pacifique et axée sur le commerce et l'échange culturel, plutôt que sur la conquête et l'exploitation. Le Livre blanc met en avant que les expéditions de Zheng He, sous l'empereur Yongle, étaient fondées sur l'ouverture et la coexistence harmonieuse, contrastant ainsi avec les entreprises coloniales occidentales, souvent marquées par le pillage des ressources et l'imposition de modèles de domination. Ce discours vise à asseoir l'idée que, dans ses relations avec l'Afrique, la Chine s'inscrit dans une tradition d'échanges respectueux et d'amitié durable, évitant les pratiques hégémoniques qui ont pu caractériser d'autres puissances dans le passé :

C'est un choix inévitable basé sur la tradition historique et culturelle de la Chine que la Chine persiste inébranlablement à prendre la voie du développement pacifique.... L'esprit du peuple chinois a toujours caractérisé son aspiration à la paix et à la recherche de l'harmonie. (...). Il y a six cents ans, Zheng He... [a atteint] plus de trente pays et régions d'Asie et d'Afrique.... Ce qu'il a apporté dans les endroits qu'il a visités était du thé, de la porcelaine, de la soie et de la technologie, mais n'a pas occupé un pouce de la terre d'un

¹⁰⁶² Ibid.

¹⁰⁶³ Ibid.

autre. Ce qu'il a apporté au monde extérieur, c'est la paix et la civilisation.... Basé sur la réalité actuelle, le développement de la Chine a non seulement profité aux 1,3 milliard de Chinois, mais a également apporté de grands marchés et des opportunités de développement pour les pays du monde entier. Le développement de la Chine contribue également à renforcer la force de paix dans le monde¹⁰⁶⁴.

Poursuivant le même développement d'une approche différenciée entre la Chine et l'Occident en Afrique, le président Hu Jintao déclarait en 2007, à l'Université de Pretoria en Afrique du Sud, que la coopération sino-africaine devait être fondée sur le respect mutuel et la recherche de bénéfices communs :

Il y a six cents ans, Zheng He, un célèbre navigateur chinois de la dynastie Ming, dirigeait un grand convoi qui traversait l'océan et atteignait quatre fois la côte est de l'Afrique. Ils ont apporté au peuple africain un message de paix et de bonne volonté, et non des épées, des fusils, du pillage ou de l'esclavage. Pendant plus de cent ans dans l'histoire moderne de la Chine, le peuple chinois a été soumis à l'agression et à l'oppression coloniales par des puissances étrangères et a traversé des souffrances et une agonie similaire à celles que la majorité des pays africains ont endurées¹⁰⁶⁵.

Ces références à l'histoire commune humiliante que les peuples chinois et africains ont subie portent une dimension symbolique importante, renforçant le lien social et identitaire entre la Chine et l'Afrique. Comme l'ont noté Gazibo et Mbabia, « en effet, bien plus qu'une simple description des fondements historiques du passé, l'utilisation de l'histoire sert également à convaincre les dirigeants africains que, malgré l'émergence de la Chine au rang des puissances mondiales, son engagement en faveur des intérêts des pays africains reste inébranlable¹⁰⁶⁶ ». Pour renforcer ce lien symbolique, la Chine a dynamisé sa diplomatie vis-à-vis de l'Afrique, notamment à travers les visites successives de nombreux hauts dirigeants chinois sur le continent, ainsi que par un soutien mutuel au sein des instances des Nations Unies.

Les visites des hauts responsables de Pékin en Afrique surpassent largement celles des autres capitales mondiales. De 2012 à 2020, le président Xi Jinping a visité 69 pays au cours de 42 voyages, dont 8 pays africains. Par ailleurs, le nombre de dirigeants africains ayant effectué une visite à Pékin est passé de 47 entre 2000 et 2009 à 172 entre 2010 et 2019, tandis

¹⁰⁶⁴ The State Council Information Office published on Thursday a white paper entitled *China's Peaceful Development Road*, <http://www.china.org.cn/english/2005/Dec/152669.htm>, Texte cité également par Michel Barr, *Who Afraid China? The Challenge of China Soft Power*, Op.cit, p. 91.

¹⁰⁶⁵ Ibid.

¹⁰⁶⁶ Mamoudou Gazibo et Olivier Mbabia, op. cit.. Texte également cité par Roromme Chantal, Ibid.

que seulement 83 d'entre eux se sont rendus aux États-Unis durant la même période¹⁰⁶⁷. Cela témoigne d'une préférence croissante des élites africaines pour la Chine par rapport aux autres grandes nations, soulignant l'importance croissante de la diplomatie sino-africaine dans le contexte des relations internationales contemporaines.

B. L'identité « Sud » de la Chine : une technique de pouvoir qui joue sur les représentations

En revendiquant son identité en tant que pays du Sud Global, la Chine adopte une différenciation significative face à la fracture Nord-Sud, refusant ainsi d'endosser le rôle de puissance hégémonique qui semble contradictoire avec son identité de pays du Sud. Il est important de rappeler que la notion de Sud Global, qui s'affirme aujourd'hui comme un cadre d'analyse privilégié des nouvelles relations internationales, est une construction largement occidentale, dont la définition n'a pas toujours fait consensus parmi les chercheurs et analystes¹⁰⁶⁸.

Originaire des années 1930, cette notion trouve ses racines dans les travaux d'Antonio Gramsci, qui l'utilisait pour faire référence aux inégalités observées entre le nord et le sud de l'Italie. Au fil du temps, la notion de Sud a migré pour être intégrée dans les mouvements de décolonisation, servant d'outil pour s'opposer à la politique de blocs et devenant plus tard une critique de l'unilatéralisme américain¹⁰⁶⁹.

En 1952, les spécialistes français des sciences sociales Alfred Sauvy et Georges Balandier inventent le terme « Tiers-monde¹⁰⁷⁰ » dans un article, qui correspondait aux représentations des pays riches désignant les nations moins développées. Ces derniers établissaient un parallèle entre les pays nouvellement indépendants et le « Tiers-État », considéré comme « ignoré, exploité et méprisé » durant la France prérévolutionnaire¹⁰⁷¹. À la fin de la guerre froide, ce terme était devenu dévalorisant, poussant le système onusien à rechercher une expression plus

¹⁰⁶⁷ Jean-Pierre Cabestan, "La Chine en Afrique : une nouvelle hégémonie", *Asia Center/experts & trends*, N° 2023-1, 14-01, 2023, p. 8.

¹⁰⁶⁸ Watch "[The global South: towards a new, more balanced world order?] | Géopolitis" on YouTube, <https://youtu.be/3zA7ByU7KwQ?si=XDycgGdFfXrDVoh7>, dernière consultation le 17 juillet, 2024.

¹⁰⁶⁹ Ibid.

¹⁰⁷⁰ Meillassoux Claude, "Le Tiers Monde" : Sous-développement et développement, ouvrage réalisé sous la direction de Georges Balandier, préface d'Alfred Sauvy. In : *Annales. Economies, sociétés, civilisations*. 13^e année, N. 3, 1958. pp. 604-607, https://www.persee.fr/doc/ahess_03952649_1958_num_13_3_2769_t1_0604_0000_2.

¹⁰⁷¹ Sarang Shidore, (2023). "The Return of the Global South": Realism, Not Moralism, Drives a New Critique of Western Power, *Foreign Affairs*, <https://www.foreignaffairs.com/world/return-global-south-critique-western-power>, Le 31 août, 2023.

appropriée pour qualifier ces États, d'où l'émergence du terme « pays en développement » dans les premières années du système onusien¹⁰⁷². Ce terme a également été largement critiqué pour avoir privilégié une voie unique de développement, en classant les pays selon qu'ils étaient « en développement » ou « développés ». L'idée sous-jacente était alors que ces sociétés étaient considérées comme arriérées jusqu'à ce qu'elles atteignent un état semblable à celui du Japon, des États-Unis ou des pays d'Europe. Cette évolution terminologique souligne la complexité des identités et des représentations au sein des relations internationales et la manière dont elles influencent la politique étrangère des États, comme c'est le cas de la Chine dans ses interactions avec le continent africain¹⁰⁷³.

Le concept de Sud Global est vulgarisé pour la première fois en 1980 à travers le double rapport de la Commission dirigée par Willy Brandt, intitulé *Nord-Sud : un programme pour la survie*. Ce rapport met en lumière les inégalités croissantes entre les pays du Nord et du Sud et appelle à une coopération plus équitable pour faire face aux défis économiques et sociaux mondiaux. Le terme réapparaît en 1990 dans un rapport émis par un panel de l'ONU, dirigé par le président tanzanien Julius Nyerere, intitulé *Le défi au Sud : le rapport de la Commission Sud*. Ce rapport vise à redynamiser la modernisation du monde en développement, en soulignant l'importance d'une approche collective pour surmonter les obstacles auxquels ces pays font face¹⁰⁷⁴. Ces deux documents jouent un rôle clé dans la conceptualisation du Sud Global, en affirmant la nécessité d'un dialogue international renouvelé et d'une coopération accrue entre les nations, tout en mettant en avant les aspirations des pays du Sud à un développement autonome et durable. Leurs analyses et recommandations ont contribué à façonner la compréhension contemporaine des relations internationales et des dynamiques de pouvoir entre le Nord et le Sud¹⁰⁷⁵. En 2003, l'initiative du Programme des Nations Unies pour le développement, intitulée *Forging a Global South*, a contribué de manière significative à la vulgarisation du concept, au point où il s'est imposé dans le langage de la politique mondiale¹⁰⁷⁶. Ce concept a d'abord été perçu comme une vision morale du monde, caractérisée par les ambitions d'un nombre croissant de pays en développement et par une opposition au

¹⁰⁷² Ibid.

¹⁰⁷³ Ibid.

¹⁰⁷⁴ Ibid.

¹⁰⁷⁵ Ibid.

¹⁰⁷⁶ United Nation Development Programme, "Forging a global South": 25 years after the Buenos Aires Conference on Technical Cooperation Among Developing Countries, https://openlibrary.org/books/OL19646722M/Forging_a_global_South, Le 17 juillet, 2024.

campisme. Cependant, au fil du temps, le concept de Sud Global a perdu une partie de sa signification.

Cette dévaluation est largement due à la mondialisation et à l'émergence d'un « système manufacturier », rendant obsolète le clivage traditionnel entre le Nord et le Sud. Les différends qui opposent les pays du Sud, tels que le conflit entre la Chine et l'Inde ou celui entre l'Inde et le Pakistan, qui sont devenus des puissances nucléaires, ainsi que l'effondrement de l'Union soviétique, ont donné naissance à un monde devenu « privé de sens¹⁰⁷⁷ ». Cela a conduit à une perception du Sud Global non plus comme un bloc uni d'États partageant une morale commune et une histoire semblable, mais comme un ensemble fragmenté.

Cependant, avec la montée en puissance de la Chine et sa volonté affirmée de conquérir le monde, le concept de Sud Global a revêtu une nouvelle importance en tant qu'instrument fondamental de sa politique étrangère. Dans ce contexte, le Sud Global n'existe plus comme un groupe organisé, mais plutôt comme un fait géopolitique tangible. En tant qu'outil linguistique symbolique et fait géopolitique déterminant pour la politique mondiale, la Chine revendique ainsi son identité en tant que pays du Sud, en s'inscrivant dans une dynamique qui cherche à renforcer ses relations avec d'autres nations en développement tout en défiant les structures de pouvoir dominées par les pays occidentaux.

Cette identité sert d'outil de ralliement, rappelant aux populations africaines leur passé commun avec la Chine, marqué par des conditions de pauvreté, d'arriération et de mépris face aux pays occidentaux. Elle fonctionne également comme un avertissement contre le danger colonial qui pourrait se cacher derrière la ruée économique des pays occidentaux et le *soft power* américain en Afrique. Comme le notent Gazibo et Mbabia, « depuis la fondation de la République populaire de Chine (RPC) en 1949, la Chine a souvent utilisé ses relations avec le tiers monde, en particulier avec l'Afrique, pour améliorer sa propre position vis-à-vis des États-Unis ou de l'Union soviétique. Par exemple, la théorie des Trois mondes et son opposition à l'hégémonie américaine après la guerre froide visaient à créer des coalitions capables de limiter l'influence de la superpuissance. Cette approche est devenue encore plus claire depuis les années 1990¹⁰⁷⁸ ».

Cependant, cette stratégie de Pékin, qui consiste à instrumentaliser ces représentations pour améliorer son image dans le monde en développement, suscite également des inquiétudes. De

¹⁰⁷⁷ Zaki Laïdi, *Un monde privé de sens*. Paris : Hachette, 1998 (1994).

¹⁰⁷⁸ Mamoudou Gazibo et Olivier Mbabia, op. cit.

nombreux commentateurs avancent l'idée que la Chine chercherait à coopter l'Afrique afin d'y établir sa propre hégémonie, reproduisant ainsi une tragédie similaire à celles vécues dans l'histoire coloniale. À cela, Deng Xiaoping répond en soulignant que la coopération sino-africaine doit être fondée sur le respect mutuel et l'égalité, insistant sur l'importance d'un partenariat qui ne reproduise pas les dynamiques de domination du passé, mais qui promeut plutôt un développement partagé et durable.

La Chine est un pays majeur ainsi qu'un petit... La Chine est l'un des membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies. Son vote appartient fermement au tiers-monde, aux pays sous-développés. Nous avons dit plus d'une fois que la Chine appartient au tiers-monde. Elle appartiendra toujours au tiers-monde, même à l'avenir, une fois qu'elle sera développée. La Chine ne deviendra jamais une superpuissance¹⁰⁷⁹.

Il pouvait rajouter comme nous le rapporte le *Washington post* :

Nous n'empruntons jamais le chemin battu du pillage colonial, ni le mauvais chemin qui consiste à rechercher l'hégémonie lorsque l'on devient puissant [...] Parmi les grands pays du monde, la Chine a le meilleur bilan en matière de paix et de sécurité.

Par ailleurs, Pékin a privilégié les relations Sud-Sud comme une solution efficace pour les pays en développement. Deng Xiaoping rappelait que « les pays développés devraient comprendre qu'un plus grand développement de leurs économies est impossible sans croissance dans les économies des pays du tiers-monde¹⁰⁸⁰ ». Cette dynamique de croissance, qui bénéficierait aux pays du tiers-monde en favorisant les échanges et la coopération Sud-Sud, pourrait également conduire à l'exportation des normes et des modèles chinois dans les pays d'Afrique. En renforçant ces relations, la Chine espère non seulement soutenir le développement économique de ces nations, mais aussi établir des partenariats stratégiques basés sur des intérêts mutuels, tout en promouvant son propre modèle de développement comme une alternative aux approches traditionnelles occidentales. Ainsi, la Chine ne se contente pas de prôner une coopération économique ; elle cherche également à influencer les pratiques politiques, les standards de gouvernance et les modèles de développement en Afrique,

¹⁰⁷⁹ Alexander Cooley et Daniel H. Nexon, "How Hegemony Ends: The Unraveling of American Power", *Foreign Affairs*, juillet/août 2020 (https://www.foreignaffairs.com/articles/united-states/2020-06-09/how-hegemonyends?utm_medium=newsletters&utm_source=twofa&utm_campaign=How%20Hegemony%20Ends&utm_content=20200626&utm_term=FA%20This%20Week%20-%20112017). Consulté le 17 juillet 2024. Cité par Roromme Chantal, op. cit.

¹⁰⁸⁰ Ibid.

soutenant l'idée que le développement peut être réalisé sans nécessairement adopter les paradigmes occidentaux.

II. L'exportation du modèle illibéral chinois en Afrique

Les craintes affichées par les Occidentaux au sujet de la présence de la Chine en Afrique ne concernent pas réellement le danger présumé d'un nouvel impérialisme chinois sur le continent, avec une Chine décrite comme prédatrice des ressources naturelles africaines, reproduisant ainsi le syndrome hollandais. Elles relèvent plutôt du risque qu'une Afrique adopte le modèle illibéral promu par les normes chinoises, délaissant le consensus de Washington et son emblème démocratique néolibéral. Face à des succès mitigés depuis les multiples réformes opérées par Roosevelt (*New Deal*) et Truman (*Fair Deal*), le modèle économique et politique défendu par les États-Unis n'a profité qu'aux pays du Grand Nord, majoritairement représentés par le groupe des Sept. Ces résultats peu convaincants, à l'origine d'un développement inégal au cours du siècle dominé par les États-Unis et leurs alliés, ne parviennent pas à rivaliser avec les succès d'un modèle libéral sous sa forme économique et autoritaire sous sa forme politique, ayant contribué à sortir plus de 800 millions de personnes de la pauvreté.

S'appuyant sur les notions de développement harmonieux, de non-ingérence dans les affaires intérieures des autres, de bénéfices mutuels, d'amitié ou de bonne foi, le modèle chinois se présente comme un outil de ralliement efficace, capable de modifier la hiérarchie des rapports de force sur la scène mondiale. Ce changement est particulièrement observable en Afrique, où la Chine apporte, dans ses valises diplomatiques, des normes qui transforment le continent (A), tout en réorganisant l'architecture des rapports sociaux de domination, suscitant ainsi l'adhésion des élites et des populations africaines (B).

A. Le capital humain comme outil de ralliement

Sans nier les vertus du modèle néolibéral, qui ont largement contribué à faire de la Chine une grande puissance économique, le consensus promu par Pékin insiste particulièrement sur l'idée que l'essence même du développement réside dans l'amélioration de la qualité de vie des gens, plaçant ainsi le développement humain au cœur des préoccupations des pays du Sud. Contrairement au modèle néolibéral, qui privilégie la croissance du PIB sans établir de lien

véritable avec le bien-être des populations et ne met pas l'accent sur le capital humain, la vision chinoise vise à répondre aux besoins fondamentaux des citoyens.

Par "capital humain", Lina Benabdallah, chercheuse en relations internationales, désigne les investissements de Pékin sur le sol africain qui se concentrent sur les préoccupations sociales et la satisfaction des besoins exprimés par les peuples d'Afrique eux-mêmes¹⁰⁸¹. Ces besoins incluent la réduction de la pauvreté, la lutte contre le chômage, l'accès aux soins de santé et la quête d'une plus grande sécurité. Ce paradigme met en lumière une approche plus holistique du développement, fondée sur l'écoute des aspirations des populations africaines et sur des solutions adaptées à leurs réalités spécifiques¹⁰⁸². De cette manière, le consensus de Pékin devient plus audible que celui promu par Washington, car il place les gens au centre des préoccupations en matière de développement. En juillet 2021, lors de son discours prononcé devant les hauts responsables du Parti communiste chinois (PCC), Xi Jinping a déclaré que « la Chine devrait faire davantage pour partager [l'histoire] du succès du Parti avec le reste du monde¹⁰⁸³ ». Il a affirmé que, pour renforcer l'influence internationale du pays et du Parti, les responsables chinois devraient vanter les vertus du modèle chinois de gouvernance autoritaire à l'étranger. Pékin reste donc convaincu qu'en liant son destin de pays ayant contribué à réduire drastiquement la pauvreté dans le monde, en appliquant des approches différentes de celles de la thérapie de choc, avec le destin de l'Afrique, elle obtiendra non seulement une place privilégiée sur le continent, mais aussi que le continent accédera au développement, à l'instar de la République populaire de Chine (RPC). Cette vision souligne une stratégie ambitieuse visant à créer des synergies entre la réussite économique de la Chine et les aspirations de développement des pays africains, tout en renforçant son influence géopolitique sur le continent.

En 2013, Xi Jinping a lié le concept de « rêve chinois » à celui de « rêve africain ». Asha-Rose Migiro, ancienne secrétaire générale adjointe des Nations Unies, rappelle dans *China Daily*, le plus important quotidien en langue anglaise dirigé par le gouvernement chinois, qu'« à travers l'idée de rêve chinois, la Chine affirme son engagement à relier son développement à celui de l'Afrique, à aligner les intérêts du peuple chinois sur ceux des peuples africains et à

¹⁰⁸¹ Lina Benabdallah, op. cit.

¹⁰⁸² Ibid.

¹⁰⁸³ Charles Edel and David O. Shullman, (2021). "How China Exports Authoritarianism": Beijing's Money and Technology Is Fueling Repression Worldwide, *Foreign Affairs*, <https://www.foreignaffairs.com/articles/china/2021-09-16/how-china-exports-authoritarianism>, Le 16 septembre, 2021.

combiner les opportunités de développement de la Chine avec celles de l'Afrique¹⁰⁸⁴ ». Ce concept de rêve collectif a trouvé un écho favorable en Afrique, car il fait résonner une vision de réalisation commune en phase avec les identités africaines.

Portée par cette convergence d'aspirations, Pékin a intensifié sa présence en Afrique, notamment à travers des investissements stratégiques. Les entreprises chinoises construisent de nombreuses infrastructures essentielles au développement, comme des routes, ports, barrages, stades, palais présidentiels et quartiers d'habitations. Les télécommunications bénéficient également de ces investissements, avec des entreprises telles que Huawei, qui a accueilli le premier Sommet africain¹⁰⁸⁵ sur la 5G et s'engage dans la « transformation numérique » de la région¹⁰⁸⁶, même si les coûts de la 5G restent un défi. Des géants de la technologie comme Alibaba et Tencent offrent des services de haute qualité à des coûts attractifs, défient ainsi la concurrence occidentale¹⁰⁸⁷. Lors du Sommet Chine-Afrique de 2015, Xi Jinping déclarait à Johannesburg que « la Chine a maintenant la technologie, l'équipement, le personnel professionnel et compétent ainsi que les capitaux nécessaires pour aider l'Afrique à réaliser un développement durable¹⁰⁸⁸ ». Il a promis des aides financières sous forme de subventions et de prêts sans intérêts.

¹⁰⁸⁴ Asha-Rose Migoro, (2013). "Chinese Dream, African Dream: Achieving Common Development", *Chinadaily*, https://www.chinadaily.com.cn/china/2013-08/28/content_16927171.htm, Consulté le 16 juillet, 2024.

¹⁰⁸⁵ La mise en place de Sommet sur le numérique entre la Chine et l'Afrique en 2020, résulte de la volonté de Xi Jinping d'intégrer l'Afrique aux technologies numériques afin de développer des villes intelligentes. Cette décision a été prise pour faire face aux défis de la pandémie de Covid-19. Ce qui a permis de mettre en place le premier Forum virtuel Chine Afrique sur le développement et la coopération de l'Internet. Voir avec, Stephen Ndegwa, (2021). "The transformation of China-Africa digital development and cooperation": China to support Africa in raising the level of digitisation in the public and corporate sectors and promote cloud computing, *Star Time*, <https://www.the-star.co.ke/sasa/technology/2021-09-02-the-transformation-of-china-africa-digital-development-and-cooperation/>, Le 24 septembre, 2024

¹⁰⁸⁶ Jevans Nyabiage, (2022). "China's Huawei seeks to lead 5G boom in Africa, as US, Europe shut doors": Huawei hosts first Africa 5G summit, vows to support 'digital transformation' of region, Faced with bans in the US and Europe, Huawei is focusing on Africa, which in turn is putting its own interests first, analyst says, *South China Morning Post*, <https://www.scmp.com/news/china/diplomacy/article/3198622/chinas-huawei-seeks-lead-5g-boom-africa-us-europe-shut-doors>, Le 24 septembre, 2024.

¹⁰⁸⁷ Shaoshan Liu, (2024). "Escape From Involution: The Overseas Expansion of Chinese Technology Companies": The strategic shift of Chinese tech companies toward overseas markets underscores a critical juncture in China's technological trajectory, *The Diplomat*, <https://thediplomat.com/2024/01/escape-from-involution-the-overseas-expansion-of-chinese-technology-companies/#:~:text=Leading%20this%20overseas%20push%20are%20internet>, Le 24 septembre, 2024. Voir aussi, Caleb Foote and Robert D. Atkinson, (2020). "Chinese Competitiveness in the International Digital Economy", *Information Technology and Innovation Foundation*, <https://itif.org/publications/2020/11/23/chinese-competitiveness-international-digital-economy/>, Le 24 septembre, 2024.

¹⁰⁸⁸ Jean-Pierre Cabestan, "La Chine en Afrique : une nouvelle hégémonie", op. cit.

Depuis 2000, la Chine a accordé environ 152 milliards de dollars de prêts à l'Afrique, principalement par l'intermédiaire de l'*Exim Bank* (60 %) et de la Banque chinoise de développement (25 %). Ce montant dépasse celui des prêts octroyés par la Banque mondiale aux pays africains, qui s'élève à 151 milliards de dollars. Entre 2000 et 2019, ces prêts ont financé 48 milliards de dollars dans des infrastructures routières, ferroviaires et portuaires, 20 milliards de projets énergétiques, 18 milliards dans les mines et 13 milliards dans les technologies de l'information et des nouvelles communications¹⁰⁸⁹.

Les investissements directs chinois (IDE)¹⁰⁹⁰ ont connu une expansion importante en Afrique ces dernières années¹⁰⁹¹, principalement orientée vers les domaines productifs liés aux entreprises chinoises, aux petites et moyennes entreprises africaines et aux exportations africaines vers la Chine, notamment dans le secteur agricole. Ces investissements participent à une véritable coopération « gagnant-gagnant » en répondant aux besoins de développement économique et technologique de l'Afrique tout en convergeant avec les intérêts des industries chinoises¹⁰⁹². En 2022, les échanges commerciaux entre la Chine et l'Afrique ont atteint 282

¹⁰⁸⁹ Ibid.

¹⁰⁹⁰ Selon l'OCDE, l'investissement direct étranger « est une activité par laquelle un investisseur résidant dans un pays obtient un intérêt durable et une influence significative dans la gestion d'une entité résidant dans un autre pays. Cette opération peut consister à créer une entreprise entièrement nouvelle (investissement de création) ou, plus généralement, à modifier le statut de propriété des entreprises existantes (par le biais de fusions et d'acquisitions). Sont également définis comme des investissements directs étrangers d'autres types de transactions financières entre des entreprises apparentées, notamment le réinvestissement des bénéfices de l'entreprise ayant obtenu l'IDE, ou d'autres transferts en capital ». Aussi, l'investisseur direct doit pouvoir obtenir au moins 10 % des droits de vote de l'entreprise d'investissement direct pour véritablement parler d'IDE.

¹⁰⁹¹ Ibid.

¹⁰⁹² Toutefois, malgré la progression des investissements directs étrangers (IDE) en Afrique, la Chine y investit relativement peu par rapport à d'autres régions du monde. Entre 2003 et 2021, les IDE chinois en Afrique ne représentaient que 2,5 % du total mondial, soit 44 milliards de dollars en 2021. Ce montant reste largement inférieur aux investissements chinois en Amérique latine (693 milliards de dollars, soit 24,9 %), en Amérique du Nord (100 milliards de dollars, soit 3,6 %) ou encore en Europe (134 milliards de dollars, soit 4,9 %). Les IDE chinois en Afrique sont à peine supérieurs à ceux en Océanie (40 milliards de dollars, soit 1,4 %), faisant ainsi de l'Afrique l'une des dernières destinations des IDE chinois à l'échelle mondiale. En conséquence, la Chine n'était que le cinquième plus grand investisseur en Afrique en 2021, loin derrière les Pays-Bas (65 milliards de dollars), la France (56,8 milliards), le Royaume-Uni (46,9 milliards) et les États-Unis (44,8 milliards). Néanmoins, cette cinquième place reste significative.

Par ailleurs, les quatre principales modalités d'intervention de la Chine en Afrique, que l'on pourrait assimiler à une forme d'aide ou de coopération – à savoir les prêts, le commerce, les contrats/prestations et les IDE – sont réparties de manière inégale. Sur les 54 États africains, seuls 14 concentrent les trois quarts du montant global de l'intervention chinoise. Plus encore, cinq pays à eux seuls attirent la moitié des 3 528 milliards de dollars échangés, prêtés, investis ou contractualisés entre 2003 et 2021 : l'Afrique du Sud (18 %), l'Angola (14 %), le Nigeria (7 %), l'Algérie et l'Égypte (5 % chacun). En ajoutant neuf autres pays, les 40 États restants ne se partagent que 23 % de l'ensemble des engagements chinois en Afrique. Cette répartition remet en cause l'idée d'une Afrique homogène et d'une représentation équitable de ses États. Elle fragilise également le discours chinois sur une coopération « *win-win* », en révélant d'importantes disparités entre les bénéficiaires. Enfin, cela nuance l'idée d'une Chine s'adressant à l'ensemble du continent de manière uniforme, alors que certains pays profitent bien plus que d'autres de cette relation. Afin de compléter la lecture sur le sujet du contraste et de la problématique de l'intervention chinoise en Afrique, voir avec, Xavier Aurégan, *Chine une Puissance Africaine : Géopolitique des relations sio-africaines*, Paris, Éditions Armand Colin, 2024, les chapitres 6, 7 et 9 ; voir aussi avec, Alicia García

milliards de dollars, faisant de Pékin le premier partenaire commercial de l'Afrique¹⁰⁹³. En 2018, environ 16 % des importations africaines de biens manufacturés provenaient de Chine, réduisant ainsi la part des dépenses dirigées vers l'Europe, autrefois privilégiée.

Environ 25 zones de coopération économique ont été créées dans 16 pays africains. Ces zones, enregistrées auprès du ministère chinois du Commerce, avaient attiré 623 entreprises avec un investissement total de 7,35 milliards de dollars à la fin de 2020. Ces zones ont permis de stimuler les industries locales dans les secteurs clés pour le développement de l'Afrique. « Grâce à de telles initiatives, l'empreinte chinoise représente environ 12 % de la production industrielle de l'Afrique, soit environ 500 milliards de dollars par an¹⁰⁹⁴ ». Dans le domaine des infrastructures, les entreprises chinoises détiennent près de 50 % du marché africain de la construction sous contrat¹⁰⁹⁵.

Cependant, cette dynamique ne fait pas l'unanimité parmi les populations africaines, notamment chez une nouvelle génération de jeunes plus impliqués politiquement, qui expriment parfois leur mécontentement sur les réseaux sociaux. Certains soulignent que les échanges commerciaux entre l'Afrique et la Chine sont déséquilibrés et que l'annonce de la suppression des droits de douane pour les produits africains sur le marché chinois par le président Xi Jinping lors du FOCAC de 2024 reste insuffisante, étant donné que le continent exporte peu de produits industrialisés¹⁰⁹⁶. Ces voix plaident pour que l'Afrique dépasse la « politique de l'aide au développement¹⁰⁹⁷ », appliquée par les puissances occidentales par le passé sans aboutir à un réel développement.

Herrero, Alain Karsenty, Johanna Malm et Thierry Pairault, « Les influences chinoises en Afrique. 2. Mythe et réalité des relations économiques », *Études de l'Ifri*, Ifri, octobre 2022 ; voir aussi les données statistiques sur l'évolution des rapports économiques entre la Chine et l'Afrique fournies par, Thierry Pairault, *La Chine en Afrique les nouvelles routes de la soie*, document pdf, <https://www.pairault.fr/sinaf/doc/lo2019.pdf>, Le 20 février, 2025 ; voir également avec le même auteur, Thierry Pairault, (2023). « L'Afrique et la Chine : une asymétrie sino-centrée ? », GéopoWeb, <https://geopoweb.fr/?L=AFRIQUE-ET-LA-CHINE-UNE-ASYMETRIE-SINO-CENTREE-Thierry-PAIRAULT>, le 20 février, 2025 ; et toujours Thierry Pairault, « La Chine en Afrique : le poids des relations économiques déséquilibrées », Document de travail, Hal open science, 2017, pp. 1-17. [file:///C:/Users/hmouk/Downloads/Pairault%20-%20Congr%C3%A8s%20Asie%20\(2017\).pdf](file:///C:/Users/hmouk/Downloads/Pairault%20-%20Congr%C3%A8s%20Asie%20(2017).pdf).

¹⁰⁹³ Marcus Vinicius de Freitas, (2023). "The Impact of Chinese Investments in Africa: Neocolonialism or Cooperation?", *10 Years Policy Center for The New South Publication*, <https://www.policycenter.ma/publications/impact-chinese-investments-africa-neocolonialism-or-cooperation>, Le 24 septembre, 2024. L'essentiel des données chiffrées de ce paragraphe sont issues du même document.

¹⁰⁹⁴ Ibid.

¹⁰⁹⁵ Ibid.

¹⁰⁹⁶ <https://vm.tiktok.com/ZGeogadUY/>.

¹⁰⁹⁷ La Chine a promis une enveloppe de 50 milliards de dollars aux pays africains. Certains, comme le Premier ministre du Burkina Faso, Appolinaire Joachimson Kyèlèm de Tambèla, ont trouvé cette somme insuffisante pour les 54 États, qui devraient se partager 18 millions de dollars sur 3 ans.

Chidi Odinkalu, professeur à la Fletcher School of Law and Diplomacy de l'Université Tufts, se montre réservé quant aux partenariats entre l'Afrique et les grandes puissances¹⁰⁹⁸. Il s'inquiète de la capacité de l'Afrique à tirer parti de ces partenariats, d'autant que l'économie africaine reste centrée sur la production primaire¹⁰⁹⁹. Un rapport de la Banque mondiale démontre que, malgré l'intérêt des investisseurs, le secteur manufacturier en Afrique subsaharienne a baissé en pourcentage du PIB, passant de 18 % en 1981 à 11 % en 2023¹¹⁰⁰. Les diplomates africains nuancent toutefois ces observations, estimant que, bien que des défis subsistent, la Chine contribue davantage au développement de l'Afrique que d'autres puissances. Migoro faisait remarquer que :

Ces dernières années, le continent africain a connu une augmentation des investissements directs étrangers chinois dans des secteurs clés tels que les télécommunications, les transports, la construction portuaire, la production d'électricité et l'agriculture. Compte tenu de l'ampleur du déficit d'infrastructures en Afrique, ces investissements donnent à l'Afrique l'impulsion dont elle a tant besoin pour un développement social et économique rapide. D'autre part, le partenariat sino-africain offre aux pays africains l'occasion de s'inspirer de l'expérience de la Chine en matière de compétitivité de son industrie et de ses exportations. Il existe un énorme potentiel d'utilisation des accords de partenariat actuels pour stimuler le secteur agricole africain qui reste le plus grand employeur de sa population¹¹⁰¹.

Le transfert de connaissances et de compétences occupe également une place importante dans la stratégie de coopération chinoise. Selon un rapport récent de l'UNESCO, 16 % de toutes les bourses accordées aux citoyens africains pour des études à l'étranger proviennent du gouvernement chinois, faisant de Pékin le premier fournisseur de bourses d'études en Afrique¹¹⁰². Cette initiative répond également à la diminution des bourses accordées par les pays membres de l'OCDE aux populations africaines, un phénomène qui s'accompagne d'un sentiment anti-africain croissant dans certains pays riches, ainsi que d'une montée du racisme.

Le secteur de la santé bénéficie également de cet ambitieux projet de développement commun. À l'issue du Sommet extraordinaire Chine-Afrique de juin 2020, tenu en pleine crise sanitaire, l'Union africaine a publié un communiqué saluant la « contribution significative » de

¹⁰⁹⁸ David Pilling, op. cit.

¹⁰⁹⁹ Ibid.

¹¹⁰⁰ Ibid.

¹¹⁰¹ Asha-Rose Migoro, op. cit.

¹¹⁰² Lina Benabdallah, op. cit.

la Chine aux pays africains. Cette aide comprenait notamment 30 millions de kits de tests, 10 000 respirateurs et 80 millions de masques chaque mois¹¹⁰³. Le soutien de la Chine à l'Afrique dans le domaine de la santé remonte aux années 1960, lorsque Pékin a commencé à y envoyer des équipes médicales, un engagement qui s'est poursuivi sans interruption. En 2021, le ministre des Affaires étrangères Wang Yi rappelait qu'au total, 21 000 missions médicales chinoises avaient été déployées dans 48 pays africains, permettant de soigner 220 millions de personnes¹¹⁰⁴. Lors de l'épidémie d'Ébola en Afrique de l'Ouest en 2014-2015, la Chine a envoyé une équipe de médecins militaires au Libéria et en Sierra Leone, illustrant la continuité de son soutien médical. Aujourd'hui, pas moins de 1 500 médecins et infirmiers chinois exercent en Afrique¹¹⁰⁵.

Sur le plan sécuritaire, la Chine a également renforcé ses liens avec les pays africains en répondant à leurs importants besoins en matière de sécurité, face aux menaces de terrorisme et de piraterie maritime. Pékin s'est d'abord impliquée dans les opérations de maintien de la paix des Nations Unies, en déployant des médecins, policiers, ingénieurs et experts en génie civil. En 2012, son engagement s'est intensifié lorsque, pour la première fois, la Chine a décidé d'envoyer des troupes combattantes à Djouba dans le cadre de la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS). Forte de cette expérience en maintien de la paix, la Chine a ensuite déployé de nouveau ses forces au Mali, dans la région de Gao, pour contribuer à la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation du Mali (MINUSMA)¹¹⁰⁶. La stratégie sécuritaire de Pékin reste toutefois prudente, limitant l'engagement direct de ses troupes au combat et allouant des moyens restreints à ces interventions. Cependant, la Chine a progressivement renforcé son implication dans les opérations de lutte contre la piraterie, notamment à Djibouti, où la marine de l'APL effectue des patrouilles régulières. En 2013, Pékin a décidé d'y établir une base militaire, opérationnelle depuis 2017, avec plusieurs fonctions stratégiques. Elle sert de point de transit pour les Casques bleus chinois, de poste d'observation dans la Corne de l'Afrique et de base pour projeter son influence jusqu'en Indo-Pacifique. Cela permet à la Chine de sécuriser ses approvisionnements en matières premières provenant d'Afrique et du Moyen-Orient et de faciliter l'évacuation de ses ressortissants en cas de conflit. Dès 2015, le président Xi Jinping a décidé d'accroître la présence militaire chinoise en Afrique, en promettant plus de 100 millions de dollars pour

¹¹⁰³ Jean-Pierre Cabestan, *op. cit.*, p 10.

¹¹⁰⁴ Ibid.

¹¹⁰⁵ Ibid.

¹¹⁰⁶ Ibid.

soutenir la Force africaine en attente de l'Union africaine (*African Standby Force*)¹¹⁰⁷. Dans cette dynamique, Pékin a intensifié sa coopération militaire avec plusieurs pays africains, en augmentant la vente d'armes et en offrant des programmes de formation pour les personnels militaires. Un accord a même été négocié avec l'ancien président du Gabon, Ali Bongo Ondimba, en vue d'établir une base militaire dans la capitale économique du pays. Cette base représenterait un atout stratégique pour la Chine, qui cherche à rivaliser avec Washington dans la région, tout en offrant au Gabon un soutien dans la sécurisation de ses frontières maritimes, fréquemment ciblées par la piraterie.

Cependant, après le coup d'État mené par la Garde républicaine, le nouveau pouvoir de transition s'est montré réticent à finaliser cet accord. Des sources anonymes suggèrent que cette résistance pourrait être liée aux pressions de Washington, qui aurait proposé un soutien financier au régime de transition pour contrecarrer la construction de cette base navale, laquelle donnerait à Pékin un point d'ancrage dans l'Atlantique¹¹⁰⁸. Malgré ces obstacles, les analystes estiment que l'accord entre Libreville et Pékin progresse, comme en témoigne le récent Forum Chine-Afrique de septembre 2024¹¹⁰⁹.

L'activisme multisectoriel de Pékin en Afrique, bien qu'efficace pour rallier de nombreux États africains, n'échappe toutefois pas aux critiques. Certains observateurs soulignent que les prêts chinois accordés aux pays africains sont souvent difficiles à rembourser, entraînant une dépendance financière accrue¹¹¹⁰. Un exemple notable est celui du Kenya, qui, en 2021, a tenté de renégocier un retard de paiement des intérêts liés à un projet financé par la Chine pour la construction d'une ligne ferroviaire reliant Nairobi au port de Mombasa sur l'océan Indien. Ce projet, bien qu'infrastructurellement stratégique, a mis en lumière les difficultés de remboursement rencontrées par certains pays africains face aux conditions de financement chinoises¹¹¹¹. Après l'approbation d'une facilité de crédit de 2,3 milliards de dollars par le FMI, Pékin a commencé à suspendre ses paiements aux entrepreneurs impliqués dans d'autres projets

¹¹⁰⁷ Ibid.

¹¹⁰⁸ Peter Martin, (2024). "US Pitches Deal to Thwart Chinese Military Base in Africa", *Bloomberg*, <https://www.bloomberg.com/news/articles/2024-09-06/us-pitches-deal-to-thwart-chinese-military-base-in-africa>. Le communiqué final du conseil des ministres du 12 septembre 2024 a souligné que le Gabon était très satisfait de son partenariat avec la Chine. Ce dernier a renouvelé son engagement à soutenir les projets prioritaires du Gabon dans les secteurs de l'agriculture, des mines et de l'hydroélectricité. Le conseil s'est réjoui des résultats du deuxième Forum économique Gabon-Chine qui a débouché sur la signature de plusieurs accords totalisant plus de 4,3 milliards de dollars. Cette satisfaction exprimée laisse penser que la finalisation de l'Accord sur la base navale à Port-Gentil est en bonne voie.

¹¹⁰⁹ Ibid.

¹¹¹⁰ Michel Bennon and Francis Fukuyama, op. cit.

¹¹¹¹ Ibid.

financés au Kenya. En conséquence, les sous-traitants et fournisseurs kenyans ont cessé de recevoir leurs paiements, ce qui a entraîné des perturbations financières. À la suite de ces tensions, le Kenya a annoncé qu'il ne demanderait plus de prolongation de l'allègement de sa dette auprès de la Chine et a effectué un paiement de 761 millions de dollars pour honorer le service de la dette du projet ferroviaire¹¹¹². D'autres pointent l'inadéquation entre les personnes formées en Chine et les emplois qu'ils trouvent dans les entreprises chinoises à leur retour au pays¹¹¹³. Les salaires offerts par certaines entreprises chinoises en Afrique sont souvent jugés insuffisants par rapport aux qualifications requises des travailleurs locaux. De plus, des problèmes culturels sont fréquemment soulignés, en particulier l'adaptation parfois difficile des entreprises chinoises aux réalités sociales et environnementales locales. Plusieurs cas de responsables d'entreprises impliqués dans des conflits avec les communautés locales sont bien documentés, reflétant des tensions autour des pratiques de gestion et des impacts environnementaux¹¹¹⁴. Xavier Aurégan en fait l'économie dans son ouvrage *Chine Puissance Africaine*. Il explore les différentes facettes de l'influence grandissante de la Chine en Afrique en mettant en lumière le phénomène controversé de l'accaparement des terres par Pékin, une pratique qui s'inscrit dans une stratégie économique et géopolitique plus large¹¹¹⁵. L'accaparement des terres agricoles en Afrique répond en partie à la nécessité pour Pékin d'assurer sa sécurité alimentaire. Avec une population de plus de 1,4 milliard d'habitants et des ressources agricoles limitées en Chine, le gouvernement chinois cherche à diversifier ses approvisionnements alimentaires. Cela explique l'investissement massif de compagnies chinoises dans des projets agricoles en Afrique, où les terres sont souvent perçues comme abondantes et sous-exploitées. Xavier Aurégan souligne que cette politique s'appuie sur des accords bilatéraux entre la Chine et plusieurs États africains, où Pékin investit dans des

¹¹¹² Ibid. Dans l'optique de rembourser sa dette, le Kenya a dû lourdement imposer ses contribuables, ce qui a entraîné des soulèvements populaires le 25 juin 2024 entraînant 39 morts officiels. Le 26 juillet 2024, le président de la République William Ruto est revenu sur sa décision afin de ramener le calme.

¹¹¹³ Ibid.

¹¹¹⁴ Ibid.

¹¹¹⁵ Xavier Aurégan, *Chine une Puissance Africaine : Géopolitique des relations sino-africaines*, op. cit. Au chapitre 5 de son ouvrage, l'auteur observe que la politique étrangère de la Chine en Afrique a radicalement changé par rapport à ce qu'elle était sous l'ère de Mao ou de Deng. Elle a évolué pour devenir une politique étrangère à dominante capitaliste plutôt que socialiste, se rapprochant ainsi des stratégies occidentales en Afrique. Selon Aurégan, cette transformation fait de la Chine un acteur comme les autres sur le continent. Il critique notamment la stratégie chinoise en Afrique, qui consiste à instrumentaliser l'histoire pour promouvoir un récit d'une Chine proche de l'Afrique, ayant subi les mêmes malheurs infligés par l'Occident. De son point de vue, la Chine n'offre aucun modèle concret dont les Africains, ou certains dirigeants souhaitant s'en inspirer, pourraient bénéficier. Plus encore, il souligne que les Africains ne sont pas dupes face au *rêve chinois* promu par Xi Jinping. Dénonçant l'accaparement des terres par la Chine en Afrique et une politique étrangère asymétrique opposant une grande puissance à 54 États, Aurégan s'appuie sur une analyse géopolitique et le jeu des acteurs pour démystifier la puissance chinoise sur le continent.

infrastructures en échange de concessions agricoles¹¹¹⁶. Ces accords, bien que mutuellement avantageux sur le papier, suscitent des critiques quant à leurs conséquences sur les populations locales. Aurégan met également en avant les risques liés à ces acquisitions massives de terres par des entreprises ou des consortiums chinois. L'accaparement des terres, souvent réalisé avec le soutien des élites locales, peut entraîner des déplacements de populations rurales, privant ainsi les communautés locales de leur accès traditionnel à la terre. Cela soulève des questions éthiques et politiques sur la manière dont ces projets sont mis en œuvre et leurs bénéfices réels pour les populations africaines. En outre, l'exploitation agricole réalisée par les entreprises chinoises vise souvent l'exportation vers la Chine, plutôt que le développement des marchés locaux. Cette approche pourrait contribuer à aggraver la dépendance alimentaire des pays africains, tout en limitant les retombées économiques pour les populations locales. Cela montre que la présence chinoise en Afrique ne garantit pas toujours une harmonie entre les deux peuples. Malgré les avantages économiques et infrastructurels apportés par cette coopération, des tensions culturelles et sociales persistent, illustrant les défis d'une intégration respectueuse et mutuellement bénéfique.

Migoro rappelait toutefois que, « l'un des défis est de savoir comment s'assurer que les relations sino-africaines sont aussi équitables que durables dans leur effet cumulatif à long terme¹¹¹⁷ ». Pour répondre à ce défi, la Chine mise sur une augmentation des échanges culturels, permettant ainsi aux Africains de mieux comprendre le fonctionnement chinois, et aux Chinois de s'adapter aux réalités africaines. C'est dans cette optique que les instituts Confucius se multiplient à travers le continent, favorisant l'apprentissage de la langue et de la culture chinoises. À cet égard, le président Xi Jinping avait souligné, lors d'une visite en Tanzanie le 25 mars 2013, l'importance d'approfondir la compréhension mutuelle, affirmant qu'il fallait « ...mettre davantage l'accent sur les échanges culturels et entre les peuples, entre la Chine et l'Afrique afin d'améliorer la perception mutuelle¹¹¹⁸... ». Peut-on réellement penser que cet investissement dans le capital humain et l'accroissement des échanges culturels mènent à une véritable adhésion au modèle illibéral promu par Pékin en Afrique ? Cette question soulève des débats complexes. D'une part, les initiatives chinoises peuvent favoriser une

¹¹¹⁶ Entre 1970 et 2023, la Chine a progressivement intensifié l'acquisition et la location de terres en Afrique. Dans les années 1970, elle avait loué ou acheté environ 450 000 hectares, restant alors un acteur mineur de cette pratique souvent critiquée par les organisations non gouvernementales, derrière l'Inde et l'Arabie saoudite. Cependant, dès 2021, Pékin est devenu le quatrième plus grand accapareur de terres en Afrique, avec 350 000 hectares, représentant 2,9 % du total des terres acquises sur le continent. Elle devance désormais l'Inde (également à 2,9 %) mais reste derrière la France (5,7 %), les États-Unis (7,2 %) et l'Arabie saoudite (8,1 %).

¹¹¹⁷ Asha-Rose Migoro, op. cit.

¹¹¹⁸ Ibid.

meilleure compréhension et une coopération accrue, mais d'autre part, elles pourraient également susciter des inquiétudes quant à l'influence croissante de la Chine et à ses implications pour les valeurs démocratiques en Afrique. Il est donc crucial d'examiner de près les réactions des populations locales et les impacts à long terme de cette stratégie sur les dynamiques politiques et sociales du continent.

B. Une adhésion des élites et des populations africaines ?

Le modèle chinois de la société harmonieuse s'articule également autour du concept d'autodétermination des peuples, qui vise à libérer les nations d'un système de pensée unique reliant l'engagement démocratique au développement économique. Cette vision s'oppose à celle du monde occidental, qui a dominé les idées politiques depuis le XXe siècle, soutenant que les réformes politiques étaient essentielles pour qu'un État puisse accéder au développement économique. En s'appuyant sur les exemples de pays d'Asie de l'Est tels que le Japon, la Corée du Sud ou Singapour, Washington était convaincu que Pékin suivait le modèle néolibéral.

C'est d'ailleurs cette conviction idéologique qui a poussé William Clinton à plaider, en 2001, pour l'entrée de la Chine dans l'Organisation mondiale du commerce. Il soulignait, lors de son intervention au Congrès américain le 9 mars 2000, qu'il s'agissait d'un nouveau tournant géopolitique¹¹¹⁹. Ce discours mettait en lumière la croyance en une convergence inéluctable vers des valeurs économiques libérales, bien que la réalité politique chinoise continue de diverger de cette vision, il soulignait : « il s'agit de notre plus grande chance de favoriser un changement positif en Chine depuis les années 1970, quand le président [Richard Nixon] s'est rendu sur place. En rejoignant l'OMC, la Chine n'accepte pas uniquement d'importer plus de nos produits ; elle accepte d'importer l'une des valeurs les plus chères à notre démocratie : la liberté économique¹¹²⁰ ». Cependant, l'optimisme affiché par Clinton n'a été que de courte durée. Plutôt que d'adopter le modèle occidental, la Chine a tracé sa propre voie. Bien qu'elle ait tiré profit des avantages du commerce libre, son système politique n'a pas subi de changements significatifs. Le Parti communiste chinois (PCC) n'a pas cédé la place à un régime démocratique, et ce, malgré les événements de Tian'anmen en 1989 ou la crise sanitaire de 2020. Au contraire, le système politique chinois s'est révélé solide et relativement stable,

¹¹¹⁹ Renaud Lambert, op. cit. p. 9.

¹¹²⁰ Ibid.

contredisant les prévisions qui suggéraient qu'une transformation vers la démocratie était nécessaire pour éviter le chaos.

La Chine a connu un développement remarquable en appliquant ses propres recettes, combinant un modèle économique libéral avec une gouvernance autoritaire ancrée dans ses traditions. Cela envoie un message puissant aux élites africaines, proposant un nouveau paradigme qui rompt avec le consensus soutenu par Washington. En quelques décennies, Pékin a réalisé des avancées en matière de développement que la Grande-Bretagne et les États-Unis ont mis deux siècles à accomplir. Ce paradigme alternatif semble plus attrayant que celui proposé par l'Occident, qui impose des exigences souvent perçues comme une séparation des peuples de leurs identités culturelles, les poussant à se fondre dans un modèle d'occidentalisation et d'individualisme.

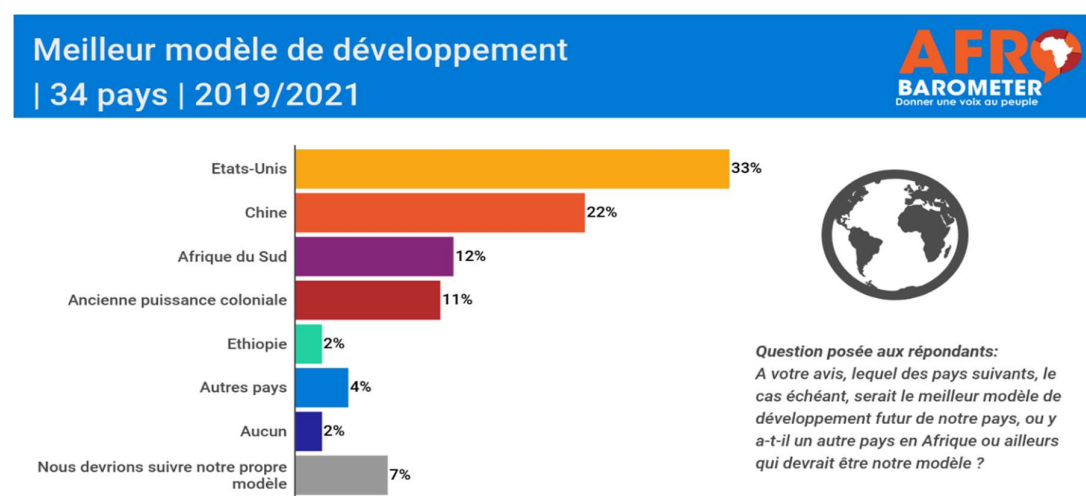
Une étude récente menée en 2023 par le *Pew Research Center* sur la perception du modèle chinois dans 24 pays à travers le monde révèle que les pays occidentaux sont moins réceptifs à ce modèle qu'à celui proposé par Washington. En revanche, dans plusieurs pays africains, le modèle chinois bénéficie d'une bien meilleure acceptation. Jusqu'à 80 % des répondants en Afrique du Sud, au Kenya et au Nigeria se déclarent favorables à ce modèle, soulignant ainsi un soutien significatif qui pourrait influencer les orientations politiques et économiques de la région¹¹²¹. À l'inverse, les États-Unis sont généralement moins bien perçus dans les pays africains. Cette perception défavorable peut être attribuée à divers facteurs, tels que l'histoire des relations entre les États-Unis et l'Afrique, les critiques concernant les politiques d'intervention des années 1970 et le sentiment que les intérêts américains ne coïncident pas toujours avec ceux des pays africains. Cela ouvre la voie à une préférence croissante pour les partenariats avec des puissances alternatives, comme la Chine, qui semblent offrir des approches plus adaptées aux réalités locales¹¹²². Une autre étude réalisée par Afrobaromètre dans 34 pays entre 2019 et 2021 révèle que les Africains apprécient l'influence croissante de la Chine sur le continent. Cependant, malgré cette appréciation, ils maintiennent fermement leurs aspirations démocratiques. Cela indique une volonté d'équilibrer les bénéfices économiques et d'infrastructure apportés par la Chine tout en cherchant à promouvoir des valeurs démocratiques et une gouvernance transparente dans leurs propres pays. Cette dualité montre

¹¹²¹ Pew Research Center 2023, "Views of China", <https://www.pewresearch.org/global/2023/07/27/views-of-china/>.

¹¹²² Pew Research Center 2023, "Comparing Views of the U.S. and China in 24 Country", <https://www.pewresearch.org/global/2023/11/06/comparing-views-of-the-us-and-china-in-24-countries/>.

que les Africains ne voient pas nécessairement l'influence chinoise comme un remplacement des principes démocratiques, mais plutôt comme une opportunité de développement qui doit s'accompagner d'un engagement envers leurs droits et libertés ¹¹²³. L'étude a révélé que les personnes interrogées sont conscientes de la nature des investissements chinois et des prêts accordés à leurs pays. Bien que les opinions aient diminué par rapport à 2014, les Africains restent convaincus que la Chine représente le deuxième modèle politique et économique le plus attrayant, juste derrière les États-Unis. Il est important de noter que cette étude a été réalisée avant la pandémie de Covid-19 et le déclenchement du conflit en Ukraine. Cette précision est d'autant plus significative, car il a été démontré dans le chapitre 5 que, depuis le début du conflit en Ukraine, le modèle démocratique américain a suscité peu d'intérêt, même au sein des populations américaines. Cela soulève des questions sur l'évolution des perceptions et des préférences politiques et économiques en Afrique à la lumière de ces événements mondiaux récents.

Tableau 6: Meilleurs modèles de développement



Source : Afro baromètre

L'attrait des pays africains pour le modèle chinois représente une véritable révolution dans les relations internationales, isolant davantage Washington du continent tout en rapprochant

¹¹²³ Josephine Appiah-Nyamekye Sanny, "AD489: Les Africains apprécient l'influence de la Chine mais conservent leurs aspirations démocratiques", *Afro Baromètre*, <https://www.afrobarometer.org/publication/ad489-les-africains-apprecient-linfluence-de-la-chine-mais-conservent-leurs-aspirations/#:~:text=Les%20enque%CC%82tes%20nationales%20d%E2%80%99Afrobarometer%20dans%2034%20pays%20africains,a%20de%CC%81cline%CC%81%20au%20cours%20des%20cinq%20dernie%CC%80res%20anne%CC%81es>.

Pékin. L'universitaire Stephen Walt souligne qu'à l'heure actuelle, une nette majorité de pays dans le monde ne sont pas des démocraties et qu'ils apprécient davantage le modèle chinois que celui promu par Washington, qui cherche à imposer certaines valeurs¹¹²⁴. Ce phénomène met en lumière un changement de paradigme dans les relations internationales, où des pays en développement, souvent en quête de solutions adaptées à leurs réalités, se tournent vers des modèles alternatifs qui ne mettent pas nécessairement l'accent sur la démocratisation ou l'adhésion à des normes occidentales. Ce changement peut également encourager d'autres nations à explorer des partenariats qui privilégient le développement économique sans conditions politiques strictes. Walt souligne que :

L'approche générale de la Chine en matière de politique étrangère met l'accent sur la souveraineté nationale : l'idée selon laquelle chaque pays devrait être libre de se gouverner selon ses propres valeurs. Si vous souhaitez faire des affaires avec la Chine, vous n'avez pas à vous soucier qu'elle vous dise comment diriger votre pays, et vous n'avez pas à craindre d'être sanctionné si votre système politique diffère de celui de Pékin. [...] Poursuit-il l'analyse, montrant la différence avec l'approche des États-Unis, [...] étant donné qu'une nette majorité de pays dans le monde ne sont pas des démocraties à part entière, il est facile de comprendre pourquoi de nombreux pays pourraient préférer l'approche chinoise, en particulier lorsque celle-ci leur offre des avantages tangibles. Comme l'a raconté l'ancien secrétaire au Trésor américain Larry Summers : « Quelqu'un d'un pays en développement m'a dit : Ce que nous recevons de la Chine, c'est un aéroport. Ce que nous recevons des États-Unis est une leçon ». Si vous étiez un autocrate impertinent ou le leader d'une démocratie imparfaite, quelle approche trouveriez-vous la plus attrayante¹¹²⁵ ?

Les universitaires africains partagent également cette observation. Dans un article paru en 2019, Guy Rossatanga Rignault, professeur à l'Université Omar Bongo de Libreville et secrétaire général de la présidence du Gabon, reprend à son compte une hypothèse d'Achille Mbembe tirée de son ouvrage *Sortir de la grande nuit*. Dans cet ouvrage, Mbembe soutient que les relations entre l'Afrique et le reste du monde doivent être repensées en tenant compte des réalités contemporaines, y compris le rôle croissant de la Chine sur le continent. Mbembe argue que la dynamique actuelle offre aux pays africains une opportunité de redéfinir leurs propres trajectoires de développement, en s'éloignant des modèles imposés par les puissances occidentales. Il met en avant la nécessité d'une réflexion critique sur les choix stratégiques,

¹¹²⁴ Stephen Walt, (2024). "What the United States Can Learn From China" : Amid China's rise, Americans should ask what Beijing is doing right—and what they're doing wrong, *Foreign Policy*, <https://foreignpolicy.com/2024/06/20/united-states-china-rise-foreign-policy-lessons/>, Le 20 juin, 2024.

¹¹²⁵ Ibid.

encourageant les nations africaines à s'engager dans des partenariats qui respectent leur souveraineté tout en répondant à leurs besoins économiques et sociaux. Cette perspective s'inscrit dans une volonté plus large de construire des relations internationales basées sur la mutuelle reconnaissance et le respect des diversités culturelles et politiques. Il souligne :

L'Afrique postcoloniale est un emboîtement de formes, de signes et de langage. Ces formes, signes et langages sont l'expression du travail d'un monde qui cherche à exister par soi. [...] Ces transformations se déroulent le long de plusieurs lignes, tantôt obliques, tantôt parallèles, tantôt courbes. Lignes frénétiques ouvrant la voie à un mouvement tourbillonnaire. [En même temps existent] d'autres changement de structure opérant selon d'autres logiques : celles de la dilatation, des points de fuites, des échappés¹¹²⁶.

En s'appuyant sur ces arguments, Guy Rossatanga s'interroge sur le fait que l'inscription de l'Afrique dans le projet des Nouvelles Routes de la Soie ne relève pas plutôt de logiques de dilatation, de points de fuite et d'échappées. Il évoque la dilatation des liens multiséculaires avec l'Occident, les fuites face à un enfermement et l'échappement à l'occidentalisation du monde¹¹²⁷. Ce questionnement a engendré un courant de recherche en relations internationales qui cherche à rejeter la vision unifiée et centrée sur l'Occident, pour promouvoir une approche plus sudiste de la mondialisation¹¹²⁸. Cette perspective met l'accent sur des concepts tels que l'harmonie et le destin partagé, qui sont également au cœur des discours et des pratiques chinoises. Cela ouvre la voie à une réévaluation des dynamiques de pouvoir et des relations entre les nations, tout en encourageant les pays africains à s'affirmer en tant qu'acteurs autonomes dans le système mondial. Cette démarche souligne l'importance d'une diversité de voix et d'expériences dans la construction d'un avenir global, où les valeurs et les aspirations des pays du Sud sont pleinement prises en compte¹¹²⁹. Une nouvelle manière de construire le savoir scientifique en relations internationales émerge, s'éloignant de l'hégémonie doctrinale qui a longtemps dominé cette discipline, comme le soulignent Iloria Carrozza et Lina Benabdallah¹¹³⁰. Les élites politiques africaines commencent également à considérer cette approche comme une voie attrayante pour l'avenir. Le président rwandais Paul Kagame a d'ailleurs noté en 2018, lors du Sommet Chine-Afrique, que, « la coopération entre l'Afrique et

¹¹²⁶ Achille Mbembe, *Sortir de la grande nuit. Essai sur l'Afrique décolonisée*, La Découverte, 2010, p. 203.

Cité par Guy Rossatanga Rignault, « La nouvelle route de la soie et l'Afrique », op. cit.

¹¹²⁷ Ibid.

¹¹²⁸ Iloria Carrozza, Lina Benabdallah, (2022). "South-South Knowledge Production and Hegemony: Searching for Africa in Chinese Theories of IR", *International Studies Review*, Volume 24, Issue 1, March 2022, viab063, <https://doi.org/10.1093/isr/viab063>.

¹¹²⁹ Ibid.

¹¹³⁰ Ibid.

la Chine doit se fonder sur le respect mutuel et l'égalité, et elle doit favoriser le développement durable des pays africains. Ce partenariat ne doit pas être perçu comme une simple opportunité économique, mais comme un moyen de renforcer notre autonomie et d'affirmer notre place sur la scène mondiale¹¹³¹ ». Il ajoute que :

La présence de la Chine sur le Continent ainsi que ses actions ont montré qu'une Afrique plus forte est désormais perçue comme une opportunité d'investissements plutôt que comme un problème ou une menace. L'excellence et la valeur ajoutée des liens entre l'Afrique et la Chine sont évidentes, il n'y a aucun doute à ce sujet. L'Afrique n'est pas un jeu à somme nulle. Nos liens croissants avec la Chine ne sont pas à la charge de quiconque. En effet, les bénéfices sont appréciés par tous ceux qui font des affaires sur notre Continent¹¹³².

Ces propos illustrent l'aspiration des dirigeants africains à forger des relations qui ne se limitent pas à l'exploitation économique, mais qui s'inscrivent dans une logique de développement réciproque, permettant à l'Afrique de tracer son propre chemin dans un monde en constante évolution. Son homologue Mahamadou Issoufou, président du Niger en 2018 soutenait l'initiative de la *Belt and Road Initiative* en rappelant aux occidentaux qu'à chacun ses préoccupations ainsi que sa sous-région. Plaidant pour que la Chine s'associe au G5-Sahel, il notait que :

Dans le Sahel, les pays du G5-Sahel - le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Tchad- ont mis en place une force conjointe qui a besoin d'un mandat sous le chapitre 7 de la Charte des Nations Unies et de sources de financement pérennes. Nous souhaitons que la Chine, membre permanent du Conseil de sécurité, soutienne la requête introduite auprès du Conseil de sécurité dans ce sens. Par ailleurs, le G5-Sahel, conscient que le développement est à terme l'outil par excellence de lutte contre le terrorisme, a conçu un Plan d'Investissement Prioritaire qui fera l'objet d'une réunion de coordination des partenaires en décembre prochain à Nouakchott en Mauritanie. Au nom du G5-Sahel, j'invite notre partenaire, la Chine, à participer à cette importante rencontre¹¹³³.

¹¹³¹ Aboubakar Yacouba Barma, "Sommet Chine-Afrique" : les chefs d'Etats africains très reconnaissants au président Xi Jinping, *La Tribune Afrique*, <https://afrique.latribune.fr/finances/2018-09-06/sommet-chine-afrique-les-chefs-d-etats-africains-tres-reconnaissants-au-president-xi-jinping-789476.html>, Consulté le 18 juillet, 2024.

¹¹³² Ibid.

¹¹³³ Ibid.

Le président du Nigéria en 2018, Muhammadu Buhari n'est pas moins élogieux de la présence chinoise en Afrique et surtout de sa contribution au développement du continent. Il note que :

Le partenariat du Nigeria avec la Chine a abouti à l'exécution de projets d'infrastructures vitaux dans tout le pays, évalués à plus de 5 milliards de dollars au cours des trois dernières années de mon gouvernement. [...] Grâce au soutien de la Chine, le Nigéria s'est remarquablement attaqué à la résolution des défis importants dans les domaines de l'infrastructure, du renforcement des ressources humaines, de la lutte contre le chômage, mais aussi du développement dans les secteurs du transport, de l'agriculture et de l'énergie. [...] Les engagements financiers en cours de la Chine au Nigéria utilisés pour l'exécution de différents projets sont estimés à 3.4 milliards de dollars et sont à divers stades d'achèvement. [...] Ces projets d'infrastructure vitaux sont parfaitement synchronisés avec notre plan de relance économique et de croissance. Certaines de ces dettes sont liquidées. Notre pays est en mesure de rembourser les prêts au fur et à mesure de la mise en œuvre de notre politique de prudence fiscale et de bonne gestion des finances publiques¹¹³⁴.

Le Parti communiste chinois (PCC) a établi des liens particuliers avec plusieurs partis politiques en Afrique, atteignant un total de 110 partenariats dans 51 pays. Parmi ces collaborations figurent des organisations bien connues telles que le Congrès national africain (ANC) en Afrique du Sud, le Front de Libération Nationale (FLN) en Algérie, ainsi que l'Union nationale africaine du Zimbabwe (ZANU) au Zimbabwe. Ces partenariats englobent non seulement des échanges et des visites, mais également la formation des élites africaines dans des institutions politiques en Chine.

Il est important de noter que depuis la mise en place de ces programmes de formation, l'implication de Pékin dans la politique intérieure des États africains devient de plus en plus manifeste. Un rapport de l'Atlantic Council en 2024 a révélé qu'entre 2010 et 2024, le PCC a organisé en moyenne 1 400 programmes de formation par an dans les pays en développement, abordant des thématiques variées telles que la gouvernance nationale, les politiques ethniques et les nouveaux médias¹¹³⁵. Cependant, l'efficacité de ces programmes pour transformer les mentalités ou les modes de gouvernance n'a pas encore été prouvée, soulevant des questions

¹¹³⁴ Ibid.

¹¹³⁵ Daniel Mattingly, (2024). "China's Soft Sell of Autocracy Is Working": And America's Efforts to Promote Democracy Are Failing, *Foreign Affairs*, <https://www.foreignaffairs.com/china/chinas-soft-sell-autocracy-working>, Le 24 septembre, 2024.

sur l'impact réel de cette influence chinoise sur les systèmes politiques africains¹¹³⁶. Cette évolution marque un changement significatif dans la doctrine traditionnelle chinoise de non-ingérence dans les affaires intérieures des États, ce qui pourrait éroder le capital symbolique que Pékin a laborieusement accumulé en Afrique. La majorité des formations et des échanges s'effectuent généralement avec des partis au pouvoir, dont la légitimité est souvent contestée. Cela conduit à penser que les initiatives chinoises privilégient les régimes autoritaires, suscitant des interrogations sur leurs réelles intentions. Par ailleurs, bien que cette adhésion des élites africaines soit perçue par les observateurs occidentaux comme une main tendue de la Chine envers des régimes autocratiques, sapant ainsi l'architecture morale sur laquelle repose le système international actuel, il est indéniable que l'Afrique a choisi d'emprunter une voie différente en matière de relations mondiales. Cette alternative se fonde sur les concepts chinois de vie en commun, qui mettent l'accent sur la coopération et le développement mutuel, offrant ainsi une vision des relations internationales qui pourrait contraster avec les paradigmes dominants imposés par l'Occident.

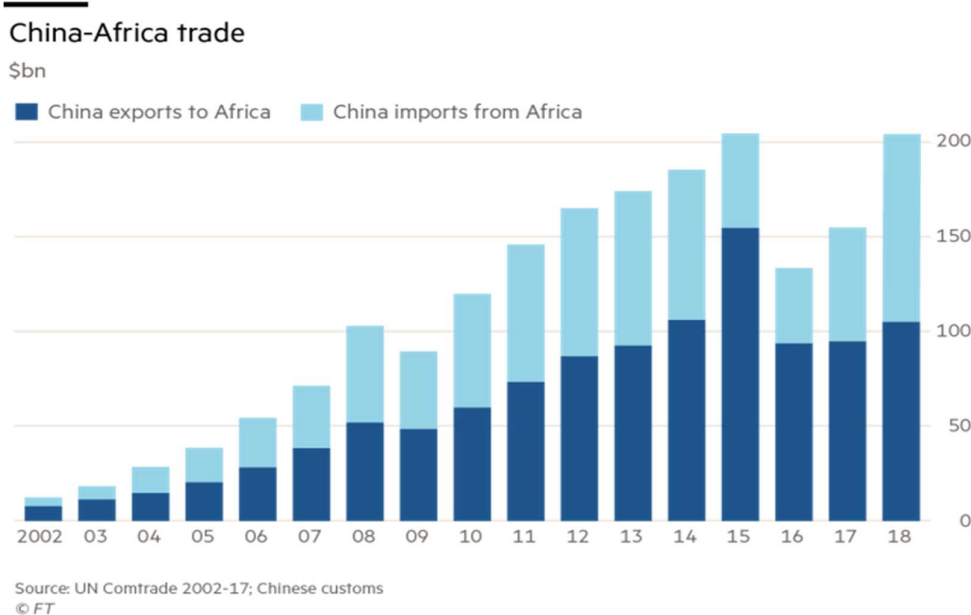
Conclusion du chapitre VIII

L'identité « sud » de la Chine, en tant que stratégie discursive, lui permet d'adopter un discours antilibéral qui résonne avec les représentations africaines. Ce discours ne se limite pas à établir un lien historique commun entre Pékin et les nations africaines, mais vise également à discréditer l'Occident en opposant l'identité « sud » à l'identité « nord ». Ce clivage Nord-Sud n'est pas seulement théorique, il invite à repenser les relations internationales, en mettant en avant le Grand Sud, qui s'intègre mieux dans la mondialisation par le biais de relations sud-sud, axées sur l'harmonie et la réalisation collective. Ainsi, l'identité « sud » de la Chine devient un outil de ralliement efficace et un moyen pertinent de délégitimer l'approche occidentale. La coopération économique et les échanges culturels proposés par Pékin, en contraste avec l'offre occidentale, qui tend à imposer un modèle démocratique libéral et des valeurs occidentales, apparaissent comme une alternative attrayante. L'expérience chinoise se présente alors non seulement comme une idéologie différente de celle du consensus de Washington, mais comme un nouveau paradigme qui incite à repenser les rapports entre les nations et les identités. Cette approche est appréciée par les peuples d'Afrique ainsi que par leurs élites. Elle permet à l'Afrique de se dégager des stéréotypes qui la dépeignent comme un « problème » ou une «

¹¹³⁶ Ibid.

menace », comme l'a souligné le président Kagame, et de se positionner plutôt comme « une opportunité d'investissement ». Grâce à l'engagement de la Chine, l'Afrique peut jouer un rôle clé sur la scène mondiale. Selon une étude du *Financial Times*, depuis l'arrivée de la Chine en Afrique en 2000, la croissance du continent a connu une dynamique positive, illustrant ainsi les bénéfices de cette relation. Pour compléter ce tableau, il serait pertinent d'inclure des données précises sur la croissance économique, les investissements chinois et les résultats de la coopération sino-africaine, afin de renforcer l'argumentation autour de l'impact positif de cette relation sur le développement du continent¹¹³⁷.

Figure 5: Le commerce entre la Chine et l'Afrique



Source : UN Comitard 2002-17 : China Custom

¹¹³⁷ David Pilling, (2019).“Africa poised ‘to play a major role in the world’: Despite massive problems, vast continent is faring better than many people imagine, *Financial Times*, <https://www.ft.com/content/2066a800-82f4-11e9-a7f0-77d3101896ec>, Le 19 juillet, 2024.

CHAPITRE IX : La politique étrangère de la Chine dans le monde arabe et en Amérique latine : un contrôle étendu du Grand Sud

L'influence croissante de la Chine dans le monde en développement la pousse naturellement à courtiser le monde arabe et l'Amérique latine. Ces deux régions présentent un intérêt stratégique pour la position dominante que la Chine aspire à occuper dans l'architecture mondiale¹¹³⁸. Riches en ressources naturelles, principalement le pétrole pour les États arabes et les minerais nécessaires à la transition énergétique (ainsi que le pétrole) pour l'Amérique latine, elles souffrent cependant de plusieurs problèmes freinant leur développement. Ces régions sont marquées par une insécurité élevée : au Moyen-Orient, des activités terroristes, des rivalités entre puissances régionales et la compétition entre grandes puissances contribuent à accroître les risques. De même, l'Amérique latine, qui a connu dans les années 1990 l'un des taux de croissance les plus bas au monde (3 %) ¹¹³⁹, est affectée par la pauvreté et l'insécurité, deux conditions propices aux activités des organisations criminelles, comme les cartels de la drogue. D'autres facteurs, tels que la fragilité des institutions politiques et l'anti-hégémonisme de nombreuses élites de gauche, participent également à cette instabilité. En outre, le monde arabe et l'Amérique latine partagent une « mémoire géopolitique » commune, marquée par la domination européenne, relayée par l'influence américaine après la Seconde Guerre mondiale. Ainsi, les conditions d'une convergence avec la Chine semblent réunies, à l'image de ce qui s'est déjà produit en Afrique.

Le Moyen-Orient a été dominé par les puissances européennes après la Première Guerre mondiale. Par la suite, la fin de la Seconde Guerre mondiale a marqué le début de la domination des États-Unis et de l'Union soviétique, qui ont mené des guerres par procuration dans la région en formant des blocs géopolitiques. Après l'effondrement de l'Union soviétique en 1991, Washington a exercé une influence prépondérante, transformant la région en une zone d'influence privilégiée, ce qui a mené aux politiques post-11 septembre et a ébranlé tout espoir de stabilité dans cette partie du monde. Quant à l'Amérique latine, elle est devenue la « sphère d'influence » des États-Unis à la suite de la doctrine Monroe de 1823, qui visait à empêcher toute autre puissance de s'immiscer dans les intérêts stratégiques américains. Cette politique a

¹¹³⁸ Foreign Affairs, Capsule Review, (2018). "China, the United States, and the Future of Latin America; The Red Star and the Crescent: China and the Middle East", <https://www.foreignaffairs.com/reviews/capsule-review/2018-10-16/china-united-states-and-future-latin-america-red-star-and#:~:text=Some%20of%20the%20contributors%20believe%20that>, Le 24 septembre, 2024.

¹¹³⁹ Ilan Goldfajn, Lorenza Martínez, and Rodrigo O. Valdés, "Washington Consensus in Latin America: Model to Straw Man", *Journal of Economic Perspectives*—Volume 35, Number 3—Summer 2021, Pages. 109–132.

été renforcée sous Theodore Roosevelt, ancrant davantage l'Amérique latine dans l'orbite des États-Unis¹¹⁴⁰. Malgré l'influence exercée par l'Union soviétique et la Chine durant la guerre froide, notamment à travers leur soutien à de nombreux gouvernements de gauche anti-américains, comme à Cuba et au Venezuela, Washington est resté la puissance dominante de la région après l'effondrement de l'Union soviétique et la transition politique en Chine, amorcée après la mort de Mao Zedong.

Le retrait relatif des États-Unis de ces deux régions a créé un vide de puissance, offrant une opportunité à d'autres acteurs de s'y imposer. La montée en puissance économique de la Chine a ainsi permis à ces régions de retrouver une importance géopolitique mondiale. Ces pays fondent leurs espoirs de résolution de leurs problèmes sur les ressources économiques accumulées par Pékin. Ils éprouvent une profonde admiration pour la croissance économique de la Chine et apprécient particulièrement le fait que Pékin ait atteint ce niveau de développement sans céder aux normes de libéralisme politique, économique et social souvent imposées par les puissances occidentales et leurs institutions internationales¹¹⁴¹. Ce contexte a offert à la Chine, animée par un fort besoin révisionniste, l'opportunité idéale pour s'engouffrer dans la brèche et faire avancer ses ambitions politiques tout en répondant à ses besoins économiques. La mise en place de l'Initiative « Belt and Road » représente un coup de maître pour Pékin, servant de vitrine au président Xi pour convaincre le Sud global de son potentiel à jouer un rôle accru dans les affaires mondiales. Ces deux régions regorgent en effet des matières premières essentielles à l'économie chinoise, tout en permettant à Pékin de positionner ses entreprises pour en faire des leaders locaux.

Cependant, l'implication économique de la Chine dans ces zones nécessite aussi de sécuriser ses approvisionnements dans des régions marquées par des crises sécuritaires. Ce besoin soulève un défi pour sa politique officielle de non-intervention militaire. Néanmoins, Pékin entend tirer les leçons des échecs américains pour adapter sa politique étrangère dans le monde en développement.

¹¹⁴⁰ Emmanuel Veron et Emmanuel Lincot, (2020). "Chine-Amérique latine : quand Pékin exploite l'arrière-cour américaine", *Le Grand Continent : Études-Amérique-Asie Orientale*, <https://legrandcontinent.eu/fr/2020/09/30/chine-amerique-latine-quand-pek-in-exploite-larriere-cour-americaine/>, Le 12 août, 2024.

¹¹⁴¹ R. Evan Ellis, (2024). "Engagement With China Has Had a Multifaceted Impact on Latin American Democracy": While Beijing may not deliberately promote authoritarian regimes in Latin America, implicit risks to the dynamics of democracies arise out of engagement with China, *The Diplomat*, <https://thediplomat.com/2024/07/engagement-with-china-has-had-a-multifaceted-impact-on-latin-american-democracy/>, Le 18 août, 2024.

Les mécanismes de pouvoir employés par la Chine sous Xi Jinping seront ici analysés pour déterminer si elle peut s'imposer durablement au Moyen-Orient et en Amérique latine. Il s'agira de mettre en lumière l'usage stratégique par la Chine de son pouvoir discursif, qui lui permet d'accumuler un capital symbolique considérable dans le monde en développement, dans le but de gagner l'adhésion du Moyen-Orient, malgré les défis systémiques que cela pose pour l'identité de la Chine en matière de politique étrangère (I). Par ailleurs, nous examinerons comment la Chine a réussi à se frayer un chemin dans la « sphère d'influence » traditionnelle de Washington, devenant ainsi un acteur clé des affaires politiques et économiques en Amérique latine (II).

I. La Chine dans le Moyen-Orient : un défi systémique pour le consensus de Pékin

Parmi toutes les régions où Pékin a renforcé son influence, le Moyen-Orient représente probablement le plus grand défi pour le leadership accumulé par le Parti communiste chinois (PCC) au cours des deux dernières décennies. En effet, depuis sa percée dans la région en 1993, motivée par ses besoins d'approvisionnement en pétrole, la Chine a développé des relations commerciales et sécuritaires stratégiques. Elle a profité du retrait relatif des États-Unis pour se positionner comme une alternative à l'ordre occidental. Cependant, elle n'occupe pas encore la place d'influence à laquelle elle pourrait prétendre. Pékin a intensifié sa présence en important du pétrole d'Arabie Saoudite (représentant 15 % de ses approvisionnements mondiaux) et d'Iran (dont elle achète 90 % des exportations de pétrole), tout en renforçant ses liens commerciaux avec la région¹¹⁴². En 2022, le commerce entre la Chine et le Moyen-Orient a dépassé 507 milliards de dollars, soit le double de ce qui était exécuté en 2017¹¹⁴³. Il est à noter que 60 % du commerce de la Chine revenant d'Afrique et d'Europe passe par le canal de Suez qui se situe dans la région¹¹⁴⁴. Grâce à l'Initiative « Belt and Road » (BRI), Pékin intègre le Moyen-Orient dans un vaste projet de coopération et d'infrastructure, lui permettant de consolider sa présence durablement. Cela passe notamment par la construction de ports stratégiques, comme celui de Duqm à Oman, et par la convergence de ses intérêts économiques avec sa vision d'un nouvel ordre international. Sur le plan sécuritaire, la Chine s'est également affirmée en intensifiant ses ventes d'armes aux acteurs régionaux (Iran, Irak, Arabie saoudite)

¹¹⁴² Aleksandra Gadzala Tirziu, (2024). "China's strategic evolution in the Middle East: From oil to security" : Beijing's evolving role in the Middle East reflects shifting power dynamics and China's broader global ambitions, *Gisreports*, <https://www.gisreportsonline.com/r/china-middle-east-security/>, Le 20, août, 2024.

¹¹⁴³ Ibid.

¹¹⁴⁴ Ibid.

et en publiant en 2016 son premier Livre blanc sur ses relations avec les États de la région, qui intègre des volets sécuritaires et militaires¹¹⁴⁵. En 2022, Pékin a intégré le Moyen-Orient à son Initiative de Sécurité Internationale (GSI), composante de l'Initiative « Belt and Road » (BRI), en annonçant une nouvelle architecture de sécurité pour la région. Cette initiative a été présentée par le ministre des Affaires étrangères, Wang Yi¹¹⁴⁶. Pékin a également réussi à s'imposer comme un médiateur privilégié dans la région, notamment en facilitant un accord entre l'Iran et l'Arabie Saoudite. Cela souligne son rôle précieux dans le multilatéralisme régional¹¹⁴⁷. Tous ces indicateurs ont laissé penser que la Chine pourrait jouer un rôle de premier plan dans la région, remplaçant ainsi les États-Unis et s'impliquant davantage dans les questions de sécurité.

Pourtant, Pékin ne s'est pas davantage engagé en matière de sécurité, contrairement à ce que les acteurs de la région auraient pu espérer, notamment en soutenant des actions militaires comme l'ont fait les États-Unis depuis les années 1990. Cependant, la Chine a souvent joué « la carte de l'opportunité », comme en témoigne son approche du conflit israélo-palestinien. Dans ce contexte, elle a utilisé sa rhétorique anti-hégémonique pour critiquer le soutien des États-Unis à Israël lors des discussions aux Nations Unies, tout en apportant son soutien à la partie palestinienne. Cette position a conduit de nombreux analystes à s'interroger sur les raisons du manque d'affirmation politique de la Chine dans la région¹¹⁴⁸. Cette démarche soulève une énigme quant à la montée en puissance de Pékin au Moyen-Orient, qu'il est essentiel d'analyser à la lumière des transformations en cours dans la région. En effet, le Moyen-Orient constitue un environnement où plusieurs puissances ont des intérêts stratégiques à préserver. Les rivalités entre les acteurs régionaux (Iran, Arabie saoudite, Israël, Émirats arabes unis) en sont un autre indicateur significatif. De plus, le terrorisme et les menaces

¹¹⁴⁵ The States Council The People's Republic of China, "China's Policy Paper", https://english.www.gov.cn/archive/publications/2016/01/13/content_281475271412746.htm, le 22 août, 2024.

¹¹⁴⁶ 中国国际问题研究院版权所有 京ICP备 “落实全球安全倡议，建设中东安全新架构 王毅国务委员在第二届中东安全论坛开幕式上的视频致辞”， https://m.cis.org.cn/xwdt/202209/t20220923_8712.html, Le 20 août, 2024.

¹¹⁴⁷ Kristian Alexander et Gina Bou Serhal, (2023). "China's emergence as key mediator in the Middle East": China's role in brokering the rapprochement between Iran and Saudi Arabia underscores Xi's ambition of offering an alternative to a US-led world order, *Zawlay*, <https://www.zawya.com/en/economy/gcc/chinas-emergence-as-key-mediator-in-the-middle-east-dshf5neh>, Le 25 septembre, 2024. Voir aussi: Dale Aluf and Bradley Berman, (2023). "Chinese Mediation In The Middle East: Seeds For A New Global Governance Architecture?", *The Defense Horizon Journal*, <https://tdhj.org/blog/post/china-mediation-middle-east/#:~:text=Although%20China%E2%80%99s%20primary%20focus%20revolves%20around>, Le 25 septembre, 2024.

¹¹⁴⁸ Chien Kai Chen, "China in the Middle East: An Analysis from a Theoretical Perspective of "Path Dependence", *East Asia* 38, (2021). pp. 105–121. <https://doi.org/10.1007/s12140-020-09352-9>.

sécuritaires qu'il représente pour les approvisionnements de Pékin, ainsi que les opportunités perçues par les acteurs régionaux dans l'avancée de la Chine et la perte d'influence de Washington, doivent également être pris en compte.

Les études menées jusqu'à présent pour comprendre l'avancée régionale de la Chine ont souvent inscrit l'évolution des rapports entre Pékin et le Moyen-Orient dans une stratégie globale visant à saper les fondements d'un ordre occidental dans la région, contribuant ainsi à créer le chaos. Bien que de telles analyses soient en partie crédibles, elles minimisent certains éléments moins visibles qui expliquent mieux le comportement de la Chine.

Tout d'abord, elles tendent à surévaluer certaines données, comme la présence de la police militaire de l'Armée populaire de libération (APL) dans les États du Golfe et l'implantation d'une base militaire à Djibouti, pour justifier une implication sécuritaire. Ensuite, mettre en avant le lien entre les économies et le Moyen-Orient n'explique pas entièrement l'action de la Chine. Enfin, le rôle souvent crucial des stratégies adoptées par les petits États et les puissances moyennes pour orienter les intérêts des grandes puissances vers les leurs est également sous-estimé. Ce dernier point est souligné par Tom Long, qui critique une analyse erronée de la passivité de ces petits États¹¹⁴⁹.

En définitive, cette approche s'est principalement concentrée sur l'hypothèse de la transition de puissance, qui constitue le cadre d'analyse prédominant pour comprendre les relations sino-moyen-orientales¹¹⁵⁰. Suivant cette lecture, les partisans de cette thèse anticipent que Pékin s'impliquera de plus en plus au Moyen-Orient pour protéger ses intérêts économiques et établir sa propre sphère d'influence afin de contrecarrer Washington. Le général Kenneth F. McKenzie Jr. a utilisé cette approche pour identifier la Chine, la Russie et l'Iran comme des puissances cherchant à saper les intérêts de Washington dans la région, soutenant parfois le terrorisme. Dans ce contexte, il lance un message d'alerte aux dirigeants politiques américains, notant que :

Aujourd'hui, la convergence des crises et de la concurrence a permis aux puissances révisionnistes d'alimenter la violence en cherchant à revenir à un schéma malheureusement prévisible de l'histoire de la région. L'Iran et son vaste réseau de mandataires et de

¹¹⁴⁹ Tom Long, "Small States, Great Power? Gaining Influence Through Intrinsic, Derivative, and Collective Power", *International Studies Review*, Volume 19, Issue 2, June 2017, pp. 185–205. <https://doi.org/10.1093/isr/viw040>.

¹¹⁵⁰ Andrea Ghiselli, (2022). "Understanding China's relations with the Middle East", *East Asia Forum*, <https://eastasiaforum.org/2022/04/05/understanding-chinas-relations-with-the-middle-east/>, Le 21 août, 2024.

partenaires ont vu une occasion unique de remodeler la région à son avantage. Ils ont accéléré leurs efforts pour expulser la présence occidentale et neutraliser notre influence dans la région, ce qui leur a permis d'atteindre un objectif stratégique à long terme pour poursuivre leur révolution et établir leur hégémonie régionale. L'Iran sait que sa vision de domination de la région, vieille de plusieurs décennies, ne peut se réaliser si les États de la région continuent d'étendre leur intégration les uns aux autres et d'approfondir leur partenariat avec les États-Unis. L'EI et Al-Qaïda, malgré d'énormes pertes, restent déterminés à infliger violence et souffrance à quiconque n'est pas aligné sur leur idéologie extrémiste. L'EI conserve la capacité de menacer les intérêts américains et tente de se reconstituer en Syrie. La République populaire de Chine (RPC) et la Russie démontrent qu'elles ont peu de capacité ou de volonté de réduire les tensions régionales et qu'elles sont promptes à tirer parti de l'instabilité. Collectivement, l'Iran, la Russie et la RPC renforcent leurs relations, créant un paysage chaotique favorable à leur exploitation et à la propagation de l'extrémisme¹¹⁵¹.

Certaines études minoritaires nuancent cependant l'approche de la transition de puissance dans la région, qui inciterait Pékin à occuper une place plus prépondérante dans le but de renverser le pouvoir occidental. Jon Alterman, responsable au *Centre for Strategic and International Studies*, a témoigné devant la Commission d'examen de l'économie et de la sécurité américano-chinoise, où il a remis en question l'hypothèse de la transition de puissance en soulignant les complexités de l'engagement chinois au Moyen-Orient. Il a observé que :

Dans mon témoignage, j'aimerais vous donner mon évaluation des ambitions de la Chine au Moyen-Orient et des ambitions du Moyen-Orient avec la Chine. J'explore ce sujet depuis près de 20 ans, et il a considérablement évolué. J'ai le sentiment que nous supposons à tort que la Chine est intéressée à gagner une compétition symétrique avec nous, et nous sous-estimons dans quelle mesure la Chine cherche à remodeler la concurrence à des conditions plus favorables. Nous sous-estimons également la mesure dans laquelle nos partenaires au Moyen-Orient accueillent l'influence chinoise comme un frein à ce qu'ils considèrent comme des excès américains. Ils cherchent à maintenir leurs liens étroits avec nous tout en renforçant leurs liens avec la Chine. Le message constant de la Chine est que cela est à la fois possible et souhaitable, et qu'ils devraient saper les efforts des États-Unis pour les séparer de la Chine. Ce faisant, la Chine cherche à éloigner la région des États-Unis et à faire

¹¹⁵¹ Kenneth F. Mckendzi Jr, (2024). "Statement for the record general Michael "Erik" Kurilla Commander, US Central Command before the house Armed Services Committee on the Posture of US Central Command" : Two visions for the future of the Central region, *U.S. Central Command*, <https://www.centcom.mil/ABOUT-US/POSTURE-STATEMENT/>, Le 21 août, 2024.

progresser l'objectif stratégique de la Chine d'un monde plus désaligné à l'échelle mondiale¹¹⁵².

Cette approche analytique, par rapport à la première, semble plus cohérente. Toutefois, il est utile d'apporter quelques ajustements. En utilisant l'approche foucaldienne du pouvoir, qui se fonde sur le « pouvoir discursif », nous tenterons de répondre à la question suivante : comment la Chine a-t-elle réussi à s'engouffrer dans une région dominée par les États-Unis depuis les années 1990, et en quoi cela constitue-t-il un défi systémique tant pour les États-Unis que pour l'identité chinoise, au point que Pékin n'affirme son influence régionale que de manière relative ? Nous montrerons que la perte d'influence des États-Unis dans la région a entraîné une crise de légitimité, permettant à de nombreux acteurs régionaux de converger leurs intérêts avec les perspectives chinoises (A). De plus, la montée en puissance de la Chine dans la région implique une plus grande participation à sa politique sécuritaire régionale, ce qui s'oppose à son identité de pays du Grand Sud et constitue un défi systémique pour son leadership accumulé dans le monde en développement (B).

A. La crise de légitimité des États-Unis dans le Moyen-Orient

Le récent engagement de la Chine au Moyen-Orient s'explique par plusieurs facteurs. Les analystes identifient principalement deux causes majeures : les événements liés au Printemps arabe et le retrait relatif de Washington de la région, qui a conduit les États-Unis à se concentrer sur l'Asie du Sud-Est pour défier Pékin dans son pré carré¹¹⁵³. Ces facteurs expliquent mieux l'implication de Pékin dans la région, qui apparaît comme une réponse géopolitique et stratégique au défi posé par Washington. Bien que ces indicateurs soient pertinents, nous soutenons que l'implication croissante de Pékin dans la région résulte en partie de la perte d'influence de Washington. Cette dégradation s'explique par l'engagement militaire dévastateur des États-Unis en Irak et en Afghanistan, ainsi que par leur soutien à Israël au détriment du peuple palestinien. De plus, l'exclusion de l'Arabie saoudite, survenue après que le prince héritier saoudien, Mohammed ben Salmane, a ordonné l'exécution de Jamal Khashoggi à Istanbul le 2 octobre 2018, a également contribué à cette dynamique. Le Printemps arabe, qui était à l'origine un mouvement de protestation contre les mauvaises conditions de

¹¹⁵² Jon B. Alterman, (2024). "China and the Middel East", *Center for Strategic & International Studies*, <https://www.csis.org/analysis/china-and-middle-east>, Le 21 août, 2024.

¹¹⁵³ Gedaliah Afterman and Allie Weinberger, (2024). "China's growing influence in the Middle East", *Australian Strategic Policy Institute (ASPI)*, <https://www.aspistrategist.org.au/chinas-growing-influence-in-the-middle-east/>, Le 22 août, 2024.

vie, a été détourné par les États-Unis dans le but d'imposer des régimes dits démocratiques, ce qui a également conduit à une perte d'influence. Par ailleurs, un second facteur tout aussi déterminant est la configuration géopolitique complexe de la région.

Espace hautement stratégique pour sa concentration énergétique, le Moyen-Orient détient 800 milliards de barils de pétrole prouvés et 2 800 milliards de pieds cubes de réserves de gaz naturel, représentant près de la moitié des réserves mondiales de pétrole et de gaz¹¹⁵⁴. Douze pour cent du pétrole importé par les États-Unis provient de cette région, qui fournit au monde environ 15 millions de barils par jour. Une grande partie de cette production est acheminée par les infrastructures situées sur place, notamment les ports et les canaux¹¹⁵⁵. Ces ressources, destinées à l'Europe, à l'Asie et à l'Afrique, transitent par des voies stratégiques telles que le détroit de Bab el-Mandeb et le canal de Suez. Ces atouts font de la région un espace hautement convoité, ce qui a conduit les États-Unis à s'y implanter en tant que puissances dominantes, succédant à la domination exercée par les puissances européennes (France, Grande-Bretagne, Union soviétique) après la Première Guerre mondiale et à la fin de la guerre froide.

Dès les années 1990, les États-Unis ont commencé à jouer un rôle majeur dans la région, notamment sous la présidence de George H.W. Bush, lors de la guerre du Koweït contre le leader irakien Saddam Hussein, autrefois allié de Washington dans sa lutte contre l'Iran. Ce projet a été poursuivi par son fils, George W. Bush, qui, après sa prise de fonction, s'était fixé pour ambition de « ramener le Grand Moyen-Orient à l'âge de pierre », en exploitant les rivalités régionales entre l'Irak et l'Iran, ainsi qu'entre l'Iran et l'Arabie saoudite. Ces deux puissances moyennes ont toujours nourri l'ambition de se positionner en tant que nouveaux califes, sans oublier la Turquie, tout en soutenant Israël, qui cherche également à dominer la région en s'opposant farouchement au régime iranien.

Après l'effondrement de l'Union soviétique en 1991, Washington a renforcé son rôle dans la région, consolidant ses alliances avec Israël et les monarchies de la péninsule arabique. Les États-Unis ont ainsi utilisé leur influence et leur leadership régional, acquis lors de la guerre du Golfe, pour tenter de résoudre le conflit israélo-palestinien¹¹⁵⁶. Les deux intifadas ont été des événements marquants, la première durant quatre ans et faisant 200 morts israéliens et 2

¹¹⁵⁴ Kenneth F. Mckendzi Jr, op. cit.

¹¹⁵⁵ Ibid.

¹¹⁵⁶ Le président Bush avait convoqué une conférence de paix à Madrid, au grand dam d'Yitzhak Shamir, le Premier ministre israélien du Likoud. Ce dernier a d'abord refusé de se présenter à la table des négociations, Bush a dû menacer de retirer la garantie de prêt de 400 millions de dollars dont Israël avait besoin pour soutenir le million de juif qui venait de l'Union soviétique. Cette menace va contraindre Shamir à signer l'accord de paix.

000 morts palestiniens, tandis que la seconde a causé la mort de 1 000 Israéliens et de 3 000 Palestiniens¹¹⁵⁷. Ces soulèvements ont conduit à la conférence de Madrid, où les négociations avec l'Organisation de libération de la Palestine ont débouché sur les accords d'Oslo en 1993. Ces accords ont eu le mérite de mettre fin à la première intifada et ont permis la création de l'Autorité palestinienne en Cisjordanie et à Gaza, avec pour objectif d'établir un État palestinien d'ici 1999¹¹⁵⁸. Cependant, l'absence de création de l'État palestinien a rapidement fait chuter les espoirs suscités par les accords d'Oslo, conduisant à la seconde intifada, qui a duré cinq ans, de 2000 à 2005. Dans le but de résoudre définitivement le conflit, la Ligue arabe a proposé un plan de paix, l'« Initiative de paix de la Ligue arabe », qui promettait la normalisation des relations entre Israël et tous les États membres de la Ligue, sous réserve de la création d'un État palestinien basé sur les frontières du 4 juin 1967, avec Jérusalem-Est comme capitale. Cependant, cet accord n'a pas été respecté par Israël, et le Hamas a pris le pouvoir à Gaza, entraînant plusieurs années de conflit ignoré par la communauté internationale. Ce n'est qu'après la tuerie de masse orchestrée par le Hamas le 7 octobre 2023 que le sujet est redevenu d'actualité sur la scène internationale.

Le leadership de Washington a commencé à s'éroder dans la région après les événements du 11 septembre 2001. Cela a conduit à une politique post-11 septembre visant à lutter contre le terrorisme, élargie pour inclure l'État islamique et les pays que Washington considère comme faisant partie d'un nouvel « axe du mal », notamment l'Iran et son programme nucléaire, ainsi que l'Irak. La région a connu de nouveaux bouleversements, et Washington a renforcé ses alliances avec Israël et les États arabes, malgré les différends persistants concernant la situation en Palestine. L'Arabie saoudite, par exemple, était favorable à la normalisation des relations avec Israël, mais a conditionné cette normalisation à la résolution du conflit palestinien. De leur côté, les Émirats arabes unis avaient rompu tous leurs liens avec Israël en 2010, à la suite de l'assassinat de Mahmoud al-Mabhouh, un responsable du Hamas, à Dubaï, imputé à des agents du Mossad¹¹⁵⁹. Après qu'un mandat d'arrêt a été émis par le chef de la police de Dubaï, Tamim Khalfhan, contre les onze agents israéliens présumés responsables, et pour donner suite à la menace d'expulser toute personne correspondant à des caractéristiques israéliennes, les relations entre les Émirats arabes unis et Israël se sont

¹¹⁵⁷ Lior Sternfeld, (2024). "The Realignment of The Middel East", *Foreign Policy Institute, Middel East Program*, <https://www.fpri.org/article/2024/03/the-realignment-of-the-middle-east/>, Le 22 août, 2024.

¹¹⁵⁸ Ibid.

¹¹⁵⁹ Ibid.

néanmoins améliorées moins d'une décennie plus tard¹¹⁶⁰. Devenant proche allié d'Israël, les Émirats ont été les instigateurs des accords d'Abraham.

Le printemps arabe a constitué un autre moment de déstabilisation pour la région. En 2011, les populations du monde arabe se sont soulevées pour revendiquer de meilleures conditions sociales et économiques. Selon un rapport de la Banque mondiale, la classe moyenne était particulièrement mécontente « de la détérioration de [son] niveau de vie due au manque de perspectives d'emploi dans le secteur formel, à la piètre qualité des services publics et à l'absence d'éthique de responsabilité de la part des pouvoirs publics¹¹⁶¹ ». Ces revendications ont poussé les populations arabes à demander le départ de certains dirigeants politiques. Cependant, les préoccupations socio-économiques sous-jacentes ont été instrumentalisées par les États-Unis dans le but d'installer des régimes dits démocratiques dans la région, comme en Égypte, en Libye, en Syrie et au Yémen. Bien que les citoyens du monde arabe aspirent à une démocratisation de leurs systèmes politiques pour résoudre leurs problèmes sociaux et économiques¹¹⁶², Washington en a profité pour promouvoir son propre agenda. Parallèlement, le président Obama a pris conscience que l'évolution de l'économie chinoise ne s'était pas accompagnée d'une transformation de son système politique. Le pari de Clinton, qui avait soutenu en 2000 l'entrée de la Chine à l'OMC en espérant qu'elle suivrait la voie de la démocratie comme le Japon, la Corée du Sud et Taïwan, s'est avéré erroné¹¹⁶³. Barack Obama a alors décidé de réduire l'engagement de Washington au Moyen-Orient pour se concentrer sur l'Asie du Sud-Est, dans le but de contenir les ambitions de Pékin. Ce retrait militaire et économique des États-Unis a engendré un vide de pouvoir dans une région qui a toujours été marquée par la présence impériale, comme le souligne Robert D. Kaplan dans *Foreign Affairs*, en mettant en lumière les racines de l'instabilité du Moyen-Orient¹¹⁶⁴. De plus, le retrait du

¹¹⁶⁰ Ibid.

¹¹⁶¹ Voir avec, Saghi Sofinzon, « Un modèle chinois au Moyen-Orient pour les vingt prochaines années ? », *Centre Français de Recherche sur l'Irak (CFRI)*, 14/06/2023, <https://cfri-irak.com/article/un-modele-chinois-au-moyen-orient-pour-les-vingt-prochaines-annees-2023-06-09> [en ligne]. Citant un rapport de la Banque Mondiale : « Le mécontentement de la classe moyenne à l'origine du Printemps arabe », <https://www.banquemondiales.org/fr/news/feature/2015/10/21/middle-class-frustration-that-fueled-the-arab-spring>.

¹¹⁶² Ibid.

¹¹⁶³ Renaud Lambert, op. cit, p. 9. Clintone soulignait : « Il s'agit de notre plus grande chance de favoriser un changement positif en Chine depuis les années 1970, quand le président [Richard] Nixon s'est rendu sur place, explique-t-il le 9 mars 2000 au Congrès américain, auquel il demande l'approbation de ce tournant géopolitique. En rejoignant l'OMC, la Chine n'accepte pas uniquement d'importer plus de nos produits ; elle accepte d'importer l'une des valeurs les plus chères à notre démocratie : la liberté économique. ».

¹¹⁶⁴ Robert D. Kaplan, (2023). "Order After Empire": The Roots of Instability in the Middle East, *Foreign Affairs*, <https://www.foreignaffairs.com/middle-east/order-after-empire>, Le 12 octobre, 2024.

président Trump des accords sur le nucléaire iranien a contribué à alimenter les déceptions des pays de la région envers les États-Unis.

La combinaison de ces événements a poussé les pays de la région à développer de nouvelles stratégies pour instaurer une plus grande stabilité et combler le vide laissé par Washington et ses investissements. Lorsque le prince héritier d'Arabie saoudite, Mohammed ben Salmane, a ordonné l'exécution du journaliste saoudien et chroniqueur du Washington Post, Jamal Khashoggi, le président Biden a tacitement suspendu ses relations avec Riyad, qui avaient été soutenues par son prédécesseur, Donald Trump. À son arrivée au pouvoir, Biden a déclaré qu'« il ne traiterait pas avec des régimes parias¹¹⁶⁵ » et qu'il cherchait à rééquilibrer les relations avec l'Arabie saoudite. Il a précisé : « Nous allons les tenir responsables des violations des droits de l'homme et nous assurer qu'en fait, s'ils veulent traiter avec nous, ils doivent le faire d'une manière qui traite les violations des droits de l'homme¹¹⁶⁶ ». Cette position soulignait le refus de Washington de vendre de nouvelles armes aux Saoudiens, en particulier les chasseurs F-35, issus des accords d'Abraham établis par Trump, pour soutenir leur guerre au Yémen. Biden a une nouvelle fois critiqué le régime saoudien en déclarant que « le gouvernement actuel de l'Arabie saoudite n'a que très peu de valeur sociale [...] il doit rendre des comptes¹¹⁶⁷ ». Mais deux ans plus tard, Biden a dû réévaluer sa position vis-à-vis de Riyad en raison de la crise énergétique provoquée par le conflit en Ukraine. Face à cette situation, Riyad avait déjà commencé à envisager d'autres alternatives à la présence américaine. En particulier, le royaume a su tirer parti de la rivalité entre la Chine et les États-Unis pour en retirer des avantages. Riyad s'est aligné sur l'objectif de dédollariser les échanges commerciaux, signant ainsi un partenariat stratégique avec Pékin. Comme l'a souligné Michael Haendel, les petits États peuvent influencer leurs relations avec les grandes puissances en mobilisant trois types de pouvoir : le pouvoir « dérivé », le pouvoir « collectif » et le pouvoir « intrinsèque ». Ces pouvoirs permettent aux petits États de façonner leurs interactions en utilisant des moyens qui peuvent être obligatoires, institutionnels, ou non conventionnels¹¹⁶⁸. Les États de la région ont habilement exploité ces ressources. L'Arabie saoudite, l'Iran et d'autres pays arabes ont commencé à mener des initiatives de normalisation de leurs relations, visant à résoudre leurs

¹¹⁶⁵ Kaitlan Collins, Kevin Liptak, Vivian Salama and Kylie Atwood, CNN, (2021). "Biden doesn't penalize crown prince despite promise to punish senior Saudi leaders", <https://edition.cnn.com/2021/02/26/politics/biden-mohammed-bin-salman-jamal-khashoggi/index.html>, Le 22 août, 2024.

¹¹⁶⁶ Ibid.

¹¹⁶⁷ Ibid.

¹¹⁶⁸ Tom Long, "Small States, Great Power? Gaining Influence Through Intrinsic, Derivative, and Collective Power", op. cit.

problèmes socio-économiques et commerciaux. Ces efforts visent également à combler le vide sécuritaire laissé par le retrait de Washington, afin d'éviter une crise similaire à celle de 2011¹¹⁶⁹. Cette initiative a certes été amorcée par les accords d'Abraham, que l'Arabie saoudite n'a pas intégrés en raison de la question palestinienne. La normalisation des relations entre Biden et la royauté visait à rapprocher Israël de Riyad, ce qui a été réalisé presque au détriment de la problématique centrale de la région : la question palestinienne, jusqu'à ce que les événements du 7 octobre viennent bouleverser la situation.

En 2021, le président Biden a décidé de mettre fin à 20 ans de guerre des États-Unis en Afghanistan, marquant ainsi la guerre la plus longue et la plus coûteuse de l'histoire américaine. Ce conflit a causé la mort de 2 459 soldats américains et fait plus de 20 000 blessés¹¹⁷⁰, tout en coûtant plus de 2 000 milliards de dollars, selon des chercheurs de l'Université de Brown¹¹⁷¹. Cela a été considéré comme un échec retentissant de la politique des États-Unis dans la région¹¹⁷². Le monde était témoin de scènes terrifiantes, où des Afghans s'accrochaient aux derniers avions américains quittant l'aéroport de Kaboul, tentant désespérément de fuir¹¹⁷³. La plupart d'entre eux tombèrent dans le vide, succombant à leurs blessures, alors que les insurgés talibans se rapprochaient de la capitale.

Les événements du 7 octobre 2023 constituent, à ce jour, le dernier fait marquant ayant entraîné une perte de popularité pour Washington dans la région, au profit du pouvoir accumulé par Pékin. Comme le souligne un sondage d'Arab Barometer, l'un des rares organismes non partisans réalisant des enquêtes d'opinion dans la région, l'influence politique de Washington s'est considérablement détériorée après le 7 octobre 2023, alors que depuis 2003, il avait tenté de redorer son image au sein de celle-ci¹¹⁷⁴. L'étude réalisée dans 16 pays de la région révèle

¹¹⁶⁹ Dalia Dassa Kaye and Sanam Vakil, (2024). "Only the Middle East Can Fix the Middle East": The Path to a Post-American Regional Order, *Foreign Affairs*, <https://www.foreignaffairs.com/middle-east/fix-middle-east-united-states>, Le 23 août, 2024. Voir aussi avec : Camille Lons, "East meets middle: China's blossoming relationship with Saudi Arabia and the UAE", *European Council on Foreign Relations*, *ecfr.eu*, <https://ecfr.eu/publication/east-meets-middle-chinas-blossoming-relationship-with-saudi-arabia-and-the-uae/>, Le 23 août, 2024.

¹¹⁷⁰ Michael A. Cohen, Christopher A. Preble, and Monica Duffy Toft, (2024). "America's Missed Chance in Afghanistan": How Washington's Early Insistence on Total Victory Set the Stage for Defeat, *Foreign Affairs*, <https://www.foreignaffairs.com/united-states/americas-missed-chance-afghanistan>, Le 22 août, 2024.

¹¹⁷¹ The White House, "Remarks by President Biden on the End of the War in Afghanistan", August 31, 2021, <https://www.whitehouse.gov/briefing-room/speeches-remarks/2021/08/31/remarks-by-president-biden-on-the-end-of-the-war-in-afghanistan/>, Le 31 août, 2024.

¹¹⁷² Michael A. Cohen, Christopher A. Preble, and Monica Duffy Toft, op. cit.

¹¹⁷³ Ibid.

¹¹⁷⁴ Michael Robbins, Amaney A. Jamal and Mark Tessler, (2024). "America Is Losing the Arab World" : And China Is Reaping the Benefits, *Foreign Affairs*, <https://www.foreignaffairs.com/united-states/america-losing-arab-world>, Le 22 août, 2024.

que, depuis le 7 octobre 2023, les États-Unis sont perçus comme n'apportant pas de contribution significative à la stabilité politique et économique de la région, contrairement à la Chine, qui bénéficie d'une meilleure image. Une enquête menée par l'*Asean Studies Center* en 2024 confirme cette tendance, montrant que les personnes interrogées en Égypte, en Irak, en Tunisie et en Turquie ont une opinion plus favorable de Xi Jinping et de Vladimir Poutine que de Joseph Biden. Les résultats indiquent un soutien de 33,8 % pour Xi Jinping, contre 21,7 % pour Joseph Biden¹¹⁷⁵. Il n'en fallait pas plus pour que Pékin profite de cette opportunité, en offrant à la région les avantages de son modèle, qui répond à la fois aux besoins spécifiques de la région et à la nature politique de ses régimes. Ces deux éléments constituent des piliers décisifs du consensus chinois.

B. La percée régionale de la Chine et le défi systémique du consensus de Pékin

Alors que les États-Unis se retiraient progressivement du Moyen-Orient, cette région éprouvait d'énormes besoins en investissements directs étrangers (IDE) et en infrastructures pour soutenir sa croissance, favoriser le commerce et répondre aux enjeux sécuritaires qui la placent parmi les zones les plus instables du monde. Pendant ce temps, Pékin connaissait une croissance économique fulgurante, tout en éprouvant des besoins énergétiques croissants. Cette convergence a naturellement conduit la Chine à s'intéresser au Moyen-Orient, qui détient les ressources nécessaires pour satisfaire les exigences énergétiques formulées par le gouvernement chinois pour répondre à la demande intérieure. De plus, cela s'inscrit dans la vision de Xi Jinping de « rassembler tous les peuples du monde sous un même ciel ». Cependant, la Chine est bien consciente que le Moyen-Orient est souvent considéré comme le « cimetière des grands empires ». Pour cette raison, elle a su tirer des leçons des contradictions rencontrées par la politique de Washington dans la région, afin d'ajuster son engagement aux réalités locales. Cette approche pragmatique a amené Pékin à demander à ses instituts gouvernementaux spécialisés dans les études sur le Moyen-Orient d'évaluer la concurrence des grandes puissances dans la région et ses implications, dans le but d'affiner son engagement¹¹⁷⁶.

¹¹⁷⁵ Asean Studies Center, (2024). "The State of Southeast Asia: 2024 Survey Report", *ISEAS YUSOF Ishak Institue*, <https://www.iseas.edu.sg/centres/asean-studies-centre/state-of-southeast-asia-survey/the-state-of-southeast-asia-2024-survey-report/>, Le 22 août, 2024.

¹¹⁷⁶ Wang Jinglie, "美、俄、法等大国加紧对中东的争夺[Big Powers Such as the United States, Russia, and France are Intensifying Competition Over Influence in the Middle East]," in 1997~1998 *Middle East and Africa Development Report*, ed. Yahia H. Zoubir (*Yellow Book of International Politics, March, 1998*), https://www.pishu.com.cn/skwx_ps/initDatabaseDetail?siteId=14&contentId=3104186&contentType=literature&type=%25E6%258A%25A5%25E5%2591%258A, Cité par Lior Sternfeld, op. cit.

Après avoir constaté en 1997 que des grandes puissances telles que la Russie, les États-Unis et la France intensifiaient leur concurrence pour influencer le Moyen-Orient, Pékin a également renforcé sa présence dans la région en signant des accords commerciaux bilatéraux de cinq ans avec la Turquie, Chypre, l'Algérie, la Tunisie, la Libye, le Soudan, l'Égypte et le Koweït.

Pékin s'est intéressé à la région depuis les années 1960, lorsque Mao Zedong a lancé son idéologie du tiers-monde, soutenant ainsi les luttes armées contre l'impérialisme occidental. À mesure que ses relations avec l'Union soviétique se détérioraient et que la Chine cherchait à éclipser Taïwan aux Nations Unies, Pékin a choisi de s'aligner sur le *statu quo* régional entre l'Iran et l'Arabie saoudite, soutenu par les États-Unis pour limiter l'influence soviétique dans la région. C'est ainsi que la Chine a établi des relations diplomatiques avec les 22 États arabes et a créé, en 2004, le Forum de coopération Chine-États arabes (CASCF) en collaboration avec la Ligue des États arabes, afin de promouvoir une coopération fondée sur les cinq principes de la coexistence pacifique et des avantages mutuels.

Depuis que la Chine est devenue un important importateur de pétrole en 1993, la région est devenue essentielle pour le Parti communiste chinois (PCC). En effet, depuis 2003, les quatre plus grands fournisseurs de pétrole de la Chine sont Oman, le Yémen, l'Iran et l'Arabie saoudite, dont Pékin tire près de la moitié de son approvisionnement en pétrole. Consciente de l'instabilité régnante dans la région et de l'influence croissante des États-Unis, qui pourrait nuire aux intérêts nationaux chinois, la Chine a décidé d'adopter une stratégie discrète pour s'imposer comme un acteur influent dans cette zone¹¹⁷⁷. Cela a eu le mérite d'éviter une confrontation directe entre les deux grandes puissances, qui aurait pu nuire à leurs intérêts respectifs et à la stabilité recherchée par les acteurs de la région. Pour mettre en œuvre sa stratégie d'influence, la Chine a su exploiter son pouvoir discursif, lui permettant d'accumuler un capital symbolique. Elle s'en sert pour différencier son approche de celle de Washington, en s'appuyant notamment sur une « mémoire géopolitique » commune avec les pays arabes. Ce concept constitue un « lieu commun rhétorique » qui rapproche les peuples du Grand Sud. Dans son Livre blanc publié en 2016, qui établit sa vision stratégique pour le Moyen-Orient, la Chine n'hésite pas à recourir aux notions de « coopération gagnant-gagnant » et de « développement commun » pour

¹¹⁷⁷ Lauren Barney and Aaron Glasserman, (2024). “China’s Do-Nothing Strategy in the Middle East”: Beijing Needs a Safe Red Sea—but Wants Washington to Deliver It, *Foreign Affairs*, <https://www.foreignaffairs.com/china/chinas-do-nothing-strategy-middle-east#:~:text=To%20expand%20its%20influence%20in%20the>, Le 25 septembre, 2024.

renforcer son empreinte dans le monde arabo-musulman. Dans l'avant-propos, elle souligne que :

Depuis l'établissement des relations diplomatiques entre la Chine et les pays arabes il y a 60 ans, la coopération dans tous les domaines n'a cessé de s'approfondir. La Chine a établi un partenariat stratégique global, un partenariat stratégique ou un partenariat de coopération stratégique avec huit pays arabes, et a mis en place un mécanisme de dialogue stratégique avec le Conseil de coopération du Golfe. Les pays arabes dans leur ensemble sont devenus le plus grand fournisseur de pétrole brut de la Chine et le 7^e partenaire commercial de la Chine. Les initiatives proposées par la Chine visant à construire conjointement la « Ceinture économique de la Route de la soie » et la « Route de la soie maritime du XXI^e siècle », en établissant un modèle de coopération « 1+2+3 » (pour prendre la coopération énergétique comme noyau, la construction d'infrastructures et la facilitation du commerce et de l'investissement comme les deux ailes, et trois domaines de haute et nouvelle technologie de l'énergie nucléaire, des satellites spatiaux et des nouvelles énergies comme les trois percées), et la coopération en matière de capacités industrielles, sont bien accueillis par les pays arabes. Les deux parties ont un large consensus sur la sauvegarde de la souveraineté et de l'intégrité territoriale des États, la défense de la dignité nationale, la recherche d'une résolution politique aux problèmes brûlants et la promotion de la paix et de la stabilité au Moyen-Orient. Nous partageons des points de vue similaires sur des questions telles que la réforme des Nations Unies, le changement climatique et les négociations commerciales du Cycle de Doha, et nous maintenons une coordination et une coopération solides. Les échanges culturels et éducatifs sont plus fréquents et les liens entre les peuples se resserrent grâce à une meilleure compréhension mutuelle et à une meilleure amitié entre les deux peuples¹¹⁷⁸.

Le document affirme que :

Au cours des 60 dernières années, la coopération amicale sino-arabe a fait des bonds historiques en termes d'ampleur et de profondeur. Elle est devenu un modèle de coopération Sud-Sud et a acquis l'expérience réussie suivante : les deux parties se sont toujours respectées et traitées comme des égales et sont restées des frères, des amis et des partenaires, quoi qu'il arrive sur la scène mondiale ; Les deux parties ont insisté sur le principe de l'avantage mutuel, du développement gagnant-gagnant et du développement commun et ont poursuivi des intérêts communs et un développement durable, quels que soient les changements ou les développements qui se produisent de part et d'autre ; Et les deux parties

¹¹⁷⁸ The States Council the People's Republic of China, "China's Policy Paper", op. cit.

ont promu le dialogue, les échanges et l'apprentissage mutuel entre les civilisations, et ont toujours respecté le système social et le chemin de développement de l'autre, quelles que soient les différences idéologiques qui existent¹¹⁷⁹.

Ce dernier paragraphe illustre parfaitement le principe de différenciation qui guide l'approche de Pékin par rapport à celle de Washington dans la région. Grâce à la *Belt and Road Initiative* (BRI), Pékin est devenu, depuis 2016, le principal investisseur étranger au Moyen-Orient¹¹⁸⁰. Alors que ses investissements étaient initialement concentrés sur le commerce et le secteur énergétique, Pékin a élargi la portée de son engagement en intégrant des infrastructures, des projets de villes intelligentes technologiquement avancées, des pôles d'innovation et des réseaux mobiles 5G¹¹⁸¹. Cet engagement a renforcé l'influence de Pékin dans la région, les pays de celle-ci considérant désormais la Chine comme un partenaire fiable et une alternative viable à Washington. Pour les États membres du Conseil de Coopération du Golfe (CCG), la relation avec la Chine est devenue stratégique plutôt qu'opportuniste. Le commerce entre la Chine et le CCG a connu une croissance spectaculaire, passant de 10 milliards de dollars en 2000 à plus de 230 milliards de dollars en 2021, contribuant ainsi à l'érosion de l'influence occidentale dans la région. Gedaliah Afterman et Allie Weinberger, deux membres du programme de politique asiatique de l'Institut Abba Eban de l'Université Reichman, ont souligné que « la capacité et la volonté de la Chine de coopérer avec les acteurs régionaux sans imposer d'idéaux politiques ou de droits de l'homme s'aligne sur les visions des dirigeants du Moyen-Orient. Cette approche stratégique suggère une réorientation des relations et des positions régionales, dans laquelle la Chine gagne en importance en tant que partenaire économique et de développement clé¹¹⁸² ». Bien entendu, Pékin n'est pas moins ravi de savoir que plusieurs États du Moyen-Orient partagent sa vision d'un nouvel ordre international, et sa position concernant les droits de l'homme. Dans une note détaillant les relations futures avec l'Asie de l'Ouest et l'Afrique du Nord, le PCC a noté que « sur la question des droits de l'homme, les États de cette région ont la même position que notre pays : s'opposer fermement aux puissances étrangères qui ont

¹¹⁷⁹ Ibid.

¹¹⁸⁰ Nurettin Akcay, (2023). "Beyond Oil: A New Phase in China-Middle East Engagement": Yes, the oil trade is a major factor. But China's eagerness to also invest in technology, renewable energy, and infrastructure is driving the next phase of cooperation, *The Diplomat*, <https://thediplomat.com/2023/01/beyond-oil-a-new-phase-in-china-middle-east-engagement/#:~:text=Beijing%20has%20become%20the%20region%E2%80%99s%20biggest>, Le 25 septembre, 2024.

¹¹⁸¹ Ibid.

¹¹⁸² Gedaliah Afterman and Allie Weinberger, "China's growing influence in the Middle East", Ibid.

utilisé les droits de l'homme pour intervenir dans la politique intérieure¹¹⁸³ ». Cette rhétorique chinoise, qui s'impose dans le monde en développement au point de devenir ce que Roromme Chantal a qualifié de « lieu commun rhétorique », influence considérablement la diplomatie multilatérale des pays du Sud. Ces nations n'hésitent pas à apporter leur soutien à la Chine dans les institutions multilatérales lorsque celle-ci en éprouve le besoin. Ainsi, lors de la 53^e session du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, l'Égypte, l'Algérie et le Soudan ont appuyé le veto de la Chine en tant que membre du comité¹¹⁸⁴. Cela renforce le capital politique de Pékin, qui n'hésite pas à exploiter les contradictions des États-Unis pour en accroître davantage son influence.

La Chine refuse d'adopter la logique de la guerre froide, qui consisterait à diviser la région en blocs géopolitiques pour les opposer les uns aux autres afin de tirer profit des tensions. Au contraire, Pékin choisit de coopérer avec toutes les parties, ce qui lui permet d'accumuler du capital politique et diplomatique. Cela se manifeste notamment par le respect du principe d'une seule Chine par les pays de la région, l'absence de relations officielles avec Taïwan, et un soutien constant aux Nations Unies. Ainsi, la République Populaire de Chine est devenue un acteur privilégié dans le multilatéralisme régional depuis 2013. Elle a entrepris des médiations en Afghanistan, en Syrie, entre l'Arabie saoudite et l'Iran, ainsi qu'entre les factions palestiniennes du Fatah et du Hamas, et au Yémen, y compris avec les rebelles Houthis. Bien que ces efforts n'aient pas toujours porté leurs fruits, ils ont permis à Pékin de se positionner en tant que médiateur recherché dans la région, éclipsant ainsi la diplomatie de Washington. Tripa Parsi, vice-président du *Quincy Institute for Responsible Statecraft*, et Khalid Aljabri, cardiologue et entrepreneur saoudien en exil, ont souligné dans *Foreign Affairs* les succès de la diplomatie chinoise par rapport à celle des États-Unis, en notant que :

Alors que l'équipe du président américain Joe Biden au Moyen-Orient se concentrait sur la normalisation des relations israélo-saoudiennes, la Chine a réalisé le développement régional le plus important depuis les accords d'Abraham : un accord visant à mettre fin à sept ans d'éloignement entre l'Arabie saoudite et l'Iran. L'accord de normalisation signé la semaine dernière par Riyad et Téhéran est remarquable non seulement en raison de ses répercussions positives potentielles dans la région – du Liban et de la Syrie à l'Irak et au Yémen – mais aussi en raison du rôle de premier plan de la Chine et de l'absence des États-

¹¹⁸³ Nada Awad, "HRC53: Key issues on agenda of June 2023 session of the Human Rights Council." International Service for Human Rights, June 8, 2023, <https://ishr.ch/latest-updates/hrc53-key-issues-on-agenda-of-june-2023-session-of-the-human-rights-council/>, Texte cité par: Lior Sternfeld, op. cit.

¹¹⁸⁴ Lior Sternfeld, op. cit.

Unis dans la diplomatie qui y a conduit. Washington craint depuis longtemps l'influence croissante de la Chine au Moyen-Orient, imaginant qu'un retrait militaire américain créerait des vides géopolitiques que la Chine comblerait. Mais le vide pertinent n'était pas militaire, créé par le retrait des troupes américaines ; C'était le vide diplomatique laissé par une politique étrangère qui menait avec l'armée et faisait trop souvent de la diplomatie une réflexion après coup. L'accord représente une victoire pour Pékin. En servant de médiateur à la désescalade entre deux ennemis jurés et les principaux producteurs de pétrole régionaux, il a à la fois contribué à sécuriser l'approvisionnement énergétique dont il a besoin et à renforcer sa réputation d'intermédiaire de confiance dans une région accablée par les conflits, ce que Washington n'a pas pu faire. Le succès chinois a été possible en grande partie grâce aux erreurs stratégiques des États-Unis : une politique destructrice qui associait la pression sur l'Iran à la supplication à l'Arabie saoudite a aidé la Chine à émerger comme l'une des rares grandes puissances ayant de l'influence et de la confiance avec ces deux États¹¹⁸⁵.

Chemin faisant, Pékin a réussi à progresser vers son objectif de réaliser un Moyen-Orient multipolaire en ralliant l'Iran, les pays du Golfe, et la Turquie, tout en signant également des partenariats stratégiques avec Israël. La Chine capitalise clairement sur les faiblesses de la logique guerrière de la guerre froide, qui a conduit les États-Unis et la Russie à épuiser leur pouvoir d'influence dans la région, créant ainsi une ouverture propice à des processus de négociation entre les pays. Liu Chang, analyste à l'Institut chinois d'études internationales, souligne que cette situation représente une opportunité historique pour la Chine d'exercer une plus grande influence régionale. En conséquence, elle a intensifié le nombre et l'intensité de ses dialogues multilatéraux dans la région ces dernières années¹¹⁸⁶. Après avoir fondé les BRICS en 2009 en tant qu'organisation multilatérale visant à contrebalancer le G7, les membres des BRICS ont décidé, à l'été 2023, d'élargir leur groupe en annonçant l'arrivée prochaine de l'Argentine, de l'Égypte, de l'Éthiopie, de l'Iran, de l'Arabie saoudite et des Émirats arabes unis¹¹⁸⁷. La même année, les Émirats arabes unis et l'Arabie saoudite ont intégré l'Organisation de coopération de Shanghai (OSC) en tant que partenaires de dialogue, rejoignant ainsi l'Iran, qui en était déjà membre. Cependant, certains analystes estiment que la décision des États du

¹¹⁸⁵ Tripa Parsi and Khalid Ajrabri, (2023). "How China Became a Peacemaker in the Middle East" : Washington's Missteps Paved the Way for Beijing's Saudi-Iranian Deal, *Foreign Affairs*, <https://www.foreignaffairs.com/china-became-peacemaker-middle-east>, Le 25 août, 2024.

¹¹⁸⁶ Chang Liu, "中国与中东国家安全合作迎来历史新机遇 [China-Middle East Security Cooperation Sees New Historical Opportunities]," *China Academic Journal*, (CIIS 2019): https://www.ciis.org.cn/yjcg/sspl/202007/t20200710_803.html, Le 25 août, 2024.

¹¹⁸⁷ Lior Sternfeld, op. cit.

Golfe de rejoindre ces organisations n'est pas particulièrement significative, car ils jouent un rôle mineur dans les affaires mondiales en raison de leur pouvoir limité et des divergences de nature qui peuvent exister entre des acteurs parfois rivaux¹¹⁸⁸. Cela place cependant Pékin dans un rôle clé, réunissant des partenaires du Grand Sud qui partagent une vision commune d'un monde alternatif au consensus établi par Washington.

Malgré le pouvoir accumulé dans la région, Pékin n'ignore pas que la question palestinienne demeure un élément central de la géopolitique régionale. Bien que la Chine ne souscrive pas à la logique guerrière de la guerre froide, elle reste fermement attachée aux valeurs du Sud, qui incluent la lutte contre l'impérialisme occidental. Ainsi, après les événements du 7 octobre et les massacres qui se poursuivent à Gaza, Pékin a pris position en faveur de la Palestine, soulignant le droit des Palestiniens à l'autodétermination et à la résistance armée¹¹⁸⁹, malgré son partenariat stratégique avec l'État d'Israël. Cette prise de position n'a d'ailleurs pas été bien accueillie par Israël, compte tenu des avantages conférés par ce partenariat¹¹⁹⁰. Le partenariat couvre plusieurs domaines, allant des infrastructures à l'agriculture, en passant par l'éducation et les nouvelles technologies de pointe. Les échanges commerciaux entre les deux pays sont en forte augmentation depuis 2022, atteignant un record de 21 milliards de dollars. Au cours de la dernière décennie, les entreprises chinoises ont conclu environ 500 accords d'investissement en Israël, principalement dans les secteurs des télécommunications, de l'intelligence artificielle et de l'informatique en nuage¹¹⁹¹. Par ailleurs, ce partenariat n'a pas été du goût de Washington, ce qui a conduit Israël, depuis 2019, à rejeter plusieurs offres de projets d'investissements chinois dans des infrastructures sensibles pour la sécurité. Ces éléments peuvent en partie expliquer le choix de la Chine de s'attaquer ouvertement aux massacres perpétrés par les autorités israéliennes en Palestine. En effet, ce positionnement se justifie également par la concurrence entre grandes puissances et les gains potentiels que la Chine pourrait réaliser par rapport aux pays arabes, à l'Iran et dans le Grand Sud en général, afin d'éclipser les États-Unis. Cela implique que les avantages tirés de la relation avec Israël sont minimes par rapport à ceux que Pékin obtient avec d'autres partenaires

¹¹⁸⁸ Camille Lons, op. cit.

¹¹⁸⁹ Yun Sun, (2012). "With second meeting in June, China finds opportunity in Hamas-Fatah talks": China is increasingly seeing Hamas as a legitimate political force in the political process on Palestine's future and statehood, refusing to condemn or describe the group as a terrorist organization, *Al-Monitor*, <https://www.al-monitor.com/originals/2024/05/second-meeting-june-china-finds-opportunity-hamas-fatah-talks>, Le 25 août, 2024.

¹¹⁹⁰ Patricia M. Kim, Kevin Dong, and Mallie Prytherch, (2024). "Chinese narratives on the Israel-Hamas war", *Brookings*, <https://www.brookings.edu/articles/chinese-narratives-on-the-israel-hamas-war/>, Le 25 août, 2024.

¹¹⁹¹ Camille Lons, op. cit.

de la région. Comme le soulignent Gedaliah Afterman et Allie Weinberger, « la Chine a tiré parti du conflit pour discréditer les États-Unis tout en renforçant sa propre position. Un objectif important pour la Chine a également été d'obtenir le soutien arabe et musulman pour sa politique au Xinjiang, tout en rejetant les critiques occidentales et surtout américaines sur les politiques de Pékin en matière de droits de l'homme, les qualifiant d'hypocrites. En tant que telle, la stratégie de la Chine tout au long de la guerre de Gaza a été de s'aligner sur les intérêts du monde arabe tout en différenciant sa position de celle des États-Unis¹¹⁹² ».

Fort d'un immense capital politique et diplomatique accumulé dans la région, les acteurs régionaux ainsi que les États occidentaux s'attendent à une plus grande implication de la Chine sur les plans politique et sécuritaire. Cela concerne particulièrement la sécurisation de ses approvisionnements énergétiques, compte tenu des partenariats de sécurité qu'elle a signés avec de nombreux États du Golfe et d'autres pays de la région. Cependant, les pays du Golfe demeurent sceptiques quant à la possibilité d'une implication de la Chine en matière de sécurité au point de remplacer Washington¹¹⁹³. Depuis que les ressortissants chinois et les entreprises chinoises rencontrent des problèmes de sécurité à l'étranger, de nombreuses voix s'élèvent pour souligner que la Chine modifie sa stratégie afin de mieux protéger ses intérêts à l'international, en envisageant une participation plus active de ses forces militaires. Par exemple, en mai 2021, un ressortissant chinois a été tué au Soudan du Sud, le long d'une route principale reliant la capitale Juba à la ville de Rumbek. En juillet, neuf autres citoyens chinois ont perdu la vie et un autre a été blessé lors d'attaques terroristes au Pakistan. Moins d'une semaine plus tard, des hommes armés ont enlevé trois travailleurs chinois et deux Mauritaniens sur un chantier de construction dans le nord du Mali¹¹⁹⁴. Ces événements ont suscité une grande inquiétude au sein des autorités chinoises, qui ont exhorté les pays d'accueil à accorder une plus grande attention à la sécurité des entreprises et des ressortissants chinois. Cet appel résonne avec un éditorial du magazine *Global Times* publié le 16 juillet 2021, qui soulignait « *Those who terrorize our compatriots will pay : Global Times editorial* ¹¹⁹⁵ ». En analysant l'insécurité entourant les investissements chinois au Pakistan, le magazine a noté que l'armée chinoise pourrait intervenir si les capacités de sécurité du pays s'avéraient insuffisantes. À la suite de

¹¹⁹² Gedaliah Afterman and Allie Weinberger, op. cit.

¹¹⁹³ Camille Lons, op. cit.

¹¹⁹⁴ Andrea Ghiselli, (2021). "Continuity and Change in China's Strategy to Protect Overseas Interests", *Work the Rocks, National Security for Insiders. By Insiders*, <https://warontherocks.com/2021/08/continuity-and-change-in-chinas-strategy-to-protect-overseas-interests/>, Le 25 août, 2024.

¹¹⁹⁵ Global Times, (2021). "Those who terrorize our compatriots will pay: Global Times editorial", <https://www.globaltimes.cn/page/202107/1228865.shtml#.YPQBzSyHH10.twitter>, Le 28 août, 2024.

ces incidents, les responsables américains ont rapidement interprété l'engagement sécuritaire de la Chine à l'étranger, visant à protéger ses entreprises et ses ressortissants, comme une première étape vers l'établissement d'une sphère d'influence chinoise en dehors de l'Asie. Le général Stephen Townsend, commandant du Commandement en chef des États-Unis pour l'Afrique, a même confondu, lors d'une interview accordée à l'*Associated Press*, les véritables efforts de la Chine pour protéger ses intérêts en Afrique avec des spéculations sur une stratégie plus large, impliquant l'établissement d'une présence militaire stable en Afrique de l'Ouest, ce qui pourrait constituer une menace pour la côte orientale des États-Unis¹¹⁹⁶.

Cela a suscité un débat académique concernant la question de savoir si la présence économique croissante de la Chine au Moyen-Orient entraînera une affirmation politique de son rôle dans la région, menaçant ainsi les intérêts des États-Unis. Un consensus émerge dans les milieux universitaires, qui s'accordent à dire que la Chine n'augmentera pas son engagement à long terme sur les questions de sécurité au Moyen-Orient au point de remplacer l'influence de Washington. Certains soulignent la dimension quantitative des armements chinois dans la région, qui ne représente que 2 % des armements des États-Unis, qui détiennent 75 % du marché. De plus, la volonté de la Chine de remplacer Washington semble limitée, comme l'indiquent les sondages réalisés par l'*European Council on Foreign Relations* (ECFR) en 2023, avant le 7 octobre, qui révèlent que 50 % des Saoudiens préfèrent être couverts par Washington, contre 39 % en faveur de Pékin¹¹⁹⁷. D'autres sondages ont révélé que la majorité des populations du Golfe entretiennent des liens culturels plus étroits avec les États-Unis qu'avec Pékin. Cela influence significativement le choix des étudiants en ce qui concerne les universités où ils souhaitent être formés. Lorsqu'on leur demande s'ils préféreraient vivre aux États-Unis ou en Chine, 63 % des répondants choisissent Washington ou l'Europe, tandis que seulement 7 % optent pour Pékin¹¹⁹⁸. Cela remet en question la volonté de Pékin à s'investir davantage sur le plan politique et militaire dans les questions de sécurité du Moyen-Orient.

D'autres universitaires ont choisi d'examiner la question sous l'angle de l'identité chinoise, soulignant que Pékin ne modifiera pas sa politique étrangère axée sur la protection de ses

¹¹⁹⁶ Lolita C. Baldor, « General: China's Africa outreach poses threat from Atlantic », *Associated Press* (AP), <https://apnews.com/article/middle-east-africa-china-business-government-and-politics-24f774a952eaabcb38d2b25380b61a62>, Le 25 août, 2024.

¹¹⁹⁷ Timothy Garton Ash, Ivan Krastev, Mark Leonard, (2023). "Living in an à la carte world: What European policymakers should learn from global public opinion", *European Council on Foreign Affairs*, [ecfr.eu, https://ecfr.eu/publication/living-in-an-a-la-carte-world-what-european-policymakers-should-learn-from-global-public-opinion/](https://ecfr.eu/publication/living-in-an-a-la-carte-world-what-european-policymakers-should-learn-from-global-public-opinion/), Le 28 août, 2024.

¹¹⁹⁸ Ibid.

intérêts, malgré certaines évolutions dans son engagement en matière de sécurité, tant dans la région qu'à l'échelle mondiale¹¹⁹⁹. Ces études fournissent des réponses plus complètes et enrichissent la compréhension du défi systémique que représente la Chine au Moyen-Orient. Chien-Kai Chen, spécialiste des relations internationales au *Department of International Studies* du Rhodes College, soutient dans une étude que la préservation de l'identité du Sud est un principe fondamental de la politique étrangère de la Chine. Sans cela, Pékin risquerait de perdre toute crédibilité auprès du monde en développement. Il souligne que :

La promotion par la Chine des « cinq principes de la coexistence pacifique » depuis les années 1950 comme doctrine directrice de ses relations étrangères a forgé un « chemin » à suivre pour la Chine, le long duquel elle a fait et répété des promesses contre l'interventionnisme et l'impérialisme à d'autres pays, y compris ceux du Moyen-Orient. À son tour, cela a créé une situation où s'éloigner de cette « voie contre l'interventionnisme et l'impérialisme » causera d'énormes dommages à la réputation de la Chine en tant que partenaire non interventionniste fiable pour les pays du Moyen-Orient et le « Sud global » en général. En conséquence, la Chine s'est abstenue, et continuera sans doute de s'abstenir, d'être trop affirmée politiquement sur les affaires du Moyen-Orient¹²⁰⁰.

Il avait probablement raison de souligner que la Chine évite de s'affirmer davantage politiquement afin de préserver ses intérêts dans la région. Cependant, cette hypothèse ne s'applique que si les intérêts fondamentaux de Pékin ne sont pas radicalement menacés à l'étranger. En réalité, la situation est plus complexe. C'est ce qu'illustre également Andrea Ghiselli, spécialiste de la Chine, dans son ouvrage *Protecting China's Interests Overseas : Securitization and Foreign Policy*. Elle souligne que l'engagement de la Chine n'est pas nécessairement perçu comme une menace par Washington, bien qu'il existe un consensus en Chine sur la nécessité d'un rôle plus affirmé de l'Armée pour protéger ses entreprises et ses ressortissants en cas de danger à l'étranger¹²⁰¹. Cependant, loin d'être le reflet d'une stratégie ambitieuse visant à nuire aux intérêts des États-Unis, ce consensus découle plutôt d'une réponse à une série de crises.

La doctrine chinoise visant à protéger ses intérêts à l'étranger a longtemps consisté à rendre les entreprises et les ressortissants chinois, qui choisissent de travailler dans des zones à haut risque, responsables de leur propre sécurité. Cette approche incite ces acteurs à investir

¹¹⁹⁹ Chien Kai Chen, op. cit,

¹²⁰⁰ Ibid.

¹²⁰¹ Andrea Ghiselli, *Protecting China's Interests Overseas: Securitization and Foreign Policy*, Oxford University Press, 2021.

massivement dans des sociétés de sécurité privées, tout en posant comme principe fondamental que ces sociétés ne doivent pas agir comme leurs homologues multinationales, qui n'hésitent pas à recourir à l'intervention militaire. Pékin ne considère pas que la force soit une solution durable pour résoudre les conflits. Certains chercheurs chinois soutiennent qu'une utilisation fréquente de la force par les entrepreneurs de sécurité privés à l'étranger pourrait entraîner des risques diplomatiques importants, qui surpasseraient les gains en matière de sécurité¹²⁰². La difficulté réside cependant dans le fait que les entreprises et les ressortissants chinois minimisent les questions de sécurité en investissant très peu de moyens, ce qui pousse les responsables politiques chinois à intervenir et transforme ainsi la doctrine de sécurité de Pékin. Deux événements marquants ont conduit à cette évolution. D'une part, les événements de 2011 en Libye, qui ont débouché sur des bombardements de l'OTAN, ont contraint Pékin à évacuer 36 000 de ses ressortissants. Pour ce faire, l'armée et la marine chinoises ont été mobilisées pour assurer ces évacuations¹²⁰³. D'autre part, la publication de l'édition 2013 de *La Science de la Stratégie militaire* a conduit à une révision de la doctrine chinoise concernant « les opérations militaires autres que la guerre » à l'étranger. Ces changements coïncidaient avec le développement de nouvelles infrastructures de déploiement international pour la marine chinoise¹²⁰⁴.

David Styan, spécialiste des relations internationales au Birkbeck College de l'Université de Londres, a souligné deux autres événements marquants qui ont éveillé l'intérêt de la Chine sur la manière dont l'armée pourrait contribuer à la protection de ses intérêts à l'étranger¹²⁰⁵. Le premier élément, note-t-il, est la signature d'un accord de coopération en matière de sécurité avec Djibouti et l'envoi du premier attaché militaire chinois dans ce pays, à la suite du Forum sur la coopération sino-africaine de 2012. Cela a conduit à l'ouverture de la première base militaire de la Chine en août 2017, coïncidant avec le 90e anniversaire de l'Armée populaire de libération (APL). Le second événement a été la décision des autorités chinoises de déployer des troupes de combat dans les missions de maintien de la paix des Nations Unies au Mali (2013) et au Soudan du Sud (2015)¹²⁰⁶. L'objectif de ces déploiements est, d'une part, d'installer

¹²⁰² Zhao Kejin and Li Shaojie, (2015). "On the privatization of China's overseas security system", *Institute of World Chinese Academy of Social Sciences*, ISSN:1006-9550 CN:11-1343/F12 issues per year Economic and Politics, 2015, <https://jtp.oversea.cnki.net/Bilingual/Navi/Detail?pykm=SJJZ&year=2015&issue=10>.

¹²⁰³ Andrea Ghiselli, "Continuity and Change in China's Strategy to Protect Overseas Interests", op. cit.

¹²⁰⁴ Ibid.

¹²⁰⁵ David Styan, (2020). "China's Maritime Silk Road and Small States: Lessons from the Case of Djibouti", *Journal of Contemporary China*, Volume 29, 2020 – Issue 122, <https://doi.org/10.1080/10670564.2019.1637567>.

¹²⁰⁶ Ibid.

de petits détachements d'unités de garde au Darfour et au Soudan du Sud, afin que l'armée se familiarise avec son nouvel environnement et acquière de l'expérience. D'autre part, il s'agit d'accumuler un capital diplomatique qui sera investi dans l'élaboration des mandats des missions de maintien de la paix, visant à protéger les installations chinoises par des soldats de la paix non chinois, comme cela a été le cas au Soudan du Sud en 2014¹²⁰⁷.

Cependant, malgré ces évolutions dans la stratégie chinoise de protection de ses intérêts à l'étranger, ces facteurs n'ont pas beaucoup modifié les principes fondamentaux de la doctrine chinoise. Par exemple, la Chine n'a pas construit un réseau de bases militaires comme l'ont fait les États-Unis après leurs nombreux investissements dans les infrastructures portuaires. De plus, Pékin a établi des coopérations de sécurité avec des acteurs locaux, mais pas dans le but d'agir à leur place ; la sécurité des intérêts chinois repose principalement sur ses partenaires. L'universitaire chinois Zhong Feiting a qualifié cela de « communication politique avec d'autres pays ». Ce type de partenariat est également visible dans les relations que Pékin entretient avec le gouvernement taliban depuis le retrait des États-Unis, visant à prévenir la propagation des actions terroristes au Xinjiang et au Tibet, ainsi qu'avec les mandataires houthis en mer Rouge¹²⁰⁸. La Chine a signé des partenariats de coopération diplomatique, incluant une option militaire, avec de nombreux pays du Moyen-Orient, tels que l'Iran, les Émirats arabes unis, l'Arabie saoudite, Oman (lorsqu'il a intégré la BRI en 2018), l'Afghanistan et le Yémen. Cette stratégie s'avère plus efficace, car elle permet à Pékin de maintenir son immense capital politique accumulé dans le Grand Sud, en s'appuyant sur sa rhétorique sur la non-intervention militaire et le respect de l'intégrité territoriale, tout en protégeant ses intérêts vitaux. Ce faisant, la Chine conserve le soutien du monde en développement dans sa compétition avec les États-Unis. Andrea Ghiselli a observé que « les officiers militaires chinois sont conscients du fait que l'usage de la force à l'étranger, même dans le contexte de missions de maintien de la paix, n'est pas un simple événement tactique, mais a plutôt des implications diplomatiques cruciales¹²⁰⁹ ». Cette observation est partagée par plusieurs universitaires, qui ont démontré que l'armée n'est pas toujours l'outil le plus efficace pour protéger les intérêts d'un pays à l'étranger¹²¹⁰.

¹²⁰⁷ Andrea Ghiselli, op. cit.

¹²⁰⁸ Stefanie Kam, (2021). "The fall of Afghanistan and its implications for China", *East Asia Forum*, <https://eastasiaforum.org/2021/09/21/the-fall-of-afghanistan-and-its-implications-for-china/>, Le 28 août, 2024.

¹²⁰⁹ Andrea Ghiselli, *Protecting China's Interests Overseas: Securitization and Foreign Policy*, Ibid.

¹²¹⁰ Eugene Gholz and Daryl G. Press, "Protecting "The Prize": Oil and the U.S. National Interest", *Security Studies*, Volume 19, 2010 – Issue, 3, <https://doi.org/10.1080/09636412.2010.505865>.

Bien entendu, cela ne signifie pas que la Chine n'utilisera jamais son potentiel militaire pour protéger ses intérêts à l'étranger. En effet, il existe un risque significatif que la Chine intervienne militairement dans des zones à risque menaçant gravement ses intérêts vitaux, dont le Moyen-Orient fait partie. Par exemple, malgré l'accord conclu avec les rebelles Houthis, qui ont promis de ne pas s'attaquer aux infrastructures chinoises, il est clair que Pékin n'a pas été épargné par leurs attaques. Plus récemment, au Pakistan, l'Armée de libération du Baloutchistan, un groupe indépendantiste basé à l'ouest du pays, a menacé de s'en prendre aux installations chinoises¹²¹¹ si Pékin ne se retirait pas de la région¹²¹². Cependant, à la différence des États-Unis, qui ont souvent perçu la diplomatie comme la dernière solution pour résoudre les conflits, Pékin continuera d'insister sur la négociation et la coopération afin de préserver le capital symbolique qu'il a largement accumulé dans le monde en développement.

II. La Chine en Amérique latine : une incursion inédite réussie dans l'arrière-cour de Washington

La montée en puissance de la Chine dans le monde orchestre incontestablement de profonds bouleversements dans la politique mondiale, modifiant les relations traditionnelles que les puissances occidentales entretiennent avec leurs « périphéries ». L'Amérique latine ne fait pas exception à cette dynamique impulsée par la Chine depuis les années 1970. Pékin ne cesse de renforcer sa présence dans cette région, souvent perçue comme « l'arrière-cour » des États-Unis. La Chine accomplit ainsi une prouesse qu'aucune autre puissance n'avait réalisé depuis le retrait des puissances européennes, bien avant l'émergence de l'empire américain. En effet, depuis la doctrine Monroe de 1823, Washington a sanctuarisé sa présence dans la région, renforcée par la politique du *Big Stick* de 1904, empêchant toute grande puissance d'y étendre son emprise. Pourtant, depuis deux décennies, Pékin exerce une influence de plus en plus significative dans cet hémisphère. Malgré la distance géographique, les barrières linguistiques et culturelles, la Chine développe des relations multiformes avec les pays de la région, leur offrant de nouvelles opportunités et une alternative intéressante à l'hégémonie américaine. Pékin a débuté par des relations économiques et commerciales, devenant le deuxième plus grand partenaire commercial de la région, derrière les États-Unis, et le premier pour l'Amérique

¹²¹¹ https://www.linkedin.com/posts/observatoireenrs_chine-pakistan-terrorisme-activity-7234440256576524288-0Ccg?utm_source=share&utm_medium=member_ios.

¹²¹² Laurent Pinguer, (2024). "CPEC – Corridor économique Chine-Pakistan, l'élève turbulent de la BRI", IN ; ASIE, *Observatoire Français des Nouvelles routes de la soie*, <https://observatoireenrs.com/2024/02/07/le-cpec-corridor-sino-pakistanaise-eleve-turbulent-bri/>, Le 13 octobre, 2024.

du Sud¹²¹³. La Chine est également devenue le principal créancier de la région, surpassant les prêts des institutions occidentales telles que la Banque mondiale et la Banque interaméricaine de développement. Les prêts cumulés de ces institutions ne rivalisent pas avec les quelque 140 milliards de dollars que Pékin aurait investis en Amérique latine¹²¹⁴. L'Amérique latine est également la deuxième destination des investissements directs étrangers (IDE) chinois, juste après l'Asie. Cela témoigne de l'intérêt stratégique que Pékin accorde à cette région, dans un effort pour diversifier ses partenariats économiques et accroître son influence.

Cette empreinte économique et commerciale de la Chine dans la région a largement servi son agenda politique, souvent qualifié de « diplomatie du carnet de chèques ». Elle permet à Pékin d'isoler Taïwan, perçue par la Chine comme une province rebelle, en incitant les pays d'Amérique latine à adhérer au principe d'« une seule Chine ». L'Amérique latine, et plus particulièrement l'Amérique centrale et les Caraïbes, a ainsi longtemps représenté un « champ de bataille diplomatique¹²¹⁵ » pour la Chine. Les nombreux efforts diplomatiques de Taïwan, soutenus par les États-Unis, visaient à conserver les liens avec les pays de cette région, où se trouvent certains des plus fidèles alliés de Taïwan dans le monde¹²¹⁶. Aujourd'hui, seuls neuf pays de la région reconnaissent encore Taïwan. Parallèlement, Pékin a consolidé sa présence en Amérique latine en signant divers accords de sécurité, notamment avec le Brésil — son principal partenaire commercial et en matière de sécurité — et le Venezuela¹²¹⁷. Pékin maintient également une présence diplomatique forte en Amérique latine, ce qui lui permet de promouvoir sa culture et son image de grande puissance bienveillante. Cette influence se manifeste par son intégration dans plusieurs organisations multilatérales, dont l'Organisation des États Américains (OEA), où la Chine est observatrice. Pékin est également membre de la Banque interaméricaine de développement (BID), l'une des principales institutions financières

¹²¹³ Aya Adachi, (2024). “China and its Free Trade Agreements with Latin America”, *Diálogo Político*, <https://dialogopolitico.org/special-edition-2024-keys-to-understanding-china/china-and-its-free-trade-agreements-with-latin-america/#:~:text=China%20swiftly%20sealed%20an%20accord%20with>, Le 26 septembre, 2024.

¹²¹⁴ Julio Armando Guzmán, (2023). “China’s Latin American Power Play”: To Counter Beijing, the West Must Invest in People, *Foreign Affairs*, <https://www.foreignaffairs.com/central-america-caribbean/chinas-latin-american-power-play#:~:text=China%E2%80%99s%20footprint%20in%20Latin%20America%20is>, Le 26 septembre, 2024.

¹²¹⁵ Ibid.

¹²¹⁶ Edward Wong, (2018). “US recalls top diplomats from Latin America as worries rise over China’s influence”, *New York Times*, 8 September 2018, <https://www.nytimes.com/2018/09/08/us/politics/us-latin-america-china.html>, Le 18, août, 2024.

¹²¹⁷ R. Evan Ellis, (2024). “China’s Security Engagement in Latin America and the Caribbean”: An overview of the characteristics and trends in China’s security engagement in the region, and how it is evolving, *The Diplomat*, <https://thediplomat.com/2024/02/chinas-security-engagement-in-latin-america-and-the-caribbean/#:~:text=To%20date,%20the%20principal%20purchasers%20of>, Le 26 septembre, 2024.

de la région, et participe activement à divers forums diplomatiques. L'objectif est de renforcer une coopération alignée avec les engagements internationaux et régionaux de l'Amérique latine. Xi Jinping a ainsi inauguré le premier Forum Chine-CELAC le 17 juillet 2014, une plateforme de dialogue et de collaboration entre la Chine et les pays d'Amérique latine et des Caraïbes, excluant les États-Unis. Ces initiatives témoignent de l'intérêt croissant de la Chine pour une région longtemps marginalisée dans la géopolitique mondiale, selon de nombreux analystes¹²¹⁸. À partir de 2008, Pékin a publié son premier Livre Blanc qui précisera ses relations stratégiques avec l'Amérique latine et les Caraïbes, et dont un second fut publié en 2016.

Cet activisme multidimensionnel de Pékin dans la région n'a pas laissé indifférente la puissance américaine, qui perçoit l'Amérique latine comme son « arrière-cour ». En réaction aux revirements diplomatiques favorables à Pékin, au détriment de Taïwan, Washington a rappelé, en septembre 2018, ses diplomates en chef présents au Panama, en République dominicaine et au Salvador. Cette initiative visait à discuter des moyens de soutenir la mise en place d'institutions démocratiques robustes en Amérique centrale et dans les Caraïbes, afin de limiter l'influence de la Chine et la promotion de son modèle « illibéral ». Plusieurs chercheurs ont cherché à comprendre les raisons de cet intérêt récent de la Chine pour l'Amérique latine. Une hypothèse courante suggère que la Chine se positionne en tant que puissance révisionniste, cherchant à contester, voire à renverser, l'hégémonie des États-Unis dans la région. Ces analyses, concentrées tantôt sur le *soft power*, tantôt sur le *hard power* de Pékin, ont renforcé la thèse de la « menace chinoise » en Amérique latine. Cette thèse, fondée en partie sur les travaux de Kugler et Organski, comme exposé au premier chapitre de cette étude, trouve un écho favorable parmi certains acteurs influents de la Maison-Blanche. Elle se décline principalement en deux axes¹²¹⁹.

Il existe, d'une part, la menace que la Chine représenterait pour les économies locales. Les défenseurs de cette thèse soulignent l'énigme qui a conduit la Chine à s'intéresser à la région, notant que les relations ont évolué d'une « indifférence » à un « engagement » marqué entre les

¹²¹⁸ Will Freeman and Ryan C. Berg, (2023). "The Land That Geopolitics Forgot" : What Latin America Gains—and Loses—From Life on the Margin, *Foreign Affairs*, <https://www.foreignaffairs.com/south-america/land-geopolitics-forgot>, Le 13 août, 2024.

¹²¹⁹ Voir avec : Chien-Kai-Chen, (2021). "China in Latin America Then and Now: A Systemic Constructivist Analysis of China's Foreign Policy", *Journal of Current Chinese Affairs*, Volume 50 Issue 2, <https://journals.sagepub.com/doi/10.1177/18681026211034880#bibr33-18681026211034880>, Le 14 août, 2024.

années 1950 et 1990¹²²⁰. Cette thèse établit un consensus sur la nature prédatrice de la présence de la Chine en Amérique latine. Elle soutient que l'augmentation des exportations de produits chinois vers la région et l'importation de matières premières en provenance d'Amérique latine entraînent une « primarisation » des exportations, ainsi qu'un sous-développement des industries manufacturières, en particulier celles à forte valeur ajoutée. Elle souligne également le déséquilibre commercial et l'asymétrie des relations entre les deux parties, en écho à ce que Emmanuel Lincot et Emmanuel Veron ont décrit comme la tactique de « la peau du léopard¹²²¹ ». Cette tactique vise à créer un déséquilibre croissant entre les deux parties, au profit de Pékin, qui affiche d'énormes excédents commerciaux. Les exportations chinoises vers l'Amérique latine et d'autres régions viennent également en concurrence avec les produits locaux sur les marchés intérieur et étranger. À cela s'ajoutent les prêts chinois, estimés à 140 milliards de dollars, qui couvrent tous les secteurs (énergétique, télécommunications, infrastructures, agriculture, extraction, santé, etc.). Ces prêts sont principalement concentrés entre deux banques d'État : la China Development Bank et l'Export-Import Bank of China (Eximbank), avec 80 % des financements alloués aux infrastructures et à l'énergie. Cette situation suscite des craintes quant à la dépendance à la dette, perçue comme une arme tactique utilisée par Pékin pour renforcer sa stratégie de diversification des approvisionnements en ressources naturelles, minérales et agricoles, tout en faisant contrepoids aux puissances rivales. Enfin, la popularité du consensus de Pékin, qui privilégie un développement économique rapide tout en s'appuyant sur un régime autoritaire, érode les valeurs démocratiques et les droits de l'homme.

D'autres, cependant, nuancent l'idée d'une menace liée à la présence chinoise en Amérique latine. Ils estiment que la région a été largement négligée par la géopolitique mondiale, ce qui a freiné son développement. Selon eux, l'intérêt porté par Pékin à la région compense largement les coûts, à condition que les pays concernés parviennent à se débarrasser de leurs droits de douane contraignants et d'autres restrictions économiques vis-à-vis de la Chine. Ils plaident pour la mise en place de politiques industrielles efficaces, afin de tirer parti des investissements chinois pour développer leurs propres industries, y compris celles liées aux ressources

¹²²⁰ Frank O. Mora, "The People's Republic of China and Latin America: from indifference to engagement", *Asian Affairs: An American Review* 24(1), (1997), pp. 35–58. doi:10.1080/00927679709602304.

¹²²¹ Emmanuel Veron et Emmanuel Lincot, (2020). "Chine-Amérique latine : quand Pékin exploite l'arrière-cour américaine", op. cit.

extractives et à plus forte valeur ajoutée¹²²². Certaines études soulignent même que, les économies de la Chine et de l'Amérique latine sont extrêmement complémentaires.

Le second axe soutenant la thèse de la menace chinoise repose sur l'idée que Pékin chercherait à contenir les États-Unis en Amérique latine. De nombreux spécialistes soulignent que la Chine se positionne comme une puissance révisionniste en plein essor, tandis que Washington, en tant que puissance dominante du système, se trouve en conflit avec cette émergence dans la région. Cette thèse prédomine sur les perspectives minoritaires qui envisagent la présence croissante de la Chine en Amérique latine comme une opportunité de coopération triangulaire entre la Chine, les États-Unis et les pays latino-américains. Le 5 octobre 2023, sur un site officiel du gouvernement des États-Unis, le major-général Evan L. Pettus de l'USAF a déclaré dans le Journal des affaires indo-pacifiques que Pékin constituait une menace stratégique pour la sécurité nationale des États-Unis et pour l'ordre mondial dans la région d'Amérique latine. Il a exprimé son inquiétude en notant que :

Je suis actuellement le commandant de la 12^{ème} Air Force (*Air Forces Southern*), la composante aérienne de l'*US Southern Command* (USSOUTHCOM). Je dirige une organisation de professionnels possédant une vaste expertise et une grande expérience régionale. Cependant, je suis relativement nouveau dans les affaires latino-américaines. Avant d'en prendre le commandement, je pensais que les problèmes les plus pertinents ayant un impact sur la sécurité nationale des États-Unis dans la région seraient les défis bien connus posés par certains acteurs, tels que les organisations criminelles transnationales (y compris les cartels de la drogue), l'instabilité liée à la pauvreté, la faiblesse de la gouvernance et la fragilité des institutions, la vulnérabilité aux catastrophes naturelles, ainsi que les défis persistants aux normes démocratiques présentés par des États autocratiques comme le Venezuela et Cuba. Je n'avais pas tout à fait tort, car ces problèmes existent et persistent aujourd'hui. Cependant, j'ai sous-estimé l'ampleur des opérations d'influence menées par le gouvernement de la République populaire de Chine (RPC) dirigé par le Parti communiste chinois dans la région. À l'approche du premier anniversaire de mon commandement, je suis de plus en plus préoccupé par les risques stratégiques que les actions de la RPC font peser sur les intérêts de sécurité nationale des États-Unis et la souveraineté de nos pays partenaires en Amérique latine. La RPC adopte diverses méthodes pour améliorer son accès et son influence dans l'hémisphère occidental, en employant des approches à la fois subtiles et ouvertes.

¹²²² Marcelo Curado, "China rising: threats and opportunities for Brazil", *Latin American Perspectives* 42(6), (2015), pp. 88–104.

Il ajoute que :

La RPC établit des liens économiques agressifs et coercitifs avec les nations de la région et utilise ces liens pour exercer une profonde influence sur les gouvernements locaux et nationaux. Les leviers de pouvoir comprennent la construction et l'exploitation d'infrastructures critiques, le contrôle des réseaux de technologie de l'information et le monopole de l'accès aux chaînes d'approvisionnement vitales. De plus, la RPC construit stratégiquement des ports près de points d'étranglement maritimes cruciaux qui pourraient potentiellement faciliter de futures activités militaires. Leurs investissements dans les infrastructures critiques s'étendent aux installations spatiales ostensiblement civiles, qui voilent à peine leurs connexions militaires et leurs applications militaires potentielles. De plus, la RPC utilise la coercition et le contrôle de l'information pour faire avancer ses objectifs diplomatiques et réprimer l'opposition¹²²³.

Un autre message d'alarme est donné par l'amiral Craig Farell, commandant du Commandement Sud. Dans une déclaration de posture en mars 2021, il notait que « je ressens un incroyable sentiment d'urgence [...] Cet hémisphère dans lequel nous vivons est attaqué. Les principes et les valeurs démocratiques qui nous unissent sont activement sapés par les organisations criminelles transnationales violentes, la RPC et la Russie. Nous sommes en train de perdre notre avantage positionnel dans cet hémisphère et une action immédiate est nécessaire pour inverser cette tendance¹²²⁴ ». Renchérit-il en accordant une plus haute importance à l'avancée régionale de Pékin :

La RPC continue d'accroître ses activités égoïstes pour acquérir une influence mondiale et un effet de levier dans tous les domaines de la zone de responsabilité de l'USSOUTHCOM : cyber, spatiale, industries extractives et énergétiques, centres de transport, routes, infrastructures, télécommunications, pêche légale et illégale, agriculture et formation militaire – une éducation militaire en espagnol et en portugais inspirée de l'éducation militaire professionnelle américaine. La RPC « offre » également des fournitures et des équipements de sécurité comme moyen d'accéder et de gagner les faveurs des forces de sécurité régionales¹²²⁵.

¹²²³ Maj Gen Evan L. Pettus, USAF, (2023). "The Expanding Leverage of the People's Republic of China in Latin America: Implications for US National Security and Global Order", *Journal of Indo-Pacific Affairs*, <https://www.southcom.mil/MEDIA/NEWS-ARTICLES/Article/3553735/the-expanding-leverage-of-the-peoples-republic-of-china-in-latin-america-implic/>, Le 8 août, 2024.

¹²²⁴ Adam Isacson, (2021). "The United States' Influence on Latin America's New Militarism", *Wola Advocacy For Human Rights in The Americas*, <https://www.wola.org/analysis/the-united-states-influence-on-latin-americas-new-militarism/>, le 10 août, 2024.

¹²²⁵ Ibid.

Pour faire écho à cette inquiétude, le président Donald Trump, en 2017, a critiqué les efforts de la Chine dans sa stratégie de sécurité nationale, dénonçant son intention d'« attirer la région dans son orbite par le biais d'investissements et de prêts étatiques ». Lors de son discours sur l'état de l'Union en janvier 2018, Trump a qualifié Pékin de « rival », mettant en péril les intérêts, l'économie et les valeurs des États-Unis¹²²⁶. Harold Trinkunas, un universitaire de l'Université de Stanford qui a étudié les implications politiques de l'empreinte latino-américaine de Pékin, soulignait que « si vous remontez ne serait-ce que deux ans en arrière, il y avait certainement un grand nombre de personnes au sein du département d'État et du département de la Défense... soulevant des inquiétudes quant au rôle de la Chine en Amérique latine¹²²⁷ ». Cette inquiétude sécuritaire s'est exacerbée avec la mise en place de la BRI dans la région. Cette dernière intègre aujourd'hui vingt et un États d'Amérique latine, avec comme dernier en date, l'Argentine qui a intégré la BRI en 2023. Mais également, depuis que le Panama a décidé de tourner le dos à Taïwan au bénéfice de Pékin. Dans un de ses essais attaquant l'avancée « inquiétante » de Pékin dans l'hémisphère, le spécialiste de l'Amérique latine à l'*US Army War college*, Evan Ellis a averti que le pivot du Panama pourrait donner à Pékin « un levier significatif sur le gouvernement panaméen, érodant davantage l'influence américaine autrefois significative sur le principal centre commercial et le point d'étranglement stratégique de l'Amérique centrale¹²²⁸ ». Les *think-tank* et les médias occidentaux, partagent aussi cette inquiétude concernant l'avancée de la Chine dans l'hémisphère. *The Time* titrait le 4 février 2021, que les États-Unis et la Chine se livrent une bataille pour exercer leur influence en Amérique latine¹²²⁹. *The Economist* quant à lui, relevait en juillet 2024 l'expansion dramatique de la Chine en Amérique latine¹²³⁰. L'agence de presse *Reuters* notait par ailleurs en 2022, que l'influence commerciale de la Chine en Amérique latine s'est élargie sous la

¹²²⁶ Support The Guardian, (2018). "The full speech – Trump's State of the Union address", <https://www.theguardian.com/us-news/2018/jan/30/the-full-text-of-trumps-state-of-the-union-address>, Le 08 août, 2024.

¹²²⁷ The Guardian, (2018). "While Trump eyes Latin America with malign neglect, China sees opportunity", <https://www.theguardian.com/world/2018/feb/08/latin-america-china-us-trump>, Le 08 août 2024.

¹²²⁸ R. Evan Ellis, *China in Latin America, The Whats and Wherefores*, Lynne Rienner, 2009.

¹²²⁹ The Time, (2021). "The U.S. and China Are Battling for Influence in Latin America, and the Pandemic Has Raised the Stakes", <https://time.com/5936037/us-china-latin-america-influence/>, Le 8 août 2024.

¹²³⁰ The Economist, (2024). "China's presence in Latin America has expanded dramatically", <https://www.economist.com/the-americas/2024/07/04/chinas-presence-in-latin-america-has-expanded-dramatically>, Le 08 août, 2024.

présidence Biden¹²³¹. Tous ces éléments servent de sonnette d'alarme concernant la menace présumée que représente la puissance chinoise dans l'arrière-cour de Washington.

Bien qu'elles soient dignes d'intérêt, les approches axées sur le *soft power* et le *hard power* de la Chine en Amérique latine demeurent peu pertinentes pour comprendre les mécanismes qui structurent les relations sino-latino-américaines. Contrairement aux études néo-gramsciennes¹²³² ou constructivistes¹²³³, qui proposent un cadre d'analyse systémique centré sur les concepts d'« hégémonie » et d'« identité corporative et sociale », comme le souligne Alexander Wendt, l'analyse fondée sur la dichotomie *soft power/hard power* échoue à produire un cadre général permettant de saisir les éléments complexes de la relation entre la Chine et l'Amérique latine.

La plupart des études proposées sont essentiellement descriptives et souffrent d'une certaine précarité conceptuelle. De plus, ces approches sont souvent influencées par les logiques de la guerre froide entre l'URSS et les États-Unis, se traduisant systématiquement dans les relations entre la Chine et les États-Unis, faisant ainsi de l'Amérique latine un nouveau terrain de bataille dans cette rivalité. Enfin, cette littérature prend peu en compte les dynamiques internes qui peuvent transformer les relations internationales contemporaines. Elle considère l'Amérique latine comme une région passive, subissant le jeu des puissances que sont les États-Unis et la Chine, ignorant ainsi la manière dont la région peut tirer parti de l'intérêt croissant que ces acteurs lui portent pour jouer un nouveau rôle dans la géopolitique mondiale. Pour mieux saisir la relation entre la Chine et l'Amérique latine, la notion de pouvoir discursif de la Chine semble appropriée. Ce concept fait référence à l'utilisation du discours rhétorique de Pékin comme un dispositif incitatif, mettant en avant son identité de pays du Sud pour séduire les pays latino-américains. De plus, cette notion illustre comment la « diplomatie du carnet de chèque », associée aux éléments rhétoriques et au contexte historique particulier, permettra à la Chine d'avancer sereinement dans l'hémisphère occidental pour satisfaire ses objectifs politiques, économiques et stratégiques. Le concept de lutte doxique, emprunté à la sociologie de Pierre Bourdieu, sera également utilisé pour montrer comment l'attrait croissant du consensus de Pékin en Amérique latine tend à supplanter l'idée d'un consensus de Washington dans la région.

¹²³¹ Reuters, (2022). “Exclusive: Under Biden, China has widened trade lead in much of Latin America”, <https://www.reuters.com/world/americas/exclusive-under-biden-china-has-widened-trade-lead-much-latin-america-2022-06-08/>, Le 8 août, 2024.

¹²³² Luciana Wietchikoski and Livia Peres Milan, (2024). “US Hegemony in Latin America: Think Tanks and the Formation of Consensus about the Chinese Presence”, *Revista Brasileira de Política Internacional*, <https://www.scielo.br/j/rbpi/a/VmdNJFPTgVHv8pCRpNbWNKJ/>, Le 8 août, 2024.

¹²³³ Chien-Kai Chen, op.cit.

Le pouvoir discursif, le contexte historique et la lutte doxique interagiront pour créer un intérêt croissant de la part de la puissance chinoise envers les pays d'Amérique latine, qui voient dans l'émergence de la Chine et son intérêt pour la région une opportunité inédite de se repositionner au cœur de la géopolitique mondiale. La présence de la Chine en Amérique latine découle ainsi de la crise de légitimité de l'hégémonie des États-Unis (A) et de la montée en puissance de l'idée d'un Grand Sud, où s'unissent les États non occidentaux (B).

A. La double crise de légitimité et d'hégémonie des États-Unis en Amérique latine

L'émergence de la puissance chinoise en Amérique latine est un phénomène inédit, qui s'explique par le contexte de crise de l'influence américaine dans la région. Sans cette crise, il aurait été difficile de parler aujourd'hui de l'influence grandissante de la Chine en Amérique latine. Déjà en 2006, la BBC titrait dans un de ses articles : *"How the US 'lost' Latin America"*, mettant en lumière le recul progressif de l'influence des États-Unis et la place grandissante occupée par de nouveaux acteurs comme la Chine¹²³⁴. L'article met en lumière deux événements majeurs ayant affaibli le contrôle des États-Unis sur l'hémisphère et favorisé l'expansion de l'influence chinoise dans la région. Premièrement, la perte d'influence américaine s'est accompagnée d'une crise politique et économique au sein des pays d'Amérique latine. Deuxièmement, la montée en puissance d'une élite politique de gauche, marquée par un discours « anti-gringo¹²³⁵ », a renforcé la défiance vis-à-vis de Washington. Ces dynamiques ont ouvert la voie à la progression stratégique de Pékin dans la région, offrant aux nations latino-américaines une alternative aux relations traditionnellement dominées par les États-Unis. Michael Shifter, politologue américain, décrit cette période comme un moment décisif de victoire diplomatique pour George H.W. Bush en Amérique latine¹²³⁶. En effet, après la chute de l'Union soviétique, les États-Unis ont réaffirmé leur influence dans la région, imposant des politiques néolibérales et consolidant leur position de puissance dominante. La doctrine Monroe et les décisions de Roosevelt avaient initialement permis aux États-Unis de s'assurer qu'aucune puissance européenne ne pourrait intervenir dans cette partie du monde,

¹²³⁴ BBC NEWS, (2006). "Analysis: How the US 'lost' Latin America": As the BBC begins a special series on Latin America, Newsnight presenter Gavin Esler gives his view on the region's leftward trend and its changing relationship with the US., <http://news.bbc.co.uk/2/hi/4861320.stm>, le 10 août, 2024.

¹²³⁵ Le terme est utilisé en Amérique latine pour désigner les étrangers, et principalement les Américains caractérisés par leur arrogance.

¹²³⁶ Michael Shifter, (2018). "George HW Bush and Latin America: An Overlooked Legacy", *The Dialogue*, <https://www.thedialogue.org/blogs/2018/12/george-hw-bush-and-latin-america-an-overlooked-legacy/>, Le 10 août, 2024.

un rôle que Washington renforça tout au long de la guerre froide malgré l'opposition des régimes communistes soutenus par l'URSS, notamment après la révolution de Fidel Castro en 1959. Cependant, la montée en puissance de la Chine au XXI^e siècle, combinée aux crises politiques et économiques locales, ainsi qu'à l'essor de mouvements politiques de gauche en Amérique latine, a profondément remis en question cette suprématie :

L'habileté politique avisée du président Bush et de son équipe a joué un rôle énorme dans la capitalisation de l'opportunité. Les États-Unis ont contribué à mettre fin aux guerres civiles sanglantes en Amérique centrale (dont ils portaient une responsabilité considérable), ce qui a abouti à des élections au Nicaragua en 1990 et à un accord de paix au Salvador en 1992. À l'Organisation des États américains, la plus ancienne organisation régionale du monde, les États-Unis se sont joints à d'autres gouvernements d'Amérique latine pour adopter des résolutions historiques et exemplaires sur la défense collective de la démocratie, jetant ainsi les bases de la Charte démocratique interaméricaine adoptée en 2001. Et l'administration Bush a convoqué deux sommets en 1990 (Carthagène) et en 1992 (San Antonio) pour discuter avec d'autres gouvernements d'Amérique latine de la manière de s'attaquer au problème épineux de la drogue.

Il ajoute :

L'effort le plus notable et le plus ambitieux de l'administration Bush pour favoriser la coopération interaméricaine a été l'initiative entreprise pour les Amériques de 1990, lancée en 1990 dans le but de construire une zone de libre-échange d'Anchorage à la Terre de Feu. La stratégie de grande envergure consistait à créer un fonds d'investissement multilatéral et à adopter le plan Brady (du nom du secrétaire au Trésor de l'époque) pour alléger la dette des économies en difficulté de la région. Une étape importante dans la mise en œuvre de cette initiative a été la négociation réussie de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) avec le Mexique et le Canada, finalement ratifié et promulgué sous l'administration Clinton¹²³⁷.

La position dominante des États-Unis en Amérique latine semblait acquise durant des décennies, notamment à la suite des initiatives comme l'ALENA, qui témoignaient d'une relation de coopération solide, particulièrement entre Washington et Mexico. Selon une anecdote, le président George H.W. Bush aurait même demandé au président mexicain Carlos Salinas ce que les États-Unis pouvaient faire pour être le plus utile dans la région, et Salinas aurait répondu en faveur de droits de douane réduits et d'un commerce plus ouvert, aboutissant

¹²³⁷ Ibid.

ainsi à l'accord de libre-échange nord-américain. Bush avait déclaré que les États-Unis n'avaient pas d'allié plus précieux que le Mexique. Cependant, au tournant des années 2000, l'Amérique latine est devenue de plus en plus hostile envers les États-Unis, qualifiés de « gringos » dans un contexte de rejet croissant de l'influence américaine. Cette hostilité s'explique par deux facteurs majeurs. D'une part, le désengagement progressif de Washington de la région, souvent motivé par un repositionnement stratégique plus global. D'autre part, les interventions militaires répétées des États-Unis en Amérique latine et dans les Caraïbes ont laissé des traces de méfiance profonde dans la région.

Initialement, la politique de George W. Bush visait à faire de l'Amérique latine une priorité, avec des objectifs d'accords de libre-échange et de réformes de l'immigration intérieure¹²³⁸. Mais après les attentats du 11 septembre 2001, l'agenda américain s'est brutalement réorienté vers le Moyen-Orient, lançant des interventions militaires en Afghanistan et en Irak, et intensifiant la lutte mondiale contre le terrorisme, centrée principalement sur Al-Qaïda. Ce basculement stratégique a relégué l'Amérique latine au second plan de la politique étrangère américaine, laissant un vide que d'autres puissances, notamment la Chine, allaient progressivement occuper¹²³⁹. L'attention accrue de Washington pour le Moyen-Orient a également entraîné d'importantes dépenses budgétaires, drainant ainsi des financements initialement destinés à l'Amérique latine vers d'autres régions. Les successeurs de Bush n'ont guère changé cette dynamique, accordant eux aussi une priorité moindre à l'Amérique latine, qui traversait alors une période difficile marquée par un affaiblissement économique, des rivalités interétatiques, et une criminalité croissante. Malgré la mise en œuvre du plan Colombie, officiellement destiné à combattre les cartels de drogue et à promouvoir la stabilité dans le pays, la région demeurait confrontée à des défis croissants¹²⁴⁰. Ce plan, s'il a permis de limiter certaines opérations des cartels, a aussi été critiqué pour ses effets mitigés et pour l'impact indirect qu'il a eu sur les relations bilatérales en Amérique latine, accentuant parfois la méfiance envers les interventions américaines.

À son arrivée au pouvoir, le président Barack Obama a également exprimé l'intention de recentrer la politique étrangère américaine sur l'Amérique latine. Cependant, son mandat a rapidement été absorbé par une série de crises internationales et d'enjeux de sécurité : la montée

¹²³⁸ Ibid.

¹²³⁹ Will Freeman and Ryan C. Berg, op. cit.

¹²⁴⁰ Michael Shifter, (2012). "Plan Colombia: A Retrospective", *Americas Quarterly*, <https://www.americasquarterly.org/fulltextarticle/plan-colombia-a-retrospective/#:~:text=Although%20the%20Plan%20has%20evolved%20considerably>, Le 26 septembre, 2024.

en puissance de la Chine en Asie du Sud-Est, le Printemps arabe, les conflits en Syrie et en Libye, et l'annexion de la Crimée par la Russie ont détourné son attention vers d'autres régions¹²⁴¹. La politique latino-américaine a alors été principalement confiée à son vice-président, Joseph Biden, et le bilan d'Obama dans la région a surtout marqué les esprits par le dégel diplomatique avec Cuba – une ouverture historique mais de courte durée, renversée dès l'arrivée de Donald Trump au pouvoir. À son tour, Trump s'est focalisé sur l'Amérique latine, mais en adoptant une approche unilatérale et agressive. Son administration s'est employée à contrer l'influence de Pékin dans la région et à exercer une pression maximale sur les gouvernements qu'il jugeait « illibéraux »¹²⁴². Son secrétaire d'État, Mike Pompeo, et son conseiller à la sécurité nationale, John Bolton, ont tous deux qualifié cette stratégie de « Campagne de pression maximale ». L'administration Trump a ainsi tenté de pousser au changement de régime au Venezuela, qualifiant le président Nicolas Maduro de dictateur et cherchant à isoler son régime. Elle a également mis en place des politiques migratoires strictes, forçant des pays d'Amérique centrale à détenir les migrants en transit vers les États-Unis. Cette politique marquait un retour à une diplomatie de confrontation dans la région, contraste saisissant avec l'approche plus diplomatique et multilatérale que Washington avait adoptée sous Obama¹²⁴³. La politique de l'administration Biden en Amérique latine ne diffère en effet pas fondamentalement de celle de l'administration Trump, dans la mesure où elle continue de placer la région dans une logique de compétition stratégique, notamment avec Pékin. Biden maintient une vigilance accrue vis-à-vis de l'influence croissante de la Chine en Amérique latine et cherche à renforcer les partenariats régionaux pour contrer cette dynamique. Cependant, comme sous Trump, les priorités géopolitiques de Washington se tournent majoritairement vers d'autres enjeux internationaux, en particulier le conflit en Ukraine, où les États-Unis investissent d'importantes ressources financières et militaires pour contrer l'avancée de la Russie. Cette approche a fait que l'Amérique latine se retrouve de nouveau reléguée au second plan de la politique étrangère américaine, même si l'administration actuelle a tenté de maintenir un certain engagement, notamment en matière d'immigration et de développement économique. En dépit des annonces visant à favoriser une coopération plus étroite avec la région, les priorités concurrentes, surtout en Europe de l'Est et en Asie-

¹²⁴¹ Will Freeman and Ryan C. Berg, op.cit.

¹²⁴² Ibid.

¹²⁴³ Ibid.

Pacifique, continuent de limiter la portée et l'efficacité de la politique américaine en Amérique latine¹²⁴⁴.

En effet, les interventions militaires répétées des États-Unis en Amérique latine ont souvent eu des effets contre-productifs, contribuant à éroder leur capital symbolique et à éloigner les élites et les populations locales de l'influence américaine. Loin de susciter une sympathie durable, ces interventions ont souvent exacerbé les ressentiments et donné lieu à une profonde méfiance à l'égard du modèle économique et politique promu par Washington. Ce contexte a ouvert une faille dans l'influence traditionnelle des États-Unis, permettant l'émergence de nouveaux acteurs prêts à défier l'hégémonie américaine dans la région. Parmi ces acteurs, une nouvelle génération de dirigeants qualifiés de « populistes » a su capitaliser sur ce climat de mécontentement et de scepticisme vis-à-vis du consensus de Washington. Des figures comme Hugo Chavez au Venezuela, Evo Morales en Bolivie, et Ollanta Humala au Pérou ont fait valoir que le modèle néolibéral prôné par les États-Unis était largement responsable des maux socio-économiques de la région¹²⁴⁵. Ils ont plaidé pour une rupture avec les politiques imposées de l'extérieur, les jugeant inadaptées aux besoins et aux aspirations des nations latino-américaines, et ont mis en place des alternatives axées sur une plus grande souveraineté économique et sociale¹²⁴⁶.

Ollanta Humala voyait dans le modèle économique occidental, dominé par les entreprises multinationales, un facteur de division sociale et d'exploitation. Il critiquait ouvertement la mondialisation, la décrivant comme un processus unilatéral orchestré par les puissances économiques pour affaiblir la souveraineté nationale des pays comme le Pérou. Selon lui, « certains pays se mondialisent, d'autres sont mondialisés... et le Tiers-monde appartient à cette seconde catégorie¹²⁴⁷ », suggérant ainsi que des nations comme celles d'Amérique latine subissent de manière passive les effets de la mondialisation sans en retirer les bénéfices. Hugo Chavez, quant à lui, ne mâchait pas ses mots lorsqu'il s'agissait de dénoncer les États-Unis. Il exprimait son hostilité de manière particulièrement acerbe en comparant George W. Bush à Hitler, soulignant ainsi son mépris pour les politiques américaines en Amérique latine. « L'attitude impérialiste, génocidaire et fasciste du président américain n'a pas de limite,

¹²⁴⁴ Jonathan Masters and Will Merrow, (2024). "How Much U.S. Aid Is Going to Ukraine?": Nine charts illustrate the extraordinary level of support the United States has provided Ukraine in its war against Russian invaders, *Council on Foreign Relations*, <https://www.cfr.org/article/how-much-us-aid-going-ukraine#:~:text=Since%20the%20war%20began,%20the%20U.S.,> Le 26 septembre, 2024.

¹²⁴⁵ BBC News, op. cit.

¹²⁴⁶ Ibid.

¹²⁴⁷ Ibid.

notait-il, je pense qu'Hitler serait comme un bébé qui tête devant George W. Bush¹²⁴⁸ ». Ces figures ont incarné une opposition résolue au consensus de Washington et ont cherché à développer des modèles économiques et sociaux axés sur l'indépendance vis-à-vis des États-Unis et une plus grande justice sociale pour leurs populations.

Hugo Chavez a été un acteur central dans la tentative de restructurer l'influence géopolitique en Amérique latine, s'efforçant de repousser l'hégémonie des États-Unis. Lui et d'autres gouvernements de gauche ont pris leurs distances vis-à-vis de l'Organisation des États américains (OEA), une institution dominée historiquement par Washington et regroupant les 35 États de l'hémisphère occidental. Chavez a même impulsé la création de l'Alliance bolivarienne pour les peuples de « notre Amérique » (ALBA), conçue comme un contrepoids à la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA), projet promu par les États-Unis¹²⁴⁹. Cependant, l'idéologie issue de la guerre froide a entravé l'expansion de ce projet, et d'autres initiatives comme l'Union des nations sud-américaines (UNASUR) ont eu du mal à s'imposer. Certains pays, tels que le Chili, le Mexique et le Pérou, ont même préféré adhérer à l'Alliance du Pacifique, un bloc soutenu par les États-Unis et tourné vers le commerce avec l'Asie-Pacifique. Le projet de Chavez s'est dissout, d'autant plus que les gouvernements régionaux ont jugé son maintien coûteux sur les plans financier et idéologique. Pourtant, cette période a marqué une remise en question de l'influence américaine en Amérique latine. Aujourd'hui, l'alignement de l'Amérique latine se tourne vers les nouveaux acteurs du « Grand Sud ». La position du Brésil de Luiz Inácio Lula da Silva en est un bon exemple. Depuis sa réélection, Lula s'est positionné comme un allié pragmatique de Pékin. En avril 2023, lors d'une visite en Chine, il a encouragé les États-Unis et l'Union européenne à « cesser d'encourager la guerre » en Ukraine, tout en rejetant toute aide militaire à ce conflit. Un mois avant, il avait proposé une monnaie sud-américaine commune pour affaiblir la dépendance au dollar américain. Malgré le soutien de Joe Biden à son élection, Lula a refusé de participer au deuxième Sommet pour la démocratie organisé par Washington en mars 2023. Ce choix symbolise le désir d'une partie de l'Amérique latine de réduire l'influence américaine dans la région et de diversifier ses alliances, notamment avec la Chine¹²⁵⁰.

¹²⁴⁸ Ibid.

¹²⁴⁹ Will Freeman and Ryan C. Berg, op. cit.

¹²⁵⁰ Sean Durns, (2023). "How the US lost Latin America", *Washington Examiner*, <https://www.washingtonexaminer.com/policy/foreign-policy/186017/how-the-us-lost-latin-america/>, Le 13, août, 2024.

Conscient que l'émergence d'une convergence entre les pays d'Amérique latine et la Chine affaiblissait son pouvoir d'influence mondiale, Washington a entrepris de réinvestir dans l'hémisphère pour préserver un avantage stratégique. En effet, la domination de Pékin sur les chaînes de valeur mondiales, notamment en Afrique, en Asie et en Europe, a poussé les États-Unis à réagir pour éviter de perdre des positions clés dans la compétition géopolitique. Dès son entrée en fonction, le président Biden a identifié la nécessité de contrer l'influence croissante de la Chine, en particulier en ce qui concerne les chaînes d'approvisionnement essentielles¹²⁵¹. Au terme de ses 100 premiers jours à la Maison Blanche, il a ordonné une analyse exhaustive des chaînes d'approvisionnement dans quatre secteurs cruciaux pour la sécurité et la stabilité économique des États-Unis : les minéraux critiques, les batteries de grande capacité, les semi-conducteurs et les produits pharmaceutiques¹²⁵². Cette démarche s'inscrit dans un effort plus large pour renforcer la résilience économique américaine et réduire la dépendance aux fournisseurs étrangers, notamment chinois, dans des domaines jugés stratégiques. En réévaluant ses relations économiques et diplomatiques en Amérique latine, Biden vise non seulement à renforcer les partenariats traditionnels, mais également à créer un environnement où les États-Unis peuvent offrir une alternative viable aux investissements chinois, en mettant l'accent sur des initiatives de développement durable et de coopération régionale¹²⁵³.

L'analyse des chaînes d'approvisionnement a révélé que la dépendance des États-Unis à l'égard de la Chine est particulièrement marquée dans le secteur des minéraux essentiels à l'électronique et des principes actifs utilisés dans la fabrication de médicaments. En effet, une part significative des minéraux nécessaires à l'électronique américaine provient de Chine, tout comme une grande partie des ingrédients actifs de 120 médicaments courants. Cette réalité a conduit Washington à se tourner vers l'Amérique latine, une région riche en ressources minérales, pour tenter de réduire cette dépendance¹²⁵⁴. Cependant, les conditions défavorables à l'emprise américaine dans la région ont favorisé la croissance de l'influence chinoise. En particulier, les pays du triangle du lithium — l'Argentine, la Bolivie et le Chili — ont vu leur coopération avec Pékin se renforcer, ce qui a permis à la Chine de s'implanter solidement et de contrôler des ressources minérales cruciales pour les États-Unis. Cette dynamique illustre la difficulté pour Washington de regagner le terrain perdu face à la montée en puissance de la

¹²⁵¹ Shannon K. O'Neil, (2024). "The United States' Missed Opportunity in Latin America": Economic Security Begins Closer to Home, *Foreign Affairs*, <https://www.foreignaffairs.com/united-states/united-states-missed-opportunity-latin-america>, Le 14 août, 2024.

¹²⁵² Ibid.

¹²⁵³ Ibid.

¹²⁵⁴ Ibid.

Chine en Amérique latine. Alors que la région offre d'importantes opportunités en termes de ressources, l'accroissement de l'influence chinoise a permis à Pékin de s'établir comme un acteur incontournable, rendant plus complexe la stratégie américaine de réengagement dans l'hémisphère. Les investissements chinois dans les infrastructures, l'exploitation des ressources naturelles et les accords commerciaux ont permis à la Chine de solidifier ses relations avec les pays latino-américains, plaçant ainsi Washington dans une position délicate pour rétablir sa domination historique.

B. L'attrait grandissant du consensus de Pékin en Amérique latine

Contrairement aux États-Unis, qui n'ont pas réussi à convertir leur présence en Amérique latine en capital symbolique, la Chine a su tirer parti de ses relations historiques moins controversées dans la région. Elle se présente comme une nation respectueuse des différences culturelles et engagée pour le développement social et économique des populations, sans ingérence dans leurs affaires internes. Cette rhétorique, caractéristique de la diplomatie chinoise, trouve un écho favorable dans une Amérique latine marquée par l'essor de dirigeants populistes ouverts à un nouveau paradigme. Ce positionnement permet à la Chine de transformer son capital symbolique en un accès privilégié aux marchés et aux ressources naturelles, tout en cultivant l'adhésion des Latino-Américains au « consensus de Pékin ». Ce modèle défend le rôle de l'État dans les mécanismes de production de la richesse, en contraste avec le « consensus de Washington » dont la promesse de croissance, marquée par des réformes néolibérales dans les années 1990, n'a pas tenu ses engagements. Pour comprendre cet attrait croissant du modèle chinois, il est utile de revenir sur l'histoire : Pékin incarne pour de nombreux Latino-Américains une alternative qui répond à leurs aspirations de développement et de souveraineté économique, permettant ainsi à la région d'explorer de nouvelles voies vers une croissance plus équilibrée et autonome.

Les relations entre la Chine et l'Amérique latine remontent au XVI^e siècle, lorsque les routes commerciales du galion de Manille facilitaient les échanges de produits tels que la porcelaine, la soie et les épices entre la Chine et le Mexique. À partir de 1840, la région est également devenue une destination pour des centaines de milliers de Chinois, recrutés comme « coolies » sous contrat pour travailler au Pérou et à Cuba, répondant ainsi au besoin de main-

d'œuvre dans les plantations de canne à sucre et les mines¹²⁵⁵. Ces liens se renforcent à partir de 1949, avec la création de la République populaire de Chine et la prise de pouvoir du régime communiste dirigé par Mao Zedong, figure emblématique du communisme. Durant cette période, la Chine entretient peu de relations diplomatiques avec les pays d'Amérique latine, à l'exception notable de Cuba, dirigée par le révolutionnaire Fidel Castro. Cette phase, allant de 1949 à 1970, est perçue par les analystes constructivistes comme le premier moment charnière dans les relations sino-latino-américaines¹²⁵⁶, qui en ont connu deux. Ce premier moment incarne le sentiment révisionniste de Pékin face à l'hégémonie américaine, tandis que le second marque une évolution vers une relation davantage matérialiste, axée sur l'économie et le commerce — une dynamique qui a renforcé l'attrait du « consensus de Pékin » en Amérique latine.

À partir de 1950, Pékin commence à intégrer l'Amérique latine dans sa stratégie de renversement de l'ordre mondial¹²⁵⁷. Cette période est considérée comme le moment le plus révisionniste de la Chine vis-à-vis de l'ordre international dominé par les États-Unis. Pékin met alors en avant l'idée d'une coopération Sud-Sud, fondée sur les cinq principes de la coexistence pacifique, comme un moyen de résister et de subvertir le système international de l'époque, perçu comme inégalitaire par les nations du Sud lors de la conférence de Bandung. La Chine envisage cette coopération comme un réseau exclusivement dédié aux pays du "tiers-monde" qui, selon la théorie des Trois Mondes de Mao, incarnent un "nouveau monde." L'union des peuples opprimés par l'impérialisme occidental devait, selon cette théorie, catalyser une révolution mondiale. L'un des principaux disciples de Mao, Lin Piao, a souligné dans un article que la véritable bataille contre l'impérialisme occidental devait se dérouler dans le monde en développement, y compris en Amérique latine¹²⁵⁸. Ce positionnement idéologique, non seulement anti-impérialiste mais aussi aligné avec les aspirations des pays émergents, a contribué à créer une solidarité avec l'Amérique latine et a jeté les bases d'une coopération durable entre la Chine et les nations de la région¹²⁵⁹. En s'appuyant sur la théorie des Trois

¹²⁵⁵ Diana Roy, (2023). "China's Growing Influence in Latin America", *Council on Foreign Affairs Relations*, <https://www.cfr.org/background/china-influence-latin-america-argentina-brazil-venezuela-security-energy-bri>, Le 15 août, 2024.

¹²⁵⁶ Chien-Kai-Chen, "China in Latin America Then and Now: A Systemic Constructivist Analysis of China's Foreign Policy", op. cit.

¹²⁵⁷ Ibid.

¹²⁵⁸ Voir: Lin, Piao, "Long live the victory of people's war", Marxists *Internet Archive*, (1965), https://www.marxists.org/reference/archive/lin-biao/1965/09/peoples_war/index.htm, Texte cité par Chien-Kai-Chen, op. cit.

¹²⁵⁹ Ibid.

Mondes de Mao, Lin Piao affirmait qu'un front uni formé par les nations du tiers-monde constituait l'élément clé pour triompher de "l'impérialisme américain." Selon cette vision, les pays du tiers-monde, unis par des expériences communes de domination et d'inégalités imposées par les puissances occidentales, pourraient résister collectivement aux influences impérialistes. Cette approche visait à mobiliser les pays du Sud contre l'hégémonie des États-Unis et à encourager une révolution globale portée par les nations émergentes. Pour Pékin, cette stratégie revêtait une importance politique autant qu'idéologique, en présentant la Chine comme un leader naturel dans la lutte pour l'émancipation des pays en développement, y compris en Amérique latine¹²⁶⁰. En effet, la théorie des Trois Mondes, antérieure à la théorie des guerres de Mao, classifiait le monde en trois catégories distinctes pour structurer la lutte contre l'impérialisme. Dans cette conception, les États-Unis et l'Union soviétique formaient le "premier monde," représentant les superpuissances dominantes. L'"Europe," le "Japon," et le "Canada" constituaient le "deuxième monde," regroupant les nations développées qui, bien qu'influentes, restaient en position subordonnée vis-à-vis des deux superpuissances. Enfin, le "tiers-monde" englobait les pays d'Asie, d'Afrique, et d'Amérique latine, considérés comme le "Nouveau Monde" des peuples opprimés, potentiellement unifiés pour résister collectivement à l'impérialisme occidental¹²⁶¹.

Pour donner corps à sa théorie des Trois Mondes, Mao a soutenu une coopération au sein du « Grand Sud », visant à initier des guerres révolutionnaires contre l'impérialisme aux échelles nationale et internationale. Cependant, disposant de moyens financiers et d'arsenaux limités, Pékin s'est restreint à soutenir les mouvements communistes pro-chinois en Amérique latine principalement par le biais d'un appui idéologique, servant de modèle pour une révolution anti-hégémonique. Le Parti communiste chinois (PCC) a mobilisé ce que l'on désigne aujourd'hui comme du « soft power » en employant ses médias de masse pour diffuser ses idéaux révolutionnaires en Amérique latine. Ainsi, le Département de la propagande du PCC a lancé des émissions de radio en espagnol et en portugais entre 1957 et 1960, dans le but de renforcer cette influence idéologique¹²⁶². Le cinéma a également été mobilisé pour étendre l'influence idéologique de Pékin dans la région. La presse en langue étrangère, diffusée par l'Agence de Presse Xinhua sous la supervision du Département de la Propagande, a commencé à publier les œuvres de Mao ainsi que sa théorie de la guerre populaire. Dans le but de renforcer

¹²⁶⁰ Ibid.

¹²⁶¹ Ibid.

¹²⁶² Ibid.

sa présence idéologique en Amérique latine, Pékin a facilité la création d'« associations d'amitié » et a promu des instituts et sociétés culturelles à travers le continent. L'Agence de Presse Xinhua a agi comme une représentation diplomatique, établissant des contacts avec des partis et mouvements pro-chinois et finançant des groupes aux affinités « pro-chinoises » (journaux, éditeurs de magazines, organisations politiques, mouvements sociaux, etc.). Ces efforts ont réussi à fédérer de nombreux acteurs en Amérique latine, incluant des agriculteurs au Mexique, des milliers d'étudiants au Chili, certains mineurs en Bolivie et des radicaux socialistes en Uruguay. Cependant, ces ambitions révisionnistes n'ont pas permis de renverser l'hégémonie des États-Unis dans la région. À la mort de Mao, la Chine a engagé de nombreuses réformes politiques et économiques, entraînant un changement de stratégie : elle a délaissé son approche foncièrement politique et révisionniste pour se concentrer sur la satisfaction de ses besoins intérieurs, principalement axés sur l'économie. Ainsi, à partir des années 1990, Pékin a lancé sa stratégie d'externalisation de ses entreprises. Son adhésion à l'OMC en 2001 lui a permis de bénéficier des avantages économiques et commerciaux du système international, lui donnant les moyens d'orienter sa vision politique vers un modèle dont elle pouvait désormais tirer profit. À cette même période, Jiang Zemin a entrepris une tournée historique de treize jours en Amérique latine, durant laquelle il a annoncé de nombreux échanges politiques.

Cette période coïncide avec l'émergence de la puissance chinoise en Amérique latine. Le retrait des États-Unis de la région, accompagné de la réduction de leurs financements, ainsi que les plans d'ajustement du FMI et de la Banque mondiale, ont considérablement fragilisé les économies latino-américaines. L'échec du consensus de Washington, terme inventé par John Williamson lors d'une conférence en 1989 pour saluer les efforts déployés par l'Amérique latine dans l'application des politiques des institutions financières de Bretton Woods, a également servi d'accélérateur à la convergence entre la Chine et l'Amérique latine.

Les économistes Ilan Goldfajn, Lorenza Martinez et Rodrigo O. Valdés, ayant étudié les performances et les échecs du consensus de Washington en Amérique latine sur une période de 30 ans — et en particulier dans les pays les plus peuplés et les plus économiquement puissants de la région, comme le Brésil, le Chili et le Mexique — concluent que l'adoption de ce modèle a produit des résultats décevants dans ces pays¹²⁶³. Bien que le Brésil ait adopté ces réformes de manière partielle, tandis que le Chili les a mises en œuvre dans leur intégralité sous un régime non démocratique, les impacts économiques escomptés sont restés modestes. Parmi

¹²⁶³ Ilan Goldfajn, Lorenza Martínez, and Rodrigo O. Valdés, “Washington Consensus in Latin America: Model to Straw Man”, op. cit.

les avantages, ils notent l'adoption de la démocratie dans de nombreux pays de la région et une stabilité politique relative, permettant une plus grande légitimité et prévisibilité des gouvernements. Toutefois, sur le plan économique, les performances ont été inférieures aux attentes des années 1990. La croissance espérée de 5 à 6 % s'est avérée en réalité être de l'ordre de 2 à 3 %, un résultat jugé décevant comparé à d'autres régions en développement¹²⁶⁴. Contrairement à l'Amérique latine, la Chine a connu des performances économiques bien plus favorables, sous l'impulsion de réformes politiques et économiques planifiées. Tandis que la croissance en Amérique latine stagnait autour de 2,5 à 3 %¹²⁶⁵, celle de la Chine atteignait environ 7 % en 2015 et reste aujourd'hui autour de 5,3 % malgré le ralentissement provoqué par la crise sanitaire¹²⁶⁶. En l'espace de quelques décennies, Pékin a sorti plus de 800 millions d'individus de l'extrême pauvreté — un exploit qui capte l'attention d'une région en quête de financements extérieurs pour stimuler son économie. Alors qu'en 1940 la Chine était moins développée que l'Amérique latine, les réformes l'ont depuis propulsée bien au-delà de la région. L'expérience chinoise se présente ainsi comme une alternative séduisante pour l'Amérique latine, et l'intérêt pour le modèle de Pékin souligne l'attrait positif du "consensus de Pékin" dans la région.

En 2008, Pékin publie son premier document stratégique sur l'Amérique latine et les Caraïbes, une démarche symbolique qui s'inscrit dans un contexte de crise financière et économique frappant l'Europe et les États-Unis. Certains observateurs estiment que la publication de ce rapport coïncide délibérément avec la réunion d'urgence du G20 à Washington, convoquée pour traiter des conséquences de la crise mondiale imminente¹²⁶⁷. Cette initiative chinoise marque ainsi un tournant dans les relations avec l'Amérique latine, signalant un engagement accru de Pékin dans une région où les États-Unis ont historiquement exercé une forte influence¹²⁶⁸. Chantal souligne même que cette publication a précédé la visite du président chinois Hu Jintao au Pérou pour le Sommet de coopération économique Asie-Pacifique (APEC) en novembre 2008, où il devait présenter officiellement la politique de la

¹²⁶⁴ Ibid.

¹²⁶⁵ OCDE, "Latin American Economic Outlook 2015", https://www.oecd-ilibrary.org/development/latin-american-economic-outlook-2015/executive-summary_leo-2015-4-en;jsessionid=26d3hc18xxel0.x-oecd-live-03, Le 15 août, 2024.

¹²⁶⁶ World Bank Group, (2024). "Growing Beyond Property": Cyclical Lifts and Structural Challenges, Special Focus: Aging China – Implication for Growth and Inequality, China Economic Update, <https://thedocs.worldbank.org/en/doc/c7a6b75bc5c138a7ec7e62789695978f-0070012024/original/CEU-June-2024-EN.pdf#:~:text=China%20Economic%20Update%20-%20June%202024>, Le 26 septembre, 2024.

¹²⁶⁷ Roromme Chantal, op.cit, p. 294.

¹²⁶⁸ Ibid.

Chine envers l'Amérique latine. Ce timing stratégique a permis à Pékin de clarifier et de promouvoir ses ambitions dans la région au moment même où les économies occidentales, fragilisées par la crise financière, étaient moins présentes¹²⁶⁹. Richard Harris note que l'établissement de relations économiques renforcées et la publication du document stratégique de Pékin pour l'Amérique latine ont permis à cette région d'éviter les pires effets de la crise économique et financière de 2007-2008, qui a lourdement impacté de nombreuses autres parties du monde. En diversifiant ses partenariats économiques, l'Amérique latine a ainsi pu compter sur le soutien de la Chine pour stabiliser et dynamiser son économie face aux turbulences mondiales¹²⁷⁰. L'étude de Harris met en lumière la complémentarité entre les économies chinoise et latino-américaines, soulignant comment cette relation stratégique a offert à l'Amérique latine une alternative de marché et de financement durant la crise de 2007-2008. Le « Conseil des affaires hémisphériques » (COHA), une ONG basée à Washington qui promeut les intérêts latino-américains, a d'ailleurs souligné l'importance du moment de la publication du Livre blanc chinois sur l'Amérique latine et les Caraïbes. Ce document est apparu à un moment crucial pour les pays de la région, désireux de diversifier leurs marchés d'exportation et de réduire leur dépendance aux investissements directs étrangers en provenance des États-Unis et de l'Europe, qui étaient alors en recul¹²⁷¹. Le Conseil ajoutait que, compte tenu des vastes réserves de change accumulées par la Chine – s'élevant à 1,95 trillion de dollars en décembre 2008 – l'Amérique latine avait toutes les raisons de suivre de près l'évolution de la coopération avec Pékin. Cette capacité financière de la Chine renforçait son attractivité pour les économies latino-américaines, qui cherchaient des alternatives de financement et des partenariats pour stimuler leur croissance économique et minimiser leur vulnérabilité face aux fluctuations des marchés occidentaux¹²⁷².

En 2016, Pékin a publié son second document stratégique pour l'Amérique latine, confirmant son intention de travailler étroitement avec les pays de la région pour relever les défis locaux et mondiaux en exploitant les institutions internationales existantes¹²⁷³. Pour renforcer sa position, la Chine a injecté des fonds substantiels dans les économies latino-

¹²⁶⁹ Ibid.

¹²⁷⁰ Richard L. Harris, "China's Relations with the Latin American and Caribbean Countries: A Peaceful Panda Bear instead of a Roaring Dragon", *Latin America Perspective*, Vol. 42, No. 6, China and Latin America: Processes And Paradoxes (November 2015), pp. 153-190.

¹²⁷¹ Roromme Chantal, Ibid.

¹²⁷² Ibid.

¹²⁷³ Ministère des Affaires étrangères, Chine (2016) Document d'orientation de la Chine sur l'Amérique latine et les Caraïbes. Disponible à l'adresse : https://www.fmprc.gov.cn/mfa_eng/zxxx_662805/t1418254.shtml, Le 17 janvier 2021.

américaines. Lors du Forum Chine-CELAC en janvier 2015, elle a fixé des objectifs ambitieux, visant 500 milliards de dollars d'échanges commerciaux entre 2015 et 2019, tout en promettant 250 milliards d'investissements directs¹²⁷⁴. Une partie de ces cibles a déjà été atteinte, notamment en termes d'échanges commerciaux. Toutefois, le ralentissement de l'économie chinoise a suscité des interrogations sur la durabilité de cet engagement, auxquelles le président Xi Jinping a partiellement répondu en réaffirmant la détermination de Pékin à investir dans les infrastructures de la région¹²⁷⁵. Pour promouvoir la coopération Sud-Sud, la Chine a intensifié ses investissements en Amérique latine, atteignant une augmentation de 71 % en 2014, selon la base de données China-Latin America Financial Database. En 2010, les financements chinois pour l'Amérique latine avaient déjà dépassé ceux de la Banque mondiale, du FMI et de la Banque d'import-export des États-Unis réunis, selon les analystes Kevin P. Gallagher et Margaret Myers¹²⁷⁶. En 2017, Pékin a intégré la région dans son ambitieux programme des Nouvelles Routes de la Soie (BRI), permettant ainsi aux économies latino-américaines de bénéficier de projets d'infrastructures majeurs pour stimuler leur croissance. Cette même année, le Panama a rejoint la BRI après avoir rompu ses relations diplomatiques avec Taïwan, illustrant le rayonnement croissant de la Chine dans la région. Comme l'a souligné Margaret Myers, directrice du programme Asie-Amérique latine au Dialogue interaméricain : « Depuis un certain temps déjà, le dragon chinois vole haut en Amérique latine, en particulier dans le ciel vénézuélien, argentin, brésilien et équatorien¹²⁷⁷ ».

Les spécialistes s'interrogent sur les conditions fondamentales des investissements chinois dans la région, en particulier sur la façon dont les prêts chinois diffèrent de ceux proposés par Washington au début des années 1990¹²⁷⁸. Autrement dit, en quoi le consensus de Pékin se distingue-t-il de celui de Washington en Amérique latine ? Trois éléments sont décisifs pour illustrer l'attrait du consensus de Pékin par rapport à celui de Washington, auxquels nous ajouterons un quatrième. Tout d'abord, la nature des investissements chinois et leur orientation vers les secteurs clés de l'économie et du développement correspondent à la rhétorique

¹²⁷⁴ Emmanuel Veron, Emmanuel Lincot, "Chine-Amérique latine : quand Pékin exploite l'arrière-cour américaine", op. cit.

¹²⁷⁵ Nicolas Albertoni and Maria Fernanda Pérez Arguello, (2015). "Transitioning from a Washington Consensus to a Beijing Consensus?", *Americas Quarterly*, <https://www.americasquarterly.org/blog/transitioning-from-a-washington-consensus-to-a-beijing-consensus/>, Le 15 août, 2024.

¹²⁷⁶ BBC, "China's loans to Latin America 'rose to \$22bn in 2014'", <https://www.bbc.com/news/world-latin-america-31639768>, Le 18 août, 2024.

¹²⁷⁷ Ibid.

¹²⁷⁸ Nicolas Albertoni and Maria Fernanda Pérez Arguello, Ibid.

officielle et semi-officielle du gouvernement chinois sur un avenir commun entre les peuples du Sud. Margaret Meyer, du Dialogue interaméricain, a montré que, depuis 2005, les banques chinoises ont consenti près de 150 milliards de dollars de prêts, dont 87 % ont été destinés à des projets dans les domaines de l'énergie et de l'infrastructure¹²⁷⁹. L'essentiel de ces prêts a été émis par des entreprises et des banques d'État chinoises. En 2014 seulement, 76 prêts ont été accordés à 21 États, principalement pour le secteur de l'énergie (31 prêts) et les infrastructures (pour un total de 32,9 milliards de dollars et 49,9 milliards de dollars respectivement)¹²⁸⁰. Par ailleurs, les financements de Pékin en Amérique latine ont drastiquement diminué depuis 2015 en raison de la crise, notamment les prêts de la Banque de Développement de la Chine (BDC) et de la Banque d'import-export de la Chine (Chexim), qui ont toujours été les institutions les plus actives dans la fourniture d'aide à la région¹²⁸¹. Selon les données de l'Observatoire des investissements directs étrangers à l'étranger de la Chine pour l'Amérique latine et les Caraïbes, les IDE chinois en 2023 se sont élevés à 8,748 milliards USD, soit environ 10 % de tous les IDE entrant dans la région. Entre 2019 et 2023, la région a perçu en moyenne 1,3 milliard de dollars par an de la CDB et de Chexim, la majorité de ces fonds étant concentrée entre 2019 et 2023¹²⁸². Les prêts ont toutefois chuté à zéro en 2020, avec une lente reprise après la pandémie en 2021-2022. En revanche, en 2010, la CDB avait accordé 25 milliards de dollars de prêts. En 2023, seuls deux programmes de crédits ont été accordés dans la région par ces institutions, et c'est la banque brésilienne BNDES qui en a bénéficié, pour soutenir le développement des infrastructures vertes. Cependant, malgré la baisse des financements de la part des banques d'État chinoises dans la région, les orientations économiques n'ont pas été modifiées, et les entreprises chinoises ont pris le relais dans la fourniture des investissements. Ces dernières s'adaptent souvent à un nouvel environnement, contrant ainsi les critiques occidentales sur leur fonctionnement opaque et leur non-respect de l'environnement¹²⁸³.

Rebecca Roy, chercheuse sur les relations économiques entre la Chine et l'Amérique latine au Global Development Policy Center de l'Université de Boston, a expliqué que « nous constatons moins d'intervention des institutions financières et davantage d'actions de la part des entreprises. En Amérique latine, la dernière décennie a été marquée par un pic des

¹²⁷⁹ Ibid.

¹²⁸⁰ Ibid.

¹²⁸¹ Javier Lewkowicz, (2024), "How is Chinese investment in Latin America changing?": Large infrastructure projects are making way for smaller, more focused investments in areas such as electric vehicles, renewables and high-tech sectors, *Dialogue Earth*, <https://dialogue.earth/en/business/how-is-chinese-investment-in-latin-america-changing/>, Le 18 août, 2024.

¹²⁸² Ibid.

¹²⁸³ Ibid.

opérations d'investissement réalisées par les institutions financières, d'abord dans le secteur pétrolier, puis dans les infrastructures¹²⁸⁴ ». Enrique Dussel Peters, coordinateur du Centre d'études sino-mexicaines de l'Université autonome du Mexique (UNAM), affirme que les entreprises chinoises se sont adaptées à l'environnement local et le comprennent mieux. Il souligne que « ces tendances résultent du processus d'apprentissage des entreprises chinoises au cours de plus de deux décennies dans la région, ainsi que de l'évolution des responsables et des entreprises d'Amérique latine vis-à-vis de la Chine¹²⁸⁵ ». Dussel Peters note également que l'approfondissement des relations entre la Chine et les pays d'Amérique latine, via des prêts destinés à des projets d'infrastructure souvent conçus par les pays hôtes et mis en œuvre en collaboration avec des entreprises locales, a permis aux investisseurs chinois de mieux appréhender les enjeux liés au travail, aux réglementations et aux particularités locales.

En outre, les secteurs prioritaires dans lesquels se concentrent les investissements chinois ont évolué pour s'adapter aux besoins de développement les plus pressants. Dans le passé, les prêts accordés par les banques d'État chinoises étaient principalement destinés à soutenir les infrastructures et les industries extractives, comme l'exploitation minière, les pipelines, le secteur de l'électricité et la fabrication. Cette stratégie a permis à Pékin de jouer un rôle prépondérant dans la région. Aujourd'hui, cependant, l'accent est mis sur des secteurs spécifiques jugés prioritaires non seulement pour la Chine et son propre développement, mais également pour le monde en développement : les "nouvelles infrastructures". Parmi ces domaines figurent les véhicules électriques, les panneaux solaires, les batteries, la numérisation, les télécommunications, les technologies financières, l'électrification et l'intelligence artificielle. Pékin se classe au premier rang mondial dans presque tous ces secteurs grâce à ses entreprises. En effet, la Chine représente 80 % des exportations de panneaux solaires, 50 % des batteries au lithium et plus de 20 % des véhicules électriques¹²⁸⁶. Par conséquent, ces nouvelles infrastructures ont constitué plus de 58 % des investissements étrangers chinois en Amérique latine et dans les Caraïbes en 2022, ainsi que plus de 60 % des projets annoncés par les entreprises chinoises pour l'année 2024. Par exemple, dans le secteur des véhicules électriques et des batteries, l'entreprise automobile BYD s'est fixé pour objectif de produire 150 000 véhicules électriques et hybrides par an au Brésil, ayant déjà commencé la production d'un bus alimenté au lithium dans la ville de Manaus¹²⁸⁷. Le secteur des énergies

¹²⁸⁴ Ibid.

¹²⁸⁵ Ibid.

¹²⁸⁶ Ibid.

¹²⁸⁷ Ibid.

renouvelables est également en pleine expansion, avec huit des dix plus grands fournisseurs de panneaux solaires de la région étant chinois, dont Longi, Jinko et JA. Le plus grand parc solaire d'Amérique latine, situé en Argentine, a été financé par la Banque de développement de Chine (CDB) et construit par une entreprise chinoise. Enfin, dans le domaine des télécommunications, Huawei a connu une forte croissance dans la région. Malgré les mesures prises par les États-Unis pour restreindre l'accès à la 5G pour le géant chinois en Europe et en Amérique latine, l'entreprise a su étendre ses activités en Argentine, au Brésil, au Pérou, au Chili, au Mexique et en Colombie¹²⁸⁸.

Par ailleurs, investir dans les infrastructures n'est pas un phénomène nouveau. Les États-Unis avaient déjà lancé des projets d'investissement, comme celui du Canal de Panama au début du XXe siècle, dont la construction du canal du Nicaragua par Pékin semble être le reflet. La seconde différence entre le consensus de Pékin et celui de Washington réside dans le fait que les projets chinois sont généralement assortis de peu de conditions. Ce pragmatisme dans les affaires économiques constitue le second attrait du consensus promu par Pékin. Andrés Oppenheimer, rédacteur en chef et chroniqueur pour le quotidien américain *The Miami Herald*, critique cependant le régime d'aide de Pékin. Il note que « les normes assouplies qui caractérisent les prêts chinois posent des risques politiques et environnementaux importants », ajoutant que « alors que les pays d'Amérique latine se réjouissent des réserves d'argent apparemment inépuisables de la Chine, les dirigeants de la région doivent garder à l'esprit que la Chine est connue pour limiter les libertés démocratiques et les droits de l'homme à l'occidentale¹²⁸⁹ », comme le démontre le très controversé canal du Nicaragua. Cependant, comme l'ont déjà observé Roy et Peters, les entreprises chinoises se sont adaptées à un environnement qu'elles découvraient. Désormais, elles apprennent de cette expérience et s'engagent à respecter les normes locales. La Chine se distingue clairement des États-Unis et des institutions financières internationales qui conditionnent leurs prêts à l'instauration d'institutions démocratiques et au respect des droits humains, souvent en s'immisçant dans la politique intérieure des États, comme cela a été le cas au Venezuela. Washington a reconnu l'opposant Juan Guaidó comme le nouveau président du Venezuela, en dépit de l'élection démocratique de Nicolás Maduro en 2017.

À l'inverse, Pékin ne fixe quasiment aucune condition politique pour bénéficier de son aide. Comme le note Meyer, « la Chine peut exiger tacitement que les entreprises chinoises

¹²⁸⁸ Ibid.

¹²⁸⁹ Nicolas Albertoni and Maria Fernandez Arguello, op. cit.

participent à certains projets, tout en évitant de s'immiscer dans la politique intérieure¹²⁹⁰ ». Ainsi, l'aide de Pékin est accessible à tous les pays en ayant besoin, quelle que soit la nature de leur régime politique. Par exemple, le Venezuela, qui a rencontré d'énormes difficultés pour accéder aux financements occidentaux, a reçu depuis 2007 une enveloppe de 50 milliards de dollars, investie dans des projets miniers, énergétiques, d'infrastructures et de logements¹²⁹¹. En janvier 2015, au plus fort de la crise pétrolière, le président Maduro s'est rendu à Pékin pour solliciter un nouveau prêt. À son retour, il a déclaré aux médias d'État avoir obtenu 20 milliards de dollars. Cependant, avec les prix du pétrole vénézuélien réduits de près de moitié par rapport à six mois auparavant, cela pourrait avoir été insuffisant pour combler le déficit, selon les analystes. Bien que ce montant ne suffise pas à résoudre tous les problèmes du Venezuela, l'engagement de la Chine a eu un impact positif sur de nombreuses économies de la région, qu'elles aient ou non un accès facilité aux prêts, comme c'est le cas du Brésil, ou un accès plus restreint, comme pour l'Argentine, l'Équateur ou le Venezuela.

En outre, Pékin a diversifié ses investissements dans la région, s'étendant à de nombreux pays, des plus grandes économies aux moins influentes. Le China Investment Monitor souligne non seulement cette diversification des pays et des secteurs cibles, mais également que la présence des entreprises chinoises s'est fortement renforcée¹²⁹². Selon les données de cet organisme, entre 2020 et 2023, le Brésil est resté le principal bénéficiaire des investissements chinois, attirant 34 %¹²⁹³ de ces fonds, et ce, malgré la période pendant laquelle Jair Bolsonaro était au pouvoir, lui qui s'était opposé à l'implantation de la 5G en Chine, suivant ainsi les instructions du président Trump. L'Argentine occupe la deuxième position avec 22,5 %, suivie du Mexique à 15 %, du Pérou à 11 % et du Chili à 8,7 %. Ces investissements dans la région sont fortement concentrés entre les mains d'un petit cartel d'entreprises. Une enquête menée par l'UNAM a révélé que cinq entreprises chinoises – à savoir State Power Investment Corporation Limited (SPIC), State Grid Corporation, Tibet Summit Resources, Jiangxi Ganfeng Lithium et Zijin Mining Group – représentaient 46 % des investissements étrangers directs chinois en Amérique latine et dans les Caraïbes entre 2020 et 2023¹²⁹⁴.

Un autre aspect important du consensus de Pékin réside dans l'étatisation de l'économie, c'est-à-dire dans le rôle prépondérant de l'État dans le contrôle et la production de la richesse.

¹²⁹⁰ Ibid.

¹²⁹¹ BBC, "China's loans to Latin America 'rose to \$22bn in 2014'", op. cit.

¹²⁹² Javier Lewkowicz, Ibid.

¹²⁹³ Ibid.

¹²⁹⁴ Ibid.

De nombreuses études indiquent que les populations latino-américaines ont une perception largement positive du gouvernement chinois. Le spécialiste de l'Amérique latine, Evan Ellis, a souligné dans *The Diplomat* que l'engagement avec la Chine a eu un impact multiforme sur la démocratie latino-américaine. Il soulignait que, « bien que Pékin ne promeuve peut-être pas délibérément des régimes autoritaires en Amérique latine, des risques implicites pour la dynamique des démocraties découlent de l'engagement avec la Chine¹²⁹⁵ ». Certes, Evan Ellis présente l'engagement de la Chine sous un angle alarmiste pour la démocratie dans la région. Cependant, il reste indéniable que l'attrait pour les régimes illibéraux est en constante augmentation en Amérique latine, comme c'est le cas dans d'autres régions du monde. Un rapport récent de l'OCDE, publié en 2024, présente une étude menée dans 16 pays d'Amérique latine, révélant que les populations latino-américaines participent peu aux efforts démocratiques et affichent une confiance décroissante envers leurs régimes démocratiques¹²⁹⁶. Une autre étude sur le *soft power* de la Chine en Amérique latine, qui analyse les données recueillies par le projet d'opinion publique latino-américaine (LAPOP), présente des résultats encore plus remarquables. Elle met en lumière l'intérêt croissant des gouvernements et des populations d'Amérique latine pour le régime chinois, ainsi que l'influence politique et économique de la Chine sur leurs États¹²⁹⁷. L'étude, portant sur la période de 2014 à 2021, révèle que dans seize pays étudiés, les populations latino-américaines affichent un taux de confiance élevé envers le gouvernement chinois. Cette étude évalue la confiance sur une échelle de 1 à 4, où 4 représente le niveau de confiance le plus élevé dans la région. Malgré une légère baisse relative de la confiance en 2021, le niveau moyen des sondés vis-à-vis du gouvernement chinois se situe au minimum à 2 sur 4.

La République dominicaine, avec le taux le plus élevé de la région, a progressé de 2,53 en 2014 à 2,56 en 2021. En revanche, le Brésil, affichant le taux le plus faible, a connu une légère diminution, passant de 2,13 en 2014 à 2,05 en 2021. Cette baisse est également constatée dans onze autres pays, tels que le Honduras, le Paraguay, le Costa Rica, le Nicaragua, le Panama, la

¹²⁹⁵ R. Evan Ellis, (2024). "Engagement With China Has Had a Multifaceted Impact on Latin American Democracy": While Beijing may not deliberately promote authoritarian regimes in Latin America, implicit risks to the dynamics of democracies arise out of engagement with China, op. cit.

¹²⁹⁶ OCDE, "Government at a Glance: Latin America and the Caribbean 2024", https://www.oecd.org/en/publications/government-at-a-glance-latin-america-and-the-caribbean-2024_4abdba16-en.html, Le 18 août, 2024.

¹²⁹⁷ R. Evan Ellis, Kelly Senters Piazza, Major Adam Greer, Brigadier General, Daniel Uribe, (2022). "China's Use of Soft Power in Support of its Strategic Engagement in Latin America", August 18, 2022, *DIALOGO AMERICA*, <https://dialogo-americas.com/articles/chinas-use-of-soft-power-in-support-of-its-strategic-engagement-in-latin-america/>, Le 18 août, 2024. Les données interprétées ci-dessous sont issues de la même source.

Colombie et l'Uruguay. Cependant, quatre pays ont enregistré une nette augmentation de la confiance : El Salvador, le Guatemala, le Mexique et le Pérou. En moyenne, la confiance dans la région envers le gouvernement chinois était de 2,32 en 2021, par rapport à 2,42 en 2014, indiquant une baisse de 0,10 sur cette période. Malgré cela, les proportions restent globalement positives. Concernant l'influence politique et économique de la Chine dans la région, bien qu'elle ait diminué par rapport à 2014, elle demeure à un niveau très positif. Sur la même échelle de 1 à 4, les notes indiquent une perception favorable de l'influence positive de la Chine sur la politique et l'économie de la région, avec un taux minimum de 1,98 et un maximum de 2,98, ce qui signifie que l'influence positive de la Chine dépasse la barre des 2 sur 4. Ces données illustrent à quel point le consensus de Pékin exerce une influence bénéfique dans la région, tant du point de vue des gouvernants que des populations d'Amérique latine et des Caraïbes.

Il reste donc un dernier attrait du consensus de Pékin qui le différencie de celui de Washington : la dimension symbolique que la Chine accorde à ses relations avec les nations du Grand Sud. Comme l'a souligné Roromme Chantal, cette approche permet à la Chine de convertir son capital symbolique en une adhésion des peuples au consensus de Pékin. Tandis que les gouvernements latino-américains de gauche critiquent l'approche occidentale et le comportement dominateur des États-Unis, certains chercheurs estiment que l'approche chinoise n'est pas exemptée de coercition, même si quelques exemples semblent indiquer une flexibilité¹²⁹⁸. Ils soulignent que la République populaire de Chine (RPC) a adopté un comportement agressif envers les pays qui critiquent son manque d'engagement et de respect pour les droits de l'homme. Par exemple, l'Australie a été bannie du marché chinois pour avoir remis en question les origines de la Covid-19, tandis qu'en 2010, l'Argentine a vu ses achats d'huile de soja suspendus en raison des mesures protectionnistes adoptées par son Congrès contre les produits chinois. Malgré ces éléments perçus comme coercitifs, les entreprises et gouvernements latino-américains privilégient l'expérience chinoise. Cette attraction découle en grande partie de leur volonté de ne pas se priver de l'énorme manne financière que représente le marché chinois et le gouvernement de la RPC. Nous attribuons cette attirance au capital symbolique de Pékin. La rhétorique chinoise, centrée sur les cinq principes de coexistence pacifique entre Pékin et les pays du Sud global, renforce le lien identitaire entre la Chine et l'Amérique latine, contribuant à former une coalition identitaire capable de souder ces nations entre elles. Comme le rappelait Alexander Wendt, « l'interaction au niveau systémique

¹²⁹⁸ Academy; Brigadier General (ret.) Daniel Uribe, U.S. Air Force Academy, "China's Use of Soft Power in Support of its Strategic Engagement in Latin America, Ibid.

modifie les identités et les intérêts de l'État¹²⁹⁹ », cela a pour effet de rapprocher les États qui partagent en commun la même identité corporative et sociale dans un environnement international. La preuve de cette tendance est fournie par l'annonce, en 2021, du gouvernement de Trinité-et-Tobago qui a décidé de contracter un prêt auprès d'une banque chinoise plutôt qu'auprès du Fonds Monétaire International, malgré un taux d'intérêt chinois deux fois plus élevé que celui du FMI. Cette décision a été motivée par le désir d'éviter les conditions politiques souvent associées aux prêts du FMI. En définitive, la corrélation historique entre la Chine et l'Amérique latine, combinée à la crise de légitimité des États-Unis dans la région, agit comme un marqueur identitaire qui renforce les relations sino-latino-américaines, incitant ainsi la région à privilégier l'expérience chinoise plutôt que celle de Washington.

Conclusion du chapitre IX

Pour assurer son contrôle sur le Grand Sud, notamment dans le monde arabo-musulman et en Amérique latine, Pékin a su tirer parti de conditions inédites qui lui ont permis de promouvoir son agenda politique tout en sécurisant ses approvisionnements énergétiques par l'implantation de ses entreprises dans ces régions. En effet, le vide de puissance créé par le retrait des États-Unis du Moyen-Orient et d'Amérique latine a incité les acteurs régionaux à élaborer des stratégies visant à combler ce vide et à se repositionner sur l'échiquier géopolitique mondial. La montée en puissance de la Chine, ainsi que ses besoins énergétiques pour alimenter son économie, a constitué une opportunité pour ces acteurs d'attirer les investissements chinois tout en cherchant à contrer l'hégémonie américaine. Dans ce contexte, Pékin a su s'imposer durablement en utilisant son pouvoir discursif pour amasser du capital symbolique et promouvoir une rhétorique anti-occidentale. Cette approche agit comme un marqueur identitaire, renforçant les liens entre les peuples du Sud et permettant au consensus de Pékin de s'imposer sur celui promu par Washington dans le monde en développement.

¹²⁹⁹ Alexander Wendt, "Collective identity formation and the international state", *American Political Science Review* 88(2), (1994), pp. 384–396.

CONCLUSION GÉNÉRALE

Cette thèse est née de deux événements scientifiques qui se sont déroulés au Gabon en 2018 et 2019. En 2018, le département de Sciences Économiques de l'Université Omar Bongo de Libreville a accueilli Li Dan¹³⁰⁰, ancien responsable de la diplomatie chinoise en Afrique, pour une conférence sur les performances économiques de la Chine et sa vision de l'ordre mondial. Le fait marquant de cette conférence fut l'exposition de « l'esprit de la nations chinoise », c'est-à-dire l'identité corporative de la Chine et la place qu'elle occupe dans le monde. Li Dan mentionna une carte présente dans la salle principale de l'Assemblée populaire du PCC, où la Chine figure au centre du monde, en opposition avec les cartes occidentales. Le deuxième événement était une conférence sur le thème des « Routes de la soie », organisée par l'*Institut Prométhée*, un *think tank* qui accompagne le développement du Gabon en l'aidant à résoudre les problèmes nationaux, régionaux et internationaux¹³⁰¹. Lors de cette conférence, le professeur Guy Rossatanga-Rignault a présenté une leçon inaugurale intitulée *De la route de la soie aux nouvelles routes de la soie : histoire, enjeux et place de l'Afrique dans le monde à venir*. Cette leçon inaugurale a ravivé une interrogation déjà soulevée dans mon mémoire de master¹³⁰² : comment les petits États peuvent-ils faire valoir leurs intérêts dans un environnement dominé par les grandes puissances ? Cette question rappelle la compétition que se livrent les États-Unis et la Chine sur la scène mondiale, presque sur tous les sujets sensibles de la gouvernance globale, au titre desquels, la question du changement climatique. Dans l'optique de poursuivre cette réflexion qui semblait être l'une des énigmes autour du comportement des acteurs en relations internationales, est né le sujet de thèse : *Les nouvelles routes de la soie et l'inquiétude d'un néo-impérialisme de la Chine : éléments de technologies politiques*. À travers cette thèse, une question fondamentale est posée : les nouvelles routes de la soie sont-elles un outil de contrôle permettant à la Chine de modifier les rapports sociaux de domination sur la scène mondiale ? Autrement dit, la Chine, avec son projet de la *Belt and Road Initiative* (BRI), convoite-t-elle un pouvoir global ?

¹³⁰⁰ Li Dan est décédé en 2019.

¹³⁰¹ Le nouveau Gabon, (2019). « Un institut Prométhée voit le jour à Libreville en vue de s'impliquer au développement du pays », Gouvernance, <https://www.lenouveaugabon.com/fr/gouvernance/2003-14673-un-institut-promethee-voit-le-jour-a-libreville-en-vue-de-s-impliquer-au-developpement-du-pays>, Le 07 octobre, 2024.

¹³⁰² Moukagni M. Hans Gerold Sorhel, (2018). L'implication du Gabon dans la politique internationale du Climat : une question de développement durable, mémoire soutenu à l'Université Omar Bongo, non publié.

Cette thèse a montré qu'en s'intéressant aux technologies de pouvoir, qui combinent théoriquement et analytiquement le pouvoir discursif chez Michel Foucault, et le pouvoir symbolique chez Pierre Bourdieu, il était possible de résoudre le problème de l'énigme de la puissance chinoise. En analysant l'ensemble des interactions entre la Chine, le système international et les acteurs qui le composent, l'analyse a observé dans le discours officiel et semi-officiel de la Chine, que Pékin convoite en effet un pouvoir global. Ce faisant, le projet des nouvelles routes de la soie s'inscrit dans une stratégie globale (une grande stratégie) de contrôle sur les mécanismes de répartition et de distribution du pouvoir mondial. Certes, lorsque le projet est mis en place en 2013, le discours officiel et semi-officiel chinois a consisté à s'opposer à l'idée que la Chine convoite un pouvoir global. Un ancien ambassadeur de Chine au Gabon avait même souligné que :

C'est bien à tort qu'on soupçonne la Chine de convoiter un pouvoir global, pour la simple raison que cette notion n'a pas de sens en Chine, où le concept n'existe pas. C'est une notion héritée du monothéisme, tout à fait étrangère à la pensée chinoise notamment taoïste, dans laquelle la juste voie résulte de l'équilibre des forces. La Chine ne veut en aucune manière prendre la place que croient occuper les USA [...] ¹³⁰³.

Pourtant, lorsqu'on analyse l'évolution du discours de Xi Jinping lors de son accession à la tête du PCC en 2012, y compris ses discours de 2013 et de 2017, on s'aperçoit que l'idée de repositionner la Chine au centre du monde est l'expression d'une volonté de puissance, formalisée par le comportement de la Chine sur la scène mondiale. L'historien anglais Paul Kennedy a observé dans *Naissance et déclin des grandes puissances* que l'interaction entre la puissance économique et la puissance militaire est un facteur essentiel d'une hégémonie mondiale ¹³⁰⁴. La question n'est donc plus celle de savoir si la Chine convoite un pouvoir hégémonique, car elle le possède déjà, mais comment la Chine se comportera -t-elle en tant que grande puissance. Robert Gilpin qui a identifié le problème central de la gouvernance globale, à savoir, celui du changement pacifique dans la gouvernance mondiale a souligné que, lorsqu'une grande puissance émerge, elle sera tentée d'exercer une domination sur les mécanismes de distribution du pouvoir mondial et de modifier le système international de telle sorte qu'il soit en accord avec ses intérêts ¹³⁰⁵. Cette perspective a été adoptée par les stratèges américains qui ont considéré que la Chine représenterait une menace pour le système international. Construisant la thèse de la menace chinoise autour de son *hard power*, ils ont fait

¹³⁰³ Guy Rossatanga-Rignault, op.cit.

¹³⁰⁴ Paul Kennedy, *Naissance et déclin des grandes puissances*, op.cit.

¹³⁰⁵ Robert Gilpin, *War and change in World Politics*, op. cit.

remarquer que la Chine augmente ses capacités militaires et technologiques pour livrer une bataille contre les États-Unis. L'universitaire américain Graham Allison a parlé du piège de Thucydide, une situation dans laquelle les puissances montantes défient les puissances traditionnelles dans une lutte sans fin¹³⁰⁶. C'est ce que l'un des promoteurs du néoréalisme classique John Mearsheimer, a appelé la tragédie des grandes puissances¹³⁰⁷. Robert D. Kaplan à la suite de plusieurs auteurs soulignait que quand les empires ou les grandes puissances tombent, le chaos et la guerre surgissent¹³⁰⁸.

La thèse a montré que, malgré l'expansion de ses capacités militaires et un certain avantage sur les États-Unis, notamment avec une armée supérieure en termes d'hommes et disposant de la première flotte navale au monde, la Chine reste encore largement derrière les États-Unis. Son budget de la défense ne représente qu'un tiers de celui des États-Unis, qui a dépassé les 800 milliards de dollars depuis 2023. Même si la Chine dispose de la puissance nucléaire, cette dernière constitue ce que les spécialistes appellent une MAD (Destruction Mutuelle Assurée)¹³⁰⁹. Étant donné qu'aucun État n'existe sur la scène mondiale pour être anéanti ou pour s'auto-anéantir, il demeure peu probable que les États fassent usage de l'arme nucléaire. De plus, Washington dispose encore des meilleures technologies essentielles au développement de l'armée chinoise, en contrôlant une partie des chaînes de valeur technologiques mondiales. Les restrictions économiques imposées par les États-Unis aux entreprises chinoises et occidentales qui travaillent en Chine constituent un instrument efficace pour ralentir le développement d'une armée chinoise à la pointe de la technologie.

La thèse a montré que, s'il ne faut pas exclure le risque de guerre, la véritable guerre que se livrent les États-Unis et la Chine reste pour l'instant la guerre commerciale. Cette nouvelle forme de conflit, qui intègre la guerre psychologique, la guerre économique et la guerre juridique, est en train de se dérouler en Asie du Sud-Est. Ce faisant, Pékin a fait usage de son pouvoir coercitif en instrumentalisant le droit international pour remporter une victoire décisive sur les États-Unis. En utilisant ce que les spécialistes appellent sa *lawfare*, la Chine a détourné les règles du droit international en élaborant des normes géo-juridiques incompatibles avec le

¹³⁰⁶ Graham Allison, *Vers la guerre : La Chine et l'Amérique dans le piège de Thucydide ?*, op. cit.

¹³⁰⁷ John J. Mearsheimer, *The Tragedy of The Great Power Politics*, op. cit.

¹³⁰⁸ Robert D. Kaplan, (2022). "The Downside of Imperial Collapse": When Empires or Great Powers Fall, Chaos and War Rise, op. cit.

¹³⁰⁹ Graham Allison, (2022). "Putin is not bluffing with his nuclear threats ": What do President Biden and his national security team know that makes them take Russian President Putin's nuclear threats so seriously? Seven inconvenient facts, *The Boston Globe*, <https://www.bostonglobe.com/2022/10/03/opinion/putin-is-not-bluffing-with-his-nuclear-threats/>, Le 05 octobre 2022.

système conventionnel, afin d'imposer sa vision d'un ordre juridique alternatif en Asie-Pacifique. Cette stratégie s'est enracinée dans ses interactions avec les structures juridiques internationales, avec pour objectif d'obtenir, par le droit, une victoire difficilement réalisable par la seule force militaire. Ainsi, Pékin combine ses manœuvres juridiques avec une dissuasion militaire dans le Pacifique, visant à tenir ses rivaux à distance de ses territoires revendiqués.

Par conséquent, la thèse de la menace chinoise, qui repose sur les capacités économiques et militaires de la Chine, ne traduit pas la réalité des faits observés. S'il faut reconnaître que Pékin est prêt à utiliser la force militaire dans le cadre de la préservation de sa souveraineté nationale, y compris sur Taïwan, cette situation ne constitue qu'un des rares cas susceptibles d'entraîner une escalade, car elle peut être évitée. L'histoire de la tragédie grecque ne constitue donc pas un outil analytique pertinent pour comprendre le comportement et les objectifs de la Chine.

Cette thèse s'est également intéressée à la seconde interprétation dominante de la montée en puissance de la Chine et de son comportement sur le système international : celle du *soft power*. Arrivé en Chine dans les années 1990, le *soft power*, défini par Joseph Nye comme la capacité d'un État à agir sur l'ordre du jour dans le système international en faisant en sorte que les autres fassent ce que cet État veut, a d'abord été perçu négativement en Chine. Puis, à force d'adaptation entre le concept initial de Nye et la culture chinoise, le *soft power* s'est non seulement imposé comme un cadre privilégié d'analyse de la puissance chinoise, mais aussi comme un processus d'affirmation de puissance. Dès 2003, le président Hu Jintao intégrait le *soft power* à la politique de développement pacifique de Pékin.

Cependant, en analysant les corrélations entre le *soft power* promu par Nye et la variante chinoise, il apparaît que le *soft power* chinois n'est ni basé uniquement sur la culture de la Chine, qui serait attractive pour le monde, ni uniquement sur la puissance douce. Il est un condensé de puissance molle et dure et peut être généré par n'importe quoi, de sorte qu'il serait instable, car même un acteur non étatique peut générer du *soft power*. Par conséquent, le *soft power* est un concept ambigu et pauvre. Il n'a pas non plus permis à la Chine de changer l'ordre du jour dans les affaires mondiales. Bien au contraire, la Chine s'est accommodée du *statu quo* afin de ne pas être endiguée dans sa montée en puissance, qui n'a d'ailleurs pas été interprétée par les Occidentaux comme une montée pacifique.

Ce faisant, la persistance de la thèse de la menace chinoise autour du *soft power* de la Chine traduit d'autres craintes. En nous projetant au-delà du *soft power* chinois, il apparaît que

la Chine effraie non seulement en raison de son pouvoir économique, militaire, culturel et diplomatique, mais parce qu'il s'agit d'un État non démocratique (illibéral), issu du Grand Sud, dont l'accumulation du capital symbolique ou des dispositifs de puissance (économie, militaire, technologique, normatif, culturel, stratégique, tactique, etc.) constitue une menace pour le leadership des États-Unis.

De cette manière, même si la menace présumée de la Chine n'est pas à négliger pour les Occidentaux, elle n'a pas besoin d'être réelle afin de servir d'instrument de compétition pour que les États-Unis affirment leur domination sur le système international. Par conséquent, ni le *hard power* ni le *soft power* ne suffisent à expliquer le comportement que pourra adopter la Chine une fois qu'elle aura conquis le pouvoir mondial.

Cette faiblesse explicative observée dans les approches mainstream a permis l'éclosion d'une autre perspective d'analyse théorique, que nous avons qualifiée de technologies politiques ou de technologies de puissance. Inspirée des travaux de Michel Foucault sur le pouvoir, l'analyse fondée sur le concept de pouvoir discursif a été introduite en Chine à la fin des années 2000, dans l'optique de remplacer le concept de *soft power*, dont la fragilité a été démontrée tant sur le plan théorique que sur le plan empirique. Renforcée par la systématisation du pouvoir symbolique de Bourdieu, la technologie politique soutient l'hypothèse selon laquelle la Chine envisage de transformer les rapports sociaux de domination sur la scène mondiale en se servant de la fracture observée dans le système international. Cette fracture est conditionnée par le comportement ségrégationniste des pays du Nord envers les pays du Sud, ce qui a donné lieu à une lutte idéologique.

Cette lutte oppose des modèles économiques et politiques, dont le premier, le consensus de Washington, n'a pas apporté la sécurité et la prospérité qu'il avait promises, entraînant ainsi une crise de légitimité. Par conséquent, le consensus de Pékin, promu par la Chine, s'est imposé comme un modèle alternatif efficace. Du fait de la prospérité économique qu'il promeut et de la vision politique qu'il diffuse — c'est-à-dire une politique de non-intervention dans les affaires des autres, de développement commun, et un désintérêt pour la nature des régimes politiques — il prône le respect des autres dans leurs différences historiques et civilisationnelles. Il soutient l'idée selon laquelle le contrôle de l'État sur les structures de pouvoir ainsi que sur la production de biens et de services conduit à une sécurité économique, résumée par la formule « État fort, économie saine ». Ce modèle d'étatisation de l'économie suscite un vif intérêt auprès de nombreux peuples et responsables politiques des pays du Grand

Sud. Attirés par les succès affichés par ce modèle, certains gouvernements perçoivent l'intervention étatique comme un moyen de stimuler leur croissance et de renforcer leur souveraineté économique. Pékin exploite cet engouement en mettant en place des stratégies discursives sophistiquées, collaborant étroitement avec les élites locales pour renforcer l'adhésion à cette vision. Par le biais de partenariats, de programmes de formation et de campagnes de communication, la Chine favorise l'extension de ce modèle, le présentant comme une alternative viable aux paradigmes économiques occidentaux.

En outre, Pékin s'est servi de sa position de pays du Grand Sud afin de renforcer ses liens avec les pays en développement, pour pousser les puissances occidentales hors du Sud. Ayant bénéficié d'un contexte favorable (la perte de légitimité des États-Unis) pour la diffusion de son modèle au sein du système international et dans le monde en développement, la Chine tient le monde à sa portée. Le projet des nouvelles routes de la soie a servi ses intérêts de puissance, en lui permettant, d'une part, de contrôler les mécanismes de gestion politique et de développement de la croissance en Chine, et, d'autre part, en présentant Pékin comme un modèle à suivre, prêt à aider tous les acteurs qui en éprouvent le besoin, en faisant usage de sa diplomatie économique axée sur les prêts et l'implantation de ses entreprises.

Ce faisant, elle a mis en place son propre agenda politique, en isolant davantage Taïwan de sorte que les partenaires de la BRI n'aient plus de lien diplomatique avec la province rebelle. De plus, Pékin s'est servie de la BRI pour lutter contre les potentielles sanctions pour ses violations présumées des droits de l'homme. Elle a usé de la coercition économique pour empêcher les États qui émettent des critiques sur sa conformité avec le système juridique international d'accéder à ses marchés.

Par conséquent, analyser la Chine sous le prisme des technologies de puissance permet de resituer les approches mainstream dans un cadre théorique unifié. Fareed Zakaria soulignait, à la suite de Robert Gilpin, que toutes les grandes puissances ont toujours évolué en ayant un projet vertueux pour le système international, avant d'agir par nécessité pour protéger leurs intérêts toujours plus vastes¹³¹⁰. Dans cette position, la Chine va élargir substantiellement le champ de ses intérêts. Or, dans le monde désordonné de la politique internationale, les intérêts et les résultats ne sont pas directement liés. Il n'est donc pas tout à fait justifié de se servir de l'histoire occidentale pour déduire la trajectoire que prendra la Chine, de même qu'il est peu opérant de présumer que l'identité chinoise serait néfaste pour le système international. En

¹³¹⁰ Fareed Zakaria, *Le monde post-américain*, op. cit, p. 175.

outre, le processus d'accumulation de la puissance, qui permet d'atteindre les intérêts, n'est pas réductible aux éléments visibles de la puissance. Il doit également prendre en compte les éléments invisibles, comme le pouvoir discursif et le capital symbolique. L'originalité de cette thèse réside dans le fait d'avoir proposé un nouveau modèle d'analyse en politique internationale, dans un domaine où des perspectives dominantes, qui ont largement fait leurs preuves sur l'analyse du comportement des puissances occidentales, ont eu du mal à résoudre l'énigme de la puissance chinoise et de son projet des nouvelles routes de la soie.

1. Une contribution à l'amélioration des connaissances

Aussi, cette thèse contribue-t-elle à l'amélioration des connaissances théoriques et empiriques dans le domaine des relations internationales, et particulièrement en politique internationale. Elle offre une meilleure adaptation théorique du problème du changement dans la répartition du pouvoir mondial. Adaptée à des terrains empiriques tels que les États-Unis, le système international et le monde en développement, cette thèse enrichit non seulement la manière de percevoir les relations sociales de domination sur la scène mondiale, mais démontre également que d'autres perspectives théoriques, comme celles du pouvoir discursif ou du pouvoir symbolique, offrent des résultats pertinents dans la saisie des enjeux, des intérêts, du comportement et des résultats attendus par les grandes puissances. Malgré son impopularité, la technologie de puissance n'a rien à envier aux théories dominantes des relations internationales.

Elle reconnaît chez les réalistes l'importance d'avoir identifié l'anarchie comme la forme structurelle ultime du système international. Elle reconnaît aussi que les États jouent un rôle déterminant dans la conduite de la politique étrangère, mais ne partage pas le postulat selon lequel l'État serait l'acteur unitaire de la vie politique internationale, et le postulat réaliste de la séparation fondamentale entre la politique intérieure et la politique étrangère. Au contraire, elle brosse un tableau de la politique mondiale qui est intégrée horizontalement et verticalement. En cela, elle se rapproche également du matérialisme libéral institutionnel. Elle reconnaît chez les libéraux le rôle important joué par une multitude d'acteurs dans un système international structuré, organisé et normé. Ce faisant, les institutions internationales ont la capacité d'amener les États puissants à modifier leurs objectifs initiaux afin de privilégier un intérêt collectif. Par exemple, en adoptant le *soft power* dans les années 2000, Pékin nourrissait l'ambition de transformer l'ordre du jour dans les institutions internationales. À défaut d'y

parvenir, la Chine a dû intégrer les régimes internationaux tels que l'OMC en 2001, pour bénéficier des avantages commerciaux offerts par cet organisme et dynamiser sa croissance économique. David Shambaugh souligne :

La Chine est devenue un meilleur « citoyen du monde » dans presque tous les domaines de la gouvernance mondiale (dans de nombreux cas, mettant fin à son comportement auparavant non conforme). La Chine s'est beaucoup plus impliquée dans les opérations de maintien de la paix de l'ONU, les secours internationaux en cas de catastrophe, les opérations de lutte contre la piraterie dans le golfe d'Aden, la santé publique mondiale, la lutte contre le terrorisme, l'application de la loi, la non-prolifération, le changement climatique et la coopération environnementale, la gouvernance économique mondiale, l'aide au développement (APD), les contributions financières au budget de fonctionnement de l'ONU, etc¹³¹¹.

Pékin a également contribué à la construction de régimes internationaux concurrents, mais qui fonctionnent sur le même principe que les institutions de nature occidentale et d'inspiration néolibérale institutionnelle : la prise de décision collective. En conséquence, la technologie de puissance retient chez les réalistes et les libéraux les moyens de pouvoir tels que la force économique, militaire et technologique, qui ont été identifiés comme décisifs dans la prise de décision d'un État.

Elle emprunte au marxisme néo-gramscien la lutte des classes et la construction de l'hégémonie à partir des moyens visibles de la puissance et des moyens invisibles, dont la culture et les idées servent d'outils de contrôle normatif. Toutefois, elle ne situe pas la lutte qui s'opère sur la scène mondiale uniquement entre les classes dominantes et les classes dominées. Elle suggère que la lutte est un processus systémique dans les relations sociales. Ce faisant, les pays du « Grand Nord » sont en lutte les uns contre les autres, soit pour ne pas se faire entièrement absorber par les plus forts, soit pour revendiquer une petite parcelle d'autorité, soit enfin pour exister. Il en est de même pour les pays du « Grand Sud », qui, malgré la convergence d'intérêts communs, n'hésitent pas à s'affronter, soit pour être leaders du groupe, soit pour contester le leadership du leader. Il n'est pas exclu de voir dans ces blocs, considérés comme hétéroclites, des alliances avec les pays du Nord pour équilibrer d'autres puissances du Sud.

¹³¹¹ David Shambaugh, "China and the World: Future Challenges", in David Shambaugh (ed.), *China and the World* (New York, 2020; online edn, Oxford Academic, 20 Feb. 2020), <https://doi.org/10.1093/oso/9780190062316.003.0016>, accessed 27 Nov. 2024. pp. 360–61.

C'est le cas de l'alliance entre les États-Unis et l'Inde. Cette situation prévaut dans les nombreuses contradictions que l'on observe avec les BRICS+, ou dans l'OSC.

Enfin, des constructivistes, l'analyse retient que les interactions entre les États contribuent au changement des objectifs initiaux des grandes puissances. Tel qu'il a été démontré pour les cas du Grand Moyen-Orient et de l'Amérique latine, la Chine a fait progresser ses objectifs initiaux depuis Mao. Dans les années 1950, l'objectif de Pékin était de poursuivre la lutte armée contre l'impérialisme occidental. Mais après la mort de Mao, il était important pour Pékin de s'intégrer au système international afin de profiter de ses avantages économiques et politiques. Ce faisant, Pékin a modifié ses objectifs révisionnistes en adoptant la posture du développement pacifique. Toutefois, après avoir acquis un certain pouvoir global, Pékin s'est repositionné sur la voie de la puissance, notamment en mettant en place la BRI, ce qui lui permet de conquérir le Grand Sud. Là encore, le changement joue un rôle déterminant dans la politique des États, car depuis son émergence économique, Pékin est parfois perçu en Afrique, dans le monde arabo-musulman et en Amérique latine comme un prédateur, une puissance néocoloniale qui tend à reproduire les schémas de domination qu'elle a pourtant dénoncés dans le monde occidental. Pékin réfute ces accusations et est souvent défendue par les dirigeants et les populations du Sud. Toutefois, l'approche constructiviste a montré le rôle déterminant que jouent les interactions dans la conduite des intérêts. En s'appropriant ces perspectives qui permettent de mieux éclairer le débat sur la puissance dans les relations internationales, la technologie de puissance refuse d'être clivante et souscrit au pluralisme.

2. Contribution épistémologique et méthodologique

Sur les aspects épistémologiques et méthodologiques, la technologie de puissance contribue à la normalisation du pluralisme scientifique et conceptuel dans l'analyse des problèmes sociaux de domination sur la scène mondiale. N'étant pas à l'origine une théorie analytique du pouvoir au niveau de la sphère internationale, sa systématisation offre néanmoins une meilleure perspective que les approches dominantes. Cette perspective novatrice s'observe dans la formulation des concepts analytiques qu'elle propose et dans la méthode d'analyse qu'elle suggère pour comprendre comment les États agissent sur les actions des autres sur la scène internationale dans l'optique de satisfaire leurs intérêts de puissance.

En réalité, certaines analyses avaient déjà esquissé des perspectives similaires, notamment les approches constructivistes et néo-gramsciennes. Cependant, le concept de « technologie de

puissance » va un cran plus loin, en combinant l'analyse bourdieusienne du « pouvoir symbolique » et l'analyse foucaldienne du « pouvoir discursif ». Cette approche fournit des concepts opératoires tels que le « capital symbolique », un levier dont un État peut se servir pour accumuler pouvoir matériel et idéationnel. Elle introduit également les « lieux communs rhétoriques », qui constituent à la fois des espaces de convergence pour les pays du Sud global et des outils de division efficaces dans la défense d'intérêts partagés face aux pays du Nord. Enfin, le concept de « lutte doxique » éclaire les batailles idéologiques qui se jouent dans le système international, où s'affrontent visions du monde, orthodoxie libérale et hétérodoxie illibérale.

Le concept de « pouvoir discursif » révèle comment les mécanismes de contrôle sont utilisés par les acteurs pour influencer sur les ordres du discours, notamment en délégitimant les propos de l'adversaire, les rendant ainsi moins audibles dans le cadre de la lutte idéologique. Il fournit des outils conceptuels pour comprendre comment une puissance s'impose sur la scène mondiale afin d'atteindre ses objectifs stratégiques. Dans cette optique, des notions telles que les « besoins cinétiques », l'« inharmonicité spontanée », les « techniques et stratégies de pouvoir » et la « réaction cinétique » sont envisagées comme des processus analytiques cruciaux pour qu'un État parvienne à ses fins.

Sans minimiser l'importance des fondements matériels et idéels de la puissance, qui jouent un rôle clé dans la prise de décision stratégique, la notion de technologie de la puissance vise à intégrer toutes les formes de pouvoir dans une approche systématique unifiée. Cette approche suggère que, pour comprendre les dynamiques par lesquelles les États influencent les autres acteurs internationaux, il est primordial de commencer par identifier le système de domination à partir duquel se diffusent les rapports de pouvoir. Ce système peut inclure des structures économiques mondiales, des alliances militaires ou des réseaux culturels et idéologiques qui établissent des relations hiérarchiques entre États.

Une fois ce cadre global établi, il convient de classer les moyens par lesquels cette domination s'exerce, en fonction de leur poids respectif : économique, militaire, technologique, culturel, normatif, idéal, entre autres. Ces vecteurs de puissance sont hiérarchisés non seulement en fonction de leur capacité à influencer les autres acteurs, mais aussi en fonction de leur pertinence dans différents contextes géopolitiques.

Enfin, la technologie de puissance appelle à examiner le mode de rationalité qui guide l'utilisation de ces outils de domination, c'est-à-dire la logique stratégique et les calculs

rationnels sous-jacents à chaque choix de pouvoir. Cela implique d'évaluer comment ces instruments sont utilisés en tenant compte de l'efficacité de la procédure adoptée et des résultats escomptés, et ce, dans une perspective d'optimisation des ressources et de maximisation de l'influence. Ce cadre analytique permet ainsi une lecture plus nuancée des stratégies de puissance, qui sont rarement unidimensionnelles mais s'appuient sur une combinaison dynamique de moyens adaptés aux enjeux et aux circonstances.

Cette thèse s'efforce de proposer une nouvelle approche pour analyser le changement en politique internationale, en réponse aux limites des théories dominantes, qui tendent à transposer des modèles normatifs d'inspiration occidentale dans des contextes géographiques et civilisationnels aux dynamiques fondamentalement différentes. Ces théories, souvent issues de cadres occidentaux, visent à généraliser des concepts et des valeurs qui ne correspondent pas toujours aux réalités des sociétés non occidentales, et peuvent même mener à des interprétations biaisées ou simplificatrices de phénomènes complexes.

Comme l'a proposé Stephen Walt, il est certes utile de se tourner vers les théories pour comprendre les évolutions de la structure internationale¹³¹². Cependant, de nombreuses théories sont marquées par les conditions historiques et culturelles de leur élaboration, ce qui limite leur capacité à saisir des réalités émergentes et inédites. Leur pertinence se trouve parfois érodée face à des transformations rapides ou à des phénomènes qui échappent aux paradigmes traditionnels, soulignant ainsi le besoin d'une flexibilité théorique et d'une capacité à intégrer des perspectives alternatives.

La montée en puissance de la Chine au XXI^e siècle en est un exemple frappant : les approches mainstream de la politique internationale, basées sur des conceptions occidentales de la puissance, peinent souvent à appréhender pleinement les spécificités de la trajectoire chinoise, qui mêle des éléments culturels, économiques et stratégiques distincts. En effet, le modèle de développement chinois ne s'aligne pas toujours avec les idéaux de libéralisme politique ou économique qui sous-tendent de nombreuses théories dominantes.

En réponse à ces limites, cette thèse propose une nouvelle perspective théorique, capable d'intégrer les particularités des trajectoires non occidentales et de saisir la diversité des logiques de pouvoir qui façonnent le système international. Elle repose sur des méthodologies plus souples et inclusives, visant à prendre en compte les dynamiques culturelles spécifiques, les

¹³¹² Stephen M. Walt, (2022). "An International Relations Theory Guide to the War in Ukraine": A consideration of which theories have been vindicated—and which have fallen flat, op. cit.

variations dans les modes de gouvernance, et les contextes locaux qui influencent la manière dont les États interagissent et transforment la structure internationale. Ce cadre analytique aspire ainsi à offrir une compréhension plus nuancée et contextuelle des interactions mondiales, permettant de dépasser les prismes réducteurs qui limitent trop souvent l'analyse de la puissance et du changement dans le monde contemporain.

3. Les limites de l'étude

Cette thèse est cependant limitée par l'absence d'observation participante en Chine. Il est indéniable qu'une présence sur place aurait enrichi l'analyse sur le plan empirique, notamment pour comprendre l'impact du ralentissement économique en Chine après les décisions liées au programme zéro-Covid, qui a conduit Pékin à fermer ses frontières pendant deux ans. De plus, un séjour en Chine aurait facilité une compréhension plus profonde des textes en mandarin, un atout majeur pour l'étude des identités des acteurs sur la scène mondiale. Cependant, ces lacunes ont été partiellement comblées grâce aux outils numériques mentionnés en introduction et à l'accès direct à des informations provenant de contacts en Chine.

▪ BIBLIOGRAPHIE

▪ LES OUVRAGES GÉNÉRAUX

- ANDERSON, Stephen R. and LIGHTFOOT, David. W., *The Language Organ: Linguistics as Cognitive Psychology*, Cambridge University Press, 2009. 263 p.
- BRZEZINZKI, Zbigniew, *Le grand échiquier : L'Amérique et le reste du monde*, Paris : Éditions Bayard, 1997. 229 p.
- CHOMSKY, Noam, André Vltchek, *L'occident terroriste : D'Hiroshima à la guerre des drones*, Montréal : Écosociété, Les Éditions Montréal, 2015. 176 p.
- CORM, Georges, *La nouvelle question d'orient*, Paris : Éditions, La Découverte, 2017. 319 p.
- DE LA BOETIE, Etienne, *Discours de la servitude volontaire ou le contr'un*, Paris : Édition numérique 1549.
https://fr.wikisource.org/wiki/Discours_de_la_servitude_volontaire/%C3%89dition_1922/Texte_entier
- GRAMSCI, Antonio, *Selections from the Prison Notebooks of Antonio Gramsci*, New York: International Publishers, 1971. 572 p.
- GREEN, Duncan, *From Poverty to Power: How active citizens and effective states can change the world*, New York: Foreword by Amartya Sen, Oxfam International, 2008. 522 p.
- HERMAN, Edward S. & CHOMSKY, Noam, *Manufacturing Consent: The Political Economy of the Mass Media*, New York: Pantheon; Reprint edition, 2002. 480 p.
- HUNTINGTON, Samuel P., *Le Choc des civilisations*, Paris : Éditions Odile Jacob, 1997. 400 p.
- LAÏDI, Zaki, *La norme sans la force, 3^e édition augmentée d'une postface*, Paris : Les Presses de Science Po, 2013. 315 p.
- LAÏDI, Zaki, *Un monde privé de sens*. Paris : Hachette, 1998 (1994). 336 p.
- MARX, Karl, *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, Paris : Les Éditions Sociales, 1969, Traduction de la 3^e Édition allemande 1885. 93 p.
- MBEMBE, Achille, *Sortir de la grande nuit. Essai sur l'Afrique décolonisée*, Paris : Éditions La Découverte, 2010. 233 p.
- PLATON, *Timée*, Œuvre numérisée par Marc Szwajcer, Œuvre de Platon, Victor Cousin, <https://remacle.org/bloodwolf/philosophes/platon/cousin/timee.htm>, Le 20 septembre, 2024.

- ROUSSEAU, Jean-Jacques, *Du Contrat Social*, Écrits politiques (1755), Paris : Gallimard, coll. « Bibliothèque de Pléiade », 1964. 173 p.
- TZU, Sun, *L'art de la guerre*, Paris : Éditions, Champs Classiques, 2017. 352 p.

▪ LES OUVRAGES THÉORIQUES

- ALLISON, Graham, *Vers la Guerre : La Chine et l'Amérique dans le piège de Thucydide ?*, Paris : Éditions, Odile Jacob, 2017. 508 p.
- BARANETS, Élie, *Comment perdre une guerre : Une théorie du contournement démocratique*, Paris : CNRS Éditions, 2017. 384 p.
- BATTISTELLA, Dario, CORNUT, Jérémie, BARANETS, Élie, *Théorie des Relations Internationales*, 6^e Édition mise à jour, Paris : Les Presses de Sciences Po, 2019. 802 p.
- FOUCAULT, Michel, *Archives audio. Sécurité, territoire, population : Cours au Collège de France*, 11 janvier (1977-1978). Ed. Senellart, Michel. Gallimard ; Seuil : Paris, 2004.
- FOUCAULT, Michel, *Dits et Écrits 1954 – 1969*, Édition établie sous la direction de Daniel Defert et François Ewald avec la collaboration de Jacques Lagrange, Éditions numériques, 2012. <https://www.sudoc.fr/022449914>.
- FOUCAULT, Michel, *L'Ordre du discours*, Paris : Gallimard, 1971. 88 p.
- FOUCAULT, Michel, *Les Anormaux, Cours au Collège de France*, 1974-1975, Paris : Éditions Gallimard/ Seuil, 1999. 468 p.
- FOUCAULT, Michel, *Les mots et les choses : une archéologie des sciences humaines*, Bibliothèque des Sciences Humaines, Paris : Éditions Gallimard, 1966. 404 p.
- FOUCAULT, Michel, *Naissance de la Biopolitique : Cours au Collège de France. 1978-1979*, Paris : Éditions Gallimard Seuil, Collection « Hautes Études », 2004. 355 p.
- FOUCAULT, Michel, *Philosophie Anthologie : Analogie établie et présentée par Arnold I. Davidson et Frédéric Gros*, Paris : Éditions Gallimard, 2013. 940 p.
- FOUCAULT, Michel, *Surveiller et Punir*, Paris : Éditions Gallimard, 1975. 352 p.
- GILPIN, Robert, *War and Change in World Politics*, New York: Cambridge University Press, 1981. 272 p.
- JERVIS, Robert, *How Statesmen think: the psychology of international politics*, New Jersey: Princeton University Press, 2017. 285 p.

- JERVIS, Robert, *Perception and misperception in international politics*, New Jersey: New edition, Princeton University Press, 2017. 664 p.
- KEOHANE, Robert O. and NYE Jr., Joseph S. *Transnational Relations and World Politics*, Cambridge, MA and London, England: Harvard University Press, 1972. <https://doi.org/10.4159/harvard.9780674593152>.
- MARCELO, Alex et O'MEARA, Dan, *Théories des relations internationales : Contestations et résistance*, Québec : Deuxième édition revue et augmentée, Les éditions Athéna, CEPES, 2010. 1281 p.
- MARCHAL, Kai and SHAW, Carl K. Y., *Carl Schmitt and Leo Strauss in the Chinese-speaking World*, Lanham • Boulder • New York • London, Lexington Boock, 2017. 290 p.
- MEARSHEIMER, John J., *The Tragedy of Great Power Politics*, New York: University of Chicago, 2001. 555 p.
- MOÏSI, Dominique, *The Geopolitics of Emotion: How Cultures of Fear Humiliation And Hope Are Reshaping The World*, New York: Knopf Doubleday Publishing Group, 2009. 176 p.
- POPITZ, Heinrich, *Phenemena and Power: Autoritary, Demination and Violence*, New York: Columbia University Press, 2017. 240 p. <https://www.jstor.org/stable/10.7312/pop17594>.
- ROCHE, Jean-Jacques, *Théorie des relations internationales*, Paris :4^e édition, Montchrestien, 2002. 160 p.
- RAMEL, Frédéric, *La bienveillance dans les relations internationales*, Paris : CNRS Éditions, Paris, 2022. 290 p.
- TUCYDIDE, *La guerre du Péloponnèse*, Préface de Pierre Vidalet-Naquet, Paris : Édition de Denis Roussel, 2000. 928 p.
- ZANIN, Cristiano, MARTIN, Valeska and VALIM, Rafael, *Lawfare: Waging War through Law*, London and New York: Ed, Routledge Focus, 2022. 110 p.

- **LES OUVRAGES SPÉCIFIQUES**
- ALBRIGHT, David and DUBOWITZ, Mark and al, *U.S. Nonproliferation Strategy for the Changing Middle East*, Washington, D. C, January 2013. 166 p.
- AMSDEN, Alice H., *The Rise of "The Rest": Challenges to the West from Late-Industrializing Economies*, New York: Oxford University Press, 2001. 404 p.
- ARRIGHI, Giovanni, *Adam Smith à Pékin : Les promesses de la voie chinoise*, Paris : Éditions, Max Milo, 2009. 608 p.

- ARRIGHI, Giovanni, *The Long Twentieth Century. Money, Power and the Origins of Our Times*, Londres: Verso, 1994 [2010] 400 p.
- AUREGAN, Xavier, *Chine une Puissance Africaine : Géopolitique des relations sio-africaines*, Paris, Éditions Armand Colin, 2024, 272 p.
- BADIE, Bertrand et VIDAL, Dominique, *Nouvelles guerres : comprendre les conflits au XXI^e siècle*, Paris : Éditins, La Découverte, 2016. 340 p.
- BADIE, Bertrand, *L'État importé-Essai sur l'occidentalisation de l'ordre politique*, Paris : Éditins, CNRS, Coll Biblis, 2017. 334 p.
- BADIE, Bertrand, *L'hégémonie contestée : les nouvelles formes de domination internationale*, Paris : Éditions Odile Jacob, 2019. 240 p.
- BADIE, Bertrand, *Quand le Sud réinvente le monde : Essai sur la puissance de la faiblesse*, Paris : Éditions La Découverte, Paris 2018. 264 p.
- BARR, Michel, *Who's Afraid of China? The Challenge of Chinese Soft power*, Asian Argument, Livres Zed, London and New York, 2011.154 p.
- BECKLEY, Michael C., *Unrivaled: Why America Will Remain the World's Sole Superpower* Ithaca, NY : Cornell University Press, 2018. 248 p.
- BERGERE, Marie-Claire, *Chine le nouveau capitalisme d'État : “ En clé de voûte, un régime autoritaire ”*, Paris : Éditions Fayard, 2013. 312 p.
- BERNSTEIN, Richard, MUNRO, Ross H., *The Coming Conflict with China*, New York: Knopf Doubleday Publishing Group, 1998. 272 p.
- BULL, Hedley, *The Anarchical Society. A Study of Order in World Politics*, New York: Columbia University Press, 1977. 378 p.
- BURBAÜMER, Benjamin, *Chine/États-Unis, le capitalisme contre la mondialisation*, Paris : Éditions La Découverte, 2024. 304 p.
- CABESTAN, Jean-Pierre, *Demain la Chine : guerre ou paix ?*, Paris : Éditions Gallimard, 2021. 288 p.
- CABESTAN, Jean-Pierre, *Demain la Chine, Démocratie ou Dictature ?*, Paris : Éditions le Débat Gallimard, 2018. 296 p.
- CABESTAN, Jean-Pierre, *La politique internationale de la Chine : Entre intégration et volonté de puissance*, 2^e édition mise à jour et enrichie, Paris : Les Presses de Science Po, 2015. 720 p.
- CHANTAL, Roromme, *Comment la Chine conquiert le monde : le rôle du pouvoir symbolique*, Les Presses de l'Université de Montréal, 2020. 432 p.

- CHARON, Paul & JEANGENE VILMER, Jean-Baptiste, *Les Opérations D'influence Chinoises : Un moment machiavélien*, IRSEM (Institut De Recherche Stratégique de L'École Militaire), 2021. 664 p.
- CHOMSKY, Noam, *De la guerre comme politique étrangère des États-Unis*, Paris : Éditions, Eléments, 2014. 293 p.
- COLARESI, Michael P., RASLER, Karen and THOMPSON, William. R, *Strategic Rivalries in World Politics: Position, Space and Conflict Escalation*, New York: Cambridge Cambridge University Press, 2008. 330 P.
- COPELAND, Dale C., *Economic Interdependence and War* (Princeton, NJ, 2014; online edn, Princeton Scholarship Online, 19 Oct. 2017), <https://doi.org/10.23943/princeton/9780691161587.001.0001>, accessed 15 Nov. 2024.
- COURMONT, Barthélemy, *L'Empire Blessé : Washington à l'épreuve de l'asymétrie*, Presses de l'Université du Québec, 2005. 271 p.
- COURTOIS, Stéphan, PACZKOWSKI, Andrzej et al, *Le livre noir du communisme : crime, terreur, répression*, Paris, Robert Laffont, 2000, 923 p.
- DE GLINIASTY, Jean, *La diplomatie au péril des « valeurs »*, Paris : Éditions. Inventaire, 2017. 160 p.
- DENOON, David B H., *China's Grand Strategy. A Roadmap to Global Power?*, New York University Press, 2021. 336 p.
- ELLIS, R. Evan, *China in Latin America, The Whats and Wherefores*, New York: Lynne Rienner, 2009. 329 p.
- FAIRBANK, John King, *La grande révolution chinoise : 1800-1989*, Paris : Flammarion, 1989. 550 p.
- FERGUSON, Niall and LI, David D. vs KISSINGER, Henry and ZAKARIA, Fareed, *Does the 21st Century Belong to China, The Munk Debate on China*, Edited by Rudyard Griffiths, and Patrick Luciani, 2011. 92 p.
- FERGUSON, Niall, *The Pity of War 1914 – 1918*, New York: Penguin Books 1999. 672 p.
- FRANKOPAN, Peter, *Les Routes de la Soie : L'histoire du cœur du monde*, Bruxelles : Éditions Nevicata, 2017. 678 p.
- FUKUYAMA, Francis, *La fin de l'histoire et le dernier homme*, Paris : Éditions Champs Flammarion, 1993. 448 p.

- GADDIS, John Lewis, *Strategies of Containment: A Critical Appraisal of American National Security Policy during the Cold War*, New York, NY, 2005: online edn, Oxford Academic, 31 Oct. 2023, <https://doi.org/10.1093/oso/9780195174489.001.0001>, accessed 15 Oct. 2024.
- GAZIBO, Mamoudou et CHANTAL, Roromme, *Un nouvel ordre mondial made in China*, Éditions Champs Libre, Les Presses Universitaires de l'Université de Montréal, 2011. 176 p.
- GERNET, Jacques *Le Monde chinois*, Destin du Monde, Paris, Armand Colin, 1972. 699 p.
- GERVIS, Robert, GAVIN, Francis. J and al, *Chaos in The Liberal Order: The Trump Presidency in The Twenty-First Century*, New Jersey: Columbia University Press, 2018. 448 p.
- GESTEL, Gary, *The Rise and Fall of The Neoliberal Order: American and the World in the Free Market Era*, Oxford University Press, 2022.
- GHISELLI, Andrea, *Protecting China's Interests Overseas: Securitization and Foreign Policy*, New York: Oxford University Press, 2021. 304 p.
- HALPER, Stephan, *The Beijing Consensus: How China's Authoritarian Model Will Dominate the Twenty-first Century*, Foreign Affairs, Basic Books, 2010. <https://www.foreignaffairs.com/reviews/capsule-review/2010-05-01/beijing-consensus-how-chinas-authoritarian-model-will-dominate>.
- HART-LANDSBERG, Martin and BURKETT, Paul, *China and Socialism. Market Reforms and Class Struggle*, New York: Monthly Review Press, 2005. 128 p.
- HATHAWAY, Onna A. and SHAPIRO, Scott. J, *The Internationalists: And Their Plan to Outlaw War*, New York: Edition Great Britain by Allen Lane, 2017. 608 p.
- HERMAN, John E., *Amid the Clouds and Mist: China's Colonization of Guizhou, 1200–1700*, Cambridge, Masse.: University Press 2007, 372 p.
- HO-FUNG, Hung, *The China Boom. Why China Will Not Rule the World*, New York: Columbia University Press, 2016. 264 p.
- HUI, Wang, *The Rise of Modern Chinese Thought*, New York: Harvard University Press, 2023. 1088 p.
- IKENBERRY, G. John, *A World Safe for Democracy: Liberal International and The Crises of Global Order*, New Haven and London: Yale University Press, 2020. 408 p.
- IKENBERRY, G. John, *Liberal Leviathan: The Origins, Crisis, and Transformation of American World Order*, New Jersey: Princeton University Press, 2011. 392 p.

- JACQUES, Martin, *When China Rules the World: The Rise of the Middle Kingdom and the End of the Western World*. New York: Penguin Books, 2009. 848 p.
- JAULMES, Adrien et MENGET, Lucas, *Les Nouvelles menaces sur notre monde : vue par la CIA, Russie, Ukraine Europe de l'Est et autres risques de conflits*, Paris : Équateurs Document. Éditeurs/Humanis, 2022. 332 p.
- JINPING, Xi, *La gouvernance de la Chine*, Paris : Édition en Langues étrangères, 2014. 515 p.
- JINPING, Xi, *The Law-Based Governance of China*, The Literature Research Office of the Central Committee of the Communist Parti of China, 2017.
- JISHENG, Yang, *Stèles : La Grande Famine en Chine (1958-1961), 36 Millions de morts*, Paris : Édition Seuil, 2012. 672 p.
- JONES, Seth. G, HARDING, Emily, DOXSEE, Caterina, HARRINGTON, Jake and MCCABE, Riley, *Competing Without Fighting: China's Strategy of Political Warfare*, Center for Strategic & International Studies, 2023. 143 p.
- KAPLAN, Morton A., *System and Process in International Politics*, J. Wiley, New York, 1957. 260 p.
- KAPLAN, Robert D., *The Coming Anarchy: Shattering the Dreams of the Post Cold War*, New York: Publier par Vintage, 2001. 244 p.
- KENNEDY, Paul, *Naissance et déclin des grandes puissances*, Traduction de Marie-Aude, KENNEDY, Marie-Aude COCHEZ, Jean-Louis Le BRAVE, Paris : Éditions Petite Bibliothèque Payot, 2004. 992 p.
- KENNEDY, Paul, *The Rise and Fall of the Great power: Economic Change and Military Conflict from 1500 to 2000*, New York Vintage Books, A Division of Random House, 1989. 704 p.
- KINDLEBERGER, Charles, *The world in depression, 1929-1939 (History of the world economy in the twentieth century)*, University of California Press, 1975. 336 p.
- KISSINGER, Henry, *De la Chine*, Traduit de l'anglais (États-Unis) par Odile Demange et Marie-France de Palomba, Paris : Éditions Fayard, 2012. 576 p.
- KITTRIE, Orde F., *Lawfare: Law as a weapon of war*, New York: Oxford University Press, 2016. 481 p.
- KURLANTZICK, Joshua, *Charm Offensive: How China's Soft Power is Transforming the World*, New Haven and London: A New Republic Book, Yale University Press, 2007. 306 p.
- LAI, Hongyi and LU, Yiyi and al, *China's Soft Power and International Relations*, New York: Editions Series, China policy series, 2012. 216 p.

- LEE, Ji-Yong, *China's Hegemony: Four Hundred Years of East Asian Domination*, New York, NY: Columbia University Press, 2017. 304 p.
- LEWIS, Mack Edward, *The Construction of Space in Early China*, States University and New York Press, Albany 2006. 508 p.
- LEWIS, Mack Edward, *The Early Chinese Empires: Qin and Han*, The Belknap Press of Harvard University Press, Cambridge, Massachusetts London, Angland, 2007. 336 p.
- LI, Mingjiang, *Soft power: China's Emerging Strategy in International Politics*, New York-Toronto-Plumouth, UK: Lexington Books, Eastover Road, Plymouth PL6 7PY, United Kingdom, 2009. 275 p.
- LIANG, Qiao et XIANGSUI, Wang, *La guerre hors limites*, Traduit du chinois et annoté par Hervé Denès, Paris : Éditions Payot & Rivages pour la traduction française, 1999-2003-2006. 320 p.
- LINCOT, Emmanuel et COURMONT, Barthélémy, *La Chine en défi*, Document, Paris : Éditions Erick Bonnier, 2012. 238 p.
- LINCOT, Emmanuel, *Chine, une nouvelle puissance culturelle ? : Soft power & Sharp power*, Paris : Les Essais Médiatiques, MkF, 2019. 176 p.
- LIOY, Stephen, KAMINSKI, Anna, MAYHEW, Bradley et WALKER, Jenny, *Asie Centrale*, Paris: Éditions Lonely Planet, 2018. 512 p.
- MEYER, Maximilien, *Rethinking the Silk Road: China's Belt and Road Initiative and Emerging Eurasian Relations*, Shanghai: Palgrave Macmillan; Softcover reprint of the 1st ed. 2018. 296 p.
- MOTTET, Éric, LASSER, Frédéric et COURMONT, Barthelemy, *Géopolitique de la mer de Chine méridionale : Eaux troubles en Asie du Sud Est*, Presses de l'Université du Québec, 2017. 188 p.
- MULDER, Nicolas, *The Economic Weapon. The Rise of Sanctions as a Tool of Modern War*, New Haven, Yale University Press, 2022. 448 p.
- NAISBITT, John & ABURDENE, Patricia, *The New Directions For the 1990's: Megatrends 2000*, New York: William Morrow & Col; 1st edition, 1990. 384 p.
- NEY, Joseph S. Jr., *Soft Power: The Means to Success in World Politics*, New York: Public Affair, 2004. 192.
- NIQUET, Valérie, *La puissance chinoise en 100 questions : Un géant fragile ?*, Paris : Éditions Tallandier, 2017. 272 p.

- NORTH, Douglass. C, WALLAIS, John Joseph and WEINGAST, Barry. R, *Violence and Social Orders: A Conceptual Framework for Interpreting Recorded Human History*, Cambridge University Press, 2009.
- PEYREFITTE, Alain, *La Chine s'est éveillée : Carnets de route de l'ère Deng Xiaoping*, Paris : Édition du Club France Loisirs, Arthème Fayard, 1996-1997. 430 p.
- PICQUART, Pierre, *La Chine une menace militaire ?* Paris : Éditions Favre SA, 2017. 231 p.
- QIAN, Sima, *Record of The Grand Historian: Han Dynasty I*, Revised Edition, By Burton Watson, Columbia University Press, 1961.
- RAMO, Joshua Cooper, *The Beijing Consensus*, New York: By, Foreign Policy Center, 2004. 74 p.
- ROBERTS, Anthea, *Is International Law Is International?*, New York: Oxford University Press, 2017. 406 p.
- ROBERTS, Anthea, STEPHAN, Paul. B, VERDIER, Pierre-Hugues and al, *Comparative International Law*, New York: Edited by Oxford, 2018. 623 p.
- SAHA, Shrabani and SEN, Kunal, *The corruption–growth relationship: does the political regime matter?*, Cambridge University Press, 2020. 266 p.
- SCHMITT, Carl et HELLER, Hermann, *Du Libéralisme Autoritaire : Traduction, présentation et notes de Grégoire Chamayou*, Zones, Paris : Éditions La Découverte, 2020. 144 p.
- SCHMITT, Carl, *La notion de politique : Théorie du partisan*, Paris : Éditions, Flammarion, Champs Classiques, Traduction de Marie-Louise Steinhauser, 2021. 324 p.
- SCHWARTZENBERG, R. Gérard, *Sociologie politique : Élément de science politique*, Col, Dumat, 1977.
- SHIRK, Susan L., *China: Fragile Superpower*, New York: Oxford University Press, 2007. 320 pp.
- SHIRK, Susan L., *Overreach: How China Derailed Its Peaceful Rise*, Oxford University Press, 2022, 424 pp.
- SHIRK, Susan. L., *The Political logic of Economie Reform in China*, Berkeley: University of California Press, 1993. 339 p.
- SLAUGHTER, Anne-Marie, *A New World Order*, New Jersey: Princeton University Press, Princeton and Oxford, 2004. 341 p.

- SPENGLER, Oswald, *Le déclin de l'Occident : Esquisse d'une morphologie de l'histoire universelle*, Traduit de l'allemand par M. Tazerout, nfr Paris : Editons Gallimard, 1976. 1128 p.
- TAMMEN, R. and al, *Power Transitions: Strategies for the 21st Century*, Éditions Chatham House Publishers, Seven Bridges Press, LLC, New York. London, 2000. 244 p.
- WALT, Stephen. M., *Pourquoi le monde n'aime plus les États-Unis*, Préface de Pascal Boniface, Paris : Éditions Demopolis, 2008. 329 p.
- WALT, Stephen. M., *The Origins of Alliances*, New York: Cornell University Press, Ithaca, And London, 1987. 321 p.
- WANG, Dong, *China's Unequal Treaties: Narrating National History* New York: Rowman and Littlefield Publishers, 2008. 190 p.
- WORONOFF, Jon, *Asia's « Miracle » Economies: Korea, Japon, Taïwan, Singapour, Hong Kong*, New York: Routledge, 2016. 416 p.
- XINMIN, Zhou, *Xi Jinping's Governance and the Future of China*, New York: Skyhorse Publishing, 2017. 192 p.

▪ LES ARTICLES ET REVUES

- ADACHI, Aya, (2024). “China and its Free Trade Agreements with Latin America”, *Diálogo Político*, <https://dialogopolitico.org/special-edition-2024-keys-to-understanding-china/china-and-its-free-trade-agreements-with-latin-america/#:~:text=China%20swiftly%20sealed%20an%20accord%20with,> Le 26 septembre, 2024.
- ANDORNINO, Giovanni, “The Nature and Linkages of China's Tributary System under the Ming and Qing Dynasties”, *London School Of Economics Department Of Economic History, Working Papers Of The Global Economic History Network (GEHN)*, N°21/6, <https://www.lse.ac.uk/Economic-History/Assets/Documents/Research/GEHN/GEHNWP21-GA.pdf;>
- AFTERMAN, Gedaliah and WEINBERGER, Allie, (2024). “China's growing influence in the Middle East”, *Australian Strategic Policy Institute (ASPI)*, <https://www.aspistrategist.org.au/chinas-growing-influence-in-the-middle-east/>, Le 22 août, 2024.
- AKCAY, Nurettin, (2023). “Beyond Oil: A New Phase in China-Middle East Engagement”: Yes, the oil trade is a major factor. But China's eagerness to also invest in technology, renewable energy, and infrastructure is driving the next phase of cooperation, *The Diplomat*, <https://thediplomat.com/2023/01/beyond-oil-a-new-phase-in-china-middle-east-engagement/#:~:text=Beijing%20has%20become%20the%20region%E2%80%99s%20biggest,> Le 25 septembre, 2024.

- ALBERT, Eleanor, (2018). "China's Big Bet on Soft Power": China is believed to spend billions of dollars to boost its international image, but it has yet to see a marked return on its investment in soft power, *Council on Foreign Relation*, <https://www.cfr.org/backgrounder/chinas-big-bet-soft-power>, Le 04 octobre, 2024.
- ALBERTONI, Nicolas and ARGUELLO, Maria Fernanda Pérez, (2015). "Transitioning from a Washington Consensus to a Beijing Consensus?", *Americas Quarterly*, <https://www.americasquarterly.org/blog/transitioning-from-a-washington-consensus-to-a-beijing-consensus/>, Le 15 août, 2024.
- ALEXANDER, Kristian et SERHAL, Gina Bou, (2023). "China's emergence as key mediator in the Middle East": China's role in brokering the rapprochement between Iran and Saudi Arabia underscores Xi's ambition of offering an alternative to a US-led world order, *Zawlay*, <https://www.zawya.com/en/economy/gcc/chinas-emergence-as-key-mediator-in-the-middle-east-dshf5neh>, Le 25 septembre, 2024.
- ALLISON, Graham, (2012). "Thucydides's trap has been sprung in the Pacific", *Financial Times*, 21 août 2012, <http://www.ft.com/intl/cms/s/0/5d695b5a-ead3-11e1-984b00144feab49a.html#axzz3cZGPCmig>.
- ALLISON, Graham, (2015). "The Thucydides Trap: Are the U.S. and China Headed for War?": In 12 of 16 past cases in which a rising power has confronted a ruling power, the result has been bloodshed, *The Atlantic*, <https://www.theatlantic.com/international/archive/2015/09/united-states-china-war-thucydides-trap/406756/>, Le 12 octobre, 2024.
- ALTERMAN, Jon B., (2024). "China and the Middel East", *Center for Strategic & International Studies*, <https://www.csis.org/analysis/china-and-middle-east>, Le 21 août, 2024.
- ALUF, Dale and BERMAN, Bradley, (2023). "Chinese Mediation In The Middle East: Seeds For A New Global Governance Architecture?", *The Defense Horizon Journal*, <https://tdhj.org/blog/post/china-mediation-middle-east/#:~:text=Although%20China%E2%80%99s%20primary%20focus%20revolves%20around>, Le 25 septembre, 2024.
- ANKEL, Sophia, (2022). "Pentagon is prepared to protect Pelosi with fighter jets and ships if she visits Taiwan after China warned her not to, report says", *Business Insider*, <https://www.businessinsider.com/pelosi-taiwan-pentagon-prepared-send-fighter-jets-ships-protection-report-2022-7>, Le 19 septembre, 2024.
- ARCIDIACONO, Bruno, "Cinq types de paix : Chapitre Premier. Sur la paix d'hégémonie, ou paix hégémonique", In *Graduate Institut Publications*, 2011, pp. 1-74, <https://books.openedition.org/iheid/927>.
- ARON, Raymond, "Qu'est-ce qu'une théorie des relations internationales" ?. In : *Revue Française de Science Politique*, 17^e année, no 5, 1967, pp. 837-861.

- Asean Studies Center, (2024). “The State of Southeast Asia: 2024 Survey Report”, *Iseas Yusof Ishak Institute*, <https://www.iseas.edu.sg/centres/asean-studies-centre/state-of-southeast-asia-survey/the-state-of-southeast-asia-2024-survey-report/>, Le 22 août, 2024.
- ASH, Timothy Garton, KRASTEV Ivan, LEONARD Mark, (2023). “Living in an à la carte world: What European policymakers should learn from global public opinion”, *European Council on Foreign Affairs*, [ecfr.eu, https://ecfr.eu/publication/living-in-an-a-la-carte-world-what-european-policymakers-should-learn-from-global-public-opinion/](https://ecfr.eu/publication/living-in-an-a-la-carte-world-what-european-policymakers-should-learn-from-global-public-opinion/), Le 28 août, 2024.
- BACHEVICH, Andrew J., “The Reckoning That Wasn’t”: Why America Remains Trapped by False Dreams of Hegemony, Dans, *Foreign Affairs*, Innovation Power: How Technology Will Reshape Geopolitics: Eric Schmidt – Lant Pritchett – Dans Wang, Mars/Avril 2023.
- BACHRACH, Peter, Morton S. BARATZ, “Two Faces of Power”, *The American Political Science Review*, Volume 56, Issue 4 (Dec., 1962), pp. 947-952.
- BALDOR, Lolita C., (2021). “General: China’s Africa outreach poses threat from Atlantic”, *Associated Press (AP)*, <https://apnews.com/article/middle-east-africa-china-business-government-and-politics-24f774a952eaabcb38d2b25380b61a62>, Le 25 août, 2024.
- BARASH, Jeffrey Andrew, “Hermann Heller critique de Carl Schmitt”, n° 6, *Qu’est-ce qu’un chef? La crise de l’autorité aujourd’hui*, Presses Universitaires de France, 2000, pp. 175-178.
- BARI, Dominique, (2022). Chine : “la tumultueuse arrivée au pouvoir de Xi Jinping”, *L’Humanité*, <https://www.humanite.fr/culture-et-savoir/xi-jinping/chine-la-tumultueuse-arrivee-au-pouvoir-de-xi-jinping>, Le 1 octobre, 2024.
- BARMA, Aboubakar Yacouba, (2018). “Sommet Chine-Afrique” : les chefs d’Etats africains très reconnaissants au président Xi Jinping, *La Tribune Afrique*, <https://afrique.latribune.fr/finances/2018-09-06/sommet-chine-afrique-les-chefs-d-etats-africains-tres-reconnaissants-au-president-xi-jinping-789476.html>, Consulté le 18 juillet, 2024.
- BARNEY, Lauren and GLASSERMAN, Aaron, (2024). “China’s Do-Nothing Strategy in the Middle East”: Beijing Needs a Safe Red Sea—but Wants Washington to Deliver It, *Foreign Affairs*, <https://www.foreignaffairs.com/china/chinas-do-nothing-strategy-middle-east#:~:text=To%20expand%20its%20influence%20in%20the>, Le 25 septembre, 2024.
- BARR, Michel, « Mythe et réalité du soft power de la Chine », In *Études internationales, L’émergence de la Chine et ses impacts*, Volume 41, numéro 4, décembre 2010., <https://id.erudit.org/iderudit/045560ar>.

- BASU, Kaushik, "The morphing of dictators: why dictators get worse over time", *Oxford Open Economics*, Volume 2, 2023, odad002, <https://doi.org/10.1093/oec/odad002>. Le 24 septembre, 2024.
- BATMANGHELIDJ, Esfandiyar, (2022). "Shared interests: Why both China and the West support the Iran nuclear deal", [China's economic support for Iran in recent years encouraged Tehran to come back to the negotiating table. Instability in the Middle East is as little in Beijing's interests as it is in the West's], *European Council on Foreign Relation*, <https://ecfr.eu/article/shared-interests-why-both-china-and-the-west-support-the-iran-nuclear-deal/>, (1er mars, 2024).
- BATTISTELLA, Dario, "Power Transition, Strategies for 21st Century", Tammen, R. et al. New York ", Chatham House Publishers, 2000, p. 244., *Études Internationales, Les défis de la politique étrangère depuis le 11 Septembre 2001*, Volume 33. Numéro 4, décembre 2002, p. 777.
- BAVEREZ, Nicola, " Les démocraties contre la démocratie ", *Revue des Sciences Humaines et Sociales*, Cairn, Pouvoir 2019/2, n° 169, pp. 5-17.
- BECKLEY, Michael and BRANDS, Hal, (2021). "The End of China's Rise": Beijing Is Running Out of Time to Remake the World, *Foreign Affairs*, <https://www.foreignaffairs.com/articles/china/2021-10-01/end-chinas-rise#:~:text=While%20the%20United%20States%20reels%20from>, Le 24 septembre, 2024.
- BECKLEY, Michael, (2022). "The delusions of Détente": Why America and China Will Be Enduring Rivals, *Foreign Affairs*, <https://www.foreignaffairs.com/united-states/china-delusions-detente-rivals>, Le 22 août, 2022.
- BEHRENT, Michel C., (2021). "The True Foucault", *Dissent Magazine*, https://www.dissentmagazine.org/online_articles/the-true-foucault, Le 20 septembre, 2024.
- BEHRENT, Michel C., "Michel Foucault History and Technology", In *Routledge Taylor & Francis Group*, Vol. 29, 2013, N° 1, pp. 54 – 104.
- BEKKEVOLD, Jo Inge, (2022). "5 Was the U.S – China Cold War Will be Different From the Last One", *Foreign Policy*, <https://foreignpolicy.com/2022/12/29/us-china-cold-war-bipolar-global-order-stability-biden-xi/>, Consulté le 29/12/2022.
- BENABDALLAH, Lina, (2021). "China's Soft-Power Advantage in Africa": Beijing Isn't Just Building Roads—It's Making Friends, *Foreign Affairs*, <https://www.foreignaffairs.com/articles/africa/2021-12-23/chinas-soft-power-advantage-africa>, Le 23 décembre, 2021.
- BENNON, Michael and FUKUYAMA, Francis, (2023). "China's Road to Ruin" : The Real Toll of Beijing's Belt and Road, *Foreign Affairs*, <https://www.foreignaffairs.com/china/belt-road-initiative-xi-imf>, Le 22 août, 2023.

- BHUTADA, Govind, (2021). "The U.S. Share of the Global Economy Over Time", Visual Capitalist, <https://www.visualcapitalist.com/u-s-share-of-global-economy-over-time/>, Le 12 octobre, 2024.
- BLASKO, Dennis J., (2013). "The 2013 Defense White Paper in Perspective", China Briefing, The Jamstown Foundation, *Global Research & Analyse*, <https://jamestown.org/program/the-2013-defense-white-paper-in-perspective/>, Le 17 octobre, 2024.
- BLOOM, Peter, (2022). "Ukraine: the world's defence giants are quietly making billions from the war", *The Conversation*, <https://theconversation.com/ukraine-the-worlds-defence-giants-are-quietly-making-billions-from-the-war-178806>, Le 12 octobre, 2024.
- BOILLOT, Jean-Josephe, (2017). "Go Global, le nouveau régime de croissance chinois, Cornique", In *Alternatives Economiques*, <https://www.alternatives-economiques.fr/jean-joseph-boillot/go-global-nouveau-regime-de-croissance-chinois/00081158>. Consulté le 1er mars, 2022.
- BRANDS, Hal and BECKLEY, Michael, (2021). "China Is a Declining Power—and That's the Problem": The United States needs to prepare for a major war, not because its rival is rising but because of the opposite, *Foreign Policy*, <https://foreignpolicy.com/2021/09/24/china-great-power-united-states/>, 24 septembre 2021.
- BRANDS, Hal and BECKLEY, Michael, (2022). "What Does China Want?": Beijing's ambitions are about to crash into its problems, *Foreign Policy*, <https://foreignpolicy.com/2022/08/13/what-china-wants-us-conflict/>, Le 13 août, 2022.
- BRESSER-PEREIRA, Luiz Carlos, "The global Financial crisis, neoclassical economics, and the neoliberal years of capitalism", In, *Revue de regulation: Capitalisme, institutions et pouvoirs*, 7 septembre, 2010, <https://doi.org/10.4000/regulation.7729>.
- BRIGUGLIA, Gianluca, "Monarchia", Traduit par, Enrica Zanin, Le dossier : Dante, 1321 – 2021, *La Revue de la BNU*, n° 23, 2021, pp. 40-43. <https://doi.org/10.4000/rbnu.4390>.
- CABESTAN, Jean-Pierre, "La Chine en Afrique : une nouvelle hégémonie", *Asia Center/experts & trends*, N° 202, pp. 1-14.
- CABESTAN, Jean-Pierre, "The Belt and Road Initiative and China's Hegemony in Africa", In *ScienceDirect*, Volume 67, Issue 4, 2023, pp. 544-564. <https://doi.org/10.1016/j.orbis.2023.08.005>.
- CARLSON, John and YEOMANS, Neuville, "Whiter Geoth the Law – Humanitary or Barbarity", In *the Way Out – Radical Alternatives in Australia (ed.) Smith, M. et Crossley, D.*, 1975.

- CARROZZA, Ilaria, BENABDALLAH, Lina, (2022). "South–South Knowledge Production and Hegemony: Searching for Africa in Chinese Theories of IR", *International Studies Review*, Volume 24, Issue 1, March 2022, viab063, <https://doi.org/10.1093/isr/viab063>.
- CHATIN, Marie France, HACHE, Emmanuel, BOILEAU, Jean-Josephe, PALLE, Angélique, (2018). "Les nouvelles routes de la soie", Géopolitique de Nantes coorganisé par l'IRIS, 2018, <https://www.rfi.fr/fr/emission/20180930-nouvelles-routes-soie-belt-road-initiative>, Le 03 octobre, 2024.
- CHE, Chang (2020). "The Nazi Inspiring China's Communists": A decades-old legal argument used by Hitler has found support in Beijing, In *The Atlantic*, <https://www.theatlantic.com/international/archive/2020/12/nazi-china-communists-carl-schmitt/617237/>, Le 27 janvier, 2025.
- CHELLANEY, Brahma, "China's expansionism creeps along as West distracted by Ukraine", *OPINION*, Nikkei Asia, <https://asia.nikkei.com/Opinion/China-s-expansionism-creeps-along-as-West-distracted-by-Ukraine>, (14 février, 2024).
- CHEN, Zhiming, "Y a-t-il un Consensus de Pékin ? ", in, *La politique en Question*, Pascale Dufour, Philippe Faucher, André Blais, et al, Presses de l'Université de Montréal, pp. 252-259.
- ChinaPower Project, Unpacking the complexity of China's rise, (2024). "Is it a Risk for America that China Holds So Much U.S. Debt?", *Center For Strategic & International Studies (CSIS)*, <https://chinapower.csis.org/us-debt/>, Le 25 novembre, 2024.
- CHIVVIS, Christopher S., FLORENTINO, Mariano, (2024). "U.S.-China Relations for the 2030s: Toward a Realistic Scenario for Coexistence", *Carnegie Endowment for International Peace*, <https://carnegieendowment.org/research/2024/10/us-china-relations-for-the-2030s-toward-a-realistic-scenario-for-coexistence?lang=en>, Le 17 octobre, 2024.
- CHOMSKY, Noam et HERMAN, Edward S., « Économie politique des droits de l'homme », t. 1 : La « Washington Connection » et le Fascisme dans le Tiers Monde, *Revue Tiers Monde* /1983/93/ pp. 205-226.
- CLAUDE, Meillassoux, " Le Tiers Monde " : Sous-développement et développement, ouvrage réalisé sous la direction de Georges Balandier, préface d'Alfred Sauvy. In : *Annales. Economies, sociétés, civilisations*. 13^e année, N. 3, 1958. pp. 604-607, https://www.persee.fr/doc/ahess_03952649_1958_num_13_3_2769_t1_0604_0000_2.
- CLIFTON, Eli, (2022). "Big War CEOs: There's chaos in the world and our prospects are excellent", *Responsible Statecraft, Analysis Military Industrial Complex*, <https://responsiblestatecraft.org/zelenskyy-victory-plan/>, Le 19 octobre, 2024.
- COHEN, A. Jerome, (2014). "Cohen, Lawfare or Warfare? Let Impartial Tribunals Cool Asia's Maritime Disputes", *The Diplomat*, May 29, 2014,

<http://thediplomat.com/2014/05/lawfare-or-warfare-let-impartial-tribunals-cool-asias-maritime-disputes/>.

- COHEN, Michael A., PREBLE, Christopher. A, and TOFT, Monica Duffy, (2024). “America’s Missed Chance in Afghanistan”: How Washington’s Early Insistence on Total Victory Set the Stage for Defeat, *Foreign Affairs*, <https://www.foreignaffairs.com/united-states/americas-missed-chance-afghanistan>, Le 22 août, 2024.
- COLLIER, David, “Understanding Process Tracing”, *Political Science & Politics*, Cambridge University Press, 2011, Volume 44, n°. 4, pp. 823-830.
- COLLINS, Kaitlan, LIPTAK, Kevin, SALAMA, Vivian and ATWOOD, Kylie, CNN, (2021). “Biden doesn’t penalize crown prince despite promise to punish senior Saudi leaders”, <https://edition.cnn.com/2021/02/26/politics/biden-mohammed-bin-salman-jamal-khashoggi/index.html>, Le 22 août, 2024.
- COLUMNIST, Doug Livermore, (2018). China’s “Three Warfares” In Theory and Practice in the South China Sea, *Georgetown Security Studies Review*, <https://georgetownsecuritystudiesreview.org/2018/03/25/chinas-three-warfares-in-theory-and-practice-in-the-south-china-sea/>, Le 4 juin, 2024.
- COPELAND, Dale C., (2022). “When Trade Leads to War”: China, Russia, and the Limits of Interdependence, *Foreign Affairs*, <https://www.foreignaffairs.com/china/when-trade-leads-war-china-russia>, Le 19 septembre, 2024.
- COURMONT, Barthélémy, “La Chine, première puissance économique mondiale : et maintenant ?”, *Éclairage, Cairn Revue Internationale et Stratégique*, 2015/3, n°. 99, pp. 32-40.
- COURMONT, Barthélémy, “Soft power Debates in China”, *Academic Foresights*, en citant Wang Huning, “Culture as National Power: Soft Power” (zuowei guajia shili de wenhua: ruan quanli), *Journal of Fudan University (fudan daxue xuebao)*, 1993, pp. 23-28.
<https://www.bing.com/ck/a?!&&p=3f8b467a4660f101286bf1208d9c2b78b0b4fab63e89339aaa763bea7e10190bJmldtHM9MTY1MTg3NTc1OCZpZ3VpZD05YmYzNTB1ZS01MDMyLTQ3ZjEtOGU5OC1hZjlkYmRiZmJhMzcmaW5zaWQ9NTEzNw&ptn=3&fclid=08e90158-cd8b-11ec-b9ee-42db799c6ba1&u=a1aHR0cHM6Ly93d3cuYWVhZGVtaWVtZm9yZXNpZ2h0cy5jb20vU29mdF9Qb3dlcl9EZWJhdGVzX2luX0NoaW5hLmh0bWw&ntb=1>. Cette définition est partagée par Nye dans son ouvrage de 2004.
- COURMONT, Barthélémy, “Le soft power chinois : entre stratégie d’influence et affirmation de puissance”, In “*Revue d’études comparatives Est-Ouest*”, 2012, n° 41, pp. 287- 309, p. 288.
- CURADO, Marcelo, “China rising threats and opportunities for Brazil”, *Latin American Perspectives* 42(6), (2015), pp. 88–104.

- CURRAN, James, (2022). "Marles shows that a new language is possible on China": Defence Minister Richard Marles' decision to seize the opportunity to sit down with his Chinese counterpart Wei Fenghe was a "critical first step" in demonstrating that diplomatic ties need not be encased in permafrost, *Foreign Affair & Security, Opinion*, <https://www.afr.com/policy/foreign-affairs/marles-shows-that-a-new-language-is-possible-on-china-20220613-p5at7s>, Le 19 septembre, 2024.
- DA SILVA, Carine Monteiro, " Falü Zhan: la guerre du droit, une version chinoise du lawfare ?", In, *Raison Politique*, 2022/1 \ (N 85), pp. 89-89.
- DAHL, Robert. A, "The concept of power", *Behavioral Science, Journal of the society for General Systems Research*, Wiley Online Library, 1957, pp. 201-2015.
- DANTE en son temps, Dante et son œuvre, *La Revue de la BNU*, 23/2021. <https://journals.openedition.org/rbnu/4390>.
- DASILVA, Carine Monteiro, (2022). "ThucyBlog n° 232 – Le droit comme arme de guerre : quelques distinctions entre les concepts américain (lawfare) et chinois (guerre du droit)", <https://www.afri-ct.org/2022/thucyblog-n-232-le-droit-comme-arme-de-guerre-quelques-distinctions-entre-les-concepts-americain-lawfare-et-chinois-guerre-du-droit/>, Consulté le 12 octobre, 2023.
- DE CAREIL, A. Foucher, "Securitas publica interna externa", In *G.W. Leibniz, Œuvres*, Paris, F. Didot, vol. VI (Petits traités politiques), 1865, pp.21-252.
- DE FREITAS, Marcus Vinicius, (2023). "The Impact of Chinese Investments in Africa: Neocolonialism or Cooperation?", *10 Years Policy Center for The New South Publication*, <https://www.policycenter.ma/publications/impact-chinese-investments-africa-neocolonialism-or-cooperation>, Le 24 septembre, 2024.
- Delian League : ancient Greece, *Britannica*, (2024), <https://www.britannica.com/topic/Delian-League>, Le 13 septembre, 2024.
- DONNET, Pierre-Antoine, (2024). "Chine : le budget militaire en hausse de 7,2 % en 2024 sur fond de crise", *Asialyst*, <https://asialyst.com/fr/2024/03/09/chine-budget-militaire-hausse-2024-crise/>, Le 9 septembre, 2024.
- DONNET, Pierre-Antoine, CABESTAN Jean-Pierre : " Nul ne sait quelle forme prendra l'engagement américain Pour défendre Taïwan ", *Asialyst* (2022), <https://asialyst.com/fr/2022/05/28/jean-pierre-cabestan-nul-ne-sait-quelle-forme-engagement-americain-defendre-taiwan/>, Le 19 septembre, 2024.
- DOWDING, Keith, (2012)." Why should we care about the definition of power", *Journal of Political Power*, 5 (1), pp. 119–135. <https://doi.org/10.1080/2158379X.2012.661917>, Le 20 septembre, 2024.
- DRILIK, Arif, (2004). "Beijing Consensus: Beijing "Gongshi." Who Recognizes Whom and to What End?", *Semantic Scholar*, <https://www.semanticscholar.org/paper/Beijing-Consensus%3A-Beijing->

%22Gongshi.%22-Who-Whom-and-Coleman/f04fca2644cfef01a937c8e777d12b7be1b752fc, Le 13 septembre, 2024.

- DROZ-VINCENT, Philippe, "Coopération militaire, grandes puissances et ventes d'armes ", Dans : *Bertrand Badie et Dominique Vidal, Le Moyen-Orient et le monde : L'État du monde*, Éd, La Découverte, 2020, pp. 123-130.
- DUNLAP, Charles J. Jr., (2009). "Lawfare: A Decisive Element of 21st-Century Conflicts?", Duke Law School, https://scholarship.law.duke.edu/faculty_scholarship/3347/, Le 12 octobre, 2024.
- DUPONT, Olivier, (2019). "Discursive Power: Words, Languages, Controls and Arguments", In *Power: A Concept for Information and Communication Sciences*, pp. 35-51. <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/book/10.1002/9781119508687>, Le 04 octobre, 2024.
- DURNS, Sean, (2023). "How the US lost Latin America", *Washington Examiner*, <https://www.washingtonexaminer.com/policy/foreign-policy/186017/how-the-us-lost-latin-america/>, Le 13, août, 2024.
- ECONOMIE, Elizabeth, (2024). "China's Alternative Order": And What America Should Learn From It, *Foreign Affairs*, <https://www.foreignaffairs.com/china/chinas-alternative-order-xi-jinping-elizabeth-economy>, Le 24 septembre, 2024.
- EDEL, Charles and SHULLMAN, David O., (2021). "How China Exports Authoritarianism": Beijing's Money and Technology Is Fueling Repression Worldwide, *Foreign Affairs*, <https://www.foreignaffairs.com/articles/china/2021-09-16/how-china-exports-authoritarianism>, Le 16 septembre, 2021.
- ELEN, Maurits, (2016). "Interview : Joshua Cooper Ramo": (Joshua Cooper Ramo on the Beijing Consensus in the Age of Networks), *The Diplomat*, <https://thediplomat.com/2016/08/interview-joshua-cooper-ramo/>. Le 6 avril, 2024.
- ELLIS, R. Evan, (2024). "China's Security Engagement in Latin America and the Caribbean": An overview of the characteristics and trends in China's security engagement in the region, and how it is evolving, *The Diplomat*, <https://thediplomat.com/2024/02/chinas-security-engagement-in-latin-america-and-the-caribbean/#:~:text=To%20date,%20the%20principal%20purchasers%20of>, Le 26 septembre, 2024.
- ELLIS, R. Evan, (2024). "Engagement With China Has Had a Multifaceted Impact on Latin American Democracy": While Beijing may not deliberately promote authoritarian regimes in Latin America, implicit risks to the dynamics of democracies arise out of engagement with China, *The Diplomat*, <https://thediplomat.com/2024/07/engagement-with-china-has-had-a-multifaceted-impact-on-latin-american-democracy/>, Le 18 août, 2024.
- ELLIS, R. Evan, PIAZZA, Kelly Senters, GREER, Major Adam, URIBE, Daniel Brigadier General, (2022). "China's Use of Soft Power in Support of its Strategic Engagement in Latin America ", August 18, 2022, *Diálogo America*, <https://dialogo->

americas.com/articles/chinas-use-of-soft-power-in-support-of-its-strategic-engagement-in-latin-america/, Le 18 août, 2024.

- FALLON, Jacques, "Réflexions sur la théorie aristotélicienne des quatre causes", In *Revue Philosophique de Louvain*, 1999, n° 71, PP. 317-353. https://www.persee.fr/doc/phlou_0035-3841_1988_num_86_71_6508.
- FANG, Frank : "Prendre le modèle chinois au sérieux : constitutionnalisme et développement économique à parti unique", In *Contemporary Chinese Political Thought*, 2012.
- FANG, Hu, FEINMAN, Gary M. and NICHOLAS, Linda M., "Imperial Expansion, Public Investment, and the Long Path of History: China's Initial Political Unification and its Aftermath", *National Library of Medicine: National Center of Biotechnology Information*, Proc Natl Acad Sci U S A. 2015 Jul 28;112(30):9224-9. doi: 10.1073/pnas.1419157112. Epub 2015 Mar 16.
- FAYET, Héroïse, "Quelle posture stratégique pour la France au Moyen-Orient" ?, In : *Études de l'IFRI, Focus Stratégique*, 2022. No 112.
- FELDMAN, Alex. J, "Foucault's concept of illegalism", *European Journal of Philosophy*, 2020/2. <https://doi.org/10.1111/ejop.12501>.
- FENBY, Jonathan, (2010). "Political stasis is China's Achilles heel": Blocking country's evolution could prove dangerous, writes Jonathan Fenby, *Financial Times*, <https://www.ft.com/content/e39d0f22-d77b-11df-8582-00144feabdc0#:~:text=But%20the%20absence%20of%20political%20liberalisation>, Le 24 septembre, 2024.
- FERGOUSON, Niall, (2021). "Les États-Unis Gagneront cette deuxième guerre froide contre la Chine", *l'Express*, Propos recueillis par Thomas Mahler, (17/11/2021), https://www.lexpress.fr/actualite/idees-et-debats/niall-ferguson-les-etats-unis-gagneront-cette-deuxieme-guerre-froide-contre-la-chine_2160375.html, Le 19 septembre, 2024.
- FIGUEROA, William, (2022). "China and Iran Since the 25-Year Agreement: The Limits of Cooperation", [Iran may be forced to "Look East" in the wake of the U.S. withdrawal from the JCPOA, but the Chinese government continues to look in many directions at once], In, *The Diplomat*, <https://thediplomat.com/2022/01/china-and-iran-since-the-25-year-agreement-the-limits-of-cooperation/>, (1er mars, 2024).
- FISCHER-LESCANO A., TEUBNER, G., "Collision de régimes : la recherche vaine de l'unité juridique face à la fragmentation du droit mondial", In *Revue Internationale de Droit Économique*, 2013/1-2 (t. XXVII), pp. 187-228.
- FOOTE, Caleb and ATKINSON, Robert D., (2020). "Chinese Competitiveness in the International Digital Economy", *Information Technology and Innovation Foundation*, <https://itif.org/publications/2020/11/23/chinese-competitiveness-international-digital-economy/>, Le 24 septembre, 2024.

- Foreign Affairs, Capsule Review, (2018). “China, the United States, and the Future of Latin America; The Red Star and the Crescent: China and the Middle East”, <https://www.foreignaffairs.com/reviews/capsule-review/2018-10-16/china-united-states-and-future-latin-america-red-star-and#:~:text=Some%20of%20the%20contributors%20believe%20that,> Le 24 septembre, 2024.
- FOUCAULT, Michel, "The Subject and Power" ("Le sujet et le pouvoir " ; trad. F. Durand-Bogaert), In *Dreyfus (H.) et Rabinow (P.), Michel Foucault : Beyond Structuralism and Hermeneutics*, Chicago, The University of Chicago Press, 1982, pp. 208-226.
- FRAUEN, Jan-Boje, (2023). The “China Threat”: Not a Theory but a Narrative. In: *Chen, L., Pohl, KH. (eds) East-West Dialogue. Palgrave Macmillan, Singapore.*, https://doi.org/10.1007/978-981-19-8057-2_20.
- FREEMAN, Will and BERG, Ryan C., (2023). “The Land That Geopolitics Forgot” : What Latin America Gains—and Loses—From Life on the Margin, *Foreign Affairs*, <https://www.foreignaffairs.com/south-america/land-geopolitics-forgot>, Le 13 août, 2024.
- GAO, Henry, “A New Chinese's Economic Order”, *Journal of International Economic Law*, Vol 23, Number 3, 2020, pp. 607-635. <https://doi.org/10.1093/jiel/jgaa013>.
- GAO, Henry, “From P4 to TPP: Transplantation or Transformation”? C.L. Lim, Deborah Elms, Patrick Low (éds.), *The Trans-Pacific Partnership: A Quest for A 21st Century Trade Agreement*, *Cambridge University Press*, 2012, p. 64-81. https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=2263165#.
- GAO, Henry, (2022). “Will the European Union’s New Anti-Coercion Instrument Work with China?”: Recent years have witnessed the growing use of trade measures as geopolitical weapons. In response, the European Union is introducing a new instrument, *Center for International Governance Innovation (CIGI)*, <https://www.cigionline.org/articles/will-the-european-unions-new-anti-coercion-instrument-work-with-china/>, Le 12 avril 2024
- GAO, Zhiguo and JIA, Bing Bing, “The Nine-Dash Line in the South China Sea: History, Status, and Implications”, Published online by *Cambridge University Press*, 2017., <https://www.cambridge.org/core/journals/american-journal-of-international-law/article/abs/ninedash-line-in-the-south-china-sea-history-status-and-implications/1567B80D8BD284499F704496278DFF9D>.
- GARCIN, Thierry, (2018). "Le Chantier très géopolitique des routes de la soie", *Diplowed.com, La revue Géopolitique*, géopolitique, stratégie, relations internationales et cartes Asie-Chine, <https://www.diploweb.com/Le-chantier-tres-geopolitique-des-Routes-de-la-soie.html>, Le 02 octobre, 2024.

- GARETT, Erik, “Heinrich Popitz and the Power of Violence and Technical Action in the Revolutionary and Information Ages”, In *Human Studies*, Vol 41. n°. 3, 2018, pp. 493-502. *JSTOR*, <http://www.jstor.org/stable/44979932>. Le 20 septembre, 2024.
- GASTINEAU, Nicolas, (2021). " Jiang Shigong, le penseur qui inspire Pékin ", *Philosophia Magazine*, <https://www.google.com/amp/s/www.philomag.com/articles/jiang-shigong-le-penseur-qui-inspire-pekina3Famp>. Consulté le 21/02/2022.
- GAZIBO, Mamoudou and MBABIA, Oliver, “How China seduces Africa”, 24 | *The Focus: Africa and the Chinese way, The Newsletter* | No.60 | Summer 2012, https://www.ias.asia/sites/default/files/nwl_article/2019-05/IIAS_NL60_2425.pdf.
- GAZIBO, Mamoudou et MBABIA, Olivier, “La politique africaine de la Chine montante à l’ère de la nouvelle ruée vers l’Afrique ” In *Revue Études internationales*, Volume 41, numéro 4, 2010, pp. 521-546, En Ligne. <https://id.erudit.org/iderudit/045561ar>.
- GAZIBO, Mamoudou, (2010). Niger : “L’ordre constitutionnel ou le chaos ? ”, *Polito(b)logue, La Science politique en temps réel*, <https://sciencepo-montreal.typepad.com/politicologue/2010/01/niger-lordre-constitutionnel-ou-le-chaos-mamoudou-gazibo.html>.
- GEN, Chen Xiong, *On the legal system of State-Owned assets supervision and administration*, University Centre-South, 2008, p. 170.
- GEOFFROY, Romain et BRETEAU, Pierre, (2023). "Depuis 1950, près de cinq cent coups d’État tentés ou réussis surtout en Amérique du Sud et en Afrique", *Le Monde*, https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2023/09/11/depuis-1950-pres-de-cinq-cents-coups-d-etat-tentes-ou-reussis-surtout-en-amerique-latine-et-en-afrique_6188906_4355770.html, Le 20 mars, 2024.
- German Marshall Fund, (2022). “US Strategy toward China under the Biden Administration”: China Global, <https://podcasts.apple.com/us/podcast/us-strategy-toward-china-under-the-biden-administration/id1569469267?i=1000566343974>, Le 19 septembre, 2024.
- GHISELLI, Andrea, (2021). “Continuity and Change in China’s Strategy to Protect Overseas Interests”, *Work the Rocks, National Security for Insiders. By Insiders*, <https://warontherocks.com/2021/08/continuity-and-change-in-chinas-strategy-to-protect-overseas-interests/>, Le 25 août, 2024.
- GHISELLI, Andrea, (2022). “Understanding China’s relations with the Middle East”, *East Asia Forum*, <https://eastasiaforum.org/2022/04/05/understanding-chinas-relations-with-the-middle-east/>, Le 21 août, 2024.
- GHOLZ, Eugene and G. Daryl, “Protecting “The Prize”: Oil and the U.S. National Interest”, *Security Studies*, Volume 19, 2010 – Issue, 3, <https://doi.org/10.1080/09636412.2010.505865/>

- GILBERT, Natalie, " Le but de la Chine est de bouter les États-Unis hors du pacifique ", *Le Monde*, (2022), https://www.lemonde.fr/international/article/2022/06/03/le-but-de-la-chine-est-de-bouter-les-etats-unis-hors-du-pacifique_6128852_3210.html.
- GOLDFAJN, Ilan, MARTÍNEZ, Lorenza, and VALDÉS, Rodrigo O., "Washington Consensus in Latin America: Model to Straw Man", *Journal of Economic Perspectives*—Volume 35, Number 3—Summer 2021, Pages. 109–132.
- GOLDMAN, Adis, (2021). "Why Carl Schmitt Matters to China": Uncovering the pathology of Schmitt Fever, In *The Hedgehog Review Critical Reflections on Contemporary Culture*, <https://hedgehogreview.com/web-features/thr/posts/why-carl-schmitt-matters-to-china>, Le 26 janvier 2025.
- GOLUB, Philippe S., " De la dette comme outil de l'hégémonie ", In, *L'Atlas du Monde diplomatique*, 2003, pp. 100-101.
- GOLUB, Philippe. S, " La fin de la Pax Americana ? ", In, *Revue Internationale et Stratégique*, 2008/4 (N° 72), pp. 141-150.
- GOUIN, Rodolphe, (2018). « Psychologie politique, (encore) une exception française », *The Conversation*, <https://theconversation.com/psychologie-politique-encore-une-exception-francaise-96239>, Le 22 septembre, 2024.
- GOURINCHAS, Pierre-Olivier, (2022). "Russia's war in Ukraine will slow economic growth and increase inflation, says IMF", *World Economic Forum*, <https://www.weforum.org/agenda/2022/04/war-dims-global-economic-outlook-as-inflation-accelerates/>, Le 03 octobre, 2024.
- GOWAN, Richard, (2023). "How the World Lost Faith in the UN": Regaining It Will Require Accepting a Diminished Role for an Age of Competition, *Foreign Affairs*, <https://www.foreignaffairs.com/israel/how-world-lost-faith-united-nations-gaza>. Le 9 novembre, 2023.
- GUILFOYLE, Douglas, "The rule of law and maritime security: understanding lawfare in the South China Sea", *International Affairs*, Volume 95, Issue 5, September 2019, pp. 999–1017, <https://doi.org/10.1093/ia/iiz141>.
- GUERLAIN, Pierre, (2014). " Soft power : la fin d'une légende la mort d'un concept ", *Huffpost, Les Blogs*, https://www.huffingtonpost.fr/pierre-guerlain/influence-soft-power-etats-unis_b_5271305.html, Le 19 septembre, 2024.
- GUZMÁN, Julio Armando, (2023). "China's Latin American Power Play": To Counter Beijing, the West Must Invest in People, *Foreign Affairs*, <https://www.foreignaffairs.com/central-america-caribbean/chinas-latin-american-power-play#:~:text=China%E2%80%99s%20footprint%20in%20Latin%20America%20is,> Le 26 septembre, 2024.

- HAMRAH, Satgin and ELIASSEN, Alexander, (2021). “The China-Iran Strategic Partnership: 40 Years in the Making “, The Iran-Iraq war kickstarted the China-Iran partnership. Understanding that history provides valuable context for the relationship today, In, *The Diplomat*, <https://thediplomat.com/2021/12/the-china-iran-strategic-partnership-40-years-in-the-making/>, (29 février, 2024).
- HAROLD, Scott and NADER, Alireza, “China and Iran: Economic, Political and Military Relations”, In *China and Iran: Economic, Political, and Military*, 2012, pp. 1-28.
https://www.jstor.org/stable/10.7249/j.ctt1q60w8.7?seq=1#metadata_info_tab_contents.
- HARRIS, Richard L., “China's Relations with the Latin American and Caribbean Countries: A Peaceful Panda Bear instead of a Roaring Dragon “, *Latin America Perspective*, Vol. 42, No. 6, China and Latin America: processes and paradoxes (November 2015), pp. 153-190.
- HATHAWAY, Oona A. and SHAPIRO, Scott, (2022). “Putin Can’t Destroy the International Order by Himself”, *just Security*, <https://www.justsecurity.org/80351/putin-cant-destroy-the-international-order-by-himself/>.
- HELLER, Hermann, " Autoritärer Liberalismus?", *Die Neue Rundschau*, vol. 44, tome I, cahier 3, mars 1933, pp. 289-298.
- HERRERO, Alicia Garcia, KARSENTY, Alain, MALM, Johanna et PAIRAULT, Thierry, « Les influences chinoises en Afrique. 2. Mythe et réalité des relations économiques », *Études de l’Ifri*, Ifri, octobre 2022.
- HERNANDEZ, America, (2022). “Why cheap US gas costs a fortune in Europe”: European politicians are pointing the finger at US gas sellers, but the blame lies closer to home, *Politico*, <https://www.politico.eu/article/cheap-us-gas-cost-fortune-europe-russia-ukraine-energy/>, Le 26 mars, 2024.
- IKENBERRY, G. John, (2008). “The Rise of China and the Future of the West: Can the Liberal System Survive?”, *Foreign Affairs*, <https://www.foreignaffairs.com/articles/asia/2008-01-01/rise-china-and-future-west>, Le 12 novembre, 2024.
- ISACSON, Adam, (2021). “The United States’ Influence on Latin America’s New Militarism”, *Wola Advocacy For Human Rights in The Americas*, <https://www.wola.org/analysis/the-united-states-influence-on-latin-americas-new-militarism/>, Le 10 août, 2024.
- JOHNSON, Ian, (2023). “Xi’s Age of Stagnation”: The Great Walling-Off of China, *Foreign Affairs*, <https://www.foreignaffairs.com/china/xi-jinping-age-stagnation>, Le 24 septembre, 2024.

- JONES, Seth G., (2024). “China Is Ready for War: And Thanks to a Crumbling Defense Industrial Base, America Is Not”, *Foreign Affairs*, <https://www.foreignaffairs.com/china/china-ready-war-america-is-not-seth-jones>, Le 04 octobre, 2024.
- JORGENSEN, Malcolm, (2018). “Equilibrium & Fragmentation in the International Rule of Law: The Rising Chinese Geolegal Order,” *FG Working Paper Series, No. 21*, Berlin Potsdam Research Group “*The International Rule of Law – Rise or Decline?*”, pp. 1-39., https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=3283626.
- JORGENSEN, Malcolm, (2018). “International law cannot save the rules – based Order”, Resing Chinese power is carving out a “geolegal” order, with reference to China, rather than international law, the key, In *The Interpreter*, <https://www.lowyinstitute.org/the-interpreter/international-law-cannot-save-rules-based-order>, Consulté le 12 octobre 2021.
- JORGENSEN, Malcolm, (2020). “China is overturning the rules-based order from within”, By contesting basic principles of international law, China is doing far more damage than is often recognised, In *The Interpreter*, <https://www.lowyinstitute.org/the-interpreter/china-overturning-rules-based-order-within>.
- JORGENSEN, Malcolm, (2022). “The Weaponisation of International Law in Ukraine”, *Volkerrechtsblog, International Law & International Legal Through*, <https://voelkerrechtsblog.org/the-weaponisation-of-international-law-in-ukraine/>, Le 12 octobre, 2024.
- JOST, Tyler, (2024). “Have China’s Wolf Warriors Gone Extinct?”: Why Beijing Embraced Combative Diplomacy—and Why It Might Do So Again, *Foreign Affairs*, <https://www.foreignaffairs.com/china/have-chinas-wolf-warriors-gone-extinct#:~:text=TYLER%20JOST%20is%20Assistant%20Professor%20of>, Le 24 septembre, 2024.
- KAI-CHEN, Chien, (2021). “China in Latin America Then and Now: A Systemic Constructivist Analysis of China’s Foreign Policy”, *Journal of Current Chinese Affairs*, Volume 50 Issue 2, <https://journals.sagepub.com/doi/10.1177/18681026211034880#bibr33-18681026211034880>, Le 14 août, 2024.
- KAI-CHEN, Chien, “China in the Middle East: An Analysis from a Theoretical Perspective of “Path Dependence”, *East Asia* 38, (2021), pp. 105–121. <https://doi.org/10.1007/s12140-020-09352-9>.
- KAM, Stefanie, (2021). “The fall of Afghanistan and its implications for China”, *East Asia Forum*, <https://eastasiaforum.org/2021/09/21/the-fall-of-afghanistan-and-its-implications-for-china/>, Le 28 août, 2024.
- KAPLAN, Robert D., (2022). “The Downside of Imperial Collapse”: When Empires or Great Powers Fall, Chaos and War Rise, *Foreign Affairs*, <https://www.foreignaffairs.com/world/downside-imperial-collapse>, Le 14 octobre, 2024.

- KAPLAN, Robert D., (2023). "Order After Empire": The Roots of Instability in the Middle East, *Foreign Affairs*, <https://www.foreignaffairs.com/middle-east/order-after-empire>, Le 13 octobre, 2024.
- KARDON, Isaac, (2023). "Rule by Law: China's Increasingly Global Legal Reach", *Testimony: U.S.-China Economic And Security Review Commission*, <https://carnegieendowment.org/2023/05/04/rule-by-law-china-s-increasingly-global-legal-reach-pub-89688>, (4 mai, 2023).
- KAYE, Dalia Dassa and VAKIL, Sanam, (2024). "Only the Middle East Can Fix the Middle East": The Path to a Post-American Regional Order, *Foreign Affairs*, <https://www.foreignaffairs.com/middle-east/fix-middle-east-united-states>, Le 23 août, 2024.
- KEIM, Jean-A, "Nankin 1948 : Une page d'histoire contemporaine ", In, *Politique étrangère*, n° 6 – 1949 – 14^e année, pp. 553-564.
- KEJIN, Zhao and SHAOJIE, Li, (2015). "On the privatization of China's overseas security system", *Institute of World Chinese Academy of Social Sciences*, ISSN:1006-9550 CN:11-1343/F12 issues per year Economic and Politics, 2015, <https://jtp.oversea.cnki.net/Bilingual/Navi/Detail?pykm=SJJZ&year=2015&issue=10>.
- KENNEDY, David, (2007). "One, Two, Three Many Legal Orders: Legal Pluralism and the Cosmopolitan Dream", *Digital Access to Scholarship at Harvard*, *Dash.Harvard.EDU*, <https://dash.harvard.edu/handle/1/15413226>. Consulté le 29/11/2022.
- KEOHANE, Robert O., " Relation Choice Theory and International Law: Insights and Limitation ", In: *The Journal of Legal Studies*, Vol. 31 no. S1, Rational Choice and International. Law A Conference Sponsored by the University of Chicago Law School, 2002, pp. 307-319.
- KERVEGANT, Jean François, « Carl Schmitt et la crise de la représentation », *ENS Éditions*, En ligne, 2002, pp. 149-169, <https://books.openedition.org/enseditions/38025>.
- KHANNA, Parag, (2024). "The Red Sea Crisis Proves China Was Ahead of the Curve ": The Belt and Road Initiative wasn't a sinister plot. It was a blueprint for what every nation needs in an age of uncertainty and disruption, *Foreign Policy*, <https://foreignpolicy.com/2024/01/20/url-red-sea-houthis-china-belt-road-suez-trade-corridors/>, Le 20 janvier, 2024.
- KIM, Patricia M., (2023). "The Limits of the No-Limits Partnership": China and Russia Can't Be Split, but They Can Be Thwarted, *Foreign Affairs*, <https://www.foreignaffairs.com/china/limits-of-a-no-limits-partnership-china-russia>, Le 2 août, 2024.
- KIM, Patricia M., DONG, Kevin, and PRYTHERCH, Mallie, (2024). "Chinese narratives on the Israel-Hamas war", *Brookings*,

<https://www.brookings.edu/articles/chinese-narratives-on-the-israel-hamas-war/>, Le 25 août, 2024.

- KIM, Samul S., “China as a Regional Power”, In *Current History, University of California Press*, Volume 91, (1992), pp. 247-252. <https://doi.org/10.1525/curh.1992.91.566.247>.
- KINDER, Tobby & MORRIS, Stephen, (2022). “Why Chinese insurer Ping An is calling for a break-up of HSBC” : Bank is caught between Washington and Beijing, *Financial Times*, <https://www.ft.com/content/d38fbc3d-d093-4ffa-a340-fb4b90cd342f>, Le 19 septembre, 2024.
- KING, Gary, PAN, Jennifer, and ROBERTS, Margaret E., “How Censorship in China Allows Government Criticism but Silences Collective Expression,” *American Political Science Review* 107, no. 2 (May 2013): 326–43.
- KNUTSEN, Torbjorn L., “Halford J. Mackinder, Geopolitics, and the Heartland Thesis”, *The International History Review*, vol. 36, no. 5, 2014, pp. 835–57. JSTOR, <http://www.jstor.org/stable/24703263>. Accessed 3 Oct. 2024.
- KOLDAR Mary, (2013).”In Defence of New Wars”, *Stability International Journal of Security and Development*, <https://stabilityjournal.org/articles/10.5334/sta.at>, Le 2 août, 2024.
- KRASKA, James & WILSON, Brian, (2009). China Wages Maritime “Lawfare”: The battle of ideas behind China’s naval aggression. By James Kraska and Brian Wilson China’s bold and dangerous maneuvers against the USNS Impeccable, a U.S. Navy military survey vessel that was operating about 120 km from the island of Hainan in the East China Sea, is the latest salvo in China’s ongoing campaign to upset ... *Foreign Policy*, <https://foreignpolicy.com/2009/03/12/china-wages-maritime-lawfare/>, Le 12 octobre, 2024.
- KUO, Lily, (2016). “Beijing is cultivating the next generation of African elites by training them in China,” *Quartz*, <https://qz.com/africa/1119447/china-is-training-africas-next-generation-of-leaders>, Le 13 octobre, 2024.
- KURLANTZICK, Joshua, (2014). “The Rise of Elected Autocrats Threatens Democracy”, *Bloomberg Businessweek*, <https://www.bloomberg.com/news/articles/2014-01-23/the-rise-of-elected-autocrats-threatens-democracy>.
- KURLANTZICK, Joshua,(2013). “Why the 'China Model' Isn't Going Away” : From Bangkok to Caracas, Beijing's style of authoritarian capitalism is gaining influence, *The Atlantic*, <https://www.theatlantic.com/china/archive/2013/03/why-the-china-model-isnt-going-away/274237/>, Le 12 septembre, 2024.
- L’ÉCONOMIE Coreecon : "La Grande Dépression, l’Âge d’or et la crise financière mondiale ", <https://www.core-econ.org/the-economy/v1/book/fr/text/17.html>, Le 22 septembre, 2024.

- LAÏDI, Zakie, " Le début du déclin américain ? ", In, *ESPRIT*, 2009/2 (Février), pp. 20-36., <https://www.cairn.info/revue-esprit-2009-2-page-20.htm>.
- LAMBERT, Renaud, "Ce que veut la Chine ", In *Le Monde diplomatique, Désordre international*, 2024, pp. 1. 8-9.
- LASCOUMES, Pierre, " La Gouvernamentalité : de la critique de l'État aux technologies de pouvoir ", *Le Politique, Revue de Philosophie et de Sciences Humaines*, Numéro 13-14, 2004, <https://doi.org/10.4000/lepolitique.625>.
- LARDY, Nicholas R., "The State Strikes Back: The End of Economic Reform in China?" (*Washington: Peterson Institute for International Economics*, January 2019), pp. 6, 122–24.
- LAU, Mimi and LEW, Linda, (2020). "China defends its (vocational training centers) In Xinjiang with paper", In *South China Morning Post*, <https://www.scmp.com/news/china/politics/article/3101986/china-claims-vocational-training-given-nearly-13-million-people>, Consulté (le 26, février 2024).
- LAWSON-REMER, Terra, (2012). " Beating the Resource Curse: Global Governance Strategies for Democracy and Economic Development", *Council on Foreign Relations ,From, Civil Society, Markets, and Democracy*, <https://www.cfr.org/report/beating-resource-curse-global-governance-strategies-democracy-and-economic-development>, Le 6 avril, 2024.
- LEE, Ji – Young, "The Making of Qing Hegemony", *China's Hegemony: Four Hundred Years of East Asian Domination*, New York, NY, 2016; online edn, Columbia Scholarship Online, 21 Sept. 2017, pp. 136-167. <https://doi.org/10.7312/columbia/9780231179744.003.0006>, Le 20 septembre, 2024.
- LEONARD, Marck, (2023). "China Is Ready for a World of Disorder": America Is Not, *Foreign Affairs*, <https://www.foreignaffairs.com/united-states/china-ready-world-disorder>, Le 20 juin, 2023.
- LESCH, Max, (2023). "From Norm Violations to Norm Development: Deviance, International Institutions, and the Torture Prohibition", In, *International Studies Quarterly*, Volume 67, Issue 3, September 2023, sqad043, <https://doi.org/10.1093/isq/sqad043>.
- LEWKOWICZ, Javier, (2024). "How is Chinese investment in Latin America changing?": Large infrastructure projects are making way for smaller, more focused investments in areas such as electric vehicles, renewables and high-tech sectors, *Dialogue Earth*, <https://dialogue.earth/en/business/how-is-chinese-investment-in-latin-america-changing/>, Le 18 août, 2024.
- LIBIN, Xie and PATAPAN, Haig, "Schmitt Fever: The use and abuse of Carl Schmitt in contemporary China", *International Journal of Constitutional Law*, Volume 18,

Issue 1, January 2020, Pages 130–146, <https://doi.org/10.1093/icon/moaa015>, Le 05 février 2025.

- LI, Zhuoran, “The power– and limits of Xi Jinping”: Xi may have more power than any Chinese leader since Mao Zedong, but even he can’t fully implement his policy preferences, *The Diplomat*, <https://thediplomat.com/2023/11/the-power-and-limits-of-xi-jinping>, Arlington, 18 novembre 2023.
- LI, Zhuoran, (2016). “The Rising Dragon: Looking at China’s Expansion in a Historical Perspective”, *Medium*, <https://zli.medium.com/the-rising-dragon-looking-at-china-s-expansion-in-a-historical-perspective-f9322850c117>, Le 12 février, 2025.
- LILLIA, Mark, "Reading Strauss in Beijing." *The New Republic*, 16 Dec. 2018, [newrepublic.com/article/79747/reading-leo-strauss-in-beijing-china-marx](https://www.newrepublic.com/article/79747/reading-leo-strauss-in-beijing-china-marx). Le 04 février, 2025.
- LINCOT, Emmanuel, (2018). " Les enjeux stratégiques des routes de la soie ", entretien à l’IRIS, *Institut d’étude en Relations Internationales*, par Alexandre Cornet, <https://www.iris-france.org/notes/les-enjeux-strategiques-des-routes-de-la-soie/>, Le 02 octobre, 2024.
- LIU, Chang, “中国与中东国家安全合作迎来历史新机遇 [China-Middle East Security Cooperation Sees New Historical Opportunities],” *China Academic Journal*, (CIIS 2019):https://www.ciis.org.cn/yjcg/sspl/202007/t20200710_803.html, Le 25 août, 2024.
- LIU, Jiantao (2024). “Carl Schmitt, Liu Xiaofeng, and the Longevity of Chinese Empire” In *Illiberalism Studies Program Working Papers no. 19* January 2024, *Institute for European, Russia and Eurasian Studies*, <https://www.illiberalism.org/carl-schmitt-liu-xiaofeng-and-the-longevity-of-chinese-empire/>, Le 03 février, 2025.
- LIU, Shaoshan, (2024). “Escape From Involution: The Overseas Expansion of Chinese Technology Companies”: The strategic shift of Chinese tech companies toward overseas markets underscores a critical juncture in China’s technological trajectory, *The Diplomat*, <https://thediplomat.com/2024/01/escape-from-involution-the-overseas-expansion-of-chinese-technology-companies/#:~:text=Leading%20this%20overseas%20push%20are%20internet>, Le 24 septembre, 2024.
- LO, Clifford, (2018). “Hong Kong police take delivery of new HK\$16 million weapon to use against violent demonstrators”: Three Mercedes-Benz-built vehicles ordered after Occupy protests come equipped with six cameras and two water cannons that can fire 1,200 litres of water per minute, *South China Morning*, <https://www.scmp.com/news/hong-kong/law-and-crime/article/2162930/hong-kong-police-take-delivery-deadly-new-hk16-million>, Le 12 octobre, 2024.

- LONG, Tom, “Small States, Great Power? Gaining Influence Through Intrinsic, Derivative, and Collective Power”, *International Studies Review*, Volume 19, Issue 2, June 2017, pp. 185–205. <https://doi.org/10.1093/isr/viw040>.
- LONS, Camille, “East meets middle: China’s blossoming relationship with Saudi Arabia and the UAE”, *European Council on Foreign Relations*, *ecfr.eu*, <https://ecfr.eu/publication/east-meets-middle-chinas-blossoming-relationship-with-saudi-arabia-and-the-uae/>, Le 23 août, 2024.
- M. P. Timmer, E. Dietzenbacher, B. Los, R. Stehrer, & DE VRIES, G. J., “The World Input-Output Database”: Content, Concepts and Applications, (*GGDC Working Papers*; Vol. GD-144). GGDC. (2014), <https://research.rug.nl/en/publications/the-world-input-output-database-content-concepts-and-applications>.
- MACMILLAN, Margaret, (2017). “The Internationalist by Oona Hathaway and Scott Shapiro – Law and peace”, *Financial Times*, <https://www.ft.com/content/9e4191c6-8db5-11e7-9580-c651950d3672>, consulté en 2022.
- MARTIN, Peter, (2024). “US Pitches Deal to Thwart Chinese Military Base in Africa”, *Bloomberg*, <https://www.bloomberg.com/news/articles/2024-09-06/us-pitches-deal-to-thwart-chinese-military-base-in-africa>.
- MASTERS, Jonathan and MERROW, Will, (2024). “How Much U.S. Aid Is Going to Ukraine?”: Nine charts illustrate the extraordinary level of support the United States has provided Ukraine in its war against Russian invaders, *Council on Foreign Relation*, <https://www.cfr.org/article/how-much-us-aid-going-ukraine#:~:text=Since%20the%20war%20began,%20the%20U.S.,> Le 26 septembre, 2024.
- MATHEWS, Jessica T., (2021). “American Power After Afghanistan”: How to Rightsize the country’s Global Role, *Foreign Affairs*, <https://www.foreignaffairs.com/articles/united-states/2021-09-17/american-power-after-afghanistan>, Consulté en octobre 2023.
- MATTINGLY, Daniel, (2024). “China’s Soft Sell of Autocracy Is Working”: And America’s Efforts to Promote Democracy Are Failing, *Foreign Affairs*, <https://www.foreignaffairs.com/china/chinas-soft-sell-autocracy-working>, Le 24 septembre, 2024.
- MAZABRAUD, Bertrand, "Foucault, le droit et les dispositifs de pouvoir", In *Cités* 2010/2 (no 42), pp. 127-189.
- MCKENDZI, Kenneth F. Jr., (2024). “Statement for the record general Michael “Erik” Kurilla Commander, US Central Command before the house Armed Services Committee on the Posture of US Central Command” : Two visions for the future of the Central region, *U.S. Central Command*, <https://www.centcom.mil/ABOUT-US/POSTURE-STATEMENT/>, Le 21 août, 2024.
- MEARSHEIMER, John, “Bound to Fail: The Rise and Fall of the Liberal International Order”, In *International Security*, Vol. 43, N° 4 (Spring 2019), pp. 7-50, 2019.

- MEDEIROS, Evan S., (2022). “China’s Strategic Straddle: Analyzing Beijing’s Diplomatic Response to the Russian Invasion of Ukraine”, In *China Leadership Monitor*, <https://www.prcleader.org/meheiros-1>, Le 16 septembre 2024.
- MEDEIROS, Evans S., (2024). “The Delusion of Peak China: America Can’t Wish Away Its Toughest Challenger”, *Foreign Affairs*, <https://www.foreignaffairs.com/china/delusion-peak-china-united-states-evan-meheiros>, Le 24 avril, 2024.
- MEIER, Dominik and BLUM, Christian, "Power and its Logic: Maturing Politics", *Political Science*/ Volume 64, 2019.
- MERAND, Frédéric, (2022). “La Russie rate sa sortie”, *Le Rubicon*, <https://lerubicon.org/la-russie-rate-sa-sortie/>, Le 8 mars, 2022.
- MERLIN, Mathieu, “Foucault et le problème du corps social”, In, *Idées Économiques et Sociales*, 2009/1 (N° 55), pp. 51-59.
- MINXIN, Pei, (2020). “China’s Coming Upheaval”: Competition, the Coronavirus, and the Weakness of Xi Jinping, *Foreign Affairs*, <https://www.foreignaffairs.com/articles/united-states/2020-04-03/chinas-coming-upheaval?gpp=QOJWkbzBi9zEPh%2BpgQK1hDprdiNRRzFsT0RWOUZCM0xkblDXSEVS TIJ0cGlseGFQM2F4MUdCQ1BhbnIyd1EzM21Eamt6NUQzR3NHZ3VWaStiOmQyZmQyYTZjMTJjN2VhYzgZNGY1ZDAyNzExY2EyYzM1MjcZMTU5Y2ExOWVmNDIxN2Q3Mzc2YjA0N2IwOTU1MmI%3D>, Le 4 novembre, 2024.
- MINXIN, Pei, (2009). “The Paradoxes of American Nationalism”, *Foreign Policy*, <https://foreignpolicy.com/2009/11/02/the-paradoxes-of-american-nationalism/>, Le 4 novembre, 2024.
- MINXIN, Pei and KASPER, Sara, “Lessons from the Past: The American Record on Nation Building”, *Carnegie Endowment for International Peace*, pp. 1-7, 2003. <https://carnegie-production-assets.s3.amazonaws.com/static/files/Policybrief24.pdf>. Le 5 octobre, 2024.
- MIGORO, Asha-Rose, (2013). “Chinese Dream, African Dream: Achieving Common Development”, *Chinadaily*, https://www.chinadaily.com.cn/china/2013-08/28/content_16927171.htm, Consulté le 16 juillet, 2024.
- MITCHELL, Rayan, “Chinese Receptions of Carl Schmitt Since 1929,” 8 *Journal of Law and International Affairs* 1 (2020), Available at SSRN: <https://ssrn.com/abstract=3400946>.
- MITCHELL, Ryan, (2021). “Schmitt in Beijing”, In *Critical Legal Thinking in China*, <https://criticallegalthinking.com/2021/10/18/schmitt-in-beijing/>, Le 03 février, 2025.
- MITTER, Rana, (2024). “The Real Roots of Xi Jinping Thought” : Chinese Political Philosophers’ Long Struggle With Modernity, *Foreign Affairs*,

<https://www.foreignaffairs.com/reviews/china-real-roots-xi-jinping-thought>, Le 20 février, 2024.

- MORA, Frank O., "The People's Republic of China and Latin America: from indifference to engagement", *Asian Affairs: An American Review* 24(1), (1997), pp. 35–58. doi:10.1080/00927679709602304.
- MUELLER, John, " Le concept de puissance et la politique internationale depuis la fin de la guerre froide ", *Études internationales*, Volume 26 n°4, 1995, pp. 711-727. p. 711. <https://id.erudit.org/iderudit/703523ar>.
- MUELLER, John, (2021). "China: Rise or Demise?": China, even if it rises, does not present much of a security threat to the United States, *CATO Institute*, <https://www.cato.org/policy-analysis/china-rise-or-demise>, Le24 novembre, 2024.
- MÜLLER, Denis, Le théologien, " intellectuel organique" et chercheur indépendant : qu'elle loyauté, quelle tension, quelle liberté ? In, *Les lieux de la théologie aujourd'hui*, Volume 14, numéro 1-2, 2006, pp. 61-74, p. 62.
- M. P, « Le déclin de l'hégémonie américaines », In *Le Monde Diplomatique*, Mai 1972, p. 2. https://www.monde-diplomatique.fr/1972/05/P_M_/30896. Le 31 octobre, 2024.
- MURPHY, Zoe, (2010). "Zheng He: Symbol of China's 'peaceful rise'", BBC News, <https://www.bbc.com/news/world-asia-pacific-10767321>, Le 03 octobre, 2024.
- NDEGWA, Stephen, (2021). "The transformation of China-Africa digital development and cooperation": China to support Africa in raising the level of digitisation in the public and corporate sectors and promote cloud computing, *Star Time*, <https://www.the-star.co.ke/sasa/technology/2021-09-02-the-transformation-of-china-africa-digital-development-and-cooperation/>, Le 24 septembre, 2024.
- NICOLET-ANDERSON, Valérie, « Penser l'identité avec l'apôtre Paul et Michel Foucault », In, *Études Théologiques et Religieuses*, 2014/2, (Tom 89), pp. 157-172.
- NORRIS, Alexander, (2020). "Alliance to Empire: A Study of the Delian League": This long-read article was written by sixth-former, *The Home of RGS Scholarship*, <https://theunchainedlibrary.com/2020/03/15/alliance-to-empire-a-study-of-the-delian-league/>. Le 31 octobre, 2024.
- NYABIAGE, Jevans, (2022). "China's Huawei seeks to lead 5G boom in Africa, as US, Europe shut doors": Huawei hosts first Africa 5G summit, vows to support 'digital transformation' of region, Faced with bans in the US and Europe, Huawei is focusing on Africa, which in turn is putting its own interests first, analyst says, *South China Morning Post*, <https://www.scmp.com/news/china/diplomacy/article/3198622/chinas-huawei-seeks-lead-5g-boom-africa-us-europe-shut-doors>, Le 24 septembre, 2024.
- O'NEIL, Shannon K., (2024). "The United States' Missed Opportunity in Latin America": Economic Security Begins Closer to Home, *Foreign Affairs*,

<https://www.foreignaffairs.com/united-states/united-states-missed-opportunity-latin-america>, Le 14 août, 2024.

- ODOM, Jonathan G., “Basics of International Law for Modern Soldiers”, 3 (Zhao Peiying ed., 1996), *A China in the Bull Shop? Comparing the Rhetoric of a Rising China with the Reality of the International Law of the Sea*, 17 Ocean & Coastal L.J, 2012, p. 224.
- OKONJO-IWEALA, Ngozi, (2023). “Why the World Still Needs Trade” : The Case for Reimagining—Not Abandoning—Globalization, *Foreign Affairs*, <https://www.foreignaffairs.com/united-states/why-world-still-needs-trade>, (8 juin, 2023).
- ORGANSKI, A. F. K., “The periods of balance, real or imagined, are periods of warfare, while the periods of known preponderance are periods of peace”, *World Politics*, New York, A. A. Knopf, 1958, pp. 291-292.
- PAIRAULT, Thierry, « La Chine en Afrique les nouvelles routes de la soie », document pdf, <https://www.pairault.fr/sinaf/doc/lo2019.pdf>, Le 20 février, 2025.
- PAIRAULT, Thierry, (2023). « L’Afrique et la Chine : une asymétrie sino-centrée ? », *GéopoWeb*, <https://geopoweb.fr/?L-AFRIQUE-ET-LA-CHINE-UNE-ASYMETRIE-SINO-CENTREE-Thierry-PAIRAULT>, le 20 février, 2025.
- PAIRAULT, Thierry, « La Chine en Afrique : le poids des relations économiques déséquilibrées », Document de travail, *Hal open science*, 2017, pp. 1-17. [file:///C:/Users/hmouk/Downloads/Pairault%20-%20Congr%C3%AAs%20Asie%20\(2017\).pdf](file:///C:/Users/hmouk/Downloads/Pairault%20-%20Congr%C3%AAs%20Asie%20(2017).pdf).
- PANSARDI, Pamela, " Power to and Power over: Two Distinct Concepts of Power? ", In *Journal of Power*, 5 (1), 2012, pp. 73-89. <https://philpapers.org/rec/PANPTA>, Le 20 septembre, 2024.
- PARSI, Tripa and AJRABRI, Khalid, (2023). “How China Became a Peacemaker in the Middle East” : Washington’s Missteps Paved the Way for Beijing’s Saudi-Iranian Deal, *Foreign Affairs*, <https://www.foreignaffairs.com/china-became-peacemaker-middle-east>, Le 25 août, 2024.
- PATOCKA, Jan et ABRAMS, Erika, « La science philosophique de la nature chez Aristote (extrait) », *Les études philosophiques*, 2011/3 n° 98, Cairn info, pp. 303-330.
- PESTEL, Mathilde, “ Les Nouvelles routes de la soie : Ambition, stratégie d’influence et réalité géopolitique », Centre d’étude des crises et conflits internationaux (CECRI), 2023, n°. 83, pp. 1-22.
- PETTUS, Maj Gen Evan L., USAF, (2023). “The Expanding Leverage of the People’s Republic of China in Latin America: Implications for US National Security and Global Order”, *Journal of Indo-Pacific Affairs*, <https://www.southcom.mil/MEDIA/NEWS->

ARTICLES/Article/3553735/the-expanding-leverage-of-the-peoples-republic-of-china-in-latin-america-implic/, Le 8 août, 2024.

- PICCONE, Ted, (2021). "UN Human Rights Council: As the US returns, it will have to deal with China and its friends", In, *Brookings*, <https://www.brookings.edu/articles/un-human-rights-council-as-the-us-returns-it-will-have-to-deal-with-china-and-its-friends/>, Consulté le 24 février 2024.
- PIKETTY, Thomas, FONTAINE, Duran et LOJKINE, (2020). "Pour une théorie des révolutions", *Le Grand Continent*, <https://legrandcontinent.eu/fr/2020/02/26/livre-piketty/>.
- PILLING, David, (2019). "Africa poised 'to play a major role in the world': Despite massive problems, vast continent is faring better than many people imagine, *Financial Times*, <https://www.ft.com/content/2066a800-82f4-11e9-a7f0-77d3101896ec>, Le 19 juillet, 2024.
- PILLING, David, (2024). "The foreign powers competing to win influence in Africa": Continent finds itself wooed by many, but few countries have yet devised a strategy to take full advantage, *Financial Times*, <https://www.ft.com/content/a811400c-6c1f-4970-b1a9-4e9d28efa62e#:~:text=Part%201:%20The%20US-backed%20railway%20sparking>. Le 25 septembre, 2024.
- PINGUER, Laurent, (2024). "CPEC – Corridor économique Chine-Pakistan, l'élève turbulent de la BRI", IN ; ASIE, *Observatoire Français des Nouvelles routes de la soie*, <https://observatoirenrs.com/2024/02/07/le-cpec-corridor-sino-pakistanaise-eleve-turbulent-bri/>, Le 13 octobre, 2024.
- POITOU, J.-P, « Modèles formalisés du pouvoir ». In : *L'année psychologique*. 1967 vol. 67, n°2. pp. 601-611 ; doi : <https://doi.org/10.3406/psy.1967.27584>.
- POMFRET, John, (1999). "China Ponders New Rules of "Unrestricted War," *Wash. Post*, <https://www.washingtonpost.com/archive/politics/1999/08/08/china-ponders-new-rules-of-unrestricted-war/ad255e11-9670-4580-a0ff-7f7befb76f3e/>. Le 31 octobre, 2024.
- PORRAS, Laila, (2015). " Croissance Inégalité et pauvreté au sein des pays émergents : le cas des BRICS ", In *Revue de la Régulation : capitalisme, institutions, pouvoirs*. <https://doi.org/10.4000/regulation.11480>. Le 12 juin, 2024.
- POSEN, Adam S., (2023). "The End of China's Economic Miracle" : How Beijing's Struggles Could Be an Opportunity for Washington, *Foreign Affairs*, <https://www.foreignaffairs.com/china/end-china-economic-miracle-beijing-washington>, Le 02 août, 2023.
- POTTINGER, Matt and SINGH, Daleep, (2023). "Great Powers Don't Default": The Dangers of Debt-Ceiling Brinkmanship, *Foreign Affairs*, <https://www.foreignaffairs.com/united-states/great-powers-dont-default>. Le 27 avril, 2023.

- RAMEL, Frédéric, (2022). " De la bienveillance dans les relations internationales ", In *Le Grand Continent*, <https://legrandcontinent.eu/fr/2022/02/28/de-la-bienveillance-dans-les-relations-internationales/>. Consulté le 14/12/2022.

- REINHARDT, Jackson T., (2020). "Totalitarian Friendship: Carl Schmitt in Contemporary China" In *Inquiries Journal Social Science, Arts & Humanities*, <http://www.inquiriesjournal.com/articles/1784/totalitarian-friendship-carl-schmitt-in-contemporary-china>, Le 28 janvier, 2024.

- REPNIKOVA, Maria, (2022). "The Balance of Soft Power: The American and Chinese Quests to Win Hearts and Minds", *Foreign Affairs*, <https://www.foreignaffairs.com/articles/china/2022-06-21/soft-power-balance-america-china>, Le 06 juin, 2022.

- RICKS, Jacob I., And AMY Liu. H, "Process-Tracing Research Designs: A Practical Guide". PS: *Political Science & Politics*. 2018;51(4):842-846. doi:10.1017/S1049096518000975.

- ROBBINS, Michael, JAMAL, Amaney A. and TESSLER, Mark, (2024). "America Is Losing the Arab World": And China Is Reaping the Benefits, *Foreign Affairs*, <https://www.foreignaffairs.com/united-states/america-losing-arab-world>, Le 22 août, 2024.

- ROMAN-AMAT, Béatrice, (2022). " Deng Xiaoping (1904 - 1997) " : Le " petit timonier ", *Hérodote. Net, Le Média de l'histoire*, https://www.herodote.net/Le_petit_timonier_-synthese-410.php, Le 05 octobre, 2024.

- ROSEN, Daniel H., (2021). " China's Economic Reckoning " : The Price of Failed Reforms, *Foreign Affairs*, <https://www.foreignaffairs.com/articles/china/2021-06-22/chinas-economic-reckoning#:~:text=Officials%20didn%E2%80%99t%20grow%20a%20market;%20they>. Le 24 septembre, 2024.

- ROSSATANGA-RIGNAULT, Guy, " La nouvelle route de la soie et l'Afrique", In *L'Afrique dans les bruissements du monde, Mélange en hommage à Gilbert Zuè-Nguema*, Tom II Au miroir du monde, 2019, pp. 325-352.

- ROTH, Antoine, (2016). " L'amour des Chinois pour les slogans ", *Le temps*, Autour du Japon, Le Blogue de Antoine Roth, <https://blogs.letemps.ch/antoine-roth/2016/05/02/lamour-des-chinois-pour-les-slogans/>, Le 1er octobre, 2024.

- ROTHWELL, Donald, (2023). "Did China's balloon violate international law", In *The Conversation*, <https://theconversation.com/did-chinas-balloon-violate-international-law-199271>, Consulté le 25 janvier 2024.

- ROY, Diana, (2023). "China's Growing Influence in Latin America", *Council on Foreign Affairs Relations*, <https://www.cfr.org/background/china-influence-latin-america-argentina-brazil-venezuela-security-energy-bri>, Le 15 août, 2024.

- RUDD, Kevin, (2022).“ The World According to Xi Jinping”: What China’s Ideologue in Chief Really Believes, *Foreign Affairs*, <https://www.foreignaffairs.com/china/world-according-xi-jinping-china-ideologue-kevin-rudd>, Le 10 octobre, 2022.
- SAMAAAN, Jean-Loup & COURMONT, Barthélemy, " Quand le Pentagone surveille la Chine ", Entretien de Jean-Loup Samaan à propos de son livre, La menace chinoise une invention du Pentagone, aux éditions Vendémiaire, In « *Monde chinois* », N 32, 2014, pp, 66-70.
- SANNY, Josephine Appiah-Nyamekye, “AD489: Les Africains apprécient l’influence de la Chine mais conservent leurs aspirations démocratiques ”, *Afro Baromètre*, <https://www.afrobarometer.org/publication/ad489-les-africains-apprecient-linfluence-de-la-chine-mais-conservent-leurs-aspirations/#:~:text=Les%20enque%CC%82tes%20nationales%20d%E2%80%99Afrobarometer%20dans%2034%20pays%20africains,a%20de%CC%81cline%CC%81%20au%20cours%20des%20cinq%20dernie%CC%80res%20anne%CC%81es>.
- SCHAEFFER, Daniel, (2014). " Prétentions chinoises en Mer de Chine du Sud et routes commerciales européennes ", Diploweb.com, *La Revue Géopolitique*, <https://www.diploweb.com/Pretentions-chinoises-en-Mer-de.html>, (7 mars, 2024).
- SCHAKE, Kori, (2023). “The Case for Conservative Internationalism “: How to Reverse the Inward Turn of Republican Foreign Policy, *Foreign Affairs*, <https://www.foreignaffairs.com/united-states/case-conservative-internationalism>,. Le 26 mars, 2024.
- SCHEMEIL, Yves, " Des études internationales cosmopolites en Asie ", *Open Edition Journal*, 2018, <https://journals.openedition.org/socio/3651?lang=fr>, Le 19 septembre, 2024.
- SCHOLZ, Olaf, (2022). “The Gloabal Zeitenwend” : How Aavoid A New Cold War in a Multipolar Era, In *Foreign Affairs*, <https://www.foreignaffairs.com/germany/olaf-scholz-global-zeitenwende-how-avoid-new-cold-war>, Consulté le 6/01/2023.
- SCHOULTZ, Lars, “U.S. Foreign Policy and Human Rights, Violation in Latina America: A Comparative Analysis of Foreign Aid Distributions “, Published By: *Comparative Politics*, Ph.D. Programs in Political Science, City University of New York, Vol. 13, No. 2 (Jan. 1981), pp. 149-170 (22 pages).
- SCHROEDER, Paul W., “The Risks of Victory. An Historian’s Provocation”, *The National Interest*, *Winter*, 2001-2002, pp. 22-36.
- SCITA, Jacopo, (2022). “When it Comes to Iran, China is Shifting the Balance”, *Bourse & Bazaar Foundation*, <https://www.bourseandbazaar.com/articles/2022/12/13/when-it-comes-to-iran-china-is-shifting-the-balance>, (1er mars, 2024).

- SCOTT, David, "China and the International System", 1840-1949: Power, Presence and Perceptions in a Century of Humiliation", In, *East Asia, State University of New York Press, New York*, 2008, Volume 26, (2009), pp. 247-250.
- SERFATI, Claude et LE BILLON, Philippe, " Guerre pour les ressources : Une face visible de la mondialisation ", In : *Presses de Science Po, Écologie & Politique*, 2007/1 no 34, pp. 15-31.
- SERFATI, Claude, " La mondialisation sous la domination de la finance : Une trajectoire insoutenable ", In : *De Boeck Supérieur, Mondes en développement*, 2010/4 no 152, pp. 129-144.
- SERFATI, Claude, "L'invasion Russe en Ukraine et la mondialisation armée", In : *Alternatives non-Violentes*, 2022/2, no, 203, pp. 8-11.
- SHAMBAUGH, David, "China and the World: Future Challenges", in *David Shambaugh (ed.), China and the World* (New York, 2020; online edn, Oxford Academic, 20 Feb. 2020), <https://doi.org/10.1093/oso/9780190062316.003.0016>, accessed 27 Nov. 2024. pp. 360–61.
- SHENG, Cong Wen, "100 cases of legal battle: the classic case analysis (paperback) – Softcover", *PLA Publishing House*; 1 (January 1. 2004).
- SHIDORE, Sarang, (2023). "The Return of the Global South": Realism, Not Moralism, Drives a New Critique of Western Power, *Foreign Affairs*, <https://www.foreignaffairs.com/world/return-global-south-critique-western-power>, Le 31 août, 2023.
- SHIFTER, Michael, (2012). "Plan Colombia: A Retrospective", *Americas Quarterly*, <https://www.americasquarterly.org/fulltextarticle/plan-colombia-a-retrospective/#:~:text=Although%20the%20Plan%20has%20evolved%20considerably>, Le 26 septembre, 2024.
- SHIFTER, Michael, (2018). "George HW Bush and Latin America: An Overlooked Legacy", *The Dialogue*, <https://www.thedialogue.org/blogs/2018/12/george-hw-bush-and-latin-america-an-overlooked-legacy/>, Le 10 août, 2024.
- SHIGONG, Jiang, (2020). "Empire and World Order" : Jiang Shigong, "The Internal Logic of Super-Sized Political Entities: 'Empire' and World Order", Introduction and Translation by David Ownby, *Reading the China Dream*, <https://www.readingthechinadream.com/jiang-shigong-empire-and-world-order.html>, Le 21 septembre, 2024.
- SINGLETON, Craig, (2022). "How Beijing Benefits From a New Iran Deal", The nuclear agreement could unleash Chinese activity in the Gulf and complicate U.S. goals in the Indo-Pacific, In, *Foreign Policy*, <https://foreignpolicy.com/2022/09/07/iran-nuclear-deal-china-us-geopolitics-middle-east-asia-gulf-sanctions-belt-road/>, (28 février, 2024).

- SOFINZON, Saghi, " Un modèle chinois au Moyen-Orient pour les vingt prochaines années ? ", *Centre Français de Recherche sur l'Irak (CFRI)*, 14/06/2023, <https://cfri-irak.com/article/un-modele-chinois-au-moyen-orient-pour-les-vingt-prochaines-annees>, Le 12 octobre, 2024.
- STERNFELD, Lior, (2024). "The Realignment of The Middel East", *Foreign Policy Institute, Middel East Program*, <https://www.fpri.org/article/2024/03/the-realignment-of-the-middle-east/>, Le 22 août, 2024.
- STOKES, Bruces, (2022). "The decline of the City Upon a Hill": As American democracy loses its shine, American power suffers, *Foreign Affairs*, <https://www.foreignaffairs.com/united-states/decline-city-upon-hill>. Le 31 octobre, 2024.
- STROBEL, Warren P., (2022). "Covid-19' Most Likely Leaked From Lab in China, Senate GOP Report Says", *The Wall Street Journal*, <https://www.wsj.com/articles/covid-19-most-likely-leaked-from-lab-in-china-senate-gop-report-says-11666905063>, Consulté le 20/10/2022.
- STUART, Clegg, (1989). "Frameworks of Power", London: Sage Publications.; Young (1990); and Haugaard, Mark (2010): Power: A 'Family Resemblance' Concept, *European Journal of Cultural Studies*, 13 (4), pp. 419-438.
- STYAN, David, (2020). "China's Maritime Silk Road and Small States: Lessons from the Case of Djibouti", *Journal of Contemporary China*, Volume 29, 2020 – Issue 122, <https://doi.org/10.1080/10670564.2019.1637567>. Le 31 octobre, 2024.
- SUN, Yun, (2012). "With second meeting in June, China finds opportunity in Hamas-Fatah talks": China is increasingly seeing Hamas as a legitimate political force in the political process on Palestine's future and statehood, refusing to condemn or describe the group as a terrorist organization, *Al-Monitor*, <https://www.al-monitor.com/originals/2024/05/second-meeting-june-china-finds-opportunity-hamas-fatah-talks>, Le 25 août, 2024.
- SWARTZ, David. L., "Encyclopedia of Power", In *Keith Dowding*, Editorial Board, Australian National University, pp. 648-649.
- SYLVER, Beverly J. & PAYNE, Corey R., " Crise de l'hégémonie mondiale et accélération de l'histoire sociale ", In *Nouveaux Cahiers du Socialisme*, n° 25, 2021. <https://www.cahiersdusocialisme.org/crise-de-lhegemonie-mondiale-et-acceleration-de-lhistoire-sociale-2/>, Consulté le 20/12/2022.
- TAMMEN, Ronald L., KUGLER, Jacek and LEMKE, Douglas, (2017). "Foundation of Power Transition Theory", Oxford Research Encyclopedia, In *Politics*, En ligne le 1/01/2023, <https://doi.org/10.1093/acrefore/9780190228637.013.296>.
- TANNENBAUM, Arnold S., "An Event-Structure Approach to Social Power and to the Problem of Power Compatibility", *Systems Research of Behavioral Science*, The University of Michigan, (7)3, 1961, pp. 315-331.

- TEETS, Jessica C., "Paralysis versus Obedience": China's Local Policymakers' Strategic Adaptation to Political centralization, Asia Program, *Foreign Policy Research*, 2024, pp. 1-26.
- THRALL, A. Taylor and DORMINEY, Caroline, "Risk Business: The Role of Arms Sales in U.S Foreign Policy", In: *CATO Institute, Police Analysis*, 2018. No, 836. (En ligne), <https://www.cato.org/policy-analysis/risky-business-role-arms-sales-us-foreign-policy>.
- TILLY, Charles, "War Making and State Making as Organized Crime", In *Bringing the State Back In* edited by Peter Evans, Deitrich Rueschemeyer, and Theda Skocpol (Cambridge: Cambridge University Press, 1985), pp. 170-186.
- TIRZIU, Aleksandra Gadzala, (2024). "China's strategic evolution in the Middle East: From oil to security": Beijing's evolving role in the Middle East reflects shifting power dynamics and China's broader global ambitions, *Gisreports*, <https://www.gisreportsonline.com/r/china-middle-east-security/>, Le 20, août, 2024.
- TKACIK, John, (2006). "Confront China's Support for Iran's Nuclear Weapons", In, *The Heritage Foundation, Rapport Asia*, <https://www.heritage.org/asia/report/confront-chinas-support-irans-nuclear-weapons>, Le29 février, 2024.
- TOOZE, Adam, "The 1970s Weren't What You Think": Today's repertoire of economic policy is a distillation of the traumatic experience of that decade, but its results were far from unambiguous, *Foreign Policy Magazine*, 2022, pp. 44-48.
- VAIRON, Lionel, "La puissance militaire et diplomatique chinoise : Le concept de "menace chinoise" est-il toujours d'actualité ? ", <https://www.bing.com/ck/a?!&&p=41fe5e7c7f4dd6f63bf324d6be3e9f9d7db9956dd78ac4121bea786fae498eb6JmltdHM9MTY1MTg2OTQ0NCZpZ3VpZD1lZTU3NTE3ZC04YmY4LTQxMTgtYTlhNS05ODE1OTM5YWZmYTImaW5zaWQ9NTE2NA&ptn=3&fclid=55a56bf9-cd7c-11ec-89f8-bdaa4c12c33a&u=a1aHR0cDovL3d3dy5zb2NpZXRIc3RyYXRIZ2llLmZyL3BkZi9hZ2lyNDV0eHQwOS5wZGY&ntb=1>, Texte en accès libre Pdf.
- VANGILI, Anastas, (2020). "Haw China Changed Europe", *European – Western Balkans*, <https://europeanwesternbalkans.com/2020/11/03/how-china-changed-europe/>, Le 20 septembre, 2024.
- VANGILI, Anastas, "The ideational impact of China's Belt and Road in Europe": Cooperation and competition as pathways of principle-diffusion, In *China-EU Relations in a New Era of Global Transformation*, 1st Edition, London, 2021, Chap 8, p. 21. <https://doi.org/10.4324/9781003096948>.
- VERLUSE, Pierre, " La Chine face au monde : une puissance résistible ", interview de Emmanuel Lincot, Emmanuel Véron - *Diploweb.com*, Propos recueillis par Pierre Verluse, <https://www.diploweb.com/La-Chine-face-au-monde-une-puissance-resistible.html>, IRIS, 26 novembre 2021.

- VERON, Emmanuel, (2023), « Xi Jinping, après dix ans de pouvoir : un avenir incertain, *The Conversation*, <https://theconversation.com/xi-jinping-apres-dix-ans-de-pouvoir-un-avenir-incertain-198627#:~:text=Il%20y%20a%20dix%20ans%2C%20le%2014%20mars,quelque%203%20000%20membres%20de%20l%E2%80%99Assembl%C3%A9e%20nationale%20populaire.,> Le 20 février, 2025.
- VERON, Emmanuel et LINCOT, Emmanuel, (2020). “Chine-Amérique latine : quand Pékin exploite l’arrière-cour américaine”, *Le Grand Continent : Études-Amérique-Asie Orientale*, <https://legrandcontinent.eu/fr/2020/09/30/chine-amerique-latine-quand-pekin-exploite-larriere-cour-americaine/>, Le 12 août, 2024.
- VERON, Emmanuel et LINCOT, Emmanuel, (2021). " La Thaïlande aimantée par la Chine ", *The Conversation*, <https://theconversation.com/la-tha-lande-aimantee-par-la-chine-154458>, Le 12 octobre, 2024.
- WADE, Robert, “East Asian Economic Success: Conflicting Perspectives, Partial Insights, Shaky Evidence”, *World Politics*, 44(1992), p. 312.
- WALT, Stephen M., (2010). "Pourquoi le monde n'aime plus les États-Unis", *Pimido*, <https://www.pimido.com/sciences-politiques-economiques-administratives/relations-internationales/fiche-de-lecture/monde-aime-plus-etats-unis-stephen-walt-532578.html>. Le 23 septembre, 2024.
- WALT, Stephen M., (2022). “An International Relations Theory Guide to the War in Ukraine”: A consideration of which theories have been vindicated—and which have fallen flat, *Foreign Policy*, <https://foreignpolicy.com/2022/03/08/an-international-relations-theory-guide-to-ukraines-war/>, Le 19 septembre, 2024.
- WALT, Stephen M., (2023). “Saudi-Iranian Détente Is a Wake-Up Call for America”: The peace plan is a big deal—and it’s no accident that China brokered it, *Foreign Policy*, <https://foreignpolicy.com/2023/03/14/saudi-iranian-detente-china-united-states/>, (1er avril, 2024).
- WALT, Stephen M., (2024). “Interview with Professor Stephen Walt, Harvard University”, *International Affairs Forum (IAF)*, https://www.iaforum.org/Content/ViewInternal_Document.cfm?contenttype_id=5&ContentID=8090 . Le 23 septembre, 2024.
- WALT, Stephen M., (2024). “What the United States Can Learn From China” : Amid China’s rise, Americans should ask what Beijing is doing right—and what they’re doing wrong, *Foreign Policy*, <https://foreignpolicy.com/2024/06/20/united-states-china-rise-foreign-policy-lessons/>, Le 20 juin, 2024.
- WANG, Dan, (2023). “China’s Hidden Tech Revolution”: How Beijing Threatens U.S. Dominance, *Foreign Affairs*, <https://www.foreignaffairs.com/china/chinas-hidden-tech-revolution-how-beijing-threatens-us-dominance-dan-wang>, (28 février, 2023).

- WEDEMAN, Andrew. "3. Anticorruption Forever?". *Fateful Decisions: Choices That Will Shape China's Future*, edited by Thomas Fingar and Jean C. Oi, Redwood City: Stanford University Press, 2020, pp. 82-106. <https://doi.org/10.1515/9781503612235-007>.
- WEIWEI, Zhang, (2023). "The Allure of the Chinese Model", *The Chia Academy*, <https://thechinaacademy.org/the-allure-of-the-chinese-model/>. Le 13 août, 2024.
- WENDT, Alexander, "Collective identity formation and the international state", *American Political Science Review* 88(2), (1994), pp. 384–396.
- WESTAD, Odd Arne, (2019). "The Sources of Chinese Conduct: Are Washington and Beijing Fighting a New Cold War?", *Foreign Affairs*, 98, n° 5, <https://www.foreignaffairs.com/articles/china/2019-08-12/sources-chinese-conduct>, Le 28 novembre, 2024.
- WESTAD, Odd Arn, (2023). "What Does the West Really Know About Xi's China? "Why Outsiders Struggle to Understand Beijing's Decision-Making, *Foreign Affairs*, <https://www.foreignaffairs.com/china/what-does-west-really-know-about-xis-china>, 13 juin, 2023.
- WIETCHIKOSKI, Luciana and MILAN, Livia Peres, (2024). "US Hegemony in Latin America: Think Tanks and the Formation of Consensus about the Chinese Presence", *Revista Brasileira de Política Internacional*, <https://www.scielo.br/j/rbpi/a/VmdNJFPTgVHv8pCRpNbWNKJ/>, Le 8 août, 2024.
- WILLIAM, Robert D., (2020). "International Law With Chinese Characteristics: Beijing aCharacteristics:sed Global Order, In *Global China, Assessing China's Growing Role in The World*, October 2020, pp. 1-24. https://www.brookings.edu/wp-content/uploads/2020/10/FP_20201012_international_law_china_williams.pdf, Le 20 septembre, 2024.
- WONG, Edward, (2018). "US recalls top diplomats from Latin America as worries rise over China's influence", *New York Times*, 8 September 2018, <https://www.nytimes.com/2018/09/08/us/politics/us-latin-america-china.html>, Le 18, août, 2024.
- WU, Yi, (2022). "China Standards 2035 Strategy: Recent Developments and Implications for Foreign Companies", *China Briefing From Dezan Associates*, <https://www.china-briefing.com/news/china-standards-2035-strategy-recent-developments-and-their-implications-foreign-companies/>, Le 19 septembre, 2024.
- Y. Xiang, (2022). "The Unguaranteed Hegemony of China in Global South": A Reception Analysis of China Central Television in Africa. In: *Tudoroiu, T., Kuteleva, A. (eds) China in the Global South*. Springer, Singapore. https://doi.org/10.1007/978-981-19-1344-0_4.
- YAN, Yongliang, "Space Law Education in China: status quo shortcoming and possible ways out", In *Advance in Space Research*, Vol 71, Issue 1, 1 January 2023,

p. 664-773.,
<https://www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S0273117722005889>.

- YILANG, Jiang fang, “Fandui Mei zhujun Dongya Zhongdong” (Jiang visit to Iran, opposes US troops in Middle East), Taipei, *China Times*, April 22, 2002, p. 2. Cites Iran National Broadcast Service as source.
- YONGSHENG, Li, “Huo shang jia you’ Yi zai zhicai” [‘Adding Oil to the Fire’, the intent is sanctions], *People’s Daily (Beijing)*, April 13, 2006, p. 3.
- ZANARDI, Claude, (2022). “The Re-emergence of China and the Deepening of EU-China Relations”, In: *European Foreign and Security Policy towards China*. Palgrave Macmillan, Cham. https://doi.org/10.1007/978-3-031-12259-0_3.
- ZEHMISCH, Philipp, (2017). “The concept of subalternity: Theoretical and Methodological Implication”, *Mini-India: The Politics of Migration and Subalternity in the Andaman Islands*, Oxford Academic, <https://doi.org/10.1093/oso/9780199469864.003.0002>, Le 12 octobre, 2024.
- ZHANG, Phoebe, (2024). “China’s Communist Party on track for 100 million members by year’s end”: Data shows membership is becoming more educated, while fall in younger membership slows and women, ethnic minority groups sign up in greater numbers, *South China Morning Post*, <https://www.scmp.com/news/china/politics/article/3268723/chinas-communist-party-track-100-million-members-years-end>, Le 01 octobre, 2024.

▪ **LES THÈSES ET MÉMOIRES**

- MOUKAGNI, M. Hans G. Sorhel, (2018). *L’implication du Gabon dans la politique internationale du climat : une question de développement durable*, Mémoire soutenu à l’Université Omar Bongo, non publié.
- CHANTAL, Roromme, (2015). *L’émergence des grandes puissances : pouvoir symbolique et nouveau rôle de la Chine dans le monde après la Guerre froide*, Thèse soutenue à l’Université de Montréal.
- WEI, Yao, (2016). *La réforme des entreprises publiques en Chine*, Thèse soutenue à l’Université de Bourgogne Franche-Comté et l’Université Catholique de Louvain.

▪ **LES ARTICLES DE PRESSE**

- Al Jazeera Staff (2022). “Mapping Africa’s natural resources: Nearly half the world’s gold and one-third of all minerals are in Africa. Here’s a look at the resources African countries have “, <https://www.aljazeera.com/news/2018/2/20/mapping-africas-natural-resources#:~:text=According%20to%20the%20United%20Nations%2C%20Africa%20is%20home,its%20chromium%20and%20platinum%20%E2%80%93%20both%20valuable%20metals.>, Le 25 septembre, 2024.

- BBC NEWS, (2006). “Analysis: How the US 'lost' Latin America”: As the BBC begins a special series on Latin America, Newsnight presenter Gavin Esler gives his view on the region's leftward trend and its changing relationship with the US., <http://news.bbc.co.uk/2/hi/4861320.stm>, le 10 août, 2024.
- BBC, “China's loans to Latin America 'rose to \$22bn in 2014””, <https://www.bbc.com/news/world-latin-america-31639768>, Le 18 août, 2024.
- BFM TV, Jean-Marie Le Guen, membre du conseil d'administration de Huawei France - 29/03, https://www.bfmtv.com/economie/replay-emissions/good-morning-business/jean-marie-le-guen-membre-du-conseil-d-administration-de-huawei-france-29-03_EN-202203290683.html.
- BFM TV, [Coup de frein sur la croissance chinoise - 15/07], Le 15 juillet 2022, Jean-François di Meglio livrait une analyse sur le coup de frein de la croissance chinoise qui tournerait autour de 3% pour les nouvelles prévisions, <https://lnkd.in/eCh-CiYW>.
- Global Times, (2021). “Those who terrorize our compatriots will pay: Global Times editorial”, <https://www.globaltimes.cn/page/202107/1228865.shtml#.YPQBzSyHH10.twitter>, Le 28 août, 2024.
- Herodote.net, Le Média de l'Histoire, (1949), https://www.herodote.net/20_janvier_1949-evenement-19490120.php/
- Le Journal, Le Monde, (2024), "Vote d'une résolution pour un cessez-le-feu à Gaza : Israël déplore le « net recul » des États-Unis ", https://www.lemonde.fr/international/article/2024/03/25/vote-d-un-cessez-le-feu-a-gaza-les-etats-unis-prennent-leur-distance-avec-israel_6224143_3210.html#:~:text=Alli%C3%A9%20principal%20d%E2%80%99Isra%C3%ABl%2C%20les%20Etats-Unis%20se%20sont%20abstenus,a%20d%C3%A9cid%C3%A9%20d%E2%80%99annuler%20l%E2%80%99envoi%20d%E2%80%99une%20d%C3%A9ligation%20%C3%A0%20Washington, (24 mars, 2024).
- Le Monde avec AFP, (2019). “Guerre douanière avec les États-Unis : la Chine dépose plainte auprès de l'Organisation mondiale du commerce”: De nouveaux droits de douane sont entrés en vigueur dimanche aux États-Unis sur des produits chinois représentant des milliards de dollars d'importations annuelles, https://www.lemonde.fr/economie/article/2019/09/02/guerre-douaniere-avec-les-etats-unis-la-chine-depose-plainte-aupres-de-l-organisation-mondiale-du-commerce_5505565_3234.html. Le 23 septembre, 2024.
- Le Vend de la Chine, “Li Keqiang à la manœuvre (économique) “, (2022), <https://www.leventdelachine.com/vdlc/numero-21-2022/li-keqiang-a-la-manoeuvre-economique/>.

- OI, Mariko & MARSH, Nick, (2023). BBC News, “China suspends youth unemployment data after record high”, <https://www.bbc.com/news/business-66506132>, Le 24 septembre, 2024.
- ORLEAN André, (2010). “ La crise, moteur du capitalisme ”, *Journal Le Monde*, https://www.lemonde.fr/idees/article/2010/03/29/la-crise-moteur-du-capitalisme-par-andre-orlean_1325825_3232.html, (8 mars, 2024).
- Reuters, (2022). “ China sees biggest growth in energy and coal use since 2011”, <https://www.reuters.com/markets/commodities/china-sees-biggest-growth-energy-coal-use-since-2011-2022-02-28/>, Consulté le (28 février, 2024).
- Reuters, (2022). “Exclusive: Under Biden, China has widened trade lead in much of Latin America”, <https://www.reuters.com/world/americas/exclusive-under-biden-china-has-widened-trade-lead-much-latin-america-2022-06-08/>, Le 8 août, 2024.
- Support The Guardian, (2018). “The full speech – Trump's State of the Union address”, <https://www.theguardian.com/us-news/2018/jan/30/the-full-text-of-trumps-state-of-the-union-address>, Le 8 août, 2024.
- TESTARD, Hebert dans le journal *Asialyste*, *COP27 : pourquoi l'Asie ne montre plus d'audace contre le changement climatique*, (2024), <https://asialyst.com/fr/2022/11/12/cop27-pourquoi-asie-montre-plus-audace-contre-changement-climatique-climat/>.
- TEYSSONNEYRE, Sandrine, (2022). Pacifique : malgré les doutes, la Chine déterminée à s'imposer, *Asyalist*, 10/06/2022, <https://asialyst.com/fr/2022/06/10/oceanie-face-doutes-nations-pacifique-chine-determinee-imposer/>.
- The Conversation, (2024). “Articles on Deep state”, <https://theconversation.com/global/topics/deep-state-60030>. Le 4 octobre, 2024.
- The Economist, (2023). “Xi Jinping wants to be loved by the global south”: China presented the Belt and Road Forum as an oasis of peace in a dangerous world, <https://www.economist.com/china/2023/10/19/xi-jinping-wants-to-be-loved-by-the-global-south>, Le 03 octobre, 2024.
- The Economist, (2024). “China’s presence in Latin America has expanded dramatically”, <https://www.economist.com/the-americas/2024/07/04/chinas-presence-in-latin-america-has-expanded-dramatically>, Le 08 août, 2024.
- The Economist, (2024). “South-East Asia learns how to deal with China”: The Belt and Road is having some underappreciated effects in Asia, <https://www.economist.com/asia/2024/01/11/south-east-asia-learns-how-to-deal-with-china>, Le 12 octobre, 2024.

- The Economist, “Iran’s attack on Iraq shows how precise missiles have become”, <https://www.economist.com/science-and-technology/2020/01/16/irans-attack-on-iraq-shows-how-precise-missiles-have-become>, (1er mars, 2024).
- The Guardian, (2018). “While Trump eyes Latin America with malign neglect, China sees opportunity”, <https://www.theguardian.com/world/2018/feb/08/latin-america-china-us-trump>, Le 8 août 2024.
- The Guardian, (2023). “China targets foreign consulting companies in anti-spying raids”: companies in anti-spying raids This article is more than 1 year old State media report suggests growing suspicions of firms involved in due diligence and business research industries, <https://www.theguardian.com/world/2023/may/09/china-targets-foreign-consulting-companies-in-anti-spying-raids>, Le 24, septembre, 2024.
- The Time, (2021). “The U.S. and China Are Battling for Influence in Latin America, and the Pandemic Has Raised the Stakes”, <https://time.com/5936037/us-china-latin-america-influence/>, Le 8 août 2024.
- Xinhua, "La diplomatie chinoise est bien « meilleure que celle de l’occident ", En ligne, French.people.cn, (2022), <http://french.peopledaily.com.cn/Chine/n3/2022/0321/c31354-9973655.html>, Le 16 septembre, 2024.
- Xinhua, "Publication d’un recueil de discours de Xi Jinping ", Allocution du président Xi Jinping à la cérémonie d’ouverture de la conférence annuelle 2022 du Forum de BOAO pour l’Asie, (Texte intégral), En ligne, <http://french.peopledaily.com.cn/Chine/n3/2022/0421/c31354-10087057.html>.
- Xinhua, “Collection of Xi’s diplomatic speeches published”, The first and second volume of a collection of diplomatic speeches by Chinese President Xi Jinping has been published by the Central Party Literature Press, (2022), http://english.scio.gov.cn/topnews/2022-05/12/content_78214685.htm, Le 12 juin, 2022.
- Xinhua, 外交部副部长乐玉成：全球安全倡议为消弭和平赤字提供了治本之策, http://www.news.cn/world/2022-05/06/c_1128627008.htm, Le 19 septembre, 2024.

▪ **LES DOCUMENTS OFFICIELS**

- Department of Defense, *Sustaining US Global Leadership: Priorities for 21st Century Defense*, Washington, DC, 2012.
- [Le discours de Xi Jinping à Davos en 2017 reste toujours d’actualité \(china.org.cn\)](http://china.org.cn).
- Ministère des Affaires étrangères, Chine (2016) Document d’orientation de la Chine sur l’Amérique latine et les Caraïbes. Disponible à l’adresse : https://www.fmprc.gov.cn/mfa_eng/zxxx_662805/t1418254.shtml, Le 17 janvier 2021.

- Ministère des Affaires étrangères, Chine (2022) Mise en œuvre de l'Initiative de sécurité mondiale et mise en place d'une nouvelle architecture de sécurité au Moyen-Orient -- Discours vidéo du Conseiller d'État Wang Yi lors de la cérémonie d'ouverture du deuxième Forum sur la sécurité au Moyen-Orient, https://m.ciis.org.cn/xwdt/202209/t20220923_8712.html, Le 12 octobre, 2024.
- National Defense Strategy of The United States of America : Sharpening the American Military's Competitive Edge, <https://www.defense.gov/Portals/1/Documents/pubs/2018-National-Defense-Strategy-Summary.pdf>.
- National report submitted in accordance with paragraph 5 of the annex to Human Rights Council, <https://www.ohchr.org/en/documents/country-reports/national-report-submitted-accordance-paragraph-5-annex-human-rights>. Le 31 octobre, 2024.
- OCDE : "*La Chine devient mondiale*", Discours d'Angel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE, Prononcé lors d'un dîner le 24 mars 2014 à Pékin. <https://www.oecd.org/china/china-go-global.htm>. Consulté le 01/03/2022.
- President of Russia (2022). Joint Statement of the Russian Federation and the People's Republic of China on the International Relations Entering a New Era and the Global Sustainable Development, <http://en.kremlin.ru/supplement/5770>. Le 31 octobre, 2024.
- Rapport du Comité central du PCC, " Décision du Comité central du Parti communiste chinois sur plusieurs questions importantes concernant la promotion globale de l'état de droit", (Adopté lors de la quatrième session plénière du 18e Comité central du Parti communiste chinois le 23 octobre 2014), <http://cpc.people.com.cn/n/2014/1029/c64387-25927606.html>, Le 12 octobre, 2024.
- The State Council Information Office published on Thursday a white paper entitled *China's Peaceful Development Road*, <http://www.china.org.cn/english/2005/Dec/152669.htm>. Le 31 octobre, 2024.
- The States Council The People's Republic of China, "China's Policy Paper", https://english.www.gov.cn/archive/publications/2016/01/13/content_281475271412746.htm, le 22 août, 2024.
- The White House, "Remarks by President Biden on the End of the War in Afghanistan", August 31, 2021, <https://www.whitehouse.gov/briefing-room/speeches-remarks/2021/08/31/remarks-by-president-biden-on-the-end-of-the-war-in-afghanistan/>, Le 31 août, 2024.
- Tink Tank European Parliament, (2021), "China's compliance with selected fields of international law", *EPRS, European Parliament Research Service*, pp. 1-12, [https://www.europarl.europa.eu/thinktank/en/document/EPRS_BRI\(2021\)696207](https://www.europarl.europa.eu/thinktank/en/document/EPRS_BRI(2021)696207), Consulté (le 14 février 2024).
- U.S. Dep't of State, Limits in the Seas, No. 143, China: Maritime Claims in the South China Sea (Dec. 5, 2014), <http://www.state.gov/documents/organization/234936.pdf>.

- United Nation Development Programme, “Forging a global South”: 25 years after the Buenos Aires Conference on Technical Cooperation Among Developing Countries, https://openlibrary.org/books/OL19646722M/Forging_a_global_South, Le 17 juillet, 2024.
- United States, International Trades Commission, Asia-Pacific Economic Cooperation* (APEC) TiVA, https://www.usitc.gov/tiva_portal/asia_pacific_economic_cooperation.
- **LES DONNÉES STATISTIQUES**
- Arms Control Association, <https://www.armscontrol.org/factsheets/Nuclearweaponswhohaswhat>. Le 13 septembre, 2024.
- Chine Information (2008). https://chine.in/guide/tableau-des-medailles-olympiques-des_2319.html. Le 13 septembre, 2024.
- Cuntrymeters, China Population 2024, <https://countrymeters.info/fr/China#:~:text=En%202024%2C%20population%20de%20la%20Chine%20augmentera%207,et%20on%20peut%20mourir%2010%20250%20485%20personnes>. Le 13 septembre, 2024.
- En 2022, le Trésor Américain annonce que la dette est de 30 000 milliards de dollars, cette dette a augmenté de plus de 7 000 milliards par rapport à 2019 du fait de la Covid-19. https://www.bfmtv.com/economie/international/30-000-000-000-000-de-dollars-la-dette-publique-americaine-franchit-un-nouveau-cap_AN-202202020198.html.
- Failed States 2024, <https://worldpopulationreview.com/country-rankings/failed-states>.
- Fondation pour la Recherche Stratégique, " Fiche n°8 : Coopération économique et entreprises, développer le commerce au service de la prospérité avec l’Indo-Pacifique ", <https://frstrategie.org/publications/fiches-indo-pacifique/n8-cooperation-economique-entreprises-developper-commerce-service-prosperte-avec-indo-pacifique-2023>, Consulté le 19 septembre, 2024.
- Les données fournies par *ce think tank* sont évaluées en cours du dollar actuel, elles établissent les dépenses de la guerre du Vietnam à 47 milliards de dollars en cours actuel, <https://www.statista.com/statistics/1334878/vietnam-war-key-inflation-budget-deficit/>.
- OCDE, (2020). “Development Metters” ; How China is implementing the 2030 Agenda for Sustainable Development, Asia, Building resilience, SDGs, <https://oecd-development-matters.org/2020/02/28/how-china-is-implementing-the-2030-agenda-for-sustainable-development/#:~:text=China%20is%20pushing%20its%20sustainable%20development>, Le 24 septembre, 2024.

- OCDE, “Government at a Glance: Latin America and the Caribbean 2024”, https://www.oecd.org/en/publications/government-at-a-glance-latin-america-and-the-caribbean-2024_4abdb16-en.html, Le 18 août, 2024.
- OCDE, “Latin American Economic Outlook 2015”, https://www.oecd-ilibrary.org/development/latin-american-economic-outlook-2015/executive-summary_leo-2015-4-en;jsessionid=26d3hc18xxel0.x-oecd-live-03., Le 15 août, 2024.
- Office of the United States Trade Representative: Executive office of the President, <https://ustr.gov/countries-regions>, Consulté le 12 septembre, 2024.
- Pew Research Center 2023, “Comparing Views of the U.S. and China in 24 Country”, <https://www.pewresearch.org/global/2023/11/06/comparing-views-of-the-us-and-china-in-24-countries/>.
- Pew Research Center 2023, “Views of China”, <https://www.pewresearch.org/global/2023/07/27/views-of-china/>. Le 31 octobre, 2024.
- SIPRI (2024). https://www.sipri.org/sites/default/files/2024-06/yb24_summary_en_2_0.pdf. Le 31 octobre, 2024.
- SIPRI, Yearbook 2024, <https://www.sipri.org/yearbook/2024>. Le 31 octobre, 2024.
- Statista (2024). “Twenty countries with the largest population in 2024 (in millions)”, <https://www.statista.com/statistics/262879/countries-with-the-largest-population/#:~:text=In%202022%2C%20India%20overtook%20China%20as%20the%20country,however%20its%20population%20went%20into%20decline%20in%202023>, Le 1er octobre, 2024.
- World Bank Group, (2024). “Growing Beyond Property”: Cyclical Lifts and Structural Challenges, Special Focus: Aging China – Implication for Growth and Inequality, *China Economic Update*, <https://thedocs.worldbank.org/en/doc/c7a6b75bc5c138a7ec7e62789695978f-0070012024/original/CEU-June-2024-EN.pdf#:~:text=China%20Economic%20Update%20-%20June%202024>, Le 26 septembre, 2024.

▪ LES VIDÉOS

- Banque Mondiale : " Le mécontentement de la classe moyenne à l'origine du Printemps arabe ", <https://www.banquemondiales.org/fr/news/feature/2015/10/21/middle-class-frustration-that-fueled-the-arab-spring>. Le 31 octobre, 2024.
- Benjamin Tremblay, [Le plan de la Chine est condamné à l'échec], « 7 jours sur Terre », <https://www.youtube.com/watch?v=1U0UqFkXorM>, Le 12 juin 2022.
- Bruno Carton et Pascal Lamontagne, [Pétrole et gaz comme causes de violences], <https://www.bing.com/videos/search?q=Bruno+Carton+et+Pascal+Lamontagne+p%3%a9trole+et+gaz+comme+causes+de+violences&qpv=Bruno+Carton+et+Pascal+L>

amontagne+p%3%a9trole+et+gaz+comme+causes+de+violences&FORM=VDRE.
Le 31 octobre, 2024.

- Les Amfis, [Le libéralisme autoritaire, phénomène mondial], avec Jean François Byart et Béatrice Hibou, <https://www.youtube.com/watch?v=lWRHcXE5WHY>. Le 31 Octobre, 2024.
- Watch [The global South: towards a new, more balanced world order? | Géopolitis] *on YouTube*, <https://youtu.be/3zA7ByU7KwQ?si=XdycgGdFfXrDVoh7>, dernière consultation le 17 juillet, 2024.

- **LES SITES INTERNET ET AUTRES**

- Chine : Xi Jinping proche d'une "victoire boiteuse" au XXème Congrès du Parti ? - Asialyst.
- <https://freedomhouse.org/>.
- <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1181773/manifestants-hong-kong-question-reponse-contestation-anyck-beraud>. Aussi : <https://www.scmp.com/news/hong-kong/hong-kong-law-and-crime/article/2147206/exclusive-pictures-first-police-anti-riot>.
- <https://instituteforglobalaffairs.org/2022/06/modeling-democracy-democracys-promise/>.
- <https://lnkd.in/eJj2iNtw>.
- <https://noovell.com/fr/similar/87514796>.
- <https://twitter.com/MatthewKroenig/status/1708163932551090437>.
- <https://vm.tiktok.com/ZGeogadUY/>.
- <https://www.capital.fr/economie-politique/droits-de-douane-des-usa-la-chine-depose-une-plainte-a-lomc-1348895>. <https://www.lesechos.fr/2018/04/omc-seize-ans-de-litige-entre-les-etats-unis-et-la-chine-988525>. https://lexpansion.lexpress.fr/actualite-economique/droits-de-douane-des-etats-unis-la-chine-depose-une-plainte-a-l-omc_2096224.html.
- <https://www.eiu.com/n/campaigns/democracy-index-2021/>.
- <https://www.gmfus.org/news/transatlantic-trends-2022>.
- <https://www.napoleon.org/histoire-des-2-empires/cartes/carte-de-leurope-en-1812/#:~:text=En%201812%2C%20l'h%C3%A9g%C3%A9monie%20europ%C3%A9enne,%20DBas%2C%20en%20Allemagne>. Consulté le 26/06/2022.

- <https://www.pewresearch.org/global/2010/06/17/obama-morhttps://egfound.org/2020/03/modeling-democracy/e-popular-abroad-than-at-home/>.
- <https://www.pewresearch.org/global/2012/06/13/chapter-2-attitudes-toward-american-culture-and-ideas/>.
- <https://www.pewresearch.org/short-reads/2022/06/22/most-americans-continue-to-think-the-u-s-is-less-respected-today-than-in-the-past/>.
- <https://www.prem.grweb.fr/2019/10/05/b-lempire-des-succes-a-la-contestation/>. Consulté le 26/04/2022.
- <https://www.unfpa.org/fr/data/world-population-dashboard>.
- <https://www2.assemblee-nationale.fr/decouvrir-l-assemblee/histoire/grands-discours-parlementaires/jules-ferry-28-juillet-1885>.
- L'anneau de Gygès ou l'homme juste chez Platon, L'agora : une agora, une encyclopédie, https://agora.qc.ca/documents/lanneau_de_gyges_ou_lhomme_juste_selon_platon
- [La Chine prise pour cible par l'OTAN et critiquée par le G7 - Asialyst](#).
- [Le boycott des prêts hypothécaires en Chine s'intensifie. Maintenant, les fournisseurs d'Evergrande ont cessé de payer des prêts bancaires - ABC News. Crise d'Evergrande en Chine: une entreprise immobilière fait face à des protestations de la part des acheteurs de maisons et des investisseurs - Bloomberg](#).

ANNEXE

Le discours de Xi Jinping à Davos en 2017 reste toujours d'actualité

Il y a trois ans, le 17 janvier 2017, le président chinois Xi Jinping prononçait un important discours à l'occasion de la réunion plénière d'ouverture de l'édition 2017 du Forum économique mondial (FEM), dans la ville suisse de Davos. Un discours de 50 minutes intitulé « Partager les responsabilités de notre époque et promouvoir la croissance mondiale », dans lequel il avait fait part de l'indéfectible soutien de la Chine à la mondialisation économique et de son opposition ferme au protectionnisme. Un discours qui avait marqué les esprits et suscite toujours aujourd'hui des commentaires dans la presse mondiale, mais aussi dans les milieux d'affaires, politiques et intellectuels.

L'objectif de l'édition 2017 du FEM, énoncé par son fondateur Klaus Schwab, était de comprendre « pourquoi les gens sont en colère et pas satisfaits ». La question liminaire que le président chinois avait posée s'en faisait l'écho et reste encore brûlante d'actualité trois ans plus tard : « Beaucoup sont étonnés et se demandent : comment le monde en est-il arrivé à une telle situation ? ». Le protectionnisme, l'unilatéralisme et le repli des nations et des peuples avaient en effet pris des proportions inédites depuis le coup de semonce du référendum sur le Brexit le 23 juin 2016 et l'élection de Donald Trump à la Maison Blanche le 8 novembre de la même année, avant de culminer dernièrement avec la guerre commerciale déclenchée par les États-Unis depuis le début de l'année 2018.

Xi Jinping avait dans son discours catégoriquement refusé d'imputer ces maux à la mondialisation. « La plupart des problèmes qui affectent le monde actuel n'ont pas été causés par la mondialisation économique. Accuser celle-ci de tous les maux du monde n'est pas conforme à la réalité et n'aidera pas à résoudre ces problèmes », avait-il dit. C'est même futile et voué à l'échec, remarquait-il, car contraire à la tendance de l'époque. « Que cela nous plaise ou non, l'économie mondiale est un vaste océan auquel nul ne peut échapper. Tout effort visant à entraver la circulation des capitaux, des technologies, des produits, des industries et des personnes entre les économies, ou à tenter de canaliser les eaux de cet océan vers des criques et des lacs isolés, n'est tout simplement pas réalisable. Cela va à l'encontre de la tendance historique actuelle ».

Reconnaissant que la mondialisation se heurtait à des écueils et suscitait une méfiance de plus en plus vive, et que la « caverne d'Ali Baba » était devenue pour beaucoup une « boîte de Pandore », M. Xi avait enjoint la communauté internationale à agir rapidement. « A l'heure actuelle, la tâche la plus urgente qui s'impose à nous est de sortir l'économie mondiale de l'ornière dans laquelle elle se trouve », avait-il préconisé, évoquant « l'épée à double tranchant de la mondialisation ». Il avait d'ailleurs souligné les insuffisances et les failles de l'économie mondiale. « La croissance mondiale manque de forces motrices solides, ce qui rend difficile le maintien d'une croissance régulière de l'économie globale », avait-il noté. Il avait mis en exergue les faiblesses de la gouvernance économique mondiale, rendant difficile l'adaptation aux nouvelles évolutions, ainsi que le caractère inégal du développement, ne permettant pas de répondre au besoin légitime d'amélioration des conditions de vie de beaucoup.

La guerre commerciale lancée par le président Trump et qui vise particulièrement la Chine s'est montrée extrêmement dévastatrice, même si l'horizon semble se dégager et qu'un accord

commercial dit de « phase un » a été trouvé en ce début 2020. Personne n'est cependant sorti gagnant de ce face-à-face prolongé, encore moins les États-Unis. Les dernières estimations du Fonds monétaire international (FMI) indiquent en effet que le conflit commercial entre les États-Unis et la Chine aurait coûté jusqu'à 455 milliards de dollars à l'économie mondiale. Les répercussions sont immenses, donnant raison au président chinois, qui précisait dans son discours de Davos que le recours au protectionnisme était similaire à la volonté de vouloir s'enfermer dans une chambre sombre. « On se protège du vent et de la pluie, mais on se bloque également de la lumière et de l'air frais. Personne ne sortira vainqueur d'une guerre commerciale ».

Pour éviter que les pays ne soient tentés de s'enfermer dans cette pièce sombre, Xi Jinping avait assuré que la Chine ne resterait pas les bras croisés.

Tout d'abord, et comme le président chinois s'y était engagé, la Chine a continué depuis trois ans à approfondir l'ouverture et la réforme pour stimuler son développement socioéconomique et favoriser la création d'un environnement extérieur ouvert et favorable au développement commun. Cet engagement s'est concrétisé par la création de zones de libre-échange, la facilitation des formalités administratives et douanières des échanges, une réduction de la liste négative, et très récemment, par l'entrée en vigueur le 1er janvier 2020 de la Loi sur les investissements étrangers.

Ensuite, la Chine n'esquivera pas ses responsabilités de grande puissance et jouera à un rôle actif dans la promotion d'une mondialisation plus adaptée aux impératifs d'une communauté de destin de l'humanité. La Chine a ainsi donné des gages de confiance avec l'ouverture de la première édition du Forum de « La Ceinture et la Route » pour la coopération internationale le 14 mai 2017, et l'année suivante avec la première édition de la Foire internationale des importations de Chine (CIIE) du 5 au 10 novembre 2018. Des initiatives qui s'inscrivent dans la durée et témoignent de la sagesse de la Chine pour répondre aux défis mondiaux. « Le monde doit développer un nouveau modèle de croissance dynamique basé sur l'innovation. Il lui faut adopter une approche coordonnée et interconnectée, afin de développer un modèle de coopération ouvert et mutuellement profitable, un modèle de gouvernance juste, équitable et adapté aux tendances de l'époque, et un modèle de développement équilibré, équitable et inclusif ».

La Chine est ainsi passée de la parole aux actes et a ouvert « ses bras aux peuples des autres pays », et les accueille « à bord du TGV du développement chinois », comme le président chinois s'y était engagé il y a exactement trois ans.

par Jacques Fourrier (L'auteur est un journaliste et commentateur français basé à Beijing)